



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114705486>

CAZON
XB
-B56

28

Gouvernement
Publication



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 100

**An Act to amend
the Insurance Act
in respect of automobile insurance
risk classification systems**

Mr. M. Colle

Private Member's Bill

1st Reading September 18, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 100

**Loi modifiant la
Loi sur les assurances
en ce qui concerne les systèmes
de classement des risques en matière
d'assurance-automobile**

M. M. Colle

Projet de loi de député

1^{re} lecture 18 septembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill requires that a risk classification system used by an insurer to determine rates for automobile insurance shall not consider minor accidents and shall provide for lower rates for new drivers by crediting new drivers, in certain circumstances, with additional years of driving experience.

Minor accidents are accidents that result in \$2,500 or less in damages, no injuries or death, and that did not result in an insurer making any payments that were not fully reimbursed by an insured driver.

A new driver is disqualified from receiving additional years of credit in a number of circumstances, including if the driver has been found to be more than 25% at fault in a claim arising from an accident, has been convicted of certain driving offences or has had his or her driver's licence suspended for non-payment of certain fines.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi exige que le système de classement des risques qu'utilise un assureur pour fixer des taux d'assurance-automobile ne prenne pas en considération les accidents mineurs et prévoit des taux moins élevés pour les nouveaux conducteurs en leur reconnaissant, dans certaines circonstances, des années d'expérience de conduite automobile supplémentaires.

Les accidents mineurs sont les accidents qui ont causé des dommages d'une valeur maximale de 2 500 \$, qui n'ont causé aucune lésion corporelle ni aucun décès, et à l'égard desquels tout paiement effectué par un assureur a été intégralement remboursé par un conducteur assuré.

Un nouveau conducteur perd le droit de se voir reconnaître les années d'expérience supplémentaires dans certaines circonstances, notamment si son degré de responsabilité dans le cadre d'une demande de règlement résultant d'un accident a été déclaré être de plus de 25 %, s'il a été déclaré coupable de certaines infractions liées à la conduite d'un véhicule ou si son permis de conduire a été suspendu pour défaut de paiement de certaines amendes.

**An Act to amend
the Insurance Act
in respect of automobile insurance
risk classification systems**

**Loi modifiant la
Loi sur les assurances
en ce qui concerne les systèmes
de classement des risques en matière
d'assurance-automobile**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 121 (1) of the *Insurance Act* is amended by adding the following paragraph:

36.3 prescribing circumstances for the purposes of subsection 417.0.3 (5);

2. The Act is amended by adding the following sections:

Risk classification systems, minor accident paid by insured

417.0.2 (1) No insurer shall use a risk classification system in classifying risks for a coverage or category of automobile insurance that permits an insurer to consider a minor accident within the meaning of subsection (2).

Minor accident

(2) For the purposes of subsection (1), an accident is a minor accident if,

- (a) the accident did not cause more than \$2,500 in damages;
- (b) the accident did not cause any bodily injuries or the death of any person; and
- (c) no insurer made any payments as a result of the accident that were not fully reimbursed by an insured party.

Definitions

(3) In this section,

“insurer” includes the Facility Association.

Risk classification systems, new drivers

417.0.3 (1) No insurer shall use a risk classification system in determining rates for each coverage and category of automobile insurance unless the system provides for lower rates for new drivers in accordance with this section and the regulations.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 121 (1) de la *Loi sur les assurances* est modifié par adjonction de la disposition suivante :

36.3 prescrire les circonstances pour l'application du paragraphe 417.0.3 (5);

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Systèmes de classement des risques : accident mineur pris en charge par l'assuré

417.0.2 (1) Aucun assureur ne doit utiliser un système de classement des risques pour classer les risques dans le cadre d'une couverture ou catégorie d'assurance-automobile qui permet à l'assureur de prendre en considération un accident mineur au sens du paragraphe (2).

Accident mineur

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un accident est un accident mineur si, à la fois :

- a) l'accident n'a pas causé plus de 2 500 \$ de dommages;
- b) l'accident n'a pas causé de lésions corporelles ni le décès d'une personne;
- c) tout paiement effectué par un assureur par suite de l'accident a été intégralement remboursé par une personne assurée.

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.

«assureur» S'entend en outre de l'Association des assureurs.

Systèmes de classement des risques : nouveaux conducteurs

417.0.3 (1) Aucun assureur ne doit utiliser un système de classement des risques pour fixer les taux de chaque couverture et catégorie d'assurance-automobile si le système ne prévoit pas des taux moins élevés pour les nouveaux conducteurs, conformément au présent article et aux règlements.

Credited driving experience

(2) Subject to subsections (4) and (5), in fixing rates for new drivers under a risk classification system, an insurer shall credit new drivers with additional years of driving experience.

Same

(3) For the purposes of subsection (2), the total number of years with which a new driver shall be credited shall be at least,

- (a) six years, if the driver,
 - (i) has completed a Ministry-approved driver education course at a driving school that is licensed under the *Highway Traffic Act*, or
 - (ii) has completed a driver education course at a licensed driving school in North America that is substantially similar to a Ministry-approved driver education course; and

- (b) three years in all other cases.

Disqualifications

(4) A new driver is disqualified from receiving credit for additional years of driving experience under subsection (2),

- (a) if he or she has been found to be more than 25 per cent at fault in a claim arising out of a motor vehicle accident;
- (b) if, subject to clause (6) (a), his or her licence has been suspended for non-payment of a fine for an offence relating to the use or operation of a motor vehicle; or
- (c) if, subject to clause (6) (b), he or she has been convicted of,
 - (i) a provincial offence in relation to the use or operation of a motor vehicle,
 - (ii) an offence under the *Criminal Code* (Canada) in relation to the use or operation of a motor vehicle, or
 - (iii) an offence under the laws of another jurisdiction in North America that is substantially similar to an offence described in subclause (i) or (ii).

Further prescribed disqualifications

(5) A new driver is disqualified from receiving credit for additional years of driving experience under subsection (2) in the circumstances prescribed by regulation.

Exception for parking offences

- (6) A new driver is not disqualified,

Expérience de conduite automobile reconnue

(2) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), lorsqu'il fixe des taux pour les nouveaux conducteurs en vertu d'un système de classement des risques, l'assureur leur reconnaît des années d'expérience de conduite automobile supplémentaires.

Idem

(3) Pour l'application du paragraphe (2), le nombre total d'années reconnues au nouveau conducteur est d'au moins :

- a) six :
 - (i) s'il a suivi un cours de conduite automobile approuvé par le ministère et donné par une auto-école titulaire d'un permis délivré aux termes du *Code de la route*,
 - (ii) s'il a suivi un cours de conduite automobile donné par une auto-école titulaire d'un permis en Amérique du Nord qui est essentiellement semblable à un cours de conduite automobile approuvé par le ministère;
- b) trois, dans tous les autres cas.

Cas d'inadmissibilité

(4) Un nouveau conducteur perd le droit de se voir reconnaître des années d'expérience de conduite automobile supplémentaires en vertu du paragraphe (2) dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) son degré de responsabilité dans le cadre d'une demande de règlement résultant d'un accident de véhicule automobile a été déclaré être de plus de 25 %;
- b) sous réserve de l'alinéa (6) a), son permis de conduire a été suspendu pour défaut de paiement d'une amende pour une infraction liée à l'usage ou à la conduite d'un véhicule automobile;
- c) sous réserve de l'alinéa (6) b), il a été déclaré coupable, selon le cas :
 - (i) d'une infraction provinciale liée à l'usage ou à la conduite d'un véhicule automobile,
 - (ii) d'une infraction au *Code criminel* (Canada) liée à l'usage ou à la conduite d'un véhicule automobile,
 - (iii) d'une infraction prévue sous le régime des lois d'une autre autorité législative d'Amérique du Nord qui est essentiellement semblable à une infraction visée au sous-alinéa (i) ou (ii).

Autres cas d'inadmissibilité prescrits

(5) Un nouveau conducteur perd le droit de se voir reconnaître des années d'expérience de conduite automobile supplémentaires en vertu du paragraphe (2) dans les circonstances prescrites par règlement.

Exception : infractions de stationnement

- (6) Un nouveau conducteur ne perd pas le droit de se

- (a) under clause (4) (b) as a result of a suspension of his or her driver's licence for non-payment of a fine that is solely related to the unlawful parking of a motor vehicle; or
- (b) under clause (4) (c) as a result of a conviction for an offence that is solely related to the unlawful parking of a motor vehicle.

Definitions

(7) In this section,

“insurer” includes the Facility Association; (“assureur”)

“Ministry-approved” means approved by the Ministry of Transportation under the *Highway Traffic Act*; (“approuvé par le ministère”)

“motor vehicle” has the same meaning as in subsection 1 (1) of the *Highway Traffic Act*; (“véhicule automobile”)

“new driver” means a driver with less than six years driving experience. (“nouveau conducteur”)

Commencement

3. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

4. The short title of this Act is the *Insurance Amendment Act (Minor Accidents and New Drivers)*, 2013.

voir reconnaître des années d'expérience supplémentaires :

- a) contrairement à ce que prévoit l'alinéa (4) b), par suite de la suspension de son permis de conduire pour défaut de paiement d'une amende liée exclusivement au stationnement illégal d'un véhicule automobile;
- b) contrairement à ce que prévoit l'alinéa (4) c), par suite d'une déclaration de culpabilité pour une infraction liée exclusivement au stationnement illégal d'un véhicule automobile.

Définitions

(7) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«approuvé par le ministère» Approuvé par le ministère des Transports en vertu du *Code de la route*. («Ministry-approved»)

«assureur» S'entend en outre de l'Association des assureurs. («insurer»)

«nouveau conducteur» Conducteur ayant moins de six années d'expérience de conduite automobile. («new driver»)

«véhicule automobile» S'entend au sens du paragraphe 1 (1) du *Code de la route*. («motor vehicle»)

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur les assurances (accidents mineurs et nouveaux conducteurs)*.

10N
B
356



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 101

**An Act to amend
the Election Finances Act
with respect to
third party election advertising**

Mr. R. Nicholls

Private Member's Bill

1st Reading September 18, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 101

**Loi modifiant la
Loi sur le financement des élections
à l'égard de la publicité électorale
de tiers**

M. R. Nicholls

Projet de loi de député

1^{re} lecture 18 septembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Election Finances Act* to expand the definition of third party election advertising to include issue advertising, which is defined as advertising with the purpose of taking a position on any issue within the legislative competence of the Legislative Assembly of Ontario. The Bill imposes the following limits on third party election advertising expenses: \$150,000 in relation to a general election and \$3,000 in relation to a given electoral district in a general election or a by-election. Those amounts are multiplied by an inflation adjustment factor. It is an offence to contravene the limits. The penalty for the offence is a fine equal to 10 times the full amount of the expenses incurred, not just the amount in excess of the applicable limit.

At present, section 38 of the Act limits the campaign expenses that a registered political party, a registered candidate, a constituency association endorsing the candidate or a person or body acting on their behalf is allowed to incur during a campaign period and section 42 requires each political party to file a financial statement of those expenses with the Chief Electoral Officer. The Bill expands those expenses to cover expenses that a person or body acting with the express or implied knowledge and consent of the party, candidate or constituency association incurs during a campaign period in relation to producing an election advertisement in support of the party or acquiring the means of transmitting such an election advertisement to the public.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur le financement des élections* afin d'élargir la définition de «publicité électorale d'un tiers» pour y inclure la publicité d'opinion, à savoir la publicité visant à prendre position sur une question qui relève de la compétence législative de l'Assemblée législative de l'Ontario. Le projet de loi impose des plafonds sur les dépenses liées à la publicité électorale de tiers : 150 000 \$ dans le cadre d'une élection générale et 3 000 \$ par circonscription électorale dans le cadre d'une élection générale ou partielle. Ces montants sont multipliés par un facteur d'ajustement à l'inflation. Le dépassement des plafonds constitue une infraction passible d'une amende égale à 10 fois la somme totale des dépenses engagées, et non pas seulement au montant du dépassement.

À l'heure actuelle, l'article 38 de la Loi impose des plafonds sur les dépenses liées à une campagne électorale qu'un parti inscrit, un candidat inscrit ou une association de circonscription qui le parraine, ou un organisme agissant au nom du candidat ou de l'association peut engager au cours d'une période de campagne électorale, et l'article 42 exige que chaque parti politique dépose auprès du directeur général des élections un état financier qui présente ces dépenses. Le projet de loi élargit cette obligation aux dépenses engagées au cours d'une période de campagne électorale par une personne ou un organisme agissant à la connaissance et avec le consentement exprès ou implicites du parti, du candidat ou de l'association de circonscription pour produire des annonces électorales à l'appui du parti ou acquérir des moyens de diffusion au public de telles annonces.

**An Act to amend
the Election Finances Act
with respect to
third party election advertising**

**Loi modifiant la
Loi sur le financement des élections
à l'égard de la publicité électorale
de tiers**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Section 37.1 of the *Election Finances Act* is amended by striking out “37.13” in the portion before the definition of “election period” and substituting “37.14”.

(2) Section 37.1 of the Act is amended by adding the following definition:

“issue advertising” means advertising in any broadcast, print, electronic or other medium with the purpose of taking a position on any issue within the legislative competence of the Legislative Assembly of Ontario; (“publicité d’opinion”)

(3) The definition of “third party election advertising” in section 37.1 of the Act is amended by adding “or issue advertising” after “political advertising”.

2. The following provisions of the Act are amended by striking out “37.13” wherever that expression appears and substituting in each case “37.14”:

1. Section 37.2 in the portion before paragraph 1.

2. Section 37.3.

3. Subsection 37.10 (5).

3. The Act is amended by adding the following section:

Limitation on amount of third party election advertising

37.14 (1) A third party shall not incur third party election advertising expenses in relation to a general election if the total amount of the expenses exceeds \$150,000 multiplied by the inflation adjustment factor prescribed under subsection (4) that is in effect on the day of the issue of the writs for the election.

Same, electoral district

(2) Out of the amount that a third party incurs in third party election advertising expenses in relation to a general election, the third party shall not incur third party election advertising expenses in relation to a given electoral district if the total amount of the latter expenses exceeds \$3,000 multiplied by the inflation adjustment factor pre-

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) L’article 37.1 de la *Loi sur le financement des élections* est modifié par remplacement de «37.13» par «37.14» dans le passage qui précède la définition de «dépenses».

(2) L’article 37.1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«publicité d’opinion» Publicité diffusée par les médias imprimés, électroniques ou autres, y compris la radio-diffusion, pour prendre position sur une question qui relève de la compétence législative de l’Assemblée législative de l’Ontario. («issue advertising»)

(3) La définition de «publicité électorale d’un tiers» à l’article 37.1 de la Loi est modifiée par insertion de «ou publicité d’opinion» après «publicité politique».

2. Les dispositions suivantes de la Loi sont modifiées par remplacement de «37.13» par «37.14» partout où figure cette expression :

1. L’article 37.2, dans le passage qui précède la disposition 1.

2. L’article 37.3.

3. Le paragraphe 37.10 (5).

3. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Plafond du montant de la publicité électorale de tiers

37.14 (1) Il est interdit aux tiers d’engager, dans le cadre d’une élection générale, des dépenses liées à leur publicité électorale dont le montant total dépasse 150 000 \$ multipliés par le facteur d’ajustement à l’inflation prescrit en vertu du paragraphe (4) qui s’applique le jour de l’émission des décrets de convocation des électeurs pour l’élection.

Idem : circonscription électorale

(2) Du total qu’ils engagent dans les dépenses liées à leur publicité électorale dans le cadre d’une élection générale, il est interdit aux tiers d’engager, pour une circonscription électorale donnée, des dépenses dont le montant total dépasse 3 000 \$ multipliés par le facteur d’ajustement à l’inflation prescrit en vertu du paragraphe (4) qui

scribed under subsection (4) that is in effect on the day of the issue of the writ for the election in the given electoral district.

Same, by-election

(3) A third party shall not incur third party election advertising expenses in relation to a by-election if the total amount of the expenses exceeds \$3,000 multiplied by the inflation adjustment factor prescribed under subsection (4) that is in effect on the day of the issue of the writ for the by-election.

Inflation adjustment factor

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing the inflation adjustment factor for the purposes of subsection (1), (2) and (3).

No combination to exceed limit

(5) A third party shall not circumvent, or attempt to circumvent, a limit set out in this section in any manner, including by splitting itself into two or more third parties for the purpose of circumventing the limit or acting in collusion with another third party so that their combined third party election advertising expenses exceed the limit.

4. (1) Subsection 38 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Limitation on campaign expenses

(1) The expenses of a registered party that are described in subsection (1.1) shall not exceed the amount determined by multiplying the applicable amount by,

(2) Section 38 of the Act is amended by adding the following subsection:

Total expenses

(1.1) The expenses of a registered party that are mentioned in subsection (1) are the total of,

- (a) the total campaign expenses that the party and any person, corporation, trade union, unincorporated association or organization acting on behalf of the party incurs during a campaign period; and
- (b) the total expenses that a person, corporation, trade union, unincorporated association or organization acting with the express or implied knowledge and consent of the party incurs during a campaign period in relation to producing an election advertisement in support of the party or acquiring the means of transmitting such an election advertisement to the public.

(3) Subsection 38 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Limitation: candidate, constituency association

(3) The expenses of a registered candidate and a constituency association endorsing the candidate that are de-

s'applique le jour de l'émission des décrets de convocation des électeurs dans la circonscription électorale.

Idem : élections partielles

(3) Il est interdit aux tiers d'engager, dans le cadre d'une élection partielle, des dépenses liées à leur publicité électorale dont le montant total dépasse 3 000 \$ multipliés par le facteur d'ajustement à l'inflation prescrit en vertu du paragraphe (4) qui s'applique le jour de l'émission du décret de convocation des électeurs pour l'élection partielle.

Indexation

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire le facteur d'ajustement à l'inflation pour l'application des paragraphes (1), (2) et (3).

Interdiction de division ou de collusion

(5) Il est interdit à un tiers de contourner ou de tenter de contourner les plafonds prévus par le présent article, notamment en se divisant en plusieurs tiers ou en agissant de concert avec un autre tiers de sorte que la valeur totale des dépenses liées à leur publicité électorale dépasse le plafond.

4. (1) Le paragraphe 38 (1) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Plafond des dépenses liées à la campagne électorale

(1) Les dépenses d'un parti inscrit décrites au paragraphe (1.1) ne doivent pas être supérieures au montant obtenu en multipliant le montant applicable par :

(2) L'article 38 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Total des dépenses

(1.1) Les dépenses d'un parti inscrit visées au paragraphe (1) correspondent au total de ce qui suit :

- a) la somme totale des dépenses liées à la campagne électorale que le parti et les personnes, les personnes morales, les syndicats ou les associations ou organisations sans personnalité morale agissant au nom du parti engagé au cours de la période de campagne électorale;
- b) la somme totale des dépenses que les personnes, les personnes morales, les syndicats et les associations ou organisations sans personnalité morale, agissant à la connaissance et avec le consentement exprès ou implicites du parti, engagent au cours de la période de campagne électorale pour produire des annonces électorales à l'appui du parti ou acquérir des moyens de diffusion au public de telles annonces.

(3) Le paragraphe 38 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Plafond : candidat, association de circonscription

(3) Les dépenses d'un candidat inscrit et d'une association de circonscription qui le parraine décrites au para-

scribed in subsection (3.0.1) shall not exceed the amount determined by multiplying the applicable amount by the number of electors in the candidate's electoral district.

Total expenses

(3.0.1) The expenses of a registered candidate and a constituency association endorsing the candidate that are mentioned in subsection (3) are the total of,

- (a) the total campaign expenses that the candidate, the constituency association and any person, corporation, trade union, unincorporated association or organization acting on behalf of the candidate or constituency association incurs during a campaign period; and
- (b) the total expenses that a person, corporation, trade union, unincorporated association or organization acting with the express or implied knowledge and consent of the candidate or constituency association incurs during a campaign period in relation to producing an election advertisement in support of the candidate or acquiring the means of transmitting such an election advertisement to the public.

(4) Subsection 38 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Reduction of subsidy

(4) If the expenses of a registered party that are described in subsection (1.1) exceed the amount determined under subsection (1) or if the expenses of a registered candidate and a constituency association endorsing the candidate that are described in subsection (3.0.1) exceed the amount determined under subsection (3), the amount of the subsidy, if any, payable to the political party's chief financial officer under subsection 44 (6) or to the candidate's chief financial officer under subsection 44 (1), as the case may be, shall be reduced by an amount equal to such excess.

5. Subsection 42 (1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (b) and by adding the following clause:

- (b.1) of all expenses that a person, corporation, trade union, unincorporated association or organization acting with the express or implied knowledge and consent of the party, constituency association or candidate incurred during the campaign period and that related to producing an election advertisement in support of the party, constituency association or candidate or acquiring the means of transmitting such an election advertisement to the public; and

6. The Act is amended by adding the following section:

Third party election advertising expenses

46.2 (1) A third party that contravenes subsection 37.14 (1), (2) or (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine equal to 10 times the amount of the third party election advertising expenses that it has in-

graphe (3.0.1) ne doivent pas être supérieures au montant obtenu en multipliant le montant applicable par le nombre d'électeurs dans la circonscription électorale du candidat.

Total des dépenses

(3.0.1) Les dépenses d'un candidat inscrit et d'une association de circonscription qui le parraine visées au paragraphe (3) correspondent au total de ce qui suit :

- a) la somme totale des dépenses liées à la campagne électorale que le candidat, l'association de circonscription et les personnes, les personnes morales, les syndicats ou les associations ou organisations sans personnalité morale agissant au nom du candidat ou de l'association de circonscription engagé au cours de la période de campagne électorale;
- b) la somme totale des dépenses que les personnes, les personnes morales, les syndicats ou les associations ou organisations sans personnalité morale, agissant à la connaissance et avec le consentement exprès ou implicites du parti, engagé au cours de la période de campagne électorale pour produire des annonces électorales à l'appui du parti ou acquérir des moyens de diffusion au public de telles annonces.

(4) Le paragraphe 38 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Réduction de la subvention

(4) Si les dépenses d'un parti inscrit décrites au paragraphe (1.1) sont supérieures au montant fixé aux termes du paragraphe (1) ou que les dépenses d'un candidat inscrit ou d'une association de circonscription qui le parraine décrites au paragraphe (3.0.1) sont supérieures au montant fixé aux termes du paragraphe (3), le montant de la subvention, le cas échéant, payable au directeur des finances de ce parti aux termes du paragraphe 44 (6) ou payable au directeur des finances du candidat aux termes du paragraphe 44 (1), selon le cas, est réduit d'un montant égal à cet excédent.

5. Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) la somme totale des dépenses que les personnes, les personnes morales, les syndicats ou les associations ou organisations sans personnalité morale, agissant à la connaissance et avec le consentement exprès ou implicites du parti, engagé au cours de la période de campagne électorale pour produire des annonces électorales à l'appui du parti, de l'association de circonscription ou du candidat ou acquérir des moyens de diffusion au public de telles annonces;

6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Dépenses liées à la publicité électorale d'un tiers

46.2 (1) Le tiers qui contrevient au paragraphe 37.14 (1), (2) ou (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende égale à 10 fois le montant des dépenses liées à la publicité électorale

curred in relation to the election to which the applicable subsection relates.

Definition

(2) In this section,

“third party election advertising expense” has the same meaning as in section 37.1.

Commencement

7. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

8. The short title of this Act is the *Special Interest Groups Election Advertising Transparency Act, 2013*.

d’un tiers qu’il a engagées dans le cadre de l’élection visée par le paragraphe applicable.

Définition

(2) La définition qui suit s’applique au présent article.

«dépenses liées à la publicité électorale d’un tiers»
S’entend au sens de l’article 37.1.

Entrée en vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la transparence de la publicité électorale des groupes d’intérêt particulier*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 102

**An Act to amend the
Archives and Recordkeeping Act, 2006
to impose penalties for offences
relating to public records
of archival value**

Mr. P. Tabuns

Private Member's Bill

1st Reading September 18, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 102

**Loi modifiant la Loi de 2006
sur les Archives publiques
et la conservation des documents
pour imposer des peines en cas
d'infraction relative aux documents
publics ayant un intérêt archivistique**

M. P. Tabuns

Projet de loi de député

1^{re} lecture 18 septembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend the
Archives and Recordkeeping Act, 2006
to impose penalties for offences
relating to public records
of archival value**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 15 of the *Archives and Recordkeeping Act, 2006* is amended by adding the following subsection:

Offence

(3) A person who contravenes subsection (1) with an intent to deprive a public body, the Archives of Ontario or the Archivist, of the custody, control, or use of, or access to, any public record of archival value is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$50,000.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Archives and Recordkeeping Amendment Act, 2013*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Archives and Recordkeeping Amendment Act, 2006*. It adds a provision making it an offence to contravene subsection 15 (1) of the Act with an intent to deprive a public body, the Archives of Ontario or the Archivist, of the custody, control, or use of, or access to, any public record of archival value. On conviction, a fine of not more than \$50,000 may be imposed.

**Loi modifiant la Loi de 2006
sur les Archives publiques
et la conservation des documents
pour imposer des peines en cas
d'infraction relative aux documents
publics ayant un intérêt archivistique**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 15 de la *Loi de 2006 sur les Archives publiques et la conservation des documents* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Infraction

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) dans l'intention de priver un organisme public, les Archives publiques de l'Ontario ou l'archiviste de la garde, de la responsabilité ou de l'utilisation d'un document public ayant un intérêt archivistique, ou encore de l'accès à un tel document, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 50 000 \$.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur les Archives publiques et la conservation des documents*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2006 sur les Archives publiques et la conservation des documents*. Il ajoute une disposition selon laquelle est constitutif d'une infraction le fait de contrevir au paragraphe 15 (1) de la Loi dans l'intention de priver un organisme public, les Archives publiques de l'Ontario ou l'archiviste de la garde, de la responsabilité ou de l'utilisation d'un document public ayant un intérêt archivistique, ou encore de l'accès à un tel document. Cette infraction est passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 50 000 \$.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 103

Projet de loi 103

**An Act to amend the
Ontario College of Teachers Act, 1996
with respect to discipline
and other related matters**

**Loi modifiant la Loi de 1996
sur l'Ordre des enseignantes
et des enseignants de l'Ontario
en ce qui concerne la discipline
et d'autres questions connexes**

The Hon. E. Sandals
Minister of Education



L'honorable E. Sandals
Ministre de l'Éducation

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading September 18, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 18 septembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Ontario College of Teachers Act, 1996*. The principal amendments made by the Bill include the following:

1. Amendments to section 1 include the addition of the definitions of “professional misconduct” and “sexual misconduct”. The amendments also set out the meaning of “student” for the purposes of the definitions of “sexual abuse” and “sexual misconduct”.
2. The new subsection 9 (4) requires the Council to ensure that either the Registrar or a deputy registrar is fluent in English and French.
3. The new subsection 17 (2.1) provides that a panel of a committee that hears or reviews a matter relating to a principal or vice-principal must include at least one person who is or was a principal or vice-principal.
4. Section 23 is amended to require that the register include additional information, including information about disciplinary matters, and sets out requirements and restrictions relating to the removal of information.
5. Various amendments are made to Part IV (Investigation Committee) of the Act, including the following:
 - i. Subsection 26 (2) is amended to provide for additional circumstances in which the Investigation Committee shall refuse to consider and investigate a complaint, including where a complaint is manifestly without substance or made for an improper purpose.
 - ii. The new subsection 26 (2.1) sets out the process that applies where a complaint is made by a secretary of a school board under section 277.40 or 277.40.5 of the *Education Act*.
 - iii. The new section 26.1 establishes an investigation stage complaint resolution process. The Registrar may refer the College and a member to that process in certain circumstances.
 - iv. The new section 26.2 sets out a timeline for the disposal of a complaint at the investigation stage.
6. Various amendments are made to Part V (Discipline and Fitness to Practise) of the Act, including the following:
 - i. The new section 29.1 requires the Registrar to refer a complaint to the Executive Committee if the Registrar believes that there was likely a duty on the complainant or any other person to report the matter under the *Child and Family Services Act*. The Executive Committee is required to consider whether or not to direct the Discipline Committee to hear and determine the matter. If the Executive Committee makes such a direction, it is also required to consider whether or not to make an interim order in relation to the member’s certificate of qualification and registration.
 - ii. The new section 30.1 establishes a disciplinary stage complaint resolution process. The Discipline Committee or, if authorized by the Discipline

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*. Les principales modifications sont les suivantes :

1. Des modifications apportées à l'article 1 ajoutent des définitions de «faute professionnelle» et de «inconduite sexuelle». Les modifications précisent également le sens à donner à «élève» pour l'application des définitions de «inconduite sexuelle» et de «mauvais traitements d'ordre sexuel».
2. Le nouveau paragraphe 9 (4) exige que le conseil veille à ce que le registraire ou le registraire adjoint parle couramment le français et l'anglais.
3. Le nouveau paragraphe 17 (2.1) prévoit que le sous-comité d'un comité qui entend ou examine une question relative à un directeur d'école ou un directeur adjoint doit comprendre au moins une personne qui exerce ou a exercé ces mêmes fonctions.
4. L'article 23 est modifié pour exiger que le tableau comprenne des renseignements additionnels, notamment des renseignements à propos de questions disciplinaires, et établit des exigences et des restrictions relativement à la suppression de renseignements.
5. Diverses modifications sont apportées à la partie IV (Comité d'enquête) de la Loi, notamment ce qui suit :
 - i. Le paragraphe 26 (2) est modifié pour prévoir d'autres circonstances dans lesquelles le comité d'enquête doit refuser d'étudier une plainte et de faire enquête sur celle-ci, notamment lorsqu'elle est manifestement dénuée de fondement ou déposée dans un but illégitime.
 - ii. Le nouveau paragraphe 26 (2.1) établit le processus qui s'applique lorsqu'une plainte est déposée par le secrétaire d'un conseil scolaire en application de l'article 277.40 ou 277.40.5 de la *Loi sur l'éducation*.
 - iii. Le nouvel article 26.1 crée un processus de règlement des plaintes à l'étape de l'enquête. Le registraire peut renvoyer l'Ordre et le membre à ce processus dans certaines circonstances.
 - iv. Le nouvel article 26.2 fixe un délai pour le traitement de la plainte à l'étape de l'enquête.
6. Diverses modifications sont apportées à la partie V (Discipline et aptitude professionnelle) de la Loi, notamment ce qui suit :
 - i. Le nouvel article 29.1 exige que le registraire renvoie une plainte au bureau s'il croit que le plaignant ou toute autre personne avait vraisemblablement le devoir de déclarer la question en application de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*. Le bureau est tenu d'examiner s'il doit ou non enjoindre au comité de discipline d'entendre et de trancher la question. S'il donne une telle directive, le bureau est également tenu d'examiner s'il doit ou non rendre une ordonnance provisoire relativement au certificat de qualification et d'inscription du membre.
 - ii. Le nouvel article 30.1 crée un processus de règlement des plaintes à l'étape disciplinaire. Le comité de discipline ou, s'il y est autorisé par ce dernier, le

Committee, the Registrar, may refer the College and a member to that process in certain circumstances.

- iii. The new section 30.2 provides that where the Discipline Committee finds a member guilty of committing sexual abuse of a student that consisted of a specified act, or a prohibited act involving child pornography, the Committee is required to order that the member's certificate be revoked and that the member be reprimanded.
- iv. The new section 32.1 sets out the circumstances in which the Discipline Committee is authorized to make an order banning the publication of information disclosed during a hearing, and the circumstances in which the Committee is required to make such an order.
- 7. Part VI (Reinstatement and Variation) of the Act is amended. The new subsections 33 (4.1) and 34 (2) provide that where a person's certificate was revoked based on a finding of sexual abuse of a student, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography, the person may not apply for a new certificate, and the Council or Executive Committee may not order that a new certificate be issued to the person, earlier than five years after the revocation.
- 8. Section 35 is amended to provide that where a member appeals an order directing the Registrar to revoke, suspend or impose terms, conditions or limitations on the member's certificate, in specified circumstances there is to be no stay of the order.
- 9. The new subsection 36 (2.1) authorizes the Registrar to appoint an investigator in emergency situations.
- 10. Sections 40, 41 and 42 are amended to provide new authority to make regulations and by-laws that relate to other amendments made to the Act by the Bill.
- 11. Sections 43.2 and 43.3 are amended to require an employer who makes a report about a member under those sections to provide the member with a copy of the report, and to provide the College with other related information.
- 12. The new section 45.1 requires the College to publish specified information on its website and in its official publication, including information about decisions of the Discipline Committee.
- 13. The new section 47.1 requires a designated person or body to report to the College if the person or body suspects that there is a risk that a person is likely to suffer harm inflicted by a member, and believes that urgent disclosure is needed.
- 14. The new section 63.1 deals with transitional matters that arise in relation to the Bill.

registraire, peut renvoyer l'Ordre et le membre à ce processus dans certaines circonstances.

- iii. Le nouvel article 30.2 prévoit que s'il conclut qu'un membre a infligé à un élève des mauvais traitements d'ordre sexuel qui consistaient en un acte déterminé ou en un acte interdit impliquant de la pornographie juvénile, le comité de discipline doit exiger par ordonnance que le certificat du membre soit révoqué et que le membre reçoive une réprimande.
- iv. Le nouvel article 32.1 établit les circonstances dans lesquelles le comité de discipline est autorisé à rendre une ordonnance interdisant la publication de renseignements révélés au cours d'une audience, et les circonstances dans lesquelles le comité est obligé de rendre une telle ordonnance.
- 7. La partie VI (Remise en vigueur et modification) de la Loi est modifiée. Les nouveaux paragraphes 33 (4.1) et 34 (2) prévoient que lorsque le certificat d'une personne a été révoqué pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un élève, d'inconduite sexuelle ou d'acte interdit impliquant de la pornographie juvénile, la personne ne peut pas demander la délivrance d'un nouveau certificat, ni le conseil ou le bureau ordonner la délivrance d'un nouveau certificat à la personne, moins de cinq ans après la révocation.
- 8. L'article 35 est modifié pour prévoir que lorsqu'un membre fait appel d'une ordonnance qui enjoint au registraire de révoquer ou de suspendre son certificat, ou de l'assortir de conditions ou de restrictions, il ne doit y avoir aucune suspension de l'ordonnance dans des circonstances déterminées.
- 9. Le nouveau paragraphe 36 (2.1) autorise le registraire à nommer un enquêteur dans des situations d'urgence.
- 10. Les articles 40, 41 et 42 sont modifiés pour prévoir de nouveaux pouvoirs de prise de règlements et de règlements administratifs par suite d'autres modifications apportées à la Loi par le projet de loi.
- 11. Les articles 43.2 et 43.3 sont modifiés pour exiger qu'un employeur qui dépose un rapport à propos d'un membre en application de ces articles en remette une copie au membre et fournisse à l'Ordre d'autres renseignements connexes.
- 12. Le nouvel article 45.1 exige que l'Ordre publie des renseignements déterminés sur son site Web et dans sa publication officielle, notamment des renseignements concernant les décisions du comité de discipline.
- 13. Le nouvel article 47.1 exige que la personne ou l'organisme désigné qui soupçonne qu'une personne risque vraisemblablement de subir un préjudice infligé par un membre et croit que la situation nécessite un signalement urgent en fasse part à l'Ordre.
- 14. Le nouvel article 63.1 traite des questions transitoires qui découlent du projet de loi.

An Act to amend the
Ontario College of Teachers Act, 1996
with respect to discipline
and other related matters

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Section 1 of the *Ontario College of Teachers Act, 1996* is amended by adding the following definitions:

“disciplinary stage complaint resolution process” means a process provided for in section 30.1 that includes mediation, conciliation, negotiation, or any other means of facilitating the resolution of issues in dispute; (“processus de règlement des plaintes à l’étape disciplinaire”)

“investigation stage complaint resolution process” means a process provided for in section 26.1 that includes mediation, conciliation, negotiation, or any other means of facilitating the resolution of issues in dispute; (“processus de règlement des plaintes à l’étape de l’enquête”)

“professional misconduct” means,

- (a) sexual abuse of a student,
- (b) sexual misconduct,
- (c) engaging in prohibited acts involving child pornography, or
- (d) any other act or conduct prescribed by the regulations; (“faute professionnelle”)

“prohibited act involving child pornography” means any act prohibited under section 163.1 of the *Criminal Code* (Canada); (“acte interdit impliquant de la pornographie juvénile”)

“sexual misconduct” means inappropriate behaviour or remarks of a sexual nature by the member that is not sexual abuse of a student, where,

- (a) one or more students are exposed to the behaviour or remarks, or the member knows or ought to know that one or more students are likely to be exposed to the behaviour or remarks, and
- (b) a reasonable person would expect the behaviour or remarks to have the effect of,
 - (i) causing distress to a student exposed to the behaviour or remarks,

Loi modifiant la Loi de 1996
sur l’Ordre des enseignantes
et des enseignants de l’Ontario
en ce qui concerne la discipline
et d’autres questions connexes

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) L’article 1 de la *Loi de 1996 sur l’Ordre des enseignantes et des enseignants de l’Ontario* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«acte interdit impliquant de la pornographie juvénile» S’entend de tout acte interdit par l’article 163.1 du *Code criminel* (Canada). («prohibited act involving child pornography»)

«faute professionnelle» S’entend :

- a) des mauvais traitements d’ordre sexuel infligés à un élève;
- b) de l’inconduite sexuelle;
- c) de la commission d’actes interdits impliquant de la pornographie juvénile;
- d) de tout autre acte ou de toute autre conduite prescrit par les règlements. («professional misconduct»)

«inconduite sexuelle» Comportements ou remarques inappropriés d’ordre sexuel de la part du membre, à l’exclusion des mauvais traitements d’ordre sexuel infligés à un élève, qui présentent les caractéristiques suivantes :

- a) un ou plusieurs élèves y sont exposés ou le membre sait ou devrait savoir qu’ils le seront vraisemblablement;
- b) une personne raisonnable s’attendrait à ce qu’ils aient pour effet :
 - (i) soit de causer de la détresse à un élève qui y est exposé,
 - (ii) soit de nuire au bien-être physique ou mental d’un élève,
 - (iii) soit de créer un climat négatif dans une école pour un élève qui y est exposé. («sexual misconduct»)

«processus de règlement des plaintes à l’étape de l’enquête» Processus prévu à l’article 26.1 qui inclut la médiation, la conciliation, la négociation ou tout autre

- (ii) being detrimental to the physical or mental well-being of a student, or
- (iii) creating a negative environment at a school for a student exposed to the behaviour or remarks. (“inconduite sexuelle”)

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Interpretation, sexual abuse and sexual misconduct

(2) For the purposes of the definitions of “sexual abuse” and “sexual misconduct” in subsection (1), a reference to a student is a reference to either of the following:

1. A student who, at the time the behaviour, remarks or conduct occurred or were made, was enrolled in a school or private school in Ontario, within the meaning of the *Education Act* and was under 18 years old or, in the case of a student who had special needs, was under 22 years old.
2. A student of any age who, at the time the behaviour, remarks or conduct occurred or were made, was enrolled in a school or private school in Ontario, within the meaning of the *Education Act* if, at that time,
 - i. the member was one of the student’s teachers,
 - ii. the member was the principal or vice-principal of the school in which the student was enrolled,
 - iii. the member assisted in extracurricular activities, including coaching in a sport, and the member and the student dealt with each other directly in the course of the extracurricular activities, or
 - iv. the member provided any other school-related service, including a support service directly to the student.

Same, spouse

(3) For the purposes of the definitions of “sexual abuse” and “sexual misconduct” in subsection (1), a reference to a student does not include the member’s spouse.

Same, special needs

(4) For the purposes of paragraph 1 of subsection (2), a student had special needs if the member knew or, exercising reasonable diligence, ought to have known that the student, by reason of some mental or physical disability, was particularly vulnerable to being sexually abused or to the effects of sexual misconduct.

Same, electronic means

(5) For greater certainty, for the purposes of the definitions of “sexual abuse” and “sexual misconduct” in sub-

moyen facilitant le règlement des questions en litige. («investigation stage complaint resolution process»)

«processus de règlement des plaintes à l’étape disciplinaire» Processus prévu à l’article 30.1 qui inclut la médiation, la conciliation, la négociation ou tout autre moyen facilitant le règlement des questions en litige. («disciplinary stage complaint resolution process»)

(2) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Interprétation : mauvais traitements d’ordre sexuel et inconduite sexuelle

(2) Pour l’application des définitions de «inconduite sexuelle» et de «mauvais traitements d’ordre sexuel» au paragraphe (1), la mention d’un élève vaut mention de l’un ou l’autre des élèves suivants :

1. Un élève qui, au moment du comportement, des remarques ou de la conduite, était inscrit à une école ou à une école privée en Ontario, au sens de la *Loi sur l’éducation*, et avait moins de 18 ans ou, dans le cas d’un élève qui avait des besoins particuliers, moins de 22 ans.
2. Un élève, quel que soit son âge, qui, au moment du comportement, des remarques ou de la conduite, était inscrit à une école ou à une école privée en Ontario, au sens de la *Loi sur l’éducation*, si, à ce moment-là :
 - i. le membre était l’un des enseignants de l’élève,
 - ii. le membre était le directeur ou directeur adjoint de l’école à laquelle l’élève était inscrit,
 - iii. le membre collaborait à des activités parascolaires, notamment à titre d’entraîneur sportif, et le membre et l’élève traitaient directement l’un avec l’autre dans le cadre de ces activités,
 - iv. le membre fournissait directement à l’élève d’autres services relatifs à l’école, y compris des services de soutien.

Idem : conjoint

(3) Pour l’application des définitions de «inconduite sexuelle» et de «mauvais traitements d’ordre sexuel» au paragraphe (1), la mention d’un élève n’inclut pas le conjoint du membre.

Idem : besoins particuliers

(4) Pour l’application de la disposition 1 du paragraphe (2), un élève avait des besoins particuliers si le membre savait ou aurait dû savoir, en exerçant une diligence raisonnable, que l’élève était particulièrement susceptible, du fait d’une incapacité physique ou mentale, d’être victime de mauvais traitements d’ordre sexuel ou d’être affecté par une inconduite sexuelle.

Idem : moyens électroniques

(5) Il est entendu, pour l’application des définitions de «inconduite sexuelle» et de «mauvais traitements d’ordre

section (1), behaviour, remarks and conduct include acts or remarks that are done or made by electronic means.

2. Section 9 of the Act is amended by adding the following subsection:

Fluency in English and French

(4) The Council shall ensure that either the Registrar or a deputy registrar is fluent in English and French.

3. Section 17 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same, principals and vice-principals

(2.1) The powers and duties of a committee mentioned in paragraph 2, 3 or 5 of subsection 15 (1) to hear or review a matter relating to the conduct or actions of a person who, at the time the conduct or actions occurred, was employed as a principal or vice-principal, may be exercised by a panel that satisfies the following rules:

1. The panel must satisfy the rules set out in subsection (2).
2. The panel must include at least one person who is employed as a principal or a vice-principal or who was previously employed as a principal or vice-principal and is still a member of the College.

Same, complaint resolution processes

(2.2) Subsections (2) and (2.1) apply for the purposes of sections 26.1 and 30.1 but, for greater certainty, do not apply if a single member of the Investigation Committee is acting on the Committee's behalf in accordance with subsection 26.1 (11).

Same, requirements and restrictions

(4.1) The inclusion of any person on a roster for a committee is subject to any requirements and restrictions that may be prescribed by the regulations or by-laws.

4. (1) Subsection 23 (2) of the Act is amended by striking out "Subject to any by-law respecting the removal of information from the register" at the beginning.

(2) Clause 23 (2) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) the terms, conditions and limitations imposed on each certificate of qualification and registration, including terms, conditions and limitations resulting from a written undertaking or other agreement between the College and the member;

(3) Subsection 23 (2) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (b.1) any restrictions imposed on a member's eligibility to teach by an order of a court or other lawful authority, including the name and location of the court or authority and the date the order was made;

sexuel» au paragraphe (1), que les comportements, les remarques et la conduite s'entendent en outre des actes commis et des remarques faites par des moyens électroniques.

2. L'article 9 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Maîtrise de l'anglais et du français

(4) Le conseil veille à ce que le registraire ou le registraire adjoint parle couramment le français et l'anglais.

3. L'article 17 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : directeurs d'école et directeurs adjoints

(2.1) Le sous-comité qui satisfait aux règles suivantes peut exercer les pouvoirs et fonctions d'un comité mentionné à la disposition 2, 3 ou 5 du paragraphe 15 (1) consistant à entendre ou à examiner une question relative à la conduite ou aux actes d'une personne qui, au moment de la conduite ou des actes, était employée comme directeur d'école ou directeur adjoint :

1. Le sous-comité satisfait aux règles énoncées au paragraphe (2).
2. Le sous-comité comprend au moins une personne qui est employée comme directeur d'école ou directeur adjoint ou qui a été employée en cette qualité par le passé et est toujours membre de l'Ordre.

Idem : processus de règlement des plaintes

(2.2) Les paragraphes (2) et (2.1) s'appliquent dans le cadre des articles 26.1 et 30.1, étant toutefois entendu qu'ils ne s'appliquent pas si un membre unique du comité d'enquête agit pour le compte du comité conformément au paragraphe 26.1 (11).

Idem : exigences et restrictions

(4.1) L'inscription d'une personne au tableau d'un comité est assujettie aux exigences et restrictions prescrites par les règlements ou les règlements administratifs.

4. (1) Le paragraphe 23 (2) de la Loi est modifié par suppression de «Sous réserve de tout règlement administratif se rapportant à la suppression de renseignements,» au début du paragraphe.

(2) L'alinéa 23 (2) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) les conditions et les restrictions dont est assorti chaque certificat de qualification et d'inscription, y compris celles qui découlent d'un engagement écrit ou d'une autre entente entre l'Ordre et le membre;

(3) Le paragraphe 23 (2) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- b.1) toute restriction au droit d'enseigner du membre qui est imposée par une ordonnance d'un tribunal ou d'une autre autorité légalement compétente, y compris le nom et l'emplacement du tribunal ou de l'autorité et la date à laquelle l'ordonnance a été rendue;

(b.2) a notation of every matter that has been referred to the Discipline Committee under section 26, 29 or 33;

(b.3) any notice of the day and time of a hearing of the Discipline Committee, together with a link to the notice as published on the College's website;

(b.4) if a resolution adopted by the Investigation Committee under section 26.1 provides for a notation to be included in the register, a notation of the resolution, and, if the resolution provides for the resolution, a summary of the resolution or a part of the resolution to be published on the College's website, a link to that publication;

(b.5) a notation of every decision of the Discipline Committee following a proceeding, together with a link to the decision as published on the College's website;

(b.6) a notation of every resolution adopted by the Discipline Committee under section 30.1, together with a link to the resolution as published on the College's website;

(d.1) information respecting any current or previous criminal proceedings involving a member that are relevant to his or her membership, including any undertakings of the member in relation to the proceeding;

(4) Clause 23 (2) (e) of the Act is amended by adding "any other" at the beginning.

(5) Subsection 23 (2.1) of the Act is repealed and the following substituted:

New teacher program

(2.1) In the case of a member who has successfully completed the new teacher induction program under the *Education Act*, the Registrar shall, within 60 days of receiving notice that the member has done so, note that information on the register.

(6) Section 23 of the Act is amended by adding the following subsections:

Removal of specified information

(2.2) The Registrar shall remove from the register,

(a) any terms, conditions or limitations imposed on a certificate of qualification and registration, as referred to in clause (2) (b), that are no longer applicable; and

(b) any restrictions imposed on a member's eligibility to teach, as referred to in clause (2) (b.1), that are no longer applicable.

Day and time of hearing

(2.3) The Registrar shall post notice of the day and time of a hearing of the Discipline Committee on the reg-

b.2) l'indication de toute question renvoyée au comité de discipline dans le cadre de l'article 26, 29 ou 33;

b.3) tout avis de la date et de l'heure d'une audience du comité de discipline, accompagné d'un lien vers l'avis tel qu'il a été publié sur le site Web de l'Ordre;

b.4) si un règlement adopté par le comité d'enquête en vertu de l'article 26.1 prévoit l'inscription d'une indication au tableau, l'indication du règlement et, si le règlement prévoit la publication du règlement ou d'un résumé ou d'une partie de celui-ci sur le site Web de l'Ordre, un lien vers cette publication;

b.5) l'indication de chaque décision prise par le comité de discipline à la suite d'une instance, accompagnée d'un lien vers la décision telle qu'elle a été publiée sur le site Web de l'Ordre;

b.6) l'indication de chaque règlement adopté par le comité de discipline en vertu de l'article 30.1, accompagnée d'un lien vers le règlement tel qu'il a été publié sur le site Web de l'Ordre;

d.1) des renseignements à l'égard de toute instance criminelle en cours ou antérieure qui met en cause un membre et qui se rapporte à son adhésion, y compris les engagements pris par le membre dans le cadre de l'instance;

(4) L'alinéa 23 (2) e) de la Loi est modifié par remplacement de «des renseignements» par «tout autre renseignement» au début de l'alinéa.

(5) Le paragraphe 23 (2.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Programme d'insertion professionnelle du nouveau personnel enseignant

(2.1) Le registraire indique sur le tableau, au plus tard 60 jours après avoir reçu un avis à cet effet, qu'un membre a terminé avec succès le programme d'insertion professionnelle du nouveau personnel enseignant prévu par la *Loi sur l'éducation*.

(6) L'article 23 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Suppression de renseignements déterminés

(2.2) Le registraire supprime du tableau :

a) toute condition ou restriction dont est assorti un certificat de qualification et d'inscription, visée à l'alinéa (2) b), qui n'est plus applicable;

b) toute restriction au droit d'enseigner du membre, visée à l'alinéa (2) b.1), qui n'est plus applicable.

Date et heure d'une audience

(2.3) Le registraire affiche un avis de la date et de l'heure d'une audience du comité de discipline sur le ta-

ister in accordance with clause (2) (b.3), and on the College's website, at the same time as the parties to the hearing are notified of this information, and may remove it from the register after the proceeding has concluded.

Same, by-laws

(2.4) Subject to subsection (2.5), the Council may not make by-laws authorizing the removal of any information set out in subsection (2) or (2.1) from the register.

Same

(2.5) The Council may make by-laws authorizing the removal of information described in clauses (2) (b.2), (b.3), (b.4), (b.5), (b.6) or (d.1) but only in accordance with the following:

1. Any notation of a decision or resolution that required a reprimand, an admonishment, counselling or a fine, and the link to the decision or resolution, may not be removed until three years after the day the committee decided the matter, or after more time if ordered by the Discipline Committee or prescribed by the by-laws.
2. The information must not relate to a matter that resulted in an order to revoke or suspend a certificate.

No publication of specified information

(2.6) Despite anything in this section, the register shall not contain any information that violates an order made under section 32.1 respecting the publication of information.

Posting on website

(5) The Registrar shall post the register on the College's website.

5. (1) Section 26 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(1.1) As soon as reasonably possible after receiving a complaint, the Registrar shall,

- a) provide the complainant with confirmation that the complaint was received; and
- b) notify the member that a complaint regarding his or her actions was made and provide the member with a copy of the complaint or, if the Registrar considers it appropriate in the circumstances, a summary of the complaint.

Same

(1.2) In providing notice of a complaint under clause (1.1) (b), the identity of the individual who made the complaint shall not be disclosed if the Registrar believes, on reasonable and probable grounds, that doing so would expose or be likely to expose the complainant or another person to harm or injury.

bleau conformément à l'alinéa (2) b.3) et sur le site Web de l'Ordre en même temps que les parties à l'audience en sont avisées. Il peut supprimer ces renseignements du tableau après la conclusion de l'instance.

Idem : règlements administratifs

(2.4) Sous réserve du paragraphe (2.5), le conseil ne peut pas, par règlement administratif, autoriser la suppression du tableau des renseignements indiqués au paragraphe (2) ou (2.1).

Idem

(2.5) Le conseil peut, par règlement administratif, autoriser la suppression des renseignements indiqués aux alinéas (2) b.2), b.3), b.4), b.5), b.6) ou d.1), mais il peut uniquement le faire conformément à ce qui suit :

1. L'indication d'une décision ou d'un règlement qui a entraîné une réprimande, un avertissement, des conseils ou une amende, ainsi que le lien vers la décision ou le règlement, ne peuvent pas être supprimés durant les trois premières années qui suivent le jour où le comité a statué sur la question ou durant la période plus longue ordonnée par le comité de discipline ou prescrite par les règlements administratifs, le cas échéant.
2. Les renseignements ne doivent pas se rapporter à une question ayant donné lieu à une ordonnance de révocation ou de suspension d'un certificat.

Aucune publication de renseignements déterminés

(2.6) Malgré les autres dispositions du présent article, le tableau ne doit contenir aucun renseignement qui enfreint une ordonnance rendue en vertu de l'article 32.1 concernant la publication de renseignements.

Affichage sur le site Web

(5) Le registraire affiche le tableau sur le site Web de l'Ordre.

5. (1) L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(1.1) Dès que raisonnablement possible après avoir reçu une plainte, le registraire :

- a) confirme au plaignant qu'il l'a bien reçue;
- b) avise le membre qu'une plainte relative à ses actes a été déposée et lui en fournit une copie ou, s'il le juge approprié dans les circonstances, un résumé.

Idem

(1.2) Lorsqu'il donne avis d'une plainte en application de l'alinéa (1.1) b), le registraire ne doit pas divulguer l'identité du particulier qui l'a déposée s'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une telle divulgation exposerait ou exposerait vraisemblablement le plaignant ou une autre personne à un préjudice ou à des blessures.

Same

(1.3) Despite subsection (1), if the Registrar refers a complaint to an investigation stage complaint resolution process in accordance with section 26.1, the Investigation Committee shall cease its consideration and investigation of the complaint and this section ceases to apply, unless and until the complaint is referred back to the Committee in accordance with that section.

(2) Clause 26 (2) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) the complaint is frivolous, vexatious, an abuse of process, manifestly without substance or made for an improper purpose; or
- (c) the complaint does not warrant further investigation or it is not in the public interest to investigate the complaint further, and that determination was made in accordance with the regulations.

(3) Section 26 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(2.1) The following rules apply to a complaint made by a secretary of a school board under section 277.40 or 277.40.5 of the *Education Act*:

1. Despite subsection (1), the Investigation Committee is not required to consider and investigate the complaint if the Registrar determines in accordance with any regulations, and advises the Committee, that the complaint does not relate to professional misconduct, incompetence or incapacity on the part of a member.
2. The secretary shall,
 - i. at the same time as making the complaint, provide the member with a copy of the complaint, and
 - ii. within 30 days of making the complaint, provide the Registrar with any additional information that the school board has that relates to the complaint.
3. If, after receiving the information under subparagraph 2 ii, the Registrar requests that the school board provide the Registrar with more information that relates to the complaint, the board shall do so within 15 days of receiving the request.
4. The Registrar shall, as soon as is reasonably possible, provide a written report respecting the action, if any, taken by the Registrar in response to the complaint to the following:
 - i. An employer that employs the member, at the time the report is made, to teach or provide services as described in clause 43.1 (1) (a) or (b).
 - ii. The school board whose secretary made the complaint respecting the member.

(4) Clauses 26 (3) (a), (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

Idem

(1.3) Malgré le paragraphe (1), si le registraire renvoie une plainte à un processus de règlement des plaintes à l'étape de l'enquête conformément à l'article 26.1, le comité d'enquête cesse d'étudier la plainte et d'enquêter sur celle-ci et le présent article cesse de s'appliquer tant que la plainte ne lui a pas été renvoyée de nouveau conformément à cet article.

(2) L'alinéa 26 (2) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) que la plainte est frivole ou vexatoire, constitue un abus de procédure, est manifestement dénuée de fondement ou est déposée dans un but illégitime;
- c) que la plainte ne nécessite pas d'examen plus poussé ou qu'il n'est pas dans l'intérêt public de poursuivre l'enquête, et que cette décision a été prise conformément aux règlements.

(3) L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(2.1) Les règles suivantes s'appliquent à une plainte déposée par le secrétaire d'un conseil scolaire en application de l'article 277.40 ou 277.40.5 de la *Loi sur l'éducation* :

1. Malgré le paragraphe (1), le comité d'enquête n'est pas obligé d'étudier la plainte et d'enquêter sur celle-ci si le registraire décide conformément aux règlements qu'elle ne porte pas sur une faute professionnelle de la part d'un membre ou sur l'incompétence ou l'incapacité d'un membre et s'il en informe le comité.
2. Le secrétaire fait ce qui suit :
 - i. au moment de déposer la plainte, il en remet simultanément une copie au membre,
 - ii. dans les 30 jours du dépôt de la plainte, il remet au registraire tout autre renseignement que possède le conseil scolaire concernant la plainte.
3. Si, après avoir reçu les renseignements visés à la sous-disposition 2 ii, le registraire demande au conseil scolaire de lui fournir d'autres renseignements concernant la plainte, le conseil doit le faire dans les 15 jours de la réception de la demande.
4. Dès que raisonnablement possible, le registraire remet aux personnes suivantes un rapport écrit concernant les mesures qu'il a prises le cas échéant en réponse à la plainte :
 - i. Un employeur qui emploie le membre, au moment où le rapport est fait, pour enseigner ou fournir des services comme l'indique l'alinéa 43.1 (1) a) ou b).
 - ii. Le conseil scolaire dont le secrétaire a déposé la plainte concernant le membre.

(4) Les alinéas 26 (3) a), b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- (a) a complaint in writing or in another form that is capable of being reproduced, such as a disc or tape, has been filed with the Registrar;
- (b) the member whose conduct or actions are being investigated has been given 60 days, or a different time period if specified under subsection (4), in which to submit in writing to the Committee any explanations or representations the member may wish to make concerning the matter; and
- (c) the Committee has examined or has made every reasonable effort to examine all the information and documents that the College has that are relevant to the complaint, including,
 - (i) any prior decisions of a committee established under this Act that relate to the member,
 - (ii) any information about or obtained in concurrent proceedings before a committee established under this Act that relates to the member,
 - (iii) any resolutions adopted by a committee established under this Act that were reached through a complaint resolution process and relate to the member.

(5) Subsection 26 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(4) The Investigation Committee may specify a different time period for the purposes of clause (3) (b) in accordance with the following:

1. The Committee may specify a period of time of less than 60 days if the Committee is of the opinion, on reasonable and probable grounds, that the conduct of the member exposes or is likely to expose one or more students to harm or injury.
2. The Committee may specify a period of time that is more than 60 days in accordance with the regulations.

Same

(4.1) A copy of any explanations or representations submitted by the member under clause (3) (b) shall be provided as soon as reasonably possible to the complainant or, if the Registrar considers it appropriate in the circumstances, a summary of the explanations or representations.

Same

(4.2) In considering prior decisions in accordance with subclause (3) (c) (i), the Investigation Committee shall not consider any decision made by the Investigation Committee to refuse to consider and investigate a complaint under subsection (2).

Same

(4.3) If the Investigation Committee considers any

- a) une plainte a été déposée auprès du registraire par écrit ou sous une autre forme permettant sa reproduction, tel qu'un disque ou une bande;
- b) le membre dont la conduite ou les actes font l'objet de l'enquête a bénéficié de 60 jours ou du délai différent précisé, le cas échéant, en vertu du paragraphe (4) pour présenter par écrit au comité des explications ou des observations sur la question;
- c) le comité a examiné ou fait tous les efforts raisonnables pour examiner les renseignements et documents pertinents en la possession de l'Ordre, notamment :
 - (i) toute décision antérieure d'un comité créé aux termes de la présente loi qui se rapporte au membre,
 - (ii) tout renseignement concernant des instances concomitantes introduites devant un comité créé aux termes de la présente loi ou obtenu dans le cadre de telles instances et qui se rapporte au membre,
 - (iii) tout règlement adopté par un comité créé aux termes de la présente loi qui a été atteint au moyen d'un processus de règlement des plaintes et qui se rapporte au membre.

(5) Le paragraphe 26 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(4) Le comité d'enquête peut préciser un délai différent pour l'application de l'alinéa (3) b) conformément à ce qui suit :

1. Le comité peut préciser un délai de moins de 60 jours s'il est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, que la conduite du membre expose ou exposera vraisemblablement un ou plusieurs élèves à un préjudice ou à des blessures.
2. Le comité peut préciser un délai de plus de 60 jours conformément aux règlements.

Idem

(4.1) Une copie des explications ou des observations présentées par le membre aux termes de l'alinéa (3) b) ou, si le registraire le juge approprié dans les circonstances, un résumé de celles-ci, est remis au plaignant dès que raisonnablement possible.

Idem

(4.2) Lorsqu'il examine les décisions antérieures conformément au sous-alinéa (3) c) (i), le comité d'enquête ne doit pas tenir compte de toute décision du comité d'enquête de refuser d'étudier une plainte et d'enquêter sur celle-ci en application du paragraphe (2).

Idem

(4.3) S'il examine des renseignements visés au sous-

information described in subclause (3) (c) (i), (ii) or (iii), the Committee shall notify the member as soon as reasonably possible and shall provide the member with a copy of that information or, if the Committee considers it appropriate in the circumstances, a summary of that information.

Same

(4.4) If the Investigation Committee receives additional information from any person relating to the complaint, the Committee shall notify the member as soon as reasonably possible and shall provide the member with a description of the additional information.

(6) Subsection 26 (8) of the Act is amended by adding “or under section 26.1” at the end.

(7) Subsection 26 (9) of the Act is repealed and the following substituted:

Application of section, related criminal conviction

(9) If a member has been convicted or found guilty of an offence under the *Criminal Code* (Canada) for the same conduct or action that is the subject matter of a complaint, the member and the Investigation Committee may agree in writing that the matter be referred, in whole or in part, to the Discipline Committee and, in that case, subsections (1) to (8) cease to apply and the Registrar shall notify the complainant of the agreement.

6. Part IV of the Act is amended by adding the following sections:

Investigation stage complaint resolution process

26.1 (1) The Registrar may refer the College and the member who is the subject of a complaint to an investigation stage complaint resolution process to which the College and the member have consented,

- (a) if the Registrar determines, on reasonable and probable grounds and in accordance with any regulations, that the complaint, if proven, would likely result in the member receiving a caution or admonishment from the Investigation Committee under clause 26 (5) (c);
- (b) if the Investigation Committee has not yet taken action under subsection 26 (5); and
- (c) if the matter does not involve an allegation of sexual abuse of a student, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography.

Same

(2) The Registrar shall notify the complainant as soon as reasonably possible after referring a complaint to the complaint resolution process.

Same

(3) Before a resolution that will be proposed to the Investigation Committee under subsection (4) is reached,

- (a) the Registrar shall consult, or make reasonable efforts to consult, with the complainant; and

alinéa (3) c) (i), (ii) ou (iii), le comité d'enquête en avise le membre dès que raisonnablement possible et lui fournit une copie de ces renseignements ou, s'il le juge approprié dans les circonstances, un résumé de ceux-ci.

Idem

(4.4) S'il reçoit d'autres renseignements de qui que ce soit concernant la plainte, le comité d'enquête en avise le membre dès que raisonnablement possible et lui en remet une description.

(6) Le paragraphe 26 (8) de la Loi est modifié par insertion de «ou de l'article 26.1» à la fin du paragraphe.

(7) Le paragraphe 26 (9) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application de l'article : condamnation au criminel pour les mêmes faits

(9) Si un membre a été accusé ou déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) pour la même conduite ou les mêmes actes que ceux qui font l'objet d'une plainte, le membre et le comité d'enquête peuvent s'entendre par écrit pour que la question soit renvoyée en tout ou en partie au comité de discipline, auquel cas les paragraphes (1) à (8) cessent de s'appliquer et le registraire avise le plaignant d'une telle entente.

6. La partie IV de la Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Processus de règlement des plaintes à l'étape de l'enquête

26.1 (1) Le registraire peut renvoyer l'Ordre et le membre qui fait l'objet d'une plainte à un processus de règlement des plaintes à l'étape de l'enquête auquel l'Ordre et le membre ont consenti si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il décide, sur la foi de motifs raisonnables et probables et conformément aux règlements, que la plainte, si elle s'avérait fondée, amènerait vraisemblablement le comité d'enquête à infliger au membre une réprimande ou un avertissement en vertu de l'alinéa 26 (5) c);
- b) le comité d'enquête n'a pas encore pris de mesure dans le cadre du paragraphe 26 (5);
- c) la question ne porte pas sur une allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un élève, d'inconduite sexuelle ou d'acte interdit impliquant de la pornographie juvénile.

Idem

(2) Lorsque le registraire renvoie une plainte au processus de règlement des plaintes, il en avise le plaignant dès que raisonnablement possible.

Idem

(3) Avant qu'un règlement qui sera proposé au comité d'enquête en application du paragraphe (4) soit atteint :

- a) le registraire consulte ou fait des efforts raisonnables pour consulter le plaignant;

- (b) if the complainant is not the member's employer and the Registrar considers it appropriate in the circumstances, the Registrar may request that the employer provide the Registrar with information that relates to the complaint.

Same

(4) If the College and the member reach a resolution of a matter that has been referred to the complaint resolution process, they shall propose it to the Investigation Committee and the Committee may,

- (a) adopt the proposed resolution;
- (b) modify the proposed resolution; or
- (c) reject the proposed resolution.

Same

(5) Before taking action under subsection (4), the Investigation Committee shall consider,

- (a) any prior decisions of a committee established under this Act that relate to the member;
- (b) any information about or obtained in concurrent proceedings before a committee established under this Act that relates to the member;
- (c) any resolutions adopted by a committee established under this Act that were reached through a complaint resolution process and relate to the member.

Same

(6) If the Investigation Committee modifies the proposed resolution, the Committee shall notify the College and the member of the modifications and,

- (a) if both the College and the member agree to the modifications, the proposed resolution shall be considered adopted, as modified, by the Committee; or
- (b) if either the College or the member does not agree to the modifications, the proposed resolution shall be considered rejected by the Committee.

Same

(7) If the Investigation Committee rejects a proposed resolution, it shall be referred back to the Committee and section 26 shall continue to apply.

Same

(8) If there is a failure to resolve a matter that has been referred to the complaint resolution process, it shall be referred back to the Investigation Committee and section 26 shall continue to apply.

Notice, Registrar

(9) The Investigation Committee shall notify the Registrar of its decision made under subsection (4).

- b) si le plaignant n'est pas l'employeur du membre et qu'il le juge approprié dans les circonstances, le registraire peut demander à l'employeur de lui fournir des renseignements concernant la plainte.

Idem

(4) S'ils parviennent à régler la question qui a été renvoyée au processus de règlement des plaintes, l'Ordre et le membre proposent le règlement au comité d'enquête qui peut, selon le cas :

- a) adopter le règlement proposé;
- b) modifier le règlement proposé;
- c) rejeter le règlement proposé.

Idem

(5) Avant de prendre une mesure en vertu du paragraphe (4), le comité d'enquête tient compte de ce qui suit :

- a) toute décision antérieure d'un comité créé aux termes de la présente loi qui se rapporte au membre;
- b) tout renseignement concernant des instances concomitantes introduites devant un comité créé aux termes de la présente loi ou obtenu dans le cadre de telles instances et qui se rapporte au membre;
- c) tout règlement adopté par un comité créé aux termes de la présente loi qui a été atteint au moyen d'un processus de règlement des plaintes et qui se rapporte au membre.

Idem

(6) S'il modifie le règlement proposé, le comité d'enquête avise l'Ordre et le membre des modifications et :

- a) si l'Ordre et le membre approuvent les modifications, le règlement proposé est considéré comme adopté par le comité dans sa forme modifiée;
- b) si l'Ordre ou le membre n'approuve pas les modifications, le règlement proposé est considéré comme rejeté par le comité.

Idem

(7) Si le comité d'enquête rejette le règlement proposé, celui-ci lui est renvoyé de nouveau et l'article 26 continue de s'appliquer.

Idem

(8) Si le règlement d'une question qui a été renvoyée au processus de règlement des plaintes a échoué, la question est renvoyée de nouveau au comité d'enquête et l'article 26 continue de s'appliquer.

Avis : registraire

(9) Le comité d'enquête avise le registraire de la décision qu'il a prise en vertu du paragraphe (4).

Same, complainant

(10) The Registrar shall notify the complainant of the outcome of the complaint resolution process.

Single member may act on Committee's behalf

(11) A single member of the Investigation Committee may act on the Committee's behalf for the purposes of subsection (4) and, in that case, references to the Investigation Committee in subsections (5), (6), (7) and (9) shall be references to the member acting on the Committee's behalf.

Matters referred back to the Investigation Committee

(12) If the Investigation Committee rejects a proposed resolution and the matter is referred back to the Committee, no person who made a decision for the purposes of subsection (4) shall make a decision in respect of the matter under section 26, except in accordance with any regulations.

Complainant not a party

(13) For greater certainty, the complainant is not a party to an investigation stage complaint resolution process.

Timely disposal

26.2 (1) Subject to subsection (2), the Investigation Committee shall use its best efforts to dispose of a complaint within 120 days after the complaint is filed as described in clause 26 (3) (a).

Investigation stage complaint resolution process

(2) If the Registrar refers a matter to an investigation stage complaint resolution process,

- (a) that process must be carried out in accordance with any timelines prescribed by the regulations; and
- (b) for the purposes of subsection (1), the time period beginning on the day the referral is made and ending on the day the matter is referred back to the Committee under subsection 26.1 (7) or (8) shall not be counted.

If complaint not disposed of

(3) If the Committee has not disposed of a complaint within 120 days after the complaint was filed, the Registrar shall provide the complainant and the member who is the subject of the complaint with written notice of that fact and an expected date of disposition which shall be no more than 90 days from the date of the written notice.

If further delay

(4) If the Committee has not disposed of the complaint by the expected date of disposition described in subsection (3), the Registrar shall provide the member and complainant with written notice and reasons for the delay and the new expected date of disposition which shall be no more than 30 days from the date of the revised notice or from the expected date of disposition described in subsection (3), whichever is sooner.

7. The Act is amended by adding the following section:

Idem : plaignant

(10) Le registraire avise le plaignant de l'issue du processus de règlement des plaintes.

Membre unique du comité

(11) Un membre unique du comité d'enquête peut agir pour le compte du comité pour l'application du paragraphe (4), auquel cas les mentions du comité aux paragraphes (5), (6), (7) et (9) valent mention de ce membre.

Renvoi de questions au comité d'enquête

(12) Si le comité d'enquête rejette le règlement proposé et que la question lui est renvoyée de nouveau, aucune personne qui a pris une décision en vertu du paragraphe (4) ne peut prendre de décision à l'égard de la question dans le cadre de l'article 26, si ce n'est conformément aux règlements.

Non une partie

(13) Il est entendu que le plaignant n'est pas partie à un processus de règlement des plaintes à l'étape de l'enquête.

Délai

26.2 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le comité d'enquête fait tous les efforts possibles pour statuer sur la plainte au plus tard 120 jours après qu'elle a été déposée de la façon indiquée à l'alinéa 26 (3) a).

Processus de règlement des plaintes à l'étape de l'enquête

(2) Si le registraire renvoie une question à un processus de règlement des plaintes à l'étape de l'enquête :

- a) ce processus doit se dérouler dans les délais prescrits par les règlements;
- b) il ne doit pas être tenu compte, pour l'application du paragraphe (1), de la période qui commence le jour où la question est renvoyée au processus et qui se termine le jour où elle est renvoyée de nouveau au comité en application du paragraphe 26.1 (7) ou (8).

Cas où il n'est pas statué sur la plainte

(3) Si le comité n'a pas statué sur la plainte dans les 120 jours qui en suivent le dépôt, le registraire en avise par écrit le plaignant ainsi que le membre concerné et leur indique le délai dans lequel il devrait être statué sur celle-ci, lequel ne doit pas dépasser 90 jours à compter de la date de l'avis écrit.

Non-respect du délai prorogé

(4) Si le comité n'a toujours pas statué sur la plainte dans le délai visé au paragraphe (3), le registraire en avise le membre et le plaignant par écrit et leur indique les motifs du retard ainsi que le nouveau délai dans lequel il devrait être statué sur la plainte, lequel ne doit pas dépasser 30 jours à compter de la date du nouvel avis ou de la date visée au paragraphe (3) à laquelle il devait être statué sur celle-ci, si cette date est antérieure à l'autre.

7. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Complaint, report of child in need of protection, etc.

29.1 (1) This section applies with respect to a complaint if the Registrar believes, on reasonable grounds, that the complainant or any other person was likely required to make a report under section 72 of the *Child and Family Services Act* in relation to the conduct or actions of the member that are the subject of the complaint.

Exception, certain complaints

(2) This section does not apply to a complaint referred to in subsection 26 (2.1) or to a complaint that arises from a report under section 43.2 or 43.3.

Referral to Executive Committee

(3) The Registrar shall promptly refer a complaint described in subsection (1) to the Executive Committee.

Consideration by Executive Committee

(4) If a complaint is referred to the Executive Committee under subsection (3), the Executive Committee shall consider whether or not to make a direction under subsection 29 (1) and, if it makes such a direction, shall also consider whether or not to make an interim order under subsection 29 (3).

8. (1) Section 30 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, complaint resolution process

(1.1) Despite clause (1) (a), if a matter is referred to a disciplinary stage complaint resolution process in accordance with section 30.1, the Discipline Committee shall cease to hear the matter and this section ceases to apply, unless and until the matter is referred back to the Committee in accordance with that section.

(2) Subsection 30 (2) of the Act is amended by striking out “as defined in the regulations” at the end.

(3) Paragraph 1 of subsection 30 (5) of the Act is amended by striking out “a specified or unlimited period” at the end and substituting “a specified period of more than three years”.

(4) Paragraph 3 of subsection 30 (5) of the Act is repealed.

(5) Subsection 30 (8) of the Act is repealed.

9. The Act is amended by adding the following sections:

Disciplinary stage complaint resolution process

30.1 (1) The Discipline Committee may refer the College and the member who is the subject of a matter to a disciplinary stage complaint resolution process to which the College and the member have consented,

- (a) if the Committee considers it appropriate to do so;
- (b) if the matter has not yet been determined by the Discipline Committee under section 30; and

Plainte : rapport sur un enfant ayant besoin de protection

29.1 (1) Le présent article s'applique à l'égard d'une plainte si le registraire a des motifs raisonnables de croire que le plaignant ou toute autre personne devait vraisemblablement faire un rapport en application de l'article 72 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* relativement à la conduite ou aux actes du membre qui font l'objet de la plainte.

Exception : certaines plaintes

(2) Le présent article ne s'applique pas à une plainte visée au paragraphe 26 (2.1) ou à une plainte qui découle d'un rapport visé à l'article 43.2 ou 43.3.

Renvoi au bureau

(3) Le registraire renvoie promptement une plainte mentionnée au paragraphe (1) au bureau.

Examen par le bureau

(4) Si une plainte lui est renvoyée en application du paragraphe (3), le bureau examine s'il doit donner une directive en vertu du paragraphe 29 (1) et, s'il le fait, il examine également s'il doit rendre une ordonnance provisoire en vertu du paragraphe 29 (3).

8. (1) L'article 30 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : processus de règlement des plaintes

(1.1) Malgré l'alinéa (1) a), si une question est renvoyée à un processus de règlement des plaintes à l'étape disciplinaire conformément à l'article 30.1, le comité de discipline cesse d'entendre la question et le présent article cesse de s'appliquer tant que la question ne lui a pas été renvoyée de nouveau conformément à cet article.

(2) Le paragraphe 30 (2) de la Loi est modifié par suppression de «au sens des règlements» à la fin du paragraphe.

(3) La disposition 1 du paragraphe 30 (5) de la Loi est modifiée par remplacement de «pendant une période déterminée ou indéterminée» par «pendant une période déterminée de plus de trois ans» à la fin de la disposition.

(4) La disposition 3 du paragraphe 30 (5) de la Loi est abrogée.

(5) Le paragraphe 30 (8) de la Loi est abrogé.

9. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Processus de règlement des plaintes à l'étape disciplinaire

30.1 (1) Le comité de discipline peut renvoyer l'Ordre et le membre visé par la question à un processus de règlement des plaintes à l'étape disciplinaire auquel l'Ordre et le membre ont consenti si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il estime que cela est approprié;
- b) il n'a pas encore tranché la question en vertu de l'article 30;

- (c) if the matter does not involve an allegation of sexual abuse of a student, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography.

Same

(2) If the College and the member reach a resolution of a matter that has been referred to the complaint resolution process, they shall propose it to the Discipline Committee and the Committee may,

- (a) adopt the proposed resolution;
- (b) modify the proposed resolution; or
- (c) reject the proposed resolution.

Same

(3) If the Discipline Committee modifies the proposed resolution, the Committee shall notify the College and the member of the modifications and,

- (a) if both the College and the member agree to the modifications, the proposed resolution shall be considered adopted, as modified, by the Committee; or
- (b) if either the College or the member does not agree to the modifications, the proposed resolution shall be considered rejected by the Committee.

Same

(4) If the Discipline Committee rejects a proposed resolution, the Committee shall hear and determine the matter in accordance with section 30.

Same

(5) If there is a failure to resolve a matter that has been referred to the complaint resolution process, it shall be referred back to the Discipline Committee and the Committee shall hear and determine the matter in accordance with section 30.

Meetings of Discipline Committee to be public

(6) A meeting of the Discipline Committee to consider the action it will take under subsection (2) shall, subject to subsection (7), be open to the public.

Exclusion of public

(7) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from the meeting or any part of the meeting if, in the Committee's opinion, the possibility of serious harm or injustice to any person justifies a departure from the general principle that hearings should be open to the public.

Application of s. 32 (4) and (5)

(8) Subsections 32 (4) and (5) apply with necessary modifications to meetings of the Discipline Committee to consider actions that it will take under subsection (2).

No right to a hearing

(9) Nothing in this section shall be construed to require the Discipline Committee to hold a hearing within the meaning of the *Statutory Powers Procedure Act* before

- c) la question ne porte pas sur une allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un élève, d'inconduite sexuelle ou d'acte interdit impliquant de la pornographie juvénile.

Idem

(2) S'ils parviennent à régler la question qui a été renvoyée au processus de règlement des plaintes, l'Ordre et le membre proposent le règlement au comité de discipline qui peut, selon le cas :

- a) adopter le règlement proposé;
- b) modifier le règlement proposé;
- c) rejeter le règlement proposé.

Idem

(3) S'il modifie le règlement proposé, le comité de discipline avise l'Ordre et le membre des modifications et :

- a) si l'Ordre et le membre approuvent les modifications, le règlement proposé est considéré comme adopté par le comité dans sa forme modifiée;
- b) si l'Ordre ou le membre n'approuve pas les modifications, le règlement proposé est considéré comme rejeté par le comité.

Idem

(4) S'il rejette le règlement proposé, le comité de discipline entend et tranche la question conformément à l'article 30.

Idem

(5) Si le règlement d'une question qui a été renvoyée au processus de règlement des plaintes a échoué, la question est renvoyée de nouveau au comité de discipline, qui entend et tranche la question conformément à l'article 30.

Caractère public des réunions du comité de discipline

(6) Sous réserve du paragraphe (7), les réunions que tient le comité de discipline pour examiner quelle mesure il doit prendre en vertu du paragraphe (2) sont publiques.

Exclusion du public

(7) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance portant qu'une réunion ou une partie de celle-ci doit se tenir à huis clos s'il est d'avis que la possibilité qu'une personne subisse un préjudice ou une injustice grave justifie une dérogation au principe général de la publicité des audiences.

Application des par. 32 (4) et (5)

(8) Les paragraphes 32 (4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux réunions que tient le comité de discipline pour examiner quelle mesure il doit prendre en vertu du paragraphe (2).

Absence de droit à une audience

(9) Le présent article n'a pas pour effet d'obliger le comité de discipline à tenir une audience au sens de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* avant de prendre

making a decision under subsection (2) and, for greater certainty, there is no right to appeal that decision.

Members disqualified from panel that hears matter

(10) The following persons may not participate in a panel of the Discipline Committee that hears and determines a matter in accordance with section 30:

1. The members of the panel of the Discipline Committee that referred the matter under subsection (1) or considered making such a referral.
2. The members of the panel of the Discipline Committee that rejected any proposed resolution.

No application to reinstatement and variation procedures

(11) For greater certainty, an application made under subsection 33 (1) or (2) may not be referred to a complaint resolution process.

Complainant not a party

(12) For greater certainty, the complainant is not a party to a disciplinary stage complaint resolution process.

Authorization for Registrar to make referrals

(13) The Discipline Committee may authorize the Registrar to make referrals under subsection (1) on behalf of the Discipline Committee and the following apply when the Registrar acts in accordance with such an authorization:

1. The reference to the Committee in clause (1) (a) is deemed to be a reference to the Registrar.
2. The Registrar is subject to,
 - i. the limitations the Discipline Committee is subject to under this section,
 - ii. any limitations in the authorization, and
 - iii. any limitations prescribed by the regulations.
3. The Registrar shall not refer a matter under subsection (1) if the Registrar had referred the matter to an investigation stage complaint resolution process.

Orders relating to sexual abuse and child pornography

30.2 (1) Where under section 30 the Discipline Committee finds a member guilty of committing an act of professional misconduct that is listed in subsection (2), the Committee shall, in addition to anything else the Committee may do under subsection 30 (5), make an order,

- (a) requiring that the member be reprimanded by the Committee; and
- (b) directing the Registrar to revoke any certificate held by the member under this Act.

Same

(2) The acts of professional misconduct referred to in subsection (1) are the following:

une décision en vertu du paragraphe (2) et il est entendu que cette décision ne peut pas être portée en appel.

Membres inaptes à siéger au sous-comité qui entend la question

(10) Les personnes suivantes ne peuvent pas faire partie d'un sous-comité du comité de discipline qui entend et tranche une question conformément à l'article 30 :

1. Les membres du sous-comité du comité de discipline qui a renvoyé la question en vertu du paragraphe (1) ou qui a envisagé de le faire.
2. Les membres du sous-comité du comité de discipline qui a rejeté un règlement proposé.

Pas de demande de remise en vigueur ou de modification

(11) Il est entendu qu'une demande présentée en vertu du paragraphe 33 (1) ou (2) ne peut pas être renvoyée à un processus de règlement des plaintes.

Non une partie

(12) Il est entendu que le plaignant n'est pas partie à un processus de règlement des plaintes à l'étape disciplinaire.

Registraire autorisé à renvoyer une question

(13) Le comité de discipline peut autoriser le registraire à effectuer des renvois en vertu du paragraphe (1) au nom du comité, auquel cas les dispositions suivantes s'appliquent lorsque le registraire agit conformément à une telle autorisation :

1. La mention du comité à l'alinéa (1) a) vaut mention du registraire.
2. Le registraire est assujéti :
 - i. aux restrictions auxquelles le comité de discipline est assujéti en application du présent article,
 - ii. aux restrictions mentionnées dans l'autorisation,
 - iii. aux restrictions prescrites par les règlements.
3. Le registraire ne doit pas renvoyer une question en vertu du paragraphe (1) s'il avait renvoyé la question à un processus de règlement des plaintes à l'étape de l'enquête.

Ordonnances relatives aux mauvais traitements d'ordre sexuel et à la pornographie juvénile

30.2 (1) S'il conclut, en vertu de l'article 30, qu'un membre a commis une faute professionnelle énoncée au paragraphe (2), outre ce que lui permet de faire le paragraphe 30 (5), le comité de discipline doit, par ordonnance :

- a) exiger que le membre reçoive une réprimande de la part du comité;
- b) enjoindre au registraire de révoquer tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.

Idem

(2) Les actes suivants constituent des fautes professionnelles pour l'application du paragraphe (1) :

1. Sexual abuse of a student, if the sexual abuse consisted of, or included, any of the following:
 - i. Sexual intercourse.
 - ii. Genital to genital, genital to anal, oral to genital, or oral to anal contact.
 - iii. Masturbation of the member by, or in the presence of, the student.
 - iv. Masturbation of the student by the member.
 - v. Encouragement of the student by the member to masturbate in the presence of the member.
2. A prohibited act involving child pornography.

Interpretation

(3) For greater certainty, nothing in subsections (1) and (2) affects the power of the Discipline Committee to reprimand a member or revoke a member's certificate under section 30 for committing any other act of professional misconduct.

Statement re impact of sexual abuse

(4) Before making an order under subsection (1) in relation to a finding of sexual abuse, the Discipline Committee shall consider any written statement that has been filed, and any oral statement that has been made to the Committee, describing the impact of the sexual abuse on the student.

Same

(5) The statement may be made by the student or by his or her representative.

Same

(6) The Discipline Committee shall not consider the statement unless a finding of an act of professional misconduct that is listed in subsection (2) has been made.

Notice to member

(7) When a written statement is filed, the Discipline Committee shall, as soon as possible, have copies of it provided to the member, to his or her counsel and to the College.

10. Subsection 31 (6) of the Act is repealed.

11. Subsection 32 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Exclusion of public

(7) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing or any part of a hearing if, in the Committee's opinion, the possibility of serious harm or injustice to any person justifies a departure from the general principle that hearings should be open to the public.

12. Part V of the Act is amended by adding the following section:

Orders preventing public disclosure

32.1 (1) In situations under section 32 in which the

1. Les mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un élève s'ils consistaient en l'un ou l'autre des actes suivants, ou le comprenaient :
 - i. Des rapports sexuels.
 - ii. Un contact génito-génital, génito-anal, bucco-génital ou bucco-anal.
 - iii. La masturbation du membre par l'élève ou en sa présence.
 - iv. La masturbation de l'élève par le membre.
 - v. L'incitation, par le membre, de l'élève à se masturber en présence du membre.
2. Un acte interdit impliquant de la pornographie juvénile.

Interprétation

(3) Il est entendu que les paragraphes (1) et (2) n'ont aucune incidence sur le pouvoir du comité de discipline de réprimander un membre ou de révoquer son certificat en vertu de l'article 30 pour avoir commis toute autre faute professionnelle.

Déclaration sur les effets des mauvais traitements d'ordre sexuel

(4) Avant de rendre une ordonnance aux termes du paragraphe (1) par rapport à une conclusion de mauvais traitements d'ordre sexuel, le comité de discipline tient compte de toute déclaration écrite déposée et de toute déclaration orale faite au comité au sujet des effets de ces mauvais traitements sur l'élève.

Idem

(5) La déclaration peut être faite par l'élève ou par son représentant.

Idem

(6) Le comité de discipline ne doit pas tenir compte de la déclaration à moins qu'il n'ait été conclu qu'une faute professionnelle énoncée au paragraphe (2) a été commise.

Avis donné au membre

(7) Lorsqu'une déclaration écrite est déposée, le comité de discipline veille à ce qu'une copie en soit remise, aussitôt que possible, au membre, à son avocat et à l'Ordre.

10. Le paragraphe 31 (6) de la Loi est abrogé.

11. Le paragraphe 32 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exclusion du public

(7) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance portant qu'une audience ou une partie de celle-ci doit se tenir à huis clos s'il est d'avis que la possibilité qu'une personne subisse un préjudice ou une injustice grave justifie une dérogation au principe général de la publicité des audiences.

12. La partie V de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Ordonnances interdisant la divulgation

32.1 (1) Dans les situations visées à l'article 32 dans

Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing, the Committee may make orders it considers necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed at the hearing, including orders banning the publication or broadcasting of those matters.

Same, complaint resolution process

(2) In situations under section 30.1 in which the Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a meeting, the Committee may make orders it considers necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed during the disciplinary stage complaint resolution process, including orders banning the publication or broadcasting of those matters.

Witnesses, under 18

(3) The Discipline Committee shall make an order that no person shall publish the identity of, or any information that could disclose the identity of, any person who is under 18 years old and,

- (a) is a witness in a hearing;
- (b) is the subject of evidence in a hearing; or
- (c) is the subject of, or otherwise involved in, a matter referred to a disciplinary stage complaint resolution process.

Same, sexual abuse, sexual misconduct or child pornography

(4) If a matter disclosed at a hearing or during a disciplinary stage complaint resolution process involves an allegation of sexual abuse of a student, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography, the Discipline Committee shall make an order that no person shall publish the identity of, or any information that could disclose the identity of, the person who was allegedly sexually abused or the subject of the misconduct or prohibited act, on the request of that person.

13. (1) Subsection 33 (1) of the Act is amended by adding “or as a result of a resolution adopted by the Committee under section 30.1” after “Discipline Committee”.

(2) Subsection 33 (2) of the Act is amended by adding “or as a result of a resolution adopted by the Committee under section 30.1” after “Discipline Committee”.

(3) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, sexual abuse, etc.

(4.1) Despite subsections (3) and (4), if a person has had a certificate revoked for committing an act of professional misconduct that involved sexual abuse of a student, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography, an application under subsection (1) to have a new certificate issued shall not be made earlier than five years from the date of the order under section 30.

lesquelles il peut rendre une ordonnance portant qu'une audience doit se tenir à huis clos, le comité de discipline peut rendre les ordonnances qu'il estime nécessaires pour empêcher la divulgation au public des questions révélées à l'audience, et notamment en interdire la publication ou la diffusion.

Idem : processus de règlement des plaintes

(2) Dans les situations visées à l'article 30.1 dans lesquelles il peut rendre une ordonnance portant qu'une réunion doit se tenir à huis clos, le comité de discipline peut rendre les ordonnances qu'il estime nécessaires pour empêcher la divulgation au public des questions révélées au cours du processus de règlement des plaintes à l'étape disciplinaire, et notamment en interdire la publication ou la diffusion.

Témoins de moins de 18 ans

(3) Le comité de discipline rend une ordonnance portant que nul ne doit publier l'identité d'une personne de moins de 18 ans, ni aucun renseignement susceptible de révéler son identité, si la personne, selon le cas :

- a) témoigne à une audience;
- b) fait l'objet d'éléments de preuve à une audience;
- c) est visée, directement ou indirectement, par une question renvoyée à un processus de règlement des plaintes à l'étape disciplinaire.

Idem : mauvais traitements d'ordre sexuel, inconduite sexuelle ou pornographie juvénile

(4) Si une question révélée à une audience ou au cours d'un processus de règlement des plaintes à l'étape disciplinaire porte sur une allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un élève, d'inconduite sexuelle ou d'acte interdit impliquant de la pornographie juvénile, le comité de discipline rend une ordonnance portant que nul ne doit publier l'identité de la présumée victime, ni aucun renseignement susceptible de révéler son identité, sur demande de celle-ci.

13. (1) Le paragraphe 33 (1) de la Loi est modifié par insertion de «ou d'un règlement adopté par le comité en vertu de l'article 30.1» après «le comité de discipline».

(2) Le paragraphe 33 (2) de la Loi est modifié par insertion de «ou d'un règlement adopté par le comité en vertu de l'article 30.1» après «le comité de discipline».

(3) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : mauvais traitements d'ordre sexuel et autres

(4.1) Malgré les paragraphes (3) et (4), si un certificat d'une personne a été révoqué pour cause de faute professionnelle comportant des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un élève, une inconduite sexuelle ou un acte interdit impliquant de la pornographie juvénile, la demande prévue au paragraphe (1) en vue d'obtenir la délivrance d'un nouveau certificat ne peut être présentée moins de cinq ans après la date de l'ordonnance rendue en vertu de l'article 30.

(4) Subsection 33 (9) of the Act is repealed and the following substituted:

Open or closed hearings

(9) A hearing of the Discipline Committee under this section shall be open to the public unless,

- (a) the proceeding referred to in subsection (1) or (2) that resulted in the person's certificate being revoked, suspended or subject to terms, conditions or limitations was closed to the public; or
- (b) the Committee makes an order under subsection (9.1).

Exclusion of public

(9.1) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing or any part of a hearing if, in the Committee's opinion, the possibility of serious harm or injustice to any person justifies a departure from the general principle that hearings should be open to the public.

Orders preventing public disclosure

(9.2) For greater certainty, the Discipline Committee may make an order described in section 32.1 in relation to a hearing under this Part.

(5) Subsection 33 (14) of the Act is amended by striking out "Subsections (1) to (13)" at the beginning and substituting "Subsections (1) to (8) and (10) to (13)".

(6) Section 33 of the Act is amended by adding the following section:

Same, closed hearings

(14.1) A hearing of the Fitness to Practise Committee under this section shall be closed to the public unless the applicant requests otherwise, in which case the hearing shall be open to the public and subsection (9.1) applies with necessary modifications.

14. Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, sexual abuse, etc.

(2) If a person has had a certificate revoked for committing an act of professional misconduct that involved sexual abuse of a student, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography, an order under paragraph 1 of subsection (1) shall not be made earlier than five years from the date of the order under section 30.

15. Section 35 of the Act is amended by adding the following subsections:

No stay of certain orders pending appeal

(5) The following orders directing the Registrar to revoke, suspend or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate take effect immediately despite any appeal:

- 1. An order made by the Discipline Committee on the grounds of incompetence.

(4) Le paragraphe 33 (9) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Audiences publiques ou à huis clos

(9) L'audience que tient le comité de discipline aux termes du présent article est ouverte au public sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) l'instance visée au paragraphe (1) ou (2) à la suite de laquelle le certificat de la personne a été révoqué, suspendu ou assorti de conditions ou de restrictions était à huis clos;
- b) le comité rend une ordonnance en vertu du paragraphe (9.1).

Exclusion du public

(9.1) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance portant qu'une audience ou une partie de celle-ci doit se tenir à huis clos s'il est d'avis que la possibilité qu'une personne subisse un préjudice ou une injustice grave justifie une dérogation au principe général de la publicité des audiences.

Ordonnances interdisant la divulgation

(9.2) Il est entendu que le comité de discipline peut rendre une ordonnance visée à l'article 32.1 concernant une audience tenue dans le cadre de la présente partie.

(5) Le paragraphe 33 (14) de la Loi est modifié par remplacement de «Les paragraphes (1) à (13)» par «Les paragraphes (1) à (8) et (10) à (13)» au début du paragraphe.

(6) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : huis clos

(14.1) L'audience que tient le comité d'aptitude professionnelle aux termes du présent article se tient à huis clos sauf demande à l'effet contraire de l'auteur de la demande, auquel cas elle est ouverte au public et le paragraphe (9.1) s'applique avec les adaptations nécessaires.

14. L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : mauvais traitements d'ordre sexuel et autres

(2) Si un certificat d'une personne a été révoqué pour cause de faute professionnelle comportant des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un élève, une inconduite sexuelle ou un acte interdit impliquant de la pornographie juvénile, l'ordonnance prévue à la disposition 1 du paragraphe (1) ne peut être rendue moins de cinq ans après la date de celle rendue en vertu de l'article 30.

15. L'article 35 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Aucune suspension de certaines ordonnances en cas d'appel

(5) Les ordonnances suivantes qui enjoignent au registraire de révoquer ou de suspendre le certificat d'un membre, ou de l'assortir de conditions ou de restrictions, prennent effet immédiatement même s'il y a appel :

- 1. Une ordonnance rendue par le comité de discipline pour cause d'incompétence.

2. An order made by the Discipline Committee under subsection 30.2 (1).
3. An order made by the Fitness to Practise Committee on the grounds of incapacity.

Orders where public at risk

(6) If the conduct of the member exposes or is likely to expose one or more students to harm or injury and urgent intervention is needed, the College may apply to a judge of the Superior Court of Justice for an order declaring that an order that was made by the Discipline Committee on the grounds of professional misconduct and that directs the Registrar to revoke, suspend or impose terms, conditions or limitations on the member's certificate shall take effect immediately despite any appeal and any other Act.

16. Section 36 of the Act is amended by adding the following subsections:

Emergencies

- (2.1) The Registrar may appoint an investigator if,
 - (a) the Registrar believes on reasonable and probable grounds that the conduct of the member exposes or is likely to expose one or more students to harm or injury, and that the investigator should be appointed immediately; and
 - (b) there is not time to seek approval from the Executive Committee.

Report

(2.2) Where an investigator has been appointed under subsection (2.1), the Registrar shall report the appointment of the investigator to the Executive Committee within five days.

17. (1) Paragraph 4.4 of subsection 40 (1) of the Act is amended by adding “and persons included on rosters for committees” after “committees”.

(2) Paragraph 14.2 of subsection 40 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 14.2 respecting the establishment of a roster under subsection 17 (3), including regulations prescribing requirements and restrictions that apply for the purpose of including persons on the roster, including,
 - i. prescribing qualifications of eligible panelists, and
 - ii. requiring persons on a roster to take an oath and prescribing the form of the oath, the manner in which it shall be made and the time period within which it shall be made;
- 14.3 governing a determination made by the Investigation Committee under clause 26 (2) (c) that a complaint does not warrant further investigation or it is not in the public interest to investigate a complaint further, including prescribing circumstances or conditions in which such a determination may be made;

2. Une ordonnance rendue par le comité de discipline en application du paragraphe 30.2 (1).
3. Une ordonnance rendue par le comité d'aptitude professionnelle pour cause d'incapacité.

Ordonnances dans le cas d'un danger pour le public

(6) Si la conduite du membre expose ou exposera vraisemblablement un ou plusieurs élèves à un préjudice ou à des blessures et qu'une intervention d'urgence s'impose, l'Ordre peut, par voie de requête, demander à un juge de la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance déclarant qu'une ordonnance rendue par le comité de discipline pour cause de faute professionnelle et qui enjoint au registrateur de révoquer ou de suspendre le certificat du membre, ou de l'assortir de conditions ou de restrictions, prend effet immédiatement même s'il y a appel et malgré toute autre loi.

16. L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Situations d'urgence

- (2.1) Le registraire peut nommer un enquêteur si :
 - a) d'une part, il a des motifs raisonnables et probables de croire que la conduite du membre expose ou exposera vraisemblablement un ou plusieurs élèves à un préjudice ou à des blessures et que l'enquêteur devrait être nommé immédiatement;
 - b) d'autre part, il n'a pas le temps d'obtenir l'approbation du bureau.

Rapport

(2.2) Lorsqu'un enquêteur a été nommé en vertu du paragraphe (2.1), le registraire le signale au bureau dans les cinq jours qui suivent.

17. (1) La disposition 4.4 du paragraphe 40 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «et des membres des comités» par «, des membres des comités et des personnes inscrites aux tableaux des comités».

(2) La disposition 14.2 du paragraphe 40 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 14.2 traiter du tableau prévu au paragraphe 17 (3), notamment prescrire les exigences et les restrictions qui s'appliquent à l'inscription de personnes au tableau, y compris :
 - i. prescrire les qualités requises des membres suppléants,
 - ii. exiger des personnes inscrites qu'elles prêtent serment et prescrire la forme du serment ainsi que la manière et le délai prévus pour ce faire;
- 14.3 régir la décision prise par le comité d'enquête en application de l'alinéa 26 (2) c) selon laquelle une plainte ne nécessite pas d'examen plus poussé ou qu'il n'est pas dans l'intérêt public de poursuivre l'enquête, notamment prescrire les circonstances ou les conditions dans lesquelles une telle décision peut être prise;

- 14.4 governing a determination made by the Registrar under paragraph 1 of subsection 26 (2.1), including prescribing the factors that the Registrar shall consider and the factors that the Registrar shall not consider in making the determination;
- 14.5 governing the circumstances in which the committee may extend the time period for a member, and prescribing the maximum number of days by which that time period may be extended, for the purposes of subsection 26 (4);
- 14.6 setting out requirements respecting the investigation stage complaint resolution process or the disciplinary stage complaint resolution process and otherwise governing the processes, including,
- i. governing a determination made by the Registrar under clause 26.1 (1) (a) or under an authorization under subsection 30.1 (13), including prescribing factors that the Registrar shall consider and factors that the Registrar shall not consider in making the determination,
 - ii. prescribing timelines for the complaint resolution processes,
 - iii. prescribing circumstances in which the resolution of a matter that has been referred to a complaint resolution process shall be considered to have failed for the purposes of subsections 26.1 (8) and 30.1 (5),
 - iv. governing the circumstances in which a person who made or participated in a decision or referral for the purposes of subsection 26.1 (4) or 30.1 (1) or (2) may be a member of a panel that makes a decision in respect of the matter under section 26 or subsection 30.1 (2), or hears and determines the matter under section 30, as the case may be,
 - v. prescribing limitations for the purposes of subparagraph 2 iii of subsection 30.1 (13);
- 14.7 prescribing restrictions on a member's duties for the purposes of clause 43.2 (6) (e);
- 14.8 governing the removal of decisions and resolutions that the College has published on a website under subsection 45.1 (4), for the purposes of clause 45.1 (7) (b);
- (3) Paragraph 31 of subsection 40 (1) of the Act is repealed and the following substituted:**
31. prescribing acts and conduct for the purposes of the definition of "professional misconduct" in subsection 1 (1).
- (4) Subsection 40 (1.1) of the Act is repealed.**
- 18. (1) Paragraph 27 of subsection 41 (1) of the Act is amended by striking out "and the information that may be removed from the register" at the end.**
- 14.4 régir la décision prise par le registraire en vertu de la disposition 1 du paragraphe 26 (2.1), notamment prescrire les facteurs dont il doit ou non tenir compte pour prendre une telle décision;
- 14.5 régir les circonstances dans lesquelles le comité peut proroger le délai accordé à un membre et prescrire le nombre de jours maximal dont il peut être prorogé, pour l'application du paragraphe 26 (4);
- 14.6 établir des exigences concernant le processus de règlement des plaintes à l'étape de l'enquête ou le processus de règlement des plaintes à l'étape disciplinaire et régir autrement ces processus, notamment :
- i. régir la décision prise par le registraire en vertu de l'alinéa 26.1 (1) a) ou en vertu d'une autorisation visée au paragraphe 30.1 (13), notamment prescrire les facteurs dont il doit ou non tenir compte pour prendre une telle décision,
 - ii. prescrire les délais applicables aux processus,
 - iii. prescrire les circonstances dans lesquelles le règlement d'une question qui a été renvoyée à un processus de règlement des plaintes doit être considéré comme ayant échoué pour l'application des paragraphes 26.1 (8) et 30.1 (5),
 - iv. régir les circonstances dans lesquelles une personne qui a pris une décision ou effectué un renvoi pour l'application du paragraphe 26.1 (4) ou 30.1 (1) ou (2), ou qui y a participé, peut faire partie d'un sous-comité qui prend une décision à l'égard de la question dans le cadre de l'article 26 ou du paragraphe 30.1 (2) ou entend et tranche la question dans le cadre de l'article 30, selon le cas,
 - v. prescrire des restrictions pour l'application de la sous-disposition 2 iii du paragraphe 30.1 (13);
- 14.7 prescrire les restrictions dont les fonctions d'un membre sont assorties pour l'application de l'alinéa 43.2 (6) e);
- 14.8 régir la suppression de décisions et de règlements que l'Ordre a publiés sur un site Web en vertu du paragraphe 45.1 (4), pour l'application de l'alinéa 45.1 (7) b);
- (3) La disposition 31 du paragraphe 40 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :**
31. prescrire des actes et des conduites pour l'application de la définition de «faute professionnelle» au paragraphe 1 (1).
- (4) Le paragraphe 40 (1.1) de la Loi est abrogé.**
- 18. (1) La disposition 27 du paragraphe 41 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «et ceux qui peuvent en être supprimés» à la fin de la disposition.**

(2) Subsection 41 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

27.1 subject to subsection 23 (2.5), authorizing the removal of information described in clauses 23 (2) (b.2), (b.3), (b.4), (b.5), (b.6) or (d.1) from the register;

(3) Section 41 of the Act is amended by adding the following subsection:

Conflict, qualifications of persons on roster

(2.1) For greater certainty, in the event of a conflict between a by-law made under paragraph 17.1 of subsection (1) and a regulation made under paragraph 14.2 of subsection 40 (1), the regulation prevails.

19. (1) Subsection 42 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

(0.a) defining “spouse” for the purposes of subsection 1 (3);

(c) respecting the appointment of persons to a roster of eligible panellists under subsection 17 (4), including but not limited to regulations prescribing requirements and restrictions that apply for that purpose, including,

- (i) prescribing qualifications of eligible panel-lists, and
- (ii) requiring persons on a roster to take an oath and prescribing the form of the oath, the manner in which it shall be made and the time period within which it shall be made;

(d) designating persons or bodies for the purposes of section 47.1;

(d.1) providing for any transitional matters the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of the amendments to this Act made by the *Protecting Students Act, 2013*;

(2) Section 42 of the Act is amended by adding the following subsection:

Regulations — transition

(2) A regulation made under clause (1) (d.1) may provide that it applies despite this Act.

20. (1) Clauses 43.1 (1) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

(a) to teach a person who is under 18 years old or, in the case of a person who has special needs, is under 22 years old or to teach a person of any age if the person is a student enrolled in a school or private school in Ontario within the meaning of the *Education Act*; or

(b) to provide services, including support services, related to the education of a person who is under 18 years old or, in the case of a person who has

(2) Le paragraphe 41 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

27.1 sous réserve du paragraphe 23 (2.5), autoriser la suppression du tableau des renseignements indiqués à l’alinéa 23 (2) b.2), b.3), b.4), b.5), b.6) ou d.1);

(3) L’article 41 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Incompatibilité : qualités requises des personnes inscrites au tableau

(2.1) Il est entendu que les dispositions d’un règlement pris en vertu de la disposition 14.2 du paragraphe 40 (1) l’emportent sur les dispositions incompatibles d’un règlement administratif pris en vertu de la disposition 17.1 du paragraphe (1).

19. (1) Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

0.a) définir «conjoint» pour l’application du paragraphe 1 (3);

c) traiter de l’inscription de personnes à un tableau de membres suppléants aux termes du paragraphe 17 (4), notamment prescrire les exigences et les restrictions qui s’appliquent à cette fin, y compris :

- (i) prescrire les qualités requises des membres suppléants,
- (ii) exiger des personnes inscrites qu’elles prêtent serment et prescrire la forme du serment ainsi que la manière et le délai prévus pour ce faire;

d) désigner des personnes ou des organismes pour l’application de l’article 47.1;

d.1) prévoir les questions transitoires qu’il estime nécessaires ou souhaitables pour la mise en application des modifications apportées à la présente loi par la *Loi de 2013 protégeant les élèves*;

(2) L’article 42 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Règlements : questions transitoires

(2) Un règlement pris en vertu de l’alinéa (1) d.1) peut prévoir qu’il s’applique malgré la présente loi.

20. (1) Les alinéas 43.1 (1) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) pour enseigner à une personne de moins de 18 ans ou, dans le cas d’une personne qui a des besoins particuliers, de moins de 22 ans ou pour enseigner à une personne, quel que soit son âge, si cette personne est un élève inscrit à une école ou à une école privée en Ontario au sens de la *Loi sur l’éducation*;

b) pour fournir des services, y compris des services de soutien, relatifs à l’éducation d’une personne de moins de 18 ans ou, dans le cas d’une personne qui

special needs, is under 22 years old or to provide services, including support services, related to the education of a person of any age if the person is a student enrolled in a school or private school in Ontario within the meaning of the *Education Act*.

(2) Clauses 43.1 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) in the opinion of the employer, the person, by reason of some mental or physical disability, is particularly vulnerable to being sexually abused or to the effects of sexual misconduct; or
- (b) the employer, exercising reasonable diligence, should have formed the opinion that the person, by reason of some mental or physical disability, is particularly vulnerable to being sexually abused or to the effects of sexual misconduct.

21. (1) Subsection 43.2 (1) of the Act is amended by adding “suspends the member” after “employment” and by adding “suspension” after “termination”.

(2) Subsection 43.2 (2) of the Act is amended by adding “to suspend the member” after “employment”.

(3) Subsection 43.2 (3) of the Act is amended by adding “to suspend the member” after “employment”.

(4) Section 43.2 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(3.1) Where an employer files a report with the Registrar under subsection (1), (2) or (3), the employer shall,

- (a) at the same time, provide the member with a copy of the report; and
- (b) within 30 days of filing the report, provide the Registrar with any additional information that the employer has that relates to the member’s professional misconduct.

Same

(3.2) If, after receiving the information under clause (3.1) (b), the Registrar requests that the employer provide the Registrar with more information that relates to the member’s professional misconduct, the employer shall do so within 15 days of receiving the request.

Same

(5) The following are the employers who shall receive the report referred to in subsection (4):

- 1. An employer who employs the member at the time the report referred to in subsection (4) is made.
- 2. The employer who made the report respecting the member under subsection (1), (2) or (3).

a des besoins particuliers, de moins de 22 ans ou pour fournir des services, y compris des services de soutien, relatifs à l’éducation d’une personne, quel que soit son âge, si cette personne est un élève inscrit à une école ou à une école privée en Ontario au sens de la *Loi sur l’éducation*.

(2) Les alinéas 43.1 (2) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) de l’avis de l’employeur, elle est particulièrement susceptible, du fait d’une incapacité physique ou mentale, d’être victime de mauvais traitements d’ordre sexuel ou d’être affectée par une inconduite sexuelle;
- b) l’employeur, en exerçant une diligence raisonnable, aurait dû former l’avis qu’elle était particulièrement susceptible, du fait d’une incapacité physique ou mentale, d’être victime de mauvais traitements d’ordre sexuel ou d’être affectée par une inconduite sexuelle.

21. (1) Le paragraphe 43.2 (1) de la Loi est modifié par insertion de «, le suspend» après «à l’emploi de celui-ci» et par insertion de «, la suspension» après «la cessation d’emploi».

(2) Le paragraphe 43.2 (2) de la Loi est modifié par insertion de «, de le suspendre» après «à l’emploi de celui-ci».

(3) Le paragraphe 43.2 (3) de la Loi est modifié par insertion de «, à le suspendre» après «à l’emploi du membre».

(4) L’article 43.2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(3.1) S’il dépose un rapport auprès du registraire en application du paragraphe (1), (2) ou (3), l’employeur :

- a) en remet simultanément une copie au membre;
- b) dans les 30 jours du dépôt du rapport, remet au registraire tout autre renseignement en sa possession concernant la faute professionnelle commise par le membre.

Idem

(3.2) Si, après avoir reçu les renseignements visés à l’alinéa (3.1) b), le registraire demande à l’employeur de lui fournir d’autres renseignements concernant la faute professionnelle commise par le membre, l’employeur doit le faire dans les 15 jours de la réception de la demande.

Idem

(5) Les employeurs qui doivent recevoir le rapport visé au paragraphe (4) sont les suivants :

- 1. Un employeur qui emploie le membre au moment où le rapport visé au paragraphe (4) est fait.
- 2. L’employeur qui a fait le rapport à l’égard du membre en application du paragraphe (1), (2) ou (3).

Restrictions

(6) For the purposes of this section, restrictions on a member's duties include,

- (a) restrictions on the age of students, grades or subjects that a member may teach or supervise;
- (b) restrictions on a member's eligibility to teach without supervision;
- (c) restrictions on a member's participation in or supervision of extracurricular activities;
- (d) restrictions on a member's assignment to duties that relate to teaching or education, which may be done by reassigning the member to duties that are not related to teaching or to education; and
- (e) any other restriction prescribed by the regulations.

Interpretation

(7) The requirement to report under subsections (1), (2) and (3) applies to all terminations, suspensions and restrictions imposed in the circumstances described in those subsections, regardless of the length or severity of the penalty.

Same

(8) For greater certainty, this section does not apply in the case of suspensions or restrictions imposed on a member's duties for reasons other than professional misconduct.

22. (1) Subsection 43.3 (1) of the Act is amended by striking out “promptly report to the College” in the portion before clause (a) and substituting “report to the Registrar”.

(2) Section 43.3 of the Act is amended by adding the following subsections:

Timing of report

(1.1) The employer shall report to the Registrar within 30 days after becoming aware of the charge, conviction, conduct or action unless the employer has reasonable grounds to believe that the member will continue to sexually abuse a student, or that the misconduct, incompetence or incapacity of the member is likely to expose a student to harm or injury and there is urgent need for intervention, in which case the report must be filed forthwith.

Same

(1.2) Where an employer reports to the Registrar under subsection (1), the employer shall,

- (a) at the same time, provide the member with a copy of the report; and
- (b) within 30 days of making the report, provide the Registrar with any additional information that the employer has that relates to the charge, conviction, conduct or action.

Restrictions

(6) Pour l'application du présent article, les restrictions dont les fonctions d'un membre sont assorties sont notamment :

- a) des restrictions en matière d'enseignement ou de supervision en ce qui concerne l'âge des élèves, les années d'études ou les matières;
- b) des restrictions quant à son droit d'enseigner sans supervision;
- c) des restrictions quant à sa participation à des activités parascolaires ou à la supervision de telles activités;
- d) des restrictions quant à son affectation à des fonctions qui se rapportent à l'enseignement ou à l'éducation, ce qui peut se faire en l'affectant à des fonctions qui ne se rapportent pas à ces activités;
- e) toute autre restriction prescrite par les règlements.

Interprétation

(7) L'obligation de déposer un rapport prévue par les paragraphes (1), (2) et (3) s'applique à toutes les cessations d'emploi, suspensions et restrictions imposées dans les circonstances visées par ces paragraphes, quelle que soit la durée ou la gravité de la pénalité.

Idem

(8) Il est entendu que le présent article ne s'applique pas dans le cas de suspensions ou de restrictions imposées aux fonctions d'un membre pour des raisons autres que la faute professionnelle.

22. (1) Le paragraphe 43.3 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «fait promptement un rapport écrit à l'Ordre» par «fait un rapport écrit au registraire» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) L'article 43.3 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Délai de dépôt du rapport

(1.1) L'employeur fait un rapport au registraire au plus tard 30 jours après avoir appris l'existence de l'accusation, de la déclaration de culpabilité, de la conduite ou de l'acte à moins d'avoir des motifs raisonnables de croire que le membre continuera d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel à un élève ou encore que l'inconduite, l'incompétence ou l'incapacité du membre exposera vraisemblablement un élève à un préjudice ou à des blessures et qu'une intervention d'urgence s'impose, auquel cas le rapport doit être déposé sans délai.

Idem

(1.2) S'il fait un rapport au registraire en application du paragraphe (1), l'employeur :

- a) en remet simultanément une copie au membre;
- b) dans les 30 jours du dépôt du rapport, remet au registraire tout autre renseignement en sa possession concernant l'accusation, la déclaration de culpabilité, la conduite ou l'acte.

Same

(1.3) If, after receiving the information under subsection (1.2), the Registrar requests that the employer provide the Registrar with more information that relates to the charge, conviction, conduct or action, the employer shall do so within 15 days of receiving the request.

Registrar to report back

(3) Where an employer makes a report to the Registrar under subsection (1), the Registrar shall, as soon as is reasonably possible, provide the employer with a written report respecting the action, if any, taken by the Registrar in response to the employer's report.

Same

(4) The following are the employers who shall receive the report referred to in subsection (3):

1. An employer who employs the member at the time the report referred to in subsection (3) is made.
2. The employer who made the report respecting the member under subsection (1).

23. Paragraph 2 of subsection 43.4 (2) of the Act is amended by striking out "section 43.3" and substituting "section 43.2 or 43.3".

24. Section 45 of the Act is amended by striking out "of the Council" at the end and substituting "of the College".

25. The Act is amended by adding the following section:

Publication requirements**Publication on website**

45.1 (1) The College shall publish the following on its website:

1. Every decision of the Discipline Committee and its reasons.
2. Every resolution adopted by the Discipline Committee under section 30.1.
3. If a resolution adopted by the Investigation Committee under section 26.1 provides for publication of the resolution, a summary of the resolution, or a part of the resolution on the College's website, the resolution, summary or part.

Publication in official publication of the College

(2) The College shall publish the following in the official publication of the College:

1. A summary of every decision of the Discipline Committee and a summary of its reasons.
2. A summary of every resolution adopted by the Discipline Committee under section 30.1.
3. If a resolution adopted by the Investigation Committee under section 26.1 provides for publication of the resolution, a summary of the resolution, or a

Idem

(1.3) Si, après avoir reçu les renseignements visés au paragraphe (1.2), le registraire demande à l'employeur de lui fournir d'autres renseignements concernant l'accusation, la déclaration de culpabilité, la conduite ou l'acte, l'employeur doit le faire dans les 15 jours de la réception de la demande.

Rapport du registraire

(3) Lorsqu'un employeur fait un rapport au registraire en application du paragraphe (1), ce dernier lui remet à son tour un rapport écrit dès que raisonnablement possible concernant les mesures qu'il a prises le cas échéant en réponse au rapport de l'employeur.

Idem

(4) Les employeurs qui doivent recevoir le rapport visé au paragraphe (3) sont les suivants :

1. Un employeur qui emploie le membre au moment où le rapport visé au paragraphe (3) est fait.
2. L'employeur qui a fait le rapport à l'égard du membre en application du paragraphe (1).

23. La disposition 2 du paragraphe 43.4 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «l'article 43.3» par «l'article 43.2 ou 43.3».

24. L'article 45 de la Loi est modifié par insertion de «de l'Ordre» à la fin de l'article.

25. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Exigences en matière de publication**Publication sur le site Web**

45.1 (1) L'Ordre publie ce qui suit sur son site Web :

1. Chaque décision du comité de discipline, accompagnée de ses motifs.
2. Chaque règlement adopté par le comité de discipline en vertu de l'article 30.1.
3. Si un règlement adopté par le comité d'enquête en vertu de l'article 26.1 prévoit la publication du règlement ou d'un résumé ou d'une partie de celui-ci sur le site Web de l'Ordre, le règlement, le résumé ou la partie.

Publication dans une publication officielle de l'Ordre

(2) L'Ordre publie ce qui suit dans sa publication officielle :

1. Un résumé de chaque décision du comité de discipline ainsi que des motifs de la décision.
2. Un résumé de chaque règlement adopté par le comité de discipline en vertu de l'article 30.1.
3. Si un règlement adopté par le comité d'enquête en vertu de l'article 26.1 prévoit la publication du règlement ou d'un résumé ou d'une partie de celui-ci

part of the resolution in the official publication of the College, the resolution, summary or part.

4. A determination by the Fitness to Practise Committee that an allegation of incapacity was unfounded, on the request of the member against whom the allegation was made.

Exception, unfounded allegations

(3) Despite paragraphs 1 and 2 of subsection (2), if the Discipline Committee determines, or adopts a resolution that provides, that an allegation of professional misconduct or incompetence was unfounded, the College shall only publish the summary described in paragraph 1 or 2 of subsection (2) in its official publication on the request of the member against whom the allegation was made.

Other publications

(4) The College may publish anything set out in subsection (1), in detail or in summary, in any manner or medium that the College considers appropriate, other than in its official publication.

Publication of member's name

(5) For greater certainty, for the purposes of paragraphs 1 and 2 of subsection (1) and paragraphs 1 and 2 of subsection (2), the College shall publish the name of the member who is the subject of the matter.

No publication of specified information

(6) Despite anything in this section, the College shall not publish any information that violates an order made under section 32.1 respecting the publication of information.

Removal of information

(7) If a notation of a decision or resolution is removed from the register, the College shall remove the decision or the resolution,

- (a) from its website; and
- (b) from any other website on which it has published the information under subsection (4), if required by and in accordance with the regulations.

26. Section 47 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(2) If the College requires a person or body to provide information under subsection (1), the person or body shall do so within the time period specified in writing by the College or, if no time period is specified, within 30 days of receiving the request.

Same

(3) For greater certainty, a person or body may be designated by the regulations for the purposes of subsection (1) regardless of whether the person or body is engaged in the provision of education.

27. The Act is amended by adding the following section:

dans la publication officielle de l'Ordre, le règlement, le résumé ou la partie.

4. Une décision du comité d'aptitude professionnelle selon laquelle une allégation d'incapacité n'était pas fondée, sur demande du membre en cause.

Exception : allégations non fondées

(3) Malgré les dispositions 1 et 2 du paragraphe (2), si le comité de discipline prend une décision ou adopte un règlement portant qu'une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence n'était pas fondée, l'Ordre publie uniquement le résumé mentionné à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (2) dans sa publication officielle sur demande du membre en cause.

Autres publications

(4) L'Ordre peut publier tout document visé au paragraphe (1), de façon détaillée ou sommaire, de la manière ou par le moyen que l'Ordre juge approprié, ailleurs que dans sa publication officielle.

Publication du nom du membre

(5) Il est entendu, pour l'application des dispositions 1 et 2 du paragraphe (1) et des dispositions 1 et 2 du paragraphe (2), que l'Ordre doit publier le nom du membre visé par la question.

Aucune publication de renseignements déterminés

(6) Malgré les autres dispositions du présent article, l'Ordre ne doit publier aucun renseignement qui enfreint une ordonnance rendue en vertu de l'article 32.1 concernant la publication de renseignements.

Suppression de renseignements

(7) Si l'indication d'une décision ou d'un règlement est supprimée du tableau, l'Ordre supprime la décision ou le règlement :

- a) de son site Web;
- b) de tout autre site Web sur lequel il a publié les renseignements en vertu du paragraphe (4), conformément aux règlements, le cas échéant.

26. L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(2) Si l'Ordre exige d'une personne ou d'un organisme qu'il lui fournisse des renseignements aux termes du paragraphe (1), la personne ou l'organisme doit le faire dans le délai que précise l'Ordre par écrit ou, à défaut, dans les 30 jours de la réception de la demande.

Idem

(3) Il est entendu qu'une personne ou un organisme peut être désigné par les règlements pour l'application du paragraphe (1), que la personne ou l'organisme exerce ou non des fonctions d'enseignement.

27. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Duty to report person at risk

47.1 (1) If a person or body designated by the regulations suspects, on reasonable grounds, that there is a risk that a person is likely to suffer physical or emotional harm inflicted by a member and believes, on reasonable grounds, that urgent disclosure is needed, the person or body shall immediately report the suspicion and the information on which it is based to the College.

Disclosure of personal information

(2) A person or body may disclose such personal information, within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, as is reasonably necessary for the purpose of complying with subsection (1).

28. (1) Subsection 48 (1) of the Act is repealed and the following substituted:**Confidentiality**

(1) Every person employed, retained or appointed for the purposes of the administration of this Act and every member of a Council or committee of the College shall keep confidential all information that comes to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any information to any other person except,

- (a) in connection with the administration of this Act, including, without limiting the generality of this, in connection with anything relating to the registration of members, complaints about members, allegations of members' incapacity, incompetence or acts of professional misconduct or the governing of the profession;
- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates;
- (d) to the extent that the information is available to the public under this Act;
- (e) to a police officer to aid an investigation undertaken with a view to a law enforcement proceeding or from which a law enforcement proceeding is likely to result;
- (f) to a body that governs a profession inside or outside of Ontario; or
- (g) as otherwise required by law.

(2) Section 48 of the Act is amended by adding the following subsection:**Definition**

(5) For the purposes of clause (1) (e), "law enforcement proceeding" means a proceeding in a court or tribunal that could result in a penalty or sanction being imposed.

29. The Act is amended by adding the following section:**Obligation de signaler une personne à risque**

47.1 (1) La personne ou l'organisme désigné par les règlements qui, en se fondant sur des motifs raisonnables, soupçonne qu'une personne risque vraisemblablement de subir un préjudice physique ou affectif infligé par un membre et croit que la situation nécessite un signalement urgent fait part immédiatement à l'Ordre de ses soupçons ainsi que des renseignements sur lesquels ils sont fondés.

Divulgence de renseignements personnels

(2) Une personne ou un organisme peut divulguer les renseignements personnels, au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, qui sont raisonnablement nécessaires afin de se conformer au paragraphe (1).

28. (1) Le paragraphe 48 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Secret professionnel**

(1) Quiconque est employé ou nommé pour appliquer la présente loi ou dont les services sont retenus à cette fin, ainsi que les membres d'un conseil ou d'un comité de l'Ordre, préservent le caractère confidentiel des renseignements venant à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et ne doivent rien en divulguer à qui que ce soit, sauf :

- a) dans le cadre de l'application de la présente loi, notamment de tout ce qui se rapporte à l'inscription des membres, aux plaintes concernant les membres, aux allégations d'incapacité, d'incompétence ou de faute professionnelle de la part des membres ou à la régie de la profession;
- b) à leur avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;
- d) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi;
- e) à un agent de police afin de faciliter une enquête menée en vue d'une procédure d'application de la loi ou qui aboutira vraisemblablement à une telle procédure;
- f) à un organisme qui régit une profession en Ontario ou ailleurs;
- g) si la loi l'exige par ailleurs.

(2) L'article 48 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Définition**

(5) La définition qui suit s'applique à l'alinéa (1) e). «procédure d'application de la loi» Instance devant un tribunal judiciaire ou administratif qui pourrait donner lieu à l'imposition d'une peine ou d'une sanction.

29. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Transition: *Protecting Students Act, 2013***Définition**

63.1 (1) In this section,

“commencement date” means the day the *Protecting Students Act, 2013* comes into force.

Matters begun before commencement date

(2) If, before the commencement date, a complaint was made under subsection 26 (1) or an application was made under subsection 33 (1) or (2), the following rules apply:

1. Subsection 17 (2.1) applies to the matter, except in the case of a committee to which the matter was referred before the commencement date.
2. The amendments made by the *Protecting Students Act, 2013* to subsection 23 (2), and subsection 23 (2.5), apply to the matter, unless before the commencement date an order has been made in respect of the matter under subsection 30 (4), 31 (3) or 33 (6).
3. Unless before the commencement date an order has been made in respect of the matter under subsection 30 (4), 31 (3) or 33 (6), in dealing with the matter, the Registrar or a committee, as the case may be, shall apply the amendments made by the *Protecting Students Act, 2013* to Parts IV, V and VI to the extent possible, but are not required to,
 - i. return to an earlier stage or repeat earlier steps in dealing with the matter, or
 - ii. change any determination or decision that was made before the commencement date.
4. Paragraph 3 does not apply for the purposes of section 30.2 and subsections 33 (4.1) and 34 (2).
5. Despite paragraph 3, subsection 26 (4.1) does not apply in the case of explanations or representations that were submitted under clause 26 (3) (b) before the commencement date.
6. Despite paragraph 3, section 26.2 does not apply to the matter.
7. Section 45.1 applies to the matter, unless before the commencement date an order has been made in respect of the matter under subsection 30 (4), 31 (3) or 33 (6).

Register

(3) For the purposes of clauses 23 (2) (b), (b.1) and (d.1), the register is not required to contain the following information, other than such information that the register was required to contain before the commencement date:

1. Terms, conditions or limitations imposed on a certificate before the commencement date.
2. Restrictions imposed on a member's eligibility to teach before the commencement date.

Disposition transitoire : *Loi de 2013 protégeant les élèves***Définition**

63.1 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«date de référence» Jour de l'entrée en vigueur de la *Loi de 2013 protégeant les élèves*.

Questions introduites avant la date de référence

(2) Si, avant la date de référence, une plainte a été déposée aux termes du paragraphe 26 (1) ou une demande présentée en vertu du paragraphe 33 (1) ou (2), les règles suivantes s'appliquent :

1. Le paragraphe 17 (2.1) s'applique à la question, sauf dans le cas d'un comité auquel la question a été renvoyée avant la date de référence.
2. Les modifications apportées aux paragraphes 23 (2) par la *Loi de 2013 protégeant les élèves* ainsi que le paragraphe 23 (2.5) s'appliquent à la question, sauf si une ordonnance a été rendue à l'égard de la question en vertu du paragraphe 30 (4), 31 (3) ou 33 (6) avant la date de référence.
3. Sauf si une ordonnance a été rendue à l'égard de la question en vertu du paragraphe 30 (4), 31 (3) ou 33 (6) avant la date de référence, lorsqu'il traite la question, le registraire ou un comité, selon le cas, applique dans la mesure du possible les modifications apportées aux parties IV, V et VI par la *Loi de 2013 protégeant les élèves* sans toutefois être obligé :
 - i. soit de revenir à un stade antérieur ou de répéter des étapes antérieures pour traiter la question,
 - ii. soit de modifier une décision prise avant la date de référence.
4. La disposition 3 ne s'applique pas dans le cadre de l'article 30.2 et des paragraphes 33 (4.1) et 34 (2).
5. Malgré la disposition 3, le paragraphe 26 (4.1) ne s'applique pas dans le cas des explications ou des observations qui ont été présentées aux termes de l'alinéa 26 (3) b) avant la date de référence.
6. Malgré la disposition 3, l'article 26.2 ne s'applique pas à la question.
7. L'article 45.1 s'applique à la question sauf si une ordonnance a été rendue à l'égard de la question en vertu du paragraphe 30 (4), 31 (3) ou 33 (6) avant la date de référence.

Tableau

(3) Pour l'application des alinéas 23 (2) b), b.1) et d.1), le tableau n'a pas à contenir les renseignements suivants sauf ceux qu'il devait contenir avant la date de référence :

1. Les conditions ou les restrictions dont un certificat a été assorti avant la date de référence.
2. Les restrictions au droit d'enseigner du membre qui ont été imposées avant la date de référence.

3. Information about criminal proceedings that was provided to the Registrar before the commencement date.

Same

(4) Clause 23 (2.2) (a) applies for the purposes of any terms, conditions or limitations imposed on a certificate that the register contained on the commencement date.

Section 30.2 re sexual abuse

(5) Section 30.2 applies to an act of professional misconduct that involved sexual abuse of a student, as described in paragraph 1 of subsection 30.2 (2), that occurred before the commencement date, if no order has been made in respect of the matter under subsection 30 (4) before the commencement date.

Subsections 33 (4.1) and 34 (2) re application for reinstatement and sexual abuse

(6) Subsections 33 (4.1) and 34 (2) apply to an act of professional misconduct that involved sexual abuse of a student that occurred before the commencement date, if no order has been made in respect of the matter under subsection 30 (4) before the commencement date.

Same

(7) Subsections (5) and (6) apply whether the complaint was made before or after the commencement date.

Same

(8) For the purposes of the meaning of sexual abuse of a student in subsections (5) and (6), subsections 1 (2) to (5) apply.

Subsection 35 (5) re stay of certain orders pending appeal

(9) Subsection 35 (5) does not apply to an order made before the commencement date.

Sections 43.2, 43.3 and 43.4 re employer reports

(10) The amendments made by the *Protecting Students Act, 2013* to sections 43.2, 43.3 and 43.4 do not apply to a report made under those sections before the commencement date.

Subsection 47 (2) re provision of information

(11) For the purposes of subsection 47 (2), if before the commencement date the College required a person or body to provide information, and did not specify a time period within which the information must be provided, the person or body shall do so within 30 days of the commencement date.

Commencement

30. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

31. The short title of this Act is the *Protecting Students Act, 2013*.

3. Les renseignements concernant des instances criminelles qui ont fournis au registraire avant la date de référence.

Idem

(4) L'alinéa 23 (2.2) a) s'applique aux fins des conditions ou des restrictions dont est assorti un certificat et que le tableau contenait à la date de référence.

Art. 30.2 : mauvais traitements d'ordre sexuel

(5) L'article 30.2 s'applique à une faute professionnelle comportant des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un élève énoncés à la disposition 1 du paragraphe 30.2 (2) qui a été commise avant la date de référence, si aucune ordonnance n'a été rendue à l'égard de la question en vertu du paragraphe 30 (4) avant cette date.

Par. 33 (4.1) et 34 (2) : demande de remise en vigueur et mauvais traitements d'ordre sexuel

(6) Les paragraphes 33 (4.1) et 34 (2) s'appliquent à une faute professionnelle comportant des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un élève qui a été commise avant la date de référence, si aucune ordonnance n'a été rendue à l'égard de la question en vertu du paragraphe 30 (4) avant cette date.

Idem

(7) Les paragraphes (5) et (6) s'appliquent, que la plainte ait été déposée avant ou après la date de référence.

Idem

(8) Pour le sens à donner aux mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un élève dont il est question aux paragraphes (5) et (6), les paragraphes 1 (2) à (5) s'appliquent.

Par. 35 (5) : suspension de certaines ordonnances en cas d'appel

(9) Le paragraphe 35 (5) ne s'applique pas à une ordonnance rendue avant la date de référence.

Art. 43.2, 43.3 et 43.4 : rapports de l'employeur

(10) Les modifications apportées aux articles 43.2, 43.3 et 43.4 par la *Loi de 2013 protégeant les élèves* ne s'appliquent pas à un rapport fait en application de ces articles avant la date de référence.

Par. 47 (2) : fourniture de renseignements

(11) Pour l'application du paragraphe 47 (2), si, avant la date de référence, l'Ordre a exigé d'une personne ou d'un organisme qu'il lui fournisse des renseignements sans préciser de délai pour ce faire, la personne ou l'organisme doit le faire dans les 30 jours de la date de référence.

Entrée en vigueur

30. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

31. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 protégeant les élèves*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 104

**An Act to provide
protection for minors
participating in amateur sports**

Projet de loi 104

**Loi visant à protéger
les mineurs qui participent
à des sports amateurs**

Mr. J. Ouellette



M. J. Ouellette

Private Member's Bill

1st Reading September 19, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture 19 septembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts a new Act with respect to amateur sports programs in which persons under 18 years of age may participate. An organizer of such a program is required to obtain a copy of the criminal record from a police force for every person who acts in a position in the program that involves dealing with persons under 18 years of age on a regular basis, whether or not the position is for remuneration. If the police force is legally prohibited from releasing a copy of a criminal record, the organizer is required instead to obtain a written response to that effect. The organizer must obtain the copy of the criminal record or the written response, as the case may be, no earlier than four years before the day on which the program begins and no later than 90 days after the day on which the program begins or the day in which the person starts to act in the program.

The positions affected include the positions of referee, other official, trainer or coach. A person is not allowed to hold any of those positions without consenting to have a police force release a copy of his or her criminal record to the organizer.

The Minister responsible for the administration of the Act can appoint investigators to enter and inspect any premises without a warrant if the investigator has reasonable grounds to believe that an organizer of an amateur sports program is using it to run the program or to store a copy of the criminal record of a person acting in an affected position in respect of the program.

It is an offence to contravene the requirements that the Act imposes on organizers and affected persons.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte une nouvelle loi à l'égard des programmes de sports amateurs auxquels peuvent participer des personnes de moins de 18 ans. Les organisateurs de ces programmes sont tenus d'obtenir d'un corps de police une copie du casier judiciaire de quiconque occupe dans le cadre de ceux-ci, contre rémunération ou non, un poste dont les fonctions consistent notamment à traiter de façon régulière avec des personnes de moins de 18 ans. Si la loi interdit au corps de police de leur remettre une copie d'un casier judiciaire, les organisateurs sont tenus à la place d'obtenir une réponse écrite à cet effet. Ils doivent obtenir la copie du casier judiciaire ou la réponse écrite, selon le cas, au plus tôt quatre ans avant le jour où débute le programme et au plus tard 90 jours après qu'il a débuté ou que la personne a commencé d'occuper le poste.

Les postes concernés comprennent ceux d'arbitre ou autre officiel, de soigneur ou d'entraîneur. Nul n'est autorisé à occuper un de ces postes à moins d'avoir consenti à ce qu'un corps de police remette une copie de son casier judiciaire à l'organisateur.

Le ministre chargé de l'application de la Loi peut nommer des enquêteurs qui sont autorisés à pénétrer dans des locaux et à y procéder à une inspection sans mandat s'ils ont des motifs raisonnables de croire que l'organisateur d'un programme de sports amateurs les utilise pour mener le programme ou pour conserver une copie du casier judiciaire de quiconque occupe un poste concerné dans le cadre du programme.

Commets une infraction quiconque contrevient aux exigences que la Loi impose aux organisateurs et aux personnes concernées.

**An Act to provide
protection for minors
participating in amateur sports**

**Loi visant à protéger
les mineurs qui participent
à des sports amateurs**

CONTENTS

DEFINITIONS

1. Definitions

OBLIGATIONS

2. Requirement for criminal record check
3. Frequency for criminal record checks
4. Response by police force

INVESTIGATIONS

5. Investigators
6. Investigation without warrant

GENERAL

7. Non-compellable witness
8. Crown liability
9. Offences
10. Regulations

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

11. Commencement
12. Short title

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

DEFINITIONS

Definitions

1. In this Act,

“amateur sports program” means a series of events involving a specific sport, where a person is not required to be a professional in order to participate in the program, but does not include a program of sporting events specified by the regulations; (“programme de sports amateurs”)

“criminal record”, with respect to a person, means a record of the offences under the *Criminal Code* (Canada), the *Controlled Drugs and Substances Act* (Canada) or any other Act of Canada of which the person has been convicted and for which the person has not received a pardon under the *Criminal Records Act* (Canada); (“casier judiciaire”)

“investigator” means an investigator appointed under section 5; (“enquêteur”)

SOMMAIRE

DÉFINITIONS

1. Définitions

OBLIGATIONS

2. Obligation de vérifier le casier judiciaire
3. Fréquence de vérification du casier judiciaire
4. Réponse du corps de police

ENQUÊTES

5. Enquêteurs
6. Enquête sans mandat

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7. Témoin non contraignable
8. Immunité de la Couronne
9. Infractions
10. Règlements

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

11. Entrée en vigueur
12. Titre abrégé

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

DÉFINITIONS

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«casier judiciaire» Relativement à une personne, s’entend du dossier des infractions au *Code criminel* (Canada), à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (Canada) ou à toute autre loi du Canada dont la personne a été déclarée coupable et à l’égard desquelles la réhabilitation ne lui a pas été octroyée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada). («criminal record»)

«enquêteur» Enquêteur nommé en vertu de l’article 5. («investigator»)

«ministre» Le procureur général ou l’autre membre du Conseil exécutif chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

“Minister” means the Attorney General or whatever other member of the Executive Council to whom the administration of this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

OBLIGATIONS

Requirement for criminal record check

2. (1) No organizer of an amateur sports program in which persons under 18 years of age may participate and no agent acting on behalf of such an organizer shall retain or continue to retain the services of a person, whether for consideration or not, to act in a position described in subsection (2) in respect of the program unless the organizer or the agent,

- (a) no earlier than four years before the day on which the program begins and no later than the later of the day on which the program begins and the day on which the person commences to provide the services, has requested in writing a copy of the criminal record of the person from a police force and has included in the request the written consent of the person to have the police force release the copy to the organizer or the agent, as the case may be; and
- (b) no earlier than four years before the day on which the program begins and no later than 90 days after the later of day on which the program begins and the day on which the person commences to provide the services, has obtained, from the police force, the copy described in clause (a) or a written response stating that the police force is legally prohibited from releasing the copy.

Positions affected

(2) The positions mentioned in subsection (1) consist of the positions of a referee, other official, trainer, coach or any other position that involves dealing with persons under 18 years of age on a regular basis.

Consent

(3) No person shall act in a position described in subsection (2) in respect of an amateur sports program in which persons under 18 years of age may participate unless the person provides a written consent to the organizer of the program, upon the latter's request, to have a police force release to the organizer or an agent acting on the organizer's behalf a copy of the criminal record of the person.

Frequency for criminal record checks

3. (1) Every organizer of an amateur sports program in which persons under 18 years of age may participate shall have a policy that requires the organizer to request from a police force, at least every four years, a copy of the criminal record of every person that the organizer retains in a position described in subsection 2 (2) in respect of the program.

«programme de sports amateurs» Série de manifestations liées à un sport particulier dans le cadre desquelles nul n'est besoin d'être professionnel pour participer au programme, exception faite d'un programme de manifestations sportives que précisent les règlements. («amateur sports program»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

OBLIGATIONS

Obligation de vérifier le casier judiciaire

2. (1) Ni l'organisateur d'un programme de sports amateurs auquel peuvent participer des personnes de moins de 18 ans ni son représentant ne doit retenir ou continuer de retenir les services d'une personne, contre rémunération ou non, pour lui confier un poste visé au paragraphe (2) dans le cadre du programme à moins d'avoir fait ce qui suit :

- a) demander par écrit, au plus tôt quatre ans avant le jour où débute le programme et au plus tard le dernier en date de ce jour-là et du jour où la personne commence de fournir les services, une copie du casier judiciaire de la personne à un corps de police et joindre à la demande le consentement écrit de la personne autorisant le corps de police à remettre la copie à l'organisateur ou à son représentant, selon le cas;
- b) obtenir du corps de police, au plus tôt quatre ans avant le jour où débute le programme et au plus tard 90 jours après le dernier en date de ce jour-là et du jour où la personne commence de fournir les services, la copie visée à l'alinéa a) ou une réponse écrite indiquant que la loi lui interdit de la remettre.

Postes concernés

(2) Les postes visés au paragraphe (1) comprennent ceux d'arbitre ou autre officiel, de soigneur, d'entraîneur, et tout autre poste dont les fonctions consistent notamment à traiter de façon régulière avec des personnes de moins de 18 ans.

Consentement

(3) Nul ne doit occuper un poste visé au paragraphe (2) dans le cadre d'un programme de sports amateurs auquel peuvent participer des personnes de moins de 18 ans à moins d'avoir fourni à l'organisateur du programme, à sa demande, son consentement écrit pour qu'un corps de police remette à l'organisateur ou à son représentant une copie de son casier judiciaire.

Fréquence de vérification du casier judiciaire

3. (1) L'organisateur d'un programme de sports amateurs auquel peuvent participer des personnes de moins de 18 ans adopte une politique qui l'oblige à demander à un corps de police, au moins une fois tous les quatre ans, une copie du casier judiciaire de chacune des personnes auxquelles il confie un poste visé au paragraphe 2 (2) dans le cadre du programme.

Compliance

(2) The organizer shall comply with the policy mentioned in subsection (1), but nothing in that subsection shall prevent the organizer from requesting a copy of a criminal record more frequently than is required under that subsection.

Response by police force

4. A police force that receives a request under section 2 or 3 from an organizer of an amateur sports program or an agent of such an organizer for a copy of a criminal record of a person shall release the copy to the organizer or the agent, as the case may be, if the police force is not legally prohibited from doing so.

INVESTIGATIONS**Investigators**

5. (1) The Minister may appoint any person to be an investigator for the purpose of determining whether a person has complied with this Act or the regulations.

Certificate of appointment

(2) The Minister shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing the Minister's signature or a facsimile of it.

Police officers

(3) Police officers, by virtue of office, are investigators for the purposes of this Act and the regulations, but subsection (2) does not apply to them.

Proof of appointment

(4) Every investigator who exercises powers under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment as an investigator or identification as a police officer, as the case may be.

Investigation without warrant

6. (1) An investigator may, without warrant or court order, conduct an investigation in accordance with this section if the investigator does so for the purpose of determining whether a person has contravened or failed to comply with this Act or the regulations.

Powers of investigator

(2) In an investigation under this section, an investigator may,

- (a) enter and inspect any premises in accordance with this section if the investigator has reasonable grounds to believe that an organizer of an amateur sports program is using the premises to run the program or to store a copy of the criminal record of a person acting in a position described in subsection 2 (2) in respect of the program;
- (b) inquire into all records and other matters that are relevant to the investigation;
- (c) demand the production for inspection of any thing relevant to the investigation;

Conformité

(2) L'organisateur se conforme à la politique énoncée au paragraphe (1), mais ce dernier n'a pas pour effet de l'empêcher de demander une copie du casier judiciaire plus fréquemment que ne l'exige ce paragraphe.

Réponse du corps de police

4. Le corps de police à qui l'organisateur d'un programme de sports amateurs ou son représentant demande, en application de l'article 2 ou 3, une copie du casier judiciaire d'une personne lui remet la copie en question, si la loi ne lui interdit pas de le faire.

ENQUÊTES**Enquêteurs**

5. (1) Le ministre peut nommer une personne comme enquêteur chargé de déterminer si une personne s'est conformée à la présente loi ou aux règlements.

Attestation de nomination

(2) Le ministre délivre à chaque enquêteur une attestation de nomination portant la signature du ministre ou un facsimilé de celle-ci.

Agents de police

(3) Les agents de police sont, de par leurs fonctions, des enquêteurs pour l'application de la présente loi et des règlements, mais ils sont soustraits à l'application du paragraphe (2).

Preuve de nomination

(4) L'enquêteur qui exerce les pouvoirs que lui confère la présente loi produit sur demande son attestation de nomination comme enquêteur ou sa pièce d'identité comme agent de police, selon le cas.

Enquête sans mandat

6. (1) Un enquêteur peut, sans mandat ni ordonnance d'un tribunal, mener une enquête conformément au présent article afin de déterminer si une personne a contrevenu ou ne s'est pas conformée à la présente loi ou aux règlements.

Pouvoirs de l'enquêteur

(2) Dans le cadre d'une enquête prévue au présent article, l'enquêteur peut :

- a) pénétrer dans des locaux et y procéder à une inspection conformément au présent article s'il a des motifs raisonnables de croire que l'organisateur d'un programme de sports amateurs les utilise pour mener le programme ou pour conserver une copie du casier judiciaire de quiconque occupe un poste visé au paragraphe 2 (2) dans le cadre du programme;
- b) se renseigner sur les dossiers et autres questions se rapportant à l'enquête;
- c) exiger la production, aux fins d'examen, de toute chose se rapportant à l'enquête;

- (d) use any data storage, processing or retrieval device or system belonging to the persons being inspected in order to produce a record in readable form of the records and other matters produced in response to a demand mentioned in clause (c); or
- (e) in accordance with the regulations, seize or detain any thing relevant to the investigation if the thing is capable of being seized or detained.

Entry to dwellings

(3) An investigator shall not, without the consent of the occupier, exercise a power to enter a place that is being used as a dwelling, except under the authority of a search warrant issued under section 158 of the *Provincial Offences Act*.

Time for entry

(4) An investigator shall exercise the power to enter a premises under this section only during reasonable hours for the premises.

Written demand

(5) A demand for things or copies or extracts from them under subsection (2) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the things that are required to be produced.

No obstruction

(6) No person shall obstruct an investigator who is exercising powers under this section or provide an investigator with false or misleading information.

Assistance

(7) An investigator who exercises powers under this section may,

- (a) call on any person for whatever assistance the investigator considers necessary to accomplish what the investigator is empowered to do;
- (b) call for the assistance of any member of the Ontario Provincial Police or the municipal police force in the area where the assistance is required to preserve the peace.

Person assisting

(8) A person assisting an investigator in exercising powers under this section has the powers of an investigator while acting under the direction of the investigator.

Police

(9) It is the duty of every member of a police force called to render assistance under clause (7) (b) to render the assistance.

Obligation to assist

(10) If an investigator makes a demand for any thing under subsection (2), the person having custody of the thing shall produce it to the investigator and, at the request of the investigator, shall provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to pro-

- d) recourir à tout dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données appartenant aux personnes qui font l'objet de l'inspection afin de produire un dossier sous une forme lisible à partir de dossiers ou d'autres éléments produits en réponse à une demande visée à l'alinéa c);
- e) conformément aux règlements, saisir ou détenir une chose se rapportant à l'enquête, à condition qu'il soit possible de la saisir ou détenir.

Accès à un logement

(3) L'enquêteur ne doit pas, sans le consentement de l'occupant, exercer le pouvoir de pénétrer dans un lieu qui est utilisé comme logement, si ce n'est aux termes d'un mandat de perquisition décerné en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales*.

Heures d'exercice des pouvoirs

(4) L'enquêteur n'exerce le pouvoir de pénétrer dans des locaux en vertu du présent article que pendant les heures raisonnables pour les locaux.

Demande par écrit

(5) La demande de choses ou de copies ou d'extraits de celles-ci faite en vertu du paragraphe (2) est formulée par écrit et explique la nature des choses à produire.

Entrave

(6) Nul ne doit entraver l'enquêteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article ni lui fournir des renseignements faux ou trompeurs.

Aide

(7) L'enquêteur qui exerce les pouvoirs que lui confère le présent article peut :

- a) demander à une personne l'aide qu'il estime nécessaire pour accomplir ce qu'il est autorisé à faire;
- b) demander l'aide d'un membre de la Police provinciale de l'Ontario ou du corps de police municipal de la région où il a besoin de cette aide pour maintenir la paix.

Pouvoir de la personne

(8) La personne qui aide l'enquêteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article a les pouvoirs de l'enquêteur pendant qu'elle agit sous la direction de celui-ci.

Police

(9) Il est du devoir de chaque membre d'un corps de police qui reçoit la demande d'aide prévue à l'alinéa (7) b) d'apporter cette aide.

Aide obligatoire

(10) Si l'enquêteur demande une chose quelconque en vertu du paragraphe (2), la personne qui a la garde de la chose la lui remet et lui fournit sur demande l'aide qui est raisonnablement nécessaire en l'occurrence, notamment en recourant aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données qui permettent de

duce a record in readable form, if the demand is for a document.

Removal of things

(11) If a person produces things to an investigator, the investigator may, on issuing a written receipt, remove them and may,

- (a) review or copy any of them or part of them; or
- (b) bring them before a justice, in which case section 159 of the *Provincial Offences Act* applies.

Return of things seized

(12) The investigator shall carry out any reviewing or copying of things with reasonable dispatch, and shall forthwith after the reviewing or copying return the things to the person who produced them.

Admissibility of copies

(13) A copy certified by an investigator as a copy made under clause (11) (a) is admissible in evidence to the same extent, and has the same evidentiary value, as the thing copied.

GENERAL

Non-compellable witness

7. No person employed in the administration or enforcement of this Act shall be required to give testimony in any civil proceeding, except in a proceeding under this Act, with regard to information obtained in the discharge of the person's duties.

Crown liability

8. (1) In this section,

“Crown appointee” means a person who is appointed under this Act but who is not a public servant; (“représentant de la Couronne”)

“public servant” means a public servant employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006*. (“fonctionnaire”)

No liability

(2) No action or other proceeding shall be instituted against the Crown, the Minister or any employee in the Ministry,

- (a) for any act done or neglect or default in the execution or intended execution of a power or duty under this Act by,
 - (i) a person who is neither a public servant nor a Crown appointee, or
 - (ii) a person who is assisting an investigator in exercising powers under section 6, if the investigator is neither a public servant nor a Crown appointee; or

produire un dossier sous une forme lisible, si la demande porte sur un document.

Enlèvement de choses produites

(11) Si une personne produit des choses à l'intention de l'enquêteur, ce dernier peut, après avoir délivré un récépissé écrit à cet effet, enlever les choses qui sont produites et peut, selon le cas :

- a) les examiner ou les copier, en tout ou en partie;
- b) les apporter devant un juge, auquel cas l'article 159 de la *Loi sur les infractions provinciales* s'applique.

Restitution des choses saisies

(12) L'enquêteur examine ou copie les choses avec une diligence raisonnable et les rend sans délai après les avoir examinées ou copiées à la personne qui les a produites.

Admissibilité des copies

(13) La copie qu'un enquêteur certifie comme étant une copie faite en vertu de l'alinéa (11) a) est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante que lui.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Témoin non contraignable

7. Aucune personne qui participe à l'application ou à l'exécution de la présente loi n'est tenue de témoigner dans une instance civile, sauf dans une instance introduite en vertu de la présente loi, à l'égard des renseignements qu'elle a obtenus dans l'exercice de ses fonctions.

Immunité de la Couronne

8. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«fonctionnaire» Fonctionnaire employé aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*. («public servant»)

«représentant de la Couronne» Personne nommée en vertu de la présente loi, à l'exclusion d'un fonctionnaire. («Crown appointee»)

Immunité

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne, le ministre ou un employé qui travaille au ministère :

- a) soit pour un acte accompli ou pour une négligence ou une omission commise par l'une ou l'autre des personnes suivantes dans l'exercice effectif ou censé tel d'un pouvoir ou d'une fonction que lui attribue la présente loi :
 - (i) une personne qui n'est ni un fonctionnaire ni un représentant de la Couronne,
 - (ii) une personne qui aide un enquêteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 6, si celui-ci n'est ni un fonctionnaire ni un représentant de la Couronne;

- (b) for any tort committed by a person described in clause (a) or an employee or agent of the person in relation to a power or duty described in that clause.

No personal liability

(3) Except in the case of an application for judicial review or an action or proceeding that any Act or regulation under this or any other Act specifically provides with respect to a person mentioned in this subsection, no action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against any of the following persons for any act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under this Act or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of that duty or authority:

1. An employee in the Ministry.
2. A public servant.
3. A Crown appointee.
4. A person who is assisting an investigator in exercising powers under section 6, if the investigator is a public servant or a Crown appointee.

Crown liability

(4) Subsection (3) does not, by reason of subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by an agent or servant of the Crown to which it would otherwise be subject.

Offences

9. (1) A person who contravenes section 2 or 3 or subsection 6 (6) or (10) is guilty of an offence.

Directors, officers

(2) If a corporation commits an offence under this Act, every director, officer, employee or other agent of the corporation who authorized, or who had the authority to prevent the offence from being committed but knowingly refrained from doing so, is a party to and guilty of the offence and is liable, on conviction, to the penalty for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Penalty

(3) A person who is guilty of an offence under this section is liable, on conviction,

- (a) to a fine of not more than \$50,000, if the person is an individual; and
- (b) to a fine of not more than \$500,000, if the person is not an individual.

Regulations

10. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- b) soit pour un délit civil commis par une personne visée à l'alinéa a) ou un employé ou mandataire de celle-ci relativement aux pouvoirs ou aux fonctions visés à cet alinéa.

Aucune responsabilité personnelle

(3) Sauf dans le cas d'une requête en révision judiciaire ou d'une action ou instance expressément prévue dans une loi ou un règlement pris en vertu de la présente loi ou d'une autre loi à l'égard d'une personne visée au présent paragraphe, sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment en dommages-intérêts, introduites contre l'une ou l'autre des personnes suivantes pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribue la présente loi, ou pour une négligence ou une omission qui aurait été commise dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir :

1. Un employé qui travaille au ministère.
2. Un fonctionnaire.
3. Un représentant de la Couronne.
4. Une personne qui aide un enquêteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 6, si celui-ci est un fonctionnaire ou un représentant de la Couronne.

Responsabilité de la Couronne

(4) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (3) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un mandataire ou un préposé de la Couronne.

Infractions

9. (1) Est coupable d'une infraction quiconque contrevient à l'article 2 ou 3 ou au paragraphe 6 (6) ou (10).

Administrateurs, dirigeants

(2) Si une personne morale commet une infraction à la présente loi, chacun de ses administrateurs, dirigeants, employés ou autres mandataires qui a autorisé la commission de l'infraction ou qui avait le pouvoir de l'empêcher mais s'est sciemment abstenu de le faire, est partie à l'infraction, en est coupable et est passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Peines

(3) Quiconque est coupable d'une infraction prévue au présent article est passible, sur déclaration de culpabilité, des peines suivantes :

- a) une amende d'au plus 50 000 \$, s'il s'agit d'un particulier;
- b) une amende d'au plus 500 000 \$, s'il ne s'agit pas d'un particulier.

Règlements

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) exempting a program of sporting events from the definition of “amateur sports program”;
- (b) specifying requirements that investigators must comply with when seizing or detaining things under clause 6 (2) (e);
- (c) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the purposes of this Act.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

11. This Act comes into force 90 days after the day it receives Royal Assent.

Short title

12. The short title of this Act is the *Protection of Minors in Amateur Sports Act, 2013*.

- a) exclure un programme de manifestations sportives de la définition de «programme de sports amateurs»;
- b) préciser les exigences auxquelles doit satisfaire un enquêteur lorsqu’il saisit ou détient des choses en vertu de l’alinéa 6 (2) e);
- c) traiter de toute question qui est nécessaire ou souhaitable pour réaliser efficacement l’objet de la présente loi.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

11. La présente loi entre en vigueur 90 jours après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

12. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la protection des mineurs participant à des sports amateurs*.

A20N
XB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 105

Projet de loi 105

**An Act to amend
the Employer Health Tax Act**

**Loi modifiant la
Loi sur l'impôt-santé des employeurs**



The Hon. C. Sousa
Minister of Finance

L'honorable C. Sousa
Ministre des Finances

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading September 24, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 24 septembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Employer Health Tax Act* as follows. Technical amendments are also made.

Increase of exemption amount

Currently, the amount of tax payable by an employer under the Act is the tax rate multiplied by the employer's taxable total Ontario remuneration. An eligible employer's taxable total Ontario remuneration is the amount by which the employer's total Ontario remuneration paid during the year exceeds the employer's exemption amount for the year. Employers who are associated with one another under the Act must allocate the exemption amount between themselves. Currently, the exemption amount is \$400,000.

New subsection 2.1 (2) of the Act increases the exemption amount to \$450,000 for the 2014 to 2018 calendar years. Starting in 2019, the exemption amount is adjusted for inflation every five years using the formula set out in new section 2.1.1.

Elimination of exemption amount

Currently, the exemption amount is the same for all eligible employers. New subsections 2.1 (5) and (6) provide that an employer's exemption amount is nil in either of the following circumstances:

1. The employer's total Ontario remuneration paid exceeds the exemption threshold for the employer, if the employer is not associated with any other employer at any time in the year.
2. The aggregate of the total Ontario remuneration paid by employers who are associated with one another exceeds the exemption threshold for the group.

Under new subsection 2.1 (7) of the Act, the exemption threshold is \$5,000,000 and is prorated based on the number of days the employer had a permanent establishment in Ontario in the year. New subsection 2.1 (8) provides that the exemption threshold for a group of associated employers is the highest exemption threshold that would be determined for any of the employers if they were not associated with one another.

Registered charities

Special rules are provided for registered charities. New subsection 2.1 (9) of the Act provides that the exemption amount for an employer who is a registered charity is determined without reference to its total Ontario remuneration paid. New subsection 2.1 (10) provides that, in determining the aggregate of the total Ontario remuneration for a group of employers who are associated with a registered charity, the remuneration paid by the charity is not included. New subsection 2.1 (11) authorizes the Minister to make regulations providing for special rules that apply to employers who are registered charities and employers who are associated with registered charities.

NOTE EXPLICATIVE

Outre des modifications de forme, le projet de loi apporte les modifications suivantes à la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs*.

Augmentation de l'exonération

À l'heure actuelle, l'impôt que doit payer un employeur en application de la Loi correspond au taux d'imposition multiplié par la tranche imposable de la «rémunération totale en Ontario» qu'il a versée. La tranche imposable de la rémunération totale en Ontario versée par un employeur admissible correspond à l'excédent de la rémunération totale en Ontario qu'il a versée pendant l'année sur son exonération pour l'année. Les employeurs qui sont associés les uns aux autres aux termes de la Loi doivent répartir l'exonération entre eux. L'exonération actuelle est de 400 000 \$.

Le nouveau paragraphe 2.1 (2) de la Loi porte l'exonération à 450 000 \$ pour les années civiles 2014 à 2018. À partir de 2019, l'exonération est rajustée en fonction de l'inflation tous les cinq ans à l'aide de la formule énoncée au nouvel article 2.1.1.

Élimination de l'exonération

À l'heure actuelle, l'exonération est la même pour tous les employeurs admissibles. Les nouveaux paragraphes 2.1 (5) et (6) prévoient que l'exonération d'un employeur est nulle dans les cas suivants :

1. La rémunération totale en Ontario versée par l'employeur dépasse son seuil d'exonération, s'il n'est associé à aucun autre employeur à un moment quelconque de l'année.
2. Le montant global de la rémunération totale en Ontario versée par des employeurs qui sont associés les uns aux autres dépasse le seuil d'exonération du groupe.

Selon le nouveau paragraphe 2.1 (7), le seuil d'exonération est de 5 000 000 \$ et est établi proportionnellement au nombre de jours pendant lesquels l'employeur a un établissement stable en Ontario pendant l'année. Le nouveau paragraphe 2.1 (8) prévoit que le seuil d'exonération d'un groupe d'employeurs associés correspond au seuil d'exonération maximal qui serait établi pour l'un ou l'autre de ces employeurs s'ils n'étaient pas associés les uns aux autres.

Organismes de bienfaisance enregistrés

Des règles particulières sont prévues pour les organismes de bienfaisance enregistrés. Le nouveau paragraphe 2.1 (9) prévoit que l'exonération d'un employeur qui est un organisme de bienfaisance enregistré est établie sans égard à la rémunération totale en Ontario qu'il a versée. Le nouveau paragraphe 2.1 (10) prévoit que la rémunération totale en Ontario versée par un organisme de bienfaisance enregistré n'entre pas dans le calcul du montant global de la rémunération totale en Ontario versée par un groupe d'employeurs qui sont associés à l'organisme. Le nouveau paragraphe 2.1 (11) autorise le ministre à prévoir, par règlement, des règles particulières qui s'appliquent aux employeurs qui sont des organismes de bienfaisance enregistrés et aux employeurs associés à de tels organismes.

An Act to amend the Employer Health Tax Act

Loi modifiant la Loi sur l'impôt-santé des employeurs

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Clause (e) of the definition of “eligible employer” in subsection 1 (1) of the *Employer Health Tax Act* is amended by striking out “section 2” at the end and substituting “section 2.1”.

(2) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“registered charity” has the same meaning as in subsection 248 (1) of the *Income Tax Act* (Canada); (“organisme de bienfaisance enregistré”)

(3) The definition of “small employer” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

2. Subsections 2 (5) to (11) of the Act are repealed and the following substituted:

Definition

(5) In this section,

“security” has the meaning assigned by subsection 7 (7) of the *Income Tax Act* (Canada).

3. The Act is amended by adding the following sections:

Taxable total Ontario remuneration

2.1 (1) For the purposes of subsection 2 (2), the taxable total Ontario remuneration paid by an employer during a year is,

- (a) in the case of an employer who is an eligible employer at any time in the year, the amount by which the total Ontario remuneration paid by the employer during the year exceeds the employer’s exemption amount for the year; or
- (b) in the case of an employer who is not an eligible employer at any time in the year, the amount of the total Ontario remuneration paid by the employer during the year.

Exemption amount after 2013, remuneration less than or equal to exemption threshold

(2) If the total Ontario remuneration paid by an employer during a year beginning after December 31, 2013 is less than or equal to the exemption threshold for the employer and the employer is an eligible employer at any time in the year and is not associated with any other em-

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) L’alinéa e) de la définition de «employeur admissible» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l’impôt-santé des employeurs* est modifié par remplacement de «l’article 2» par «l’article 2.1» à la fin de l’alinéa.

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«organisme de bienfaisance enregistré» S’entend au sens du paragraphe 248 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («registered charity»).

(3) La définition de «petit employeur» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

2. Les paragraphes 2 (5) à (11) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Définition

(5) La définition qui suit s’applique au présent article.

«titre» S’entend au sens du paragraphe 7 (7) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada).

3. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Tranche imposable de la rémunération totale en Ontario

2.1 (1) Pour l’application du paragraphe 2 (2), la tranche imposable de la rémunération totale en Ontario versée par un employeur pendant une année correspond au montant suivant :

- a) dans le cas d’un employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l’année, l’excédent de la rémunération totale en Ontario qu’il a versée pendant l’année sur son exonération pour l’année;
- b) dans le cas d’un employeur qui n’est pas un employeur admissible à un moment quelconque de l’année, la rémunération totale en Ontario qu’il a versée pendant l’année.

Exonération après 2013 : rémunération inférieure ou égale au seuil d’exonération

(2) Si la rémunération totale en Ontario versée par un employeur pendant une année commençant après le 31 décembre 2013 est inférieure ou égale au seuil d’exonération de l’employeur et que ce dernier est un employeur admissible à un moment quelconque de

employers at any time in the year, the exemption amount of the employer for the year is the amount calculated using the formula,

$$A \times B/C$$

in which,

“A” is \$450,000 for a year in the five-year period consisting of 2014 to 2018 or, for a year in a subsequent five-year period, is the adjusted amount determined for that period under section 2.1.1 for the year,

“B” is the number of days in the year in which the employer,

- (a) has one or more permanent establishments in Ontario, and
- (b) is an eligible employer, and

“C” is the number of days in the year.

Same, associated employers

(3) If the aggregate of the total Ontario remuneration paid during a year beginning after December 31, 2013 by an employer who is an eligible employer at any time in the year (the “first employer”) and by each employer who is an eligible employer at any time in the year and that is associated with the first employer at any time in the year is less than or equal to the exemption threshold for the group of employers, the exemption amount for the year of the first employer and of each associated employer shall be determined in accordance with subsection (4).

Same

(4) If all of the employers who are associated with each other at any time in a year beginning after December 31, 2013 and who are eligible employers at any time in the year enter into an agreement in which they allocate to one or more of them for the year an exemption amount that does not exceed the highest exemption amount that would be determined under subsection (2) for any of them if they were not associated in the year, the exemption amount for the year for each of them is the lesser of,

- (a) the amount allocated to that employer; and
- (b) the amount that would be that employer’s exemption amount for the year under subsection (2) if that employer were not associated.

Exemption amount after 2013, remuneration more than exemption threshold

(5) If the total Ontario remuneration paid by an employer during a year beginning after December 31, 2013 is more than the exemption threshold for the employer and the employer is not associated with any other employers at any time in the year, the exemption amount of the employer for the year is nil.

l’année et n’est pas associé à d’autres employeurs à un moment quelconque de l’année, l’exonération de l’employeur pour l’année est calculée selon la formule suivante :

$$A \times B/C$$

où :

«A» représente 450 000 \$ pour une année de la période de cinq ans constituée des années civiles 2014 à 2018 ou, pour une année d’une période ultérieure de cinq ans, le montant rajusté calculé pour cette période en application de l’article 2.1.1 pour l’année;

«B» représente le nombre de jours de l’année pendant lesquels l’employeur :

- a) a un ou plusieurs établissements stables en Ontario,
- b) est un employeur admissible;

«C» représente le nombre de jours de l’année.

Idem : employeurs associés

(3) Si le montant global de la rémunération totale en Ontario versée, pendant une année commençant après le 31 décembre 2013, par un employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l’année (le «premier employeur») et par chaque employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l’année et qui est associé au premier employeur à un moment quelconque de l’année est inférieur ou égal au seuil d’exonération du groupe d’employeurs, l’exonération, pour l’année, du premier employeur et de chaque employeur associé est déterminée conformément au paragraphe (4).

Idem

(4) Si tous les employeurs qui sont associés les uns aux autres à un moment quelconque d’une année commençant après le 31 décembre 2013 et qui sont des employeurs admissibles à un moment quelconque de l’année concluent un accord par lequel ils attribuent à un ou plusieurs d’entre eux, pour l’année, un montant qui n’est pas supérieur à l’exonération maximale qui serait calculée aux termes du paragraphe (2) pour l’un ou l’autre d’entre eux s’ils n’étaient pas associés pendant l’année, l’exonération de chacun d’entre eux pour l’année correspond au moindre des montants suivants :

- a) le montant attribué à cet employeur;
- b) le montant qui correspondrait à l’exonération de cet employeur pour l’année aux termes du paragraphe (2) si ce dernier n’était pas associé.

Exonération après 2013 : rémunération supérieure au seuil d’exonération

(5) Si la rémunération totale en Ontario versée par un employeur pendant une année commençant après le 31 décembre 2013 est supérieure au seuil d’exonération de l’employeur et que ce dernier n’est associé à aucun autre employeur à un moment quelconque de l’année, l’exonération de l’employeur pour l’année est nulle.

Same, associated employers

(6) If the aggregate of the total Ontario remuneration paid during a year beginning after December 31, 2013 by an employer who is an eligible employer at any time in the year (the “first employer”) and by each employer who is an eligible employer at any time in the year and that is associated with the first employer at any time in the year is more than the exemption threshold for the group of employers, the exemption amount for the year of the first employer and of each associated employer is nil.

Exemption threshold

(7) For the purposes of subsections (2) and (5), the exemption threshold for an employer for a year is the amount calculated using the formula,

$$\$5,000,000 \times D/E$$

in which,

“D” is the number of days in the year in which the employer,

- (a) has one or more permanent establishments in Ontario, and
- (b) is an eligible employer, and

“E” is the number of days in the year.

Exemption threshold, associated employers

(8) For the purposes of subsections (3) and (6), the exemption threshold for a year for a group of employers who are associated with each other at any time in the year is the amount that is equal to the highest exemption threshold that would be determined under subsection (7) for any of them if they were not associated in the year.

Special rule re registered charities

(9) Despite subsection (5) or (6), the exemption amount for a year beginning after December 31, 2013 of an eligible employer who is a registered charity shall be determined in accordance with subsection (2), regardless of the amount of the total Ontario remuneration paid during the year by the registered charity.

Same

(10) If an employer who is not a registered charity is associated at any time in the year with an employer who is a registered charity, the aggregate of the total Ontario remuneration for the purposes of determining the exemption amount for a year beginning after December 31, 2013 of the employer who is not a registered charity shall be calculated without including the total Ontario remuneration paid during the year by the employer who is a registered charity.

Same

(11) The Minister may make regulations providing for

Idem : employeurs associés

(6) Si le montant global de la rémunération totale en Ontario versée, pendant une année commençant après le 31 décembre 2013, par un employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l'année (le «premier employeur») et par chaque employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l'année et qui est associé au premier employeur à un moment quelconque de l'année est supérieur au seuil d'exonération du groupe d'employeurs, l'exonération, pour l'année, du premier employeur et de chaque employeur associé est nulle.

Seuil d'exonération

(7) Pour l'application des paragraphes (2) et (5), le seuil d'exonération d'un employeur pour une année correspond au montant calculé selon la formule suivante :

$$5\,000\,000 \$ \times D/E$$

où :

«D» représente le nombre de jours de l'année pendant lesquels l'employeur :

- a) a un ou plusieurs établissements stables en Ontario,
- b) est un employeur admissible;

«E» représente le nombre de jours de l'année.

Seuil d'exonération : employeurs associés

(8) Pour l'application des paragraphes (3) et (6), le seuil d'exonération pour une année d'un groupe d'employeurs qui sont associés les uns aux autres à un moment quelconque de l'année correspond au montant égal au seuil d'exonération maximal qui serait calculé aux termes du paragraphe (7) pour l'un ou l'autre d'entre eux s'ils n'étaient pas associés pendant l'année.

Règle particulière applicable aux organismes de bienfaisance enregistrés

(9) Malgré le paragraphe (5) ou (6), l'exonération pour une année commençant après le 31 décembre 2013 d'un employeur admissible qui est un organisme de bienfaisance enregistré est calculée conformément au paragraphe (2), sans égard à la rémunération totale en Ontario versée pendant l'année par l'organisme de bienfaisance enregistré.

Idem

(10) Si un employeur qui n'est pas un organisme de bienfaisance enregistré est associé, à un moment quelconque de l'année, à un employeur qui est un organisme de bienfaisance enregistré, le montant global de la rémunération totale en Ontario aux fins du calcul de l'exonération pour une année commençant après le 31 décembre 2013 de l'employeur qui n'est pas un organisme de bienfaisance enregistré est calculé sans tenir compte de la rémunération totale en Ontario versée pendant l'année par l'employeur qui est un organisme de bienfaisance enregistré.

Idem

(11) Le ministre peut, par règlement, prévoir des règles

special rules that apply to employers who are registered charities and to employers who are associated with registered charities, including rules that exempt those employers from a provision of this section.

Exemption amount after 2000 and before 2014

(12) For a year that begins after December 31, 2000 and before January 1, 2014, the exemption amount of an employer who is an eligible employer at any time in the year and who is not associated at any time in the year with one or more employers who are eligible employers at any time in the year is the amount calculated using the formula,

$$\$400,000 \times F/G$$

in which,

“F” is the number of days in the year in which the employer,

(a) has one or more permanent establishments in Ontario, and

(b) is an eligible employer, and

“G” is the number of days in the year.

Same, associated employers

(13) If all of the employers who are associated with each other at any time in a year beginning after December 31, 2000 and before January 1, 2014 and who are eligible employers at any time in the year enter into an agreement in which they allocate to one or more of them for the year an exemption amount that does not exceed the highest exemption amount that would be determined under subsection (12) for any of them if they were not associated in the year, the exemption amount for the year for each of them is the lesser of,

(a) the amount allocated to that employer; and

(b) the amount that would be that employer's exemption amount for the year under subsection (12) if that employer were not associated.

Delivery of agreement

(14) A copy of the agreement referred to in subsection (4) or (13) shall be delivered to the Minister by at least one of the employers on or before the date on which the return for the year is required to be delivered under section 5.

If no agreement

(15) If an eligible employer who is associated at any time in a year with one or more eligible employers does not enter into an agreement for the year that complies with subsection (4) or (13), the exemption amount for the year for each of the employers who is associated is nil.

Adjustment of exemption amount

2.1.1 (1) For each five-year period beginning with the

particulières qui s'appliquent aux employeurs qui sont des organismes de bienfaisance enregistrés et aux employeurs qui sont associés à des organismes de bienfaisance enregistrés, y compris des règles qui soustraient ces employeurs à l'application d'une disposition du présent article.

Exonération après 2000, mais avant 2014

(12) Pour une année commençant après le 31 décembre 2000, mais avant le 1^{er} janvier 2014, l'exonération d'un employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l'année et qui n'est pas associé, à un moment quelconque de l'année, à un ou plusieurs employeurs qui sont des employeurs admissibles à un moment quelconque de l'année correspond au montant calculé selon la formule suivante :

$$400\,000 \$ \times F/G$$

où :

«F» représente le nombre de jours de l'année pendant lesquels l'employeur :

a) a un ou plusieurs établissements stables en Ontario,

b) est un employeur admissible;

«G» représente le nombre de jours de l'année.

Idem : employeurs associés

(13) Si tous les employeurs qui sont associés les uns aux autres à un moment quelconque d'une année commençant après le 31 décembre 2000, mais avant le 1^{er} janvier 2014, et qui sont des employeurs admissibles à un moment quelconque de l'année concluent un accord par lequel ils attribuent à un ou plusieurs d'entre eux, pour l'année, un montant qui n'est pas supérieur à l'exonération maximale qui serait calculée aux termes du paragraphe (12) pour l'un ou l'autre d'entre eux s'ils n'étaient pas associés pendant l'année, l'exonération pour l'année de chacun d'entre eux correspond au moindre des montants suivants :

a) le montant attribué à cet employeur;

b) le montant qui correspondrait à l'exonération de cet employeur pour l'année aux termes du paragraphe (12) si ce dernier n'était pas associé.

Remise de l'accord

(14) Au moins un des employeurs remet au ministre une copie de l'accord visé au paragraphe (4) ou (13) au plus tard à la date à laquelle la déclaration pour l'année doit être remise aux termes de l'article 5.

Absence d'accord

(15) Si un employeur admissible qui est associé à un ou plusieurs employeurs admissibles à un moment quelconque d'une année ne conclut pas d'accord conforme au paragraphe (4) ou (13) pour l'année, l'exonération de chacun des employeurs associés pour l'année est nulle.

Rajustement de l'exonération

2.1.1 (1) Pour chaque période de cinq ans à partir de la

period consisting of the calendar years 2019 to 2023, the amount of “A” that is referred to in subsection 2.1 (2) shall be adjusted to the amount calculated using the formula,

$$X + [X \times (Y/Z - 1)]$$

in which,

“X” is \$450,000 for a year in the five-year period consisting of the calendar years 2019 to 2023 and, for a year in each succeeding five-year period, is the amount that would have been the amount of “A” used for the preceding five-year period if it was not rounded to the nearest ten-thousand under subsection (3),

“Y” is the Consumer Price Index for the 12-month period that ended on September 30 of the year immediately preceding the first year in the five-year period, and

“Z” is the Consumer Price Index for the 12-month period ending on September 30 that is five years preceding the 12-month period in the description of “Y”.

Rounding

(2) For the purposes of subsection (1), the amount of “(Y/Z - 1)” shall be rounded to the nearest one-thousandth or, if the result obtained is equidistant between two consecutive one-thousandths, to the higher one-thousandth.

Same

(3) The amount of “A” that is referred to in subsection 2.1 (2), as adjusted under this section, shall be rounded to the nearest ten-thousand or, if the result obtained is equidistant between two consecutive ten-thousands, to the higher ten-thousand.

Consumer price index

(4) In this Act, the Consumer Price Index for any 12-month period is the result arrived at by,

- determining the sum of the Consumer Price Index for Ontario as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act* (Canada), adjusted in the prescribed manner, for each month in that period;
- dividing the sum obtained under clause (a) by 12; and
- rounding the result obtained under clause (b) to the nearest one-thousandth or, if the result obtained is equidistant between two consecutive one-thousandths, to the higher one-thousandth.

4. Clause (a) of the definition of “E” in subsection 3 (4) of the Act is amended by striking out “section 2” and substituting “section 2.1”.

Commencement

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

période constituée des années civiles 2019 à 2023, le montant de l'élément «A» mentionné au paragraphe 2.1 (2) est rajusté pour correspondre au montant calculé selon la formule suivante :

$$X + [X \times (Y/Z - 1)]$$

où :

«X» représente 450 000 \$ pour une année de la période de cinq ans constituée des années civiles 2019 à 2023 et, pour une année de chaque période suivante de cinq ans, représente le montant qui aurait été celui de l'élément «A» utilisé pour la période précédente de cinq ans s'il n'avait pas été arrondi à la dizaine de milliers près en application du paragraphe (3);

«Y» représente l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre de l'année qui précède la première année de la période de cinq ans;

«Z» représente l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui se termine le 30 septembre qui tombe cinq ans avant la période de 12 mois visée à l'élément «Y».

Arrondissement

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le montant de «(Y/Z - 1)» est arrondi à la troisième décimale, les résultats ayant au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure.

Idem

(3) Le montant de l'élément «A» mentionné au paragraphe 2.1 (2), rajusté en application du présent article, est arrondi à la dizaine de milliers près, les résultats ayant au moins cinq en chiffre des milliers étant arrondis à la dizaine de milliers supérieure.

Indice des prix à la consommation

(4) Dans la présente loi, l'indice des prix à la consommation pour une période de 12 mois correspond au résultat obtenu par le calcul suivant :

- additionner les indices mensuels des prix à la consommation pour l'Ontario, publiés par Statistique Canada en application de la *Loi sur la statistique* (Canada), rajustés de la manière prescrite;
- diviser par 12 le total obtenu en application de l'alinéa a);
- arrondir le quotient obtenu en application de l'alinéa b) à la troisième décimale, les résultats ayant au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure.

4. L'alinéa a) de la définition de l'élément «E» au paragraphe 3 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 2» par «l'article 2.1».

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Short title

6. The short title of this Act is the *Supporting Small Businesses Act, 2013*.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 visant à soutenir les petites entreprises*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 105

*(Chapter 15
Statutes of Ontario, 2013)*

**An Act to amend
the Employer Health Tax Act**

Projet de loi 105

*(Chapitre 15
Lois de l'Ontario de 2013)*

**Loi modifiant la
Loi sur l'impôt-santé des employeurs**



The Hon. C. Sousa
Minister of Finance

L'honorable C. Sousa
Ministre des Finances

1st Reading	September 24, 2013
2nd Reading	November 4, 2013
3rd Reading	December 12, 2013
Royal Assent	December 12, 2013

1 ^{re} lecture	24 septembre 2013
2 ^e lecture	4 novembre 2013
3 ^e lecture	12 décembre 2013
Sanction royale	12 décembre 2013



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 105 and does not form part of the law. Bill 105 has been enacted as Chapter 15 of the Statutes of Ontario, 2013.

The Bill amends the *Employer Health Tax Act* as follows. Technical amendments are also made.

Increase of exemption amount

Currently, the amount of tax payable by an employer under the Act is the tax rate multiplied by the employer's taxable total Ontario remuneration. An eligible employer's taxable total Ontario remuneration is the amount by which the employer's total Ontario remuneration paid during the year exceeds the employer's exemption amount for the year. Employers who are associated with one another under the Act must allocate the exemption amount between themselves. Currently, the exemption amount is \$400,000.

New subsection 2.1 (2) of the Act increases the exemption amount to \$450,000 for the 2014 to 2018 calendar years. Starting in 2019, the exemption amount is adjusted for inflation every five years using the formula set out in new section 2.1.1.

Elimination of exemption amount

Currently, the exemption amount is the same for all eligible employers. New subsections 2.1 (5) and (6) provide that an employer's exemption amount is nil in either of the following circumstances:

1. The employer's total Ontario remuneration paid exceeds the exemption threshold for the employer, if the employer is not associated with any other employer at any time in the year.
2. The aggregate of the total Ontario remuneration paid by employers who are associated with one another exceeds the exemption threshold for the group.

Under new subsection 2.1 (7) of the Act, the exemption threshold is \$5,000,000 and is prorated based on the number of days the employer had a permanent establishment in Ontario in the year. New subsection 2.1 (8) provides that the exemption threshold for a group of associated employers is the highest exemption threshold that would be determined for any of the employers if they were not associated with one another.

Registered charities

Special rules are provided for registered charities. New subsection 2.1 (9) of the Act provides that the exemption amount for an employer who is a registered charity is determined without reference to its total Ontario remuneration paid. New subsection 2.1 (10) provides that, in determining the aggregate of the total Ontario remuneration for a group of employers who are associated with a registered charity, the remuneration paid by the charity is not included. New subsection 2.1 (11) authorizes the Minister to make regulations providing for special rules that apply to employers who are registered charities and employers who are associated with registered charities.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 105, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 105 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 2013.

Outre des modifications de forme, le projet de loi apporte les modifications suivantes à la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs*.

Augmentation de l'exonération

À l'heure actuelle, l'impôt que doit payer un employeur en application de la Loi correspond au taux d'imposition multiplié par la tranche imposable de la «rémunération totale en Ontario» qu'il a versée. La tranche imposable de la rémunération totale en Ontario versée par un employeur admissible correspond à l'excédent de la rémunération totale en Ontario qu'il a versée pendant l'année sur son exonération pour l'année. Les employeurs qui sont associés les uns aux autres aux termes de la Loi doivent répartir l'exonération entre eux. L'exonération actuelle est de 400 000 \$.

Le nouveau paragraphe 2.1 (2) de la Loi porte l'exonération à 450 000 \$ pour les années civiles 2014 à 2018. À partir de 2019, l'exonération est rajustée en fonction de l'inflation tous les cinq ans à l'aide de la formule énoncée au nouvel article 2.1.1.

Élimination de l'exonération

À l'heure actuelle, l'exonération est la même pour tous les employeurs admissibles. Les nouveaux paragraphes 2.1 (5) et (6) prévoient que l'exonération d'un employeur est nulle dans les cas suivants :

1. La rémunération totale en Ontario versée par l'employeur dépasse son seuil d'exonération, s'il n'est associé à aucun autre employeur à un moment quelconque de l'année.
2. Le montant global de la rémunération totale en Ontario versée par des employeurs qui sont associés les uns aux autres dépasse le seuil d'exonération du groupe.

Selon le nouveau paragraphe 2.1 (7), le seuil d'exonération est de 5 000 000 \$ et est établi proportionnellement au nombre de jours pendant lesquels l'employeur a un établissement stable en Ontario pendant l'année. Le nouveau paragraphe 2.1 (8) prévoit que le seuil d'exonération d'un groupe d'employeurs associés correspond au seuil d'exonération maximal qui serait établi pour l'un ou l'autre de ces employeurs s'ils n'étaient pas associés les uns aux autres.

Organismes de bienfaisance enregistrés

Des règles particulières sont prévues pour les organismes de bienfaisance enregistrés. Le nouveau paragraphe 2.1 (9) prévoit que l'exonération d'un employeur qui est un organisme de bienfaisance enregistré est établie sans égard à la rémunération totale en Ontario qu'il a versée. Le nouveau paragraphe 2.1 (10) prévoit que la rémunération totale en Ontario versée par un organisme de bienfaisance enregistré n'entre pas dans le calcul du montant global de la rémunération totale en Ontario versée par un groupe d'employeurs qui sont associés à l'organisme. Le nouveau paragraphe 2.1 (11) autorise le ministre à prévoir, par règlement, des règles particulières qui s'appliquent aux employeurs qui sont des organismes de bienfaisance enregistrés et aux employeurs associés à de tels organismes.

An Act to amend the Employer Health Tax Act

Loi modifiant la Loi sur l'impôt-santé des employeurs

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Clause (e) of the definition of “eligible employer” in subsection 1 (1) of the *Employer Health Tax Act* is amended by striking out “section 2” at the end and substituting “section 2.1”.

(2) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“registered charity” has the same meaning as in subsection 248 (1) of the *Income Tax Act* (Canada); (“organisme de bienfaisance enregistré”)

(3) The definition of “small employer” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

2. Subsections 2 (5) to (11) of the Act are repealed and the following substituted:

Definition

(5) In this section,

“security” has the meaning assigned by subsection 7 (7) of the *Income Tax Act* (Canada).

3. The Act is amended by adding the following sections:

Taxable total Ontario remuneration

2.1 (1) For the purposes of subsection 2 (2), the taxable total Ontario remuneration paid by an employer during a year is,

- (a) in the case of an employer who is an eligible employer at any time in the year, the amount by which the total Ontario remuneration paid by the employer during the year exceeds the employer’s exemption amount for the year; or
- (b) in the case of an employer who is not an eligible employer at any time in the year, the amount of the total Ontario remuneration paid by the employer during the year.

Exemption amount after 2013, remuneration less than or equal to exemption threshold

(2) If the total Ontario remuneration paid by an employer during a year beginning after December 31, 2013 is less than or equal to the exemption threshold for the employer and the employer is an eligible employer at any time in the year and is not associated with any other em-

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) L’alinéa e) de la définition de «employeur admissible» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l’impôt-santé des employeurs* est modifié par remplacement de «l’article 2» par «l’article 2.1» à la fin de l’alinéa.

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«organisme de bienfaisance enregistré» S’entend au sens du paragraphe 248 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («registered charity»).

(3) La définition de «petit employeur» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

2. Les paragraphes 2 (5) à (11) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Définition

(5) La définition qui suit s’applique au présent article.

«titre» S’entend au sens du paragraphe 7 (7) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada).

3. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Tranche imposable de la rémunération totale en Ontario

2.1 (1) Pour l’application du paragraphe 2 (2), la tranche imposable de la rémunération totale en Ontario versée par un employeur pendant une année correspond au montant suivant :

- a) dans le cas d’un employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l’année, l’excédent de la rémunération totale en Ontario qu’il a versée pendant l’année sur son exonération pour l’année;
- b) dans le cas d’un employeur qui n’est pas un employeur admissible à un moment quelconque de l’année, la rémunération totale en Ontario qu’il a versée pendant l’année.

Exonération après 2013 : rémunération inférieure ou égale au seuil d’exonération

(2) Si la rémunération totale en Ontario versée par un employeur pendant une année commençant après le 31 décembre 2013 est inférieure ou égale au seuil d’exonération de l’employeur et que ce dernier est un employeur admissible à un moment quelconque de

employers at any time in the year, the exemption amount of the employer for the year is the amount calculated using the formula,

$$A \times B/C$$

in which,

“A” is \$450,000 for a year in the five-year period consisting of 2014 to 2018 or, for a year in a subsequent five-year period, is the adjusted amount determined for that period under section 2.1.1 for the year,

“B” is the number of days in the year in which the employer,

- (a) has one or more permanent establishments in Ontario, and
- (b) is an eligible employer, and

“C” is the number of days in the year.

Same, associated employers

(3) If the aggregate of the total Ontario remuneration paid during a year beginning after December 31, 2013 by an employer who is an eligible employer at any time in the year (the “first employer”) and by each employer who is an eligible employer at any time in the year and that is associated with the first employer at any time in the year is less than or equal to the exemption threshold for the group of employers, the exemption amount for the year of the first employer and of each associated employer shall be determined in accordance with subsection (4).

Same

(4) If all of the employers who are associated with each other at any time in a year beginning after December 31, 2013 and who are eligible employers at any time in the year enter into an agreement in which they allocate to one or more of them for the year an exemption amount that does not exceed the highest exemption amount that would be determined under subsection (2) for any of them if they were not associated in the year, the exemption amount for the year for each of them is the lesser of,

- (a) the amount allocated to that employer; and
- (b) the amount that would be that employer’s exemption amount for the year under subsection (2) if that employer were not associated.

Exemption amount after 2013, remuneration more than exemption threshold

(5) If the total Ontario remuneration paid by an employer during a year beginning after December 31, 2013 is more than the exemption threshold for the employer and the employer is not associated with any other employers at any time in the year, the exemption amount of the employer for the year is nil.

l’année et n’est pas associé à d’autres employeurs à un moment quelconque de l’année, l’exonération de l’employeur pour l’année est calculée selon la formule suivante :

$$A \times B/C$$

où :

«A» représente 450 000 \$ pour une année de la période de cinq ans constituée des années civiles 2014 à 2018 ou, pour une année d’une période ultérieure de cinq ans, le montant rajusté calculé pour cette période en application de l’article 2.1.1 pour l’année;

«B» représente le nombre de jours de l’année pendant lesquels l’employeur :

- a) a un ou plusieurs établissements stables en Ontario,
- b) est un employeur admissible;

«C» représente le nombre de jours de l’année.

Idem : employeurs associés

(3) Si le montant global de la rémunération totale en Ontario versée, pendant une année commençant après le 31 décembre 2013, par un employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l’année (le «premier employeur») et par chaque employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l’année et qui est associé au premier employeur à un moment quelconque de l’année est inférieur ou égal au seuil d’exonération du groupe d’employeurs, l’exonération, pour l’année, du premier employeur et de chaque employeur associé est déterminée conformément au paragraphe (4).

Idem

(4) Si tous les employeurs qui sont associés les uns aux autres à un moment quelconque d’une année commençant après le 31 décembre 2013 et qui sont des employeurs admissibles à un moment quelconque de l’année concluent un accord par lequel ils attribuent à un ou plusieurs d’entre eux, pour l’année, un montant qui n’est pas supérieur à l’exonération maximale qui serait calculée aux termes du paragraphe (2) pour l’un ou l’autre d’entre eux s’ils n’étaient pas associés pendant l’année, l’exonération de chacun d’entre eux pour l’année correspond au moindre des montants suivants :

- a) le montant attribué à cet employeur;
- b) le montant qui correspondrait à l’exonération de cet employeur pour l’année aux termes du paragraphe (2) si ce dernier n’était pas associé.

Exonération après 2013 : rémunération supérieure au seuil d’exonération

(5) Si la rémunération totale en Ontario versée par un employeur pendant une année commençant après le 31 décembre 2013 est supérieure au seuil d’exonération de l’employeur et que ce dernier n’est associé à aucun autre employeur à un moment quelconque de l’année, l’exonération de l’employeur pour l’année est nulle.

Same, associated employers

(6) If the aggregate of the total Ontario remuneration paid during a year beginning after December 31, 2013 by an employer who is an eligible employer at any time in the year (the “first employer”) and by each employer who is an eligible employer at any time in the year and that is associated with the first employer at any time in the year is more than the exemption threshold for the group of employers, the exemption amount for the year of the first employer and of each associated employer is nil.

Exemption threshold

(7) For the purposes of subsections (2) and (5), the exemption threshold for an employer for a year is the amount calculated using the formula,

$$\$5,000,000 \times D/E$$

in which,

“D” is the number of days in the year in which the employer,

- (a) has one or more permanent establishments in Ontario, and
- (b) is an eligible employer, and

“E” is the number of days in the year.

Exemption threshold, associated employers

(8) For the purposes of subsections (3) and (6), the exemption threshold for a year for a group of employers who are associated with each other at any time in the year is the amount that is equal to the highest exemption threshold that would be determined under subsection (7) for any of them if they were not associated in the year.

Special rule re registered charities

(9) Despite subsection (5) or (6), the exemption amount for a year beginning after December 31, 2013 of an eligible employer who is a registered charity shall be determined in accordance with subsection (2), regardless of the amount of the total Ontario remuneration paid during the year by the registered charity.

Same

(10) If an employer who is not a registered charity is associated at any time in the year with an employer who is a registered charity, the aggregate of the total Ontario remuneration for the purposes of determining the exemption amount for a year beginning after December 31, 2013 of the employer who is not a registered charity shall be calculated without including the total Ontario remuneration paid during the year by the employer who is a registered charity.

Same

(11) The Minister may make regulations providing for

Idem : employeurs associés

(6) Si le montant global de la rémunération totale en Ontario versée, pendant une année commençant après le 31 décembre 2013, par un employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l'année (le «premier employeur») et par chaque employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l'année et qui est associé au premier employeur à un moment quelconque de l'année est supérieur au seuil d'exonération du groupe d'employeurs, l'exonération, pour l'année, du premier employeur et de chaque employeur associé est nulle.

Seuil d'exonération

(7) Pour l'application des paragraphes (2) et (5), le seuil d'exonération d'un employeur pour une année correspond au montant calculé selon la formule suivante :

$$5\,000\,000 \$ \times D/E$$

où :

«D» représente le nombre de jours de l'année pendant lesquels l'employeur :

- a) a un ou plusieurs établissements stables en Ontario,
- b) est un employeur admissible;

«E» représente le nombre de jours de l'année.

Seuil d'exonération : employeurs associés

(8) Pour l'application des paragraphes (3) et (6), le seuil d'exonération pour une année d'un groupe d'employeurs qui sont associés les uns aux autres à un moment quelconque de l'année correspond au montant égal au seuil d'exonération maximal qui serait calculé aux termes du paragraphe (7) pour l'un ou l'autre d'entre eux s'ils n'étaient pas associés pendant l'année.

Règle particulière applicable aux organismes de bienfaisance enregistrés

(9) Malgré le paragraphe (5) ou (6), l'exonération pour une année commençant après le 31 décembre 2013 d'un employeur admissible qui est un organisme de bienfaisance enregistré est calculée conformément au paragraphe (2), sans égard à la rémunération totale en Ontario versée pendant l'année par l'organisme de bienfaisance enregistré.

Idem

(10) Si un employeur qui n'est pas un organisme de bienfaisance enregistré est associé, à un moment quelconque de l'année, à un employeur qui est un organisme de bienfaisance enregistré, le montant global de la rémunération totale en Ontario aux fins du calcul de l'exonération pour une année commençant après le 31 décembre 2013 de l'employeur qui n'est pas un organisme de bienfaisance enregistré est calculé sans tenir compte de la rémunération totale en Ontario versée pendant l'année par l'employeur qui est un organisme de bienfaisance enregistré.

Idem

(11) Le ministre peut, par règlement, prévoir des règles

special rules that apply to employers who are registered charities and to employers who are associated with registered charities, including rules that exempt those employers from a provision of this section.

Exemption amount after 2000 and before 2014

(12) For a year that begins after December 31, 2000 and before January 1, 2014, the exemption amount of an employer who is an eligible employer at any time in the year and who is not associated at any time in the year with one or more employers who are eligible employers at any time in the year is the amount calculated using the formula,

$$\$400,000 \times F/G$$

in which,

“F” is the number of days in the year in which the employer,

(a) has one or more permanent establishments in Ontario, and

(b) is an eligible employer, and

“G” is the number of days in the year.

Same, associated employers

(13) If all of the employers who are associated with each other at any time in a year beginning after December 31, 2000 and before January 1, 2014 and who are eligible employers at any time in the year enter into an agreement in which they allocate to one or more of them for the year an exemption amount that does not exceed the highest exemption amount that would be determined under subsection (12) for any of them if they were not associated in the year, the exemption amount for the year for each of them is the lesser of,

(a) the amount allocated to that employer; and

(b) the amount that would be that employer's exemption amount for the year under subsection (12) if that employer were not associated.

Delivery of agreement

(14) A copy of the agreement referred to in subsection (4) or (13) shall be delivered to the Minister by at least one of the employers on or before the date on which the return for the year is required to be delivered under section 5.

If no agreement

(15) If an eligible employer who is associated at any time in a year with one or more eligible employers does not enter into an agreement for the year that complies with subsection (4) or (13), the exemption amount for the year for each of the employers who is associated is nil.

Adjustment of exemption amount

2.1.1 (1) For each five-year period beginning with the

particulières qui s'appliquent aux employeurs qui sont des organismes de bienfaisance enregistrés et aux employeurs qui sont associés à des organismes de bienfaisance enregistrés, y compris des règles qui soustraient ces employeurs à l'application d'une disposition du présent article.

Exonération après 2000, mais avant 2014

(12) Pour une année commençant après le 31 décembre 2000, mais avant le 1^{er} janvier 2014, l'exonération d'un employeur qui est un employeur admissible à un moment quelconque de l'année et qui n'est pas associé, à un moment quelconque de l'année, à un ou plusieurs employeurs qui sont des employeurs admissibles à un moment quelconque de l'année correspond au montant calculé selon la formule suivante :

$$400\,000 \$ \times F/G$$

où :

«F» représente le nombre de jours de l'année pendant lesquels l'employeur :

a) a un ou plusieurs établissements stables en Ontario,

b) est un employeur admissible;

«G» représente le nombre de jours de l'année.

Idem : employeurs associés

(13) Si tous les employeurs qui sont associés les uns aux autres à un moment quelconque d'une année commençant après le 31 décembre 2000, mais avant le 1^{er} janvier 2014, et qui sont des employeurs admissibles à un moment quelconque de l'année concluent un accord par lequel ils attribuent à un ou plusieurs d'entre eux, pour l'année, un montant qui n'est pas supérieur à l'exonération maximale qui serait calculée aux termes du paragraphe (12) pour l'un ou l'autre d'entre eux s'ils n'étaient pas associés pendant l'année, l'exonération pour l'année de chacun d'entre eux correspond au moindre des montants suivants :

a) le montant attribué à cet employeur;

b) le montant qui correspondrait à l'exonération de cet employeur pour l'année aux termes du paragraphe (12) si ce dernier n'était pas associé.

Remise de l'accord

(14) Au moins un des employeurs remet au ministre une copie de l'accord visé au paragraphe (4) ou (13) au plus tard à la date à laquelle la déclaration pour l'année doit être remise aux termes de l'article 5.

Absence d'accord

(15) Si un employeur admissible qui est associé à un ou plusieurs employeurs admissibles à un moment quelconque d'une année ne conclut pas d'accord conforme au paragraphe (4) ou (13) pour l'année, l'exonération de chacun des employeurs associés pour l'année est nulle.

Rajustement de l'exonération

2.1.1 (1) Pour chaque période de cinq ans à partir de la

period consisting of the calendar years 2019 to 2023, the amount of “A” that is referred to in subsection 2.1 (2) shall be adjusted to the amount calculated using the formula,

$$X + [X \times (Y/Z - 1)]$$

in which,

“X” is \$450,000 for a year in the five-year period consisting of the calendar years 2019 to 2023 and, for a year in each succeeding five-year period, is the amount that would have been the amount of “A” used for the preceding five-year period if it was not rounded to the nearest ten-thousand under subsection (3),

“Y” is the Consumer Price Index for the 12-month period that ended on September 30 of the year immediately preceding the first year in the five-year period, and

“Z” is the Consumer Price Index for the 12-month period ending on September 30 that is five years preceding the 12-month period in the description of “Y”.

Rounding

(2) For the purposes of subsection (1), the amount of “(Y/Z - 1)” shall be rounded to the nearest one-thousandth or, if the result obtained is equidistant between two consecutive one-thousandths, to the higher one-thousandth.

Same

(3) The amount of “A” that is referred to in subsection 2.1 (2), as adjusted under this section, shall be rounded to the nearest ten-thousand or, if the result obtained is equidistant between two consecutive ten-thousands, to the higher ten-thousand.

Consumer price index

(4) In this Act, the Consumer Price Index for any 12-month period is the result arrived at by,

- (a) determining the sum of the Consumer Price Index for Ontario as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act* (Canada), adjusted in the prescribed manner, for each month in that period;
- (b) dividing the sum obtained under clause (a) by 12; and
- (c) rounding the result obtained under clause (b) to the nearest one-thousandth or, if the result obtained is equidistant between two consecutive one-thousandths, to the higher one-thousandth.

4. Clause (a) of the definition of “E” in subsection 3 (4) of the Act is amended by striking out “section 2” and substituting “section 2.1”.

Commencement

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

période constituée des années civiles 2019 à 2023, le montant de l'élément «A» mentionné au paragraphe 2.1 (2) est rajusté pour correspondre au montant calculé selon la formule suivante :

$$X + [X \times (Y/Z - 1)]$$

où :

«X» représente 450 000 \$ pour une année de la période de cinq ans constituée des années civiles 2019 à 2023 et, pour une année de chaque période suivante de cinq ans, représente le montant qui aurait été celui de l'élément «A» utilisé pour la période précédente de cinq ans s'il n'avait pas été arrondi à la dizaine de milliers près en application du paragraphe (3);

«Y» représente l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre de l'année qui précède la première année de la période de cinq ans;

«Z» représente l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui se termine le 30 septembre qui tombe cinq ans avant la période de 12 mois visée à l'élément «Y».

Arrondissement

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le montant de «(Y/Z - 1)» est arrondi à la troisième décimale, les résultats ayant au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure.

Idem

(3) Le montant de l'élément «A» mentionné au paragraphe 2.1 (2), rajusté en application du présent article, est arrondi à la dizaine de milliers près, les résultats ayant au moins cinq en chiffre des milliers étant arrondis à la dizaine de milliers supérieure.

Indice des prix à la consommation

(4) Dans la présente loi, l'indice des prix à la consommation pour une période de 12 mois correspond au résultat obtenu par le calcul suivant :

- a) additionner les indices mensuels des prix à la consommation pour l'Ontario, publiés par Statistique Canada en application de la *Loi sur la statistique* (Canada), rajustés de la manière prescrite;
- b) diviser par 12 le total obtenu en application de l'alinéa a);
- c) arrondir le quotient obtenu en application de l'alinéa b) à la troisième décimale, les résultats ayant au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure.

4. L'alinéa a) de la définition de l'élément «E» au paragraphe 3 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 2» par «l'article 2.1».

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Short title

6. The short title of this Act is the *Supporting Small Businesses Act, 2013*.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 visant à soutenir les petites entreprises*.

A28N
XB
B56

Gouvernement
Publication



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 106

**An Act to amend
the French Language Services Act
with respect to the French Language
Services Commissioner**

Projet de loi 106

**Loi modifiant la
Loi sur les services en français
en ce qui concerne le commissaire
aux services en français**



The Hon. M. Meilleur
Minister Responsible for Francophone Affairs

L'honorable M. Meilleur
Ministre déléguée aux Affaires francophones

Government Bill

1st Reading September 25, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 septembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *French Language Services Act* to make the French Language Services Commissioner an officer of the Assembly appointed by the Lieutenant Governor in Council on the address of the Assembly.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les services en français* pour faire du commissaire aux services en français un fonctionnaire de l'Assemblée nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur adresse de l'Assemblée.

**An Act to amend
the French Language Services Act
with respect to the French Language
Services Commissioner**

**Loi modifiant la
Loi sur les services en français
en ce qui concerne le commissaire
aux services en français**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The *French Language Services Act* is amended by adding the following heading immediately before section 1:

DEFINITIONS

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“Board of Internal Economy” means the Board of Internal Economy established by section 87 of the *Legislative Assembly Act*; (“Commission de régie interne”)

(3) The French version of clause (c) of the definition of “government agency” in section 1 of the Act is amended by adding “en tout ou en partie” after “prélevées”.

(4) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“Minister” means the Minister responsible for Francophone Affairs; (“ministre”)

2. The Act is amended by adding the following heading immediately before section 2:

RIGHTS AND OBLIGATIONS

3. Subsection 10 (2) of the Act is amended by striking out “responsible for Francophone Affairs” at the end.

4. (1) The Act is amended by adding the following heading immediately before section 11:

MINISTER AND EMPLOYEES

(2) The following provisions of the Act are amended by striking out “responsible for Francophone Affairs” wherever that expression appears:

1. Subsection 11 (1).

2. Subsection 11 (4), in the portion before clause (a).

5. (1) The English version of subsection 12 (1) of the Act is amended by striking out “responsible for Francophone Affairs”.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) La *Loi sur les services en français* est modifiée par adjonction de l’intertitre suivant immédiatement avant l’article 1 :

DÉFINITIONS

(2) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Commission de régie interne» La Commission de régie interne établie par l’article 87 de la *Loi sur l’Assemblée législative*. («Board of Internal Economy»)

(3) La version française de l’alinéa c) de la définition de «organisme gouvernemental» à l’article 1 de la Loi est modifiée par insertion de «en tout ou en partie» après «prélevées».

(4) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«ministre» Le ministre délégué aux Affaires francophones. («Minister»)

2. La Loi est modifiée par adjonction de l’intertitre suivant immédiatement avant l’article 2 :

DROITS ET OBLIGATIONS

3. Le paragraphe 10 (2) de la Loi est modifié par suppression de «délégué aux Affaires francophones» à la fin du paragraphe.

4. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l’intertitre suivant immédiatement avant l’article 11 :

MINISTRE ET EMPLOYÉS

(2) Les dispositions suivantes de la Loi sont modifiées par suppression de «délégué aux Affaires francophones» partout où figure cette expression :

1. Le paragraphe 11 (1).

2. Le paragraphe 11 (4), dans le passage qui précède l’alinéa a).

5. (1) La version anglaise du paragraphe 12 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «responsible for Francophone Affairs».

(2) Subsection 12 (2) of the Act is amended by striking out “responsible for Francophone Affairs” in the portion after clause (e).

6. Section 12.1 of the Act is repealed and the following substituted:

FRENCH LANGUAGE SERVICES COMMISSIONER

French Language Services Commissioner

12.1 (1) There shall be an officer of the Assembly who is known in English as the French Language Services Commissioner and in French as commissaire aux services en français.

Definition

(2) In this section, “recognized party” has the same meaning as in subsection 62 (5) of the *Legislative Assembly Act*.

Appointment

(3) The Lieutenant Governor in Council shall appoint the Commissioner on the address of the Assembly, but only if the person to be appointed has been selected by a panel that is composed of one member of the Assembly from each recognized party and that is chaired by the Speaker of the Assembly who is a non-voting member.

Transition

(4) The Commissioner in office immediately before the *French Language Services Amendment Act (French Language Services Commissioner), 2013* comes into force shall continue to hold office until confirmed in office under subsection (3) or until a successor is appointed.

Term of office

(5) The Commissioner shall hold office for a term of five years and may be reappointed for one further term of five years.

Same

(6) The Commissioner continues to hold office after the expiry of the term until reappointed or until a successor is appointed.

Removal

(7) The Lieutenant Governor in Council may remove the Commissioner for cause on the address of the Assembly.

Delegation

(8) The Commissioner may delegate in writing, to any person employed in the Office of the French Language Services Commissioner, the authority to perform any of the Commissioner’s functions or to carry out any of the Commissioner’s powers, subject to the terms provided for in the delegation.

Temporary Commissioner

(9) If, while the Assembly is not sitting, the Commissioner is unable for any reason to fulfil the duties of office or the office becomes vacant, the Lieutenant Governor in Council shall appoint a temporary Commissioner, whose

(2) Le paragraphe 12 (2) de la Loi est modifié par suppression de «délégué aux Affaires francophones» dans le passage qui suit l’alinéa e).

6. L’article 12.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

COMMISSAIRE AUX SERVICES EN FRANÇAIS

Commissaire aux services en français

12.1 (1) Est créé un poste appelé en français commissaire aux services en français et, en anglais, French Language Services Commissioner, dont le titulaire est un fonctionnaire de l’Assemblée.

Définition

(2) La définition qui suit s’applique au présent article. «parti reconnu» S’entend au sens du paragraphe 62 (5) de la *Loi sur l’Assemblée législative*.

Nomination

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le commissaire sur adresse de l’Assemblée, mais seulement si la personne qu’il nomme a été choisie par un groupe spécial composé d’un député de chaque parti reconnu et présidé par le président de l’Assemblée, qui est un membre sans voix délibérative.

Disposition transitoire

(4) Le commissaire en poste immédiatement avant l’entrée en vigueur de la *Loi de 2013 modifiant la Loi sur les services en français (commissaire aux services en français)* demeure en poste jusqu’à ce qu’il soit confirmé dans celui-ci en application du paragraphe (3) ou jusqu’à la nomination de son successeur.

Mandat

(5) Le commissaire occupe son poste pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois.

Idem

(6) Le commissaire continue d’occuper son poste après l’expiration de son mandat jusqu’à ce qu’il y soit nommé de nouveau ou jusqu’à la nomination de son successeur.

Révocation

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur adresse de l’Assemblée, révoquer le commissaire pour un motif valable.

Délégation

(8) Le commissaire peut déléguer par écrit le pouvoir d’exercer ses fonctions ou pouvoirs à toute personne employée au Commissariat aux services en français, sous réserve des conditions prévues dans l’acte de délégation.

Commissaire temporaire

(9) Si, pendant que l’Assemblée ne siège pas, le commissaire ne peut pas exercer les fonctions de son poste pour une raison quelconque ou que celui-ci devient vacant, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un

appointment comes to an end when the Commissioner is again able to fulfil the duties of the office or when a new Commissioner is appointed under subsection (3), as the case may be.

Selection by panel

(10) The Lieutenant Governor in Council may appoint a temporary Commissioner under subsection (9) only if the person to be appointed has been selected by a panel that is composed of one member of the Assembly from each recognized party and that is chaired by the Speaker of the Assembly who is a non-voting member.

Powers and duties

(11) A temporary Commissioner shall have the power and duties of the Commissioner.

Nature of employment

12.1.1 (1) The Commissioner shall work exclusively as Commissioner and shall not hold any other office under the Crown or engage in any other employment.

Not a public servant

(2) The Commissioner is not a public servant within the meaning of the *Public Service of Ontario Act, 2006*.

Salary and benefits

12.1.2 (1) The Commissioner and a temporary Commissioner appointed under subsection 12.1 (9) shall be paid a salary that the Board of Internal Economy determines and that is comparable to the salary paid to other officers of the Assembly.

Same

(2) The salary of the Commissioner shall not be reduced except on the address of the Assembly.

Expenses

(3) The Commissioner is entitled to be paid reasonable travelling and living expenses while absent from his or her ordinary place of residence in the exercise of any functions under this Act.

Pension

(4) The Commissioner is a member of the Public Service Pension Plan.

Office of the Commissioner

12.1.3 (1) The office known in English as the Office of the French Language Services Commissioner and in French as Commissariat aux services en français is continued.

Budget

(2) The money required for the administration of the Office of the French Language Services Commissioner shall be paid out of the money appropriated for that purpose by the Legislature.

Directives

(3) The Board of Internal Economy may from time to time issue directives to the Commissioner with respect to the expenditure of funds and the Commissioner shall comply with those directives.

commissaire temporaire dont les fonctions se terminent lorsque le commissaire est de nouveau capable d'exercer ses fonctions ou lorsqu'un nouveau commissaire est nommé en application du paragraphe (3), selon le cas.

Choix effectué par un groupe spécial

(10) Le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut nommer un commissaire temporaire en application du paragraphe (9) que si la personne qu'il nomme a été choisie par un groupe spécial composé d'un député de chaque parti reconnu et présidé par le président de l'Assemblée, qui est un membre sans voix délibérative.

Pouvoirs et fonctions

(11) Le commissaire temporaire exerce les pouvoirs et les fonctions du commissaire.

Nature de l'emploi

12.1.1 (1) Le commissaire se consacre exclusivement à ses fonctions. Il ne peut occuper aucun autre poste pour la Couronne ni accepter aucun autre emploi.

Non un fonctionnaire

(2) Le commissaire n'est pas un fonctionnaire au sens de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*.

Traitement et avantages sociaux

12.1.2 (1) Le commissaire et un commissaire temporaire nommé en application du paragraphe 12.1 (9) reçoivent le traitement que fixe la Commission de régie interne et qui est comparable à celui versé aux autres fonctionnaires de l'Assemblée.

Idem

(2) Le traitement du commissaire ne peut être diminué que sur adresse de l'Assemblée.

Indemnités

(3) Le commissaire a droit à des indemnités de déplacement et de subsistance raisonnables lorsqu'il exerce les fonctions que lui attribue la présente loi ailleurs qu'à son lieu de résidence ordinaire.

Régime de retraite

(4) Le commissaire participe au Régime de retraite des fonctionnaires.

Commissariat

12.1.3 (1) Est prorogé le bureau appelé en français Commissariat aux services en français et, en anglais, Office of the French Language Services Commissioner.

Budget

(2) Les sommes nécessaires à l'administration du Commissariat aux services en français sont prélevées sur les crédits affectés à ces fins par la Législature.

Directives

(3) La Commission de régie interne peut donner au commissaire des directives en ce qui concerne les dépenses et ce dernier doit s'y conformer.

Estimates

(4) The Commissioner shall present annually to the Board of Internal Economy estimates of the sums of money that will be required for the purposes of carrying out the Commissioner's functions under this Act.

Review by Board

(5) The Board of Internal Economy shall review and may alter the estimates as it considers proper.

Audit

(6) The accounts and financial transactions of the Office of the French Language Services Commissioner shall be audited annually by the Auditor General.

Employees

12.1.4 (1) Subject to the approval of the Board of Internal Economy, the Commissioner may employ the employees whom the Commissioner considers necessary for the efficient and proper operation of the Office of the French Language Services Commissioner and may determine their salary or wages and terms and conditions of employment.

Transition

(2) The employees of the Office of the French Language Services Commissioner in office immediately before the day the *French Language Services Amendment Act (French Language Services Commissioner), 2013* comes into force shall continue as employees of that Office.

Salaries or wages

(3) Salaries or wages determined under subsection (1) shall be comparable to the salaries or wages determined under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* for public servants employed under that Part to work in a ministry, other than in a minister's office, who are in similar positions.

Benefits

(4) The benefits determined under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* with respect to the following matters for public servants employed under that Part to work in a ministry, other than in a minister's office, who are not within a bargaining unit apply to the employees of the Office of the French Language Services Commissioner:

1. Cumulative vacation and sick leave credits for regular attendance and payments in respect of those credits.
2. Plans for group life insurance, medical-surgical insurance or long-term income protection.
3. The granting of leaves of absence.

Same

(5) For the purposes of subsection (4), if a benefit ap-

Prévisions budgétaires

(4) Le commissaire présente chaque année à la Commission de régie interne les prévisions des sommes d'argent dont il aura besoin pour exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

Examen par la Commission

(5) La Commission de régie interne examine les prévisions et peut les modifier selon ce qu'elle estime approprié.

Vérification

(6) Les comptes et les opérations financières du Commissariat aux services en français sont vérifiés annuellement par le vérificateur général.

Employés

12.1.4 (1) Sous réserve de l'approbation de la Commission de régie interne, le commissaire peut employer les personnes qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement du Commissariat aux services en français. Il peut fixer leurs salaires ou leurs traitements ainsi que leurs conditions d'emploi.

Disposition transitoire

(2) Les employés du Commissariat aux services en français en poste immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur de la *Loi de 2013 modifiant la Loi sur les services en français (commissaire aux services en français)* conservent leur qualité d'employés du Commissariat.

Salaires et traitements

(3) Les salaires ou les traitements fixés en vertu du paragraphe (1) doivent être comparables à ceux fixés aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* pour les fonctionnaires employés aux termes de cette partie pour travailler dans un ministère, à l'exclusion du cabinet d'un ministre, qui occupent des postes semblables.

Avantages sociaux

(4) Les employés du Commissariat aux services en français bénéficient des avantages sociaux fixés aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*, en ce qui concerne les questions suivantes, pour les fonctionnaires employés aux termes de cette partie pour travailler dans un ministère, à l'exclusion du cabinet d'un ministre, qui ne font pas partie d'une unité de négociation :

1. Les crédits de vacances et de congés de maladie pour assiduité cumulatifs, ainsi que les paiements s'y rapportant.
2. Les régimes d'assurance-vie collective, d'assurance de frais médicaux et chirurgicaux ou de protection du revenu à long terme.
3. L'octroi de congés.

Idem

(5) Pour l'application du paragraphe (4), si des avan-

plicable to an employee of the Office of the French Language Services Commissioner is contingent on the exercise of a discretionary power or the performance of a discretionary function, the Commissioner or any person authorized in writing by the Commissioner may exercise the power or perform the function.

Premises and supplies

12.1.5 The Commissioner may lease the premises and acquire the equipment and supplies as are necessary for the efficient and proper operation of the Office of the French Language Services Commissioner.

Immunity

12.1.6 (1) No proceeding shall be commenced against the Commissioner or any employee of the Office of the French Language Services Commissioner for any act done or omitted in good faith in the execution or intended execution of his or her duties under this Act.

Testimony

(2) Neither the Commissioner nor an employee of the Office of the French Language Services Commissioner is a compellable witness in a civil proceeding outside the Assembly in connection with anything done under this Act or any other Act.

7. (1) Section 12.4 of the Act is amended by adding the following subsection:

Confidentiality

(3.1) Information disclosed to the Commissioner under this Act is confidential and shall not be disclosed to any person, except,

- (a) by the person to whom the information relates or with the consent of that person;
- (b) in a criminal proceeding, as required by law; or
- (c) otherwise in accordance with this Act.

(2) The following provisions of the Act are amended by striking out “the Minister” wherever that expression appears and substituting in each case “the Speaker of the Assembly”:

- 1. Clause 12.4 (4) (a).
- 2. Clause 12.4 (4) (b).

8. Sections 12.5 and 12.6 of the Act are repealed and the following substituted:

Annual report

12.5 (1) On or before July 31 in each year, the Commissioner shall prepare and submit to the Speaker of the Assembly an annual report on his or her activities, which may include recommendations for improving the provision of French language services.

Copy of report

(2) Upon submitting an annual report, the Commissioner shall provide a copy of it to the Minister.

Tabling of report

(3) Upon receiving an annual report, the Speaker of the

tages sociaux dont bénéficie un employé du Commissariat aux services en français sont subordonnés à l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction discrétionnaire, ce pouvoir ou cette fonction peut être exercé par le commissaire ou par toute personne qu'il autorise par écrit.

Locaux et fournitures

12.1.5 Le commissaire peut louer à bail les locaux et acquérir le matériel et les fournitures nécessaires au bon fonctionnement du Commissariat aux services en français.

Immunité

12.1.6 (1) Sont irrecevables les instances introduites contre le commissaire ou un employé du Commissariat aux services en français pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions que lui attribue la présente loi.

Témoignage

(2) Ni le commissaire ni un employé du Commissariat aux services en français n'est un témoin contraignable dans une instance civile qui se déroule hors de l'Assemblée en ce qui concerne un acte accompli en vertu de la présente loi ou d'une autre loi.

7. (1) L'article 12.4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Confidentialité

(3.1) Les renseignements divulgués au commissaire aux termes de la présente loi sont confidentiels et ne peuvent être divulgués à personne sauf, selon le cas :

- a) par la personne concernée par les renseignements ou avec son consentement;
- b) dans le cadre d'une instance criminelle selon les règles de droit;
- c) conformément à la présente loi.

(2) Les dispositions suivantes de la Loi sont modifiées par remplacement de «au ministre» par «au président de l'Assemblée» partout où figurent ces mots :

- 1. L'alinéa 12.4 (4) a).
- 2. L'alinéa 12.4 (4) b).

8. Les articles 12.5 et 12.6 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Rapport annuel

12.5 (1) Au plus tard le 31 juillet de chaque année, le commissaire prépare et présente au président de l'Assemblée un rapport annuel sur ses activités qui peut comprendre des recommandations pour améliorer la prestation des services en français.

Copie du rapport

(2) Lorsqu'il présente un rapport annuel, le commissaire en remet une copie au ministre.

Dépôt du rapport

(3) Lorsqu'il reçoit un rapport annuel, le président de

Assembly shall lay it before the Assembly at the earliest reasonable opportunity.

Other reports

12.6 (1) The Commissioner may at any time prepare and submit, to the Speaker of the Assembly, any other report that the Commissioner considers appropriate on any matter related to this Act.

Copy of report before submission

(2) Before submitting a report under subsection (1), the Commissioner shall deliver a copy of it to any member of the Executive Council who presides over and has charge of any ministry or to the head of any public entity to which the report is relevant.

Interpretation, head of a public entity

(3) A reference in subsection (2) to the head of a public entity is a reference to its chief executive officer or to a person who holds a similar position with respect to the public entity.

Copy of report

(4) Upon submitting a report under subsection (1), the Commissioner shall provide a copy of it to the Minister and may provide a copy of it to any person whom the Commissioner considers appropriate.

Tabling of report

(5) Upon receiving a report under subsection (1), the Speaker of the Assembly shall lay it before the Assembly at the earliest reasonable opportunity.

Publication of report

12.7 The Commissioner may publish, in any manner he or she considers appropriate, a report of the Commissioner mentioned in this Act, 30 days after having submitted the report, unless the Speaker consents to the report's earlier publication.

9. The Act is amended by adding the following heading immediately before section 13:

FRENCH LANGUAGE SERVICES CO-ORDINATORS

10. The Act is amended by adding the following heading immediately before section 14:

MUNICIPALITIES

Commencement

11. This Act comes into force on the later of January 1, 2014 and the day it receives Royal Assent.

Short title

12. The short title of this Act is the *French Language Services Amendment Act (French Language Services Commissioner), 2013*.

l'Assemblée le dépose devant celle-ci dès que raisonnablement possible.

Autres rapports

12.6 (1) Le commissaire peut, à n'importe quel moment, préparer et présenter au président de l'Assemblée tout autre rapport qu'il estime approprié sur toute question liée à la présente loi.

Remise d'une copie du rapport avant sa présentation

(2) Avant de présenter un rapport en vertu du paragraphe (1), le commissaire en remet une copie à tout membre du Conseil exécutif qui dirige un ministère concerné et en a la responsabilité ou au chef de toute entité publique concernée.

Interprétation : chef d'une entité publique

(3) La mention au paragraphe (2) du chef d'une entité publique vaut mention du chef de sa direction ou d'une personne qui occupe un poste semblable à l'égard de l'entité.

Copie du rapport

(4) Lorsqu'il présente un rapport en vertu du paragraphe (1), le commissaire en remet une copie au ministre et peut en remettre une copie à toute personne qu'il estime appropriée.

Dépôt du rapport

(5) Lorsqu'il reçoit un rapport présenté en vertu du paragraphe (1), le président de l'Assemblée le dépose devant celle-ci dès que raisonnablement possible.

Publication du rapport

12.7 Le commissaire peut, de la manière qu'il estime appropriée, publier ses rapports mentionnés dans la présente loi 30 jours après leur présentation, à moins que le président de l'Assemblée ne consente à ce qu'ils soient publiés à une date antérieure.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'intertitre suivant immédiatement avant l'article 13 :

COORDONNATEURS DES SERVICES EN FRANÇAIS

10. La Loi est modifiée par adjonction de l'intertitre suivant immédiatement avant l'article 14 :

MUNICIPALITÉS

Entrée en vigueur

11. La présente loi entre en vigueur le dernier en date du 1^{er} janvier 2014 et du jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

12. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur les services en français (commissaire aux services en français)*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 106

*(Chapter 16
Statutes of Ontario, 2013)*

**An Act to amend
the French Language Services Act
with respect to the French Language
Services Commissioner**

Projet de loi 106

*(Chapitre 16
Lois de l'Ontario de 2013)*

**Loi modifiant la
Loi sur les services en français
en ce qui concerne le commissaire
aux services en français**



The Hon. M. Meilleur
Minister Responsible for Francophone Affairs

L'honorable M. Meilleur
Ministre déléguée aux Affaires francophones

1st Reading	September 25, 2013
2nd Reading	September 25, 2013
3rd Reading	December 11, 2013
Royal Assent	December 12, 2013

1 ^{re} lecture	25 septembre 2013
2 ^e lecture	25 septembre 2013
3 ^e lecture	11 décembre 2013
Sanction royale	12 décembre 2013



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 106 and does not form part of the law. Bill 106 has been enacted as Chapter 16 of the Statutes of Ontario, 2013.

The Bill amends the *French Language Services Act* to make the French Language Services Commissioner an officer of the Assembly appointed by the Lieutenant Governor in Council on the address of the Assembly.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 106, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 106 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 2013.

Le projet de loi modifie la *Loi sur les services en français* pour faire du commissaire aux services en français un fonctionnaire de l'Assemblée nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur adresse de l'Assemblée.

**An Act to amend
the French Language Services Act
with respect to the French Language
Services Commissioner**

**Loi modifiant la
Loi sur les services en français
en ce qui concerne le commissaire
aux services en français**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The *French Language Services Act* is amended by adding the following heading immediately before section 1:

DEFINITIONS

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“Board of Internal Economy” means the Board of Internal Economy established by section 87 of the *Legislative Assembly Act*; (“Commission de régie interne”)

(3) The French version of clause (c) of the definition of “government agency” in section 1 of the Act is amended by adding “en tout ou en partie” after “prélevées”.

(4) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“Minister” means the Minister responsible for Francophone Affairs; (“ministre”)

2. The Act is amended by adding the following heading immediately before section 2:

RIGHTS AND OBLIGATIONS

3. Subsection 10 (2) of the Act is amended by striking out “responsible for Francophone Affairs” at the end.

4. (1) The Act is amended by adding the following heading immediately before section 11:

MINISTER AND EMPLOYEES

(2) The following provisions of the Act are amended by striking out “responsible for Francophone Affairs” wherever that expression appears:

1. Subsection 11 (1).

2. Subsection 11 (4), in the portion before clause (a).

5. (1) The English version of subsection 12 (1) of the Act is amended by striking out “responsible for Francophone Affairs”.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) La *Loi sur les services en français* est modifiée par adjonction de l’intertitre suivant immédiatement avant l’article 1 :

DÉFINITIONS

(2) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Commission de régie interne» La Commission de régie interne établie par l’article 87 de la *Loi sur l’Assemblée législative*. («Board of Internal Economy»)

(3) La version française de l’alinéa c) de la définition de «organisme gouvernemental» à l’article 1 de la Loi est modifiée par insertion de «en tout ou en partie» après «prélevées».

(4) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«ministre» Le ministre délégué aux Affaires francophones. («Minister»)

2. La Loi est modifiée par adjonction de l’intertitre suivant immédiatement avant l’article 2 :

DROITS ET OBLIGATIONS

3. Le paragraphe 10 (2) de la Loi est modifié par suppression de «délégué aux Affaires francophones» à la fin du paragraphe.

4. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l’intertitre suivant immédiatement avant l’article 11 :

MINISTRE ET EMPLOYÉS

(2) Les dispositions suivantes de la Loi sont modifiées par suppression de «délégué aux Affaires francophones» partout où figure cette expression :

1. Le paragraphe 11 (1).

2. Le paragraphe 11 (4), dans le passage qui précède l’alinéa a).

5. (1) La version anglaise du paragraphe 12 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «responsible for Francophone Affairs».

(2) Subsection 12 (2) of the Act is amended by striking out “responsible for Francophone Affairs” in the portion after clause (e).

6. Section 12.1 of the Act is repealed and the following substituted:

FRENCH LANGUAGE SERVICES COMMISSIONER

French Language Services Commissioner

12.1 (1) There shall be an officer of the Assembly who is known in English as the French Language Services Commissioner and in French as commissaire aux services en français.

Definition

(2) In this section,

“recognized party” has the same meaning as in subsection 62 (5) of the *Legislative Assembly Act*.

Appointment

(3) The Lieutenant Governor in Council shall appoint the Commissioner on the address of the Assembly, but only if the person to be appointed has been selected by a panel that is composed of one member of the Assembly from each recognized party and that is chaired by the Speaker of the Assembly who is a non-voting member.

Transition

(4) The Commissioner in office immediately before the *French Language Services Amendment Act (French Language Services Commissioner), 2013* comes into force shall continue to hold office until confirmed in office under subsection (3) or until a successor is appointed.

Term of office

(5) The Commissioner shall hold office for a term of five years and may be reappointed for one further term of five years.

Same

(6) The Commissioner continues to hold office after the expiry of the term until reappointed or until a successor is appointed.

Removal

(7) The Lieutenant Governor in Council may remove the Commissioner for cause on the address of the Assembly.

Delegation

(8) The Commissioner may delegate in writing, to any person employed in the Office of the French Language Services Commissioner, the authority to perform any of the Commissioner’s functions or to carry out any of the Commissioner’s powers, subject to the terms provided for in the delegation.

Temporary Commissioner

(9) If, while the Assembly is not sitting, the Commissioner is unable for any reason to fulfil the duties of office or the office becomes vacant, the Lieutenant Governor in Council shall appoint a temporary Commissioner, whose

(2) Le paragraphe 12 (2) de la Loi est modifié par suppression de «délégué aux Affaires francophones» dans le passage qui suit l’alinéa e).

6. L’article 12.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

COMMISSAIRE AUX SERVICES EN FRANÇAIS

Commissaire aux services en français

12.1 (1) Est créé un poste appelé en français commissaire aux services en français et, en anglais, French Language Services Commissioner, dont le titulaire est un fonctionnaire de l’Assemblée.

Définition

(2) La définition qui suit s’applique au présent article.

«parti reconnu» S’entend au sens du paragraphe 62 (5) de la *Loi sur l’Assemblée législative*.

Nomination

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le commissaire sur adresse de l’Assemblée, mais seulement si la personne qu’il nomme a été choisie par un groupe spécial composé d’un député de chaque parti reconnu et présidé par le président de l’Assemblée, qui est un membre sans voix délibérative.

Disposition transitoire

(4) Le commissaire en poste immédiatement avant l’entrée en vigueur de la *Loi de 2013 modifiant la Loi sur les services en français (commissaire aux services en français)* demeure en poste jusqu’à ce qu’il soit confirmé dans celui-ci en application du paragraphe (3) ou jusqu’à la nomination de son successeur.

Mandat

(5) Le commissaire occupe son poste pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois.

Idem

(6) Le commissaire continue d’occuper son poste après l’expiration de son mandat jusqu’à ce qu’il y soit nommé de nouveau ou jusqu’à la nomination de son successeur.

Révocation

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur adresse de l’Assemblée, révoquer le commissaire pour un motif valable.

Délégation

(8) Le commissaire peut déléguer par écrit le pouvoir d’exercer ses fonctions ou pouvoirs à toute personne employée au Commissariat aux services en français, sous réserve des conditions prévues dans l’acte de délégation.

Commissaire temporaire

(9) Si, pendant que l’Assemblée ne siège pas, le commissaire ne peut pas exercer les fonctions de son poste pour une raison quelconque ou que celui-ci devient vacant, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un

appointment comes to an end when the Commissioner is again able to fulfil the duties of the office or when a new Commissioner is appointed under subsection (3), as the case may be.

Selection by panel

(10) The Lieutenant Governor in Council may appoint a temporary Commissioner under subsection (9) only if the person to be appointed has been selected by a panel that is composed of one member of the Assembly from each recognized party and that is chaired by the Speaker of the Assembly who is a non-voting member.

Powers and duties

(11) A temporary Commissioner shall have the power and duties of the Commissioner.

Nature of employment

12.1.1 (1) The Commissioner shall work exclusively as Commissioner and shall not hold any other office under the Crown or engage in any other employment.

Not a public servant

(2) The Commissioner is not a public servant within the meaning of the *Public Service of Ontario Act, 2006*.

Salary and benefits

12.1.2 (1) The Commissioner and a temporary Commissioner appointed under subsection 12.1 (9) shall be paid a salary that the Board of Internal Economy determines and that is comparable to the salary paid to other officers of the Assembly.

Same

(2) The salary of the Commissioner shall not be reduced except on the address of the Assembly.

Expenses

(3) The Commissioner is entitled to be paid reasonable travelling and living expenses while absent from his or her ordinary place of residence in the exercise of any functions under this Act.

Pension

(4) The Commissioner is a member of the Public Service Pension Plan.

Office of the Commissioner

12.1.3 (1) The office known in English as the Office of the French Language Services Commissioner and in French as Commissariat aux services en français is continued.

Budget

(2) The money required for the administration of the Office of the French Language Services Commissioner shall be paid out of the money appropriated for that purpose by the Legislature.

Directives

(3) The Board of Internal Economy may from time to time issue directives to the Commissioner with respect to the expenditure of funds and the Commissioner shall comply with those directives.

commissaire temporaire dont les fonctions se terminent lorsque le commissaire est de nouveau capable d'exercer ses fonctions ou lorsqu'un nouveau commissaire est nommé en application du paragraphe (3), selon le cas.

Choix effectué par un groupe spécial

(10) Le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut nommer un commissaire temporaire en application du paragraphe (9) que si la personne qu'il nomme a été choisie par un groupe spécial composé d'un député de chaque parti reconnu et présidé par le président de l'Assemblée, qui est un membre sans voix délibérative.

Pouvoirs et fonctions

(11) Le commissaire temporaire exerce les pouvoirs et les fonctions du commissaire.

Nature de l'emploi

12.1.1 (1) Le commissaire se consacre exclusivement à ses fonctions. Il ne peut occuper aucun autre poste pour la Couronne ni accepter aucun autre emploi.

Non un fonctionnaire

(2) Le commissaire n'est pas un fonctionnaire au sens de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*.

Traitement et avantages sociaux

12.1.2 (1) Le commissaire et un commissaire temporaire nommé en application du paragraphe 12.1 (9) reçoivent le traitement que fixe la Commission de régie interne et qui est comparable à celui versé aux autres fonctionnaires de l'Assemblée.

Idem

(2) Le traitement du commissaire ne peut être diminué que sur adresse de l'Assemblée.

Indemnités

(3) Le commissaire a droit à des indemnités de déplacement et de subsistance raisonnables lorsqu'il exerce les fonctions que lui attribue la présente loi ailleurs qu'à son lieu de résidence ordinaire.

Régime de retraite

(4) Le commissaire participe au Régime de retraite des fonctionnaires.

Commissariat

12.1.3 (1) Est prorogé le bureau appelé en français Commissariat aux services en français et, en anglais, Office of the French Language Services Commissioner.

Budget

(2) Les sommes nécessaires à l'administration du Commissariat aux services en français sont prélevées sur les crédits affectés à ces fins par la Législature.

Directives

(3) La Commission de régie interne peut donner au commissaire des directives en ce qui concerne les dépenses et ce dernier doit s'y conformer.

Estimates

(4) The Commissioner shall present annually to the Board of Internal Economy estimates of the sums of money that will be required for the purposes of carrying out the Commissioner's functions under this Act.

Review by Board

(5) The Board of Internal Economy shall review and may alter the estimates as it considers proper.

Audit

(6) The accounts and financial transactions of the Office of the French Language Services Commissioner shall be audited annually by the Auditor General.

Employees

12.1.4 (1) Subject to the approval of the Board of Internal Economy, the Commissioner may employ the employees whom the Commissioner considers necessary for the efficient and proper operation of the Office of the French Language Services Commissioner and may determine their salary or wages and terms and conditions of employment.

Transition

(2) The employees of the Office of the French Language Services Commissioner in office immediately before the day the *French Language Services Amendment Act (French Language Services Commissioner), 2013* comes into force shall continue as employees of that Office.

Salaries or wages

(3) Salaries or wages determined under subsection (1) shall be comparable to the salaries or wages determined under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* for public servants employed under that Part to work in a ministry, other than in a minister's office, who are in similar positions.

Benefits

(4) The benefits determined under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* with respect to the following matters for public servants employed under that Part to work in a ministry, other than in a minister's office, who are not within a bargaining unit apply to the employees of the French Language Services Commissioner:

1. Cumulative vacation and sick leave credits for regular attendance and payments in respect of those credits.
2. Plans for group life insurance, medical-surgical insurance or long-term income protection.
3. The granting of leaves of absence.

Same

(5) For the purposes of subsection (4), if a benefit ap-

Prévisions budgétaires

(4) Le commissaire présente chaque année à la Commission de régie interne les prévisions des sommes d'argent dont il aura besoin pour exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

Examen par la Commission

(5) La Commission de régie interne examine les prévisions et peut les modifier selon ce qu'elle estime approprié.

Vérification

(6) Les comptes et les opérations financières du Commissariat aux services en français sont vérifiés annuellement par le vérificateur général.

Employés

12.1.4 (1) Sous réserve de l'approbation de la Commission de régie interne, le commissaire peut employer les personnes qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement du Commissariat aux services en français. Il peut fixer leurs salaires ou leurs traitements ainsi que leurs conditions d'emploi.

Disposition transitoire

(2) Les employés du Commissariat aux services en français en poste immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur de la *Loi de 2013 modifiant la Loi sur les services en français (commissaire aux services en français)* conservent leur qualité d'employés du Commissariat.

Salaires et traitements

(3) Les salaires ou les traitements fixés en vertu du paragraphe (1) doivent être comparables à ceux fixés aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* pour les fonctionnaires employés aux termes de cette partie pour travailler dans un ministère, à l'exclusion du cabinet d'un ministre, qui occupent des postes semblables.

Avantages sociaux

(4) Les employés du Commissariat aux services en français bénéficient des avantages sociaux fixés aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*, en ce qui concerne les questions suivantes, pour les fonctionnaires employés aux termes de cette partie pour travailler dans un ministère, à l'exclusion du cabinet d'un ministre, qui ne font pas partie d'une unité de négociation :

1. Les crédits de vacances et de congés de maladie pour assiduité cumulatifs, ainsi que les paiements s'y rapportant.
2. Les régimes d'assurance-vie collective, d'assurance de frais médicaux et chirurgicaux ou de protection du revenu à long terme.
3. L'octroi de congés.

Idem

(5) Pour l'application du paragraphe (4), si des avan-

plicable to an employee of the Office of the French Language Services Commissioner is contingent on the exercise of a discretionary power or the performance of a discretionary function, the Commissioner or any person authorized in writing by the Commissioner may exercise the power or perform the function.

Premises and supplies

12.1.5 The Commissioner may lease the premises and acquire the equipment and supplies as are necessary for the efficient and proper operation of the Office of the French Language Services Commissioner.

Immunity

12.1.6 (1) No proceeding shall be commenced against the Commissioner or any employee of the Office of the French Language Services Commissioner for any act done or omitted in good faith in the execution or intended execution of his or her duties under this Act.

Testimony

(2) Neither the Commissioner nor an employee of the Office of the French Language Services Commissioner is a compellable witness in a civil proceeding outside the Assembly in connection with anything done under this Act or any other Act.

7. (1) Section 12.4 of the Act is amended by adding the following subsection:

Confidentiality

(3.1) Information disclosed to the Commissioner under this Act is confidential and shall not be disclosed to any person, except,

- (a) by the person to whom the information relates or with the consent of that person;
- (b) in a criminal proceeding, as required by law; or
- (c) otherwise in accordance with this Act.

(2) The following provisions of the Act are amended by striking out “the Minister” wherever that expression appears and substituting in each case “the Speaker of the Assembly”:

- 1. Clause 12.4 (4) (a).
- 2. Clause 12.4 (4) (b).

8. Sections 12.5 and 12.6 of the Act are repealed and the following substituted:

Annual report

12.5 (1) On or before July 31 in each year, the Commissioner shall prepare and submit to the Speaker of the Assembly an annual report on his or her activities, which may include recommendations for improving the provision of French language services.

Copy of report

(2) Upon submitting an annual report, the Commissioner shall provide a copy of it to the Minister.

Tabling of report

(3) Upon receiving an annual report, the Speaker of the

tages sociaux dont bénéficie un employé du Commissariat aux services en français sont subordonnés à l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction discrétionnaire, ce pouvoir ou cette fonction peut être exercé par le commissaire ou par toute personne qu'il autorise par écrit.

Locaux et fournitures

12.1.5 Le commissaire peut louer à bail les locaux et acquérir le matériel et les fournitures nécessaires au bon fonctionnement du Commissariat aux services en français.

Immunité

12.1.6 (1) Sont irrecevables les instances introduites contre le commissaire ou un employé du Commissariat aux services en français pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions que lui attribue la présente loi.

Témoignage

(2) Ni le commissaire ni un employé du Commissariat aux services en français n'est un témoin contraignable dans une instance civile qui se déroule hors de l'Assemblée en ce qui concerne un acte accompli en vertu de la présente loi ou d'une autre loi.

7. (1) L'article 12.4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Confidentialité

(3.1) Les renseignements divulgués au commissaire aux termes de la présente loi sont confidentiels et ne peuvent être divulgués à personne sauf, selon le cas :

- a) par la personne concernée par les renseignements ou avec son consentement;
- b) dans le cadre d'une instance criminelle selon les règles de droit;
- c) conformément à la présente loi.

(2) Les dispositions suivantes de la Loi sont modifiées par remplacement de «au ministre» par «au président de l'Assemblée» partout où figurent ces mots :

- 1. L'alinéa 12.4 (4) a).
- 2. L'alinéa 12.4 (4) b).

8. Les articles 12.5 et 12.6 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Rapport annuel

12.5 (1) Au plus tard le 31 juillet de chaque année, le commissaire prépare et présente au président de l'Assemblée un rapport annuel sur ses activités qui peut comprendre des recommandations pour améliorer la prestation des services en français.

Copie du rapport

(2) Lorsqu'il présente un rapport annuel, le commissaire en remet une copie au ministre.

Dépôt du rapport

(3) Lorsqu'il reçoit un rapport annuel, le président de

Assembly shall lay it before the Assembly at the earliest reasonable opportunity.

Other reports

12.6 (1) The Commissioner may at any time prepare and submit, to the Speaker of the Assembly, any other report that the Commissioner considers appropriate on any matter related to this Act.

Copy of report before submission

(2) Before submitting a report under subsection (1), the Commissioner shall deliver a copy of it to any member of the Executive Council who presides over and has charge of any ministry or to the head of any public entity to which the report is relevant.

Interpretation, head of a public entity

(3) A reference in subsection (2) to the head of a public entity is a reference to its chief executive officer or to a person who holds a similar position with respect to the public entity.

Copy of report

(4) Upon submitting a report under subsection (1), the Commissioner shall provide a copy of it to the Minister and may provide a copy of it to any person whom the Commissioner considers appropriate.

Tabling of report

(5) Upon receiving a report under subsection (1), the Speaker of the Assembly shall lay it before the Assembly at the earliest reasonable opportunity.

Publication of report

12.7 The Commissioner may publish, in any manner he or she considers appropriate, a report of the Commissioner mentioned in this Act, 30 days after having submitted the report, unless the Speaker consents to the report's earlier publication.

9. The Act is amended by adding the following heading immediately before section 13:

FRENCH LANGUAGE SERVICES CO-ORDINATORS

10. The Act is amended by adding the following heading immediately before section 14:

MUNICIPALITIES

Commencement

11. This Act comes into force on the later of January 1, 2014 and the day it receives Royal Assent.

Short title

12. The short title of this Act is the *French Language Services Amendment Act (French Language Services Commissioner), 2013.*

l'Assemblée le dépose devant celle-ci dès que raisonnablement possible.

Autres rapports

12.6 (1) Le commissaire peut, à n'importe quel moment, préparer et présenter au président de l'Assemblée tout autre rapport qu'il estime approprié sur toute question liée à la présente loi.

Remise d'une copie du rapport avant sa présentation

(2) Avant de présenter un rapport en vertu du paragraphe (1), le commissaire en remet une copie à tout membre du Conseil exécutif qui dirige un ministère concerné et en a la responsabilité ou au chef de toute entité publique concernée.

Interprétation : chef d'une entité publique

(3) La mention au paragraphe (2) du chef d'une entité publique vaut mention du chef de sa direction ou d'une personne qui occupe un poste semblable à l'égard de l'entité.

Copie du rapport

(4) Lorsqu'il présente un rapport en vertu du paragraphe (1), le commissaire en remet une copie au ministre et peut en remettre une copie à toute personne qu'il estime appropriée.

Dépôt du rapport

(5) Lorsqu'il reçoit un rapport présenté en vertu du paragraphe (1), le président de l'Assemblée le dépose devant celle-ci dès que raisonnablement possible.

Publication du rapport

12.7 Le commissaire peut, de la manière qu'il estime appropriée, publier ses rapports mentionnés dans la présente loi 30 jours après leur présentation, à moins que le président de l'Assemblée ne consente à ce qu'ils soient publiés à une date antérieure.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'intertitre suivant immédiatement avant l'article 13 :

COORDONNATEURS DES SERVICES EN FRANÇAIS

10. La Loi est modifiée par adjonction de l'intertitre suivant immédiatement avant l'article 14 :

MUNICIPALITÉS

Entrée en vigueur

11. La présente loi entre en vigueur le dernier en date du 1^{er} janvier 2014 et du jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

12. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur les services en français (commissaire aux services en français).*

A20N
XB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 107

Projet de loi 107

**An Act to amend
the Education Act
with respect to hiring practices
for teachers**

**Loi modifiant la
Loi sur l'éducation
en ce qui concerne les pratiques
d'engagement des enseignants**

Ms L. MacLeod



M^{me} L. MacLeod

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading September 25, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 25 septembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill revokes Ontario Regulation 274/12 (Hiring Practices) made under the *Education Act* and amends the Act to provide that no regulation can be made under the Act if it uses a person's seniority as an occasional teacher as a factor to rank the person for assignment or appointment to a position as a teacher and if the factor is accorded greater weight than any other factor, such as the person's teaching qualifications.

The Bill also amends the Act to require every school board to establish a policy for assigning or appointing persons to a position as a teacher. The policy prohibits a board from deciding to assign or appoint a person to a position as a teacher if the board, in making the decision, accords greater weight to nepotism than to any other factor, such as the person's teaching qualifications. Regulations made under the Act can define the meaning of "nepotism".

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi abroge le Règlement de l'Ontario 274/12 (Pratiques d'embauche) pris en vertu de la *Loi sur l'éducation*. De plus, il modifie la Loi de façon à interdire la prise d'un règlement en vertu de celle-ci si ce règlement, d'une part, prévoit l'utilisation de l'ancienneté d'une personne figurant au tableau des enseignants suppléants établi par un conseil comme facteur pour déterminer le rang de cette personne en vue d'une affectation ou d'une nomination à un poste d'enseignant et, d'autre part, accorde une plus grande importance à l'ancienneté qu'à tout autre facteur, tel que les qualifications en enseignement de la personne.

Le projet de loi modifie également la Loi pour exiger que chaque conseil scolaire établisse une politique d'affectation ou de nomination de personnes à un poste d'enseignant. Cette politique interdit au conseil de prendre une décision visant à affecter ou à nommer une personne à un poste d'enseignant si celui-ci, lorsqu'il prend la décision, accorde une plus grande importance au népotisme qu'à tout autre facteur, tel que les qualifications en enseignements de la personne. Le terme «népotisme» peut être défini par règlement pris en vertu de la Loi.

**An Act to amend
the Education Act
with respect to hiring practices
for teachers**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Paragraph 26 of subsection 11 (1) of the *Education Act* is amended by adding “subject to subsection (5)” at the beginning.

(2) Subsection 11 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

defining nepotism

26.0.1 defining “nepotism” for the purposes of subsection 170 (1.2);

(3) Section 11 of the Act is amended by adding the following subsection:

Hiring practices

(5) A regulation made under paragraph 26 of subsection (1) shall not use a person’s seniority on a board’s roster of occasional teachers as a factor to rank the person for assignment or appointment to a position as a teacher if the factor is accorded greater weight than any other factor, such as the person’s teaching qualifications.

2. (1) Subsection 170 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

policy for hiring teachers

5.1 establish and maintain a policy for assigning or appointing persons to a position as a teacher and comply with the policy when assigning or appointing persons to a position as a teacher;

copies of policy

5.2 send a copy of its policy described in paragraph 5.1 to the Minister, make a copy of it available for inspection at its offices and post a copy of it on its website on the Internet;

(2) Section 170 of the Act is amended by adding the following subsections:

Policy for hiring teachers

(1.1) A policy described in paragraph 5.1 of subsection (1) for assigning or appointing persons to a position as a

**Loi modifiant la
Loi sur l’éducation
en ce qui concerne les pratiques
d’engagement des enseignants**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) La disposition 26 du paragraphe 11 (1) de la *Loi sur l’éducation* est modifiée par insertion de «sous réserve du paragraphe (5),» au début de la disposition.

(2) Le paragraphe 11 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

définition de «népotisme»

26.0.1 définir «népotisme» pour l’application du paragraphe 170 (1.2);

(3) L’article 11 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Pratiques d’engagement

(5) Les règlements pris en vertu de la disposition 26 du paragraphe (1) ne doivent pas prévoir que l’ancienneté d’une personne figurant au tableau des enseignants suppléants établi par un conseil soit utilisée comme facteur pour déterminer le rang de cette personne en vue d’une affectation ou d’une nomination à un poste d’enseignant si l’importance accordée à l’ancienneté est plus grande que celle qui est accordée à tout autre facteur, tel que les qualifications en enseignement de la personne.

2. (1) Le paragraphe 170 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

politique d’engagement des enseignants

5.1 établir et maintenir une politique d’affectation ou de nomination des personnes à un poste d’enseignant et respecter cette politique lorsqu’il fait une telle affectation ou nomination;

copies de la politique

5.2 envoyer au ministre une copie de sa politique mentionnée à la disposition 5.1, en mettre une copie à la disposition du public pour consultation dans ses bureaux et en afficher une copie sur son site Web Internet;

(2) L’article 170 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Politique d’engagement des enseignants

(1.1) La politique mentionnée à la disposition 5.1 du paragraphe (1) à l’égard de l’affectation ou de la nomina-

teacher shall comply with the regulations, if any, made under paragraph 26 of subsection 11 (1), but if those regulations conflict with subsection (1.2) of this section, that subsection prevails.

Nepotism

(1.2) The policy shall prohibit a board from deciding to assign or appoint a person to a position as a teacher if the board, in making the decision, accords greater weight to nepotism than to any other factor, such as the person's teaching qualifications.

3. Ontario Regulation 274/12 (Hiring Practices) made under the Act is revoked.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Fair Hiring to Support Teachers, Parents and Students Act, 2013*.

tion de personnes à un poste d'enseignant doit être conforme à tout règlement pris en vertu de la disposition 26 du paragraphe 11 (1). Toutefois, le paragraphe (1.2) du présent article l'emporte sur tout règlement incompatible.

Népotisme

(1.2) La politique interdit à un conseil de prendre une décision visant à affecter ou à nommer une personne à un poste d'enseignant si celui-ci, lorsqu'il prend la décision, accorde une plus grande importance au népotisme qu'à tout autre facteur, tel que les qualifications en enseignement de la personne.

3. Le Règlement de l'Ontario 274/12 (Pratiques d'embauche) pris en vertu de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur les pratiques d'engagement équitables à l'appui des enseignants, des parents et des élèves*.

A20N
XB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 108

Projet de loi 108

**An Act to amend
the Legislative Assembly Act**

**Loi modifiant la
Loi sur l'Assemblée législative**

Mr. J. Fraser



M. J. Fraser

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading September 25, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 25 septembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Legislative Assembly Act* to require the Board of Internal Economy to submit quarterly reports to the Assembly respecting members' expenses. The reports must set out every payment made to a member in respect of a travel, accommodation or other expense. The reports must include the amount of each payment and an explanation of each expense. The Board of Internal Economy is required to post the report on the website of the Legislative Assembly.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'Assemblée législative* pour exiger que la Commission de régie interne présente à l'Assemblée des déclarations trimestrielles en ce qui concerne les dépenses des députés. Les déclarations doivent indiquer tous les paiements versés à un député à l'égard notamment d'une dépense de déplacement ou de logement. Elles doivent comprendre le montant de chaque paiement et une explication de chaque dépense. La Commission de régie interne est tenue d'afficher ces déclarations sur le site Web de l'Assemblée législative.

An Act to amend the Legislative Assembly Act

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée législative

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Legislative Assembly Act* is amended by adding the following section:

Report re expenses

68. (1) The Board of Internal Economy shall provide quarterly reports to the Assembly setting out every payment made to a member under section 64 or 67 in respect of any of the following expenses:

1. Allowances and costs related to transportation and travel.
2. Accommodation costs.
3. Any other costs incurred while the member is on business as a member of the Assembly, or in the performance of his or her duties as a member.

Explanation of expenses

(2) For each payment reported, the Board of Internal Economy shall include the amount of the payment and an explanation of the expense.

Posting of report

(3) The Board of Internal Economy shall post the reports on the website for the Legislative Assembly.

First report

(4) The first report shall be in respect of the first quarter that begins after the *Transparency in Members' Expenses Act, 2013* receives Royal Assent.

Definition

(5) In this section,

“quarter” means a period of three months commencing on the first day of January, April, July or October in any year.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Transparency in Members' Expenses Act, 2013*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi sur l'Assemblée législative* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Déclaration des dépenses

68. (1) La Commission de régie interne remet à l'Assemblée des déclarations trimestrielles indiquant chaque paiement versé à un député en application de l'article 64 ou 67 à l'égard des dépenses suivantes :

1. Les allocations et les frais liés au transport, aux déplacements et aux voyages.
2. Les coûts de logement.
3. Les autres frais que le député a engagés dans l'exercice de ses fonctions de député.

Explication des dépenses

(2) Pour chaque paiement déclaré, la Commission de régie interne fournit le montant du paiement et une explication de la dépense.

Affichage des déclarations

(3) La Commission de régie interne affiche les déclarations sur le site Web de l'Assemblée législative.

Première déclaration

(4) La première déclaration porte sur le premier trimestre qui commence après que la *Loi de 2013 sur la transparence en matière des dépenses des députés* a reçu la sanction royale.

Définition

(5) La définition qui suit s'applique au présent article.

«trimestre» Période de trois mois qui commence le premier jour de janvier, d'avril, de juillet ou d'octobre d'une année.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la transparence en matière des dépenses des députés*.

AZON
XB
BS6



Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 109

**An Act to amend
the Ombudsman Act
with respect to investigating
specified health care services**

Ms F. Gélinas

Private Member's Bill

1st Reading September 30, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 109

**Loi modifiant la
Loi sur l'ombudsman
en ce qui a trait aux enquêtes sur
des services de soins de santé précisés**

M^{me} F. Gélinas

Projet de loi de député

1^{re} lecture 30 septembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Ombudsman Act* to give power to the Ombudsman to do anything it may do with respect to a governmental organization under the *Ombudsman Act* to a home for special care, long-term care home, community care access corporation, hospital, ambulance service, air ambulance service and board of health. The Bill also gives the Ombudsman power in respect of care services provided at retirement homes.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'ombudsman* pour donner à l'ombudsman le pouvoir de faire à l'égard d'un foyer de soins spéciaux, d'un foyer de soins de longue durée, d'une société d'accès aux soins communautaires, d'un hôpital, d'un service d'ambulance, d'un service d'ambulance aérien et d'un conseil de santé tout ce que cette loi l'autorise à faire à l'égard d'une organisation gouvernementale. Il donne également à l'ombudsman des pouvoirs à l'égard des services en matière de soins qui sont fournis dans une maison de retraite.

**An Act to amend
the Ombudsman Act
with respect to investigating
specified health care services**

**Loi modifiant la
Loi sur l'ombudsman
en ce qui a trait aux enquêtes sur
des services de soins de santé précisés**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Ombudsman Act* is amended by adding the following section:

Ombudsman may investigate designated public bodies

14.1 (1) Anything that the Ombudsman may do under this Act in respect of a governmental organization, the Ombudsman may do in respect of,

- (a) a home for special care within the meaning of the *Homes for Special Care Act*;
- (b) a long-term care home within the meaning of the *Long-Term Care Homes Act, 2007*;
- (c) a community care access corporation within the meaning of the *Community Care Access Corporations Act, 2001*;
- (d) a private hospital within the meaning of the *Private Hospitals Act*;
- (e) a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act*;
- (f) an ambulance service or air ambulance service within the meaning of the *Ambulance Act*;
- (g) a board of health within the meaning of the *Health Protection and Promotion Act*; and
- (h) a retirement home within the meaning of the *Retirement Homes Act, 2010* in respect of the provision of care services.

Reference to a governmental organization

(2) If the Ombudsman does or proposes to do anything in respect of a body listed in subsection (1), any reference in this Act to a governmental organization shall be read as a reference to the body.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ombudsman Amendment Act (Investigation of Health Care Services), 2013*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi sur l'ombudsman* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Autorisation d'enquêter sur les organismes publics désignés

14.1 (1) L'ombudsman peut faire à l'égard des organismes suivants tout ce que la présente loi l'autorise à faire à l'égard d'organisations gouvernementales :

- a) un foyer de soins spéciaux au sens de la *Loi sur les foyers de soins spéciaux*;
- b) un foyer de soins de longue durée au sens de la *Loi de 2007 sur les foyers de soins de longue durée*;
- c) une société d'accès aux soins communautaires au sens de la *Loi de 2001 sur les sociétés d'accès aux soins communautaires*;
- d) un hôpital privé au sens de la *Loi sur les hôpitaux privés*;
- e) un hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*;
- f) un service d'ambulance ou un service d'ambulance aérien au sens de la *Loi sur les ambulances*;
- g) un conseil de santé au sens de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*;
- h) une maison de retraite au sens de la *Loi de 2010 sur les maisons de retraite* à l'égard de la fourniture de services en matière de soins.

Mention d'une organisation gouvernementale

(2) Si l'ombudsman fait ou se propose de faire quoi que ce soit à l'égard d'un organisme visé au paragraphe (1), toute mention dans la présente loi d'une organisation gouvernementale vaut mention de l'organisme.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur l'ombudsman (enquêtes sur les services de soins de santé)*.

A28N
B
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 110

**An Act to establish
political oversight over legislation
and regulations to reduce red tape
and unjustified regulatory burdens**

Mr. R. Hillier

Private Member's Bill

1st Reading October 1, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 110

**Loi établissant un régime
de surveillance politique des lois
et règlements afin de réduire
les formalités administratives et
les fardeaux réglementaires injustifiés**

M. R. Hillier

Projet de loi de député

1^{re} lecture 1^{er} octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes a standing committee of the Legislative Assembly to be known as the Standing Committee on Red Tape and Regulatory Review.

Every public bill must be referred to the Committee for a review or include a provision stating that it applies despite the requirement for a review. The review deals with whether the bill imposes a regulatory burden on persons or bodies, other than the public sector, whether the bill infringes on the freedom of those persons or bodies to own and use property, whether the regulatory burden constitutes an unjustified burden and red tape and whether the person or body that administers the bill is best suited to do so. The Committee may amend the bill before reporting it back to the Assembly.

No person or body, including the Lieutenant Governor in Council, is allowed to make a regulation under an Act without giving the Committee at least 60 days notice to review the regulation and to propose amendments to it, except if the person or body gives notice to the Committee that the urgency of the situation requires the making of an emergency regulation. An emergency regulation can remain in force for no longer than 90 days.

The Committee can also review Acts after they have been enacted and regulations after they have been made and make a report on them to the Assembly.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée un comité permanent de l'Assemblée législative appelé Comité permanent de la révision des formalités administratives et des dispositions réglementaires.

Tous les projets de loi d'intérêt public doivent être renvoyés au comité aux fins de révision ou comporter une disposition énonçant qu'ils s'appliquent malgré l'exigence relative à la révision, laquelle traite de la question de savoir si le projet de loi impose un fardeau réglementaire à des personnes ou organismes, exception faite du secteur public, s'il porte atteinte à la liberté qu'ont des personnes ou organismes d'avoir la propriété et l'usage de biens, si le fardeau réglementaire constitue un fardeau et des formalités administratives injustifiées et si la personne ou l'organisme qui applique les dispositions du projet de loi est le mieux apte à ce faire. Le comité peut modifier le projet de loi avant d'en faire rapport à l'Assemblée.

Aucune personne ni aucun organisme, y compris le lieutenant-gouverneur en conseil, n'est autorisé à prendre un règlement en vertu d'une loi sans donner au comité un préavis d'au moins 60 jours pour lui permettre de réviser le règlement et proposer des modifications à lui apporter, sauf si la personne ou l'organisme donne avis au comité que l'urgence de la situation nécessite la prise d'un règlement d'urgence, lequel demeure en vigueur pendant au plus 90 jours.

Le comité peut également réviser les lois après qu'elles ont été édictées ainsi que les règlements après qu'ils ont été pris et en faire rapport à l'Assemblée.

**An Act to establish
political oversight over legislation
and regulations to reduce red tape
and unjustified regulatory burdens**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“Committee” means the Standing Committee on Red Tape and Regulatory Review established under subsection 2 (1); (“comité”)

“public sector” has the same meaning as in subsection 2 (1) of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*; (“secteur public”)

“regulation-maker”, with respect to a regulation made under an Act, means the person or body, including the Lieutenant Governor in Council, that is authorized to make the regulation. (“autorité réglementaire”)

Standing Committee established

2. (1) A standing committee of the Legislative Assembly is established to be known as the Standing Committee on Red Tape and Regulatory Review in English and Comité permanent de la révision des formalités administratives et des dispositions réglementaires in French.

Members

(2) Within the first 10 sitting days after the beginning of the first session of the Legislature after a general election, the Assembly shall, on motion with notice, appoint members of the Assembly to serve as members of the Committee for the duration of that Legislature.

Review of public bills

3. (1) Despite anything in the Standing Orders of the Assembly, every public bill shall be referred to the Committee after it receives second reading and before it is ordered for third reading except if it has been ordered for third reading before the day this Act comes into force.

Report

(2) The Committee shall review the bill and report to the Assembly on,

- (a) whether the bill is necessary to achieve its purposes or whether an existing law adequately achieves the purposes of the bill;

**Loi établissant un régime
de surveillance politique des lois
et règlements afin de réduire
les formalités administratives et
les fardeaux réglementaires injustifiés**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«autorité réglementaire» Relativement à un règlement pris en vertu d'une loi, personne ou organisme, y compris le lieutenant-gouverneur en conseil, qui est autorisé à prendre le règlement. («regulation-maker»)

«comité» Le Comité permanent de la révision des formalités administratives et des dispositions réglementaires créé en application du paragraphe 2 (1). («Committee»)

«secteur public» S'entend au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*. («public sector»)

Création du comité permanent

2. (1) Est créé un comité permanent de l'Assemblée législative appelé Comité permanent de la révision des formalités administratives et des dispositions réglementaires en français et Standing Committee on Red Tape and Regulatory Review en anglais.

Membres

(2) Dans les 10 premiers jours de séance de la première session de la Législature qui suit des élections générales, l'Assemblée, sur motion avec préavis, nomme parmi les députés les membres qui siégeront au comité pour la durée de la Législature.

Révision des projets de loi d'intérêt public

3. (1) Malgré le Règlement de l'Assemblée, tout projet de loi d'intérêt public qui a reçu la deuxième lecture est renvoyé au comité avant que sa troisième lecture ne soit ordonnée sauf si celle-ci a été ordonnée avant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Rapport

(2) Le comité révise le projet de loi et fait rapport à l'Assemblée sur la question de savoir ce qui suit :

- a) si le projet de loi est nécessaire pour réaliser ses objets ou si une loi existante les réalise adéquatement;

- (b) whether the bill imposes a regulatory burden on persons or bodies, other than the public sector;
- (c) whether the bill infringes on the freedom of persons or bodies, other than the public sector, to own and use property and the right to not be deprived of that freedom except upon receiving full, fair and timely compensation;
- (d) taking into account the purposes of the bill, whether the regulatory burden that the bill imposes on persons or bodies, other than the public sector, constitutes an unjustified burden and red tape for those persons and bodies; and
- (e) taking into account the purposes of the bill, whether the person or body that administers the provisions of the bill that impose a regulatory burden is best suited to administer those provisions or whether another person or body is better suited to administer those provisions.

Amendments

(3) In its report to the Assembly, the Committee may amend the bill to,

- (a) better achieve the purposes of the bill;
- (b) avoid having the bill,
 - (i) infringe on the freedom of persons or bodies, other than the public sector, to own and use property and the right to not be deprived of that freedom except upon receiving full, fair and timely compensation, or
 - (ii) constitute an unjustified burden and red tape for the persons or bodies, other than the public sector, on which the bill imposes a regulatory burden; or
- (c) transfer the administration of the provisions of the bill that impose a regulatory burden to a person or body that is better suited to administer those provisions.

Consequence

- (4) No public bill shall be enacted unless,
 - (a) the Assembly has received the report on it from the Committee under subsection (2), if required; or
 - (b) it includes a provision stating that it applies despite this Act.

Repeal after 90 days

(5) A public bill that is enacted and that includes a provision described in clause (4) (b) is deemed to include a provision that the Act is repealed on the 90th day after the day on which the first provision of it to come into force comes into force, unless the Act is repealed before that 90th day.

- b) si le projet de loi impose un fardeau réglementaire à des personnes ou organismes, exception faite du secteur public;
- c) si le projet de loi porte atteinte à la liberté qu'ont des personnes ou organismes, exception faite du secteur public, d'avoir la propriété et l'usage de biens ainsi qu'au droit qu'ils ont de ne pas être privés de cette liberté si ce n'est moyennant une indemnisation intégrale, juste et opportune;
- d) compte tenu des objets du projet de loi, si le fardeau réglementaire qu'il impose à des personnes ou organismes autres que le secteur public constitue un fardeau et des formalités administratives injustifiées pour ces personnes ou organismes;
- e) compte tenu des objets du projet de loi, si la personne ou l'organisme qui applique les dispositions de celui-ci qui imposent un fardeau réglementaire est le mieux apte à les appliquer ou si une autre personne ou un autre organisme est mieux apte à ce faire.

Modifications

(3) Dans son rapport à l'Assemblée, le comité peut modifier le projet de loi à l'une ou l'autre des fins suivantes :

- a) mieux réaliser les objets du projet de loi;
- b) éviter que le projet de loi, selon le cas :
 - (i) ne porte atteinte à la liberté qu'ont des personnes ou organismes, exception faite du secteur public, d'avoir la propriété et l'usage de biens ainsi qu'au droit qu'ils ont de ne pas être privés de cette liberté si ce n'est moyennant une indemnisation intégrale, juste et opportune,
 - (ii) ne constitue un fardeau et des formalités administratives injustifiées pour les personnes ou organismes autres que le secteur public auxquels le projet de loi impose un fardeau réglementaire;
- c) transférer l'application des dispositions du projet de loi qui imposent un fardeau réglementaire à une personne ou à un organisme mieux apte à les appliquer.

Conséquence

(4) Aucun projet de loi d'intérêt public ne doit être édicté sauf si, selon le cas :

- a) l'Assemblée a reçu du comité le rapport à son sujet visé au paragraphe (2), au besoin;
- b) il comporte une disposition énonçant qu'il s'applique malgré la présente loi.

Abrogation après 90 jours

(5) Le projet de loi d'intérêt public qui est édicté et qui comporte une disposition visée à l'alinéa (4) b) est réputé comporter une disposition abrogeant la Loi le 90^e jour suivant celui où sa première disposition qui doit entrer en vigueur entre effectivement en vigueur, à moins que la Loi ne soit abrogée avant ce jour.

Review of draft regulations

4. (1) No regulation-maker shall make a regulation under an Act after this Act comes into force unless,

- (a) it has given notice of the proposed regulation to the Committee;
- (b) the notice complies with the requirements of this section;
- (c) the time period specified in the notice, during which the Committee may comment on the proposed regulation, has expired; and
- (d) the regulation-maker has considered whatever comments that the Committee has made on the proposed regulation in accordance with clause (2) (b) and has reported to the Committee on what, if any, changes to the proposed regulation the regulation-maker considers appropriate.

Contents of notice

(2) The notice mentioned in clause (1) (a) shall contain,

- (a) a description of the proposed regulation and the text of it; and
- (b) a statement of the time period during which the Committee may submit written comments on the proposed regulation to the regulation-maker and the manner in which and the address to which the comments must be submitted.

Time period for comments

(3) The time period mentioned in clause (2) (b) shall be at least 60 days after the regulation-maker gives the notice mentioned in clause (1) (a).

Extent of comments

(4) In commenting on the proposed regulation, the Committee shall address the matters described in clauses 3 (2) (a) to (e), reading the references in those clauses to the bill as references to the proposed regulation.

Proposed amendments

(5) In its comments, the Committee may propose amendments to the proposed regulation if the amendments are for the purposes described in clauses 3 (3) (a) to (c), reading the references in those clauses to the bill as references to the proposed regulation.

Discretion to make regulations

(6) Upon receiving the Committee's comments under clause (2) (b), the regulation-maker, without further notice under subsection (1), may make the proposed regulation with the changes that the regulation-maker considers appropriate, whether or not those changes are mentioned in the Committee's comments.

No Committee review

(7) The regulation-maker may decide that subsections (1) to (6) should not apply to the power of the regulation-maker to make a regulation if the regulation-maker is of the opinion that the urgency of the situation requires it.

Révision des projets de règlement

4. (1) Une autorité réglementaire ne peut prendre un règlement en vertu d'une loi après l'entrée en vigueur de la présente loi que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle a donné avis du projet de règlement au comité;
- b) l'avis est conforme aux exigences du présent article;
- c) le délai précisé dans l'avis pendant lequel le comité peut présenter des commentaires sur le projet de règlement a expiré;
- d) l'autorité réglementaire a examiné les commentaires que le comité a présentés sur le projet de règlement conformément à l'alinéa (2) b) et a fait rapport au comité des modifications, le cas échéant, qu'elle estime approprié d'apporter à celui-ci.

Contenu de l'avis

(2) L'avis prévu à l'alinéa (1) a) contient ce qui suit :

- a) une description et le libellé du projet de règlement;
- b) une indication du délai imparti au comité pour présenter à l'autorité réglementaire des commentaires écrits sur le projet de règlement ainsi que la façon de les présenter et l'adresse où ils doivent l'être.

Délai de présentation des commentaires

(3) Le délai visé à l'alinéa (2) b) est d'au moins 60 jours après que l'autorité réglementaire donne l'avis prévu à l'alinéa (1) a).

Portée des commentaires

(4) Lorsqu'il présente des commentaires sur le projet de règlement, le comité traite des questions visées aux alinéas 3 (2) a) à e), toute mention du projet de loi dans ces alinéas valant mention du projet de règlement.

Modifications proposées

(5) Dans ses commentaires, le comité peut proposer l'apport de modifications au projet de règlement aux seules fins visées aux alinéas 3 (3) a) à c), toute mention du projet de loi dans ces alinéas valant mention du projet de règlement.

Pouvoir discrétionnaire de prendre le règlement

(6) Sur réception des commentaires du comité visés à l'alinéa (2) b), l'autorité réglementaire peut, sans autre avis prévu au paragraphe (1), prendre le projet de règlement après y avoir apporté les modifications qu'elle estime appropriées, que celles-ci soient ou non mentionnées dans les commentaires du comité.

Aucune révision par le comité

(7) L'autorité réglementaire peut décider que les paragraphes (1) à (6) ne devraient pas s'appliquer au pouvoir qu'elle a de prendre un règlement si elle est d'avis que l'urgence de la situation l'exige.

Temporary regulation

(8) If the regulation-maker decides that subsections (1) to (6) should not apply to the power of the regulation-maker to make a regulation and makes a regulation,

- (a) those subsections do not apply to the power of the regulation-maker to make the regulation;
- (b) the regulation-maker shall give notice of the decision to the Committee as soon as is reasonably possible after making the decision;
- (c) the regulation shall be identified as a temporary regulation in the text of the regulation; and
- (d) unless it is revoked before its expiry, the regulation is deemed to include a provision that it is revoked on the 90th day after the day on which the first provision of it to come into force comes into force, unless the regulation is revoked before that 90th day.

Contents of notice

(9) The notice mentioned in clause (8) (b) shall include a statement of the reasons of the regulation-maker for making the decision and all other information that the regulation-maker considers appropriate.

No review

(10) Subject to subsection (11), no court shall review any action, decision, failure to take action or failure to make a decision by the regulation-maker under this section.

Exception

(11) Any person resident in Ontario may make an application for judicial review under the *Judicial Review Procedure Act* on the grounds that the regulation-maker has not taken a step required by this section.

Time for application

(12) No person shall make an application under subsection (11) with respect to a regulation later than 21 days after the day on which,

- (a) the regulation-maker gives a notice to the Committee with respect to the regulation under clause (1) (a), if it is a regulation made under subsection (6); or
- (b) the regulation is filed, if it is a regulation described in subsection (8).

Review of Acts and regulations

5. (1) The Committee may review and prepare a report on any public Act that it has not reviewed under section 3 before its enactment and any regulation made under any Act on which it has not been allowed to submit written comments to the regulation-maker under section 4 before the regulation was made.

Report

(2) The report shall be on the matters described in

Règlement temporaire

(8) Si l'autorité réglementaire décide que les paragraphes (1) à (6) ne devraient pas s'appliquer au pouvoir qu'elle a de prendre un règlement et qu'elle prend un règlement :

- a) ces paragraphes ne s'appliquent pas à ce pouvoir;
- b) l'autorité réglementaire donne avis de sa décision au comité dès qu'il est raisonnablement possible de le faire après l'avoir prise;
- c) le règlement est désigné comme règlement temporaire dans le corps du texte;
- d) à moins d'être abrogé avant son expiration, le règlement est réputé comporter une disposition abrogeant celui-ci le 90^e jour suivant celui où sa première disposition qui doit entrer en vigueur entre effectivement en vigueur, à moins qu'il ne soit abrogé avant ce jour.

Contenu de l'avis

(9) L'avis prévu à l'alinéa (8) b) contient un énoncé des motifs sur lesquels l'autorité réglementaire s'est fondée pour prendre sa décision et tous les autres renseignements qu'elle estime appropriés.

Aucune révision

(10) Sous réserve du paragraphe (11), aucun tribunal ne doit réviser une mesure ou une décision que prend ou ne prend pas l'autorité réglementaire en application du présent article.

Exception

(11) Tout résident de l'Ontario peut présenter une requête en révision judiciaire en vertu de la *Loi sur la procédure de révision judiciaire* pour le motif que l'autorité réglementaire n'a pas pris une mesure exigée par le présent article.

Délai de présentation de la requête

(12) Nul ne doit présenter une requête en vertu du paragraphe (11) à l'égard d'un règlement plus de 21 jours après, selon le cas :

- a) le jour où l'autorité réglementaire donne un avis au comité à l'égard du règlement en application de l'alinéa (1) a), s'il s'agit d'un règlement pris en vertu du paragraphe (6);
- b) le jour de son dépôt, s'il s'agit d'un règlement visé au paragraphe (8).

Révision des lois et règlements

5. (1) Le comité peut réviser toute loi d'intérêt public qu'il n'a pas révisée en application de l'article 3 avant son édiction et tout règlement d'application d'une loi au sujet duquel il n'a pas été autorisé à présenter des commentaires écrits à l'autorité réglementaire en application de l'article 4 avant qu'il ne soit pris, et rédiger un rapport à ce sujet.

Rapport

(2) Le rapport traite des questions visées aux alinéas

clauses 3 (2) (a) to (e), reading the references in those clauses to the bill as references to the Act or the regulation that the Committee is reviewing.

Proposed amendments

(3) In its report, the Committee may propose amendments to the Act or the regulation that the Committee is reviewing if the amendments are for the purposes described in clauses 3 (3) (a) to (c), reading the references in those clauses to the bill as references to the Act or the regulation that the Committee is reviewing.

Tabling of reports

(4) As soon as the Committee completes a report under this section, it shall table the report by,

- (a) submitting a copy of the report to the Lieutenant Governor in Council;
- (b) submitting a copy of the report to the regulation-maker at its last business address known to the Committee, if the report relates to a regulation that is not made by the Lieutenant Governor in Council;
- (c) laying the report before the Assembly if it is in session; and
- (d) depositing the report with the Clerk of the Assembly if the Assembly is not in session.

Commencement

6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the *Red Tape and Regulatory Review Act, 2013*.

3 (2) a) à e), toute mention du projet de loi dans ces alinéas valant mention de la loi ou du règlement que révisé le comité.

Modifications proposées

(3) Dans son rapport, le comité peut proposer l'apport de modifications à la loi ou au règlement qu'il révisé aux seules fins visées aux alinéas 3 (3) a) à c), toute mention du projet de loi dans ces alinéas valant mention de la loi ou du règlement en question.

Dépôt des rapports

(4) Dès qu'il termine un rapport visé au présent article, le comité le dépose comme suit :

- a) en en présentant une copie au lieutenant-gouverneur en conseil;
- b) en en présentant une copie à l'autorité réglementaire à sa dernière adresse d'affaires connue, si le rapport a trait à un règlement qui n'est pas pris par le lieutenant-gouverneur en conseil;
- c) en le déposant devant l'Assemblée, si celle-ci siège;
- d) en le déposant auprès du greffier de l'Assemblée, si celle-ci ne siège pas.

Entrée en vigueur

6. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la révision des formalités administratives et des dispositions réglementaires*.

2A20N
XB
B56

Gouvernement
Publication



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 111

**An Act to amend
the Law Society Act
and the Solicitors Act**

The Hon. J. Gerretsen
Attorney General

Government Bill

1st Reading October 1, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 111

**Loi modifiant la
Loi sur le Barreau et
la Loi sur les procureurs**

L'honorable J. Gerretsen
Procureur général

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 1^{er} octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



Law Society Act

The Bill makes various amendments to the *Law Society Act*.

The new section 49.20.1 of the Act establishes the Law Society Tribunal. By virtue of that section, and of amendments to sections 49.21 and 49.29 of the Act, the Law Society Hearing Panel and the Law Society Appeal Panel are continued as divisions of the Tribunal under the names Law Society Hearing Division and Law Society Appeal Division. The chair of the Tribunal is the chair of both of the Divisions. She or he must be licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor, meet requirements set out in the by-laws, and not be a bencher. The chair is appointed by Convocation; section 49.20.1 sets out certain terms of the appointment.

Related amendments include:

1. The need for vice-chairs and other members, including temporary members, of the Divisions to meet requirements set out in the by-laws before being eligible for appointment, and the related by-law making authority (subsections 49.21 (3), 49.22.1 (2), 49.24.1 (2), 49.29 (3) and 49.30.1 (2), and paragraph 46.1 of subsection 62 (0.1) of the Act).
2. The authority for Convocation to make by-laws governing the conduct and evaluation of members of the Hearing Division and of the Appeal Division (paragraph 46.2 of subsection 62 (0.1) of the Act).
3. Transition provisions setting out the effect of the amendments to the Act on the appointments of the existing members of the Hearing Panel and Appeal Panel, including their chairs and vice-chairs, on the day the amendments come into force (subsections 49.21 (8), (9) and (10), 49.22.1 (8), 49.29 (8), (9) and (10), and 49.30.1 (8) of the Act).
4. Amendments to or re-enactments of various provisions of the Act to provide that applications previously submitted, and matters previously referred, directly to the Hearing Panel will instead be submitted or referred to the Tribunal for consideration by the Hearing Division.
5. Consequential amendments to reflect the change from “Hearing Panel” and “Appeal Panel” to “Hearing Division” and “Appeal Division”.

The Act is also amended by adding section 45.1, which provides that a licensee’s licence is suspended if the licensee is ordered to pay costs under section 49.28 of the Act and fails to do so by the applicable deadline. Amendments to section 49.28 provide that if a deadline is not specified or provided for by the costs order, the deadline provided for by the by-laws applies (subsection 49.28 (3)). In certain circumstances, the deadline may be extended (subsection 49.28 (4)). The suspension remains in effect until the licensee pays the costs and any other amounts required under the Act to be paid (subsection 45.1 (3)). A related by-law making authority is added to the Act (paragraph 45 of subsection 62 (0.1)).

Section 49.8 of the Act is amended to state that privileged or confidential documents or information may be received by the Society or the Complaints Resolution Commissioner, as the case

Loi sur le Barreau

Le projet de loi apporte diverses modifications à la *Loi sur le Barreau*.

Le nouvel article 49.20.1 de la Loi crée le Tribunal du Barreau. Par l’effet de cet article et de modifications apportées aux articles 49.21 et 49.29 de la Loi, le Comité d’audition du Barreau et le Comité d’appel du Barreau sont prorogés comme sections du Tribunal sous les noms de Section de première instance du Barreau et de Section d’appel du Barreau. Le président du Tribunal est le président de ces deux sections. Il doit être pourvu d’un permis l’autorisant à pratiquer le droit en Ontario en qualité d’avocat, doit satisfaire aux exigences prévues dans les règlements administratifs et ne doit pas être un conseiller. Le président est nommé par le Conseil; l’article 49.20.1 énonce certaines des conditions de la nomination.

Des modifications connexes comprennent ce qui suit :

1. La nécessité pour les vice-présidents et autres membres, y compris les membres provisoires, des sections de satisfaire aux exigences énoncées dans les règlements administratifs avant d’être admissibles à une nomination, et le pouvoir connexe d’adoption de règlements administratifs (paragraphe 49.21 (3), 49.22.1 (2), 49.24.1 (2), 49.29 (3) et 49.30.1 (2), et disposition 46.1 du paragraphe 62 (0.1) de la Loi).
2. Le pouvoir conféré au Conseil d’adopter des règlements administratifs régissant la conduite et l’évaluation des membres de la Section de première instance et de la Section d’appel (disposition 46.2 du paragraphe 62 (0.1) de la Loi).
3. Des dispositions transitoires énonçant l’effet que produiront les modifications apportées à la Loi sur les nominations des membres en poste du Comité d’audition et du Comité d’appel, y compris leurs présidents et vice-présidents, le jour de l’entrée en vigueur de ces modifications (paragraphe 49.21 (8), (9) et (10), 49.22.1 (8), 49.29 (8), (9) et (10), et 49.30.1 (8) de la Loi).
4. La modification ou la réédiction de diverses dispositions de la Loi pour prévoir que les requêtes déjà présentées et les questions déjà renvoyées directement au Comité d’audition seront à la place présentées ou renvoyées au Tribunal aux fins d’examen par la Section de première instance.
5. Des modifications corrélatives tenant compte du remplacement de «Comité d’audition» et de «Comité d’appel» par «Section de première instance» et «Section d’appel».

La Loi est également modifiée par l’ajout de l’article 45.1, lequel prévoit que le permis du titulaire de permis est suspendu s’il est ordonné au titulaire de payer les frais visés à l’article 49.28 de la Loi et que ce dernier ne respecte pas l’échéance applicable. Des modifications apportées à l’article 49.28 prévoient que si une échéance n’est pas précisée ou prévue par l’ordonnance relative aux frais, celle prévue par les règlements administratifs s’applique (paragraphe 49.28 (3)). Dans certaines circonstances, l’échéance peut être reportée (paragraphe 49.28 (4)). La suspension demeure en vigueur jusqu’à ce que le titulaire de permis paie les frais et les autres sommes dont la Loi exige le paiement (paragraphe 45.1 (3)). Un pouvoir connexe d’adoption de règlements administratifs est ajouté à la Loi (disposition 45 du paragraphe 62 (0.1)).

L’article 49.8 de la Loi est modifié pour énoncer que des documents ou renseignements protégés ou confidentiels sont recevables par le Barreau ou le commissaire au règlement des

may be, in the context of specified processes. Such documents and information are admissible in specified proceedings under the Act. Neither of these things negates or constitutes a waiver of any privilege and the privilege continues for all other purposes.

Subsection 16 (1) of the Act is amended so that five, rather than two, persons licensed to provide legal services in Ontario shall be elected as benchers of the Law Society of Upper Canada. In addition, section 25.1 of the Act is amended so that these five persons are made members of the Paralegal Standing Committee.

Finally, various transition and other provisions that have become spent or obsolete over time are repealed.

Solicitors Act

Section 1 of the *Solicitors Act* is amended to provide that the restriction set out in that section on persons acting in an action or other proceeding without being a solicitor, which currently does not apply to parties to the proceeding, also does not apply to persons licensed under the *Law Society Act* to provide legal services in Ontario.

plaintes, selon le cas, dans le cadre de procédures précisées. De tels documents et renseignements sont admissibles dans des instances précisées introduites en vertu de la Loi. Ni la recevabilité ni l'admissibilité n'ont pour effet de nier l'existence d'un privilège ou de constituer une renonciation à un tel privilège, lequel est maintenu à toutes autres fins.

Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié de sorte que cinq, au lieu de deux, personnes pourvues d'un permis les autorisant à fournir des services juridiques en Ontario sont élues conseillers au Barreau du Haut-Canada. De plus, l'article 25.1 de la Loi est modifié de sorte que ces cinq personnes deviennent membres du Comité permanent des parajuristes.

Finalement, diverses dispositions transitoires et autres qui sont devenues périmées ou caduques avec le temps sont abrogées.

Loi sur les procureurs

L'article 1 de la *Loi sur les procureurs* est modifié pour prévoir que la restriction qui y est énoncée à l'égard de personnes agissant dans une action ou autre instance sans être procureur, laquelle ne s'applique pas actuellement aux parties à l'instance, ne s'applique pas non plus aux personnes pourvues d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur le Barreau* les autorisant à fournir des services juridiques en Ontario.

**An Act to amend
the Law Society Act
and the Solicitors Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

LAW SOCIETY ACT

1. (1) Subsection 1 (1) of the *Law Society Act* is amended by adding the following definition:

“Appeal Division” means the Law Society Appeal Division continued under Part II; (“Section d’appel”)

(2) The definition of “Appeal Panel” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

(3) The definition of “elected benchers” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “or (6)” at the end.

(4) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“Hearing Division” means the Law Society Hearing Division continued under Part II; (“Section de première instance”)

(5) The definition of “Hearing Panel” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

(6) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“Tribunal” means the Law Society Tribunal established under Part II. (“Tribunal”)

2. Subsections 1.1 (4), (5), (6), (7) and (11) of the Act are repealed.

3. (1) Subsection 16 (1) of the Act is amended by striking out “Two” at the beginning and substituting “Five”.

(2) Subsections 16 (5), (6) and (7) of the Act are repealed.

(3) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition

(5) If subsection 3 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force after the conclusion of the election under subsection 25.1 (4) that the by-laws require to be held in 2014, and before an election under subsection (1) in that year,

**Loi modifiant la
Loi sur le Barreau et
la Loi sur les procureurs**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

LOI SUR LE BARREAU

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur le Barreau* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Section d’appel» La Section d’appel du Barreau prorogée aux termes de la partie II. («Appeal Division»)

(2) La définition de «Comité d’appel» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

(3) La définition de «conseiller élu» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «ou (6)» à la fin de la définition.

(4) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Section de première instance» La Section de première instance du Barreau prorogée aux termes de la partie II. («Hearing Division»)

(5) La définition de «Comité d’audition» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

(6) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Tribunal» Le Tribunal du Barreau créé aux termes de la partie II. («Tribunal»)

2. Les paragraphes 1.1 (4), (5), (6), (7) et (11) de la Loi sont abrogés.

3. (1) Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «Deux» par «Cinq» au début du paragraphe.

(2) Les paragraphes 16 (5), (6) et (7) de la Loi sont abrogés.

(3) L’article 16 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire

(5) Si le paragraphe 3 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* entre en vigueur après la conclusion des élections visées au paragraphe 25.1 (4) dont les règlements administratifs exigent la tenue en 2014, mais avant la tenue cette année-là des élections visées au paragraphe (1) :

- (a) an election under subsection (1) shall not be held in that year; and
- (b) the five members of the Committee elected under subsection 25.1 (4) shall be deemed to have been elected as benchers under subsection (1) in that year.

Same

(6) If subsection 3 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force after the conclusion of both the election under subsection 25.1 (4) and the election under subsection (1) that the by-laws require to be held in 2014,

- (a) the terms of the persons elected as benchers under subsection (1) expire on the day subsection 3 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force; and
- (b) the five members of the Committee elected under subsection 25.1 (4) shall hold office as benchers as if they had been elected under subsection (1), until the next election under subsection (1).

Same

(7) At any time during which subsection (5) or (6) applies, subsection (3) does not apply, and any vacancy filled for the purposes of subsection 25.1 (11) also applies for the purpose of filling vacancies in the offices of persons who are benchers under clause (5) (b) or (6) (b).

(4) Subsections 16 (5), (6) and (7) of the Act, as enacted by subsection (3), are repealed.

4. (1) Clause 25.1 (3) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) five shall be the five elected benchers licensed to provide legal services in Ontario;

(2) Subsections 25.1 (4) and (5) of the Act are repealed.

(3) Subsection 25.1 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Ceasing to be a member of Committee

(8) A person referred to in clause (3) (a) ceases to be a member of the Committee if the person ceases to be an elected bencher licensed to provide legal services in Ontario.

(4) Section 25.1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition

(11) Despite clause (3) (a), persons who, on the day subsection 4 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force, are members of the Committee under that clause as it read immediately before that day, continue to hold office until the

- a) les élections visées au paragraphe (1) ne sont pas tenues cette année-là;
- b) les cinq membres du Comité élus aux termes du paragraphe 25.1 (4) sont réputés élus conseillers aux termes du paragraphe (1) cette année-là.

Idem

(6) Si le paragraphe 3 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* entre en vigueur après la conclusion des élections visées au paragraphe 25.1 (4) et des élections visées au paragraphe (1) dont les règlements administratifs exigent la tenue en 2014 :

- a) le mandat de chaque personne élue conseiller aux termes du paragraphe (1) prend fin le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique*;
- b) les cinq membres du Comité élus aux termes du paragraphe 25.1 (4) occupent la charge de conseiller comme s'ils avaient été élus aux termes du paragraphe (1) jusqu'aux prochaines élections tenues aux termes du paragraphe (1).

Idem

(7) Tant que s'applique le paragraphe (5) ou (6), le paragraphe (3) ne s'applique pas et les vacances comblées pour l'application du paragraphe 25.1 (11) servent également à combler les vacances de charge de conseiller aux termes de l'alinéa (5) b) ou (6) b).

(4) Les paragraphes 16 (5), (6) et (7) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par le paragraphe (3), sont abrogés.

4. (1) L'alinéa 25.1 (3) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) cinq sont les cinq conseillers élus pourvus d'un permis les autorisant à fournir des services juridiques en Ontario;

(2) Les paragraphes 25.1 (4) et (5) de la Loi sont abrogés.

(3) Le paragraphe 25.1 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Perte de la qualité de membre du Comité

(8) La personne visée à l'alinéa (3) a) cesse d'être membre du Comité si elle cesse d'être un conseiller élu pourvu d'un permis l'autorisant à fournir des services juridiques en Ontario.

(4) L'article 25.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire

(11) Malgré l'alinéa (3) a), les personnes qui, le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique*, sont membres du Comité aux termes de cet alinéa, dans sa version antérieure à ce jour, continuent

first election of benchers under subsection 16 (1) that is held after 2014.

Same

(12) This section, as it read immediately before the day subsection 4 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force, continues to apply with respect to the members of the Committee referred to in subsection (11), until they cease to hold office under that subsection.

(5) Subsections 25.1 (11) and (12) of the Act, as enacted by subsection (4), are repealed.

5. Section 25.2 of the Act is repealed.

6. Subsection 27 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Refusal

(4) An application for a licence may be refused only after a hearing by the Hearing Division, on referral of the matter by the Society to the Tribunal.

7. (1) Subsection 31 (2) of the Act is amended by striking out “subsection (3)” and substituting “subsections (2.1) and (3)”.

(2) Section 31 of the Act is amended by adding the following subsection:

Refusal

(2.1) An application to restore the licence of a person whose licence is in abeyance may be refused only after a hearing by the Hearing Division, on referral of the matter by the Society to the Tribunal.

(3) Subsection 31 (3) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Same

(3) The Hearing Division may refuse to restore the licence of a person whose licence is in abeyance if the Division finds that the person was removed or resigned from an office described in subsection (1) because of,

(4) Subsection 31 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Parties

(4) The parties to a hearing under subsection (2.1) are the person whose licence is in abeyance, the Society and any other person added as a party by the Hearing Division.

8. Subsection 34 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Conduct application

(1) With the authorization of the Proceedings Authori-

d'occuper leur charge jusqu'à la première élection des conseillers qui est tenue après 2014 aux termes du paragraphe 16 (1).

Idem

(12) Le présent article, dans sa version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique*, continue de s'appliquer relativement aux membres du Comité visés au paragraphe (11) jusqu'à ce qu'ils cessent d'occuper leur charge aux termes de ce paragraphe.

(5) Les paragraphes 25.1 (11) et (12) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par le paragraphe (4), sont abrogés.

5. L'article 25.2 de la Loi est abrogé.

6. Le paragraphe 27 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Rejet

(4) Une demande de permis ne peut être rejetée qu'à l'issue d'une audience de la Section de première instance, par suite du renvoi de la question par le Barreau au Tribunal.

7. (1) Le paragraphe 31 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe (3)» par «des paragraphes (2.1) et (3)».

(2) L'article 31 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Rejet

(2.1) Une demande de remise en vigueur du permis d'une personne dont le permis est en suspens ne peut être rejetée qu'à l'issue d'une audience de la Section de première instance, par suite du renvoi de la question par le Barreau au Tribunal.

(3) Le paragraphe 31 (3) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Idem

(3) La Section de première instance peut refuser de remettre en vigueur le permis d'une personne qui est en suspens si elle conclut que la personne a été destituée ou a démissionné d'une charge visée au paragraphe (1) en raison, selon le cas :

(4) Le paragraphe 31 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Parties

(4) Sont parties à l'audience visée au paragraphe (2.1) la personne dont le permis est en suspens, le Barreau et toute personne jointe comme partie par la Section de première instance.

8. Le paragraphe 34 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête relative à la conduite

(1) Le Barreau peut, avec l'autorisation du Comité

zation Committee, the Society may apply to the Tribunal for a determination by the Hearing Division of whether a licensee has contravened section 33.

9. Subsection 38 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Capacity application

(1) With the authorization of the Proceedings Authorization Committee, the Society may apply to the Tribunal for a determination by the Hearing Division of whether a licensee is or has been incapacitated.

10. Subsection 43 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Professional competence application

(1) With the authorization of the Proceedings Authorization Committee, the Society may apply to the Tribunal for a determination by the Hearing Division of whether a licensee is failing or has failed to meet standards of professional competence.

11. Section 45 of the Act is repealed and the following substituted:

Suspension for failure to comply with order

Application

45. (1) The Society may apply to the Tribunal for a determination by the Hearing Division of whether a licensee has failed to comply with an order under this Part.

Parties

(2) The parties to the application are the Society, the licensee who is the subject of the application, and any other person added as a party by the Hearing Division.

Suspension order

(3) If the Hearing Division determines that a licensee has failed to comply with an order under this Part, the Division may suspend the licensee's licence,

- (a) for a definite period;
- (b) until terms and conditions specified by the Hearing Division are met to the satisfaction of the Society; or
- (c) for a definite period and, after that, until terms and conditions specified by the Hearing Division are met to the satisfaction of the Society.

12. The Act is amended by adding the following section:

Suspension for failure to comply with costs order

45.1 (1) A licensee's licence is suspended if the licensee is ordered to pay costs under section 49.28 and he or she fails to comply by the deadline for payment provided for under the order or the by-laws, as the case may be.

d'autorisation des instances, demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance établisse si un titulaire de permis a contrevenu à l'article 33.

9. Le paragraphe 38 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête en incapacité

(1) Le Barreau peut, avec l'autorisation du Comité d'autorisation des instances, demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance établisse si un titulaire de permis est ou a été incapable.

10. Le paragraphe 43 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête en établissement de la compétence professionnelle

(1) Le Barreau peut, avec l'autorisation du Comité d'autorisation des instances, demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance établisse si un titulaire de permis ne respecte pas ou n'a pas respecté les normes de compétence professionnelle.

11. L'article 45 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Suspension en cas d'inobservation d'une ordonnance

Requête

45. (1) Le Barreau peut demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance établisse si un titulaire de permis n'a pas observé une ordonnance rendue aux termes de la présente partie.

Parties

(2) Sont parties à la requête le Barreau, le titulaire de permis visé par la requête et toute personne jointe comme partie par la Section de première instance.

Ordonnance de suspension

(3) Si elle établit qu'un titulaire de permis n'a pas observé une ordonnance rendue aux termes de la présente partie, la Section de première instance peut suspendre son permis :

- a) pour une période déterminée;
- b) jusqu'à ce que les conditions que fixe la Section de première instance soient remplies à la satisfaction du Barreau;
- c) pour une période déterminée et, par la suite, jusqu'à ce que les conditions que fixe la Section de première instance soient remplies à la satisfaction du Barreau.

12. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Suspension en cas d'inobservation d'une ordonnance relative aux frais

45.1 (1) Le permis d'un titulaire de permis est suspendu s'il est ordonné au titulaire de permis de payer les frais visés à l'article 49.28 et que ce dernier ne respecte pas l'échéance de paiement fixée par l'ordonnance ou les règlements administratifs, selon le cas.

Non-application

(2) Subsection (1) does not apply unless the time for appealing the costs order has expired or, if an appeal of the costs order is commenced, unless the appeal is finally disposed of.

Start of suspension

(3) A suspension under subsection (1) begins on the following date:

1. If no appeal of the costs order is commenced, the later of the day after the time for commencing an appeal expires and the day after the deadline for payment.
2. If an appeal of the costs order is commenced and is finally disposed of, the day after the deadline for payment provided for on appeal or under the by-laws, as the case may be.

Notice

(4) The Society shall give notice of a suspension under subsection (1) to the licensee, and shall specify in the notice the date on which the suspension began.

Length of suspension

(5) A suspension under subsection (1) remains in effect until the licensee pays, to the satisfaction of the Society,

- (a) the costs owing; and
- (b) any other amount owed by the licensee to the Society under this Act.

Costs payable by instalment

(6) If costs are payable by instalment, a reference in this section to a deadline for payment of costs shall be read as a reference to a deadline for payment of any instalment of the costs.

13. Subsection 46 (4) of the Act is amended by striking out “to the Hearing Panel” and substituting “to the Tribunal”.

14. (1) Section 49.8 of the Act is amended by adding the following subsection:

Disclosure by other person, body

(1.1) The Society or the Complaints Resolution Commissioner, as the case may be, may receive from any person or body information or documents in relation to a review under section 42, an audit under section 49.2, or an investigation under section 49.3 or 49.15, even if the information or documents are privileged or confidential.

(2) Subsection 49.8 (2) of the Act is amended by adding “and information or documents described in subsection (1.1)” after “section 42, 49.2, 49.3 or 49.15”.

(3) Subsection 49.8 (2.1) of the Act is repealed.

(4) Subsection 49.8 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Non-application

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas, sauf si le délai d'appel de l'ordonnance relative aux frais est expiré ou, s'il est interjeté appel de cette ordonnance, sauf si une décision définitive sur l'appel est rendue.

Début de la suspension

(3) La suspension prévue au paragraphe (1) commence à la date suivante :

1. Si aucun appel de l'ordonnance relative aux frais n'est interjeté, le dernier en date du jour qui suit l'expiration du délai d'appel et du jour qui suit l'échéance de paiement.
2. Si un appel de l'ordonnance relative aux frais est interjeté et qu'une décision définitive sur celui-ci est rendue, le jour qui suit l'échéance de paiement fixée sur appel ou par les règlements administratifs, selon le cas.

Avis

(4) Le Barreau donne avis d'une suspension prévue au paragraphe (1) au titulaire de permis et précise dans l'avis la date à laquelle a commencé la suspension.

Durée de la suspension

(5) La suspension prévue au paragraphe (1) demeure en vigueur jusqu'à ce que le titulaire de permis paie, à la satisfaction du Barreau, les sommes suivantes :

- a) les frais dus;
- b) toute autre somme que le titulaire de permis doit au Barreau en application de la présente loi.

Frais payables par versements

(6) Si les frais peuvent être payés par versements, la mention, au présent article, d'une échéance de paiement des frais vaut mention d'une échéance de paiement d'un versement des frais.

13. Le paragraphe 46 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «au Comité d'audition» par «au Tribunal».

14. (1) L'article 49.8 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Divulgaration par une autre personne ou un autre organisme

(1.1) Le Barreau ou le commissaire au règlement des plaintes, selon le cas, peut recevoir de toute personne ou de tout organisme des renseignements ou des documents qui se rapportent à une inspection visée à l'article 42, à une vérification visée à l'article 49.2 ou à une enquête visée à l'article 49.3 ou 49.15, même si les renseignements ou les documents sont protégés ou confidentiels.

(2) Le paragraphe 49.8 (2) de la Loi est modifié par insertion de «et les renseignements ou les documents visés au paragraphe (1.1)» après «l'article 42, 49.2, 49.3 ou 49.15».

(3) Le paragraphe 49.8 (2.1) de la Loi est abrogé.

(4) Le paragraphe 49.8 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Privilege preserved for other purposes

(3) Subsections (1), (1.1) and (2) do not negate or constitute a waiver of any privilege and, even though information or documents that are privileged must be disclosed under subsection (1) or may be received under subsection (1.1), and are admissible in a proceeding under subsection (2), the privilege continues for all other purposes.

15. The Act is amended by adding the following sections:**LAW SOCIETY TRIBUNAL****Law Society Tribunal**

49.20.1 (1) The Law Society Tribunal is established under the name Law Society Tribunal in English and Tribunal du Barreau in French.

Divisions

(2) The Tribunal shall consist of two divisions, the Law Society Hearing Division and the Law Society Appeal Division.

Composition

- (3) The Tribunal shall consist of,
- (a) the chair of the Tribunal;
 - (b) the members of the Hearing Division;
 - (c) the members of the Appeal Division; and
 - (d) any temporary members of the Hearing Division or Appeal Division.

Cessation of membership

(4) A person who ceases to be a member or temporary member of the Hearing Division or Appeal Division, as the case may be, ceases to be a member of the Tribunal.

Chair**Appointment**

49.20.2 (1) Convocation shall appoint as chair of the Tribunal a person who is licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor and who meets the requirements set out in the by-laws.

Bencher not eligible

(2) A person is not eligible to be appointed as chair of the Tribunal if he or she is a bencher.

Term of office

(3) Subject to subsections (4) and (5), an appointment as chair of the Tribunal shall be for a term of four years.

Cessation of eligibility

(4) A person ceases to be a chair of the Tribunal if he or she ceases to meet the eligibility requirements in subsections (1) and (2).

Maintien du privilège à d'autres fins

(3) Les paragraphes (1), (1.1) et (2) n'ont pas pour effet de nier l'existence d'un privilège ni de constituer une renonciation à un tel privilège. Même si des renseignements ou des documents qui sont protégés doivent être divulgués en application du paragraphe (1) ou peuvent être reçus en vertu du paragraphe (1.1) et sont admissibles dans une instance aux termes du paragraphe (2), le privilège est maintenu à toutes autres fins.

15. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :**TRIBUNAL DU BARREAU****Tribunal du Barreau**

49.20.1 (1) Est créé le Tribunal du Barreau appelé Tribunal du Barreau en français et Law Society Tribunal en anglais.

Sections

(2) Le Tribunal comprend deux sections, soit la Section de première instance du Barreau et la Section d'appel du Barreau.

Composition

- (3) Le Tribunal se compose :
- a) de son président;
 - b) des membres de la Section de première instance;
 - c) des membres de la Section d'appel;
 - d) de tout membre provisoire de la Section de première instance ou de la Section d'appel.

Perte de la qualité de membre

(4) La personne qui cesse d'être membre ou membre provisoire de la Section de première instance ou de la Section d'appel, selon le cas, cesse d'être membre du Tribunal.

Président**Nomination**

49.20.2 (1) Le Conseil nomme à la présidence du Tribunal une personne qui est pourvue d'un permis l'autorisant à pratiquer le droit en Ontario en qualité d'avocat et qui satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs.

Exclusion des conseillers à la présidence

(2) Les conseillers ne peuvent être nommés à la présidence du Tribunal.

Mandat

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), la durée du mandat du président du Tribunal est fixée à quatre ans.

Perte de l'admissibilité

(4) La personne qui est président du Tribunal cesse de l'être si elle cesse de satisfaire aux exigences en matière d'admissibilité prévues aux paragraphes (1) et (2).

Appointment at pleasure

(5) A person appointed as chair of the Tribunal holds office at the pleasure of Convocation.

Reappointment

(6) A person appointed as chair of the Tribunal is eligible for reappointment for such term, not exceeding four years, as Convocation may fix, if he or she meets the eligibility requirements in subsections (1) and (2).

16. (1) Sections 49.21 and 49.22 of the Act are repealed and the following substituted:

HEARING DIVISION

Hearing Division

49.21 (1) The Law Society Hearing Panel is continued as a division of the Tribunal under the name Law Society Hearing Division in English and Section de première instance du Barreau in French.

Composition

- (2) The Hearing Division shall consist of,
 - (a) the chair of the Tribunal; and
 - (b) at least three persons appointed by Convocation,
 - (i) at least one of whom shall be a person who is not a licensee, and
 - (ii) at least one of whom shall be an elected bencher.

Eligibility for appointment

(3) A person is not eligible to be appointed to the Hearing Division unless he or she meets the requirements set out in the by-laws and is,

- (a) a bencher;
- (b) a licensee; or
- (c) a person approved by the Attorney General for Ontario.

Term of office

(4) Subject to subsections (5) and (6), an appointment as a member of the Hearing Division shall be for such term, not exceeding four years, as Convocation may fix.

Cessation of eligibility

(5) A person appointed to the Hearing Division ceases to be a member of the Division if he or she ceases to meet the eligibility requirements in subsection (3).

Appointment at pleasure

(6) A person appointed as a member of the Hearing Division holds office at the pleasure of Convocation.

Reappointment

(7) A person appointed as a member of the Hearing

Amovibilité

(5) Le président du Tribunal exerce ses fonctions à titre amovible.

Mandat renouvelable

(6) Le mandat du président du Tribunal est renouvelable pour une période que fixe le Conseil, laquelle ne peut dépasser quatre ans, si le président satisfait aux exigences en matière d'admissibilité prévues aux paragraphes (1) et (2).

16. (1) Les articles 49.21 et 49.22 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

SECTION DE PREMIÈRE INSTANCE

Section de première instance

49.21 (1) Le Comité d'audition du Barreau est prorogé à titre de section du Tribunal sous le nom de Section de première instance du Barreau en français et de Law Society Hearing Division en anglais.

Composition

- (2) La Section de première instance se compose :
 - a) du président du Tribunal;
 - b) d'au moins trois personnes nommées par le Conseil, dont au moins :
 - (i) une n'est pas titulaire de permis,
 - (ii) une est un conseiller élu.

Admissibilité à une nomination

(3) Une personne ne peut être nommée à la Section de première instance que si elle satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs et qu'elle est, selon le cas :

- a) un conseiller;
- b) un titulaire de permis;
- c) une personne qu'agrée le procureur général de l'Ontario.

Mandat

(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), les membres de la Section de première instance sont nommés pour un mandat que fixe le Conseil, lequel ne peut dépasser quatre ans.

Perte de l'admissibilité

(5) La personne nommée à la Section de première instance cesse d'être membre de la Section si elle cesse de satisfaire aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (3).

Amovibilité

(6) La personne nommée membre de la Section de première instance exerce ses fonctions à titre amovible.

Mandat renouvelable

(7) Le mandat de la personne nommée membre de la

Division is eligible for reappointment if he or she meets the eligibility requirements in subsection (3).

Transition

(8) The appointments of those persons who are members of the Law Society Hearing Panel immediately before the day subsection 16 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force expire on that day.

Same

(9) Every proceeding that is before the Law Society Hearing Panel immediately before the day subsection 16 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force becomes on that day a proceeding before the Hearing Division.

Same

(10) Despite subsection (8), a person whose appointment expires under that subsection and who is not appointed as a member of the Hearing Division under this section may act as a member of the Hearing Division with respect to any proceeding before the Hearing Division that was commenced before the expiry.

Chair

49.22 (1) The person who is the chair of the Tribunal shall also be the chair of the Hearing Division.

Transition

(2) The appointment of the person who is the chair of the Law Society Hearing Panel immediately before the day subsection 16 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force expires on that day.

Vice-chair

49.22.1 (1) Convocation shall appoint a vice-chair of the Hearing Division.

Eligibility for appointment

(2) A person is not eligible to be appointed as vice-chair of the Hearing Division unless he or she meets the requirements set out in the by-laws and is an elected bench member of the Hearing Division.

Term of office

(3) Subject to subsections (4) and (5), an appointment as vice-chair of the Hearing Division shall be for such term, not exceeding two years, as Convocation may fix.

Cessation of eligibility

(4) A person ceases to be the vice-chair of the Hearing Division if he or she ceases to meet the eligibility requirements in subsection (2).

Appointment at pleasure

(5) A person appointed as vice-chair of the Hearing Division holds office at the pleasure of Convocation.

Section de première instance est renouvelable si elle satisfait aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (3).

Disposition transitoire

(8) Le mandat des personnes qui sont membres du Comité d'audition du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* expire ce jour-là.

Idem

(9) Les instances devant le Comité d'audition du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* deviennent ce jour-là des instances devant la Section de première instance.

Idem

(10) Malgré le paragraphe (8), la personne dont le mandat expire en application de ce paragraphe et qui n'est pas nommée membre de la Section de première instance aux termes du présent article peut agir en qualité de membre de cette section à l'égard de toute instance qui a été introduite devant cette section avant l'expiration de son mandat.

Président

49.22 (1) Le président du Tribunal est également président de la Section de première instance.

Disposition transitoire

(2) Le mandat de la personne qui est président du Comité d'audition du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* expire ce jour-là.

Vice-président

49.22.1 (1) Le Conseil nomme le vice-président de la Section de première instance.

Admissibilité à une nomination

(2) Une personne ne peut être nommée à la vice-présidence de la Section de première instance que si elle satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs et qu'elle est un conseiller élu membre de cette section.

Mandat

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), le vice-président de la Section de première instance est nommé pour un mandat que fixe le Conseil, lequel ne peut dépasser deux ans.

Perte de l'admissibilité

(4) La personne qui est vice-président de la Section de première instance cesse de l'être si elle cesse de satisfaire aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (2).

Amovibilité

(5) Le vice-président de la Section de première instance exerce ses fonctions à titre amovible.

Reappointment

(6) A person appointed as vice-chair of the Hearing Division is eligible for reappointment if he or she meets the eligibility requirements in subsection (2).

Acting vice-chair of Appeal Division

(7) The chair of the Tribunal may assign the vice-chair of the Hearing Division to act as vice-chair of the Appeal Division for the period specified by the chair and subject to such conditions or restrictions as the chair may specify.

Transition

(8) The appointment of the person who is the vice-chair of the Law Society Hearing Panel immediately before the day subsection 16 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force expires on that day.

(2) Subsections 49.21 (8) and (9) of the Act, as re-enacted by subsection (1), and subsection 49.21 (10) of the Act, as enacted by subsection (1), are repealed.

(3) Subsection 49.22 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed.

(4) Subsection 49.22.1 (8) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed.

17. Subsection 49.23 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Hearings

(1) An application to the Tribunal under this Part shall be determined after a hearing by the Hearing Division.

18. Subsection 49.24.1 (2) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting:

Eligibility for appointment

(2) The chair or vice-chair shall not appoint a person as a temporary member of the Hearing Division under subsection (1) unless the person meets the requirements set out in the by-laws and is,

19. Section 49.28 of the Act is amended by adding the following subsections:

Where deadline unspecified

(3) If an order for costs under subsection (1) does not specify or otherwise provide for a deadline for paying the costs, the costs are payable by the deadline provided for by the by-laws.

Extension

(4) A deadline for paying costs may be extended in accordance with the by-laws if,

Mandat renouvelable

(6) Le mandat du vice-président de la Section de première instance est renouvelable si le vice-président satisfait aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (2).

Vice-président suppléant de la Section d'appel

(7) Le président du Tribunal peut affecter le vice-président de la Section de première instance à la suppléance du vice-président de la Section d'appel pour la période qu'il précise et sous réserve des conditions ou des restrictions qu'il précise.

Disposition transitoire

(8) Le mandat de la personne qui est vice-président du Comité d'audition du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* expire ce jour-là.

(2) Les paragraphes 49.21 (8) et (9) de la Loi, tels qu'ils sont réédités par le paragraphe (1), et le paragraphe 49.21 (10) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), sont abrogés.

(3) Le paragraphe 49.22 (2) de la Loi, tel qu'il est réédité par le paragraphe (1), est abrogé.

(4) Le paragraphe 49.22.1 (8) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est abrogé.

17. Le paragraphe 49.23 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Audiences

(1) La Section de première instance statue sur les requêtes qui sont présentées au Tribunal en vertu de la présente partie à l'issue d'une audience qu'elle tient.

18. Le paragraphe 49.24.1 (2) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Admissibilité à une nomination

(2) Le président ou le vice-président ne peut nommer une personne membre provisoire de la Section de première instance en vertu du paragraphe (1) que si elle satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs et qu'elle est, selon le cas :

19. L'article 49.28 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Échéance non précisée

(3) Si une ordonnance relative aux frais visée au paragraphe (1) ne précise pas ni ne prévoit autrement une échéance de paiement des frais, ceux-ci doivent être payés au plus tard à l'échéance prévue par les règlements administratifs.

Report d'échéance

(4) L'échéance de paiement des frais peut être reportée conformément aux règlements administratifs si, selon le cas :

- (a) the order for the costs so provides; or
- (b) the deadline is set by by-law under subsection (3).

20. (1) Sections 49.29 and 49.30 of the Act are repealed and the following substituted:

APPEAL DIVISION

Appeal Division

49.29 (1) The Law Society Appeal Panel is continued as a division of the Tribunal under the name Law Society Appeal Division in English and Section d'appel du Barreau in French.

Composition

- (2) The Appeal Division shall consist of,
 - (a) the chair of the Tribunal; and
 - (b) at least five persons appointed by Convocation,
 - (i) at least one of whom shall be a person who is not a licensee, and
 - (ii) at least one of whom shall be an elected bencher.

Eligibility for appointment

(3) A person is not eligible to be appointed to the Appeal Division unless he or she meets the requirements set out in the by-laws and is,

- (a) a bencher;
- (b) a licensee; or
- (c) a person approved by the Attorney General for Ontario.

Term of office

(4) Subject to subsections (5) and (6), an appointment as a member of the Appeal Division shall be for such term, not exceeding four years, as Convocation may fix.

Cessation of eligibility

(5) A person appointed to the Appeal Division ceases to be a member of the Division if he or she ceases to meet the eligibility requirements in subsection (3).

Appointment at pleasure

(6) A person appointed as a member of the Appeal Division holds office at the pleasure of Convocation.

Reappointment

(7) A person appointed as a member of the Appeal Division is eligible for reappointment if he or she meets the eligibility requirements in subsection (3).

Transition

(8) The appointments of those persons who are members of the Law Society Appeal Panel immediately before the day subsection 20 (1) of the *Modernizing Regulation*

- a) l'ordonnance relative aux frais le prévoit;
- b) l'échéance est fixée par règlement administratif au titre du paragraphe (3).

20. (1) Les articles 49.29 et 49.30 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

SECTION D'APPEL

Section d'appel

49.29 (1) Le Comité d'appel du Barreau est prorogé à titre de section du Tribunal sous le nom de Section d'appel du Barreau en français et de Law Society Appeal Division en anglais.

Composition

- (2) La Section d'appel se compose :
 - a) du président du Tribunal;
 - b) d'au moins cinq personnes nommées par le Conseil, dont au moins :
 - (i) une n'est pas titulaire de permis,
 - (ii) une est un conseiller élu.

Admissibilité à une nomination

(3) Une personne ne peut être nommée à la Section d'appel que si elle satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs et qu'elle est, selon le cas :

- a) un conseiller;
- b) un titulaire de permis;
- c) une personne qu'agrée le procureur général de l'Ontario.

Mandat

(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), les membres de la Section d'appel sont nommés pour un mandat que fixe le Conseil, lequel ne peut dépasser quatre ans.

Perte de l'admissibilité

(5) La personne nommée à la Section d'appel cesse d'être membre de la Section si elle cesse de satisfaire aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (3).

Amovibilité

(6) La personne nommée membre de la Section d'appel exerce ses fonctions à titre amovible.

Mandat renouvelable

(7) Le mandat de la personne nommée membre de la Section d'appel est renouvelable si elle satisfait aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (3).

Disposition transitoire

(8) Le mandat des personnes qui sont membres du Comité d'appel du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 20 (1) de la *Loi de*

of the *Legal Profession Act, 2013* comes into force expire on that day.

Same

(9) Every proceeding that is before the Law Society Appeal Panel immediately before the day subsection 20 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force becomes on that day a proceeding before the Appeal Division.

Same

(10) Despite subsection (8), a person whose appointment expires under that subsection and who is not appointed as a member of the Appeal Division under this section may act as a member of the Appeal Division with respect to any proceeding before the Appeal Division that was commenced before the expiry.

Chair

49.30 (1) The person who is the chair of the Tribunal shall also be the chair of the Appeal Division.

Transition

(2) The appointment of the person who is the chair of the Law Society Appeal Panel immediately before the day subsection 20 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force expires on that day.

Vice-chair

49.30.1 (1) Convocation shall appoint a vice-chair of the Appeal Division.

Eligibility for appointment

(2) A person is not eligible to be appointed as vice-chair of the Appeal Division unless he or she meets the requirements set out in the by-laws and is an elected bench member of the Appeal Division.

Term of office

(3) Subject to subsections (4) and (5), an appointment as vice-chair of the Appeal Division shall be for such term, not exceeding two years, as Convocation may fix.

Cessation of eligibility

(4) A person ceases to be the vice-chair of the Appeal Division if he or she ceases to meet the eligibility requirements in subsection (2).

Appointment at pleasure

(5) A person appointed as vice-chair of the Appeal Division holds office at the pleasure of Convocation.

Reappointment

(6) A person appointed as vice-chair of the Appeal Division is eligible for reappointment if he or she meets the eligibility requirements in subsection (2).

Acting vice-chair of Hearing Division

(7) The chair of the Tribunal may assign the vice-chair of the Appeal Division to act as vice-chair of the Hearing

2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique expire ce jour-là.

Idem

(9) Les instances devant le Comité d'appel du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 20 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* deviennent ce jour-là des instances devant la Section d'appel.

Idem

(10) Malgré le paragraphe (8), la personne dont le mandat expire en application de ce paragraphe et qui n'est pas nommée membre de la Section d'appel aux termes du présent article peut agir en qualité de membre de cette section à l'égard de toute instance qui a été introduite devant cette section avant l'expiration de son mandat.

Président

49.30 (1) Le président du Tribunal est également président de la Section d'appel.

Disposition transitoire

(2) Le mandat de la personne qui est président du Comité d'appel du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 20 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* expire ce jour-là.

Vice-président

49.30.1 (1) Le Conseil nomme le vice-président de la Section d'appel.

Admissibilité à une nomination

(2) Une personne ne peut être nommée à la vice-présidence de la Section d'appel que si elle satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs et qu'elle est un conseiller élu membre de cette section.

Mandat

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), le vice-président de la Section d'appel est nommé pour un mandat que fixe le Conseil, lequel ne peut dépasser deux ans.

Perte de l'admissibilité

(4) La personne qui est vice-président de la Section d'appel cesse de l'être si elle cesse de satisfaire aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (2).

Amovibilité

(5) Le vice-président de la Section d'appel exerce ses fonctions à titre amovible.

Mandat renouvelable

(6) Le mandat du vice-président de la Section d'appel est renouvelable si le vice-président satisfait aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (2).

Vice-président suppléant de la Section de première instance

(7) Le président du Tribunal peut affecter le vice-président de la Section d'appel à la suppléance du vice-

Division for the period specified by the chair and subject to such conditions or restrictions as the chair may specify.

Transition

(8) The appointment of the person who is the vice-chair of the Law Society Appeal Panel immediately before the day subsection 20 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force expires on that day.

(2) Subsections 49.29 (8) and (9) of the Act, as re-enacted by subsection (1), and subsection 49.29 (10) of the Act, as enacted by subsection (1), are repealed.

(3) Subsection 49.30 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed.

(4) Subsection 49.30.1 (8) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed.

21. Clause 49.35 (2) (a) of the Act is amended by striking out “the Hearing Panel or person appealed from” at the end and substituting “the Hearing Division or person who made the order or decision appealed from”.

22. (1) Subsection 49.42 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Variation or discharge of previous order

Fresh evidence, material change

(1) If an order made under this Act suspended a licensee’s licence or restricted the manner in which a licensee may practise law or provide legal services, the licensee may apply to the Tribunal for an order of the Hearing Division discharging or varying the order to suspend or restrict on the basis of fresh evidence or a material change in circumstances.

(2) Subsection 49.42 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Discharge from bankruptcy

(3) If an order made under section 46 suspended a licensee’s licence, the licensee may apply to the Tribunal for an order of the Hearing Division discharging or varying the order to suspend on the basis that the licensee has been discharged from bankruptcy.

23. Subsection 49.43 (1) of the Act is amended by striking out “may apply to the Hearing Panel for a determination” in the portion before clause (a) and substituting “may apply to the Tribunal for a determination by the Hearing Division”.

24. (1) Subsection 62 (0.1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

45. specifying a deadline for the purposes of subsection 49.28 (3), and providing for a process to extend a deadline for paying costs in the circum-

président de la Section de première instance pour la période qu’il précise et sous réserve des conditions ou des restrictions qu’il précise.

Disposition transitoire

(8) Le mandat de la personne qui est vice-président du Comité d’appel du Barreau immédiatement avant le jour de l’entrée en vigueur du paragraphe 20 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* expire ce jour-là.

(2) Les paragraphes 49.29 (8) et (9) de la Loi, tels qu’ils sont réédités par le paragraphe (1), et le paragraphe 49.29 (10) de la Loi, tel qu’il est édicté par le paragraphe (1), sont abrogés.

(3) Le paragraphe 49.30 (2) de la Loi, tel qu’il est réédité par le paragraphe (1), est abrogé.

(4) Le paragraphe 49.30.1 (8) de la Loi, tel qu’il est édicté par le paragraphe (1), est abrogé.

21. L’alinéa 49.35 (2) a) de la Loi est modifié par remplacement de «que le Comité d’audition ou la personne dont il y a appel aurait dû ou pu rendre» par «qu’aurait dû ou pu rendre la Section de première instance ou la personne dont l’ordonnance ou la décision a été portée en appel» à la fin de l’alinéa.

22. (1) Le paragraphe 49.42 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification ou révocation d’une ordonnance antérieure

Nouvelles preuves, changement important

(1) Si une ordonnance suspendant le permis d’un titulaire de permis ou limitant la façon dont un titulaire de permis peut pratiquer le droit ou fournir des services juridiques a été rendue en vertu de la présente loi, le titulaire de permis peut demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance rende une ordonnance révoquant ou modifiant l’ordonnance de suspension ou de limitation sur la foi de nouvelles preuves ou d’un changement important de circonstances.

(2) Le paragraphe 49.42 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Libération du failli

(3) Si une ordonnance suspendant le permis d’un titulaire de permis a été rendue en vertu de l’article 46, le titulaire de permis failli peut demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance rende une ordonnance révoquant ou modifiant l’ordonnance de suspension au motif qu’il a été libéré.

23. Le paragraphe 49.43 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «peut, par voie de requête, demander au Comité d’audition d’établir» par «peut, par voie de requête, demander au Tribunal que la Section de première instance établisse» dans le passage qui précède l’alinéa a).

24. (1) Le paragraphe 62 (0.1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

45. préciser une échéance pour l’application du paragraphe 49.28 (3) et prévoir une marche à suivre pour reporter une échéance de paiement des frais

stances described in subsection 49.28 (4) and specifying that extended deadline;

(2) Subsection 62 (0.1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

46. providing for additional powers, duties and functions of the Tribunal, its chair and its members;
- 46.1 setting out eligibility requirements for the purposes of subsections 49.20.2 (1), 49.21 (3), 49.22.1 (2), 49.24.1 (2), 49.29 (3) and 49.30.1 (2);
- 46.2 governing the conduct of members of the Hearing Division and members of the Appeal Division who are assigned to hear and determine matters, including providing for a code of professional conduct for such members and providing for the code's enforcement, and governing the evaluation of such members;

(3) Paragraph 52 of subsection 62 (0.1) of the Act is repealed.

(4) Subparagraph 10.1 ii of subsection 62 (1) of the Act is repealed.

25. Sections 63.0.1 and 63.1 of the Act are repealed.

26. Each of the provisions of the Act listed in Column A of the Table to this section is amended in the manner specified for the provision in Column B of the Table.

TABLE

Column A	Column B
Provision	Amendments
27 (5)	Strike out "Panel" at the end and substitute "Division".
31 (5)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
34 (2)	Strike out "Panel" at the end and substitute "Division".
35 (1)	Strike out "Panel" wherever it appears in the portion before paragraph 1 and substitute in each case "Division".
Subparagraph 3 ii of subsection 35 (1)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
Subparagraph 3 iii of subsection 35 (1)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
Paragraph 14 of subsection 35 (1)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
Paragraph 21 of subsection 35 (1)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
35 (3)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
36 (1)	Strike out "Panel" wherever it appears and substitute in each case "Division".

dans les circonstances visées au paragraphe 49.28 (4), et préciser la nouvelle échéance;

(2) Le paragraphe 62 (0.1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

46. prévoir des pouvoirs, des obligations et des fonctions supplémentaires pour le Tribunal, son président et ses membres;
- 46.1 énoncer les exigences en matière d'admissibilité pour l'application des paragraphes 49.20.2 (1), 49.21 (3), 49.22.1 (2), 49.24.1 (2), 49.29 (3) et 49.30.1 (2);
- 46.2 régir la conduite des membres de la Section de première instance et des membres de la Section d'appel qui sont chargés d'entendre et de trancher des questions, y compris prévoir un code déontologique pour ces membres et en prévoir l'application, et régir l'évaluation de ces membres;

(3) La disposition 52 du paragraphe 62 (0.1) de la Loi est abrogée.

(4) La sous-disposition 10.1 ii du paragraphe 62 (1) de la Loi est abrogée.

25. Les articles 63.0.1 et 63.1 de la Loi sont abrogés.

26. Chacune des dispositions de la Loi indiquées dans la colonne A du tableau du présent article est modifiée de la manière précisée pour la disposition dans la colonne B du tableau.

TABLEAU

Colonne A	Colonne B
Disposition	Modifications
27 (5)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
31 (5)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
34 (2)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
35 (1)	Remplacer «qu'il» par «qu'elle» et «le Comité d'audition» par «la Section de première instance» dans le passage qui précède la disposition 1.
Sous-disposition 3 ii du paragraphe 35 (1)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
Sous-disposition 3 iii du paragraphe 35 (1)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
Disposition 14 du paragraphe 35 (1)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
Disposition 21 du paragraphe 35 (1)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
35 (3)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
36 (1)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance» et «lui» par «elle».

36 (2)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
37 (3)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
37 (4)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
37 (6)	Strike out “Panel” in the portion before clause (a) and substitute “Division”.
38 (2)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
39 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
39 (2)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
39 (6)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
39 (7)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
40 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears in the portion before paragraph 1 and substitute in each case “Division”.
Subparagraph 1 ii of subsection 40 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
Subparagraph 1 iii of subsection 40 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
Paragraph 6 of subsection 40 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
40 (3)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
42 (6)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
42 (7)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
42 (8)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
43 (2)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
44 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears in the portion before paragraph 1 and substitute in each case “Division”.
Subparagraph 1 ii of subsection 44 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
Subparagraph 1 iii of subsection 44 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
Paragraph 10 of subsection 44 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
44 (3)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.

36 (2)	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance» et «lui» par «elle».
37 (3)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
37 (4)	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance».
37 (6)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» dans le passage qui précède l’alinéa a).
38 (2)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
39 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
39 (2)	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance».
39 (6)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
39 (7)	Remplacer «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
40 (1)	Remplacer «qu’il» par «qu’elle» et «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» dans le passage qui précède la disposition 1.
Sous-disposition 1 ii du paragraphe 40 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
Sous-disposition 1 iii du paragraphe 40 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
Disposition 6 du paragraphe 40 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
40 (3)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
42 (6)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance».
42 (7)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance».
42 (8)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance».
43 (2)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
44 (1)	Remplacer «qu’il» par «qu’elle» et «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» dans le passage qui précède la disposition 1.
Sous-disposition 1 ii du paragraphe 44 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
Sous-disposition 1 iii du paragraphe 44 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
Disposition 10 du paragraphe 44 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
44 (3)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».

49.23 (2)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.23 (3)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.24 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.24.1 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.25	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.26	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.27 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.27 (2)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.28 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.31 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.31 (2)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.31 (3)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.32 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.32 (2)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.32 (3)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
49.35 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.35 (2)	Strike out “Panel” in the portion before clause (a) and substitute “Division”.
49.35 (2) (b)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.36 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.

49.23 (2)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance».
49.23 (3)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «du Comité» par «de la Section».
49.24 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
49.24.1 (1)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance» partout où figurent ces mots.
49.25	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance» et «lui» par «elle».
49.26	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance» et «celui-ci» par «celle-ci».
49.27 (1)	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance».
49.27 (2)	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance».
49.28 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «celui-ci, qui» par «celle-ci. La Section».
49.31 (1)	Remplacer «Le Comité d’appel» par «La Section d’appel» et «lui» par «elle».
49.31 (2)	Remplacer «du Comité d’appel» par «de la Section d’appel».
49.31 (3)	Remplacer «du Comité d’appel» par «de la Section d’appel» et «celui-ci» par «celle-ci».
49.32 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance», «celui-ci» par «celle-ci» et «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
49.32 (2)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» partout où figurent ces mots, «celui-ci» par «celle-ci» et «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
49.32 (3)	Remplacer «le Comité d’appel» par «la Section d’appel» à la fin du paragraphe.
49.35 (1)	Remplacer «Le Comité d’appel» par «La Section d’appel» et «lui» par «elle».
49.35 (2)	Remplacer «le Comité d’appel» par «la Section d’appel» dans le passage qui précède l’alinéa a).
49.35 (2) b)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «ce comité» par «cette section».
49.36 (1)	Remplacer «du Comité d’appel» par «de la Section d’appel» et «ce comité» par «cette section».

49.36 (2)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.37 (1)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
49.37 (3)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.38	Strike out “Panel” wherever it appears in the portion before clause (a) and substitute in each case “Division”.
49.38 (a)	Strike out “Panel’s” and substitute “Division’s”, and strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.42 (4)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
49.43 (2)	Strike out “Panel” in the portion before clause (a) and substitute “Division”.
49.43 (2) (a)	In the French version, strike out “il” and substitute “elle”.
49.43 (2) (b)	In the French version, strike out “il” and substitute “elle”.
49.43 (3)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
49.53	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
61.0.5 (2) (b) (ii)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
61.2 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
61.2 (2) (g)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
Paragraph 14 of subsection 63 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.

SOLICITORS ACT

27. (1) Section 1 of the *Solicitors Act* is amended by striking out “If a person, unless a party to the proceeding, commences” at the beginning and substituting “Subject to subsection (2), if a person commences”.

49.36 (2)	Remplacer «Lorsqu’il» par «Lorsqu’elle», «le Comité d’appel» par «la Section d’appel», «celle-ci» par «la décision ou l’ordonnance» et «qu’il» par «qu’elle».
49.37 (1)	Remplacer «au Comité d’appel» par «à la Section d’appel» à la fin du paragraphe.
49.37 (3)	Remplacer «au Comité d’appel» par «à la Section d’appel» et «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
49.38	Remplacer «le Comité d’appel» par «la Section d’appel» et «ce comité» par «cette section» dans le passage qui précède l’alinéa a).
49.38 a)	Remplacer «du Comité d’appel» par «de la Section d’appel» et «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
49.42 (4)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
49.43 (2)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» dans le passage qui précède l’alinéa a).
49.43 (2) a)	Dans la version française, remplacer «il» par «elle».
49.43 (2) b)	Dans la version française, remplacer «il» par «elle».
49.43 (3)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
49.53	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
61.0.5 (2) b) (ii)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
61.2 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
61.2 (2) g)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
Disposition 14 du paragraphe 63 (1)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance» et «du Comité d’appel» par «de la Section d’appel».

LOI SUR LES PROCUREURS

27. (1) L’article 1 de la *Loi sur les procureurs* est modifié par remplacement de «La personne qui, n’ayant pas été admise et inscrite à titre de procureur, introduit ou poursuit une instance ou action à laquelle elle n’est pas partie,» par «Sous réserve du paragraphe (2), la personne qui, n’ayant pas été admise et inscrite à titre de procureur, introduit ou poursuit une instance ou action,» au début de l’article.

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exceptions

- (2) Subsection (1) does not apply to a person who is,
- (a) a party to the proceeding; or
 - (b) a person licensed under the *Law Society Act* to provide legal services in Ontario.

Commencement

28. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsections 1 (1), (2), (4), (5) and (6), sections 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13 and 15, subsection 16 (1), sections 17 and 18, subsection 20 (1), sections 21, 22 and 23, subsection 24 (2) and section 26 come into force three months after the day this Act receives Royal Assent.

Same

(3) Subsections 3 (1) and (3) and 4 (1), (2), (3) and (4) come into force on the later of April 7, 2014 and the day this Act receives Royal Assent.

Same

(4) Subsections 3 (4), 4 (5), 16 (2), (3) and (4), 20 (2), (3) and (4) and 24 (4) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

29. The short title of this Act is the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013*.

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exceptions

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne qui est :
- a) soit une partie à l'instance;
 - b) soit une personne pourvue d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur le Barreau* l'autorisant à fournir des services juridiques en Ontario.

Entrée en vigueur

28. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les paragraphes 1 (1), (2), (4), (5) et (6), les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13 et 15, le paragraphe 16 (1), les articles 17 et 18, le paragraphe 20 (1), les articles 21, 22 et 23, le paragraphe 24 (2) et l'article 26 entrent en vigueur trois mois après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Les paragraphes 3 (1) et (3) et 4 (1), (2), (3) et (4) entrent en vigueur le dernier en date du 7 avril 2014 et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(4) Les paragraphes 3 (4), 4 (5), 16 (2), (3) et (4), 20 (2), (3) et (4) et 24 (4) entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

29. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 111

*(Chapter 17
Statutes of Ontario, 2013)*

**An Act to amend
the Law Society Act
and the Solicitors Act**

Projet de loi 111

*(Chapitre 17
Lois de l'Ontario de 2013)*

**Loi modifiant la
Loi sur le Barreau et
la Loi sur les procureurs**



The Hon. J. Gerretsen
Attorney General

L'honorable J. Gerretsen
Procureur général

1st Reading	October 1, 2013
2nd Reading	December 10, 2013
3rd Reading	December 10, 2013
Royal Assent	December 12, 2013

1 ^{re} lecture	1 ^{er} octobre 2013
2 ^e lecture	10 décembre 2013
3 ^e lecture	10 décembre 2013
Sanction royale	12 décembre 2013



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 111 and does not form part of the law. Bill 111 has been enacted as Chapter 17 of the Statutes of Ontario, 2013.

Law Society Act

The Bill makes various amendments to the *Law Society Act*.

The new section 49.20.1 of the Act establishes the Law Society Tribunal. By virtue of that section, and of amendments to sections 49.21 and 49.29 of the Act, the Law Society Hearing Panel and the Law Society Appeal Panel are continued as divisions of the Tribunal under the names Law Society Hearing Division and Law Society Appeal Division. The chair of the Tribunal is the chair of both of the Divisions. She or he must be licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor, meet requirements set out in the by-laws, and not be a bencher. The chair is appointed by Convocation; section 49.20.1 sets out certain terms of the appointment.

Related amendments include:

1. The need for vice-chairs and other members, including temporary members, of the Divisions to meet requirements set out in the by-laws before being eligible for appointment, and the related by-law making authority (subsections 49.21 (3), 49.22.1 (2), 49.24.1 (2), 49.29 (3) and 49.30.1 (2), and paragraph 46.1 of subsection 62 (0.1) of the Act).
2. The authority for Convocation to make by-laws governing the conduct and evaluation of members of the Hearing Division and of the Appeal Division (paragraph 46.2 of subsection 62 (0.1) of the Act).
3. Transition provisions setting out the effect of the amendments to the Act on the appointments of the existing members of the Hearing Panel and Appeal Panel, including their chairs and vice-chairs, on the day the amendments come into force (subsections 49.21 (8), (9) and (10), 49.22.1 (8), 49.29 (8), (9) and (10), and 49.30.1 (8) of the Act).
4. Amendments to or re-enactments of various provisions of the Act to provide that applications previously submitted, and matters previously referred, directly to the Hearing Panel will instead be submitted or referred to the Tribunal for consideration by the Hearing Division.
5. Consequential amendments to reflect the change from "Hearing Panel" and "Appeal Panel" to "Hearing Division" and "Appeal Division".

The Act is also amended by adding section 45.1, which provides that a licensee's licence is suspended if the licensee is ordered to pay costs under section 49.28 of the Act and fails to do so by the applicable deadline. Amendments to section 49.28 provide that if a deadline is not specified or provided for by the costs order, the deadline provided for by the by-laws applies (subsection 49.28 (3)). In certain circumstances, the deadline may be extended (subsection 49.28 (4)). The suspension remains in effect until the licensee pays the costs and any other amounts required under the Act to be paid (subsection 45.1 (3)). A related by-law

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 111, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 111 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2013.

Loi sur le Barreau

Le projet de loi apporte diverses modifications à la *Loi sur le Barreau*.

Le nouvel article 49.20.1 de la Loi crée le Tribunal du Barreau. Par l'effet de cet article et de modifications apportées aux articles 49.21 et 49.29 de la Loi, le Comité d'audition du Barreau et le Comité d'appel du Barreau sont prorogés comme sections du Tribunal sous les noms de Section de première instance du Barreau et de Section d'appel du Barreau. Le président du Tribunal est le président de ces deux sections. Il doit être pourvu d'un permis l'autorisant à pratiquer le droit en Ontario en qualité d'avocat, doit satisfaire aux exigences prévues dans les règlements administratifs et ne doit pas être un conseiller. Le président est nommé par le Conseil; l'article 49.20.1 énonce certaines des conditions de la nomination.

Des modifications connexes comprennent ce qui suit :

1. La nécessité pour les vice-présidents et autres membres, y compris les membres provisoires, des sections de satisfaire aux exigences énoncées dans les règlements administratifs avant d'être admissibles à une nomination, et le pouvoir connexe d'adoption de règlements administratifs (paragraphe 49.21 (3), 49.22.1 (2), 49.24.1 (2), 49.29 (3) et 49.30.1 (2), et disposition 46.1 du paragraphe 62 (0.1) de la Loi).
2. Le pouvoir conféré au Conseil d'adopter des règlements administratifs régissant la conduite et l'évaluation des membres de la Section de première instance et de la Section d'appel (disposition 46.2 du paragraphe 62 (0.1) de la Loi).
3. Des dispositions transitoires énonçant l'effet que produiront les modifications apportées à la Loi sur les nominations des membres en poste du Comité d'audition et du Comité d'appel, y compris leurs présidents et vice-présidents, le jour de l'entrée en vigueur de ces modifications (paragraphe 49.21 (8), (9) et (10), 49.22.1 (8), 49.29 (8), (9) et (10), et 49.30.1 (8) de la Loi).
4. La modification ou la réédiction de diverses dispositions de la Loi pour prévoir que les requêtes déjà présentées et les questions déjà renvoyées directement au Comité d'audition seront à la place présentées ou renvoyées au Tribunal aux fins d'examen par la Section de première instance.
5. Des modifications corrélatives tenant compte du remplacement de «Comité d'audition» et de «Comité d'appel» par «Section de première instance» et «Section d'appel».

La Loi est également modifiée par l'ajout de l'article 45.1, lequel prévoit que le permis du titulaire de permis est suspendu s'il est ordonné au titulaire de payer les frais visés à l'article 49.28 de la Loi et que ce dernier ne respecte pas l'échéance applicable. Des modifications apportées à l'article 49.28 prévoient que si une échéance n'est pas précisée ou prévue par l'ordonnance relative aux frais, celle prévue par les règlements administratifs s'applique (paragraphe 49.28 (3)). Dans certaines circonstances, l'échéance peut être reportée (paragraphe 49.28 (4)). La suspension demeure en vigueur jusqu'à ce que le titu-

making authority is added to the Act (paragraph 45 of subsection 62 (0.1)).

Section 49.8 of the Act is amended to state that privileged or confidential documents or information may be received by the Society or the Complaints Resolution Commissioner, as the case may be, in the context of specified processes. Such documents and information are admissible in specified proceedings under the Act. Neither of these things negates or constitutes a waiver of any privilege and the privilege continues for all other purposes.

Subsection 16 (1) of the Act is amended so that five, rather than two, persons licensed to provide legal services in Ontario shall be elected as benchers of the Law Society of Upper Canada. In addition, section 25.1 of the Act is amended so that these five persons are made members of the Paralegal Standing Committee.

Finally, various transition and other provisions that have become spent or obsolete over time are repealed.

Solicitors Act

Section 1 of the *Solicitors Act* is amended to provide that the restriction set out in that section on persons acting in an action or other proceeding without being a solicitor, which currently does not apply to parties to the proceeding, also does not apply to persons licensed under the *Law Society Act* to provide legal services in Ontario.

laire de permis paie les frais et les autres sommes dont la Loi exige le paiement (paragraphe 45.1 (3)). Un pouvoir connexe d'adoption de règlements administratifs est ajouté à la Loi (disposition 45 du paragraphe 62 (0.1)).

L'article 49.8 de la Loi est modifié pour énoncer que des documents ou renseignements protégés ou confidentiels sont recevables par le Barreau ou le commissaire au règlement des plaintes, selon le cas, dans le cadre de procédures précisées. De tels documents et renseignements sont admissibles dans des instances précisées introduites en vertu de la Loi. Ni la recevabilité ni l'admissibilité n'ont pour effet de nier l'existence d'un privilège ou de constituer une renonciation à un tel privilège, lequel est maintenu à toutes autres fins.

Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié de sorte que cinq, au lieu de deux, personnes pourvues d'un permis les autorisant à fournir des services juridiques en Ontario sont élues conseillers au Barreau du Haut-Canada. De plus, l'article 25.1 de la Loi est modifié de sorte que ces cinq personnes deviennent membres du Comité permanent des parajuristes.

Finalement, diverses dispositions transitoires et autres qui sont devenues périmées ou caduques avec le temps sont abrogées.

Loi sur les procureurs

L'article 1 de la *Loi sur les procureurs* est modifié pour prévoir que la restriction qui y est énoncée à l'égard de personnes agissant dans une action ou autre instance sans être procureur, laquelle ne s'applique pas actuellement aux parties à l'instance, ne s'applique pas non plus aux personnes pourvues d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur le Barreau* les autorisant à fournir des services juridiques en Ontario.

**An Act to amend
the Law Society Act
and the Solicitors Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

LAW SOCIETY ACT

1. (1) Subsection 1 (1) of the *Law Society Act* is amended by adding the following definition:

“Appeal Division” means the Law Society Appeal Division continued under Part II; (“Section d’appel”)

(2) The definition of “Appeal Panel” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

(3) The definition of “elected benchers” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “or (6)” at the end.

(4) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“Hearing Division” means the Law Society Hearing Division continued under Part II; (“Section de première instance”)

(5) The definition of “Hearing Panel” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

(6) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“Tribunal” means the Law Society Tribunal established under Part II. (“Tribunal”)

2. Subsections 1.1 (4), (5), (6), (7) and (11) of the Act are repealed.

3. (1) Subsection 16 (1) of the Act is amended by striking out “Two” at the beginning and substituting “Five”.

(2) Subsections 16 (5), (6) and (7) of the Act are repealed.

(3) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition

(5) If subsection 3 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force after the conclusion of the election under subsection 25.1 (4) that the by-laws require to be held in 2014, and before an election under subsection (1) in that year,

**Loi modifiant la
Loi sur le Barreau et
la Loi sur les procureurs**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

LOI SUR LE BARREAU

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur le Barreau* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Section d’appel» La Section d’appel du Barreau prorogée aux termes de la partie II. («Appeal Division»)

(2) La définition de «Comité d’appel» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

(3) La définition de «conseiller élu» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «ou (6)» à la fin de la définition.

(4) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Section de première instance» La Section de première instance du Barreau prorogée aux termes de la partie II. («Hearing Division»)

(5) La définition de «Comité d’audition» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

(6) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«Tribunal» Le Tribunal du Barreau créé aux termes de la partie II. («Tribunal»)

2. Les paragraphes 1.1 (4), (5), (6), (7) et (11) de la Loi sont abrogés.

3. (1) Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «Deux» par «Cinq» au début du paragraphe.

(2) Les paragraphes 16 (5), (6) et (7) de la Loi sont abrogés.

(3) L’article 16 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire

(5) Si le paragraphe 3 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* entre en vigueur après la conclusion des élections visées au paragraphe 25.1 (4) dont les règlements administratifs exigent la tenue en 2014, mais avant la tenue cette année-là des élections visées au paragraphe (1) :

- (a) an election under subsection (1) shall not be held in that year; and
- (b) the five members of the Committee elected under subsection 25.1 (4) shall be deemed to have been elected as benchers under subsection (1) in that year.

Same

(6) If subsection 3 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force after the conclusion of both the election under subsection 25.1 (4) and the election under subsection (1) that the by-laws require to be held in 2014,

- (a) the terms of the persons elected as benchers under subsection (1) expire on the day subsection 3 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force; and
- (b) the five members of the Committee elected under subsection 25.1 (4) shall hold office as benchers as if they had been elected under subsection (1), until the next election under subsection (1).

Same

(7) At any time during which subsection (5) or (6) applies, subsection (3) does not apply, and any vacancy filled for the purposes of subsection 25.1 (11) also applies for the purpose of filling vacancies in the offices of persons who are benchers under clause (5) (b) or (6) (b).

(4) Subsections 16 (5), (6) and (7) of the Act, as enacted by subsection (3), are repealed.

4. (1) Clause 25.1 (3) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) five shall be the five elected benchers licensed to provide legal services in Ontario;

(2) Subsections 25.1 (4) and (5) of the Act are repealed.

(3) Subsection 25.1 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Ceasing to be a member of Committee

(8) A person referred to in clause (3) (a) ceases to be a member of the Committee if the person ceases to be an elected bencher licensed to provide legal services in Ontario.

(4) Section 25.1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition

(11) Despite clause (3) (a), persons who, on the day subsection 4 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force, are members of the Committee under that clause as it read immediately before that day, continue to hold office until the

- a) les élections visées au paragraphe (1) ne sont pas tenues cette année-là;
- b) les cinq membres du Comité élus aux termes du paragraphe 25.1 (4) sont réputés élus conseillers aux termes du paragraphe (1) cette année-là.

Idem

(6) Si le paragraphe 3 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* entre en vigueur après la conclusion des élections visées au paragraphe 25.1 (4) et des élections visées au paragraphe (1) dont les règlements administratifs exigent la tenue en 2014 :

- a) le mandat de chaque personne élue conseiller aux termes du paragraphe (1) prend fin le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique*;
- b) les cinq membres du Comité élus aux termes du paragraphe 25.1 (4) occupent la charge de conseiller comme s'ils avaient été élus aux termes du paragraphe (1) jusqu'aux prochaines élections tenues aux termes du paragraphe (1).

Idem

(7) Tant que s'applique le paragraphe (5) ou (6), le paragraphe (3) ne s'applique pas et les vacances comblées pour l'application du paragraphe 25.1 (11) servent également à combler les vacances de charge de conseiller aux termes de l'alinéa (5) b) ou (6) b).

(4) Les paragraphes 16 (5), (6) et (7) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par le paragraphe (3), sont abrogés.

4. (1) L'alinéa 25.1 (3) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) cinq sont les cinq conseillers élus pourvus d'un permis les autorisant à fournir des services juridiques en Ontario;

(2) Les paragraphes 25.1 (4) et (5) de la Loi sont abrogés.

(3) Le paragraphe 25.1 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Perte de la qualité de membre du Comité

(8) La personne visée à l'alinéa (3) a) cesse d'être membre du Comité si elle cesse d'être un conseiller élu pourvu d'un permis l'autorisant à fournir des services juridiques en Ontario.

(4) L'article 25.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire

(11) Malgré l'alinéa (3) a), les personnes qui, le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique*, sont membres du Comité aux termes de cet alinéa, dans sa version antérieure à ce jour, continuent

first election of benchers under subsection 16 (1) that is held after 2014.

Same

(12) This section, as it read immediately before the day subsection 4 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force, continues to apply with respect to the members of the Committee referred to in subsection (11), until they cease to hold office under that subsection.

(5) Subsections 25.1 (11) and (12) of the Act, as enacted by subsection (4), are repealed.

5. Section 25.2 of the Act is repealed.

6. Subsection 27 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Refusal

(4) An application for a licence may be refused only after a hearing by the Hearing Division, on referral of the matter by the Society to the Tribunal.

7. (1) Subsection 31 (2) of the Act is amended by striking out “subsection (3)” and substituting “subsections (2.1) and (3)”.

(2) Section 31 of the Act is amended by adding the following subsection:

Refusal

(2.1) An application to restore the licence of a person whose licence is in abeyance may be refused only after a hearing by the Hearing Division, on referral of the matter by the Society to the Tribunal.

(3) Subsection 31 (3) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Same

(3) The Hearing Division may refuse to restore the licence of a person whose licence is in abeyance if the Division finds that the person was removed or resigned from an office described in subsection (1) because of,

(4) Subsection 31 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Parties

(4) The parties to a hearing under subsection (2.1) are the person whose licence is in abeyance, the Society and any other person added as a party by the Hearing Division.

8. Subsection 34 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Conduct application

(1) With the authorization of the Proceedings Authori-

d'occuper leur charge jusqu'à la première élection des conseillers qui est tenue après 2014 aux termes du paragraphe 16 (1).

Idem

(12) Le présent article, dans sa version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique*, continue de s'appliquer relativement aux membres du Comité visés au paragraphe (11) jusqu'à ce qu'ils cessent d'occuper leur charge aux termes de ce paragraphe.

(5) Les paragraphes 25.1 (11) et (12) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par le paragraphe (4), sont abrogés.

5. L'article 25.2 de la Loi est abrogé.

6. Le paragraphe 27 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Rejet

(4) Une demande de permis ne peut être rejetée qu'à l'issue d'une audience de la Section de première instance, par suite du renvoi de la question par le Barreau au Tribunal.

7. (1) Le paragraphe 31 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe (3)» par «des paragraphes (2.1) et (3)».

(2) L'article 31 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Rejet

(2.1) Une demande de remise en vigueur du permis d'une personne dont le permis est en suspens ne peut être rejetée qu'à l'issue d'une audience de la Section de première instance, par suite du renvoi de la question par le Barreau au Tribunal.

(3) Le paragraphe 31 (3) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Idem

(3) La Section de première instance peut refuser de remettre en vigueur le permis d'une personne qui est en suspens si elle conclut que la personne a été destituée ou a démissionné d'une charge visée au paragraphe (1) en raison, selon le cas :

(4) Le paragraphe 31 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Parties

(4) Sont parties à l'audience visée au paragraphe (2.1) la personne dont le permis est en suspens, le Barreau et toute personne jointe comme partie par la Section de première instance.

8. Le paragraphe 34 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête relative à la conduite

(1) Le Barreau peut, avec l'autorisation du Comité

zation Committee, the Society may apply to the Tribunal for a determination by the Hearing Division of whether a licensee has contravened section 33.

9. Subsection 38 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Capacity application

(1) With the authorization of the Proceedings Authorization Committee, the Society may apply to the Tribunal for a determination by the Hearing Division of whether a licensee is or has been incapacitated.

10. Subsection 43 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Professional competence application

(1) With the authorization of the Proceedings Authorization Committee, the Society may apply to the Tribunal for a determination by the Hearing Division of whether a licensee is failing or has failed to meet standards of professional competence.

11. Section 45 of the Act is repealed and the following substituted:

Suspension for failure to comply with order

Application

45. (1) The Society may apply to the Tribunal for a determination by the Hearing Division of whether a licensee has failed to comply with an order under this Part.

Parties

(2) The parties to the application are the Society, the licensee who is the subject of the application, and any other person added as a party by the Hearing Division.

Suspension order

(3) If the Hearing Division determines that a licensee has failed to comply with an order under this Part, the Division may suspend the licensee's licence,

- (a) for a definite period;
- (b) until terms and conditions specified by the Hearing Division are met to the satisfaction of the Society; or
- (c) for a definite period and, after that, until terms and conditions specified by the Hearing Division are met to the satisfaction of the Society.

12. The Act is amended by adding the following section:

Suspension for failure to comply with costs order

45.1 (1) A licensee's licence is suspended if the licensee is ordered to pay costs under section 49.28 and he or she fails to comply by the deadline for payment provided for under the order or the by-laws, as the case may be.

d'autorisation des instances, demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance établisse si un titulaire de permis a contrevenu à l'article 33.

9. Le paragraphe 38 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête en incapacité

(1) Le Barreau peut, avec l'autorisation du Comité d'autorisation des instances, demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance établisse si un titulaire de permis est ou a été incapable.

10. Le paragraphe 43 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête en établissement de la compétence professionnelle

(1) Le Barreau peut, avec l'autorisation du Comité d'autorisation des instances, demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance établisse si un titulaire de permis ne respecte pas ou n'a pas respecté les normes de compétence professionnelle.

11. L'article 45 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Suspension en cas d'inobservation d'une ordonnance

Requête

45. (1) Le Barreau peut demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance établisse si un titulaire de permis n'a pas observé une ordonnance rendue aux termes de la présente partie.

Parties

(2) Sont parties à la requête le Barreau, le titulaire de permis visé par la requête et toute personne jointe comme partie par la Section de première instance.

Ordonnance de suspension

(3) Si elle établit qu'un titulaire de permis n'a pas observé une ordonnance rendue aux termes de la présente partie, la Section de première instance peut suspendre son permis :

- a) pour une période déterminée;
- b) jusqu'à ce que les conditions que fixe la Section de première instance soient remplies à la satisfaction du Barreau;
- c) pour une période déterminée et, par la suite, jusqu'à ce que les conditions que fixe la Section de première instance soient remplies à la satisfaction du Barreau.

12. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Suspension en cas d'inobservation d'une ordonnance relative aux frais

45.1 (1) Le permis d'un titulaire de permis est suspendu s'il est ordonné au titulaire de permis de payer les frais visés à l'article 49.28 et que ce dernier ne respecte pas l'échéance de paiement fixée par l'ordonnance ou les règlements administratifs, selon le cas.

Non-application

(2) Subsection (1) does not apply unless the time for appealing the costs order has expired or, if an appeal of the costs order is commenced, unless the appeal is finally disposed of.

Start of suspension

(3) A suspension under subsection (1) begins on the following date:

1. If no appeal of the costs order is commenced, the later of the day after the time for commencing an appeal expires and the day after the deadline for payment.
2. If an appeal of the costs order is commenced and is finally disposed of, the day after the deadline for payment provided for on appeal or under the by-laws, as the case may be.

Notice

(4) The Society shall give notice of a suspension under subsection (1) to the licensee, and shall specify in the notice the date on which the suspension began.

Length of suspension

(5) A suspension under subsection (1) remains in effect until the licensee pays, to the satisfaction of the Society,

- (a) the costs owing; and
- (b) any other amount owed by the licensee to the Society under this Act.

Costs payable by instalment

(6) If costs are payable by instalment, a reference in this section to a deadline for payment of costs shall be read as a reference to a deadline for payment of any instalment of the costs.

13. Subsection 46 (4) of the Act is amended by striking out “to the Hearing Panel” and substituting “to the Tribunal”.

14. (1) Section 49.8 of the Act is amended by adding the following subsection:

Disclosure by other person, body

(1.1) The Society or the Complaints Resolution Commissioner, as the case may be, may receive from any person or body information or documents in relation to a review under section 42, an audit under section 49.2, or an investigation under section 49.3 or 49.15, even if the information or documents are privileged or confidential.

(2) Subsection 49.8 (2) of the Act is amended by adding “and information or documents described in subsection (1.1)” after “section 42, 49.2, 49.3 or 49.15”.

(3) Subsection 49.8 (2.1) of the Act is repealed.

(4) Subsection 49.8 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Non-application

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas, sauf si le délai d'appel de l'ordonnance relative aux frais est expiré ou, s'il est interjeté appel de cette ordonnance, sauf si une décision définitive sur l'appel est rendue.

Début de la suspension

(3) La suspension prévue au paragraphe (1) commence à la date suivante :

1. Si aucun appel de l'ordonnance relative aux frais n'est interjeté, le dernier en date du jour qui suit l'expiration du délai d'appel et du jour qui suit l'échéance de paiement.
2. Si un appel de l'ordonnance relative aux frais est interjeté et qu'une décision définitive sur celui-ci est rendue, le jour qui suit l'échéance de paiement fixée sur appel ou par les règlements administratifs, selon le cas.

Avis

(4) Le Barreau donne avis d'une suspension prévue au paragraphe (1) au titulaire de permis et précise dans l'avis la date à laquelle a commencé la suspension.

Durée de la suspension

(5) La suspension prévue au paragraphe (1) demeure en vigueur jusqu'à ce que le titulaire de permis paie, à la satisfaction du Barreau, les sommes suivantes :

- a) les frais dus;
- b) toute autre somme que le titulaire de permis doit au Barreau en application de la présente loi.

Frais payables par versements

(6) Si les frais peuvent être payés par versements, la mention, au présent article, d'une échéance de paiement des frais vaut mention d'une échéance de paiement d'un versement des frais.

13. Le paragraphe 46 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «au Comité d'audition» par «au Tribunal».

14. (1) L'article 49.8 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Divulgarion par une autre personne ou un autre organisme

(1.1) Le Barreau ou le commissaire au règlement des plaintes, selon le cas, peut recevoir de toute personne ou de tout organisme des renseignements ou des documents qui se rapportent à une inspection visée à l'article 42, à une vérification visée à l'article 49.2 ou à une enquête visée à l'article 49.3 ou 49.15, même si les renseignements ou les documents sont protégés ou confidentiels.

(2) Le paragraphe 49.8 (2) de la Loi est modifié par insertion de «et les renseignements ou les documents visés au paragraphe (1.1)» après «l'article 42, 49.2, 49.3 ou 49.15».

(3) Le paragraphe 49.8 (2.1) de la Loi est abrogé.

(4) Le paragraphe 49.8 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Privilege preserved for other purposes

(3) Subsections (1), (1.1) and (2) do not negate or constitute a waiver of any privilege and, even though information or documents that are privileged must be disclosed under subsection (1) or may be received under subsection (1.1), and are admissible in a proceeding under subsection (2), the privilege continues for all other purposes.

15. The Act is amended by adding the following sections:**LAW SOCIETY TRIBUNAL****Law Society Tribunal**

49.20.1 (1) The Law Society Tribunal is established under the name Law Society Tribunal in English and Tribunal du Barreau in French.

Divisions

(2) The Tribunal shall consist of two divisions, the Law Society Hearing Division and the Law Society Appeal Division.

Composition

- (3) The Tribunal shall consist of,
- (a) the chair of the Tribunal;
 - (b) the members of the Hearing Division;
 - (c) the members of the Appeal Division; and
 - (d) any temporary members of the Hearing Division or Appeal Division.

Cessation of membership

(4) A person who ceases to be a member or temporary member of the Hearing Division or Appeal Division, as the case may be, ceases to be a member of the Tribunal.

Chair**Appointment**

49.20.2 (1) Convocation shall appoint as chair of the Tribunal a person who is licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor and who meets the requirements set out in the by-laws.

Bencher not eligible

(2) A person is not eligible to be appointed as chair of the Tribunal if he or she is a bencher.

Term of office

(3) Subject to subsections (4) and (5), an appointment as chair of the Tribunal shall be for a term of four years.

Cessation of eligibility

(4) A person ceases to be a chair of the Tribunal if he or she ceases to meet the eligibility requirements in subsections (1) and (2).

Maintien du privilège à d'autres fins

(3) Les paragraphes (1), (1.1) et (2) n'ont pas pour effet de nier l'existence d'un privilège ni de constituer une renonciation à un tel privilège. Même si des renseignements ou des documents qui sont protégés doivent être divulgués en application du paragraphe (1) ou peuvent être reçus en vertu du paragraphe (1.1) et sont admissibles dans une instance aux termes du paragraphe (2), le privilège est maintenu à toutes autres fins.

15. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :**TRIBUNAL DU BARREAU****Tribunal du Barreau**

49.20.1 (1) Est créé le Tribunal du Barreau appelé Tribunal du Barreau en français et Law Society Tribunal en anglais.

Sections

(2) Le Tribunal comprend deux sections, soit la Section de première instance du Barreau et la Section d'appel du Barreau.

Composition

- (3) Le Tribunal se compose :
- a) de son président;
 - b) des membres de la Section de première instance;
 - c) des membres de la Section d'appel;
 - d) de tout membre provisoire de la Section de première instance ou de la Section d'appel.

Perte de la qualité de membre

(4) La personne qui cesse d'être membre ou membre provisoire de la Section de première instance ou de la Section d'appel, selon le cas, cesse d'être membre du Tribunal.

Président**Nomination**

49.20.2 (1) Le Conseil nomme à la présidence du Tribunal une personne qui est pourvue d'un permis l'autorisant à pratiquer le droit en Ontario en qualité d'avocat et qui satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs.

Exclusion des conseillers à la présidence

(2) Les conseillers ne peuvent être nommés à la présidence du Tribunal.

Mandat

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), la durée du mandat du président du Tribunal est fixée à quatre ans.

Perte de l'admissibilité

(4) La personne qui est président du Tribunal cesse de l'être si elle cesse de satisfaire aux exigences en matière d'admissibilité prévues aux paragraphes (1) et (2).

Appointment at pleasure

(5) A person appointed as chair of the Tribunal holds office at the pleasure of Convocation.

Reappointment

(6) A person appointed as chair of the Tribunal is eligible for reappointment for such term, not exceeding four years, as Convocation may fix, if he or she meets the eligibility requirements in subsections (1) and (2).

16. (1) Sections 49.21 and 49.22 of the Act are repealed and the following substituted:

HEARING DIVISION**Hearing Division**

49.21 (1) The Law Society Hearing Panel is continued as a division of the Tribunal under the name Law Society Hearing Division in English and Section de première instance du Barreau in French.

Composition

- (2) The Hearing Division shall consist of,
 - (a) the chair of the Tribunal; and
 - (b) at least three persons appointed by Convocation,
 - (i) at least one of whom shall be a person who is not a licensee, and
 - (ii) at least one of whom shall be an elected bencher.

Eligibility for appointment

(3) A person is not eligible to be appointed to the Hearing Division unless he or she meets the requirements set out in the by-laws and is,

- (a) a bencher;
- (b) a licensee; or
- (c) a person approved by the Attorney General for Ontario.

Term of office

(4) Subject to subsections (5) and (6), an appointment as a member of the Hearing Division shall be for such term, not exceeding four years, as Convocation may fix.

Cessation of eligibility

(5) A person appointed to the Hearing Division ceases to be a member of the Division if he or she ceases to meet the eligibility requirements in subsection (3).

Appointment at pleasure

(6) A person appointed as a member of the Hearing Division holds office at the pleasure of Convocation.

Reappointment

(7) A person appointed as a member of the Hearing

Amovibilité

(5) Le président du Tribunal exerce ses fonctions à titre amovible.

Mandat renouvelable

(6) Le mandat du président du Tribunal est renouvelable pour une période que fixe le Conseil, laquelle ne peut dépasser quatre ans, si le président satisfait aux exigences en matière d'admissibilité prévues aux paragraphes (1) et (2).

16. (1) Les articles 49.21 et 49.22 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

SECTION DE PREMIÈRE INSTANCE**Section de première instance**

49.21 (1) Le Comité d'audition du Barreau est prorogé à titre de section du Tribunal sous le nom de Section de première instance du Barreau en français et de Law Society Hearing Division en anglais.

Composition

- (2) La Section de première instance se compose :
 - a) du président du Tribunal;
 - b) d'au moins trois personnes nommées par le Conseil, dont au moins :
 - (i) une n'est pas titulaire de permis,
 - (ii) une est un conseiller élu.

Admissibilité à une nomination

(3) Une personne ne peut être nommée à la Section de première instance que si elle satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs et qu'elle est, selon le cas :

- a) un conseiller;
- b) un titulaire de permis;
- c) une personne qu'agrée le procureur général de l'Ontario.

Mandat

(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), les membres de la Section de première instance sont nommés pour un mandat que fixe le Conseil, lequel ne peut dépasser quatre ans.

Perte de l'admissibilité

(5) La personne nommée à la Section de première instance cesse d'être membre de la Section si elle cesse de satisfaire aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (3).

Amovibilité

(6) La personne nommée membre de la Section de première instance exerce ses fonctions à titre amovible.

Mandat renouvelable

(7) Le mandat de la personne nommée membre de la

Division is eligible for reappointment if he or she meets the eligibility requirements in subsection (3).

Transition

(8) The appointments of those persons who are members of the Law Society Hearing Panel immediately before the day subsection 16 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force expire on that day.

Same

(9) Every proceeding that is before the Law Society Hearing Panel immediately before the day subsection 16 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force becomes on that day a proceeding before the Hearing Division.

Same

(10) Despite subsection (8), a person whose appointment expires under that subsection and who is not appointed as a member of the Hearing Division under this section may act as a member of the Hearing Division with respect to any proceeding before the Hearing Division that was commenced before the expiry.

Chair

49.22 (1) The person who is the chair of the Tribunal shall also be the chair of the Hearing Division.

Transition

(2) The appointment of the person who is the chair of the Law Society Hearing Panel immediately before the day subsection 16 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force expires on that day.

Vice-chair

49.22.1 (1) Convocation shall appoint a vice-chair of the Hearing Division.

Eligibility for appointment

(2) A person is not eligible to be appointed as vice-chair of the Hearing Division unless he or she meets the requirements set out in the by-laws and is an elected bench member of the Hearing Division.

Term of office

(3) Subject to subsections (4) and (5), an appointment as vice-chair of the Hearing Division shall be for such term, not exceeding two years, as Convocation may fix.

Cessation of eligibility

(4) A person ceases to be the vice-chair of the Hearing Division if he or she ceases to meet the eligibility requirements in subsection (2).

Appointment at pleasure

(5) A person appointed as vice-chair of the Hearing Division holds office at the pleasure of Convocation.

Section de première instance est renouvelable si elle satisfait aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (3).

Disposition transitoire

(8) Le mandat des personnes qui sont membres du Comité d'audition du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* expire ce jour-là.

Idem

(9) Les instances devant le Comité d'audition du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* deviennent ce jour-là des instances devant la Section de première instance.

Idem

(10) Malgré le paragraphe (8), la personne dont le mandat expire en application de ce paragraphe et qui n'est pas nommée membre de la Section de première instance aux termes du présent article peut agir en qualité de membre de cette section à l'égard de toute instance qui a été introduite devant cette section avant l'expiration de son mandat.

Président

49.22 (1) Le président du Tribunal est également président de la Section de première instance.

Disposition transitoire

(2) Le mandat de la personne qui est président du Comité d'audition du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* expire ce jour-là.

Vice-président

49.22.1 (1) Le Conseil nomme le vice-président de la Section de première instance.

Admissibilité à une nomination

(2) Une personne ne peut être nommée à la vice-présidence de la Section de première instance que si elle satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs et qu'elle est un conseiller élu membre de cette section.

Mandat

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), le vice-président de la Section de première instance est nommé pour un mandat que fixe le Conseil, lequel ne peut dépasser deux ans.

Perte de l'admissibilité

(4) La personne qui est vice-président de la Section de première instance cesse de l'être si elle cesse de satisfaire aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (2).

Amovibilité

(5) Le vice-président de la Section de première instance exerce ses fonctions à titre amovible.

Reappointment

(6) A person appointed as vice-chair of the Hearing Division is eligible for reappointment if he or she meets the eligibility requirements in subsection (2).

Acting vice-chair of Appeal Division

(7) The chair of the Tribunal may assign the vice-chair of the Hearing Division to act as vice-chair of the Appeal Division for the period specified by the chair and subject to such conditions or restrictions as the chair may specify.

Transition

(8) The appointment of the person who is the vice-chair of the Law Society Hearing Panel immediately before the day subsection 16 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force expires on that day.

(2) Subsections 49.21 (8) and (9) of the Act, as re-enacted by subsection (1), and subsection 49.21 (10) of the Act, as enacted by subsection (1), are repealed.

(3) Subsection 49.22 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed.

(4) Subsection 49.22.1 (8) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed.

17. Subsection 49.23 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Hearings

(1) An application to the Tribunal under this Part shall be determined after a hearing by the Hearing Division.

18. Subsection 49.24.1 (2) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting:

Eligibility for appointment

(2) The chair or vice-chair shall not appoint a person as a temporary member of the Hearing Division under subsection (1) unless the person meets the requirements set out in the by-laws and is,

19. Section 49.28 of the Act is amended by adding the following subsections:

Where deadline unspecified

(3) If an order for costs under subsection (1) does not specify or otherwise provide for a deadline for paying the costs, the costs are payable by the deadline provided for by the by-laws.

Extension

(4) A deadline for paying costs may be extended in accordance with the by-laws if,

Mandat renouvelable

(6) Le mandat du vice-président de la Section de première instance est renouvelable si le vice-président satisfait aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (2).

Vice-président suppléant de la Section d'appel

(7) Le président du Tribunal peut affecter le vice-président de la Section de première instance à la suppléance du vice-président de la Section d'appel pour la période qu'il précise et sous réserve des conditions ou des restrictions qu'il précise.

Disposition transitoire

(8) Le mandat de la personne qui est vice-président du Comité d'audition du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* expire ce jour-là.

(2) Les paragraphes 49.21 (8) et (9) de la Loi, tels qu'ils sont réédités par le paragraphe (1), et le paragraphe 49.21 (10) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), sont abrogés.

(3) Le paragraphe 49.22 (2) de la Loi, tel qu'il est réédité par le paragraphe (1), est abrogé.

(4) Le paragraphe 49.22.1 (8) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est abrogé.

17. Le paragraphe 49.23 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Audiences

(1) La Section de première instance statue sur les requêtes qui sont présentées au Tribunal en vertu de la présente partie à l'issue d'une audience qu'elle tient.

18. Le paragraphe 49.24.1 (2) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Admissibilité à une nomination

(2) Le président ou le vice-président ne peut nommer une personne membre provisoire de la Section de première instance en vertu du paragraphe (1) que si elle satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs et qu'elle est, selon le cas :

19. L'article 49.28 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Échéance non précisée

(3) Si une ordonnance relative aux frais visée au paragraphe (1) ne précise pas ni ne prévoit autrement une échéance de paiement des frais, ceux-ci doivent être payés au plus tard à l'échéance prévue par les règlements administratifs.

Report d'échéance

(4) L'échéance de paiement des frais peut être reportée conformément aux règlements administratifs si, selon le cas :

- (a) the order for the costs so provides; or
- (b) the deadline is set by by-law under subsection (3).

20. (1) Sections 49.29 and 49.30 of the Act are repealed and the following substituted:

APPEAL DIVISION

Appeal Division

49.29 (1) The Law Society Appeal Panel is continued as a division of the Tribunal under the name Law Society Appeal Division in English and Section d'appel du Barreau in French.

Composition

- (2) The Appeal Division shall consist of,
 - (a) the chair of the Tribunal; and
 - (b) at least five persons appointed by Convocation,
 - (i) at least one of whom shall be a person who is not a licensee, and
 - (ii) at least one of whom shall be an elected bencher.

Eligibility for appointment

(3) A person is not eligible to be appointed to the Appeal Division unless he or she meets the requirements set out in the by-laws and is,

- (a) a bencher;
- (b) a licensee; or
- (c) a person approved by the Attorney General for Ontario.

Term of office

(4) Subject to subsections (5) and (6), an appointment as a member of the Appeal Division shall be for such term, not exceeding four years, as Convocation may fix.

Cessation of eligibility

(5) A person appointed to the Appeal Division ceases to be a member of the Division if he or she ceases to meet the eligibility requirements in subsection (3).

Appointment at pleasure

(6) A person appointed as a member of the Appeal Division holds office at the pleasure of Convocation.

Reappointment

(7) A person appointed as a member of the Appeal Division is eligible for reappointment if he or she meets the eligibility requirements in subsection (3).

Transition

(8) The appointments of those persons who are members of the Law Society Appeal Panel immediately before the day subsection 20 (1) of the *Modernizing Regulation*

- a) l'ordonnance relative aux frais le prévoit;
- b) l'échéance est fixée par règlement administratif au titre du paragraphe (3).

20. (1) Les articles 49.29 et 49.30 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

SECTION D'APPEL

Section d'appel

49.29 (1) Le Comité d'appel du Barreau est prorogé à titre de section du Tribunal sous le nom de Section d'appel du Barreau en français et de Law Society Appeal Division en anglais.

Composition

- (2) La Section d'appel se compose :
 - a) du président du Tribunal;
 - b) d'au moins cinq personnes nommées par le Conseil, dont au moins :
 - (i) une n'est pas titulaire de permis,
 - (ii) une est un conseiller élu.

Admissibilité à une nomination

(3) Une personne ne peut être nommée à la Section d'appel que si elle satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs et qu'elle est, selon le cas :

- a) un conseiller;
- b) un titulaire de permis;
- c) une personne qu'agrée le procureur général de l'Ontario.

Mandat

(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), les membres de la Section d'appel sont nommés pour un mandat que fixe le Conseil, lequel ne peut dépasser quatre ans.

Perte de l'admissibilité

(5) La personne nommée à la Section d'appel cesse d'être membre de la Section si elle cesse de satisfaire aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (3).

Amovibilité

(6) La personne nommée membre de la Section d'appel exerce ses fonctions à titre amovible.

Mandat renouvelable

(7) Le mandat de la personne nommée membre de la Section d'appel est renouvelable si elle satisfait aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (3).

Disposition transitoire

(8) Le mandat des personnes qui sont membres du Comité d'appel du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 20 (1) de la *Loi de*

of the *Legal Profession Act, 2013* comes into force expire on that day.

Same

(9) Every proceeding that is before the Law Society Appeal Panel immediately before the day subsection 20 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force becomes on that day a proceeding before the Appeal Division.

Same

(10) Despite subsection (8), a person whose appointment expires under that subsection and who is not appointed as a member of the Appeal Division under this section may act as a member of the Appeal Division with respect to any proceeding before the Appeal Division that was commenced before the expiry.

Chair

49.30 (1) The person who is the chair of the Tribunal shall also be the chair of the Appeal Division.

Transition

(2) The appointment of the person who is the chair of the Law Society Appeal Panel immediately before the day subsection 20 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force expires on that day.

Vice-chair

49.30.1 (1) Convocation shall appoint a vice-chair of the Appeal Division.

Eligibility for appointment

(2) A person is not eligible to be appointed as vice-chair of the Appeal Division unless he or she meets the requirements set out in the by-laws and is an elected bench member of the Appeal Division.

Term of office

(3) Subject to subsections (4) and (5), an appointment as vice-chair of the Appeal Division shall be for such term, not exceeding two years, as Convocation may fix.

Cessation of eligibility

(4) A person ceases to be the vice-chair of the Appeal Division if he or she ceases to meet the eligibility requirements in subsection (2).

Appointment at pleasure

(5) A person appointed as vice-chair of the Appeal Division holds office at the pleasure of Convocation.

Reappointment

(6) A person appointed as vice-chair of the Appeal Division is eligible for reappointment if he or she meets the eligibility requirements in subsection (2).

Acting vice-chair of Hearing Division

(7) The chair of the Tribunal may assign the vice-chair of the Appeal Division to act as vice-chair of the Hearing

2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique expire ce jour-là.

Idem

(9) Les instances devant le Comité d'appel du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 20 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* deviennent ce jour-là des instances devant la Section d'appel.

Idem

(10) Malgré le paragraphe (8), la personne dont le mandat expire en application de ce paragraphe et qui n'est pas nommée membre de la Section d'appel aux termes du présent article peut agir en qualité de membre de cette section à l'égard de toute instance qui a été introduite devant cette section avant l'expiration de son mandat.

Président

49.30 (1) Le président du Tribunal est également président de la Section d'appel.

Disposition transitoire

(2) Le mandat de la personne qui est président du Comité d'appel du Barreau immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 20 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* expire ce jour-là.

Vice-président

49.30.1 (1) Le Conseil nomme le vice-président de la Section d'appel.

Admissibilité à une nomination

(2) Une personne ne peut être nommée à la vice-présidence de la Section d'appel que si elle satisfait aux exigences prévues dans les règlements administratifs et qu'elle est un conseiller élu membre de cette section.

Mandat

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), le vice-président de la Section d'appel est nommé pour un mandat que fixe le Conseil, lequel ne peut dépasser deux ans.

Perte de l'admissibilité

(4) La personne qui est vice-président de la Section d'appel cesse de l'être si elle cesse de satisfaire aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (2).

Amovibilité

(5) Le vice-président de la Section d'appel exerce ses fonctions à titre amovible.

Mandat renouvelable

(6) Le mandat du vice-président de la Section d'appel est renouvelable si le vice-président satisfait aux exigences en matière d'admissibilité visées au paragraphe (2).

Vice-président suppléant de la Section de première instance

(7) Le président du Tribunal peut affecter le vice-président de la Section d'appel à la suppléance du vice-

Division for the period specified by the chair and subject to such conditions or restrictions as the chair may specify.

Transition

(8) The appointment of the person who is the vice-chair of the Law Society Appeal Panel immediately before the day subsection 20 (1) of the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013* comes into force expires on that day.

(2) Subsections 49.29 (8) and (9) of the Act, as re-enacted by subsection (1), and subsection 49.29 (10) of the Act, as enacted by subsection (1), are repealed.

(3) Subsection 49.30 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed.

(4) Subsection 49.30.1 (8) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed.

21. Clause 49.35 (2) (a) of the Act is amended by striking out “the Hearing Panel or person appealed from” at the end and substituting “the Hearing Division or person who made the order or decision appealed from”.

22. (1) Subsection 49.42 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Variation or discharge of previous order

Fresh evidence, material change

(1) If an order made under this Act suspended a licensee’s licence or restricted the manner in which a licensee may practise law or provide legal services, the licensee may apply to the Tribunal for an order of the Hearing Division discharging or varying the order to suspend or restrict on the basis of fresh evidence or a material change in circumstances.

(2) Subsection 49.42 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Discharge from bankruptcy

(3) If an order made under section 46 suspended a licensee’s licence, the licensee may apply to the Tribunal for an order of the Hearing Division discharging or varying the order to suspend on the basis that the licensee has been discharged from bankruptcy.

23. Subsection 49.43 (1) of the Act is amended by striking out “may apply to the Hearing Panel for a determination” in the portion before clause (a) and substituting “may apply to the Tribunal for a determination by the Hearing Division”.

24. (1) Subsection 62 (0.1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

45. specifying a deadline for the purposes of subsection 49.28 (3), and providing for a process to extend a deadline for paying costs in the circum-

président de la Section de première instance pour la période qu’il précise et sous réserve des conditions ou des restrictions qu’il précise.

Disposition transitoire

(8) Le mandat de la personne qui est vice-président du Comité d’appel du Barreau immédiatement avant le jour de l’entrée en vigueur du paragraphe 20 (1) de la *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique* expire ce jour-là.

(2) Les paragraphes 49.29 (8) et (9) de la Loi, tels qu’ils sont réédités par le paragraphe (1), et le paragraphe 49.29 (10) de la Loi, tel qu’il est édicté par le paragraphe (1), sont abrogés.

(3) Le paragraphe 49.30 (2) de la Loi, tel qu’il est réédité par le paragraphe (1), est abrogé.

(4) Le paragraphe 49.30.1 (8) de la Loi, tel qu’il est édicté par le paragraphe (1), est abrogé.

21. L’alinéa 49.35 (2) a) de la Loi est modifié par remplacement de «que le Comité d’audition ou la personne dont il y a appel aurait dû ou pu rendre» par «qu’aurait dû ou pu rendre la Section de première instance ou la personne dont l’ordonnance ou la décision a été portée en appel» à la fin de l’alinéa.

22. (1) Le paragraphe 49.42 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification ou révocation d’une ordonnance antérieure

Nouvelles preuves, changement important

(1) Si une ordonnance suspendant le permis d’un titulaire de permis ou limitant la façon dont un titulaire de permis peut pratiquer le droit ou fournir des services juridiques a été rendue en vertu de la présente loi, le titulaire de permis peut demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance rende une ordonnance révoquant ou modifiant l’ordonnance de suspension ou de limitation sur la foi de nouvelles preuves ou d’un changement important de circonstances.

(2) Le paragraphe 49.42 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Libération du failli

(3) Si une ordonnance suspendant le permis d’un titulaire de permis a été rendue en vertu de l’article 46, le titulaire de permis failli peut demander au Tribunal, par voie de requête, que la Section de première instance rende une ordonnance révoquant ou modifiant l’ordonnance de suspension au motif qu’il a été libéré.

23. Le paragraphe 49.43 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «peut, par voie de requête, demander au Comité d’audition d’établir» par «peut, par voie de requête, demander au Tribunal que la Section de première instance établisse» dans le passage qui précède l’alinéa a).

24. (1) Le paragraphe 62 (0.1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

45. préciser une échéance pour l’application du paragraphe 49.28 (3) et prévoir une marche à suivre pour reporter une échéance de paiement des frais

stances described in subsection 49.28 (4) and specifying that extended deadline;

(2) Subsection 62 (0.1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

46. providing for additional powers, duties and functions of the Tribunal, its chair and its members;
- 46.1 setting out eligibility requirements for the purposes of subsections 49.20.2 (1), 49.21 (3), 49.22.1 (2), 49.24.1 (2), 49.29 (3) and 49.30.1 (2);
- 46.2 governing the conduct of members of the Hearing Division and members of the Appeal Division who are assigned to hear and determine matters, including providing for a code of professional conduct for such members and providing for the code's enforcement, and governing the evaluation of such members;

(3) Paragraph 52 of subsection 62 (0.1) of the Act is repealed.

(4) Subparagraph 10.1 ii of subsection 62 (1) of the Act is repealed.

25. Sections 63.0.1 and 63.1 of the Act are repealed.

26. Each of the provisions of the Act listed in Column A of the Table to this section is amended in the manner specified for the provision in Column B of the Table.

TABLE

Column A	Column B
Provision	Amendments
27 (5)	Strike out "Panel" at the end and substitute "Division".
31 (5)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
34 (2)	Strike out "Panel" at the end and substitute "Division".
35 (1)	Strike out "Panel" wherever it appears in the portion before paragraph 1 and substitute in each case "Division".
Subparagraph 3 ii of subsection 35 (1)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
Subparagraph 3 iii of subsection 35 (1)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
Paragraph 14 of subsection 35 (1)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
Paragraph 21 of subsection 35 (1)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
35 (3)	Strike out "Panel" and substitute "Division".
36 (1)	Strike out "Panel" wherever it appears and substitute in each case "Division".

dans les circonstances visées au paragraphe 49.28 (4), et préciser la nouvelle échéance;

(2) Le paragraphe 62 (0.1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

46. prévoir des pouvoirs, des obligations et des fonctions supplémentaires pour le Tribunal, son président et ses membres;
- 46.1 énoncer les exigences en matière d'admissibilité pour l'application des paragraphes 49.20.2 (1), 49.21 (3), 49.22.1 (2), 49.24.1 (2), 49.29 (3) et 49.30.1 (2);
- 46.2 régir la conduite des membres de la Section de première instance et des membres de la Section d'appel qui sont chargés d'entendre et de trancher des questions, y compris prévoir un code déontologique pour ces membres et en prévoir l'application, et régir l'évaluation de ces membres;

(3) La disposition 52 du paragraphe 62 (0.1) de la Loi est abrogée.

(4) La sous-disposition 10.1 ii du paragraphe 62 (1) de la Loi est abrogée.

25. Les articles 63.0.1 et 63.1 de la Loi sont abrogés.

26. Chacune des dispositions de la Loi indiquées dans la colonne A du tableau du présent article est modifiée de la manière précisée pour la disposition dans la colonne B du tableau.

TABLEAU

Colonne A	Colonne B
Disposition	Modifications
27 (5)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
31 (5)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
34 (2)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
35 (1)	Remplacer «qu'il» par «qu'elle» et «le Comité d'audition» par «la Section de première instance» dans le passage qui précède la disposition 1.
Sous-disposition 3 ii du paragraphe 35 (1)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
Sous-disposition 3 iii du paragraphe 35 (1)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
Disposition 14 du paragraphe 35 (1)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
Disposition 21 du paragraphe 35 (1)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
35 (3)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance».
36 (1)	Remplacer «le Comité d'audition» par «la Section de première instance» et «lui» par «elle».

36 (2)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
37 (3)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
37 (4)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
37 (6)	Strike out “Panel” in the portion before clause (a) and substitute “Division”.
38 (2)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
39 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
39 (2)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
39 (6)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
39 (7)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
40 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears in the portion before paragraph 1 and substitute in each case “Division”.
Subparagraph 1 ii of subsection 40 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
Subparagraph 1 iii of subsection 40 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
Paragraph 6 of subsection 40 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
40 (3)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
42 (6)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
42 (7)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
42 (8)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
43 (2)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
44 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears in the portion before paragraph 1 and substitute in each case “Division”.
Subparagraph 1 ii of subsection 44 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
Subparagraph 1 iii of subsection 44 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
Paragraph 10 of subsection 44 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
44 (3)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.

36 (2)	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance» et «lui» par «elle».
37 (3)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
37 (4)	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance».
37 (6)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» dans le passage qui précède l’alinéa a).
38 (2)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
39 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
39 (2)	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance».
39 (6)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
39 (7)	Remplacer «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
40 (1)	Remplacer «qu’il» par «qu’elle» et «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» dans le passage qui précède la disposition 1.
Sous-disposition 1 ii du paragraphe 40 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
Sous-disposition 1 iii du paragraphe 40 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
Disposition 6 du paragraphe 40 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
40 (3)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
42 (6)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance».
42 (7)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance».
42 (8)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance».
43 (2)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
44 (1)	Remplacer «qu’il» par «qu’elle» et «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» dans le passage qui précède la disposition 1.
Sous-disposition 1 ii du paragraphe 44 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
Sous-disposition 1 iii du paragraphe 44 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
Disposition 10 du paragraphe 44 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
44 (3)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».

49.23 (2)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.23 (3)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.24 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.24.1 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.25	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.26	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.27 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.27 (2)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.28 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.31 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.31 (2)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.31 (3)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.32 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.32 (2)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.32 (3)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
49.35 (1)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.35 (2)	Strike out “Panel” in the portion before clause (a) and substitute “Division”.
49.35 (2) (b)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.36 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.

49.23 (2)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance».
49.23 (3)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «du Comité» par «de la Section».
49.24 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
49.24.1 (1)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance» partout où figurent ces mots.
49.25	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance» et «lui» par «elle».
49.26	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance» et «celui-ci» par «celle-ci».
49.27 (1)	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance».
49.27 (2)	Remplacer «Le Comité d’audition» par «La Section de première instance».
49.28 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «celui-ci, qui» par «celle-ci. La Section».
49.31 (1)	Remplacer «Le Comité d’appel» par «La Section d’appel» et «lui» par «elle».
49.31 (2)	Remplacer «du Comité d’appel» par «de la Section d’appel».
49.31 (3)	Remplacer «du Comité d’appel» par «de la Section d’appel» et «celui-ci» par «celle-ci».
49.32 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance», «celui-ci» par «celle-ci» et «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
49.32 (2)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» partout où figurent ces mots, «celui-ci» par «celle-ci» et «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
49.32 (3)	Remplacer «le Comité d’appel» par «la Section d’appel» à la fin du paragraphe.
49.35 (1)	Remplacer «Le Comité d’appel» par «La Section d’appel» et «lui» par «elle».
49.35 (2)	Remplacer «le Comité d’appel» par «la Section d’appel» dans le passage qui précède l’alinéa a).
49.35 (2) b)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «ce comité» par «cette section».
49.36 (1)	Remplacer «du Comité d’appel» par «de la Section d’appel» et «ce comité» par «cette section».

49.36 (2)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.37 (1)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
49.37 (3)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
49.38	Strike out “Panel” wherever it appears in the portion before clause (a) and substitute in each case “Division”.
49.38 (a)	Strike out “Panel’s” and substitute “Division’s”, and strike out “Panel” and substitute “Division”.
49.42 (4)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
49.43 (2)	Strike out “Panel” in the portion before clause (a) and substitute “Division”.
49.43 (2) (a)	In the French version, strike out “il” and substitute “elle”.
49.43 (2) (b)	In the French version, strike out “il” and substitute “elle”.
49.43 (3)	Strike out “Panel” at the end and substitute “Division”.
49.53	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
61.0.5 (2) (b) (ii)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
61.2 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.
61.2 (2) (g)	Strike out “Panel” and substitute “Division”.
Paragraph 14 of subsection 63 (1)	Strike out “Panel” wherever it appears and substitute in each case “Division”.

SOLICITORS ACT

27. (1) Section 1 of the *Solicitors Act* is amended by striking out “If a person, unless a party to the proceeding, commences” at the beginning and substituting “Subject to subsection (2), if a person commences”.

49.36 (2)	Remplacer «Lorsqu’il» par «Lorsqu’elle», «le Comité d’appel» par «la Section d’appel», «celle-ci» par «la décision ou l’ordonnance» et «qu’il» par «qu’elle».
49.37 (1)	Remplacer «au Comité d’appel» par «à la Section d’appel» à la fin du paragraphe.
49.37 (3)	Remplacer «au Comité d’appel» par «à la Section d’appel» et «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
49.38	Remplacer «le Comité d’appel» par «la Section d’appel» et «ce comité» par «cette section» dans le passage qui précède l’alinéa a).
49.38 a)	Remplacer «du Comité d’appel» par «de la Section d’appel» et «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
49.42 (4)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
49.43 (2)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» dans le passage qui précède l’alinéa a).
49.43 (2) a)	Dans la version française, remplacer «il» par «elle».
49.43 (2) b)	Dans la version française, remplacer «il» par «elle».
49.43 (3)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» à la fin du paragraphe.
49.53	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
61.0.5 (2) b) (ii)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
61.2 (1)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance» et «le Comité d’appel» par «la Section d’appel».
61.2 (2) g)	Remplacer «le Comité d’audition» par «la Section de première instance».
Disposition 14 du paragraphe 63 (1)	Remplacer «du Comité d’audition» par «de la Section de première instance» et «du Comité d’appel» par «de la Section d’appel».

LOI SUR LES PROCUREURS

27. (1) L’article 1 de la *Loi sur les procureurs* est modifié par remplacement de «La personne qui, n’ayant pas été admise et inscrite à titre de procureur, introduit ou poursuit une instance ou action à laquelle elle n’est pas partie,» par «Sous réserve du paragraphe (2), la personne qui, n’ayant pas été admise et inscrite à titre de procureur, introduit ou poursuit une instance ou action,» au début de l’article.

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exceptions

- (2) Subsection (1) does not apply to a person who is,
- (a) a party to the proceeding; or
 - (b) a person licensed under the *Law Society Act* to provide legal services in Ontario.

Commencement

28. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsections 1 (1), (2), (4), (5) and (6), sections 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13 and 15, subsection 16 (1), sections 17 and 18, subsection 20 (1), sections 21, 22 and 23, subsection 24 (2) and section 26 come into force three months after the day this Act receives Royal Assent.

Same

(3) Subsections 3 (1) and (3) and 4 (1), (2), (3) and (4) come into force on the later of April 7, 2014 and the day this Act receives Royal Assent.

Same

(4) Subsections 3 (4), 4 (5), 16 (2), (3) and (4), 20 (2), (3) and (4) and 24 (4) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

29. The short title of this Act is the *Modernizing Regulation of the Legal Profession Act, 2013*.

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exceptions

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne qui est :
- a) soit une partie à l'instance;
 - b) soit une personne pourvue d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur le Barreau* l'autorisant à fournir des services juridiques en Ontario.

Entrée en vigueur

28. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les paragraphes 1 (1), (2), (4), (5) et (6), les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13 et 15, le paragraphe 16 (1), les articles 17 et 18, le paragraphe 20 (1), les articles 21, 22 et 23, le paragraphe 24 (2) et l'article 26 entrent en vigueur trois mois après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Les paragraphes 3 (1) et (3) et 4 (1), (2), (3) et (4) entrent en vigueur le dernier en date du 7 avril 2014 et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(4) Les paragraphes 3 (4), 4 (5), 16 (2), (3) et (4), 20 (2), (3) et (4) et 24 (4) entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

29. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la modernisation de la réglementation de la profession juridique*.

A20N
XB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 112

**An Act to amend
the Animals for Research Act and
the Dog Owners' Liability Act
with respect to pit bulls**

Mr. R. Hillier

Private Member's Bill

1st Reading October 1, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 112

**Loi modifiant la Loi sur les
animaux destinés à la recherche
et la Loi sur la responsabilité
des propriétaires de chiens
en ce qui a trait aux pit-bulls**

M. R. Hillier

Projet de loi de député

1^{re} lecture 1^{er} octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill repeals provisions in the *Animals for Research Act* relating to the disposition of pit bulls under that Act. The Bill also repeals provisions in the *Dog Owners' Liability Act* that prohibit restricted pit bulls and provide for controls on pit bulls.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi abroge les dispositions de la *Loi sur les animaux destinés à la recherche* qui traitent de la disposition des pit-bulls prévue par cette loi. Il abroge également les dispositions de la *Loi sur la responsabilité des propriétaires de chiens* qui interdisent les pit-bulls réglementés et prévoient des mesures de contrôle à l'égard des pit-bulls.

**An Act to amend
the Animals for Research Act and
the Dog Owners' Liability Act
with respect to pit bulls**

**Loi modifiant la Loi sur les
animaux destinés à la recherche
et la Loi sur la responsabilité
des propriétaires de chiens
en ce qui a trait aux pit-bulls**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

ANIMALS FOR RESEARCH ACT

1. (1) Subsection 1 (2) of the *Animals for Research Act* is repealed.

(2) Subsection 20 (5) of the Act is amended by striking out “subject to subsections (7) to (7.4)” and substituting “subject to subsection (7)”.

(3) Subsection 20 (6) of the Act is amended by striking out “subject to subsections (7) to (7.4)” in the portion before clause (a) and substituting “subject to subsection (7)”.

(4) Subsections 20 (7.1) to (7.4) of the Act are repealed.

DOG OWNERS' LIABILITY ACT

2. (1) Subsection 4 (6) of the *Dog Owners' Liability Act* is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

Considerations

(6) In exercising its powers to make an order under subsection (3), the court shall take into consideration the following circumstances:

(2) Subsections 4 (8), (9) and (10) of the Act are repealed.

(3) Sections 6 to 11 of the Act are repealed.

(4) Subsection 13 (3) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (c) and by repealing clauses (d) and (e).

(5) Subsection 15 (1) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (c) and by repealing clauses (d) and (e).

(6) Sections 19 and 20 of the Act are repealed and the following substituted:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR LES ANIMAUX DESTINÉS À LA RECHERCHE

1. (1) Le paragraphe 1 (2) de la *Loi sur les animaux destinés à la recherche* est abrogé.

(2) Le paragraphe 20 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «sous réserve des paragraphes (7) à (7.4)» par «sous réserve du paragraphe (7)».

(3) Le paragraphe 20 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «sous réserve des paragraphes (7) à (7.4)» par «sous réserve du paragraphe (7)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(4) Les paragraphes 20 (7.1) à (7.4) de la Loi sont abrogés.

**LOI SUR LA RESPONSABILITÉ DES
PROPRIÉTAIRES DE CHIENS**

2. (1) Le paragraphe 4 (6) de la *Loi sur la responsabilité des propriétaires de chiens* est modifié par remplacement du passage qui précède la disposition 1 par ce qui suit :

Critères

(6) En rendant l'ordonnance prévue au paragraphe (3), le tribunal tient compte des critères suivants :

(2) Les paragraphes 4 (8), (9) et (10) de la Loi sont abrogés.

(3) Les articles 6 à 11 de la Loi sont abrogés.

(4) Les alinéas 13 (3) d) et e) de la Loi sont abrogés.

(5) Les alinéas 15 (1) d) et e) de la Loi sont abrogés.

(6) Les articles 19 et 20 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

REGULATIONS

Regulations

19. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) authorizing persons or other bodies specified in the regulations to pass and enforce by-laws governing pit bulls for the purposes of unorganized territory or specified parts of unorganized territory in the same ways that a municipality can pass and enforce by-laws governing pit bulls for the purposes of its geographic jurisdiction;
- (b) designating bodies referred to as designated in this Act;
- (c) designating public officers as peace officers for the purposes of this Act.

(7) Ontario Regulation 157/05 (Pit Bull Controls) made under the Act is revoked.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Public Safety Related to Dogs Statute Law Amendment Act, 2013*.

RÈGLEMENTS

Règlements

19. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) autoriser les personnes ou les autres organismes que précisent les règlements à adopter et à exécuter des règlements municipaux régissant les pit-bulls applicables dans un territoire non érigé en municipalité ou dans des parties précisées d'un tel territoire de la même façon qu'une municipalité peut adopter et exécuter des règlements municipaux régissant les pit-bulls applicables à son territoire;
- b) désigner les organismes que la présente loi mentionne comme étant désignés;
- c) désigner des fonctionnaires publics comme agents de la paix pour l'application de la présente loi.

(7) Le Règlement de l'Ontario 157/05 (Mesures de contrôle visant les pit-bulls) pris en vertu de la Loi est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant des lois en ce qui a trait à la sécurité publique liée aux chiens*.

A20N
K B
B56

Gouvernement
de l'Ontario



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 113

Projet de loi 113

**An Act to promote fairness
in all compensation paid to employees
in the public sector as compared to
the private sector and to address
Ontario's debt through alternatives
to public sector layoffs
and government program cuts
while reducing the fiscal pressure
on the people of Ontario
who are having trouble
paying their bills**

**Loi visant à promouvoir l'équité
en ce qui concerne la rémunération
versée aux employés du secteur public
par rapport à celle des employés
du secteur privé et à s'attaquer
à la dette de l'Ontario sans recourir
à des mises à pied dans le secteur
public et à des compressions dans
les programmes gouvernementaux
tout en allégeant le fardeau financier
des Ontariennes et des Ontariens
qui peinent à payer leurs factures**

Mr. T. Barrett

M. T. Barrett

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading October 7, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 7 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts a new Act to establish a division within the Ministry of Finance to be known in English as the Comprehensive Pay Fairness Division and in French as Division de l'équité salariale globale. The Division is required to collect and publish information relating to the settling of all or part of the compensation paid to public sector employees. The information is to include comparisons between the terms and conditions of employment of public sector employees and those of private sector employees. For that purpose, the Minister of Finance is authorized to collect information about the terms and conditions of employment, including compensation, of both public sector employees and private sector employees. In making a decision or award settling all or part of a collective agreement for public sector employees, an arbitrator or a board of arbitration is required to consider the information that the Division publishes.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte une nouvelle loi visant à créer une division au sein du ministère des Finances appelée Division de l'équité salariale globale en français et Comprehensive Pay Fairness Division en anglais. La Division a pour mission de recueillir et de publier des renseignements relativement au règlement de la totalité ou d'une partie de la rémunération versée aux employés du secteur public. Les renseignements recueillis doivent inclure des comparaisons entre les conditions d'emploi des employés du secteur public et celles des employés du secteur privé. A cette fin, le ministre des Finances est autorisé à recueillir des renseignements à propos des conditions d'emploi, notamment la rémunération, des employés des secteurs public et privé. Lorsqu'il rend une décision ou une sentence qui règle la totalité ou une partie d'une convention collective s'appliquant à des employés du secteur public, l'arbitre ou le conseil d'arbitrage doit tenir compte des renseignements que publie la Division.

**An Act to promote fairness
in all compensation paid to employees
in the public sector as compared to
the private sector and to address
Ontario's debt through alternatives
to public sector layoffs
and government program cuts
while reducing the fiscal pressure
on the people of Ontario
who are having trouble
paying their bills**

**Loi visant à promouvoir l'équité
en ce qui concerne la rémunération
versée aux employés du secteur public
par rapport à celle des employés
du secteur privé et à s'attaquer
à la dette de l'Ontario sans recourir
à des mises à pied dans le secteur
public et à des compressions dans
les programmes gouvernementaux
tout en allégeant le fardeau financier
des Ontariennes et des Ontariens
qui peinent à payer leurs factures**

Preamble

Since 2003, the annual deficit of the Province of Ontario has increased alarmingly and is projected to be \$30.2 billion by 2017-2018. Accumulated debt of the Province is projected to be \$411.4 billion by 2017-2018. The need to service this debt severely impairs the ability of the Province to function and has led to increased levels of taxation that seriously impair the ability of businesses in Ontario to compete economically and of individuals to survive financially.

It is vital that the Province get its finances in order, otherwise there will be no alternative but to cut government programs significantly, which will inevitably lead to layoffs in the public sector and a lower level of Government service to the people of Ontario. To avoid those extreme and harsh solutions, the Government of Ontario needs to act immediately to limit increases in compensation paid to employees in the public sector, while recognizing its legal duty to consult fully with those employees and the bargaining agents representing them and to negotiate with them constructively and in good faith.

To achieve that goal, it is appropriate that arbitrators or boards of arbitration that make decisions or awards settling all or part of a collective agreement for public sector employees have access to and consider information that includes comparisons between the terms and conditions of employment of public sector employees and those of private sector employees.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

Préambule

Depuis 2003, le déficit annuel de la province de l'Ontario a augmenté de façon alarmante. D'ici 2017-2018, il devrait atteindre 30,2 milliards de dollars et la dette accumulée de la Province, 411,4 milliards de dollars. Le service de la dette nuit gravement à la capacité de fonctionnement de la Province et a entraîné une hausse des niveaux d'imposition qui mine sérieusement la capacité des entreprises ontariennes à rester économiquement concurrentielles et celle des particuliers à survivre financièrement.

Il est crucial que la Province assainisse ses finances, sinon elle sera contrainte de sabrer dans les programmes gouvernementaux, ce qui se traduira inévitablement par des mises à pied dans le secteur public et par une réduction des services gouvernementaux offerts à la population ontarienne. S'il entend éviter de recourir à ces solutions extrêmes et draconiennes, le gouvernement de l'Ontario doit agir immédiatement pour limiter les augmentations de la rémunération versée aux employés du secteur public, tout en reconnaissant son obligation légale de consulter pleinement ces employés et les agents négociateurs qui les représentent et de négocier avec eux de façon constructive et de bonne foi.

Pour atteindre cet objectif, il est approprié que les arbitres ou les conseils d'arbitrage qui rendent des décisions ou des sentences réglant la totalité ou une partie d'une convention collective s'appliquant à des employés du secteur public aient accès à divers renseignements, dont des comparaisons entre les conditions d'emploi des employés du secteur public et celles des employés du secteur privé, et en tiennent compte.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

“collective agreement” means an agreement between an employer and a bargaining agent representing employees containing provisions respecting terms or conditions of employment or the rights, privileges or duties of the employer or the employees; (“convention collective”)

“compensation” means all forms of payment, benefits and perquisites paid or provided, directly or indirectly, to or for the benefit of a person who performs duties and functions that entitle the person to be paid, and includes discretionary payments; (“rémunération”)

“private sector” means all of the employers who are not in the public sector; (“secteur privé”)

“public sector” has the same meaning as in subsection 2 (1) of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*; (“secteur public”)

“public sector employee” means an employee as defined in subsection 2 (1) of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*; (“employé du secteur public”)

“public sector employer” means an employer as defined in subsection 2 (1) of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*. (“employeur du secteur public”)

Duties when bargaining in the public sector

2. (1) Every public sector employer shall consult fully with the bargaining agents representing employees of the employer when bargaining for a collective agreement but also take into account the importance of ensuring the good fiscal health of the employer.

Same, no collective agreement

(2) Every public sector employer shall consult fully with the employees of the employer who are not represented by a bargaining agent when bargaining for an agreement that sets the compensation of the employees but also take into account the importance of ensuring the good fiscal health of the employer.

Comprehensive Pay Fairness Division

3. (1) The Minister of Finance shall establish a division within the Ministry, to be known in English as the Comprehensive Pay Fairness Division and in French as Division de l'équité salariale compréhensive.

Existing resources only

(2) The budget and staff of the Comprehensive Pay Fairness Division shall be drawn only from the resources allocated to the Ministry of Finance on or before the day this Act comes into force.

Collection of information

4. (1) The Minister of Finance may request that a public sector employer or a private sector employer provide the Comprehensive Pay Fairness Division with the information about the terms and conditions of employment, including compensation, of the employees of the employer that the Minister considers relevant to the duties of the

«convention collective» Convention conclue entre un employeur et un agent négociateur représentant les employés qui comprend des dispositions relatives aux conditions d'emploi ou aux droits, privilèges ou obligations de l'employeur ou des employés. («collective agreement»)

«employé du secteur public» Employé au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*. («public sector employee»)

«employeur du secteur public» Employeur au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*. («public sector employer»)

«rémunération» Tous les paiements, avantages et avantages accessoires versés ou accordés, directement ou indirectement, à une personne qui exerce des fonctions lui donnant droit à un paiement, ou au profit de cette personne. S'entend en outre de paiements discrétionnaires. («compensation»)

«secteur privé» Tous les employeurs qui ne font pas partie du secteur public. («private sector»)

«secteur public» S'entend au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*. («public sector»)

Obligations lors de la négociation dans le secteur public

2. (1) L'employeur du secteur public consulte pleinement les agents négociateurs représentant ses employés lors de la négociation d'une convention collective, mais il tient également compte de l'importance de veiller à sa propre santé financière.

Idem : absence de convention collective

(2) L'employeur du secteur public consulte pleinement ses employés qui ne sont pas représentés par un agent négociateur lors de la négociation d'une convention qui établit la rémunération des employés, mais il tient également compte de l'importance de veiller à sa propre santé financière.

Division de l'équité salariale globale

3. (1) Le ministre des Finances crée, au sein du ministère, une division appelée Division de l'équité salariale globale en français et Comprehensive Pay Equity Division en anglais.

Ressources existantes

(2) Le budget et le personnel de la Division de l'équité salariale globale doivent provenir uniquement des ressources attribuées au ministère des Finances le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ou avant ce jour.

Collecte de renseignements

4. (1) Le ministre des Finances peut exiger d'un employeur du secteur public ou du secteur privé qu'il fournisse à la Division de l'équité salariale globale des renseignements sur les conditions d'emploi, notamment la rémunération, de ses employés que le ministre juge pertinents par rapport aux fonctions que la présente loi attribue

Division under this Act and the employer shall comply with the request.

Arbitrators to file information

(2) If an arbitrator makes a decision or award settling all or part of a collective agreement for public sector employees or private sector employees, the arbitrator shall, as soon as possible, file a copy of the decision or award with the Comprehensive Pay Fairness Division.

Use of Government information

(3) Any member of the Executive Council who has collected information about the terms and conditions of employment, including compensation, of the employees of an employer may transmit the information to the Comprehensive Pay Fairness Division, which may use it to perform its duties under this Act.

Duties of Comprehensive Pay Fairness Division

5. (1) The Comprehensive Pay Fairness Division shall collect and publish information relating to the settling of all or part of the compensation paid to public sector employees.

Specific publications

(2) Without limiting the effect of subsection (1), the Comprehensive Pay Fairness Division shall publish the following:

1. National, provincial and local unemployment rates, economic growth rates and personal income levels.
2. For public sector employees and private sector employees, comparisons of the terms and conditions of employment, including compensation.
3. Information on the following matters with respect to the Province of Ontario:
 - i. Projected budget surplus or deficit.
 - ii. Revenue and expenditures.
 - iii. Growth or decline of the tax base.
 - iv. Net debt and borrowing costs.
4. Information on recent arbitration decisions or awards settling all or part of collective agreements for public sector employees and private sector employees in Ontario or elsewhere in Canada.
5. Information on collective agreements for public sector employees and private sector employees in Ontario or elsewhere in Canada.

Arbitrations to consider publications

6. In making a decision or award settling all or part of a collective agreement for public sector employees, an arbitrator or a board of arbitration shall consider the information that the Comprehensive Pay Fairness Division publishes under section 5.

à la Division. L'employeur se conforme alors à la demande.

Dépôt de renseignements par les arbitres

(2) Si un arbitre rend une décision ou une sentence qui règle la totalité ou une partie d'une convention collective s'appliquant à des employés du secteur public ou du secteur privé, l'arbitre dépose, dès que possible, une copie de la décision ou de la sentence auprès de la Division de l'équité salariale globale.

Utilisation de renseignements gouvernementaux

(3) Le membre du Conseil exécutif qui a recueilli des renseignements sur les conditions d'emploi, notamment la rémunération, des employés d'un employeur peut les transmettre à la Division de l'équité salariale globale, qui peut les utiliser pour exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

Fonctions de la Division de l'équité salariale globale

5. (1) La Division de l'équité salariale globale recueille et publie des renseignements relativement au règlement de la totalité ou d'une partie de la rémunération versée aux employés du secteur public.

Publications spécifiques

(2) Sans restreindre la portée générale du paragraphe (1), la Division de l'équité salariale globale publie ce qui suit :

1. Les taux de chômage, taux de croissance économique et niveaux de revenu personnel à l'échelle nationale, provinciale et locale.
2. Pour les employés des secteurs public et privé, des comparaisons des conditions d'emploi, notamment de la rémunération.
3. Des renseignements sur les questions suivantes à l'égard de la province de l'Ontario :
 - i. L'excédent ou le déficit budgétaire prévu.
 - ii. Les recettes et les dépenses.
 - iii. La croissance ou le déclin de l'assiette fiscale.
 - iv. La dette nette et les coûts d'emprunt.
4. Des renseignements sur les décisions ou sentences récentes qui règlent la totalité ou une partie de certaines conventions collectives s'appliquant à des employés des secteurs public et privé en Ontario ou ailleurs au Canada.
5. Des renseignements sur certaines conventions collectives s'appliquant à des employés des secteurs public et privé en Ontario ou ailleurs au Canada.

Prise en compte des publications dans les arbitrages

6. Lorsqu'il rend une décision ou une sentence qui règle la totalité ou une partie d'une convention collective s'appliquant à des employés du secteur public, l'arbitre ou le conseil d'arbitrage prend en compte les renseignements que publie la Division sur l'équité salariale globale en vertu de l'article 5.

Commencement

7. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short Title

8. The short title of this Act is the *Comprehensive Pay Fairness Act, 2013*.

Entrée en vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur l'équité salariale globale*.

2A26N
XB
B56



Publication

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 114

Projet de loi 114

**An Act to amend
the Fish and Wildlife
Conservation Act, 1997
to provide for a spring bear hunt**

**Loi modifiant la Loi de 1997
sur la protection du poisson
et de la faune afin de prévoir
une chasse à l'ours printanière**

Mr. B. Mauro

M. B. Mauro

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading October 8, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 8 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Fish and Wildlife
Conservation Act, 1997
to provide for a spring bear hunt**

**Loi modifiant la Loi de 1997
sur la protection du poisson
et de la faune afin de prévoir
une chasse à l'ours printanière**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Part II of the *Fish and Wildlife Conservation Act, 1997* is amended by adding the following section:

Spring bear hunt

39.1 There shall be an open season for black bears in Ontario from April 15 to June 15 of every year.

Commencement

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Fish and Wildlife Conservation Amendment Act (Spring Bear Hunt), 2013*.

EXPLANATORY NOTE

This Bill amends the *Fish and Wildlife Conservation Act, 1997* to provide an open season for black bears across Ontario from April 15 to June 15 of every year.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La partie II de la *Loi de 1997 sur la protection du poisson et de la faune* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Chasse à l'ours printanière

39.1 Est créée en Ontario une saison de chasse de l'ours noir allant du 15 avril au 15 juin de chaque année.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la protection du poisson et de la faune (chasse à l'ours printanière)*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1997 sur la protection du poisson et de la faune* afin de prévoir dans tout l'Ontario une saison de chasse de l'ours noir allant du 15 avril au 15 juin de chaque année.

JA28 N
XB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 115

**An Act to amend
the Lobbyists Registration Act, 1998**

Ms C. Forster

Private Member's Bill

1st Reading October 9, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 115

**Loi modifiant la Loi de 1998
sur l'enregistrement des lobbyistes**

M^{me} C. Forster

Projet de loi de député

1^{re} lecture 9 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Lobbyists Registration Act, 1998*. Major features of the Bill include the following:

1. Consultant lobbyists are required to file returns with the registrar within five business days after beginning to lobby.
2. The definition of “undertaking” in section 4 of the Act is amended to provide that an undertaking to lobby on behalf of a client may be express or implied. Also, an undertaking to lobby may be in addition to other professional services provided to a client.
3. The definition of “in-house lobbyist” in sections 5 and 6 of the Act is amended to provide that an individual employed by a person, partnership or organization is a lobbyist if any part of his or her duties as an employee is to lobby on behalf of the employer.
4. Lobbyists who lobby high level public office holders are required to submit monthly reports to the registrar.
5. High level public office holders are prohibited from lobbying for five years after leaving their position, with certain exceptions and exemptions.
6. Consultant lobbyists are required to file returns setting out the political contributions they or their clients have made during the preceding 24 months if the *Election Finances Act* applies to the contributions.
7. Individuals are not permitted to lobby while they are being paid from public funds to provide services or advice to the Government or a Government agency.
8. Whistle-blowing protection is added to the Act.
9. Certain offences are added to the Act, and the maximum penalty is increased to \$250,000. The registrar is required to publish the names of individuals charged with or convicted of an offence under the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*. Ses caractéristiques principales sont les suivantes :

1. Les lobbyistes-conseils sont tenus de déposer une déclaration auprès du registrateur dans les cinq jours ouvrables suivant le jour où ils commencent à exercer des pressions.
2. La définition de «engagement» à l'article 4 de la Loi est modifiée pour prévoir que l'engagement d'exercer des pressions pour le compte d'un client peut être exprès ou implicite. De plus, un engagement peut être complémentaire aux autres services professionnels fournis à un client.
3. La définition de «lobbyiste salarié» aux articles 5 et 6 de la Loi est modifiée pour prévoir qu'un particulier employé par une personne, une société en nom collectif ou en commandite ou une organisation est un lobbyiste si toute partie de ses fonctions comme employé consiste à exercer des pressions pour le compte de son employeur.
4. Les lobbyistes qui exercent des pressions auprès des titulaires d'une charge publique de haut niveau sont tenus de présenter des rapports mensuels au registrateur.
5. Il est interdit aux titulaires d'une charge publique de haut niveau d'exercer des pressions pendant cinq ans après qu'ils quittent leur poste, sous réserve de certaines exceptions et exemptions.
6. Les lobbyistes-conseils sont tenus de déposer des déclarations des contributions politiques faites par eux ou par leurs clients au cours des 24 mois précédents, si la *Loi sur le financement des élections* s'applique à ces contributions.
7. Il est interdit aux particuliers d'exercer des pressions pendant qu'ils reçoivent des fonds publics pour fournir des services ou des avis au gouvernement de l'Ontario ou à un organisme du gouvernement de l'Ontario.
8. Une disposition de protection des dénonciateurs est ajoutée à la Loi.
9. Des infractions sont ajoutées à la Loi et la peine maximale passe à 250 000 \$. Le registrateur est tenu de publier le nom de tout particulier qui est accusé ou déclaré coupable d'une infraction à la Loi.

**An Act to amend
the Lobbyists Registration Act, 1998**

**Loi modifiant la Loi de 1998
sur l'enregistrement des lobbyistes**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 1 (1) of the *Lobbyists Registration Act, 1998* is amended by adding the following definition:

“business day” means a day from Monday to Friday, other than a holiday as defined in section 87 of the *Legislation Act, 2006*; (“jour ouvrable”)

(2) The definition of “grass-roots communication” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“grass-roots communication” means appeals to members of the public through the mass media or by direct communication that seek to persuade members of the public to communicate directly with a public office holder in an attempt to place pressure on the public office holder to endorse a particular opinion, but does not include communication between an organization, person or partnership and the members, officers or employees of the organization, person or partnership; (“appel au grand public”)

(3) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“high level public office holder” means,

- (a) the Premier and any person employed in the Office of the Premier,
- (b) the Secretary of the Cabinet and any person employed in Cabinet Office,
- (c) a minister of the Crown and any person employed in a minister’s office,
- (d) a member of the Legislative Assembly,
- (e) a deputy minister, associate deputy minister or assistant deputy minister in a ministry,
- (f) an individual described in clauses (c) to (f) of the definition of “public office holder” who occupies,
 - (i) the senior executive position in his or her organization, whether by the title of chief executive officer or another title, or

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1998 sur l’enregistrement des lobbyistes* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«jour ouvrable» N’importe quel jour du lundi au vendredi, sauf un jour férié au sens de l’article 87 de la *Loi de 2006 sur la législation*. («business day»)

(2) La définition de «appel au grand public» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«appel au grand public» Appel au grand public effectué directement ou au moyen d’un média à grande diffusion pour qu’il communique directement avec le titulaire d’une charge publique en vue de faire pression sur lui pour qu’il adhère à une opinion donnée. Sont toutefois exclues les communications entre une organisation, une personne ou une société en nom collectif ou en commandite et ses membres, dirigeants ou employés. («grass-roots communication»)

(3) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«titulaire d’une charge publique de haut niveau» S’entend des personnes suivantes :

- a) le premier ministre et les personnes employées au Cabinet du Premier ministre;
- b) le secrétaire du Conseil des ministres et les personnes employées au Bureau du Conseil des ministres;
- c) les ministres de la Couronne et les personnes employées dans le bureau d’un ministre;
- d) les députés à l’Assemblée législative;
- e) les sous-ministres, les sous-ministres associés et les sous-ministres adjoints des ministères;
- f) les particuliers visés aux alinéas c) à f) de la définition de «titulaire d’une charge publique» qui occupent :
 - (i) soit le poste de cadre supérieur dans leur organisation, qu’ils portent le titre de chef de la direction ou un autre titre,

(ii) a position of comparable rank to an associate deputy minister or an assistant deputy minister, and

(g) an individual in a class prescribed in the regulations; (“titulaire d’une charge publique de haut niveau”)

2. (1) Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “10 days” and substituting “five business days”.

(2) Subsection 4 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Transitional

(3) If, on the day the *Lobbyists Registration Amendment Act, 2013* comes into force, a consultant lobbyist is performing an undertaking, the consultant lobbyist shall file a return with the registrar not later than five business days after that day. However, a consultant lobbyist who has filed a return before that day is not required to file another return in respect of the same undertaking.

(3) Section 4 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, political contributions

(4.1) A consultant lobbyist who is required to file a return under subsection (1) shall, at the same time, file a return listing each contribution to which the *Election Finances Act* applies that was made by the consultant lobbyist or by the consultant lobbyist’s client during the preceding 24 months.

(4) The definition of “undertaking” in subsection 4 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

“undertaking” means an undertaking by a consultant lobbyist to lobby on behalf of a client, whether the undertaking is express or implied and whether or not the undertaking is ancillary to or in connection with legal services, business services or other professional services the consultant lobbyist provides to the client. (“engagement”)

3. The Act is amended by adding the following section:

Duty to file monthly report, consultant lobbyist

4.0.1 (1) If a consultant lobbyist’s lobbying is directed to a high level public office holder, the consultant lobbyist shall file a monthly report with the registrar in accordance with the following rules:

1. The report shall contain, with respect to every lobbying activity that is of a prescribed type and that occurred in that month,
 - i. the name of each high level public office holder who was the object of the lobbying,
 - ii. the date of the lobbying,
 - iii. particulars, including any prescribed particulars, to identify the subject-matter of the lobbying, and

(ii) soit un poste de rang comparable à celui de sous-ministre associé ou de sous-ministre adjoint;

g) les particuliers appartenant à une catégorie prescrite par les règlements. («high level public office holder»)

2. (1) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «10 jours» par «cinq jours ouvrables».

(2) Le paragraphe 4 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Disposition transitoire

(3) Tout lobbyiste-conseil qui exécute un engagement le jour de l’entrée en vigueur de la *Loi de 2013 modifiant la Loi sur l’enregistrement des lobbyistes* dépose une déclaration auprès du registrateur dans les cinq jours ouvrables suivant ce jour. Toutefois, tout lobbyiste-conseil qui dépose une déclaration avant ce jour n’est pas tenu d’en déposer une autre à l’égard du même engagement.

(3) L’article 4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : contributions politiques

(4.1) Le lobbyiste-conseil tenu de déposer une déclaration en application du paragraphe (1) dépose en même temps une déclaration indiquant chaque contribution à laquelle s’applique la *Loi sur le financement des élections* qu’il a faite ou que son client a faite au cours des 24 mois précédents.

(4) La définition de «engagement» au paragraphe 4 (10) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«engagement» Engagement pris par un lobbyiste-conseil d’exercer des pressions pour le compte d’un client, que l’engagement soit exprès ou implicite et qu’il soit ou non accessoire ou lié aux services juridiques, aux services commerciaux ou aux autres services professionnels que le lobbyiste-conseil fournit au client. («undertaking»)

3. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Rapport mensuel obligatoire : lobbyistes-conseils

4.0.1 (1) Tout lobbyiste-conseil qui exerce des pressions auprès du titulaire d’une charge publique de haut niveau dépose auprès du registrateur un rapport mensuel conformément aux règles suivantes :

1. Relativement à chaque activité consistant à exercer des pressions qui est d’un type prescrit et qui a eu lieu au cours du mois concerné, le rapport doit préciser :
 - i. le nom de chaque titulaire d’une charge publique de haut niveau visé par l’activité,
 - ii. la date de l’activité,
 - iii. les renseignements utiles à la détermination de l’objet de l’activité, y compris les renseignements prescrits à ce sujet,

- iv. any other prescribed information.
- 2. The report shall be filed within 15 days after the end of every month, beginning with the month in which a return is filed under subsection 4 (1).
- 3. The report shall be filed in the prescribed manner and form.

Transitional

(2) A consultant lobbyist who has a duty to file a report under this section shall do so within 15 days after the day on which this section comes into force in respect of the month ending before the day this section comes into force and after that in accordance with paragraph 1 of subsection (1).

4. (1) Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

Prohibition from lobbying until return is filed

(1.1) An in-house lobbyist who is required to file a return under clause (1) (a) shall not lobby before filing that return.

(2) The definition of “in-house lobbyist” in subsection 5 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

“in-house lobbyist” means an individual (other than one described in subsection (8)) who is employed by a person or partnership, any part of whose duties as an employee is to lobby on behalf of the employer or, if the employer is a corporation, on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary; (“lobbyiste salarié”)

5. (1) Section 6 of the Act is amended by adding the following subsection:

Prohibition from lobbying until return is filed

(1.1) The senior officer shall ensure that no in-house lobbyist lobbies before a return is filed as required under clause (1) (a).

(2) The definition of “in-house lobbyist” in subsection 6 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

“in-house lobbyist” means an individual who is employed by an organization, any part of whose duties as an employee is to lobby on behalf of the organization; (“lobbyiste salarié”)

6. The Act is amended by adding the following sections:

Duty to file monthly report, organization

6.1 (1) If an in-house lobbyist’s lobbying is directed to a high level public office holder, the senior officer who has a duty to file the return under clause 6 (1) (a) shall also file a monthly report with the registrar in accordance with the following rules:

iv. tout autre renseignement prescrit.

- 2. Le rapport doit être déposé dans les 15 jours suivant la fin de chaque mois, à compter du mois où une déclaration est déposée en application du paragraphe 4 (1).
- 3. Le rapport doit être déposé sous la forme et de la manière prescrites.

Disposition transitoire

(2) Le lobbyiste-conseil tenu de déposer un rapport en application du présent article le fait dans les 15 jours suivant le jour de l’entrée en vigueur du présent article à l’égard du mois qui prend fin avant ce jour et, par la suite, conformément à la disposition 1 du paragraphe (1).

4. (1) L’article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Interdiction d’exercer des pressions avant le dépôt de la déclaration

(1.1) Le lobbyiste salarié tenu de déposer une déclaration en application de l’alinéa (1) a) ne doit pas exercer de pressions avant de la déposer.

(2) La définition de «lobbyiste salarié» au paragraphe 5 (7) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«lobbyiste salarié» Particulier, à l’exclusion d’un particulier visé au paragraphe (8), qui est employé par une personne ou une société en nom collectif ou en commandite et dont toute partie des fonctions à ce titre consiste à exercer des pressions pour le compte de son employeur ou, dans le cas où celui-ci est une personne morale, pour le compte d’une de ses filiales ou d’une personne morale dont il est la filiale. («in-house lobbyist»)

5. (1) L’article 6 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Interdiction d’exercer des pressions avant le dépôt de la déclaration

(1.1) Le premier dirigeant veille à ce qu’aucun lobbyiste salarié n’exerce de pressions avant qu’une déclaration ne soit déposée comme l’exige l’alinéa (1) a).

(2) La définition de «lobbyiste salarié» au paragraphe 6 (5) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«lobbyiste salarié» Particulier qui est employé par une organisation et dont toute partie des fonctions à ce titre consiste à exercer des pressions pour le compte de l’organisation. («in-house lobbyist»)

6. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Rapport mensuel obligatoire : lobbyistes salariés

6.1 (1) Si un lobbyiste salarié exerce des pressions auprès du titulaire d’une charge publique de haut niveau, le premier dirigeant qui est tenu de déposer la déclaration en application de l’alinéa 6 (1) a) dépose également auprès du registrateur un rapport mensuel conformément aux règles suivantes :

1. The report shall contain, with respect to every lobbying activity that is of a prescribed type and that occurred in that month,
 - i. the name of each high level public office holder who was the object of the lobbying,
 - ii. the date of the lobbying,
 - iii. particulars, including any prescribed particulars, to identify the subject-matter of the lobbying, and
 - iv. any other prescribed information.
2. The report shall be filed within 15 days after the end of every month, beginning with the month in which a return is filed under clause 6 (1) (a).
3. The report shall be filed in the prescribed manner and form.

Transitional

(2) If, on the day this section comes into force, an organization employs an in-house lobbyist, the individual who has the duty to file a report under this section shall do so within 15 days after the day on which this section comes into force in respect of the month ending before the day this section comes into force and after that in accordance with paragraph 1 of subsection (1).

PROHIBITIONS

Prohibition, lobbying while receiving public funds

6.2 (1) An individual shall not lobby as a consultant lobbyist or an in-house lobbyist in respect of a subject-matter if the individual is directly or indirectly entitled to receive public funds as compensation for the provision of services, advice or comments in respect of that subject-matter to the Government of Ontario or to an agency of the Government of Ontario.

Same, receiving public funds while lobbying

(2) An individual who is lobbying as a consultant lobbyist or an in-house lobbyist in respect of a subject-matter shall not agree to provide services, advice or comments to the Government of Ontario or to an agency of the Government of Ontario in respect of that subject-matter if the individual would be directly or indirectly compensated from public funds for the provision of the services, advice or comments.

Application

- (3) Subsections (1) and (2) apply,
 - (a) in the case of a consultant lobbyist, even if the services, advice or comments are not provided on behalf of a client of the consultant lobbyist; and
 - (b) in the case of an in-house lobbyist, even if the services, advice or comments are not provided on behalf of the lobbyist's employer.

1. Relativement à chaque activité consistant à exercer des pressions qui est d'un type prescrit et qui a eu lieu au cours du mois concerné, le rapport doit préciser :
 - i. le nom de chaque titulaire d'une charge publique de haut niveau visé par l'activité,
 - ii. la date de l'activité,
 - iii. les renseignements utiles à la détermination de l'objet de l'activité, y compris les renseignements prescrits à ce sujet,
 - iv. tout autre renseignement prescrit.
2. Le rapport doit être déposé dans les 15 jours suivant la fin de chaque mois, à compter du mois où une déclaration est déposée en application de l'alinéa 6 (1) a).
3. Le rapport doit être déposé sous la forme et de la manière prescrites.

Disposition transitoire

(2) Si, le jour de l'entrée en vigueur du présent article, une organisation emploie un lobbyiste salarié, le particulier tenu de déposer un rapport en application du présent article le fait dans les 15 jours suivant le jour de l'entrée en vigueur du présent article à l'égard du mois qui prend fin avant ce jour et, par la suite, conformément à la disposition 1 du paragraphe (1).

INTERDICTIONS

Interdiction : exercice de pressions par un particulier qui reçoit des fonds publics

6.2 (1) Un particulier ne doit pas exercer des pressions à l'égard d'un objet donné en qualité de lobbyiste-conseil ou de lobbyiste salarié s'il a le droit, directement ou indirectement, de recevoir des fonds publics à titre de rémunération pour la fourniture de services, d'avis ou d'observations à propos de cet objet au gouvernement de l'Ontario ou à un organisme du gouvernement de l'Ontario.

Idem : réception de fonds publics pendant l'exercice de pressions

(2) Un particulier qui exerce des pressions en qualité de lobbyiste-conseil ou de lobbyiste salarié à l'égard d'un objet donné ne doit pas convenir de fournir des services, des avis ou des observations à propos de cet objet au gouvernement de l'Ontario ou à un organisme du gouvernement de l'Ontario si sa rémunération pour ces services, avis ou observations serait directement ou indirectement prélevée sur les fonds publics.

Champ d'application

- (3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent :
 - a) dans le cas d'un lobbyiste-conseil, même si les services, les avis ou les observations ne sont pas fournis pour le compte d'un de ses clients;
 - b) dans le cas d'un lobbyiste-salarié, même si les services, les avis ou les observations ne sont pas fournis pour le compte de son employeur.

Interpretation

(4) For the purpose of this section,

“providing services, advice or comments” includes serving as a member of the board of directors of an agency of the Government of Ontario or providing professional services to the Government of Ontario or to an agency of the Government of Ontario. (“fournir des services, des avis ou des observations”)

“public funds” means,

- (a) public funds within the meaning of the *Broader Public Sector Accountability Act, 2010*, or
- (b) money paid by the Government of Ontario or an agency of the Government of Ontario; (“fonds publics”)

Former high level public office holders

6.3 (1) An individual who was a high level public office holder shall not lobby as a consultant lobbyist within the meaning of section 4 or as an in-house lobbyist within the meaning of section 5 or 6 for five years after the individual ceases to be a high level public office holder.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a high level public office holder who held office only because the individual participated in an employment exchange program.

Exemption

(3) On application, the registrar may exempt an individual from the application of subsection (1) if the registrar is of the opinion that the exemption would not be contrary to the purposes of this Act having regard to any circumstance or factor that the registrar considers relevant, including whether the individual,

- (a) was a high level public office holder for a short period;
- (b) was a high level public office holder on an acting basis;
- (c) was employed under a program of student employment; or
- (d) had administrative duties only.

Conditions

(4) The registrar may impose conditions on an exemption under subsection (3).

Publication

(5) The registrar shall without delay cause every exemption and the registrar's reasons for it to be made available to the public.

7. Section 12 of the Act is amended by adding the following subsection:

Interprétation

(4) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«fonds publics» S'entend, selon le cas :

- a) de fonds publics au sens de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic*;
- b) de sommes versées par le gouvernement de l'Ontario ou un organisme du gouvernement de l'Ontario. («public funds»)

«fournir des services, des avis ou des observations» S'entend notamment du fait de siéger au conseil d'administration d'un organisme du gouvernement de l'Ontario ou de fournir des services professionnels au gouvernement de l'Ontario ou à un organisme du gouvernement de l'Ontario. («providing services, advice or comments»)

Ancien titulaire d'une charge publique de haut niveau

6.3 (1) Le particulier qui était titulaire d'une charge publique de haut niveau ne doit pas exercer de pressions en qualité de lobbyiste-conseil au sens de l'article 4 ou de lobbyiste salarié au sens de l'article 5 ou 6 pendant les cinq ans qui suivent le jour où il a cessé d'être titulaire d'une charge publique de haut niveau.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard du titulaire d'une charge publique de haut niveau qui n'exerçait ses fonctions qu'à titre de participant à un programme d'échange-emploi.

Exemption

(3) Le registrateur peut exempter sur demande un particulier de l'application du paragraphe (1) s'il est d'avis que cette exemption n'est pas incompatible avec l'objet de la présente loi, compte tenu des circonstances ou facteurs qu'il estime pertinents, notamment la question de savoir si le particulier, selon le cas :

- a) était titulaire d'une charge publique de haut niveau pendant une période de courte durée;
- b) était titulaire d'une charge publique de haut niveau à titre intérimaire;
- c) était employé à titre de participant à un programme d'embauche d'étudiants;
- d) occupait des fonctions purement administratives.

Conditions

(4) Le registrateur peut assortir de conditions l'exemption prévue au paragraphe (3).

Publication

(5) Le registrateur rend publique, sans délai, chaque exemption accordée ainsi que les motifs de sa décision.

7. L'article 12 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Confirmation or correction

(2) The registrar may send to any present or former high level public office holder a copy of any return or other document that has been submitted to the registrar about communication with that high level public office holder, and the registrar may require that, in accordance with the regulations, the high level public office holder,

- (a) confirm the accuracy and completeness of the information in the return or other document; or
- (b) correct and complete the information.

8. The Act is amended by adding the following section:

WHISTLE-BLOWING PROTECTION

Whistle-blowing protection

17.1 (1) No person shall retaliate against another person, whether by action or omission, or threaten to do so because,

- (a) anything has been disclosed to the registrar; or
- (b) evidence has been or may be given in a proceeding, including a proceeding in respect of the enforcement of this Act or the regulations.

Interpretation, retaliation

(2) Without in any way restricting the meaning of the word “retaliate”, the following constitute retaliation for the purposes of subsection (1):

- 1. Dismissing a person from employment or suspending or disciplining the person.
- 2. Imposing a penalty on a person.
- 3. Intimidating, coercing or harassing a person.

May not discourage reporting

(3) None of the following persons shall do anything that discourages, is aimed at discouraging or that has the effect of discouraging a person from doing anything mentioned in clause (1) (a) or (b):

- 1. A consultant lobbyist within the meaning of section 4 or an in-house lobbyist within the meaning of section 5 or 6.
- 2. A person that is not an organization and that employs an in-house lobbyist within the meaning of section 5.
- 3. A person acting on behalf of a partnership or organization that employs an in-house lobbyist within the meaning of section 5 or 6.

May not encourage failure to report

(4) No person mentioned in paragraphs 1, 2 and 3 of subsection (3) shall do anything to encourage a person to fail to do anything mentioned in clause (1) (a) or (b).

Confirmation ou correction

(2) Le registrateur peut transmettre à tout titulaire ou ancien titulaire d’une charge publique de haut niveau une copie des déclarations ou autres documents qui lui ont été remis à l’égard des communications avec ce titulaire et peut exiger que ce dernier, conformément aux règlements :

- a) soit confirme que les renseignements figurant dans les déclarations ou autres documents sont exacts et complets;
- b) soit corrige et complète les renseignements.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

PROTECTION DES DÉNONCIATEURS

Protection des dénonciateurs

17.1 (1) Nul ne doit exercer de représailles contre une autre personne, que ce soit en prenant une mesure quelconque ou en s’abstenant d’en prendre une, ni menacer de le faire du fait que, selon le cas :

- a) quoi que ce soit a été divulgué au registrateur;
- b) des témoignages ont été ou peuvent être présentés dans le cadre d’une instance, y compris une instance relative à l’exécution de la présente loi ou des règlements.

Interprétation : représailles

(2) Sans préjudice de la portée du sens du terme «représailles», les mesures suivantes constituent des représailles pour l’application du paragraphe (1) :

- 1. Congédier une personne ou lui imposer une peine disciplinaire ou une suspension.
- 2. Prendre des sanctions contre une personne.
- 3. Intimider, contraindre ou harceler une personne.

Interdiction de dissuader

(3) Aucune des personnes suivantes ne doit faire quoi que ce soit qui dissuade, vise à dissuader ou a l’effet de dissuader une personne de prendre une des mesures visées aux alinéas (1) a) ou b) :

- 1. Un lobbyiste-conseil au sens de l’article 4 ou un lobbyiste salarié au sens de l’article 5 ou 6.
- 2. Une personne qui n’est pas une organisation et qui emploie un lobbyiste salarié au sens de l’article 5.
- 3. Une personne qui agit pour le compte d’une société en nom collectif ou en commandite ou d’une organisation qui emploie un lobbyiste salarié au sens de l’article 5 ou 6.

Interdiction d’encourager à ne pas faire un rapport

(4) Aucune des personnes visées aux dispositions 1, 2 et 3 du paragraphe (3) ne doit faire quoi que ce soit pour encourager une personne à ne pas prendre une des mesures visées à l’alinéa (1) a) ou b).

Protection from legal action

(5) No action or other proceeding shall be commenced against any person for doing anything mentioned in clause (1) (a) or (b) unless the person acted maliciously or in bad faith.

9. (1) Subsection 18 (2) of the Act is amended by striking out “subsection 5 (1), (2)” and substituting “subsection 5 (1), (1.1), (2)”.

(2) Subsection 18 (3) of the Act is amended by striking out “subsection 6 (1), (2), (3) or (4)” and substituting “subsection 6 (1), (1.1), (2), (3), or (4) or section 6.1”.

(3) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same, prohibitions on lobbying

(3.1) Every individual who fails to comply with section 6.2 or 6.3 is guilty of an offence.

Offence re whistle-blowing retaliation

(7.2) Every individual who contravenes subsection 17.1 (1), (3) or (4) is guilty of an offence.

(4) Subsection 18 (8) of the Act is amended by striking out “not more than \$25,000” at the end and substituting “not more than \$250,000”.

10. The Act is amended by adding the following sections:

Contents of annual report

18.1 (1) In the annual report that the registrar, as the Integrity Commissioner, makes to the Speaker under the *Members' Integrity Act, 1994*, the registrar shall include,

- (a) the name of each individual charged with an offence under this Act until the charge is finally disposed of; and**
- (b) the name of each individual convicted of an offence under this Act, unless the conviction is reversed on appeal.**

Same, responses of high level public office holders

(2) If in the opinion of the registrar a present or former high level public office holder has failed to provide information as required under subsection 12 (2), the registrar may, after providing the high level public office holder a reasonable opportunity to comment on the registrar's opinion, include in the annual report information about the failure.

Review of Act

18.2 A committee of the Legislative Assembly shall,

- (a) begin a comprehensive review of this Act not later than the fifth anniversary of the day on which this section comes into force; and**

Immunité

(5) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre quiconque a pris une des mesures visées à l'alinéa (1) a) ou b), sauf s'il a agi avec l'intention de nuire ou de mauvaise foi.

9. (1) Le paragraphe 18 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «paragraphe 5 (1), (2)» par «paragraphe 5 (1), (1.1), (2)».

(2) Le paragraphe 18 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe 6 (1), (2), (3) ou (4)» par «au paragraphe 6 (1), (1.1), (2), (3) ou (4) ou à l'article 6.1».

(3) L'article 18 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : interdiction d'exercer des pressions

(3.1) Tout particulier qui ne se conforme pas à l'article 6.2 ou 6.3 est coupable d'une infraction.

Infraction : représailles contre les dénonciateurs

(7.2) Est coupable d'une infraction quiconque contrevient au paragraphe 17.1 (1), (3) ou (4).

(4) Le paragraphe 18 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «amende maximale de 25 000 \$» par «amende maximale de 250 000 \$» à la fin du paragraphe.

10. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Contenu du rapport annuel

18.1 (1) Dans le rapport annuel qu'il présente, en qualité de commissaire à l'intégrité, au président de l'Assemblée en application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*, le registrateur indique ce qui suit :

- a) le nom de chaque particulier accusé d'une infraction à la présente loi, jusqu'à ce que l'accusation fasse l'objet d'une décision définitive;**
- b) le nom de chaque particulier déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, sauf si la déclaration de culpabilité est infirmée en appel.**

Idem : réponse du titulaire d'une charge publique de haut niveau

(2) S'il est d'avis que le titulaire ou l'ancien titulaire d'une charge publique de haut niveau n'a pas fourni les renseignements exigés au paragraphe 12 (2), le registrateur peut, après avoir donné au titulaire une occasion raisonnable de présenter des observations sur son avis, inclure dans le rapport annuel des renseignements à ce sujet.

Examen de la Loi

18.2 Un comité de l'Assemblée législative fait ce qui suit :

- a) il entreprend un examen global de la présente loi au plus tard au cinquième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur du présent article;**

- (b) make recommendations to the Assembly within one year after beginning that review concerning amendments to this Act.

11. (1) Clause 19 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) prescribing classes of persons for the purposes of the definition of “high level public office holder” in subsection 1 (1);
- (a.1) governing the matters that may or must be prescribed in respect of monthly reports under sections 4.0.1 and 6.1;
- (2) Section 19 of the Act is amended by adding the following clauses:**
- (d.1) governing responses to be provided by high level public office holders for the purposes of subsection 12 (2);
- (g) respecting any transitional matters necessary for the effective implementation of the *Lobbyists Registration Amendment Act, 2013*.

Commencement

12. This Act comes into force six months after the day it receives Royal Assent.

Short title

13. The short title of this Act is the *Lobbyists Registration Amendment Act, 2013*.

- b) il fait ses recommandations à l'Assemblée, dans l'année qui suit le début de cet examen, sur les modifications à apporter à la présente loi.

11. (1) L'alinéa 19 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) prescrire des catégories de personnes pour l'application de la définition de «titulaire d'une charge publique de haut niveau» au paragraphe 1 (1);
- a.1) régir les questions qui peuvent ou doivent être prescrites à l'égard des rapports mensuels visés aux articles 4.0.1 et 6.1;
- (2) L'article 19 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :**
- d.1) régir les réponses que doivent fournir les titulaires d'une charge publique de haut niveau pour l'application du paragraphe 12 (2);
- g) traiter des questions transitoires nécessaires à la mise en application efficace de la *Loi de 2013 modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*.

Entrée en vigueur

12. La présente loi entre en vigueur six mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

13. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*.

20N
B
56

Bill 116
2013



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 116

**An Act to amend
the Highway Traffic Act
to increase the penalty for the use
of hand-held devices while driving**

Mr. B. Balkissoon

Private Member's Bill

1st Reading October 9, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 116

**Loi modifiant le Code de la route
pour augmenter la peine imposée
en cas d'utilisation d'un appareil
portatif lors de la conduite**

M. B. Balkissoon

Projet de loi de député

1^{re} lecture 9 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Highway Traffic Act
to increase the penalty for the use
of hand-held devices while driving**

**Loi modifiant le Code de la route
pour augmenter la peine imposée
en cas d'utilisation d'un appareil
portatif lors de la conduite**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 78.1 of the *Highway Traffic Act* is amended by adding the following subsections:

Penalty, fine

(6.1) Every person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$300 and not more than \$700.

Penalty, demerit points

(6.2) If a person is convicted of an offence under subsection (1) or (2), the Registrar shall record three demerit points in respect of the person as of the date of commission of the offence.

Commencement

2. This Act comes into force on the day that is three months after the day this Act receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Manoranjana Kanagasabapathy Act (Hand-Held Devices Penalty), 2013*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Highway Traffic Act* to increase the penalty for driving a motor vehicle on a highway while holding or using a hand-held wireless communication device, a hand-held electronic entertainment device or other prescribed device.

The penalty for each of these offences is increased to a fine of not less than \$300 and not more than \$700. Offenders also receive three demerit points for each offence.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 78.1 du *Code de la route* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Peine : amende

(6.1) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 300 \$ et d'au plus 700 \$.

Peine : points d'incapacité

(6.2) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction visée au paragraphe (1) ou (2), le registraire inscrit trois points d'incapacité à l'égard de la personne à la date de la commission de l'infraction.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour qui tombe trois mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Manoranjana Kanagasabapathy de 2013 (peine pour conduite avec appareil portatif)*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le *Code de la route* pour augmenter la peine imposée aux personnes qui conduisent un véhicule automobile sur une voie publique en tenant ou en utilisant un appareil portatif de télécommunications sans fil, un appareil électronique portatif de divertissement ou un autre appareil prescrit.

La peine imposée pour chacune de ces infractions devient une amende d'au moins 300 \$ et d'au plus 700 \$. Les contrevenants reçoivent aussi trois points d'incapacité pour chaque infraction.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 117

**An Act to amend
certain statutes with respect to
the regulation of pharmacies
and other matters concerning
regulated health professions**

The Hon. D. Matthews
Minister of Health and Long-Term Care

Government Bill

1st Reading October 10, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 117

**Loi visant à modifier certaines lois
en ce qui concerne
la réglementation des pharmacies
et d'autres questions relatives aux
professions de la santé réglementées**

L'honorable D. Matthews
Ministre de la Santé et des Soins de longue durée

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 10 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The *Drug and Pharmacies Regulation Act* is amended to allow premises associated with hospitals and health and custodial institutions to be considered “pharmacies” for the purposes of certain provisions of the Act. Related amendments are also made.

The *Public Hospitals Act* is amended to require a hospital administrator to prepare and forward a detailed report to the College of Physicians and Surgeons where a physician resigns or restricts his or her practice and there is reason to believe the resignation or restriction is related to his or her competence, negligence or conduct.

The *Regulated Health Professions Act, 1991* and the Health Professions Procedural Code are amended. Among the amendments:

1. The Lieutenant Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Health and Long-Term Care, may appoint a person as a supervisor of a health profession college where the Minister considers it to be appropriate or necessary to do so. The Bill removes the existing requirement that the Minister must additionally be of the opinion that the college’s Council has failed to comply with a requirement previously issued to the college’s Council by the Minister.
2. Additional exceptions are created to the existing duty of confidentiality under the Act, including,
 - i. for the purposes of administering the *Health Protection and Promotion Act*,
 - ii. where the disclosure is to a public hospital that employs or that provides privileges to a member of a college, where the college is investigating the member, subject to any limitations in the regulations,
 - iii. disclosure to additional classes of persons provided for in regulations, subject to any limitations to be prescribed in those regulations;
3. Procedures are put in place to deal with instances where the Registrar of a College determines that it is not reasonable to believe that the allegations contained in a complaint against a member could, if established, constitute professional misconduct, incompetence or incapacity on the part of the member.
4. The Health Professions Procedural Code is amended to provide that where a college member resigns, or voluntarily relinquishes or restricts his or her privileges or practice, a person such as an employer who has reasonable grounds to believe that the resignation, relinquishment or restriction, as the case may be, is related to the member’s professional misconduct, incompetence or incapacity, shall file with the Registrar within 30 days after the resignation, relinquishment or restriction a written report setting out the grounds upon which the person’s belief is based.

NOTE EXPLICATIVE

La *Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies* est modifiée pour permettre que les locaux associés à des hôpitaux et à des centres de santé ou de garde soient considérés comme des « pharmacies » pour l’application de certaines dispositions de la Loi. En outre, des modifications connexes sont apportées.

La *Loi sur les hôpitaux publics* est modifiée pour exiger que le directeur général d’un hôpital rédige un rapport détaillé et qu’il le transmette à l’Ordre des médecins et chirurgiens de l’Ontario si un médecin démissionne ou restreint ses activités professionnelles et que le directeur général a des motifs de croire que la démission du médecin ou la restriction de ses activités professionnelles est liée à sa compétence ou à une négligence ou à un manquement professionnel de sa part.

La *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* et le Code des professions de la santé sont modifiés. Ces modifications comprennent ce qui suit :

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne superviseur d’un ordre professionnel de la santé, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Soins de longue durée, si ce dernier estime que cela est approprié ou s’impose. Le projet de loi supprime aussi l’exigence actuelle voulant que le ministre soit également d’avis que le conseil de l’ordre n’a pas satisfait à une exigence qu’il lui a déjà imposée.
2. Des exceptions supplémentaires sont ajoutées en ce qui concerne l’obligation de préserver le caractère confidentiel de renseignements prévue actuellement dans la Loi :
 - i. pour l’application de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*,
 - ii. si la divulgation est faite à un hôpital public qui emploie un membre d’un ordre ou qui lui offre des privilèges, si l’ordre fait enquête sur le membre, sous réserve des restrictions prévues dans les règlements,
 - iii. pour autoriser la divulgation à des catégories supplémentaires de personnes prévues dans les règlements, sous réserve des restrictions prévues dans ces règlements.
3. Des procédures sont mises en place pour traiter des cas où le registrateur d’un ordre conclut qu’il n’est pas raisonnable de croire que les allégations énoncées dans une plainte formulée contre un membre pourraient, si elles sont avérées, constituer une faute professionnelle ou une preuve d’incompétence ou d’incapacité de la part du membre.
4. Le Code des professions de la santé est modifié pour prévoir que si un membre d’un ordre démissionne, renonce volontairement à ses privilèges ou à l’exercice de ses activités professionnelles, ou restreint volontairement ses privilèges ou ses activités professionnelles, une personne, comme un employeur, qui, en se fondant sur des motifs raisonnables, croit que la démission du membre, la renonciation à ses privilèges ou à l’exercice de ses activités professionnelles, ou la restriction de ses privilèges ou de ses activités professionnelles, selon le cas, est liée à une faute professionnelle qu’il aurait commise, à son incompétence ou à son incapacité dépose auprès du registrateur, dans les 30 jours suivant l’un ou l’autre de ces événements, un rapport écrit énonçant les motifs sur lesquels elle fonde sa croyance.

**An Act to amend
certain statutes with respect to
the regulation of pharmacies
and other matters concerning
regulated health professions**

**Loi visant à modifier certaines lois
en ce qui concerne
la réglementation des pharmacies
et d'autres questions relatives aux
professions de la santé réglementées**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

DRUG AND PHARMACIES REGULATION ACT

1. Subsection 1 (1) of the *Drug and Pharmacies Regulation Act* is amended by adding the following definitions:

“hospital” means a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act* or a private hospital within the meaning of the *Private Hospitals Act*; (“hôpital”)

“hospital patient” means a patient within the meaning of the *Public Hospitals Act* or the *Private Hospitals Act*; (“malade d’un hôpital”)

“hospital pharmacy” means a location that is deemed to be a pharmacy by virtue of section 119; (“pharmacie en milieu hospitalier”)

“institutional pharmacy” means a premises that is deemed to be a pharmacy by virtue of section 120; (“pharmacie en milieu institutionnel”)

2. Subsection 118 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Application of the Act

(1) Subject to sections 119 and 120, this Act does not apply to,

3. The Act is amended by adding the following sections:

Hospital pharmacies

119. (1) Despite anything else in this Act, where drugs are compounded, dispensed or supplied for hospital patients by a hospital in premises located in a hospital, the primary location or locations in the hospital where drugs are compounded, dispensed or supplied from, together with any other location in the hospital where drugs are stored or supplied from and any other location prescribed in regulations made under subsection (2), is deemed to be a pharmacy for the purposes of the following provisions

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

**LOI SUR LA RÉGLEMENTATION
DES MÉDICAMENTS ET DES PHARMACIES**

1. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«hôpital» Hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics* ou hôpital privé au sens de la *Loi sur les hôpitaux privés*. («hôpital»)

«malade d’un hôpital» Malade au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics* ou de la *Loi sur les hôpitaux privés*. («hospital patient»)

«pharmacie en milieu hospitalier» Emplacement réputé être une pharmacie par l’effet de l’article 119. («hospital pharmacy»)

«pharmacie en milieu institutionnel» Locaux réputés être une pharmacie par l’effet de l’article 120. («institutional pharmacy»)

2. Le paragraphe 118 (1) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l’alinéa a) par ce qui suit :

Application de la Loi

(1) Sous réserve des articles 119 et 120, la présente loi ne s’applique pas :

3. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Pharmacie en milieu hospitalier

119. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, si des médicaments sont composés, préparés ou fournis à l’intention des malades d’un hôpital par un hôpital, dans des locaux situés dans un hôpital, le ou les emplacements principaux dans cet hôpital où les médicaments sont composés ou préparés ou d’où ils sont fournis, de même que tout autre emplacement dans l’hôpital où des médicaments sont entreposés ou d’où ils sont fournis et tout autre emplacement prescrit par les règlements pris en

of this Act, subject to the regulations and to any necessary modifications:

1. Section 139.
2. Section 140.
3. Section 140.1.
4. Section 143.
5. Section 148.
6. Section 148.1.
7. Section 148.2.
8. Section 148.3.
9. Section 148.4.
10. Section 160.1.
11. Section 161.
12. Section 162.
13. Section 162.1.
14. Section 164.
15. Section 165.
16. Section 166.
17. Section 167.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing locations for the purposes of subsection (1).

Institutional pharmacies

120. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) designating premises in or associated with one or more health or custodial institutions as institutional pharmacies;
- (b) providing that any or all provisions of this Act apply with respect to institutions designated under clause (a), subject to the modifications, if any, provided for in the designating regulation.

Same

(2) Where a premises has been designated in regulations described in subsection (1), the premises is deemed to be a pharmacy for the purposes of the provisions of this Act provided for in those regulations, subject to the regulations and to any necessary modifications.

Not pharmacies for other purposes

121. (1) Hospital pharmacies and institutional pharmacies are not pharmacies, and the operators of hospital pharmacies and institutional pharmacies are not operators of pharmacies, for the purposes of any other Act or regulation, except,

vertu du paragraphe (2), sont réputés être une pharmacie pour l'application des dispositions suivantes de la présente loi, sous réserve des règlements et des adaptations nécessaires :

1. L'article 139.
2. L'article 140.
3. L'article 140.1.
4. L'article 143.
5. L'article 148.
6. L'article 148.1.
7. L'article 148.2.
8. L'article 148.3.
9. L'article 148.4.
10. L'article 160.1.
11. L'article 161.
12. L'article 162.
13. L'article 162.1.
14. L'article 164.
15. L'article 165.
16. L'article 166.
17. L'article 167.

Règlements

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des emplacements pour l'application du paragraphe (1).

Pharmacie en milieu institutionnel

120. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) désigner des locaux situés dans un ou plusieurs centres de santé ou de garde, ou qui y sont associés, comme étant une pharmacie en milieu institutionnel;
- b) prévoir que les dispositions de la présente loi, en tout ou en partie, s'appliquent à l'égard des centres désignés en vertu de l'alinéa a), sous réserve des adaptations prévues dans le règlement de désignation.

Idem

(2) Les locaux désignés dans les règlements visés au paragraphe (1) sont réputés être une pharmacie pour l'application des dispositions de la présente loi prévues dans ces règlements, sous réserve des règlements et des adaptations nécessaires.

Pharmacies : autres fins

121. (1) Pour l'application de toute autre loi ou de tout règlement, une pharmacie en milieu hospitalier ou une pharmacie en milieu institutionnel n'est pas une pharmacie, et l'exploitant de l'une ou de l'autre n'est pas l'exploitant d'une pharmacie, sauf, selon le cas :

- (a) as may be explicitly provided for in the other Act or regulation, with reference to this section; or
- (b) as may be provided for in regulations made under subsection (2).

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) providing that hospital pharmacies are pharmacies for the purposes of one or more other Acts or regulations, and providing for those Acts or regulations;
- (b) providing that institutional pharmacies are pharmacies for the purposes of one or more other Acts or regulations, and providing for those Acts or regulations;
- (c) providing that operators of hospital pharmacies are operators of pharmacies for the purposes of one or more other Acts or regulations, and providing for those Acts or regulations;
- (d) providing that operators of institutional pharmacies are operators of pharmacies for the purposes of one or more other Acts or regulations, and providing for those Acts or regulations;
- (e) governing who is the operator of a hospital pharmacy or institutional pharmacy for the purposes of this section.

4. The Act is amended by adding the following section:

Contact person, hospital/institutional pharmacies

146.1 (1) Every hospital or institution in which a hospital pharmacy or an institutional pharmacy is operated shall designate a contact person for the hospital pharmacy or institutional pharmacy, and file notice of the designation with the College in accordance with the regulations.

One contact person or several

(2) For greater certainty, a hospital or institution may designate a different person as the contact person for every hospital pharmacy or institutional pharmacy for which it must designate a contact person, but is not obliged to do so.

5. (1) Subsection 161 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (1.1) establishing one or more separate classes of certificates of accreditation with respect to pharmacies, hospital pharmacies or institutional pharmacies, setting terms, conditions and limitations with respect to such classes, and requiring compliance with those terms, conditions and limitations;

- a) de la façon explicitement prévue dans l'autre loi ou un règlement, avec la mention du présent article;
- b) de la façon prévue dans les règlements pris en vertu du paragraphe (2).

Règlements

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prévoir que des pharmacies en milieu hospitalier sont des pharmacies pour l'application d'une ou de plusieurs autres lois ou d'un ou de plusieurs règlements, et prévoir ces lois ou règlements;
- b) prévoir que des pharmacies en milieu institutionnel sont des pharmacies pour l'application d'une ou de plusieurs autres lois ou d'un ou de plusieurs règlements, et prévoir ces lois ou règlements;
- c) prévoir que des exploitants de pharmacies en milieu hospitalier sont des exploitants de pharmacies pour l'application d'une ou de plusieurs autres lois ou d'un ou de plusieurs règlements, et prévoir ces lois ou règlements;
- d) prévoir que des exploitants de pharmacies en milieu institutionnel sont des exploitants de pharmacies pour l'application d'une ou de plusieurs autres lois ou d'un ou de plusieurs règlements, et prévoir ces lois ou règlements;
- e) régir qui est l'exploitant d'une pharmacie en milieu hospitalier ou d'une pharmacie en milieu institutionnel pour l'application du présent article.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Personne-ressource : pharmacie en milieu hospitalier ou pharmacie en milieu institutionnel

146.1 (1) Chaque hôpital ou centre dans lequel est exploitée une pharmacie en milieu hospitalier ou une pharmacie en milieu institutionnel désigne une personne-ressource à l'égard de l'une ou de l'autre et dépose un avis de la désignation auprès de l'Ordre conformément aux règlements.

Désignation d'une ou de plusieurs personnes-ressources

(2) Il est entendu qu'un hôpital ou un centre peut désigner une personne-ressource différente à l'égard de chaque pharmacie en milieu hospitalier ou de chaque pharmacie en milieu institutionnel pour laquelle il doit désigner une personne-ressource, mais il n'est pas obligé de le faire.

5. (1) Le paragraphe 161 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- 1.1) établir une ou plusieurs catégories distinctes de certificats d'agrément à l'égard des pharmacies, des pharmacies en milieu hospitalier ou des pharmacies en milieu institutionnel, préciser les conditions et les restrictions relatives à ces catégories, et exiger l'observation de ces conditions et restrictions;

- (1.2) respecting the operation of hospital pharmacies and clarifying the application to hospital pharmacies of the provisions set out in section 119;
- (1.3) respecting the operation of institutional pharmacies and clarifying the application to institutional pharmacies of the provisions of this Act that apply to them by virtue of their designating regulations;

(2) Section 161 of the Act is amended by adding the following subsections:

Circulation

(5) A regulation shall not be made under subsection (1) unless the proposed regulation is circulated to every person who holds a valid certificate of accreditation at least 60 days before it is approved by the Council.

Same

(6) Subsection (5) does not apply to a regulation if the Minister required that the Council make the regulation under clause 5 (1) (c) of the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Exception

(7) Despite subsection (5), the Council may, with the approval of the Minister, exempt a regulation from the requirement that it be circulated or abridge the 60-day period referred to in subsection (5) to such lesser period as the Minister may determine.

6. Section 166 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception, hospital pharmacies

(3) A director of a corporation operating a hospital pharmacy is not liable for an offence by virtue of subsection (1), and may not be proceeded against under subsection (2).

7. The Act is amended by adding the following section:

Notice to Minister

166.1 Where the College or a committee of the College proposes to take action under section 140 or any other provision of this Act and the action will involve a hospital pharmacy or an institutional pharmacy, the College or committee shall,

- (a) give notice of the proposed action to the Minister in writing before taking the action; and
- (b) provide the Minister with any information the Minister requests with respect to the action.

PUBLIC HOSPITALS ACT

8. Clause 33 (c) of the *Public Hospitals Act* is repealed and the following substituted:

- (c) a physician resigns from a medical staff of a hospital or restricts his or her practice within a hospital and the administrator of the hospital has reasonable

1.2) régir l'exploitation des pharmacies en milieu hospitalier et préciser l'application des dispositions de l'article 119 à ces pharmacies;

1.3) régir l'exploitation des pharmacies en milieu institutionnel et préciser l'application des dispositions de la présente loi qui visent ces pharmacies par l'effet de leurs règlements de désignation;

(2) L'article 161 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Diffusion : projet de règlement

(5) Un règlement ne doit pas être pris en vertu du paragraphe (1), à moins que le projet de règlement ne soit remis à chaque titulaire d'un certificat d'agrément valide au moins 60 jours avant son approbation par le conseil.

Idem

(6) Le paragraphe (5) ne s'applique pas à un règlement si le ministre a exigé que le conseil le prenne en vertu de l'alinéa 5 (1) c) de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Exception

(7) Malgré le paragraphe (5), le conseil peut, avec l'approbation du ministre, exempter un règlement de l'exigence de diffusion ou abréger la période de 60 jours visée au paragraphe (5) en la remplaçant par toute période plus courte que fixe le ministre.

6. L'article 166 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception : pharmacie en milieu hospitalier

(3) L'administrateur d'une personne morale qui exploite une pharmacie en milieu hospitalier n'est pas responsable d'une infraction par l'effet du paragraphe (1) et il ne peut pas être poursuivi en justice en vertu du paragraphe (2).

7. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Avis au ministre

166.1 Si l'Ordre ou un comité de l'Ordre se propose de prendre une ou plusieurs des mesures prévues à l'article 140 ou à une autre disposition de la présente loi et que ces mesures toucheront une pharmacie en milieu hospitalier ou une pharmacie en milieu institutionnel, l'Ordre ou le comité fait ce qui suit :

- a) il donne au ministre un avis écrit des mesures proposées avant de les prendre;
- b) il fournit au ministre les renseignements que celui-ci exige à l'égard des mesures.

LOI SUR LES HÔPITAUX PUBLICS

8. L'alinéa 33 c) de la *Loi sur les hôpitaux publics* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) un médecin qui fait partie du personnel médical d'un hôpital démissionne ou restreint ses activités professionnelles au sein d'un hôpital et que le di-

grounds to believe that the resignation or restriction, as the case may be, is related to the competence, negligence or conduct of the physician,

recteur général de l'hôpital a des motifs raisonnables de croire que la démission du médecin ou la restriction de ses activités professionnelles, selon le cas, est liée à sa compétence ou à une négligence ou à un manquement professionnel de sa part,

REGULATED HEALTH PROFESSIONS ACT, 1991

9. Subsection 5.0.1 (1) of the *Regulated Health Professions Act, 1991* is repealed and the following substituted:

College supervisor

(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a person as a College supervisor, on the recommendation of the Minister, where the Minister considers it appropriate or necessary.

10. Clause 36 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

(d) as may be required for the administration of the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act*, the *Healing Arts Radiation Protection Act*, the *Health Insurance Act*, the *Health Protection and Promotion Act*, the *Independent Health Facilities Act*, the *Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act*, the *Ontario Drug Benefit Act*, the *Coroners Act*, the *Controlled Drugs and Substances Act* (Canada) and the *Food and Drugs Act* (Canada);

(d.1) for a prescribed purpose, to a public hospital that employs or provides privileges to a member of a College, where the College is investigating a complaint about that member or where the information was obtained by an investigator appointed pursuant to subsection 75 (1) or (2) of the Code, subject to the limitations, if any, provided for in regulations made under section 43;

(d.2) for a prescribed purpose, to a person other than a public hospital who belongs to a class provided for in regulations made under section 43, where a College is investigating a complaint about a member of the College or where the information was obtained by an investigator appointed pursuant to subsection 75 (1) or (2) of the Code, subject to the limitations, if any, provided for in the regulations;

11. Subsection 43 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

(g.1) prescribing purposes and providing for limitations for the purposes of clauses 36 (1) (d.1) and (d.2);

(g.2) providing for classes of persons for the purposes of clause 36 (1) (d.2);

12. Subsections 25 (5) and (6) of Schedule 2 to the Act are repealed and the following substituted:

Complainant to be informed

(5) The Registrar shall give a complainant notice of receipt of his or her complaint and a general explanation

LOI DE 1991 SUR LES PROFESSIONS DE LA SANTÉ RÉGLEMENTÉES

9. Le paragraphe 5.0.1 (1) de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Superviseur d'un ordre

(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne superviseur d'un ordre, sur la recommandation du ministre, si ce dernier estime que cela est approprié ou s'impose.

10. L'alinéa 36 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) de la façon que peut exiger l'application de la *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*, de la *Loi sur la protection contre les rayons X*, de la *Loi sur l'assurance-santé*, de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, de la *Loi autorisant des laboratoires médicaux et des centres de prélèvement*, de la *Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario*, de la *Loi sur les coroners*, de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (Canada) et de la *Loi sur les aliments et drogues* (Canada);

d.1) à une fin prescrite, à un hôpital public qui emploie un membre d'un ordre ou qui lui offre des privilèges, si l'ordre fait enquête sur une plainte concernant ce membre ou que les renseignements ont été obtenus par un enquêteur nommé conformément au paragraphe 75 (1) ou (2) du Code, sous réserve des restrictions prévues dans les règlements pris en vertu de l'article 43;

d.2) à une fin prescrite, à une personne, à l'exception d'un hôpital public, qui appartient à une catégorie prévue dans les règlements pris en vertu de l'article 43, si l'ordre fait enquête sur une plainte concernant un membre de l'ordre ou que les renseignements ont été obtenus par un enquêteur nommé conformément au paragraphe 75 (1) ou (2) du Code, sous réserve des restrictions prévues dans les règlements;

11. Le paragraphe 43 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

g.1) prescrire des fins et prévoir des restrictions pour l'application des alinéas 36 (1) d.1) et d.2);

g.2) prévoir des catégories de personnes pour l'application de l'alinéa 36 (1) d.2);

12. Les paragraphes 25 (5) et (6) de l'annexe 2 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Obligation d'informer le plaignant

(5) Le registrateur donne au plaignant un accusé de réception de sa plainte et une explication générale des

of the processes of the College, including the jurisdiction and role of the Inquiries, Complaints and Reports Committee and the power of the Registrar to make a determination that it is not reasonable to believe that the allegations contained in the complaint, if established, could constitute professional misconduct, incompetence or incapacity on the part of the member, together with a copy of the provisions of sections 28 to 29.

Notice to member

(6) Except where the Registrar makes a determination referred to in subsection (7), the Registrar shall give the member, within 30 days of receipt of the complaint or the report,

- (a) notice of the complaint, together with a copy of the provisions of sections 28 to 29, or notice of the receipt of the report;
- (b) a copy of the provisions of section 25.2; and
- (c) a copy of all available prior decisions involving the member unless the decision was a determination under subsection (7) or a decision to take no further action under subsection (11) or under subsection 26 (5).

No selection of a panel

(7) Despite subsection (1), the chair of the Inquiries, Complaints and Reports Committee shall not select a panel of the Committee to investigate a complaint where the Registrar has determined that it is not reasonable to believe that the allegations contained in the complaint, if established, could constitute professional misconduct, incompetence or incapacity on the part of the member.

Notice

(8) Where the Registrar has made a determination referred to in subsection (7), the Registrar shall, within 30 days of having received the complaint, give the complainant and the member who is the subject of the complaint notice of the Registrar's determination.

Request for review by Inquiries, Complaints and Reports Committee

(9) Where, within 30 days of receiving notice under subsection (8), the complainant makes a request in writing to the Registrar seeking a review of the Registrar's determination, the chair of the Inquiries, Complaints and Reports Committee shall select a panel of the Committee to review the Registrar's determination.

Notice

(10) Where a panel of the Inquiries, Complaints and Reports Committee has been selected under subsection (9), the panel shall give the complainant and the member notice that a review has been requested.

What a panel may do

(11) A panel selected under subsection (9) may do one of the following:

1. Confirm the Registrar's determination under subsection (7), in which case no further action shall be

procédures que suit l'ordre, y compris la compétence et le rôle du comité des enquêtes, des plaintes et des rapports et le pouvoir du registrateur de conclure qu'il n'est pas raisonnable de croire que les allégations énoncées dans la plainte, si elles sont avérées, pourraient constituer une faute professionnelle ou une preuve d'incompétence ou d'incapacité de la part du membre, ainsi qu'une copie du texte des articles 28 à 29.

Avis adressé au membre

(6) Sauf s'il prend la décision visée au paragraphe (7), le registrateur donne ce qui suit au membre, dans les 30 jours de la réception de la plainte ou du rapport :

- a) un avis de la plainte, ainsi qu'une copie du texte des articles 28 à 29, ou un accusé de réception du rapport;
- b) une copie du texte de l'article 25.2;
- c) une copie de toutes les décisions antérieures disponibles qui ont été rendues en ce qui concerne le membre, sauf celles qui correspondaient à une décision prise en vertu du paragraphe (7) ou qui consistaient à ne prendre aucune autre mesure en vertu du paragraphe (11) ou du paragraphe 26 (5).

Aucun sous-comité

(7) Malgré le paragraphe (1), le président du comité des enquêtes, des plaintes et des rapports ne doit pas constituer un sous-comité de ce comité pour faire enquête sur une plainte si le registrateur a conclu qu'il n'est pas raisonnable de croire que les allégations énoncées dans la plainte, si elles sont avérées, pourraient constituer une faute professionnelle ou une preuve d'incompétence ou d'incapacité de la part du membre.

Avis

(8) S'il a pris la décision visée au paragraphe (7), le registrateur en avise le plaignant et le membre qui fait l'objet de la plainte dans les 30 jours qui suivent la réception de la plainte.

Demande de réexamen par le comité des enquêtes, des plaintes et des rapports

(9) Si, dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis visé au paragraphe (8), le plaignant présente au registrateur une demande écrite de réexamen de sa décision, le président du comité des enquêtes, des plaintes et des rapports constitue un sous-comité de ce comité pour réexaminer cette décision.

Avis

(10) Le sous-comité du comité des enquêtes, des plaintes et des rapports constitué en vertu du paragraphe (9) avise le plaignant et le membre de la présentation d'une demande de réexamen.

Mesures que peut prendre le sous-comité

(11) Le sous-comité constitué en vertu du paragraphe (9) peut prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :

1. Confirmer la décision du registrateur visée au paragraphe (7), auquel cas le comité des enquêtes,

taken by the Inquiries, Complaints and Reports Committee with respect to the complaint.

2. Refer the complaint to the chair to select another panel of the Inquiries, Complaints and Reports Committee, with different members, to investigate the complaint in accordance with subsections (1) to (4).

Notice to complainant and member

(12) A panel that has made a decision under subsection (11) shall give notice of the decision to the complainant and member within 14 days of making the decision.

Notice to member where reference to another panel

(13) Where a panel of the Inquiries, Complaints and Reports Committee has referred a complaint to the chair under paragraph 2 of subsection (11), the Registrar shall give the member, within 14 days of the complaint having been referred to the chair,

- (a) notice of the complaint, together with a copy of the provisions of sections 28 to 29, or notice of the receipt of the report;
- (b) a copy of the provisions of section 25.2; and
- (c) a copy of all available prior decisions involving the member unless the decision was a determination under subsection (7) or a decision to take no further action under subsection (11) or under subsection 26 (5).

13. Subsection 25.2 (1) of Schedule 2 to the Act is amended by striking out “subsection 25 (6)” at the end and substituting “subsection 25 (6) or (13)”.

14. Subsection 26 (2) of Schedule 2 to the Act is repealed and the following substituted:

Prior decisions

(2) A panel of the Inquiries, Complaints and Reports Committee shall, when investigating a complaint or considering a report currently before it, consider all of its available prior decisions involving the member, including decisions made when that committee was known as the Complaints Committee, and all available prior decisions involving the member of the Discipline Committee, the Fitness to Practise Committee and the Executive Committee, unless the decision was a determination by the Registrar under subsection 25 (7) or was a decision to take no further action under subsection (5) of this section or under subsection 25 (11).

15. Section 28 of Schedule 2 to the Act is amended by adding the following subsection:

Not affected by referral

(2.1) A referral to the chair under paragraph 2 of subsection 25 (11) does not affect the time requirements under this section.

16. Subsection 29 (2) of Schedule 2 to the Act is repealed and the following substituted:

des plaintes et des rapports ne prend aucune autre mesure à l'égard de la plainte.

2. Renvoyer la plainte au président afin qu'il constitue un autre sous-comité du comité des enquêtes, des plaintes et des rapports, composé de membres différents, pour faire enquête sur la plainte conformément aux paragraphes (1) à (4).

Avis adressé au plaignant et au membre

(12) Le sous-comité qui a pris une décision en vertu du paragraphe (11) en avise le plaignant et le membre dans les 14 jours de la décision.

Renvoi à un autre sous-comité : avis adressé au membre

(13) Si le sous-comité du comité des enquêtes, des plaintes et des rapports a renvoyé une plainte au président en vertu de la disposition 2 du paragraphe (11), le registraire donne les documents suivants au membre dans les 14 jours qui suivent le renvoi de la plainte :

- a) un avis de la plainte, ainsi qu'une copie du texte des articles 28 à 29, ou un accusé de réception du rapport;
- b) une copie du texte de l'article 25.2;
- c) une copie de toutes les décisions antérieures disponibles qui ont été rendues en ce qui concerne le membre, sauf celles qui correspondaient à une décision prise en vertu du paragraphe (7) ou qui consistaient à ne prendre aucune autre mesure en vertu du paragraphe (11) ou du paragraphe 26 (5).

13. Le paragraphe 25.2 (1) de l'annexe 2 de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe 25 (6)» par «au paragraphe 25 (6) ou (13)» à la fin du paragraphe.

14. Le paragraphe 26 (2) de l'annexe 2 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Décisions antérieures

(2) Lorsqu'il fait enquête sur une plainte ou examine un rapport dont il est saisi, un sous-comité du comité des enquêtes, des plaintes et des rapports examine toutes les décisions antérieures disponibles qu'il a rendues en ce qui concerne le membre, notamment celles rendues lorsque ce comité était appelé comité des plaintes, ainsi que toutes les décisions antérieures disponibles que le comité de discipline, le comité d'aptitude professionnelle et le bureau ont rendues en ce qui concerne le membre, sauf celles qui correspondaient à une décision du registraire prise en vertu du paragraphe 25 (7) ou qui consistaient à ne prendre aucune autre mesure en vertu du paragraphe (5) du présent article ou du paragraphe 25 (11).

15. L'article 28 de l'annexe 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Renvoi : aucune incidence

(2.1) Un renvoi au président en application de la disposition 2 du paragraphe 25 (11) n'a aucune incidence sur les délais impartis aux termes du présent article.

16. Le paragraphe 29 (2) de l'annexe 2 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Request for review

(2) The complainant or the member who is the subject of the complaint may request the Board to review a decision of a panel of the Inquiries, Complaints and Reports Committee unless,

- (a) the decision was made under subsection 25 (11);
- (b) the decision was to refer an allegation of professional misconduct or incompetence to the Discipline Committee; or
- (c) the decision was to refer the member to a panel of the Inquiries, Complaints and Reports Committee under section 58 for incapacity proceedings.

17. Subsection 85.5 (2) of Schedule 2 to the Act is repealed and the following substituted:

Same

(2) Where a member resigns, or voluntarily relinquishes or restricts his or her privileges or practice, a person referred to in subsection (3) who has reasonable grounds to believe that the resignation, relinquishment or restriction, as the case may be, is related to the member's professional misconduct, incompetence or incapacity, shall file with the Registrar within 30 days after the resignation, relinquishment or restriction a written report setting out the grounds upon which the person's belief is based.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**Commencement**

18. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

19. The short title of this Act is the *Enhancing Patient Care and Pharmacy Safety (Statute Law Amendment) Act, 2013*.

Demande de réexamen

(2) Le plaignant ou le membre qui fait l'objet de la plainte peut demander à la Commission de réexaminer la décision d'un sous-comité du comité des enquêtes, des plaintes et des rapports, sauf si la décision, selon le cas :

- a) a été prise en vertu du paragraphe 25 (11);
- b) renvoyait une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence au comité de discipline;
- c) adressait le membre à un sous-comité du comité des enquêtes, des plaintes et des rapports, en vertu de l'article 58, aux fins d'une procédure pour incapacité.

17. Le paragraphe 85.5 (2) de l'annexe 2 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(2) Si un membre démissionne, renonce volontairement à ses privilèges ou à l'exercice de ses activités professionnelles, ou restreint volontairement ses privilèges ou ses activités professionnelles, la personne visée au paragraphe (3) qui, en se fondant sur des motifs raisonnables, croit que la démission du membre, la renonciation à ses privilèges ou à l'exercice de ses activités professionnelles, ou la restriction de ses privilèges ou de ses activités professionnelles, selon le cas, est liée à une faute professionnelle qu'il aurait commise, à son incompétence ou à son incapacité dépose auprès du registrateur, dans les 30 jours suivant l'un ou l'autre de ces événements, un rapport écrit énonçant les motifs sur lesquels elle fonde sa croyance.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**Entrée en vigueur**

18. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

19. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant des lois afin d'améliorer les soins aux malades et la sécurité des pharmacies*.

A20N
XB
B56



Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 118

**An Act to amend
the Ontario College of Trades
and Apprenticeship Act, 2009**

Mr. G. Dunlop

Private Member's Bill

1st Reading October 22, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 118

**Loi modifiant la Loi de 2009
sur l'Ordre des métiers de l'Ontario
et l'apprentissage**

M. G. Dunlop

Projet de loi de député

1^{re} lecture 22 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Currently, the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* includes a section that is not in force that would prohibit a person from employing journeypersons or sponsoring or employing apprentices unless the person is a member of the College. The Bill repeals that section and related provisions. The Bill also eliminates the class of membership for persons who employ journeypersons or who sponsor or employ apprentices.

NOTE EXPLICATIVE

Actuellement, la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* comprend un article qui n'est pas en vigueur et qui interdit à qui que ce soit d'employer des compagnons ou de parrainer ou d'employer des apprentis à moins d'être membre de l'Ordre. Le projet de loi abroge cet article et les dispositions connexes. Il élimine aussi la catégorie de membres comprenant les personnes qui emploient des compagnons ou qui parrainent ou emploient des apprentis.

**An Act to amend
the Ontario College of Trades
and Apprenticeship Act, 2009**

**Loi modifiant la Loi de 2009
sur l'Ordre des métiers de l'Ontario
et l'apprentissage**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 7 of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* is repealed.

2. (1) Paragraph 3 of subsection 36 (1) of the Act is repealed.

(2) Subsection 36 (2) of the Act is amended by adding “and” at the end of clause (a), striking out “and” at the end of clause (b) and by repealing clause (c).

3. Subsection 37 (10) of the Act is amended by striking out “subparagraphs 3 i to iv” and substituting “subparagraphs 3 i to iii”.

4. Subsection 53 (6) of the Act is repealed.

5. Subsection 54 (1) of the Act is amended by striking out “subparagraphs 3 i to iv” and substituting “subparagraphs 3 i to iii”.

6. Section 56 of the Act is amended by striking out “subparagraphs 3 i to iv” and substituting “subparagraphs 3 i to iii”.

7. Subsection 70 (8) of the Act is amended by striking out “subparagraphs 3 i to iv” and substituting “subparagraphs 3 i to iii”.

8. Subparagraph 3 iv of subsection 72 (1) of the Act is repealed.

9. Subsection 86 (1) of the Act is amended by striking out “subparagraphs 3 i to iv” and substituting “subparagraphs 3 i to iii”.

Commencement

10. This Act comes into force six months after the day it receives Royal Assent.

Short title

11. The short title of this Act is the *No New Tax for Businesses Act, 2013*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 7 de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* est abrogé.

2. (1) La disposition 3 du paragraphe 36 (1) de la Loi est abrogée.

(2) L'alinéa c) du paragraphe 36 (2) de la Loi est abrogé.

3. Le paragraphe 37 (10) de la Loi est modifié par remplacement de «des sous-dispositions 3 i à iv» par «des sous-dispositions 3 i à iii».

4. Le paragraphe 53 (6) de la Loi est abrogé.

5. Le paragraphe 54 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «des sous-dispositions 3 i à iv» par «des sous-dispositions 3 i à iii».

6. L'article 56 de la Loi est modifié par remplacement de «des sous-dispositions 3 i à iv» par «des sous-dispositions 3 i à iii».

7. Le paragraphe 70 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «des sous-dispositions 3 i à iv» par «des sous-dispositions 3 i à iii».

8. La sous-disposition 3 iv du paragraphe 72 (1) de la Loi est abrogée.

9. Le paragraphe 86 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «des sous-dispositions 3 i à iv» par «des sous-dispositions 3 i à iii».

Entrée en vigueur

10. La présente loi entre en vigueur six mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

11. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 n'imposant aucune nouvelle contribution aux entreprises*.

CANON
XB
-B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 119

**An Act to amend the
Financial Administration Act
with respect to
special warrants**

Mr. R. Hillier

Private Member's Bill

1st Reading October 22, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 119

**Loi modifiant la
Loi sur l'administration financière
en ce qui concerne
les mandats spéciaux**

M. R. Hillier

Projet de loi de député

1^{re} lecture 22 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend the
Financial Administration Act
with respect to
special warrants**

**Loi modifiant la
Loi sur l'administration financière
en ce qui concerne
les mandats spéciaux**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 1.0.7 (1) of the *Financial Administration Act* is amended by striking out “not in session and” and substituting “not in session, if no more than 60 days have passed since the Legislature was last in session and if”.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Financial Administration Amendment Act (Special Warrants), 2013*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Financial Administration Act* to limit the circumstances in which the Lieutenant Governor in Council may order that a special warrant be issued when the Legislature is not in session. At present, a special warrant may be issued at any time when the Legislature is not in session. The Bill amends the Act so that a special warrant can be issued only if no more than 60 days have passed since the Legislature was last in session.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 1.0.7 (1) de la *Loi sur l'administration financière* est modifié par remplacement de «Lorsque la Législature ne siège pas et» par «Si la Législature ne siège pas, qu'il ne s'est pas écoulé plus de 60 jours depuis le moment où elle a siégé pour la dernière fois et».

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur l'administration financière (mandats spéciaux)*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'administration financière* pour limiter les circonstances dans lesquelles le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner l'émission d'un mandat spécial lorsque la Législature ne siège pas. À l'heure actuelle, un mandat spécial peut être émis à tout moment lorsque la Législature ne siège pas. Le projet de loi modifie la Loi pour qu'un mandat spécial ne puisse être émis que s'il ne s'est pas écoulé plus de 60 jours depuis le moment où la Législature a siégé pour la dernière fois.

CA 20N
XB
- B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 120

**An Act to provide for
grand juries in Ontario**

Mr. R. Hillier

Private Member's Bill

1st Reading October 22, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 120

**Loi prévoyant la constitution
de grands jurys en Ontario**

M. R. Hillier

Projet de loi de député

1^{re} lecture 22 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Grand Juries Act, 2013*. Here are some highlights of the Act.

Judges of the Superior Court of Justice are required to convene grand juries in every county and district. Grand juries serve one-year terms.

The seven members of each grand jury are selected from the jury roll in accordance with the *Juries Act*. Members may be excused from jury duty on grounds of illness and hardship. Members may also be excluded from jury duty if their service would or could present a conflict of interest.

Grand juries may review the activities of public institutions specified in subsection 3 (1) of the Act. A review is limited to activities within a grand jury's county or district. Grand juries may consult the public about which institutions to review.

Grand juries may enter the premises of institutions and may make inquiries of the institution's employees. Grand juries may appoint experts for assistance.

Grand juries have the right of access to records that are in an institution's custody and care, unless the record falls within an exemption from disclosure under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*. Certain exemptions will not apply where a compelling public interest in the disclosure clearly outweighs the purpose of the exemption.

Grand juries are required to prepare reports in respect of their reviews. Reports must be filed as public documents and be made available for public inspection. Reports must also be tabled in the Legislative Assembly.

It is an offence to obstruct a review by a grand jury or any member of a grand jury. Penalties are specified in section 8 of the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2013 sur les grands jurys*, dont voici les faits saillants.

Les juges de la Cour supérieure de l'Ontario sont tenus de convoquer, dans chaque comté et district, un grand jury qui remplit un mandat d'un an.

Les sept membres du grand jury sont choisis parmi les personnes qui figurent sur la liste des jurés conformément à la *Loi sur les jurys*. Ils peuvent être excusés de leurs fonctions de juré pour cause de maladie ou de préjudice ainsi qu'être récusés de leurs fonctions de juré si celles-ci sont ou peuvent entrer en conflit avec leurs autres intérêts.

Les grands jurys peuvent examiner les activités des entités publiques précisées au paragraphe 3 (1) de la Loi. Cet examen se limite aux activités qui ont lieu dans le comté ou le district sur lequel un grand jury a compétence. Les grands jurys peuvent consulter le public en ce qui concerne le choix des établissements à examiner.

Les grands jurys peuvent pénétrer dans les locaux des établissements et demander des renseignements aux employés. Ils peuvent avoir recours à l'aide d'experts.

Les grands jurys ont le droit d'accéder aux documents dont un établissement a la garde ou le contrôle, à moins qu'un document ne fasse partie des exceptions à la divulgation prévues par la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou par la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*. Certaines exceptions ne s'appliqueront pas si la nécessité manifeste de divulguer le document dans l'intérêt public l'emporte sans conteste sur les fins visées par les exceptions.

Les grands jurys sont tenus de préparer, à l'égard de leurs examens, des rapports qui doivent être déposés à titre de documents publics et mis à la disposition du public aux fins de consultation. Ces rapports doivent aussi être déposés devant l'Assemblée législative.

Constitue une infraction l'entrave à un examen effectué par un grand jury ou par l'un ou l'autre de ses membres. Des peines sont précisées à l'article 8 de la Loi.

**An Act to provide for
grand juries in Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Convening of grand jury

1. (1) In every county or district, a judge of the Superior Court of Justice shall, on the first Monday in November in each year, or as soon thereafter as is practicable, convene in open court a grand jury composed of seven persons selected from the jury roll prepared under the *Juries Act* for the county or district and for this purpose the sheriff shall provide the jury.

One-year term

(2) A grand jury shall serve for a period of one year after it is convened.

Application of *Juries Act*

(3) The *Juries Act* applies to the selection, recording, summoning, attendance and service of the persons for service on a grand jury in the same manner as to the selection, recording, summoning, attendance and service of persons for service on a panel of jurors selected for sittings of a court.

Service counts as jury service

(4) Participation as a member of a grand jury is deemed to be jury service for the purpose of subsection 3 (4) of the *Juries Act*.

Chair

(5) The grand jury shall appoint one of its members to be the chair of the jury.

Duty of judge

(6) The judge shall instruct the grand jury in its duties and powers.

Excusing from duty

(7) The judge may excuse any person summoned to serve on a grand jury from attending on grounds of illness or hardship.

Exclusion for interest

(8) The judge may exclude any person summoned to serve on the grand jury or excuse a jury member from participating in any review where the judge believes that the duty of the person under this Act is or may be in conflict with another interest of the person.

**Loi prévoyant la constitution
de grands jurys en Ontario**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Convocation du grand jury

1. (1) Le premier lundi de novembre de chaque année, ou le plus tôt possible après cette date, dans chaque comté ou district, un juge de la Cour supérieure de justice convoque, en audience publique, un grand jury. Ce jury, constitué par le shérif, se compose de sept personnes choisies à partir de la liste des jurés dressée en vertu de la *Loi sur les jurys* pour le comté ou le district concerné.

Mandat d'un an

(2) Une fois convoqué, le grand jury remplit un mandat d'un an.

Champ d'application de la *Loi sur les jurys*

(3) La *Loi sur les jurys* s'applique à la sélection, à l'inscription, à l'assignation, à la présence et à l'exercice des fonctions des membres du grand jury de la même manière qu'à la sélection, à l'inscription, à l'assignation, à la présence et à l'exercice des fonctions des membres d'un tableau des jurés choisi pour les sessions d'un tribunal.

Participation équivalente à l'exercice des fonctions de juré

(4) La participation comme membre d'un grand jury est réputée l'exercice des fonctions de juré pour l'application du paragraphe 3 (4) de la *Loi sur les jurys*.

Président

(5) Le grand jury nomme son président parmi ses membres.

Obligation du juge

(6) Le juge donne au grand jury des directives sur ses pouvoirs et ses fonctions.

Excuse

(7) Le juge peut excuser, pour cause de maladie ou de préjudice, toute personne assignée comme membre d'un grand jury.

Exclusion pour cause de conflit d'intérêts

(8) Le juge peut exclure toute personne assignée comme membre du grand jury ou excuser tout membre de ce dernier de la participation à un examen, s'il croit que les obligations que la présente loi impose à cette personne sont ou peuvent entrer en conflit avec ses autres intérêts.

Reduced jury

2. If, after the grand jury is convened, any person on the jury dies or becomes incapacitated from any cause or is excluded or excused from serving by the judge under subsection 1 (7) or (8), a judge of the Superior Court of Justice may authorize the remainder of the jury to proceed with its duties under this Act.

Review of institutions

3. (1) The grand jury may review the activities in the county or district of any of the following institutions:

1. An institution as defined in subsection 2 (1) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.
2. An institution as defined in subsection 2 (1) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Public consultation

(2) A grand jury may consult the public about which institutions the jury will review.

Process of review

Grand jury to determine its own procedures

4. (1) Subject to any requirements or restrictions set out in this Act or the regulations, the grand jury may determine its own procedures in respect of a review of an institution.

Holding hearings

(2) A grand jury may hold hearings for the purpose of carrying out its duties.

Power of entry

(3) Subject to any agreement between the chair and the institution, the grand jury may, after a request for entry by the chair, enter any premises of an institution in the county or district the jury is entitled to inspect under subsection 3 (1) at any time during business hours and may inspect all parts of the premises.

Inquiries

(4) The grand jury or any jury member may make inquiries of any person who is an employee of the institution concerning any matter respecting the institution's activities.

Responses to inquiries

(5) A person who receives an inquiry under subsection (4) shall respond to the grand jury or the jury member within a reasonable time.

Expert assistance

(6) A grand jury may appoint one or more persons having technical or special knowledge of any kind to assist the jury for a limited period of time or in respect of a particular matter.

Jury restreint

2. Si, après la convocation du grand jury, l'un de ses membres meurt, devient incapable pour quelque raison que ce soit, ou est exclu ou excusé par le juge en vertu du paragraphe 1 (7) ou (8), un juge de la Cour supérieure de justice peut autoriser les membres restants du jury à exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

Examen des établissements

3. (1) Le grand jury peut examiner, dans le comté ou le district, les activités de l'un ou l'autre des établissements suivants :

1. Une institution au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.
2. Une institution au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Consultation publique

(2) Un grand jury peut consulter le public au sujet des établissements qui doivent faire l'objet d'un examen.

Processus d'examen

Choix de la démarche d'examen par le grand jury

4. (1) Sous réserve des exigences ou restrictions énoncées dans la présente loi ou dans les règlements, le grand jury peut fixer sa propre démarche d'examen des établissements.

Tenue des audiences

(2) Un grand jury peut tenir des audiences afin d'exercer ses fonctions.

Pouvoir d'entrée

(3) Sous réserve de toute entente conclue entre le président et l'établissement, le grand jury peut, après que son président en a fait la demande, pénétrer dans les locaux d'un établissement du comté ou du district qu'il a le droit d'inspecter en vertu du paragraphe 3 (1) à toute heure pendant les heures d'ouverture et en inspecter toutes les parties.

Demandes de renseignements

(4) Le grand jury ou l'un ou l'autre de ses membres peut demander des renseignements sur toute question relative aux activités de l'établissement à quiconque en est un employé.

Réponses aux demandes de renseignements

(5) Une personne à qui est adressée une demande de renseignements en vertu du paragraphe (4) répond au grand jury ou au membre du jury dans un délai raisonnable.

Expertise

(6) Un grand jury peut nommer une ou plusieurs personnes ayant des connaissances techniques ou spécialisées de tout genre pour l'aider pendant une période limitée ou à l'égard d'une question particulière.

Access to records

5. (1) A grand jury has a right of access to a record or a part of a record in the custody or under the control of an institution unless,

- (a) subject to subsection (2), the record or part of the record falls within an exemption under sections 12 to 22 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; or
- (b) subject to subsection (3), the record or part of the record falls within an exemption under sections 6 to 15 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Exemption not to apply

(2) An exemption from disclosure of a record under sections 13, 15, 17, 18, 20, 21 and 21.1 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply where a compelling public interest in the disclosure of the record clearly outweighs the purpose of the exemption.

Same

(3) An exemption from disclosure of a record under sections 7, 9, 10, 11, 13 and 14 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply where a compelling public interest in the disclosure of the record clearly outweighs the purpose of the exemption.

Severability of record

(4) If an institution receives a request for access to a record that contains information that falls within one of the exemptions set out in subsection (2) or (3), the head of the institution shall disclose as much of the record as can reasonably be severed without disclosing the information that falls under one of the exemptions.

Copy of record

(5) A grand jury that is given access to a record or a part of a record shall be given a copy of it, unless its reproduction would not be reasonably practicable due to its length or nature, in which case the jury shall be given an opportunity to examine the record or part of the record.

Definition

(6) In this section,

“record” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Reports**Grand jury to prepare report**

6. (1) Every grand jury that reviews an institution’s activities shall prepare a report in respect of its review. The report may include any recommendations that the jury considers appropriate.

Delivery of report

(2) The grand jury shall submit its report to a judge of the Superior Court of Justice sitting in open court.

Accès aux documents

5. (1) Un grand jury a le droit d’accéder à tout ou partie d’un document dont un établissement a la garde ou le contrôle, sauf dans l’un ou l’autre des cas suivants :

- a) sous réserve du paragraphe (2), tout ou partie du document figure parmi les exceptions énoncées aux articles 12 à 22 de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*;
- b) sous réserve du paragraphe (3), tout ou partie du document figure parmi les exceptions énoncées aux articles 6 à 15 de la *Loi sur l’accès à l’information municipale et la protection de la vie privée*.

Non-application des exceptions

(2) Les exceptions à la divulgation d’un document énoncées aux articles 13, 15, 17, 18, 20, 21 et 21.1 de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée* ne s’appliquent pas si la nécessité manifeste de divulguer le document dans l’intérêt public l’emporte sans conteste sur les fins visées par les exceptions.

Idem

(3) Les exceptions à la divulgation d’un document énoncées aux articles 7, 9, 10, 11, 13 et 14 de la *Loi sur l’accès à l’information municipale et la protection de la vie privée* ne s’appliquent pas si la nécessité manifeste de divulguer le document dans l’intérêt public l’emporte sans conteste sur les fins visées par les exceptions.

Extrait du document

(4) Si une institution reçoit une demande d’accès à un document qui contient des renseignements faisant l’objet d’une exception prévue au paragraphe (2) ou (3), la personne responsable de l’institution divulgue la partie du document qui peut raisonnablement en être extraite sans divulguer ces renseignements.

Copie d’un document

(5) Il est délivré au grand jury à qui il y est donné accès une copie de la totalité ou d’une partie du document visé, sauf s’il n’est pas raisonnablement possible de reproduire le document compte tenu de sa nature ou de sa longueur. Dans ce cas, il est donné au grand jury l’occasion de consulter la totalité ou la partie du document.

Définition

(6) La définition qui suit s’applique au présent article.

«document» S’entend au sens de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*.

Rapports**Préparation du rapport par le grand jury**

6. (1) Chaque grand jury qui examine les activités d’un établissement prépare un rapport d’examen dans lequel il peut formuler toute recommandation qu’il estime appropriée.

Remise du rapport

(2) Le grand jury remet son rapport à un juge de la Cour supérieure de justice siégeant en audience publique.

Filing of report

(3) The report submitted to the judge shall be filed with the local registrar of the Superior Court of Justice as a public document and shall be available for public inspection.

Tabling report in Assembly

7. The grand jury shall deliver the report to the Speaker of the Assembly, who shall lay the report before the Assembly at the earliest reasonable opportunity.

Offence

8. Any person who wilfully obstructs a review by a grand jury or any member of the jury is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.

Regulations

9. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) governing the procedures of grand juries;
- (b) prescribing the fees and allowances payable to members of grand juries and providing for reimbursement for expenses.

Commencement

10. This Act comes into force one year after the day it receives Royal Assent.

Short title

11. The short title of this Act is the *Grand Juries Act, 2013*.

Dépôt du rapport

(3) Le rapport présenté au juge est déposé auprès du greffier local de la Cour supérieure de justice à titre de document public et mis à la disposition du public aux fins de consultation.

Dépôt devant l'Assemblée

7. Le grand jury remet le rapport au président de l'Assemblée, lequel le dépose devant l'Assemblée dès que raisonnablement possible.

Infraction

8. Quiconque entrave volontairement un examen effectué par un grand jury ou l'un de ses membres est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou d'une seule de ces peines.

Règlements

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) régir les démarches des grands jurys;
- b) prescrire les honoraires et indemnités payables aux membres des grands jurys et prévoir le remboursement de leurs dépenses.

Entrée en vigueur

10. La présente loi entre en vigueur un an après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

11. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur les grands jurys*.

A20N
XB
B56



Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 121

Projet de loi 121

**An Act respecting
jury trials for provincial offences**

**Loi concernant les procès devant jury
pour les infractions provinciales**

Mr. R. Hillier



M. R. Hillier

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading October 22, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 22 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Provincial Offences Act* by allowing persons charged with an offence to elect to be tried by a court composed of a judge and jury if any of the following circumstances exist:

1. The penalty for the offence includes a fine of \$25,000 or more, seizure of property or a term of imprisonment.
2. There is a reasonable likelihood that a conviction would result in the termination or suspension of a professional registration or licence or a business licence, registration, permit or other approval.

A jury is composed of 12 persons selected in accordance with the *Juries Act*.

The jury is required to give a unanimous verdict. If the jury cannot agree, the judge may adjourn the trial or discharge the jury and direct the empanelling of new jury.

The jury may make recommendations relating to sentencing.

The *Juries Act* is amended to enable the Lieutenant Governor in Council to make regulations concerning the application of the Act to a jury trial under the *Provincial Offences Act*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les infractions provinciales* en autorisant les personnes accusées d'une infraction à choisir d'être jugées par un tribunal composé d'un juge provincial et d'un jury dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1. La peine prévue pour l'infraction inclut une amende de 25 000 \$ ou plus, la saisie de biens ou une peine d'emprisonnement.
2. Il est raisonnable de s'attendre à ce qu'une déclaration de culpabilité entraîne le retrait ou la suspension de l'inscription ou de la licence d'une personne ou de la licence, de l'inscription, du permis ou d'un autre titre d'approbation d'une entreprise.

Un jury est composé de 12 personnes choisies conformément à la *Loi sur les jurys*.

Le jury doit rendre un verdict unanime. Si le jury ne s'entend pas sur un verdict, le juge provincial peut ajourner le procès ou libérer le jury et ordonner la constitution d'un nouveau jury.

Le jury peut faire des recommandations relativement à la détermination de la peine.

La *Loi sur les jurys* est modifiée pour permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de prendre des règlements de sorte que la Loi puisse s'appliquer à un procès devant jury tenu en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*.

An Act respecting jury trials for provincial offences

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PROVINCIAL OFFENCES ACT

1. The *Provincial Offences Act* is amended by adding the following sections:

Jury trial

46.1 (1) A defendant may elect to be tried by a court composed of a judge and jury if any of the following circumstances exist:

1. A conviction for the offence may be punishable by,
 - i. a fine of \$25,000 or more,
 - ii. seizure of property, or
 - iii. a term of imprisonment.
2. The defendant can demonstrate that there is a reasonable likelihood that a conviction for the offence charged would result in,
 - i. the revocation or suspension of a registration, licence or other similar status that authorizes the defendant to engage in a profession, or
 - ii. the termination or suspension of a licence, registration, permit or other approval that relates to the defendant's business, the business of a partnership of which the defendant is a partner or the business of a corporation of which the defendant is an officer or director.

Exception, trial re capacity to conduct defence

(2) Subsection (1) does not apply to a trial undertaken for the purposes of section 44.

Timing of request

(3) The defendant shall make the election described in subsection (1) when entering a plea.

Multiple offences

(4) A court may, before trial, where it is satisfied that the ends of justice so require, direct that separate offences be tried together by a court composed of a judge and jury

Loi concernant les procès devant jury pour les infractions provinciales

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR LES INFRACTIONS PROVINCIALES

1. La *Loi sur les infractions provinciales* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Procès devant jury

46.1 (1) Un défendeur peut choisir d'être jugé par un tribunal composé d'un juge provincial et d'un jury dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1. L'infraction est punissable de l'une ou l'autre des peines suivantes sur déclaration de culpabilité :
 - i. une amende de 25 000 \$ ou plus,
 - ii. la saisie de biens,
 - iii. une peine d'emprisonnement.
2. Le défendeur peut démontrer que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'une déclaration de culpabilité pour l'infraction reprochée entraîne :
 - i. soit la révocation ou la suspension d'une inscription, d'une licence ou d'un statut similaire qui autorise le défendeur à exercer une profession,
 - ii. soit le retrait ou la suspension d'une licence, d'une inscription, d'un permis ou d'un autre titre d'approbation qui se rapporte à l'entreprise du défendeur, à l'entreprise d'une société de personnes dont le défendeur est un associé ou à l'entreprise d'une personne morale dont le défendeur est un dirigeant ou un administrateur.

Exception : question portant sur la capacité du défendeur d'assurer sa défense

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'instruction d'une question pour l'application de l'article 44.

Délai de demande

(3) Le défendeur doit faire le choix prévu au paragraphe (1) au moment d'inscrire un plaidoyer.

Infractions multiples

(4) S'il est convaincu que les fins de la justice l'exigent, le tribunal peut, avant le procès, ordonner que des infractions distinctes soient jugées ensemble par un

if the defendant has made an election described in subsection (1) with respect to any of the offences.

Composition of jury

46.2 (1) If a proceeding is tried with a jury, the jury shall be composed of 12 persons selected in accordance with the *Juries Act*.

Discharge of juror at trial

(2) The judge presiding at a trial may discharge a juror on the ground of illness, hardship, partiality or other sufficient cause.

Continuation of jury

(3) If a juror dies or is discharged, the judge may direct that the trial proceed with the remaining jurors.

Verdict

46.3 (1) After the trial, the judge shall require the jury to give a verdict and the judgment shall be entered in accordance with the verdict.

Verdict to be unanimous

(2) The jury's verdict must be unanimous.

Disagreement of jury

(3) If the judge is satisfied that the jury is unable to agree on its verdict and that further deliberation would be useless, the judge may discharge the jury and direct a new jury to be empanelled during the sittings of the court or adjourn the trial on such terms as justice may require.

2. Section 57 of the Act is amended by adding the following subsection:

Jury recommendations re sentencing

(5) If a proceeding is tried by a court composed of a judge and jury, the jury may provide recommendations for the purpose of assisting the court in imposing sentence.

JURIES ACT

3. The *Juries Act* is amended by adding the following section:

Regulations, Lieutenant Governor in Council

37.1 The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing any modifications that are necessary for the application of this Act to a jury trial in the Ontario Court of Justice for the purposes of a proceeding under the *Provincial Offences Act*.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Provincial Offences Statute Law Amendment Act (Jury Trials), 2013*.

tribunal composé d'un juge provincial et d'un jury si le défendeur a fait le choix prévu au paragraphe (1) à l'égard de l'une des infractions.

Composition du jury

46.2 (1) Dans une instance devant jury, le jury se compose de 12 personnes choisies conformément à la *Loi sur les jurys*.

Libération d'un juré au procès

(2) Le juge provincial qui préside un procès peut libérer un juré en raison de maladie, de préjudice grave, de partialité ou pour toute autre raison suffisante.

Maintien du jury

(3) Si un juré décède ou est libéré, le juge provincial peut ordonner que le procès continue en présence des jurés restants.

Verdict

46.3 (1) Après le procès, le juge provincial demande au jury de rendre son verdict et le jugement est inscrit conformément au verdict.

Verdict unanime

(2) Le verdict du jury doit être unanime.

Lorsque le jury ne s'entend pas

(3) Lorsque le juge provincial est convaincu que le jury ne peut s'entendre sur son verdict et qu'il serait inutile de le retenir plus longtemps, il peut le libérer et ordonner la constitution d'un nouveau jury pendant la session du tribunal, ou différer le procès aux conditions que la justice peut exiger.

2. L'article 57 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Recommandations du jury : détermination de la peine

(5) Si une instance est instruite par un tribunal composé d'un juge provincial et d'un jury, le jury peut faire des recommandations afin d'aider le tribunal à imposer la peine.

LOI SUR LES JURYS

3. La *Loi sur les jurys* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

37.1 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire toute modification qu'il est nécessaire d'apporter pour faire en sorte que la présente loi s'applique à un procès tenu devant jury devant la Cour de justice de l'Ontario aux fins des instances introduites en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant des lois en ce qui concerne les infractions provinciales (procès devant jury)*.

A20N
XB
B56



Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 122

**An Act respecting
collective bargaining
in Ontario's school system**

The Hon. E. Sandals
Minister of Education

Government Bill

1st Reading October 22, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 122

**Loi concernant
la négociation collective
dans le système scolaire de l'Ontario**

L'honorable E. Sandals
Ministre de l'Éducation

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 22 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013*. The Act establishes a framework for two-tiered bargaining for collective agreements between school boards and their employees. Here are some highlights of the Act.

In general terms, the *Labour Relations Act, 1995* governs collective bargaining within the framework established by the new Act. (See section 4 of the Act.) The new Act may be enforced as if it formed part of that Act. (See section 43 of the Act.) Expressions used in the new Act relating to collective bargaining have the same meaning as in the *Labour Relations Act, 1995* and expressions relating to education and the school system have the same meaning as in the *Education Act*.

The Act applies to every school board in Ontario, to the bargaining agents that represent their employees, to the employees themselves, and to the employer bargaining agencies and employee bargaining agencies that are designated for the purposes of central bargaining. (See section 3 of the Act.) The expression “school board”, as defined in subsection 2 (1) of the Act, refers to district school boards, school authorities and the Provincial Schools Authority, unless the context requires otherwise.

Sections 5 to 11 of the Act provide for bargaining units and bargaining agents. For teachers, the bargaining units and bargaining agents are as specified in sections 9 and 10 of the Act. (Currently, those bargaining units and bargaining agents are specified in Part X.1 of the *Education Act* and in the *Provincial Schools Negotiations Act*.) For school board employees who are not teachers, the bargaining units and bargaining agents are as determined under the *Labour Relations Act, 1995*. (See sections 7 and 11 of the Act.)

Sections 12 to 22 of the Act set out the framework for central and local bargaining. Under subsection 12 (2) of the Act, central bargaining is mandatory if a central table is established under the Act for specified school boards and specified bargaining units.

For bargaining at a central table, the parties are an employer bargaining agency and an employee bargaining agency. For local bargaining, the parties are a school board and a bargaining agent. The Crown is entitled to participate in central bargaining but not in local bargaining.

The rights, privileges and duties of employer bargaining agencies, employee bargaining agencies and the Crown in connection with central bargaining are set out in sections 15 to 18 of the Act. An employer bargaining agency cannot exercise specified rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995* unless it has the prior consent of the Crown to do so. (See subsection 15 (2) of the Act. See also subsections 34 (4), 41 (1), 42 (3) and 44 (2) of the Act.)

The employee bargaining agencies for teachers are designated in section 19 of the Act. For other employees, the Minister is authorized to designate employee bargaining agencies. (See section 20 of the Act.) A council of trade unions may be designated as an employee bargaining agency in specified circumstances.

The employer bargaining agencies for school boards are designated in subsection 21 (1) of the Act. In specified circumstances, a council of trustees' associations may be designated as an employer bargaining agency. Under section 22 of the Act, a committee may be established by the Lieutenant Governor in Council to exercise the rights and privileges and perform the duties of a designated employer bargaining agency if, in the

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. La Loi crée un cadre permettant l'instauration d'un système à deux paliers pour la négociation des conventions collectives entre les conseils scolaires et leurs employés. En voici quelques faits saillants.

De façon générale, la *Loi de 1995 sur les relations de travail* régit la négociation collective dans le cadre établi par la nouvelle loi. (Voir l'article 4 de la Loi.) La nouvelle loi peut être exécutée comme si elle faisait partie de cette loi. (Voir l'article 43 de la Loi.) Les expressions utilisées dans la nouvelle loi en ce qui a trait à la négociation collective s'entendent au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* et les expressions ayant trait à l'éducation et au système scolaire s'entendent au sens de la *Loi sur l'éducation*.

La Loi s'applique à tous les conseils scolaires en Ontario, aux agents négociateurs qui représentent les employés de ces conseils scolaires et aux employés eux-mêmes, ainsi qu'aux organismes négociateurs patronaux et organismes négociateurs syndicaux désignés aux fins de la négociation centrale. (Voir l'article 3 de la Loi.) Sauf indication contraire du contexte, l'expression «conseil scolaire», définie au paragraphe 2 (1) de la Loi, désigne les conseils scolaires de district, les administrations scolaires et l'Administration des écoles provinciales.

Les articles 5 à 11 de la Loi traitent des unités de négociation et des agents négociateurs. Pour les enseignants, les unités de négociation et les agents négociateurs sont précisés aux articles 9 et 10 de la Loi. (À l'heure actuelle, ces unités de négociation et agents négociateurs sont précisés dans la partie X.1 de la *Loi sur l'éducation* et dans la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*.) Pour les employés de conseils scolaires qui ne sont pas enseignants, les unités de négociation et les agents négociateurs sont établis en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. (Voir les articles 7 et 11 de la Loi.)

Les articles 12 à 22 de la Loi établissent le cadre servant à la négociation centrale et locale. En application du paragraphe 12 (2) de la Loi, la négociation centrale est obligatoire si une table centrale est établie en vertu de la Loi pour des conseils scolaires et des unités de négociation déterminés.

Pour la négociation à une table centrale, les parties sont l'organisme négociateur patronal et l'organisme négociateur syndical concernés. Pour la négociation locale, les parties sont le conseil scolaire et l'agent négociateur concernés. La Couronne a le droit de participer à la négociation centrale mais pas à la négociation locale.

Les droits, privilèges et obligations des organismes négociateurs patronaux, des organismes négociateurs syndicaux et de la Couronne dans le cadre de la négociation centrale sont énoncés aux articles 15 à 18 de la Loi. Un organisme négociateur patronal ne peut exercer certains droits et privilèges déterminés conférés par la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qu'avec le consentement préalable de la Couronne. (Voir le paragraphe 15 (2) de la Loi. Voir également les paragraphes 34 (4), 41 (1), 42 (3) et 44 (2) de la Loi.)

Les organismes négociateurs syndicaux pour les enseignants sont désignés à l'article 19 de la Loi. Pour les autres employés, le ministre est autorisé à désigner des organismes négociateurs syndicaux. (Voir l'article 20 de la Loi.) Un conseil de syndicats peut être désigné comme organisme négociateur syndical dans des circonstances déterminées.

Les organismes négociateurs patronaux pour les conseils scolaires sont désignés au paragraphe 21 (1) de la Loi. Dans des circonstances déterminées, un conseil d'associations d'employeurs peut être désigné comme organisme négociateur patronal. En vertu de l'article 22 de la Loi, un comité peut être créé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour exercer les droits et privilèges d'un organisme négociateur patronal désigné et

Minister's opinion, the agency is unable or unwilling to exercise those rights and privileges or perform those duties.

Section 23 of the Act provides for the establishment of central tables. Central tables are established in the Act for teachers' bargaining units. The Minister is authorized to establish other central tables. A central table cannot have more than one employer bargaining agency or more than one employee bargaining agency.

Sections 24 to 28 of the Act govern the scope of central and local bargaining.

Under subsection 24 (1) of the Act, the scope of central bargaining at a central table shall be bargained by the parties at the table and the Crown. Certain restrictions apply. The Crown is permitted to reserve a matter for a central table on the basis that, in the Minister's opinion, the matter could result in a significant impact either on the implementation of provincial education policy or on expenditures for one or more school boards. (See subsection 24 (2) of the Act.) If the parties and the Crown do not agree upon the matters to be included within the scope of central bargaining at a central table, any of them may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue. (See subsection 28 (2) of the Act.)

Sections 29 to 38 of the Act contain several of the modifications to the *Labour Relations Act, 1995* that apply in connection with central and local bargaining under the new Act. For example, the date for giving notice to bargain may be advanced by regulation. (See subsection 31 (5) of the Act.) Section 34 of the Act specifies modifications relating to strikes and lock-outs. Section 38 specifies that, if both central and local bargaining occur, a memorandum of settlement of the central terms must be ratified by the parties at the central table and the Crown, and a memorandum of settlement of the local terms must be ratified by the parties to the local bargaining.

Sections 39 to 42 of the Act govern collective agreements. The parties to a collective agreement are the school board and the bargaining agent. If both central and local bargaining occur, the collective agreement includes the central terms and the local terms. (See section 39 of the Act.) If a collective agreement contains central terms, the parties who were at the central table may, with the consent of the Crown, settle a difference regarding the interpretation of those terms. (See section 42 of the Act.)

Sections 46 to 53 of the Act set out consequential amendments to several other Acts. Part X.1 (Teachers' Collective Bargaining) of the *Education Act* is repealed. The short title of the *Provincial Schools Negotiations Act* is also changed: it becomes the *Provincial Schools Authority Act*.

s'acquitter des obligations de celui-ci si, de l'avis du ministre, l'organisme ne peut pas ou ne veut pas le faire.

L'article 23 de la Loi traite de l'établissement de tables centrales. Des tables centrales sont établies dans la Loi pour les unités de négociation d'enseignants. Le ministre est autorisé à en établir d'autres. Une table centrale ne peut pas compter plus d'un organisme négociateur patronal ou plus d'un organisme négociateur syndical.

Les articles 24 à 28 de la Loi régissent le champ de la négociation centrale et locale.

En vertu du paragraphe 24 (1) de la Loi, le champ de la négociation centrale à une table centrale est négocié par les parties à la table et la Couronne, sous réserve de certaines restrictions. La Couronne peut réserver une question pour une table centrale si le ministre est d'avis que la question pourrait avoir un effet important sur la mise en oeuvre d'une politique provinciale en matière d'éducation ou sur les dépenses d'un ou plusieurs conseils scolaires. (Voir le paragraphe 24 (2) de la Loi.) Si les parties et la Couronne ne s'entendent pas sur les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale, toute partie ou la Couronne peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario de trancher le litige. (Voir le paragraphe 28 (2) de la Loi.)

Les articles 29 à 38 de la Loi contiennent plusieurs des adaptations à la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qui s'appliquent dans le cadre de la négociation centrale et locale en vertu de la nouvelle loi. Par exemple, la date pour donner un avis d'intention de négocier peut être avancée par règlement. (Voir le paragraphe 31 (5) de la Loi.) L'article 34 de la Loi précise les adaptations relatives aux grèves et aux lock-out. L'article 38 précise que si à la fois une négociation centrale et une négociation locale ont lieu, un protocole d'accord sur les conditions négociées centralement doit être ratifié par les parties à la table centrale et la Couronne, et un protocole d'accord sur les conditions négociées localement doit être ratifié par les parties à la négociation locale.

Les articles 39 à 42 de la Loi régissent les conventions collectives. Les parties à une convention collective sont le conseil scolaire et l'agent négociateur. Si à la fois une négociation centrale et une négociation locale ont lieu, la convention collective comprend les conditions négociées centralement et celles négociées localement. (Voir l'article 39 de la Loi.) Si une convention collective comprend des conditions négociées centralement, les parties qui étaient à la table centrale peuvent, avec le consentement de la Couronne, régler un différend à propos de l'interprétation de ces conditions. (Voir l'article 42 de la Loi.)

Les articles 46 à 53 de la Loi énoncent les modifications corrélatives apportées à plusieurs autres lois. La partie X.1 (Négociation collective des enseignants) de la *Loi sur l'éducation* est abrogée. Le titre abrégé de la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales* est également modifié pour devenir *Loi sur l'Administration des écoles provinciales*.

**An Act respecting
collective bargaining
in Ontario's school system**

**Loi concernant
la négociation collective
dans le système scolaire de l'Ontario**

CONTENTS

INTERPRETATION AND APPLICATION

1. Interpretation
2. Definitions, etc.
3. Application of this Act
4. Application of the Labour Relations Act, 1995

BARGAINING UNITS

5. Teachers' bargaining units
6. Combined teachers' bargaining units
7. Bargaining units for other employees
8. Management and excluded teachers
9. Occasional teachers

BARGAINING AGENTS

10. Bargaining agents for teachers
11. Bargaining agents for other employees

FRAMEWORK FOR CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

12. Central and local bargaining
13. Parties to central bargaining
14. Parties to local bargaining
15. Role of employer bargaining agency
16. Duty of fair representation, employer bargaining agency
17. Role of employee bargaining agency
18. Crown's participation in central bargaining

REPRESENTATIVES FOR CENTRAL BARGAINING

19. Employee bargaining agencies for teachers
20. Employee bargaining agencies for other employees
21. Employer bargaining agencies
22. Substitution if employer bargaining agency unable, etc., to act

CENTRAL TABLES

23. Central tables

SCOPE OF CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

24. Scope of central bargaining
25. Denominational rights and privileges
26. Linguistic rights and privileges
27. Scope of local bargaining
28. Negotiations about scope of central bargaining

NEGOTIATIONS

29. Central bargaining and the Labour Relations Act, 1995
30. Local bargaining and the Labour Relations Act, 1995
31. Notice of desire to bargain, central and local bargaining
32. Obligation to bargain, central and local bargaining

SOMMAIRE

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

1. Interprétation
2. Définitions et autres
3. Application de la présente loi
4. Application de la Loi de 1995 sur les relations de travail

UNITÉS DE NÉGOCIATION

5. Unités de négociation d'enseignants
6. Unités de négociation d'enseignants combinées
7. Unités de négociation pour les autres employés
8. Enseignants exclus et direction
9. Enseignants suppléants

AGENTS NÉGOCIATEURS

10. Agents négociateurs des enseignants
11. Agents négociateurs des autres employés

CADRE SERVANT À LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

12. Négociation centrale et locale
13. Parties à la négociation centrale
14. Parties à la négociation locale
15. Rôle de l'organisme négociateur patronal
16. Obligation de l'organisme négociateur patronal d'être impartial
17. Rôle de l'organisme négociateur syndical
18. Participation de la Couronne à la négociation centrale

REPRÉSENTANTS À LA NÉGOCIATION CENTRALE

19. Organismes négociateurs syndicaux pour les enseignants
20. Organismes négociateurs syndicaux pour les autres employés
21. Organismes négociateurs patronaux
22. Substitution en cas d'incapacité d'agir de l'organisme négociateur patronal

TABLES CENTRALES

23. Tables centrales

CHAMP DE LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

24. Champ de la négociation centrale
25. Droits et privilèges confessionnels
26. Droits et privilèges linguistiques
27. Champ de la négociation locale
28. Négociation sur le champ de la négociation centrale

NÉGOCIATIONS

29. Négociation centrale et Loi de 1995 sur les relations de travail
30. Négociation locale et Loi de 1995 sur les relations de travail

33. Bargaining for a first collective agreement
34. Strike or lock-out, central and local bargaining
35. Definition of "strike" re: teachers' bargaining units
36. Vote on offer re: central terms
37. Duty of arbitrators, etc., central bargaining
38. Ratification of collective agreement, central and local bargaining

COLLECTIVE AGREEMENTS

39. Contents of collective agreements
40. Term of operation
41. Revision of provisions by mutual consent
42. Grievance arbitration re: central terms

GENERAL

43. Enforcement of this Act
44. Complaints re: unlawful strike
45. Conflicts and inconsistencies

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

46. Education Act
47. Employment Standards Act, 2000
48. Fairness for Parents and Employees Act (Teachers' Withdrawal of Services), 1997
49. Labour Relations Act, 1995
50. Provincial Schools Negotiations Act
51. Public Sector Compensation Restraint to Protect Public Services Act, 2010
52. Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997
53. Teaching Profession Act

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

54. Commencement
55. Short title

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INTERPRETATION AND APPLICATION

Interpretation

1. (1) Expressions used in this Act relating to collective bargaining have the same meaning as in the *Labour Relations Act, 1995*, unless a contrary intention appears.

Same

(2) Expressions used in this Act relating to education and the school system have the same meaning as in the *Education Act*, unless a contrary intention appears.

Constitutional rights and privileges

(3) This Act and the *Labour Relations Act, 1995* do not prejudicially affect any right or privilege guaranteed by section 93 of the *Constitution Act, 1867* or by section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and every authority given by this Act and the *Labour Relations Act, 1995*.

31. Avis de l'intention de négocier : négociation centrale et locale
32. Obligation de négocier : négociation centrale et locale
33. Négociation en vue de la conclusion d'une première convention
34. Grève ou lock-out : négociation centrale et locale
35. Définition de «grève» à l'égard des unités de négociation d'enseignants
36. Scrutin sur l'offre : conditions négociées centralement
37. Obligation des arbitres : négociation centrale
38. Ratification d'une convention collective : négociation centrale et locale

CONVENTIONS COLLECTIVES

39. Contenu des conventions collectives
40. Durée
41. Consentement mutuel à la révision des dispositions
42. Arbitrage des griefs : conditions négociées centralement

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

43. Exécution de la présente loi
44. Plaintes au sujet d'une grève illicite
45. Incompatibilités

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

46. Loi sur l'éducation
47. Loi de 2000 sur les normes d'emploi
48. Loi de 1997 sur le traitement équitable des parents et des employés (retrait de services par les enseignants)
49. Loi de 1995 sur les relations de travail
50. Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales
51. Loi de 2010 sur les mesures de restriction de la rémunération dans le secteur public visant à protéger les services publics
52. Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public
53. Loi sur la profession enseignante

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

54. Entrée en vigueur
55. Titre abrégé

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Interprétation

1. (1) Sauf intention contraire manifeste, les expressions utilisées dans la présente loi en ce qui a trait à la négociation collective s'entendent au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(2) Sauf intention contraire manifeste, les expressions utilisées dans la présente loi en ce qui a trait à l'éducation et au système scolaire s'entendent au sens de la *Loi sur l'éducation*.

Droits et privilèges constitutionnels

(3) La présente loi et la *Loi de 1995 sur les relations de travail* n'ont pas pour effet de porter préjudice aux droits et privilèges garantis par l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* ou l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, et les pouvoirs qu'elles con-

tions Act, 1995 shall be exercised in a manner consistent with those rights and privileges.

Definitions, etc.

2. (1) In this Act,

“central table” means a central table established under section 23; (“table centrale”)

“central terms” means, in relation to a collective agreement, the terms and conditions of the collective agreement that are determined through, or in connection with, central bargaining, if any; (“conditions négociées centralement”)

“employee bargaining agency” means an entity designated under section 19 or 20 as an employee bargaining agency; (“organisme négociateur syndical”)

“employer bargaining agency” means an entity designated under section 21 as an employer bargaining agency; (“organisme négociateur patronal”)

“local terms” means, in relation to a collective agreement, the terms and conditions of the collective agreement that are not central terms; (“conditions négociées localement”)

“Minister” means the Minister of Education or such other minister to whom the administration of this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Provincial Schools Authority” means the Provincial Schools Authority continued by section 2 of the *Provincial Schools Authority Act*; (“Administration des écoles provinciales”)

“school board” means a district school board and, unless the context requires otherwise, includes a school authority and the Provincial Schools Authority; (“conseil scolaire”)

“teachers’ bargaining unit” means a bargaining unit described in section 5; (“unité de négociation d’enseignants”)

“trustees’ association” means l’Association des conseils scolaires des écoles publiques de l’Ontario, l’Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques, the Ontario Catholic School Trustees’ Association or the Ontario Public School Boards’ Association. (“association d’employeurs”)

Local bargaining

(2) In this Act, local bargaining refers to collective bargaining between a school board and a bargaining agent for a collective agreement or, where both central and local bargaining are required, it refers to collective bargaining for local terms to be included in a collective agreement.

Central bargaining

(3) In this Act, central bargaining refers to collective bargaining between an employer bargaining agency and an employee bargaining agency for central terms to be

fèrent sont exercés d’une façon qui est compatible avec ces droits et privilèges.

Définitions et autres

2. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«Administration des écoles provinciales» L’Administration des écoles provinciales prorogée par l’article 2 de la *Loi sur l’Administration des écoles provinciales*. («Provincial Schools Authority»)

«association d’employeurs» L’Association des conseils scolaires des écoles publiques de l’Ontario, l’Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques, l’Ontario Catholic School Trustees’ Association ou l’Ontario Public School Boards’ Association. («trustees’ association»)

«conditions négociées centralement» Relativement à une convention collective, les conditions de la convention qui sont fixées au moyen ou dans le cadre de la négociation centrale, le cas échéant. («central terms»)

«conditions négociées localement» Relativement à une convention collective, les conditions de la convention qui ne sont pas des conditions négociées centralement. («local terms»)

«conseil scolaire» S’entend d’un conseil scolaire de district et, en outre, sauf indication contraire du contexte, d’une administration scolaire et de l’Administration des écoles provinciales. («school board»)

«ministre» Le ministre de l’Éducation ou l’autre ministre qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«organisme négociateur patronal» Entité désignée comme tel en vertu de l’article 21. («employer bargaining agency»)

«organisme négociateur syndical» Entité désignée comme tel en vertu de l’article 19 ou 20. («employee bargaining agency»)

«table centrale» Table centrale établie en application de l’article 23. («central table»)

«unité de négociation d’enseignants» Unité de négociation décrite à l’article 5. («teachers’ bargaining unit»)

Négociation locale

(2) Dans la présente loi, la négociation locale désigne la négociation collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur en vue de la conclusion d’une convention collective. S’il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, elle désigne alors la négociation collective portant sur les conditions négociées localement à inclure dans une convention collective.

Négociation centrale

(3) Dans la présente loi, la négociation centrale désigne la négociation collective entre un organisme négociateur patronal et un organisme négociateur syndical portant sur

included in a collective agreement between a school board and a bargaining agent.

School board as employer

(4) Nothing in this Act changes the status of a school board as the employer of its employees.

Application of this Act

3. (1) This Act applies to every school board in Ontario, to the bargaining agents that represent employees of those school boards and to the employees represented by those bargaining agents.

Same

(2) This Act applies to every employer bargaining agency and employee bargaining agency designated under this Act to represent school boards or employees for central bargaining purposes.

Exception, construction industry

(3) Despite subsection (1), this Act does not apply with respect to employees of a school board who are or become bound by a provincial agreement within the meaning of subsection 151 (1) of the *Labour Relations Act, 1995* or with respect to a trade union that represents them for collective bargaining purposes.

Crown bound

(4) This Act binds the Crown.

Application of the *Labour Relations Act, 1995*

4. (1) The *Labour Relations Act, 1995* applies with necessary modifications, and with the additional modifications set out in this Act, with respect to the entities to whom this Act applies.

Same, limited application to the Crown

(2) However, the *Labour Relations Act, 1995* applies to the Crown only to the extent necessary to enable the Crown to exercise the Crown's rights and privileges under this Act. For all other purposes, subsection 4 (2) of that Act governs the application of that Act to the Crown.

Restriction re: related employers

(3) No person is entitled to make an application to the Ontario Labour Relations Board under subsection 1 (4) of the *Labour Relations Act, 1995* with respect to a school board.

BARGAINING UNITS

Teachers' bargaining units

5. (1) Each district school board and each board established under section 68 of the *Education Act* has the following teachers' bargaining units:

1. Elementary school teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is assigned to one or more el-

les conditions négociées centralement à inclure dans une convention collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur.

Conseil scolaire comme employeur

(4) La présente loi n'a pas pour effet de modifier le statut d'un conseil scolaire en tant qu'employeur de ses employés.

Application de la présente loi

3. (1) La présente loi s'applique à tous les conseils scolaires en Ontario, aux agents négociateurs qui représentent les employés de ces conseils scolaires et aux employés représentés par ces agents négociateurs.

Idem

(2) La présente loi s'applique à tous les organismes négociateurs patronaux et à tous les organismes négociateurs syndicaux désignés en vertu de la présente loi pour représenter des conseils scolaires ou des employés aux fins de la négociation centrale.

Exception : industrie de la construction

(3) Malgré le paragraphe (1), la présente loi ne s'applique pas à l'égard des employés d'un conseil scolaire qui sont ou deviennent liés par une convention provinciale au sens du paragraphe 151 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, ni à l'égard d'un syndicat qui les représente aux fins de la négociation collective.

Obligation de la Couronne

(4) La présente loi lie la Couronne.

Application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*

4. (1) La *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'applique, avec les adaptations nécessaires et avec les modifications additionnelles énoncées dans la présente loi, à l'égard des entités visées par celle-ci.

Idem : application restreinte dans le cas de la Couronne

(2) Toutefois, la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique à la Couronne que dans la mesure nécessaire pour lui permettre d'exercer des droits et privilèges que lui confère la présente loi. À toutes autres fins, le paragraphe 4 (2) de cette loi régit l'application de celle-ci à la Couronne.

Restriction concernant les employeurs liés

(3) Nul n'a le droit de présenter de requête à la Commission des relations de travail de l'Ontario en vertu du paragraphe 1 (4) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard d'un conseil scolaire.

UNITÉS DE NÉGOCIATION

Unités de négociation d'enseignants

5. (1) Chaque conseil scolaire de district et chaque conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation* a les unités de négociation d'enseignants suivantes :

1. Unité des enseignants de l'élémentaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont af-

ementary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.

2. Elementary school occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the board's roster of occasional teachers who may be assigned to an elementary school.
3. Secondary school teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
4. Secondary school occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school.

Same, at certain school authorities

(2) Each school authority, other than a board established under section 68 of the *Education Act*, has the following teachers' bargaining units, as applicable:

1. French-language teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is assigned to teach pupils enrolled in a French-language instructional unit or to perform duties in respect of such instructional units all or most of the time.
2. French-language occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the school authority's roster of occasional teachers who may be assigned to teach pupils enrolled in a French-language instructional unit.
3. English-language teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is not assigned to teach pupils enrolled in a French-language instructional unit or to perform duties in respect of such instructional units all or most of the time.
4. English-language occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the school authority's roster of occasional teachers who may be assigned to teach pupils other than those enrolled in a French-language instructional unit.

Same, at the Provincial Schools Authority

(3) The Provincial Schools Authority has one teachers' bargaining unit composed of every teacher employed by

fectés à une ou plusieurs écoles élémentaires ou qui sont chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.

2. Unité des enseignants suppléants de l'élémentaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école élémentaire.
3. Unité des enseignants du secondaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou qui sont chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
4. Unité des enseignants suppléants du secondaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire.

Idem : certaines administrations scolaires

(2) Chaque administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation* a les unités de négociation d'enseignants suivantes, le cas échéant :

1. Unité des enseignants de langue française : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française ou d'exercer des fonctions à l'égard de tels modules tout le temps ou la plupart du temps.
2. Unité des enseignants suppléants de langue française : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par l'administration scolaire, des enseignants suppléants qui peuvent être chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française.
3. Unité des enseignants de langue anglaise : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui ne sont pas chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française ou d'exercer des fonctions à l'égard de tels modules tout le temps ou la plupart du temps.
4. Unité des enseignants suppléants de langue anglaise : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par l'administration scolaire, des enseignants suppléants qui peuvent être chargés d'enseigner à des élèves autres que ceux inscrits dans un module scolaire de langue française.

Idem : Administration des écoles provinciales

(3) L'Administration des écoles provinciales a une unité de négociation d'enseignants composée de chaque

the Authority and, for greater certainty, the bargaining unit does not include occasional teachers.

Appropriate teachers' bargaining units, deeming

(4) The teachers' bargaining units are deemed to be appropriate bargaining units.

Combined teachers' bargaining units

6. (1) Two or more teachers' bargaining units (the "predecessor bargaining units") may be combined to establish a single teachers' bargaining unit if the bargaining agent for each of the predecessor bargaining units is the same and if the school board and the bargaining agent agree.

Discontinuation

(2) A combined teachers' bargaining unit may be discontinued if the school board and the bargaining agent agree. In that case, the predecessor bargaining units are re-established.

Bargaining units for other employees

7. For employees of a school board who are not included in a teachers' bargaining unit, the bargaining units are determined under the *Labour Relations Act, 1995*.

Management and excluded teachers

8. Supervisory officers, principals and vice-principals are not eligible to be members of any bargaining unit of employees of a school board.

Occasional teachers

9. (1) An occasional teacher may be a member of more than one teachers' bargaining unit.

Same

(2) An occasional teacher is on a school board's roster of occasional teachers if he or she is on a list of occasional teachers maintained by a school operated by the board.

Same

(3) Upon request, a school board shall give a bargaining agent a copy of the roster and a principal of a school operated by the school board shall give a bargaining agent a copy of the list of occasional teachers maintained by the school.

BARGAINING AGENTS

Bargaining agents for teachers

AEFO

10. (1) L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

1. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at a French-language district school board.

enseignant qu'elle emploie, étant entendu que cette unité de négociation ne comprend pas les enseignants suppléants.

Unités de négociation d'enseignants réputées appropriées

(4) Les unités de négociation d'enseignants sont réputées des unités de négociation appropriées.

Unités de négociation d'enseignants combinées

6. (1) Deux unités de négociation d'enseignants ou plus (les «unités de négociation précédentes») peuvent être combinées en une seule unité de négociation d'enseignants si l'agent négociateur de chacune des unités de négociation précédentes est le même et que le conseil scolaire et l'agent négociateur y consentent.

Fin de l'unité de négociation d'enseignants combinée

(2) Si le conseil scolaire et l'agent négociateur y consentent, il peut être mis fin à l'unité de négociation d'enseignants combinée, auquel cas les unités de négociation précédentes sont rétablies.

Unités de négociation pour les autres employés

7. Pour les employés d'un conseil scolaire qui ne sont pas membres d'une unité de négociation d'enseignants, les unités de négociation sont établies en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Enseignants exclus et direction

8. Les agents de supervision, les directeurs d'école et les directeurs adjoints ne peuvent pas être membres d'une unité de négociation d'employés d'un conseil scolaire.

Enseignants suppléants

9. (1) Un enseignant suppléant peut être membre de plus d'une unité de négociation d'enseignants.

Idem

(2) Un enseignant suppléant figure au tableau des enseignants suppléants établi par un conseil scolaire s'il figure sur la liste des enseignants suppléants que tient une école qui relève de ce conseil.

Idem

(3) Sur demande, un conseil scolaire remet une copie du tableau à un agent négociateur, et le directeur d'une école qui relève du conseil scolaire remet à un agent négociateur une copie de la liste des enseignants suppléants que tient l'école.

AGENTS NÉGOCIATEURS

Agents négociateurs des enseignants

AEFO

10. (1) L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil scolaire de district de langue française.

2. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at a French-language district school board.
3. Every French-language teachers' unit and French-language occasional teachers' unit at a school authority other than a board established under section 68 of the *Education Act*.

ETFO

(2) The Elementary Teachers' Federation of Ontario is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

1. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at an English-language public district school board.
2. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at a board established under section 68 of the *Education Act*.
3. Every English-language teachers' unit and English-language occasional teachers' unit at a board of a district school area.
4. Every English-language teachers' unit and English-language occasional teachers' unit at a board of a Protestant separate school.

OECTA

(3) The Ontario English Catholic Teachers' Association is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

1. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at an English-language separate district school board.
2. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at an English-language separate district school board.
3. Every English-language teachers' unit and English-language occasional teachers' unit at a Roman Catholic school authority.

OSSTF

(4) The Ontario Secondary School Teachers' Federation is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

2. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil scolaire de district de langue française.
3. Chaque unité composée d'enseignants de langue française et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue française à une administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.

FEEO

(2) La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil scolaire de district public de langue anglaise.
2. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.
3. Chaque unité composée d'enseignants de langue anglaise et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue anglaise à un conseil de secteur scolaire de district.
4. Chaque unité composée d'enseignants de langue anglaise et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue anglaise à un conseil d'écoles séparées protestantes.

OECTA

(3) L'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise.
2. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise.
3. Chaque unité composée d'enseignants de langue anglaise et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue anglaise à une administration scolaire catholique.

FEESO

(4) La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at an English-language public district school board.
2. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at a board established under section 68 of the *Education Act*.
3. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at a board of a secondary school district established under section 67 of the *Education Act*.
4. The teachers' bargaining unit at the Provincial Schools Authority.

Certification of bargaining agents, deeming

(5) Each bargaining agent designated by this section is deemed to be certified as the bargaining agent for the teachers' bargaining units indicated.

Same

(6) No trade union is entitled to apply for certification under the *Labour Relations Act, 1995* as the bargaining agent for a teachers' bargaining unit.

Same

(7) No person is entitled to apply for a declaration under the *Labour Relations Act, 1995* that a bargaining agent designated by this section no longer represents the members of the applicable teachers' bargaining unit.

Status of bargaining agent, deeming

(8) A bargaining agent designated by this section is deemed to be a trade union for the purposes of the *Labour Relations Act, 1995*.

Bargaining agents for other employees

11. For bargaining units of employees of a school board who are not teachers, the bargaining agents are determined under the *Labour Relations Act, 1995*.

FRAMEWORK FOR CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

Central and local bargaining

12. (1) Collective bargaining for a collective agreement between a school board and a bargaining agent may include both central bargaining and local bargaining.

Mandatory central bargaining

(2) Central bargaining is mandatory if a central table is established for specified school boards and specified bargaining units.

Local bargaining

(3) In any other case, collective bargaining is undertaken through local bargaining alone.

1. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil scolaire de district public de langue anglaise.
2. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.
3. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil de district d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67 de la *Loi sur l'éducation*.
4. L'unité de négociation d'enseignants à l'Administration des écoles provinciales.

Agents négociateurs réputés accrédités

(5) Chaque agent négociateur désigné par le présent article est réputé accrédité comme agent négociateur des unités de négociation d'enseignants indiquées.

Idem

(6) Aucun syndicat n'a le droit de demander d'être accrédité en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* comme agent négociateur d'une unité de négociation d'enseignants.

Idem

(7) Nul n'a le droit de demander qu'il soit déclaré en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qu'un agent négociateur désigné par le présent article ne représente plus les membres de l'unité de négociation d'enseignants concernée.

Agent négociateur réputé un syndicat

(8) Un agent négociateur désigné par le présent article est réputé un syndicat pour l'application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Agents négociateurs des autres employés

11. Pour les unités de négociation d'employés d'un conseil scolaire qui ne sont pas des enseignants, les agents négociateurs sont établis en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

CADRE SERVANT À LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

Négociation centrale et locale

12. (1) La négociation collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur en vue de la conclusion d'une convention collective peut comprendre à la fois une négociation centrale et une négociation locale.

Négociation centrale obligatoire

(2) La négociation centrale est obligatoire si une table centrale est établie pour des conseils scolaires et des unités de négociation déterminés.

Négociation locale

(3) Dans tous les autres cas, la négociation collective est menée uniquement par une négociation locale.

Parties to central bargaining

13. (1) The parties to central bargaining at a central table are the applicable employer bargaining agency and employee bargaining agency.

Participation by the Crown

(2) The Crown is entitled to participate in central bargaining at each central table.

Parties to local bargaining

14. (1) The parties to local bargaining are the school board and the bargaining agent that represents the applicable bargaining unit of employees of the school board.

Same

(2) The Crown is not entitled to participate in local bargaining.

Role of employer bargaining agency

15. (1) An employer bargaining agency that represents specified school boards has exclusive authority,

- (a) to represent the school boards during bargaining at a particular central table;
- (b) to exercise all of the school boards' rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995*, and to perform all of their duties under that Act, in respect of central bargaining;
- (c) to bind the school boards to the central terms of their collective agreements; and
- (d) to exercise the rights and privileges and perform the duties described in sections 41 and 42.

Requirement for Crown consent

(2) Despite subsection (1), an employer bargaining agency cannot exercise the following rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995* unless it has the prior consent of the Crown to do so:

- 1. Agree under subsection 40 (1) of that Act to refer matters to an arbitrator or board of arbitration for final and binding determination.
- 2. Authorize or require school boards to lock out employees.
- 3. In the circumstances described in clause 86 (1) (a) of that Act, alter the rates of wages, any other term of employment that is a central term or any right, privilege or duty of the school boards, the applicable bargaining agents or the employees relating to central bargaining.
- 4. Agree under section 86 of that Act with an employee bargaining agency to alter the rates of wages, any other term of employment that is a central term or any right, privilege or duty of the school

Parties à la négociation centrale

13. (1) Les parties à la négociation centrale à une table centrale sont l'organisme négociateur patronal et l'organisme négociateur syndical concernés.

Participation de la Couronne

(2) La Couronne a le droit de participer à la négociation centrale à chaque table centrale.

Parties à la négociation locale

14. (1) Les parties à la négociation locale sont le conseil scolaire et l'agent négociateur représentant l'unité de négociation concernée des employés du conseil scolaire.

Idem

(2) La Couronne n'a pas le droit de participer à la négociation locale.

Rôle de l'organisme négociateur patronal

15. (1) L'organisme négociateur patronal qui représente des conseils scolaires déterminés a le pouvoir exclusif :

- a) de représenter les conseils scolaires pendant la négociation à une table centrale particulière;
- b) d'exercer tous les droits et privilèges que la *Loi de 1995 sur les relations de travail* confère aux conseils scolaires à l'égard de la négociation centrale et de s'acquitter de toutes les obligations qu'elle leur impose à cet égard;
- c) d'assujettir les conseils scolaires aux conditions de leurs conventions collectives négociées centralement;
- d) d'exercer les droits et privilèges et de s'acquitter des obligations visés aux articles 41 et 42.

Consentement de la Couronne

(2) Malgré le paragraphe (1), l'organisme négociateur patronal ne peut exercer les droits et privilèges suivants conférés par la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qu'avec le consentement préalable de la Couronne :

- 1. Convenir en vertu du paragraphe 40 (1) de cette loi de soumettre des questions à un arbitre ou à un conseil d'arbitrage dont la décision a force de chose jugée.
- 2. Autoriser ou obliger des conseils scolaires à lock-outer des employés.
- 3. Dans les circonstances mentionnées à l'alinéa 86 (1) a) de cette loi, modifier les taux de salaire, toute autre condition d'emploi qui est une condition négociée centralement ou un droit, un privilège ou une obligation des conseils scolaires, des agents négociateurs concernés ou des employés qui se rapporte à la négociation centrale.
- 4. S'entendre avec l'organisme négociateur syndical en vertu de l'article 86 de cette loi pour modifier les taux de salaire, toute autre condition d'emploi qui est une condition négociée centralement ou un

boards, the applicable bargaining agents or the employees relating to central bargaining.

Same

(3) Subsection (2) applies with necessary modifications with respect to the Provincial Schools Authority when it is acting jointly with an employer bargaining agency as described in subsection 23 (6) for the purposes of central bargaining.

Duty of fair representation, employer bargaining agency

16. (1) An employer bargaining agency shall not act in a manner that is arbitrary, discriminatory or in bad faith in the representation of any of the school boards for which it is designated, whether or not the school boards are its members or, if it is a council, are members of an entity that is a council member.

Duty to co-operate

(2) An employer bargaining agency shall co-operate in good faith with the Crown in preparing for and conducting central bargaining.

Role of employee bargaining agency

17. An employee bargaining agency for specified bargaining units has exclusive authority,

- (a) to represent employees in the applicable bargaining units during bargaining at a particular central table;
- (b) to exercise all of the bargaining agents' rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995*, and to perform all of their duties under that Act, relating to central bargaining;
- (c) to bind the employees, and their bargaining agents, to the central terms of their collective agreements; and
- (d) to exercise the rights and privileges and perform the duties described in sections 41 and 42.

Crown's participation in central bargaining

18. The Crown's authority to participate in central bargaining at a central table includes participation in the following activities:

1. Conciliation, if a conciliation officer is appointed under section 18 of the *Labour Relations Act, 1995* or if a conciliation board is appointed under section 21 of that Act.
2. Mediation, if a mediator is appointed under section 19 of the *Labour Relations Act, 1995* or is agreed upon by the parties at the central table.
3. The activities described in sections 37, 38 and 39 of the *Labour Relations Act, 1995*, if an industrial inquiry commission is appointed under section 37, a special officer is appointed under section 38 or a

droit, un privilège ou une obligation des conseils scolaires, des agents négociateurs concernés ou des employés qui se rapporte à la négociation centrale.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'Administration des écoles provinciales lorsqu'elle agit conjointement avec un organisme négociateur patronal aux fins de la négociation centrale comme le prévoit le paragraphe 23 (6).

Obligation de l'organisme négociateur patronal d'être impartial

16. (1) L'organisme négociateur patronal ne doit pas se comporter de façon arbitraire ou discriminatoire ni faire preuve de mauvaise foi dans la représentation des conseils scolaires pour lesquels il a été désigné, que les conseils scolaires soient membres ou non de l'organisme ou, si ce dernier est un conseil, qu'ils soient membres ou non d'une entité membre de celui-ci.

Obligation de collaborer

(2) L'organisme négociateur patronal doit collaborer de bonne foi avec la Couronne pour se préparer à la négociation centrale et mener celle-ci.

Rôle de l'organisme négociateur syndical

17. L'organisme négociateur syndical qui représente des unités de négociation déterminées a le pouvoir exclusif :

- a) de représenter les employés membres des unités de négociation concernées pendant la négociation à une table centrale particulière;
- b) d'exercer tous les droits et privilèges que la *Loi de 1995 sur les relations de travail* confère aux agents négociateurs à l'égard de la négociation centrale et de s'acquitter de toutes les obligations qu'elle leur impose à cet égard;
- c) d'assujettir les employés ainsi que leurs agents négociateurs aux conditions de leurs conventions collectives négociées centralement;
- d) d'exercer les droits et privilèges et de s'acquitter des obligations visés aux articles 41 et 42.

Participation de la Couronne à la négociation centrale

18. Le pouvoir de la Couronne de participer à la négociation centrale à une table centrale inclut la participation aux activités suivantes :

1. La conciliation, si un conciliateur est désigné au titre de l'article 18 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ou qu'une commission de conciliation est constituée au titre de l'article 21 de cette loi.
2. La médiation, si un médiateur est désigné au titre de l'article 19 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ou que les parties à la table centrale se sont entendues sur un médiateur.
3. Les activités visées aux articles 37, 38 et 39 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si une commission industrielle d'enquête est constituée au titre de l'article 37, qu'un agent spécial est désigné

Disputes Advisory Committee is appointed under section 39, as the case may be.

4. Arbitration, if an arbitrator or board of arbitration is appointed under subsection 40 (1) of the *Labour Relations Act, 1995*.

REPRESENTATIVES FOR CENTRAL BARGAINING

Employee bargaining agencies for teachers

19. Each of the following entities is designated as the employee bargaining agency for the employees in the teachers' bargaining units indicated:

1. L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.
2. Elementary Teachers' Federation of Ontario is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.
3. The Ontario English Catholic Teachers' Association is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.
4. The Ontario Secondary School Teachers' Federation is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.

Employee bargaining agencies for other employees

20. (1) The Minister may, by regulation, designate an entity as the employee bargaining agency, for a specified round of collective bargaining, for the employees in specified bargaining units that are not teachers' bargaining units.

Same, council

(2) For greater certainty, a council of trade unions may be designated as the employee bargaining agency for a particular central table.

Restriction

(3) An employee bargaining agency may be designated for a particular central table only if, upon being designated, it would represent the employees in at least 15 bargaining units at that table.

Same

(4) An employee bargaining agency may be designated for a particular central table only if the Minister is satisfied that bargaining agents for all of the bargaining units to be represented at that table have vested in the entity appropriate authority enabling it to discharge the responsibilities of an employee bargaining agency.

Same

(5) An employee bargaining agency cannot be desig-

au titre de l'article 38 ou qu'un comité consultatif sur les différends est constitué au titre de l'article 39, selon le cas.

4. L'arbitrage, si un arbitre est désigné ou un conseil d'arbitrage constitué au titre du paragraphe 40 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

REPRÉSENTANTS À LA NÉGOCIATION CENTRALE

Organismes négociateurs syndicaux pour les enseignants

19. Chacune des entités suivantes est désignée comme organisme négociateur syndical pour les employés membres des unités de négociation d'enseignants indiquées :

1. L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.
2. La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.
3. L'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.
4. La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.

Organismes négociateurs syndicaux pour les autres employés

20. (1) Le ministre peut, par règlement, désigner une entité comme organisme négociateur syndical, pour un cycle de négociation collective déterminé, pour les employés membres d'unités de négociation déterminées qui ne sont pas des unités de négociation d'enseignants.

Idem : conseil

(2) Il est entendu qu'un conseil de syndicats peut être désigné comme organisme négociateur syndical pour une table centrale particulière.

Restriction

(3) Un organisme négociateur syndical peut être désigné pour une table centrale particulière seulement si, au moment de sa désignation, il représenterait les employés d'au moins 15 unités de négociation à cette table.

Idem

(4) Un organisme négociateur syndical peut être désigné pour une table centrale particulière seulement si le ministre est convaincu que les agents négociateurs de toutes les unités de négociation devant être représentées à cette table ont investi l'entité des pouvoirs nécessaires pour qu'elle assume les responsabilités d'un organisme négociateur syndical.

Idem

(5) Un organisme négociateur syndical ne peut pas être

nated to represent employees in bargaining units that are established after the designation takes effect.

Employer bargaining agencies

21. (1) Each of the following trustees' associations is designated as the employer bargaining agency for the school boards indicated:

1. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario is the employer bargaining agency for every French-language public district school board.
2. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques is the employer bargaining agency for every French-language separate district school board.
3. Ontario Catholic School Trustees' Association is the employer bargaining agency for every English-language separate district school board.
4. Ontario Public School Boards' Association is the employer bargaining agency for every English-language public district school board and every board established under section 68 of the *Education Act*.

Same

(2) The Minister may, by regulation, designate a trustees' association as the employer bargaining agency for a school board for which no employer bargaining agency is designated by subsection (1).

Policies and procedures

(3) A trustees' association is required to establish policies and procedures for the effective exercise of its rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act.

Voting process

(4) If voting is required in respect of collective bargaining by a trustees' association, the outcome of a vote must be decided by the approval of a majority of the school boards that are represented by the association, with their votes weighted to reasonably reflect, for each school board, the size of the bargaining units containing employees of the school board.

Corporate matters

(5) A trustees' association is deemed to have the mandate and the capacity in law to exercise the rights and privileges and perform the duties of an employer bargaining agency under this Act.

Council as employer bargaining agency re: teachers

(6) Despite subsections (1) and (2), if a central table is established for all of the teachers' bargaining units that are represented by l'Association des enseignantes et des

désigné pour représenter des employés membres d'unités de négociation établies après la prise d'effet de la désignation.

Organismes négociateurs patronaux

21. (1) Chacune des associations d'employeurs suivantes est désignée comme organisme négociateur patronal pour les conseils scolaires indiqués :

1. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district publics de langue française.
2. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district séparés de langue française.
3. L'Ontario Catholic School Trustees' Association est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district séparés de langue anglaise.
4. L'Ontario Public School Boards' Association est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district publics de langue anglaise et tous les conseils créés en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.

Idem

(2) Le ministre peut, par règlement, désigner une association d'employeurs comme organisme négociateur patronal pour un conseil scolaire pour lequel aucun organisme négociateur patronal n'a été désigné par le paragraphe (1).

Politiques et procédures

(3) Une association d'employeurs est tenue d'établir des politiques et des procédures permettant l'exercice effectif des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquiescement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre.

Règles de vote

(4) Tout vote que doit tenir l'association d'employeurs à l'égard de la négociation collective se décide à la majorité des conseils scolaires représentés par l'association, leurs voix étant pondérées de façon à refléter raisonnablement, pour chaque conseil scolaire, la taille des unités de négociation comprenant des employés du conseil.

Mandat et capacité

(5) Une association d'employeurs est réputée avoir le mandat et la capacité en droit d'exercer les droits et privilèges que la présente loi confère à un organisme négociateur patronal et de s'acquiescer des obligations qu'elle lui impose à ce titre.

Cas où l'organisme négociateur patronal est un conseil : enseignants

(6) Malgré les paragraphes (1) et (2), si une table centrale est établie pour toutes les unités de négociation d'enseignants qui sont représentées par l'Association des

enseignants franco-ontariens, the Minister may, by regulation, designate as the employer bargaining agency for that central table a council whose members are the trustees' associations identified in paragraphs 1 and 2 of subsection (1).

Same re: other employees

(7) Despite subsections (1) and (2), the Minister may, by regulation, designate a council of trustees' associations as the employer bargaining agency for a central table for central bargaining with respect to employees other than teachers.

Same

(8) If a council of trustees' associations is designated as an employer bargaining agency, the regulation in which the designation is made may also,

- (a) establish policies and procedures for the effective exercise of the council's rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act;
- (b) establish a committee of the council and provide for the composition of the committee;
- (c) authorize the committee, on behalf of the council, to exercise the rights and privileges and perform the duties of the council as the employer bargaining agency; and
- (d) establish the voting process to be used by the council or committee in respect of central bargaining, which process must be consistent with subsection (4).

Same

(9) If a committee is established under subsection (8), the regulation must ensure that each trustees' association that is a member of the council is entitled to have a representative on the committee.

Effect of designating a council

(10) If a council of trustees' associations is designated for a specified central table, it replaces the individual trustees' associations as the employer bargaining agency for the applicable school boards for the purposes of central bargaining at that table and exercising the rights and privileges and performing the duties described in sections 41 and 42.

Requirement to pay fees

(11) The Minister may, by regulation, require a school board to pay fees to a trustees' association or council that represents the school board, relating to the activities of the trustees' association or council under this Act, and the regulation may specify the manner of determining the amount of the fees and other matters respecting the payment of the fees.

Substitution if employer bargaining agency unable, etc., to act

22. (1) If, in the Minister's opinion, a trustees' associ-

enseignantes et des enseignants franco-ontariens, le ministre peut, par règlement, désigner comme organisme négociateur patronal pour cette table centrale un conseil dont les membres sont les associations d'employeurs indiquées aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (1).

Idem : autres employés

(7) Malgré les paragraphes (1) et (2), le ministre peut, par règlement, désigner un conseil d'associations d'employeurs comme organisme négociateur patronal pour une table centrale aux fins de la négociation centrale concernant des employés autres que des enseignants.

Idem

(8) Si un conseil d'associations d'employeurs est désigné comme organisme négociateur patronal, le règlement portant désignation peut également :

- a) établir des politiques et des procédures permettant l'exercice effectif, par le conseil, des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquittement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre;
- b) créer un comité du conseil et en prévoir la composition;
- c) autoriser le comité, au nom du conseil, à exercer les droits et privilèges et à s'acquitter des obligations du conseil en tant qu'organisme négociateur patronal;
- d) établir les règles de vote, conformes au paragraphe (4), à utiliser par le conseil ou le comité à l'égard de la négociation centrale.

Idem

(9) Si un comité est créé en vertu du paragraphe (8), le règlement doit faire en sorte que chaque association d'employeurs membre du conseil ait le droit d'y avoir un représentant.

Effet de la désignation d'un conseil

(10) Le conseil d'associations d'employeurs qui est désigné pour une table centrale déterminée, le cas échéant, remplace les associations d'employeurs individuelles en tant qu'organisme négociateur patronal pour les conseils scolaires concernés aux fins de la négociation centrale à cette table ainsi qu'aux fins de l'exercice des droits et privilèges et de l'acquittement des obligations visés aux articles 41 et 42.

Paiement de droits

(11) Le ministre peut, par règlement, exiger qu'un conseil scolaire paie des droits à une association d'employeurs ou à un conseil qui représente le conseil scolaire, relativement aux activités de l'association d'employeurs ou du conseil prévues par la présente loi. Le règlement peut en outre préciser le mode de calcul des droits et d'autres questions relatives à leur paiement.

Substitution en cas d'incapacité d'agir de l'organisme négociateur patronal

22. (1) Si, de l'avis du ministre, une association

ation or a council designated under subsection 21 (6) or (7) is unable or unwilling to exercise its rights and privileges or perform its duties as an employer bargaining agency under this Act, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a committee to exercise the rights and privileges and perform the duties on its behalf until central bargaining is completed.

Same

(2) If, in the Minister's opinion, a trustees' association that is a member of a council designated under subsection 21 (6) or (7) is unable or unwilling to exercise its rights and privileges or perform its duties as a member of the council, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a committee to exercise the rights and privileges and perform the duties on its behalf until central bargaining is completed.

Same

(3) The regulation must ensure that each school board that is represented by the trustees' association or council, as the case may be, is entitled to have a representative on the committee.

Same

(4) The regulation establishing the committee may also,

- (a) provide for the composition of the committee;
- (b) provide for the establishment, composition and election of a negotiating committee by members of the committee;
- (c) establish policies and procedures for the effective exercise of the committee's rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act;
- (d) establish the voting process to be used by the committee in respect of central bargaining, which process must be consistent with subsection 21 (4);
- (e) authorize or require the trustees' association, or a school board represented by the trustees' association, or both, to provide services to the committee;
- (f) authorize or require the payment of fees to the committee by a trustees' association or by a school board represented by the trustees' association, or both;
- (g) specify the manner of determining the amount of the fees, if any, payable to the committee and specifying other matters respecting the payment of the fees.

CENTRAL TABLES

Central tables

For teachers

23. (1) The following central tables are established for central bargaining with respect to the teachers' bargaining units indicated:

d'employeurs ou un conseil désigné en vertu du paragraphe 21 (6) ou (7) ne peut pas ou ne veut pas exercer les droits et privilèges que la présente loi confère à un organisme négociateur patronal ou s'acquitter des obligations qu'elle lui impose à ce titre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un comité pour se substituer à l'association ou au conseil à ces égards jusqu'à la fin de la négociation centrale.

Idem

(2) Si, de l'avis du ministre, une association d'employeurs membre d'un conseil désigné en vertu du paragraphe 21 (6) ou (7) ne peut pas ou ne veut pas exercer ses droits et privilèges ou s'acquitter de ses obligations en tant que membre du conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un comité pour se substituer à l'association à ces égards jusqu'à la fin de la négociation centrale.

Idem

(3) Le règlement doit faire en sorte que chaque conseil scolaire représenté par l'association d'employeurs ou le conseil, selon le cas, ait le droit d'avoir un représentant au comité.

Idem

(4) Le règlement portant création du comité peut également :

- a) prévoir la composition du comité;
- b) prévoir la création, la composition et l'élection d'un comité de négociation par les membres du comité;
- c) établir des politiques et des processus permettant l'exercice effectif, par le comité, des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquittement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre;
- d) établir les règles de vote, conformes au paragraphe 21 (4), à utiliser par le comité à l'égard de la négociation centrale;
- e) autoriser ou obliger l'association d'employeurs ou un conseil scolaire qu'elle représente, ou les deux, à fournir des services au comité;
- f) autoriser ou obliger une association d'employeurs ou un conseil scolaire qu'elle représente, ou les deux, à payer des droits au comité;
- g) préciser le mode de calcul des droits, le cas échéant, à payer au comité et préciser d'autres questions relatives à leur paiement.

TABLES CENTRALES

Tables centrales

Pour les enseignants

23. (1) Les tables centrales suivantes sont établies aux fins de la négociation centrale à l'égard des unités de négociation d'enseignants indiquées :

1. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens and is composed of employees of a French-language public district school board.
2. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens and is composed of employees of a French-language separate district school board.
3. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by the Elementary Teachers' Federation of Ontario.
4. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by The Ontario English Catholic Teachers' Association.
5. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by The Ontario Secondary School Teachers' Federation, other than the teachers' bargaining unit of the Provincial Schools Authority.

For other employees

(2) The Minister may, by regulation, establish one or more central tables for central bargaining with respect to bargaining units for other employees.

Restriction

(3) A regulation establishing a central table does not have effect unless there is an employee bargaining agency designated under section 19 or 20 for the specified bargaining units at the central table and an employer bargaining agency designated under section 21 for the school boards.

Same

(4) A central table cannot have more than one employer bargaining agency or more than one employee bargaining agency.

Combining central tables

(5) The Minister may, by regulation, combine the central tables described in paragraphs 1 and 2 of subsection (1) into a single central table.

Joint bargaining, Provincial Schools Authority

(6) If the Crown and The Ontario Secondary School Teachers' Federation agree,

- (a) the central table described in paragraph 5 of subsection (1) may be expanded to include the teachers' bargaining unit of the Provincial Schools Authority; and
- (b) the Provincial Schools Authority may act jointly with the employer bargaining agency as a party at that table for the purposes of central bargaining

1. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens et composée d'employés d'un conseil scolaire de district public de langue française.
2. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens et composée d'employés d'un conseil scolaire de district séparé de langue française.
3. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario.
4. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens.
5. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, autre que l'unité de négociation d'enseignants de l'Administration des écoles provinciales.

Pour les autres employés

(2) Le ministre peut, par règlement, établir une ou plusieurs tables centrales aux fins de la négociation centrale à l'égard des unités de négociation d'autres employés.

Restriction

(3) Un règlement établissant une table centrale est sans effet à moins qu'un organisme négociateur syndical ait été désigné en vertu de l'article 19 ou 20 pour les unités de négociation déterminées à la table centrale et qu'un organisme négociateur patronal ait été désigné en vertu de l'article 21 pour les conseils scolaires.

Idem

(4) Une table centrale ne peut pas compter plus d'un organisme négociateur patronal ou plus d'un organisme négociateur syndical.

Tables centrales combinées

(5) Le ministre peut, par règlement, combiner les tables centrales décrites aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (1) en une seule table centrale.

Négociation conjointe : Administration des écoles provinciales

(6) Si la Couronne et la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario y consentent :

- a) la table centrale décrite à la disposition 5 du paragraphe (1) peut être élargie pour inclure l'unité de négociation d'enseignants de l'Administration des écoles provinciales;
- b) l'Administration des écoles provinciales peut agir conjointement avec l'organisme négociateur patronal comme partie à cette table aux fins de la négocia-

with The Ontario Secondary School Teachers' Federation.

SCOPE OF CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

Scope of central bargaining

24. (1) The scope of central bargaining at a central table shall be bargained by the parties at the table and the Crown, subject to the restrictions set out in this section and sections 25 and 26.

Matters reserved for central table

(2) A particular matter cannot be within the scope of local bargaining if the Minister, on behalf of the Crown, notifies the parties at a particular central table, and the affected school boards and bargaining agents, that the Crown reserves the matter for the central table on the basis that,

- (a) the matter could result in a significant impact on the implementation of provincial education policy, in the opinion of the Minister; or
- (b) the matter could result in a significant impact on expenditures for one or more school boards, in the opinion of the Minister.

Restriction

(3) The Minister cannot give the notice described in subsection (2) after the earlier of,

- (a) the day that is 35 days after notice of desire to bargain has been given as described in section 31; and
- (b) the day on which the parties and the Crown enter into an agreement about the scope of central bargaining.

Denominational rights and privileges

25. (1) This section applies if a council is designated as the employer bargaining agency for a particular central table and if l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques or the Ontario Catholic School Trustees' Association is a member of the council.

Notice re: prejudicial effect

(2) A council member referred to in subsection (1) may give written notice to the parties at the central table and to the Crown that a particular matter or proposal that is the subject of central bargaining may prejudicially affect the denominational rights and privileges referred to in subsection 1 (3).

Agreement re: central, local bargaining

(3) Upon receiving the notice, the parties and the Crown may agree to exclude the matter or proposal from central bargaining and may agree to make the matter or proposal the subject of local bargaining.

Application to Ontario Labour Relations Board

(4) If the matter or proposal is not excluded from central bargaining, the council member that gave the notice

ciation centrale avec la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario.

CHAMP DE LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

Champ de la négociation centrale

24. (1) Le champ de la négociation centrale à une table centrale est négocié par les parties à la table et la Couronne, sous réserve des restrictions énoncées au présent article et aux articles 25 et 26.

Questions réservées pour la table centrale

(2) Une question particulière ne peut pas entrer dans le champ de la négociation locale si le ministre, au nom de la Couronne, avise les parties à une table centrale particulière, ainsi que les conseils scolaires et agents négociateurs en cause, que la Couronne réserve la question pour la table centrale pour le motif que :

- a) le ministre est d'avis que la question pourrait avoir un effet important sur la mise en oeuvre d'une politique provinciale en matière d'éducation;
- b) le ministre est d'avis que la question pourrait avoir un effet important sur les dépenses d'un ou plusieurs conseils scolaires.

Restriction

(3) Le ministre ne peut pas donner l'avis visé au paragraphe (2) après le premier en date des jours suivants :

- a) le jour qui tombe 35 jours après celui où l'avis d'intention de négocier a été donné conformément à l'article 31;
- b) le jour où les parties et la Couronne concluent une entente à propos du champ de la négociation centrale.

Droits et privilèges confessionnels

25. (1) Le présent article s'applique si un conseil est désigné comme organisme négociateur patronal pour une table centrale particulière et que l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques ou l'Ontario Catholic School Trustees' Association est membre du conseil.

Avis de préjudice possible

(2) Le membre d'un conseil visé au paragraphe (1) peut aviser par écrit les parties à la table centrale et la Couronne qu'une question ou une proposition particulière qui fait l'objet d'une négociation centrale risque de porter préjudice aux droits et privilèges confessionnels visés au paragraphe 1 (3).

Entente : négociation centrale ou locale

(3) Lorsqu'elles reçoivent l'avis, les parties et la Couronne peuvent convenir d'exclure la question ou la proposition de la négociation centrale et convenir qu'elle fera l'objet de la négociation locale.

Requête auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(4) Si la question ou la proposition n'est pas exclue de la négociation centrale, le membre du conseil qui a donné

may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue.

Decision

(5) The Board shall decide the issue and may exclude the matter or proposal from central bargaining, may make the matter or proposal the subject of local bargaining or may make such other orders regarding the bargaining of the matter or proposal as the Board determines are appropriate in the circumstances.

Restriction

(6) If a matter has been reserved for the central table by the Crown under subsection 24 (2), the Board is only permitted to limit the scope of central bargaining respecting the matter to the minimum extent necessary to avoid an infringement of the denominational rights and privileges referred to in subsection 1 (3).

Timing

(7) The Board shall make a decision in an expeditious fashion.

Expediting proceedings

(8) The chair of the Board may make rules under subsection 110 (18) of the *Labour Relations Act, 1995* to expedite proceedings relating to an application under this section, and subsections 110 (19), (20), (21) and (22) of that Act apply, with necessary modifications, with respect to the rules.

Linguistic rights and privileges

26. (1) This section applies if a council is designated as the employer bargaining agency for a particular central table and if l'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario or l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques is a member of the council.

Notice re: prejudicial effect

(2) A council member referred to in subsection (1) may give written notice to the parties at the central table and to the Crown that a particular matter or proposal that is the subject of central bargaining may prejudicially affect the linguistic rights and privileges referred to in subsection 1 (3).

Agreement, etc., re: central, local bargaining

(3) Subsections 25 (3) to (8) apply, with necessary modifications, with respect to the matter or proposal.

Scope of local bargaining

27. If a matter is not within the scope of central bargaining at a particular central table, it is within the scope of local bargaining.

Negotiations about scope of central bargaining

28. (1) The parties at a central table and the Crown shall meet within 15 days after the notice of desire to bargain has been given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*, or within such further period as they

l'avis peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario, par voie de requête, de trancher le litige.

Décision

(5) La Commission tranche le litige et peut exclure la question ou la proposition de la négociation centrale, décider qu'elle fera l'objet de la négociation locale ou prendre les autres ordonnances qu'elle estime appropriées dans les circonstances à propos de la négociation de la question ou de la proposition.

Restriction

(6) Si une question a été réservée pour la table centrale par la Couronne en vertu du paragraphe 24 (2), la Commission ne peut limiter le champ de la négociation centrale à propos de la question que dans la mesure minimale nécessaire pour éviter une atteinte aux droits et privilèges confessionnels visés au paragraphe 1 (3).

Délai

(7) La Commission rend sa décision de façon rapide.

Accélération du déroulement des instances

(8) Le président de la Commission peut établir des règles en vertu du paragraphe 110 (18) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* en vue d'accélérer le déroulement des instances relatives aux requêtes présentées en vertu du présent article. Les paragraphes 110 (19), (20), (21) et (22) de cette loi s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des règles.

Droits et privilèges linguistiques

26. (1) Le présent article s'applique si un conseil est désigné comme organisme négociateur patronal pour une table centrale particulière et que l'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario ou l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques est membre du conseil.

Avis de préjudice possible

(2) Le membre d'un conseil visé au paragraphe (1) peut aviser par écrit les parties à la table centrale et la Couronne qu'une question ou une proposition particulière qui fait l'objet de la négociation centrale risque de porter préjudice aux droits et privilèges linguistiques visés au paragraphe 1 (3).

Entente : négociation centrale ou locale

(3) Les paragraphes 25 (3) à (8) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la question ou de la proposition.

Champ de la négociation locale

27. Une question qui n'entre pas dans le champ de la négociation centrale à une table centrale particulière entre dans le champ de la négociation locale.

Négociation sur le champ de la négociation centrale

28. (1) Les parties à une table centrale et la Couronne se rencontrent dans les 15 jours de la date de l'avis de leur intention de négocier prévu à l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, ou dans le délai plus

agree upon, and they shall bargain in good faith and make every reasonable effort to agree upon the matters to be included within the scope of central bargaining at the central table.

Dispute resolution

(2) If the parties and the Crown do not agree upon the matters to be included within the scope of central bargaining at a central table, either party or the Crown may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue.

Time

(3) An application to the Board under this section cannot be made until 45 days have elapsed after the notice of desire to bargain was given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*.

Decision

(4) The Board shall decide the issue.

Factors

(5) For the purpose of deciding whether a matter is within the scope of central bargaining, the Board shall consider the following factors:

1. The extent to which the matter could result in a significant impact on the implementation of provincial education policy.
2. The extent to which the matter could result in a significant impact on expenditures for one or more school boards.
3. Whether the matter raises common issues between the parties to the collective agreements that can more appropriately be addressed in central bargaining than in local bargaining.
4. Such other factors as the Board considers relevant in the circumstances.

Timing

(6) The Board shall make a decision in an expeditious manner.

Expediting proceedings

(7) The chair of the Board may make rules under subsection 110 (18) of the *Labour Relations Act, 1995* to expedite proceedings relating to an application under this section, and subsections 110 (19), (20), (21) and (22) of that Act apply, with necessary modifications, with respect to the rules.

NEGOTIATIONS

Central bargaining and the *Labour Relations Act, 1995*

29. The *Labour Relations Act, 1995* governs central bargaining at a central table as if the settlement of the central terms constituted a collective agreement between the central bargaining representatives.

long dont elles conviennent. Elles négocient de bonne foi et font des efforts raisonnables pour s'entendre sur les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à la table centrale.

Règlement des différends

(2) Si les parties et la Couronne ne s'entendent pas sur les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale, toute partie ou la Couronne peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario, par voie de requête, de trancher le litige.

Délai

(3) Une requête ne peut être présentée à la Commission en vertu du présent article que lorsqu'au moins 45 jours se sont écoulés après que l'avis d'intention de négocier a été donné en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Décision

(4) La Commission tranche le litige.

Facteurs

(5) Pour décider si une question entre dans le champ de la négociation centrale, la Commission tient compte des facteurs suivants :

1. La mesure dans laquelle la question pourrait avoir un effet important sur la mise en oeuvre d'une politique provinciale en matière d'éducation.
2. La mesure dans laquelle la question pourrait avoir un effet important sur les dépenses d'un ou plusieurs conseils scolaires.
3. Le fait de savoir si la question soulève des questions communes entre les parties aux conventions collectives qu'il serait plus approprié de traiter dans le cadre de la négociation centrale que dans le cadre de la négociation locale.
4. Tout autre facteur que la Commission estime pertinent dans les circonstances.

Délai

(6) La Commission rend sa décision de façon rapide.

Accélération du déroulement des instances

(7) Le président de la Commission peut établir des règles en vertu du paragraphe 110 (18) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* en vue d'accélérer le déroulement des instances relatives à une requête présentée en vertu du présent article. Les paragraphes 110 (19), (20), (21) et (22) de cette loi s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des règles.

NÉGOCIATIONS

Négociation centrale et *Loi de 1995 sur les relations de travail*

29. La *Loi de 1995 sur les relations de travail* régit la négociation centrale à une table centrale comme si le règlement des conditions négociées centralement constituait une convention collective entre les représentants à la négociation centrale.

Local bargaining and the *Labour Relations Act*, 1995

30. (1) Where both central and local bargaining are required, the *Labour Relations Act*, 1995 governs local bargaining as if the settlement of the local terms constituted a collective agreement between the employer and the bargaining agent.

Joint negotiations

(2) For the purposes of local bargaining, two or more district school boards may act jointly as a party and two or more bargaining agents may act jointly as a party if the boards and the agents all agree to do so.

Notice of desire to bargain, central and local bargaining

31. (1) Either of the parties to central bargaining at a central table may give notice under section 59 of the *Labour Relations Act*, 1995 of its desire to bargain.

Restriction, local bargaining

(2) Where both central and local bargaining are required, neither of the parties at a corresponding local table are permitted to give notice under section 59 of the *Labour Relations Act*, 1995 of its desire to bargain.

Deemed notice by parties to local bargaining

(3) When the notice is given by a party at the central table, it is also deemed to be notice given by each of the school boards or bargaining agents, as the case may be, represented by the party of their desire to bargain at the corresponding local tables.

Notice to the Crown

(4) The party that gives notice for the central table shall give a copy of the notice to the Crown.

When notice may be given

(5) The Minister may, by regulation, authorize or require the notice under section 59 of the *Labour Relations Act*, 1995 to be given within a longer period than is specified in subsection 59 (1) of that Act but shall not authorize or require the notice to be given more than 270 days before the collective agreement ceases to operate.

Obligation to bargain, central and local bargaining

32. (1) The parties to central bargaining at a central table, and the Crown, shall meet within 15 days after the scope of the central bargaining has been determined or within such further period as they agree upon and they shall bargain in good faith and make every reasonable effort to agree upon central terms.

Same

(2) Where both central and local bargaining are required, the parties to local bargaining shall meet within 15 days after the scope of the central bargaining, if any, has been determined or within such further period as they agree upon and they shall bargain in good faith and make every reasonable effort to agree upon local terms.

Négociation locale et *Loi de 1995 sur les relations de travail*

30. (1) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, la *Loi de 1995 sur les relations de travail* régit la négociation locale comme si le règlement des conditions négociées localement constituait une convention collective entre l'employeur et l'agent négociateur.

Jonction des parties

(2) Aux fins de la négociation locale, deux conseils scolaires de district ou plus peuvent agir conjointement à titre de partie et deux agents négociateurs ou plus peuvent faire de même si tous les conseils et agents en cause y consentent.

Avis de l'intention de négocier : négociation centrale et locale

31. (1) L'une ou l'autre des parties à la négociation centrale à une table centrale peut donner un avis de son intention de négocier en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Restriction : négociation locale

(2) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, aucune des parties à une table locale correspondante ne peut donner un avis de son intention de négocier en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Avis réputé donné par les parties à la négociation locale

(3) L'avis donné par une partie à la table centrale est également réputé un avis donné par chacun des conseils scolaires ou des agents négociateurs, selon le cas, représentés par la partie de leur intention de négocier aux tables locales correspondantes.

Avis à la Couronne

(4) La partie qui donne un avis pour la table centrale en remet une copie à la Couronne.

Remise de l'avis

(5) Le ministre peut, par règlement, autoriser ou exiger que l'avis prévu à l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* soit donné dans un délai plus long que celui précisé au paragraphe 59 (1) de cette loi. Il ne peut toutefois pas autoriser ou exiger qu'il le soit plus de 270 jours avant l'expiration de la convention collective.

Obligation de négocier : négociation centrale et locale

32. (1) Les parties à la négociation centrale à une table centrale et la Couronne se rencontrent dans les 15 jours de la date à laquelle le champ de la négociation centrale a été fixé ou dans le délai plus long dont elles conviennent. Elles négocient de bonne foi et font des efforts raisonnables pour s'entendre sur les conditions négociées centralement.

Idem

(2) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, les parties à la négociation locale se rencontrent dans les 15 jours de la date à laquelle le champ de la négociation centrale, le cas échéant, a été fixé ou dans le délai plus long dont elles conviennent. Elles négocient de bonne foi et font des efforts raisonnables pour s'entendre sur les conditions négociées localement.

Bargaining for a first collective agreement

33. (1) If a notice of desire to bargain is given under section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*, the following rules apply:

1. Collective bargaining for the first collective agreement is undertaken through local bargaining alone.
2. The first collective agreement must have an expiry date that is the same as the date determined under section 40 of this Act for collective agreements in operation on the date on which the bargaining agent acquired bargaining rights under the *Labour Relations Act, 1995* with respect to the bargaining unit. If the collective agreement does not provide for that date, it is deemed to have done so.
3. The term of operation of the collective agreement may be less than one year.

Same

(2) For greater certainty, subsection (1) applies despite any other requirement of this Act or the *Labour Relations Act, 1995*.

Strike or lock-out, central and local bargaining

34. (1) Where both central and local bargaining are required, subsections 79 (2), (3), (4), (6), (7) and (8) of the *Labour Relations Act, 1995* apply separately with respect to the central bargaining and the local bargaining.

Notice before strike, central bargaining

(2) No employee shall strike in respect of central bargaining unless, at least five days before the strike begins, the employee bargaining agency for the employee gives written notice of the strike to the employer bargaining agency at the central table and to the Crown, indicating the date on which the strike will begin.

Same, local bargaining

(3) No employee shall strike in respect of local bargaining unless, at least five days before the strike begins, the bargaining agent representing the employee gives written notice of the strike to the school board, indicating the date on which the strike will begin.

Notice before lock-out, central bargaining

(4) No employer bargaining agency shall authorize or require a school board to lock out an employee, and no school board shall lock out an employee, in respect of central bargaining unless the Crown consents to the lock-out and, at least five days before the lock-out begins, the employer bargaining agency gives written notice of the lock-out to the employee bargaining agency at the central table and to the Crown, indicating the date on which the lock-out will begin.

Same, local bargaining

(5) No school board shall lock out an employee in respect of local bargaining unless, at least five days before

Négociation en vue de la conclusion d'une première convention

33. (1) Si un avis d'intention de négociier est donné en application de l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, les règles suivantes s'appliquent :

1. La négociation collective en vue de la conclusion de la première convention collective est menée uniquement par une négociation locale.
2. La première convention collective doit avoir une date d'expiration identique à celle fixée en application de l'article 40 de la présente loi pour les conventions collectives en vigueur à la date à laquelle l'agent négociateur a acquis des droits de négociation en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard de l'unité de négociation. La convention collective qui ne prévoit pas une telle date est réputée le faire.
3. La durée de la convention collective peut être inférieure à un an.

Idem

(2) Il est entendu que le paragraphe (1) s'applique malgré toute autre exigence de la présente loi ou de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Grève ou lock-out : négociation centrale et locale

34. (1) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, les paragraphes 79 (2), (3), (4), (6), (7) et (8) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent séparément à l'égard des deux types de négociation.

Préavis de grève : négociation centrale

(2) Aucun employé ne doit se mettre en grève pour un motif lié à la négociation centrale sauf si, au moins cinq jours avant le début de la grève, l'organisme négociateur syndical pour l'employé remet par écrit à l'organisme négociateur patronal à la table centrale et à la Couronne un avis de grève indiquant la date où celle-ci commencera.

Idem : négociation locale

(3) Aucun employé ne doit se mettre en grève pour un motif lié à la négociation locale sauf si, au moins cinq jours avant le début de la grève, l'agent négociateur représentant l'employé remet par écrit au conseil scolaire un avis de grève indiquant la date où celle-ci commencera.

Préavis de lock-out : négociation centrale

(4) Aucun organisme négociateur patronal ne doit autoriser ou obliger un conseil scolaire à lock-outer un employé et aucun conseil scolaire ne doit lock-outer un employé pour un motif lié à la négociation centrale sauf si la Couronne consent au lock-out et si, au moins cinq jours avant le début du lock-out, l'organisme négociateur patronal remet par écrit à l'organisme négociateur syndical à la table centrale et à la Couronne un avis de lock-out indiquant la date où celui-ci commencera.

Idem : négociation locale

(5) Aucun conseil scolaire ne doit lock-outer un employé pour un motif lié à la négociation locale sauf si, au

the lock-out begins, the school board gives written notice of the lock-out to the bargaining agent representing the employee, indicating the date on which the lock-out will begin.

Definition of “strike” re: teachers’ bargaining units

35. (1) For the purposes of this Act, the definition of “strike” in section 1 of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply with respect to a teachers’ bargaining unit.

Same

(2) For the purposes of this Act, “strike”, in relation to a teachers’ bargaining unit, includes any action or activity by teachers in combination or in concert or in accordance with a common understanding that is designed or may reasonably be expected to have the effect of curtailing, restricting, limiting or interfering with,

- (a) the normal activities of a school board or its employees,
- (b) the operation or functioning of one or more of a school board’s schools or of one or more of the programs in one or more schools of a school board, or
- (c) the performance of the duties of teachers set out in the *Education Act* or the regulations under it,

including any withdrawal of services or work to rule by teachers acting in combination or in concert or with a common understanding.

Vote on offer re: central terms

36. (1) This section governs the circumstances in which the employer bargaining agency at a central table is permitted to make a request under subsection 42 (1) of the *Labour Relations Act, 1995* that a vote of employees be taken as to the acceptance or rejection of an offer made by the employer bargaining agency with respect to central terms.

Preceding steps

(2) The following steps must be taken before the employer bargaining agency is authorized to make the request under subsection 42 (1) of the *Labour Relations Act, 1995* with respect to a particular offer:

1. The proposed offer must have received final approval by the employer bargaining agency, using a voting process that is consistent with subsection 21 (4).
2. The proposed offer must have received final approval by the Crown.
3. The proposed offer, after receiving those final approvals, must have been made to the employee bargaining agency and been rejected.

moins cinq jours avant le début du lock-out, le conseil scolaire remet par écrit à l’agent négociateur représentant l’employé un avis de lock-out indiquant la date où celui-ci commencera.

Définition de «grève» à l’égard des unités de négociation d’enseignants

35. (1) Pour l’application de la présente loi, la définition de «grève» à l’article 1 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s’applique pas à l’égard d’une unité de négociation d’enseignants.

Idem

(2) La définition qui suit s’applique à la présente loi.

«grève» Relativement à une unité de négociation d’enseignants, s’entend en outre d’une action ou d’une activité de la part d’enseignants, comme groupe, de concert ou d’un commun accord, qui vise à restreindre, à limiter ou à gêner ou dont il est raisonnable de s’attendre à ce qu’elle ait pour effet de restreindre, de limiter ou de gêner :

- a) soit les activités normales d’un conseil scolaire ou de ses employés;
- b) soit le fonctionnement d’une ou de plusieurs des écoles d’un conseil scolaire ou d’un ou de plusieurs programmes offerts dans une ou plusieurs des écoles d’un conseil scolaire;
- c) soit l’exercice des fonctions des enseignants énoncées dans la *Loi sur l’éducation* ou ses règlements d’application,

y compris toute cessation de services ou grève du zèle de la part d’enseignants qui agissent comme groupe, de concert ou d’un commun accord.

Scrutin sur l’offre : conditions négociées centralement

36. (1) Le présent article régit les circonstances dans lesquelles l’organisme négociateur patronal à une table centrale est autorisé à demander, en vertu du paragraphe 42 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, qu’un scrutin soit tenu sur l’acceptation ou le rejet par les employés d’une offre qu’il a faite à l’égard des conditions négociées centralement.

Mesures préalables

(2) Les mesures suivantes doivent être prises avant que l’organisme négociateur patronal soit autorisé à présenter une demande en vertu du paragraphe 42 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l’égard d’une offre particulière :

1. L’offre proposée doit avoir obtenu l’approbation définitive de l’organisme négociateur patronal, en utilisant des règles de vote conformes au paragraphe 21 (4).
2. L’offre proposée doit avoir obtenu l’approbation définitive de la Couronne.
3. L’offre proposée, après avoir obtenu ces approbations définitives, doit avoir été présentée à l’organisme négociateur syndical et rejetée.

Duty of arbitrators, etc., central bargaining

37. When resolving matters in dispute with respect to central bargaining, an arbitrator or board of arbitration appointed under section 40 of the *Labour Relations Act, 1995* shall take into consideration all factors that the arbitrator or board, as the case may be, considers relevant, including the following criteria:

1. The school boards' ability to pay in light of their fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of work performed.
5. The school boards' ability to attract and retain qualified employees.

Ratification of collective agreement, central and local bargaining

38. (1) If both central and local bargaining occur,

- (a) a memorandum of settlement of central terms has no effect until it is ratified by the parties at the central table and approved by the Crown;
- (b) a memorandum of settlement of local terms has no effect until it is ratified by the parties to the local bargaining; and
- (c) the parties at the central table and the Crown are not entitled to ratify local terms, and the parties to the local bargaining are not entitled to ratify the central terms.

Same

(2) For greater certainty, if a party to local bargaining is also a party at the related central table, the party is entitled to ratify the local terms as well as the central terms.

When agreement comes into effect

(3) A collective agreement containing central terms and local terms cannot come into effect until the central terms have been ratified by the parties at the central table and approved by the Crown and the local terms have been ratified by the parties at the local table.

Same

(4) If any central terms or local terms of a collective agreement are determined by arbitration, the collective agreement cannot come into effect until the decision of the arbitrator or board of arbitration is final and the re-

Obligation des arbitres : négociation centrale

37. Pour régler des questions en litige concernant la négociation centrale, un arbitre désigné ou un conseil d'arbitrage constitué en vertu de l'article 40 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* prend en considération tous les facteurs qu'il juge pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer des conseils scolaires compte tenu de leur situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité des conseils scolaires d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Ratification d'une convention collective : négociation centrale et locale

38. (1) Si à la fois une négociation centrale et une négociation locale ont lieu :

- a) un protocole d'accord sur les conditions négociées centralement est sans effet tant qu'il n'a pas été ratifié par les parties à la table centrale et approuvé par la Couronne;
- b) un protocole d'accord sur les conditions négociées localement est sans effet tant qu'il n'a pas été ratifié par les parties à la négociation locale;
- c) les parties à la table centrale et la Couronne n'ont pas le droit de ratifier les conditions négociées localement et les parties à la négociation locale n'ont pas le droit de ratifier celles négociées centralement.

Idem

(2) Il est entendu que si une partie à la négociation locale est également partie à la table centrale correspondante, elle a le droit de ratifier les conditions négociées localement et celles négociées centralement.

Date d'entrée en vigueur de la convention

(3) Une convention collective contenant des conditions négociées centralement et des conditions négociées localement ne peut entrer en vigueur avant que les conditions négociées centralement aient été ratifiées par les parties à la table centrale et approuvées par le Couronne et que les conditions négociées localement aient été ratifiées par les parties à la table locale.

Idem

(4) Si des conditions d'une convention collective négociées centralement ou localement sont fixées par arbitrage, la convention collective ne peut entrer en vigueur avant que la décision de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage

maintaining central terms and local terms, if any, have been ratified and approved as described in subsection (3).

COLLECTIVE AGREEMENTS

Contents of collective agreements

39. (1) A collective agreement includes central terms, if central bargaining has occurred, and local terms.

Same

(2) A collective agreement also includes terms and conditions that, under this Act or the *Labour Relations Act, 1995*, are deemed to be included in it.

Parties

(3) The parties to a collective agreement are the school board and the bargaining agent.

Term of operation

40. (1) A collective agreement between a school board and a bargaining agent that is entered into on or after the day on which this section comes into force shall provide for a term of operation that is specified by regulation and shall have a commencement date of September 1 of the year in which the previous collective agreement expired.

Same

(2) The Minister may, by regulation, specify the term of operation of collective agreements and the regulation may only specify a term of two years, three years or four years.

Deemed commencement

(3) If a collective agreement does not provide for the commencement date required by subsection (1), the collective agreement is deemed to have done so.

Deemed expiry date

(4) If a collective agreement does not provide for the term of operation required by subsection (2) and for an expiry date of August 31, the collective agreement is deemed to have done so.

No extension of term

(5) Despite subsection 58 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*, no agreement may be entered into to continue the term of operation of a collective agreement or of any of its provisions beyond the term of operation of the agreement, and any renewal provision in a collective agreement that purports to do so is deemed to be void.

Revision of provisions by mutual consent

41. (1) While a collective agreement is in operation, mutual consent to the revision of any central terms may only be given by the parties who were at the central table, and the employer bargaining agency cannot consent to a revision without the prior consent of the Crown.

soit définitive et que les autres conditions négociées centralement et conditions négociées localement, le cas échéant, aient été ratifiées et approuvées comme le prévoit le paragraphe (3).

CONVENTIONS COLLECTIVES

Contenu des conventions collectives

39. (1) Une convention collective comprend les conditions négociées centralement, le cas échéant, et celles négociées localement.

Idem

(2) Une convention collective comprend également les conditions qui, en vertu de la présente loi ou de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, sont réputées y être comprises.

Parties

(3) Les parties à une convention collective sont le conseil scolaire et l'agent négociateur.

Durée

40. (1) Une convention collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur qui est conclue le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite prévoit une durée précisée par règlement et a pour date de début le 1^{er} septembre de l'année pendant laquelle la convention précédente a expiré.

Idem

(2) Le ministre peut, par règlement, préciser la durée des conventions collectives. Le règlement ne peut prévoir qu'une durée de deux, trois ou quatre ans.

Convention réputée avoir une entrée en vigueur

(3) La convention collective qui ne prévoit pas la date de début exigée par le paragraphe (1) est réputée en prévoir une.

Convention réputée avoir une date d'expiration

(4) La convention collective qui ne prévoit pas la durée exigée par le paragraphe (2) ni une date d'expiration au 31 août est réputée les prévoir.

Aucune prorogation de durée

(5) Malgré le paragraphe 58 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, il ne doit être conclu aucune entente prévoyant la prorogation de la durée d'une convention collective ou de l'une quelconque de ses dispositions au-delà de la durée de la convention, et toute disposition de reconduction de cette convention qui vise un tel effet est réputée nulle.

Consentement mutuel à la révision des dispositions

41. (1) Lorsqu'une convention collective est en vigueur, le consentement mutuel à la révision des conditions négociées centralement peut uniquement être donné par les parties qui étaient à la table centrale et l'organisme négociateur patronal ne peut consentir à une révision sans le consentement préalable de la Couronne.

Successor party

(2) If a party who was at the central table (the “original party”) has been replaced by another employer bargaining agency or employee bargaining agency, as the case may be, (the “successor party”) for the purposes of central bargaining for the next collective agreement, the successor party may give the consent described in subsection (1) and the original party ceases to be permitted to do so.

Grievance arbitration re: central terms

42. (1) Sections 48 and 49 of the *Labour Relations Act, 1995* apply, with necessary modifications, to the parties at a central table for the sole purpose of obtaining a declaration that settles a difference regarding the interpretation of the central terms of a collective agreement.

Crown’s participation

(2) The Crown is entitled to participate in a proceeding under section 48 or 49 of the *Labour Relations Act, 1995* with respect to a matter described in subsection (1).

Same

(3) An employer bargaining agency cannot by agreement settle a difference regarding the interpretation of a central term unless it has the prior consent of the Crown to the agreement.

Settlement re: central terms

(4) The settlement of a difference, by agreement of the parties at a central table or by an arbitrator, regarding the interpretation of the central terms negotiated by those parties is binding on all of the parties to every collective agreement that includes those central terms. Such a settlement prevails over the settlement (by agreement or arbitration) of the difference by the local parties to a collective agreement that includes those central terms.

Settlement by local parties alone

(5) If a particular collective agreement contains both central and local terms, the settlement (by agreement or arbitration) of a difference between the parties to the collective agreement regarding the interpretation of central terms is binding on those parties only.

Successor party

(6) Subsection 41 (2) applies, with necessary modifications, with respect to the rights, privileges and duties of the original party and the successor party under this section.

GENERAL**Enforcement of this Act**

43. (1) This Act may be enforced as if it formed part of the *Labour Relations Act, 1995*.

Partie qui succède

(2) Si une partie qui était à la table centrale (la «partie initiale») a été remplacée par un autre organisme négociateur patronal ou syndical, selon le cas, (la «partie qui succède») aux fins de la négociation centrale en vue de la conclusion de la convention collective suivante, la partie qui succède peut donner le consentement visé au paragraphe (1) et la partie initiale n’est plus autorisée à le faire.

Arbitrage des griefs : conditions négociées centralement

42. (1) Les articles 48 et 49 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux parties à une table centrale à la seule fin d’obtenir une déclaration qui règle un différend à propos de l’interprétation des conditions d’une convention collective négociées centralement.

Participation de la Couronne

(2) La Couronne a le droit de participer à une instance introduite en vertu de l’article 48 ou 49 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l’égard d’une question visée au paragraphe (1).

Idem

(3) Un organisme négociateur patronal ne peut pas, par voie d’entente, régler un différend à propos de l’interprétation d’une condition négociée centralement à moins que la Couronne ait préalablement consenti à l’entente.

Règlement concernant des conditions négociées centralement

(4) Le règlement d’un différend, obtenu par entente des parties à une table centrale ou par un arbitre, à propos de l’interprétation des conditions négociées centralement par ces parties lie toutes les parties à chaque convention collective dans laquelle figurent les conditions en question. Les dispositions d’un tel règlement l’emportent sur celles du règlement du différend — par entente ou arbitrage — par les parties locales à une convention collective dans laquelle figurent ces conditions négociées centralement.

Règlement par les seules parties à la négociation locale

(5) Si une convention collective particulière contient à la fois des conditions négociées centralement et des conditions négociées localement, le règlement — par entente ou arbitrage — d’un différend entre les parties à une convention collective à propos de l’interprétation des conditions négociées centralement lie uniquement les parties en question.

Partie qui succède

(6) Le paragraphe 41 (2) s’applique, avec les adaptations nécessaires, à l’égard des droits, privilèges et obligations de la partie initiale et de la partie qui succède prévus au présent article.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Exécution de la présente loi**

43. (1) La présente loi peut être exécutée comme si elle faisait partie de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Same

(2) For greater certainty, a reference to “this Act” in the *Labour Relations Act, 1995* is deemed to include the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013*.

Complaints re: unlawful strike**Complaint by the Minister**

44. (1) With the consent of the applicable employer bargaining agency, the Minister may make a complaint under section 100 of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of an unlawful strike.

Complaint by employer bargaining agency

(2) With the consent of the Minister, an employer bargaining agency may make a complaint under section 100 of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of an unlawful strike.

Complaint by school boards

(3) Nothing in this section limits the rights of a school board to make a complaint under section 100 of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of an unlawful strike.

Conflicts and inconsistencies**Within a collective agreement**

45. (1) In case of a conflict or an inconsistency within a collective agreement between any of the central terms and any of the local terms, the central term prevails.

Between collective agreement and Act, etc.

(2) In case of a conflict or an inconsistency between a collective agreement and this Act, or a regulation made under it, this Act or the regulation made under it prevails.

Between collective agreement and Education Act, etc.

(3) In case of a conflict or an inconsistency between a collective agreement and the *Education Act*, or a regulation made under it, the *Education Act* or the regulation made under it prevails.

Between Acts, etc.

(4) In case of a conflict or an inconsistency between the *Labour Relations Act, 1995* and this Act, or a regulation made under it, this Act or the regulation made under it prevails.

Same

(5) In case of a conflict or an inconsistency between the *Education Act*, or a regulation made under it, and this Act, or a regulation made under it, the *Education Act* or the regulation made under it prevails.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS**Education Act**

46. (1) Subsection 13 (6) of the *Education Act* is amended by striking out “*Provincial Schools Negotiation Act*” and substituting “*Provincial Schools Authority Act*”.

Idem

(2) Il est entendu que la mention de «la présente loi» dans la *Loi de 1995 sur les relations de travail* est réputée inclure la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

Plaintes au sujet d’une grève illicite**Plainte du ministre**

44. (1) Avec le consentement de l’organisme négociateur patronal concerné, le ministre peut déposer une plainte en vertu de l’article 100 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l’égard d’une grève illicite.

Plainte de l’organisme négociateur patronal

(2) Avec le consentement du ministre, un organisme négociateur patronal peut déposer une plainte en vertu de l’article 100 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l’égard d’une grève illicite.

Plainte des conseils scolaires

(3) Le présent article n’a pas pour effet de limiter le droit qu’a un conseil scolaire de déposer une plainte en vertu de l’article 100 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l’égard d’une grève illicite.

Incompatibilités**Dans une convention collective**

45. (1) Les conditions d’une convention collective négociées centralement l’emportent sur les conditions négociées localement en cas d’incompatibilité.

Entre une convention collective et la Loi

(2) Les dispositions de la présente loi et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles d’une convention collective.

Entre une convention collective et la Loi sur l’éducation

(3) Les dispositions de la *Loi sur l’éducation* et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles d’une convention collective.

Entre les lois

(4) Les dispositions de la présente loi et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(5) Les dispositions de la *Loi sur l’éducation* et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi et de ses règlements.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES**Loi sur l’éducation**

46. (1) Le paragraphe 13 (6) de la *Loi sur l’éducation* est modifié par remplacement de «*Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*» par «*Loi sur l’Administration des écoles provinciales*».

(2) Subsection 57.2 (1) of the Act is amended as follows:

1. By repealing the definition of “Part X.1 teacher”.
2. By repealing both definitions of “strike” and substituting the following:

“strike”, in relation to teachers, has the same meaning as in the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013* and, in relation to other employees, has the same meaning as in the *Labour Relations Act, 1995*; (“grève”)

3. By adding the following definition:

“teacher” means a teacher who is a member of a teachers’ bargaining unit for the purposes of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013*. (“enseignant”)

(3) Part X.1 (sections 277.1 to 277.13.1) of the Act is repealed.

(4) The definitions of “designated bargaining agent” and “teachers’ bargaining unit” in subsection 277.15 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“designated bargaining agent” means a bargaining agent designated by section 10 of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013* for a teachers’ bargaining unit; (“agent négociateur désigné”)

“teachers’ bargaining unit” has the same meaning as in the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013*; (“unité de négociation d’enseignants”)

(5) Subsection 277.16 (1) of the Act is amended by striking out “*Provincial Schools Negotiations Act*” and substituting “*Provincial Schools Authority Act*”.

Employment Standards Act, 2000

47. Paragraph 3 of the definition of “trade union” in subsection 1 (1) of the *Employment Standards Act, 2000* is repealed and the following substituted:

3. The *School Boards Collective Bargaining Act, 2013*.

Fairness for Parents and Employees Act (Teachers’ Withdrawal of Services), 1997

48. The definition of “teachers’ union” in subsection 5 (4) of the *Fairness for Parents and Employees Act (Teachers’ Withdrawal of Services), 1997* is repealed and the following substituted:

“teachers’ union” means,

- (a) The Ontario Teachers’ Federation, or
- (b) a bargaining agent designated by section 10 of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013* for a teachers’ bargaining unit.

(2) Le paragraphe 57.2 (1) de la Loi est modifié comme suit :

1. Par abrogation de la définition de «enseignant visé par la partie X.1».
2. Par remplacement des deux définitions de «grève» par ce qui suit :

«grève» Relativement aux enseignants, s’entend au sens de la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* et, relativement aux autres employés, au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. («strike»)

3. Par adjonction de la définition suivante :

«enseignant» Enseignant qui est membre d’une unité de négociation d’enseignants pour l’application de la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. («teacher»)

(3) La partie X.1 (articles 277.1 à 277.13.1) de la Loi est abrogée.

(4) Les définitions de «agent négociateur désigné» et de «unité de négociation d’enseignants» au paragraphe 277.15 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«agent négociateur désigné» S’entend d’un agent négociateur désigné au titre de l’article 10 de la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* pour une unité de négociation d’enseignants. («designated bargaining agent»)

«unité de négociation d’enseignants» S’entend au sens de la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. («teachers’ bargaining unit»)

(5) Le paragraphe 277.16 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «*Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*» par «*Loi sur l’Administration des écoles provinciales*».

Loi de 2000 sur les normes d’emploi

47. La disposition 3 de la définition de «syndicat» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 2000 sur les normes d’emploi* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. La *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

Loi de 1997 sur le traitement équitable des parents et des employés (retrait de services par les enseignants)

48. La définition de «syndicat d’enseignants» au paragraphe 5 (4) de la *Loi de 1997 sur le traitement équitable des parents et des employés (retrait de services par les enseignants)* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«syndicat d’enseignants» S’entend, selon le cas :

- a) de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l’Ontario;
- b) d’un agent négociateur désigné par l’article 10 de la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* pour une unité de négociation d’enseignants.

Labour Relations Act, 1995

49. Clause 3 (f) of the *Labour Relations Act, 1995* is repealed and the following substituted:

- (f) to a member of a teachers' bargaining unit within the meaning of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013*, except as provided by that Act, or to a supervisory officer, a principal or a vice-principal within the meaning of the *Education Act*;

Provincial Schools Negotiations Act

50. (1) The short title of the *Provincial Schools Negotiations Act* is repealed and the following substituted:

Provincial Schools Authority Act

(2) Subsections 5 (1) to (7) of the Act are repealed.

(3) Section 6 of the Act is repealed.

Public Sector Compensation Restraint to Protect Public Services Act, 2010

51. (1) Paragraph 3 of subsection 4 (2) of the *Public Sector Compensation Restraint to Protect Public Services Act, 2010* is repealed and the following substituted:

3. An organization designated under the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013* as the bargaining agent for a teachers' bargaining unit.

(2) Paragraph 4 of subsection 4 (2) of the Act is amended by striking out "*Provincial Schools Negotiations Act*" and substituting "*Provincial Schools Authority Act*".

Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997

52. Subsection 7 (3) of the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997* is amended by striking out "members of a teachers' bargaining unit established by Part X.1 of the *Education Act*" and substituting "members of a teachers' bargaining unit within the meaning of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013*".

Teaching Profession Act

53. Subsection 13 (1) of the *Teaching Profession Act* is amended by striking out "his or her designated bargaining agent, if any, under Part X.1 of the *Education Act*" at the end and substituting "his or her bargaining agent under the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013*".

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**Commencement**

54. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Loi de 1995 sur les relations de travail

49. L'alinéa 3 f) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- f) au membre d'une unité de négociation d'enseignants au sens de la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*, sauf disposition contraire de cette loi, ni à l'agent de supervision, au directeur d'école ou au directeur adjoint au sens de la *Loi sur l'éducation*;

Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales

50. (1) Le titre abrégé de la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi sur l'Administration des écoles provinciales

(2) Les paragraphes 5 (1) à (7) de la *Loi* sont abrogés.

(3) L'article 6 de la *Loi* est abrogé.

Loi de 2010 sur les mesures de restriction de la rémunération dans le secteur public visant à protéger les services publics

51. (1) La disposition 3 du paragraphe 4 (2) de la *Loi de 2010 sur les mesures de restriction de la rémunération dans le secteur public visant à protéger les services publics* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. Une association désignée comme agent négociateur pour une unité de négociation d'enseignants en vertu de la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

(2) La disposition 4 du paragraphe 4 (2) de la *Loi* est modifiée par remplacement de «*Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*» par «*Loi sur l'Administration des écoles provinciales*».

Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public

52. Le paragraphe 7 (3) de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public* est modifié par remplacement de «membres d'une unité de négociation d'enseignants constituée par la partie X.1 de la *Loi sur l'éducation*» par «membres d'une unité de négociation d'enseignants au sens de la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*».

Loi sur la profession enseignante

53. Le paragraphe 13 (1) de la *Loi sur la profession enseignante* est modifié par remplacement de «qui n'est pas son agent négociateur désigné, le cas échéant, aux termes de la partie X.1 de la *Loi sur l'éducation*» par «qui n'est pas son agent négociateur en vertu de la *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*» à la fin du paragraphe.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**Entrée en vigueur**

54. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Short title

55. The short title of this Act is the *School Boards Collective Bargaining Act, 2013*.

Titre abrégé

55. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

CA20N

XB

-B5C

Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 122

**An Act respecting
collective bargaining
in Ontario's school system**

The Hon. E. Sandals
Minister of Education

Government Bill

1st Reading October 22, 2013
2nd Reading December 3, 2013
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on the Legislative Assembly and as reported
to the Legislative Assembly April 2, 2014)*

*(The provisions in this bill will be renumbered
after 3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 122

**Loi concernant
la négociation collective
dans le système scolaire de l'Ontario**

L'honorable E. Sandals
Ministre de l'Éducation

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 22 octobre 2013
2^e lecture 3 décembre 2013
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
Comité permanent de l'Assemblée législative
et rapporté à l'Assemblée législative le 2 avril 2014)*

*(Les dispositions du présent projet de loi
seront renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by underlines for new text and a ~~striketrough~~ for deleted text.

EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*. The Act establishes a framework for two-tiered bargaining for collective agreements between school boards and their employees. Here are some highlights of the Act.

In general terms, the *Labour Relations Act, 1995* governs collective bargaining within the framework established by the new Act. (See section 4 of the Act.) The new Act may be enforced as if it formed part of that Act. (See section 43 of the Act.) Expressions used in the new Act relating to collective bargaining have the same meaning as in the *Labour Relations Act, 1995* and expressions relating to education and the school system have the same meaning as in the *Education Act*.

The Act applies to every school board in Ontario, to the bargaining agents that represent their employees, to the employees themselves, and to the employer bargaining agencies and employee bargaining agencies that are designated for the purposes of central bargaining. (See section 3 of the Act.) The expression “school board”, as defined in subsection 2 (1) of the Act, refers to district school boards, school authorities and the Provincial Schools Authority, unless the context requires otherwise.

Sections 5 to 11 of the Act provide for bargaining units and bargaining agents. For teachers, the bargaining units and bargaining agents are as specified in sections 9 and 10 of the Act. (Currently, those bargaining units and bargaining agents are specified in Part X.1 of the *Education Act* and in the *Provincial Schools Negotiations Act*.) For school board employees who are not teachers, the bargaining units and bargaining agents are as determined under the *Labour Relations Act, 1995*. (See sections 7 and 11 of the Act.)

Sections 12 to 22 of the Act set out the framework for central and local bargaining. Under subsection 12 (2) of the Act, central bargaining is mandatory if a central table is established under the Act for specified school boards and specified bargaining units.

For bargaining at a central table, the parties are an employer bargaining agency and an employee bargaining agency. For local bargaining, the parties are a school board and a bargaining agent. The Crown is ~~not entitled to participate~~ not required to participate in central bargaining but ~~not is not entitled to participate~~ in local bargaining.

The rights, privileges and duties of employer bargaining agencies, employee bargaining agencies and the Crown in connection with central bargaining are set out in sections 15 to 18 of the Act. An employer bargaining agency cannot exercise specified rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995* unless it has the prior consent of the Crown to do so. (See subsection 15 (2) of the Act. See also subsections 34 (4), 41 (1), 42 (3) and 44 (2) of the Act.)

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ~~rayé~~.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. La Loi crée un cadre permettant l'instauration d'un système à deux paliers pour la négociation des conventions collectives entre les conseils scolaires et leurs employés. En voici quelques faits saillants.

De façon générale, la *Loi de 1995 sur les relations de travail* régit la négociation collective dans le cadre établi par la nouvelle loi. (Voir l'article 4 de la Loi.) La nouvelle loi peut être exécutée comme si elle faisait partie de cette loi. (Voir l'article 43 de la Loi.) Les expressions utilisées dans la nouvelle loi en ce qui a trait à la négociation collective s'entendent au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* et les expressions ayant trait à l'éducation et au système scolaire s'entendent au sens de la *Loi sur l'éducation*.

La Loi s'applique à tous les conseils scolaires en Ontario, aux agents négociateurs qui représentent les employés de ces conseils scolaires et aux employés eux-mêmes, ainsi qu'aux organismes négociateurs patronaux et organismes négociateurs syndicaux désignés aux fins de la négociation centrale. (Voir l'article 3 de la Loi.) Sauf indication contraire du contexte, l'expression «conseil scolaire», définie au paragraphe 2 (1) de la Loi, désigne les conseils scolaires de district, les administrations scolaires et l'Administration des écoles provinciales.

Les articles 5 à 11 de la Loi traitent des unités de négociation et des agents négociateurs. Pour les enseignants, les unités de négociation et les agents négociateurs sont précisés aux articles 9 et 10 de la Loi. (À l'heure actuelle, ces unités de négociation et agents négociateurs sont précisés dans la partie X.1 de la *Loi sur l'éducation* et dans la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*.) Pour les employés de conseils scolaires qui ne sont pas enseignants, les unités de négociation et les agents négociateurs sont établis en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. (Voir les articles 7 et 11 de la Loi.)

Les articles 12 à 22 de la Loi établissent le cadre servant à la négociation centrale et locale. En application du paragraphe 12 (2) de la Loi, la négociation centrale est obligatoire si une table centrale est établie en vertu de la Loi pour des conseils scolaires et des unités de négociation déterminés.

Pour la négociation à une table centrale, les parties sont l'organisme négociateur patronal et l'organisme négociateur syndical concernés. Pour la négociation locale, les parties sont le conseil scolaire et l'agent négociateur concernés. La Couronne a ~~le droit est tenue de participer~~ à la négociation centrale mais n'a pas le droit de participer à la négociation locale.

Les droits, privilèges et obligations des organismes négociateurs patronaux, des organismes négociateurs syndicaux et de la Couronne dans le cadre de la négociation centrale sont énoncés aux articles 15 à 18 de la Loi. Un organisme négociateur patronal ne peut exercer certains droits et privilèges déterminés conférés par la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qu'avec le consentement préalable de la Couronne. (Voir le paragraphe 15 (2) de la Loi. Voir également les paragraphes 34 (4), 41 (1), 42 (3) et 44 (2) de la Loi.)

The employee bargaining agencies for teachers are designated in section 19 of the Act. For other employees, the Minister is authorized to designate employee bargaining agencies. (See section 20 of the Act.) the Minister is required to designate a trade union as the employee bargaining agency in specified circumstances. The Minister is authorized to designate employee bargaining agencies in other specified circumstances. A council of trade unions may be designated as an employee bargaining agency in specified circumstances. (See section 20 of the Act.)

The employer bargaining agencies for school boards are designated in subsection 21 (1) of the Act. ~~In specified circumstances, a~~ A council of trustees' associations may be designated by regulation as an employer bargaining agency for a central table for central bargaining with respect to employees other than teachers. Under section 22 of the Act, a committee may be established by the Lieutenant Governor in Council to exercise the rights and privileges and perform the duties of a designated employer bargaining agency if, in the Minister's opinion, the agency is unable or unwilling to exercise those rights and privileges or perform those duties.

A regulation may require school boards to pay fees to a trustees' association relating to its activities under the Act, and may establish consequences for failing to pay the fees. (See subsection 21 (10) of the Act.)

Section 23 of the Act provides for the establishment of central tables. Central tables are established in the Act for teachers' bargaining units. ~~The Minister is authorized. The Minister is required to establish a central table for other bargaining units, in specified circumstances. In addition, the Minister is authorized to establish other central tables. A central table cannot have more than one employer bargaining agency or more than one employee bargaining agency.~~

Sections 24 to 28 of the Act govern the scope of central and local bargaining.

Under subsection 24 (1) of the Act, the scope of central bargaining at a central table shall be bargained by the parties at the table and the Crown. Certain restrictions apply. The Crown is permitted to reserve a matter for a central table on the basis that, in the Minister's opinion, the matter could result in a significant impact either on the implementation of provincial education policy or on expenditures for one or more school boards. (See subsection 24 (2) of the Act.) Section 24 provides that the matters to be included within the scope of central bargaining at a central table are determined by the parties at the table and the Crown. If the parties and the Crown do not agree upon the matters to be included within the scope of central bargaining at a central table, any of them may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue. (See subsection 28 (2) 28 (3) of the Act.)

Sections 29 to 38 of the Act contain several of the modifications to the *Labour Relations Act, 1995* that apply in connection with central and local bargaining under the new Act. For example, the date for giving notice to bargain may be advanced by regulation. (See subsection 31 (5) of the Act.) Section 34 of the Act specifies modifications relating to strikes and lock-outs. Section 38 specifies that, if both central and local bargaining occur, a memorandum of settlement of the central terms must be ratified by the parties at the central table and the Crown, and a memorandum of settlement of the local terms must be ratified by the parties to the local bargaining.

Sections 39 to 42 of the Act govern collective agreements. The parties to a collective agreement are the school board and the bargaining agent. If both central and local bargaining occur, the collective agreement includes the central terms and the local terms. (See section 39 of the Act.) If a collective agreement contains central terms, the parties who were at the central table

Les organismes négociateurs syndicaux pour les enseignants sont désignés à l'article 19 de la Loi. Pour les autres employés, le ministre est tenu de désigner un syndicat comme organisme négociateur syndical dans des circonstances déterminées. Il est autorisé à désigner des organismes négociateurs syndicaux. (Voir l'article 20 de la Loi.) dans d'autres circonstances déterminées. Un conseil de syndicats peut être désigné comme organisme négociateur syndical ~~dans des circonstances déterminées. (Voir l'article 20 de la Loi.)~~

Les organismes négociateurs patronaux pour les conseils scolaires sont désignés au paragraphe 21 (1) de la Loi. ~~Dans des circonstances déterminées, u~~Un conseil d'associations d'employeurs peut être désigné par règlement comme organisme négociateur patronal pour une table centrale aux fins de la négociation centrale concernant des employés autres que des enseignants. En vertu de l'article 22 de la Loi, un comité peut être créé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour exercer les droits et privilèges d'un organisme négociateur patronal désigné et s'acquitter des obligations de celui-ci si, de l'avis du ministre, l'organisme ne peut pas ou ne veut pas le faire.

Un règlement peut exiger que les conseils scolaires paient des droits à une association d'employeurs relativement à ses activités prévues par la Loi et peut prévoir les conséquences du défaut de paiement des droits. (Voir le paragraphe 21 (10) de la Loi.)

L'article 23 de la Loi traite de l'établissement de tables centrales. Des tables centrales sont établies dans la Loi pour les unités de négociation d'enseignants. Le ministre est tenu d'établir une table centrale pour d'autres unités de négociation dans des circonstances déterminées. De plus, il est autorisé à en établir d'autres. Une table centrale ne peut pas compter plus d'un organisme négociateur patronal ou plus d'un organisme négociateur syndical.

Les articles 24 à 28 de la Loi régissent le champ de la négociation centrale et locale.

En vertu du paragraphe 24 (1) de la Loi, L'article 24 prévoit que les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale est négocié sont décidées par les parties à la table et par la Couronne, sous réserve de certaines restrictions. La Couronne peut réserver une question pour une table centrale si le ministre est d'avis que la question pourrait avoir un effet important sur la mise en oeuvre d'une politique provinciale en matière d'éducation ou sur les dépenses d'un ou plusieurs conseils scolaires. (Voir le paragraphe 24 (2) de la Loi.) Si les parties et la Couronne ne s'entendent pas sur les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale, toute partie ou la Couronne peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario de trancher le litige. (Voir le paragraphe 28 (2) 28 (3) de la Loi.)

Les articles 29 à 38 de la Loi contiennent plusieurs des adaptations à la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qui s'appliquent dans le cadre de la négociation centrale et locale en vertu de la nouvelle loi. Par exemple, la date pour donner un avis d'intention de négocier peut être avancée par règlement. (Voir le paragraphe 31 (5) de la Loi.) L'article 34 de la Loi précise les adaptations relatives aux grèves et aux lock-out. L'article 38 précise que si à la fois une négociation centrale et une négociation locale ont lieu, un protocole d'accord sur les conditions négociées centralement doit être ratifié par les parties à la table centrale et la Couronne, et un protocole d'accord sur les conditions négociées localement doit être ratifié par les parties à la négociation locale.

Les articles 39 à 42 de la Loi régissent les conventions collectives. Les parties à une convention collective sont le conseil scolaire et l'agent négociateur. Si à la fois une négociation centrale et une négociation locale ont lieu, la convention collective comprend les conditions négociées centralement et celles négociées localement. (Voir l'article 39 de la Loi.) Si une convention

may, with the consent of the Crown, settle a difference regarding the interpretation, application or administration of those terms. (See section 42 of the Act.)

Sections 46 to 53 of the Act set out consequential amendments to several other Acts. Part X.1 (Teachers' Collective Bargaining) of the *Education Act* is repealed. The short title of the *Provincial Schools Negotiations Act* is also changed: it becomes the *Provincial Schools Authority Act*.

collective comprend des conditions négociées centralement, les parties qui étaient à la table centrale peuvent, avec le consentement de la Couronne, régler un différend à propos de l'interprétation, de l'application ou de l'administration de ces conditions. (Voir l'article 42 de la Loi.)

Les articles 46 à 53 de la Loi énoncent les modifications corrélatives apportées à plusieurs autres lois. La partie X.1 (Négociation collective des enseignants) de la *Loi sur l'éducation* est abrogée. Le titre abrégé de la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales* est également modifié pour devenir *Loi sur l'Administration des écoles provinciales*.

**An Act respecting
collective bargaining
in Ontario's school system**

**Loi concernant
la négociation collective
dans le système scolaire de l'Ontario**

CONTENTS

INTERPRETATION AND APPLICATION

1. Interpretation
2. Definitions, etc.
3. Application of this Act
4. Application of the Labour Relations Act, 1995

BARGAINING UNITS

5. Teachers' bargaining units
6. Combined teachers' bargaining units
7. Bargaining units for other employees
8. Management and excluded teachers
9. Occasional teachers

BARGAINING AGENTS

10. Bargaining agents for teachers
11. Bargaining agents for other employees

FRAMEWORK FOR CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

12. Central and local bargaining
13. Parties to central bargaining
14. Parties to local bargaining
15. Role of employer bargaining agency
16. Duty of fair representation, employer bargaining agency
17. Role of employee bargaining agency
18. Crown's participation in central bargaining

REPRESENTATIVES FOR CENTRAL BARGAINING

19. Employee bargaining agencies for teachers
20. Employee bargaining agencies for other employees
21. Employer bargaining agencies
22. Substitution if employer bargaining agency unable, etc., to act

CENTRAL TABLES

23. Central tables

SCOPE OF CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

24. Scope of central bargaining
25. Denominational rights and privileges
26. Linguistic rights and privileges
27. Scope of local bargaining
28. Negotiations about scope of central bargaining

NEGOTIATIONS

29. Central bargaining and the Labour Relations Act, 1995
30. Local bargaining and the Labour Relations Act, 1995
31. Notice of desire to bargain, central and local bargaining
32. Obligation to bargain, central and local bargaining

SOMMAIRE

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

1. Interprétation
2. Définitions et autres
3. Application de la présente loi
4. Application de la Loi de 1995 sur les relations de travail

UNITÉS DE NÉGOCIATION

5. Unités de négociation d'enseignants
6. Unités de négociation d'enseignants combinées
7. Unités de négociation pour les autres employés
8. Enseignants exclus et direction
9. Enseignants suppléants

AGENTS NÉGOCIATEURS

10. Agents négociateurs des enseignants
11. Agents négociateurs des autres employés

CADRE SERVANT À LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

12. Négociation centrale et locale
13. Parties à la négociation centrale
14. Parties à la négociation locale
15. Rôle de l'organisme négociateur patronal
16. Obligation de l'organisme négociateur patronal d'être impartial
17. Rôle de l'organisme négociateur syndical
18. Participation de la Couronne à la négociation centrale

REPRÉSENTANTS À LA NÉGOCIATION CENTRALE

19. Organismes négociateurs syndicaux pour les enseignants
20. Organismes négociateurs syndicaux pour les autres employés
21. Organismes négociateurs patronaux
22. Substitution en cas d'incapacité d'agir de l'organisme négociateur patronal

TABLES CENTRALES

23. Tables centrales

CHAMP DE LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

24. Champ de la négociation centrale
25. Droits et privilèges confessionnels
26. Droits et privilèges linguistiques
27. Champ de la négociation locale
28. Négociation sur le champ de la négociation centrale

NÉGOCIATIONS

29. Négociation centrale et Loi de 1995 sur les relations de travail
30. Négociation locale et Loi de 1995 sur les relations de travail

33. Bargaining for a first collective agreement
34. Strike or lock-out, central and local bargaining
35. Definition of "strike" re: teachers' bargaining units
- 35.1 Restriction, alteration of working conditions
36. Vote on offer re: central terms
37. Duty of arbitrators, etc., central bargaining
38. Ratification of collective agreement, central and local bargaining

COLLECTIVE AGREEMENTS

39. Contents of collective agreements
40. Term of operation
41. Revision of provisions by mutual consent
42. Grievance arbitration-re: central terms

GENERAL

43. Enforcement of this Act
44. Complaints re: unlawful strike
45. Conflicts and inconsistencies

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

46. Education Act
47. Employment Standards Act, 2000
48. Fairness for Parents and Employees Act (Teachers' Withdrawal of Services), 1997
49. Labour Relations Act, 1995
50. Provincial Schools Negotiations Act
51. Public Sector Compensation Restraint to Protect Public Services Act, 2010
52. Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997
53. Teaching Profession Act

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

54. Commencement
55. Short title

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INTERPRETATION AND APPLICATION

Interpretation

1. (1) Expressions used in this Act relating to collective bargaining have the same meaning as in the *Labour Relations Act, 1995*, unless a contrary intention appears.

Same

(2) Expressions used in this Act relating to education and the school system have the same meaning as in the *Education Act*, unless a contrary intention appears.

Constitutional rights and privileges

(3) This Act and the *Labour Relations Act, 1995* do not prejudicially affect any right or privilege guaranteed by section 93 of the *Constitution Act, 1867* or by section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and

31. Avis de l'intention de négocier : négociation centrale et locale
32. Obligation de négocier : négociation centrale et locale
33. Négociation en vue de la conclusion d'une première convention
34. Grève ou lock-out : négociation centrale et locale
35. Définition de «grève» à l'égard des unités de négociation d'enseignants
- 35.1 Restriction : modification des conditions de travail
36. Scrutin sur l'offre : conditions négociées centralement
37. Obligation des arbitres : négociation centrale
38. Ratification d'une convention collective : négociation centrale et locale

CONVENTIONS COLLECTIVES

39. Contenu des conventions collectives
40. Durée
41. Consentement mutuel à la révision des dispositions
42. Arbitrage des griefs : conditions négociées centralement

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

43. Exécution de la présente loi
44. Plaintes au sujet d'une grève illicite
45. Incompatibilités

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

46. Loi sur l'éducation
47. Loi de 2000 sur les normes d'emploi
48. Loi de 1997 sur le traitement équitable des parents et des employés (retrait de services par les enseignants)
49. Loi de 1995 sur les relations de travail
50. Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales
51. Loi de 2010 sur les mesures de restriction de la rémunération dans le secteur public visant à protéger les services publics
52. Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public
53. Loi sur la profession enseignante

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

54. Entrée en vigueur
55. Titre abrégé

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Interprétation

1. (1) Sauf intention contraire manifeste, les expressions utilisées dans la présente loi en ce qui a trait à la négociation collective s'entendent au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(2) Sauf intention contraire manifeste, les expressions utilisées dans la présente loi en ce qui a trait à l'éducation et au système scolaire s'entendent au sens de la *Loi sur l'éducation*.

Droits et privilèges constitutionnels

(3) La présente loi et la *Loi de 1995 sur les relations de travail* n'ont pas pour effet de porter préjudice aux droits et privilèges garantis par l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* ou l'article 23 de la *Charte cana-*

every authority given by this Act and the *Labour Relations Act, 1995* shall be exercised in a manner consistent with those rights and privileges.

Definitions, etc.

2. (1) In this Act,

“central table” means a central table established under section 23; (“table centrale”)

“central terms” means, in relation to a collective agreement, the terms and conditions of the collective agreement that are determined through, or in connection with, central bargaining, if any; (“conditions négociées centralement”)

“employee bargaining agency” means an entity designated under section 19 or 20 as an employee bargaining agency; (“organisme négociateur syndical”)

“employer bargaining agency” means an entity designated under section 21 as an employer bargaining agency; (“organisme négociateur patronal”)

“local terms” means, in relation to a collective agreement, the terms and conditions of the collective agreement that are not central terms; (“conditions négociées localement”)

“Minister” means the Minister of Education or such other minister to whom the administration of this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Provincial Schools Authority” means the Provincial Schools Authority continued by section 2 of the *Provincial Schools Authority Act*; (“Administration des écoles provinciales”)

“school board” means a district school board and, unless the context requires otherwise, includes a school authority and the Provincial Schools Authority; (“conseil scolaire”)

“teachers’ bargaining unit” means a bargaining unit described in section 5; (“unité de négociation d’enseignants”)

“trustees’ association” means l’Association des conseils scolaires des écoles publiques de l’Ontario, l’Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques, the Ontario Catholic School Trustees’ Association or the Ontario Public School Boards’ Association. (“association d’employeurs”)

Local bargaining

(2) In this Act, local bargaining refers to collective bargaining between a school board and a bargaining agent for a collective agreement or, where both central and local bargaining are required, it refers to collective bargaining for local terms to be included in a collective agreement.

Central bargaining

(3) In this Act, central bargaining refers to collective bargaining between an employer bargaining agency and

dienne des droits et libertés, et les pouvoirs qu’elles confèrent sont exercés d’une façon qui est compatible avec ces droits et privilèges.

Définitions et autres

2. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«Administration des écoles provinciales» L’Administration des écoles provinciales prorogée par l’article 2 de la *Loi sur l’Administration des écoles provinciales*. («Provincial Schools Authority»)

«association d’employeurs» L’Association des conseils scolaires des écoles publiques de l’Ontario, l’Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques, l’Ontario Catholic School Trustees’ Association ou l’Ontario Public School Boards’ Association. («trustees’ association»)

«conditions négociées centralement» Relativement à une convention collective, les conditions de la convention qui sont fixées au moyen ou dans le cadre de la négociation centrale, le cas échéant. («central terms»)

«conditions négociées localement» Relativement à une convention collective, les conditions de la convention qui ne sont pas des conditions négociées centralement. («local terms»)

«conseil scolaire» S’entend d’un conseil scolaire de district et, en outre, sauf indication contraire du contexte, d’une administration scolaire et de l’Administration des écoles provinciales. («school board»)

«ministre» Le ministre de l’Éducation ou l’autre ministre qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«organisme négociateur patronal» Entité désignée comme tel en vertu de l’article 21. («employer bargaining agency»)

«organisme négociateur syndical» Entité désignée comme tel en vertu de l’article 19 ou 20. («employee bargaining agency»)

«table centrale» Table centrale établie en application de l’article 23. («central table»)

«unité de négociation d’enseignants» Unité de négociation décrite à l’article 5. («teachers’ bargaining unit»)

Négociation locale

(2) Dans la présente loi, la négociation locale désigne la négociation collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur en vue de la conclusion d’une convention collective. S’il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, elle désigne alors la négociation collective portant sur les conditions négociées localement à inclure dans une convention collective.

Négociation centrale

(3) Dans la présente loi, la négociation centrale désigne la négociation collective entre un organisme négociateur

an employee bargaining agency for central terms to be included in a collective agreement between a school board and a bargaining agent.

School board as employer

(4) Nothing in this Act changes the status of a school board as the employer of its employees.

Application of this Act

3. (1) This Act applies to every school board in Ontario, to the bargaining agents that represent employees of those school boards and to the employees represented by those bargaining agents.

Same

(2) This Act applies to every employer bargaining agency and employee bargaining agency designated under this Act to represent school boards or employees for central bargaining purposes.

Exception, construction industry

(3) Despite subsection (1), this Act does not apply with respect to employees of a school board who are or become bound by a provincial agreement within the meaning of subsection 151 (1) of the *Labour Relations Act, 1995* or with respect to a trade union that represents them for collective bargaining purposes.

Crown bound

(4) This Act binds the Crown.

Application of the *Labour Relations Act, 1995*

4. (1) The *Labour Relations Act, 1995* applies with necessary modifications, and with the additional modifications set out in this Act, with respect to the entities to whom this Act applies.

Same, limited application to the Crown

— (2) However, the *Labour Relations Act, 1995* applies to the Crown only to the extent necessary to enable the Crown to exercise the Crown's rights and privileges under this Act. For all other purposes, subsection 4 (2) of that Act governs the application of that Act to the Crown.

Restriction re: related employers

— (3) No person is entitled to make an application to the Ontario Labour Relations Board under subsection 1 (4) of the *Labour Relations Act, 1995* with respect to a school board.

Same, limited application to the Crown

(2) However, the *Labour Relations Act, 1995* applies to the Crown only to the extent necessary to enable the Crown to exercise the Crown's rights and privileges and perform the Crown's duties under this Act. For all other purposes, subsection 4 (2) of that Act governs the application of that Act to the Crown.

patronal et un organisme négociateur syndical portant sur les conditions négociées centralement à inclure dans une convention collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur.

Conseil scolaire comme employeur

(4) La présente loi n'a pas pour effet de modifier le statut d'un conseil scolaire en tant qu'employeur de ses employés.

Application de la présente loi

3. (1) La présente loi s'applique à tous les conseils scolaires en Ontario, aux agents négociateurs qui représentent les employés de ces conseils scolaires et aux employés représentés par ces agents négociateurs.

Idem

(2) La présente loi s'applique à tous les organismes négociateurs patronaux et à tous les organismes négociateurs syndicaux désignés en vertu de la présente loi pour représenter des conseils scolaires ou des employés aux fins de la négociation centrale.

Exception : industrie de la construction

(3) Malgré le paragraphe (1), la présente loi ne s'applique pas à l'égard des employés d'un conseil scolaire qui sont ou deviennent liés par une convention provinciale au sens du paragraphe 151 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, ni à l'égard d'un syndicat qui les représente aux fins de la négociation collective.

Obligation de la Couronne

(4) La présente loi lie la Couronne.

Application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*

4. (1) La *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'applique, avec les adaptations nécessaires et avec les modifications additionnelles énoncées dans la présente loi, à l'égard des entités visées par celle-ci.

Idem : application restreinte dans le cas de la Couronne

— (2) Toutefois, la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique à la Couronne que dans la mesure nécessaire pour lui permettre d'exercer les droits et privilèges que lui confère la présente loi. À toutes autres fins, le paragraphe 4 (2) de cette loi régit l'application de celle-ci à la Couronne.

Restriction concernant les employeurs liés

— (3) Nul n'a le droit de présenter de requête à la Commission des relations de travail de l'Ontario en vertu du paragraphe 1 (4) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard d'un conseil scolaire.

Idem : application restreinte dans le cas de la Couronne

(2) Toutefois, la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique à la Couronne que dans la mesure nécessaire pour lui permettre d'exercer les droits et privilèges que lui confère la présente loi et d'acquiescer les obligations qu'elle lui impose. À toutes autres fins, le paragraphe 4 (2) de cette loi régit l'application de celle-ci à la Couronne.

Same re: related employers

(3) Without limiting the generality of subsection (2), subsection 1 (4) of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply to the Crown.

Same

(4) Under subsection 1 (4) of the *Labour Relations Act, 1995*, a school board cannot be treated as constituting one employer with a trustees' association.

BARGAINING UNITS**Teachers' bargaining units**

5. (1) Each district school board and each board established under section 68 of the *Education Act* has the following teachers' bargaining units:

1. Elementary school teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is assigned to one or more elementary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
2. Elementary school occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the board's roster of occasional teachers who may be assigned to an elementary school.
3. Secondary school teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
4. Secondary school occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school.

Same, at certain school authorities

(2) Each school authority, other than a board established under section 68 of the *Education Act*, has the following teachers' bargaining units, as applicable:

1. French-language teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is assigned to teach pupils enrolled in a French-language instructional unit or to perform duties in respect of such instructional units all or most of the time.
2. French-language occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the school authority's roster of occasional teachers who may be

Idem : employeurs liés

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le paragraphe 1 (4) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique pas à la Couronne.

Idem

(4) Un conseil scolaire et une association d'employeurs ne peuvent pas être considérés comme un seul employeur dans le cadre du paragraphe 1 (4) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

UNITÉS DE NÉGOCIATION**Unités de négociation d'enseignants**

5. (1) Chaque conseil scolaire de district et chaque conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation* a les unités de négociation d'enseignants suivantes :

1. Unité des enseignants de l'élémentaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont affectés à une ou plusieurs écoles élémentaires ou qui sont chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
2. Unité des enseignants suppléants de l'élémentaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école élémentaire.
3. Unité des enseignants du secondaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou qui sont chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
4. Unité des enseignants suppléants du secondaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire.

Idem : certaines administrations scolaires

(2) Chaque administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation* a les unités de négociation d'enseignants suivantes, le cas échéant :

1. Unité des enseignants de langue française : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française ou d'exercer des fonctions à l'égard de tels modules tout le temps ou la plupart du temps.
2. Unité des enseignants suppléants de langue française : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par l'administra-

assigned to teach pupils enrolled in a French-language instructional unit.

3. English-language teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is not assigned to teach pupils enrolled in a French-language instructional unit or to perform duties in respect of such instructional units all or most of the time.
4. English-language occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the school authority's roster of occasional teachers who may be assigned to teach pupils other than those enrolled in a French-language instructional unit.

Same, at the Provincial Schools Authority

(3) The Provincial Schools Authority has one teachers' bargaining unit composed of every teacher employed by the Authority and, for greater certainty, the bargaining unit does not include occasional teachers.

Appropriate teachers' bargaining units, deeming

(4) The teachers' bargaining units are deemed to be appropriate bargaining units.

Combined teachers' bargaining units

6. (1) Two or more teachers' bargaining units (the "predecessor bargaining units") may be combined to establish a single teachers' bargaining unit if the bargaining agent for each of the predecessor bargaining units is the same and if the school board and the bargaining agent agree.

Discontinuation

(2) A combined teachers' bargaining unit may be discontinued if the school board and the bargaining agent agree. In that case, the predecessor bargaining units are re-established.

Bargaining units for other employees

7. For employees of a school board who are not included in a teachers' bargaining unit, the bargaining units are determined under the *Labour Relations Act, 1995*.

Management and excluded teachers

8. Supervisory officers, principals and vice-principals are not eligible to be members of any bargaining unit of employees of a school board.

Occasional teachers

9. (1) An occasional teacher may be a member of more than one teachers' bargaining unit.

Same

(2) An occasional teacher is on a school board's roster of occasional teachers if he or she is on a list of occasional teachers maintained by a school operated by the board.

tion scolaire, des enseignants suppléants qui peuvent être chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française.

3. Unité des enseignants de langue anglaise : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui ne sont pas chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française ou d'exercer des fonctions à l'égard de tels modules tout le temps ou la plupart du temps.
4. Unité des enseignants suppléants de langue anglaise : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par l'administration scolaire, des enseignants suppléants qui peuvent être chargés d'enseigner à des élèves autres que ceux inscrits dans un module scolaire de langue française.

Idem : Administration des écoles provinciales

(3) L'Administration des écoles provinciales a une unité de négociation d'enseignants composée de chaque enseignant qu'elle emploie, étant entendu que cette unité de négociation ne comprend pas les enseignants suppléants.

Unités de négociation d'enseignants réputées appropriées

(4) Les unités de négociation d'enseignants sont réputées des unités de négociation appropriées.

Unités de négociation d'enseignants combinées

6. (1) Deux unités de négociation d'enseignants ou plus (les «unités de négociation précédentes») peuvent être combinées en une seule unité de négociation d'enseignants si l'agent négociateur de chacune des unités de négociation précédentes est le même et que le conseil scolaire et l'agent négociateur y consentent.

Fin de l'unité de négociation d'enseignants combinée

(2) Si le conseil scolaire et l'agent négociateur y consentent, il peut être mis fin à l'unité de négociation d'enseignants combinée, auquel cas les unités de négociation précédentes sont rétablies.

Unités de négociation pour les autres employés

7. Pour les employés d'un conseil scolaire qui ne sont pas membres d'une unité de négociation d'enseignants, les unités de négociation sont établies en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Enseignants exclus et direction

8. Les agents de supervision, les directeurs d'école et les directeurs adjoints ne peuvent pas être membres d'une unité de négociation d'employés d'un conseil scolaire.

Enseignants suppléants

9. (1) Un enseignant suppléant peut être membre de plus d'une unité de négociation d'enseignants.

Idem

(2) Un enseignant suppléant figure au tableau des enseignants suppléants établi par un conseil scolaire s'il figure sur la liste des enseignants suppléants que tient une école qui relève de ce conseil.

Same

(3) Upon request, a school board shall give a bargaining agent a copy of the roster and a principal of a school operated by the school board shall give a bargaining agent a copy of the list of occasional teachers maintained by the school.

BARGAINING AGENTS**Bargaining agents for teachers****AEFO**

10. (1) L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

1. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at a French-language district school board.
2. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at a French-language district school board.
3. Every French-language teachers' unit and French-language occasional teachers' unit at a school authority other than a board established under section 68 of the *Education Act*.

ETFO

(2) The Elementary Teachers' Federation of Ontario is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

1. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at an English-language public district school board.
2. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at a board established under section 68 of the *Education Act*.
3. Every English-language teachers' unit and English-language occasional teachers' unit at a board of a district school area.
4. Every English-language teachers' unit and English-language occasional teachers' unit at a board of a Protestant separate school.

OECTA

(3) The Ontario English Catholic Teachers' Association is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

Idem

(3) Sur demande, un conseil scolaire remet une copie du tableau à un agent négociateur, et le directeur d'une école qui relève du conseil scolaire remet à un agent négociateur une copie de la liste des enseignants suppléants que tient l'école.

AGENTS NÉGOCIATEURS**Agents négociateurs des enseignants****AEFO**

10. (1) L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil scolaire de district de langue française.
2. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil scolaire de district de langue française.
3. Chaque unité composée d'enseignants de langue française et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue française à une administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.

FEEO

(2) La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil scolaire de district public de langue anglaise.
2. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.
3. Chaque unité composée d'enseignants de langue anglaise et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue anglaise à un conseil de secteur scolaire de district.
4. Chaque unité composée d'enseignants de langue anglaise et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue anglaise à un conseil d'écoles séparées protestantes.

OECTA

(3) L'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at an English-language separate district school board.
2. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at an English-language separate district school board.
3. Every English-language teachers' unit and English-language occasional teachers' unit at a Roman Catholic school authority.

OSSTF

(4) The Ontario Secondary School Teachers' Federation is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

1. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at an English-language public district school board.
2. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at a board established under section 68 of the *Education Act*.
3. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at a board of a secondary school district established under section 67 of the *Education Act*.
4. The teachers' bargaining unit at the Provincial Schools Authority.

Certification of bargaining agents, deeming

(5) Each bargaining agent designated by this section is deemed to be certified as the bargaining agent for the teachers' bargaining units indicated.

Same

(6) No trade union is entitled to apply for certification under the *Labour Relations Act, 1995* as the bargaining agent for a teachers' bargaining unit.

Same

(7) No person is entitled to apply for a declaration under the *Labour Relations Act, 1995* that a bargaining agent designated by this section no longer represents the members of the applicable teachers' bargaining unit.

Status of bargaining agent, deeming

(8) A bargaining agent designated by this section is deemed to be a trade union for the purposes of the *Labour Relations Act, 1995*.

Bargaining agents for other employees

11. For bargaining units of employees of a school

1. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise.
2. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise.
3. Chaque unité composée d'enseignants de langue anglaise et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue anglaise à une administration scolaire catholique.

FEESO

(4) La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil scolaire de district public de langue anglaise.
2. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.
3. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil de district d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67 de la *Loi sur l'éducation*.
4. L'unité de négociation d'enseignants à l'Administration des écoles provinciales.

Agents négociateurs réputés accrédités

(5) Chaque agent négociateur désigné par le présent article est réputé accrédité comme agent négociateur des unités de négociation d'enseignants indiquées.

Idem

(6) Aucun syndicat n'a le droit de demander d'être accrédité en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* comme agent négociateur d'une unité de négociation d'enseignants.

Idem

(7) Nul n'a le droit de demander qu'il soit déclaré en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qu'un agent négociateur désigné par le présent article ne représente plus les membres de l'unité de négociation d'enseignants concernée.

Agent négociateur réputé un syndicat

(8) Un agent négociateur désigné par le présent article est réputé un syndicat pour l'application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Agents négociateurs des autres employés

11. Pour les unités de négociation d'employés d'un

board who are not teachers, the bargaining agents are determined under the *Labour Relations Act, 1995*.

FRAMEWORK FOR CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

Central and local bargaining

12. (1) Collective bargaining for a collective agreement between a school board and a bargaining agent may include both central bargaining and local bargaining.

Mandatory central bargaining

(2) Central bargaining is mandatory if a central table is established for specified school boards and specified bargaining units.

Local bargaining

(3) In any other case, collective bargaining is undertaken through local bargaining alone.

Parties to central bargaining

13. (1) The parties to central bargaining at a central table are the applicable employer bargaining agency and employee bargaining agency.

Participation by the Crown

(2) ~~The Crown is entitled to participate~~ The Crown is required to participate in central bargaining at each central table.

Parties to local bargaining

14. (1) The parties to local bargaining are the school board and the bargaining agent that represents the applicable bargaining unit of employees of the school board.

Same

(2) The Crown is not entitled to participate in local bargaining.

Role of employer bargaining agency

15. (1) An employer bargaining agency that represents specified school boards has exclusive authority,

- (a) to represent the school boards during bargaining at a particular central table;
- (b) to exercise all of the school boards' rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995*, and to perform all of their duties under that Act, in respect of central bargaining;
- (c) to bind the school boards to the central terms of their collective agreements; and
- (d) to exercise the rights and privileges and perform the duties described in sections 41 and 42.

Requirement for Crown consent

(2) Despite subsection (1), an employer bargaining agency cannot exercise the following rights and privileges

conseil scolaire qui ne sont pas des enseignants, les agents négociateurs sont établis en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

CADRE SERVANT À LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

Négociation centrale et locale

12. (1) La négociation collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur en vue de la conclusion d'une convention collective peut comprendre à la fois une négociation centrale et une négociation locale.

Négociation centrale obligatoire

(2) La négociation centrale est obligatoire si une table centrale est établie pour des conseils scolaires et des unités de négociation déterminés.

Négociation locale

(3) Dans tous les autres cas, la négociation collective est menée uniquement par une négociation locale.

Parties à la négociation centrale

13. (1) Les parties à la négociation centrale à une table centrale sont l'organisme négociateur patronal et l'organisme négociateur syndical concernés.

Participation de la Couronne

(2) ~~La Couronne a le droit de participer~~ La Couronne est tenue de participer à la négociation centrale à chaque table centrale.

Parties à la négociation locale

14. (1) Les parties à la négociation locale sont le conseil scolaire et l'agent négociateur représentant l'unité de négociation concernée des employés du conseil scolaire.

Idem

(2) La Couronne n'a pas le droit de participer à la négociation locale.

Rôle de l'organisme négociateur patronal

15. (1) L'organisme négociateur patronal qui représente des conseils scolaires déterminés a le pouvoir exclusif :

- a) de représenter les conseils scolaires pendant la négociation à une table centrale particulière;
- b) d'exercer tous les droits et privilèges que la *Loi de 1995 sur les relations de travail* confère aux conseils scolaires à l'égard de la négociation centrale et de s'acquitter de toutes les obligations qu'elle leur impose à cet égard;
- c) d'assujettir les conseils scolaires aux conditions de leurs conventions collectives négociées centralement;
- d) d'exercer les droits et privilèges et de s'acquitter des obligations visés aux articles 41 et 42.

Consentement de la Couronne

(2) Malgré le paragraphe (1), l'organisme négociateur patronal ne peut exercer les droits et privilèges suivants

under the *Labour Relations Act, 1995* unless it has the prior consent of the Crown to do so:

1. Agree under subsection 40 (1) of that Act to refer matters to an arbitrator or board of arbitration for final and binding determination.
2. Authorize or require school boards to lock out employees.
3. In the circumstances described in clause 86 (1) (a) of that Act, alter the rates of wages, any other term of employment that is a central term or any right, privilege or duty of the school boards, the applicable bargaining agents or the employees relating to central bargaining.
4. Agree under section 86 of that Act with an employee bargaining agency to alter the rates of wages, any other term of employment that is a central term or any right, privilege or duty of the school boards, the applicable bargaining agents or the employees relating to central bargaining.

Same

(3) Subsection (2) applies with necessary modifications with respect to the Provincial Schools Authority when it is acting jointly with an employer bargaining agency as described in subsection 23 (6) for the purposes of central bargaining.

Duty of fair representation, employer bargaining agency

16. (1) An employer bargaining agency shall not act in a manner that is arbitrary, discriminatory or in bad faith in the representation of any of the school boards for which it is designated, whether or not the school boards are its members or, if it is a council, are members of an entity that is a council member.

Duty to co-operate

(2) An employer bargaining agency shall co-operate in good faith with the Crown in preparing for and conducting central bargaining.

Role of employee bargaining agency

17. An employee bargaining agency for specified bargaining units has exclusive authority,

- (a) to represent employees in the applicable bargaining units during bargaining at a particular central table;
- (b) to exercise all of the bargaining agents' rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995*, and to perform all of their duties under that Act, relating to central bargaining;
- (c) to bind the employees, and their bargaining agents, to the central terms of their collective agreements; and

conférés par la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qu'avec le consentement préalable de la Couronne :

1. Convenir en vertu du paragraphe 40 (1) de cette loi de soumettre des questions à un arbitre ou à un conseil d'arbitrage dont la décision a force de chose jugée.
2. Autoriser ou obliger des conseils scolaires à lock-outer des employés.
3. Dans les circonstances mentionnées à l'alinéa 86 (1) a) de cette loi, modifier les taux de salaire, toute autre condition d'emploi qui est une condition négociée centralement ou un droit, un privilège ou une obligation des conseils scolaires, des agents négociateurs concernés ou des employés qui se rapporte à la négociation centrale.
4. S'entendre avec l'organisme négociateur syndical en vertu de l'article 86 de cette loi pour modifier les taux de salaire, toute autre condition d'emploi qui est une condition négociée centralement ou un droit, un privilège ou une obligation des conseils scolaires, des agents négociateurs concernés ou des employés qui se rapporte à la négociation centrale.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'Administration des écoles provinciales lorsqu'elle agit conjointement avec un organisme négociateur patronal aux fins de la négociation centrale comme le prévoit le paragraphe 23 (6).

Obligation de l'organisme négociateur patronal d'être impartial

16. (1) L'organisme négociateur patronal ne doit pas se comporter de façon arbitraire ou discriminatoire ni faire preuve de mauvaise foi dans la représentation des conseils scolaires pour lesquels il a été désigné, que les conseils scolaires soient membres ou non de l'organisme ou, si ce dernier est un conseil, qu'ils soient membres ou non d'une entité membre de celui-ci.

Obligation de collaborer

(2) L'organisme négociateur patronal doit collaborer de bonne foi avec la Couronne pour se préparer à la négociation centrale et mener celle-ci.

Rôle de l'organisme négociateur syndical

17. L'organisme négociateur syndical qui représente des unités de négociation déterminées a le pouvoir exclusif :

- a) de représenter les employés membres des unités de négociation concernées pendant la négociation à une table centrale particulière;
- b) d'exercer tous les droits et privilèges que la *Loi de 1995 sur les relations de travail* confère aux agents négociateurs à l'égard de la négociation centrale et de s'acquitter de toutes les obligations qu'elle leur impose à cet égard;
- c) d'assujettir les employés ainsi que leurs agents négociateurs aux conditions de leurs conventions collectives négociées centralement;

- (d) to exercise the rights and privileges and perform the duties described in sections 41 and 42.

Crown's participation in central bargaining

18. (1) The Crown's authority to participate in central bargaining at a central table includes participation in the following activities:

1. Conciliation, if a conciliation officer is appointed under section 18 of the *Labour Relations Act, 1995* or if a conciliation board is appointed under section 21 of that Act.
2. Mediation, if a mediator is appointed under section 19 of the *Labour Relations Act, 1995* or is agreed upon by the parties at the central table.
3. The activities described in sections 37, 38 and 39 of the *Labour Relations Act, 1995*, if an industrial inquiry commission is appointed under section 37, a special officer is appointed under section 38 or a Disputes Advisory Committee is appointed under section 39, as the case may be.
4. Arbitration, if an arbitrator or board of arbitration is appointed under subsection 40 (1) of the *Labour Relations Act, 1995*.

Duty to co-operate

(2) The Crown shall co-operate in good faith with an employer bargaining agency in preparing for and conducting central bargaining.

REPRESENTATIVES FOR CENTRAL BARGAINING

Employee bargaining agencies for teachers

19. Each of the following entities is designated as the employee bargaining agency for the employees in the teachers' bargaining units indicated:

1. L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.
2. Elementary Teachers' Federation of Ontario is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.
3. The Ontario English Catholic Teachers' Association is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.
4. The Ontario Secondary School Teachers' Federation is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.

Employee bargaining agencies for other employees

—20. (1) The Minister may, by regulation, designate an

- d) d'exercer les droits et privilèges et de s'acquitter des obligations visés aux articles 41 et 42.

Participation de la Couronne à la négociation centrale

18. (1) Le pouvoir de la Couronne de participer à la négociation centrale à une table centrale inclut la participation aux activités suivantes :

1. La conciliation, si un conciliateur est désigné au titre de l'article 18 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ou qu'une commission de conciliation est constituée au titre de l'article 21 de cette loi.
2. La médiation, si un médiateur est désigné au titre de l'article 19 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ou que les parties à la table centrale se sont entendues sur un médiateur.
3. Les activités visées aux articles 37, 38 et 39 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si une commission industrielle d'enquête est constituée au titre de l'article 37, qu'un agent spécial est désigné au titre de l'article 38 ou qu'un comité consultatif sur les différends est constitué au titre de l'article 39, selon le cas.
4. L'arbitrage, si un arbitre est désigné ou un conseil d'arbitrage constitué au titre du paragraphe 40 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Obligation de collaborer

(2) La Couronne doit collaborer de bonne foi avec l'organisme négociateur patronal pour se préparer à la négociation centrale et mener celle-ci.

REPRÉSENTANTS À LA NÉGOCIATION CENTRALE

Organismes négociateurs syndicaux pour les enseignants

19. Chacune des entités suivantes est désignée comme organisme négociateur syndical pour les employés membres des unités de négociation d'enseignants indiquées :

1. L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.
2. La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.
3. L'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.
4. La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.

Organismes négociateurs syndicaux pour les autres employés

—20. (1) Le ministre peut, par règlement, désigner une

entity as the employee bargaining agency, for a specified round of collective bargaining, for the employees in specified bargaining units that are not teachers' bargaining units.

Same, council

—(2) For greater certainty, a council of trade unions may be designated as the employee bargaining agency for a particular central table.

Restriction

—(3) An employee bargaining agency may be designated for a particular central table only if, upon being designated, it would represent the employees in at least 15 bargaining units at that table.

Same

—(4) An employee bargaining agency may be designated for a particular central table only if the Minister is satisfied that bargaining agents for all of the bargaining units to be represented at that table have vested in the entity appropriate authority enabling it to discharge the responsibilities of an employee bargaining agency.

Same

—(5) An employee bargaining agency cannot be designated to represent employees in bargaining units that are established after the designation takes effect.

Employee bargaining agencies for other employees

Mandatory designation of trade union

20. (1) If all of the following conditions are met, the Minister shall, by regulation, designate a trade union as the employee bargaining agency, for a specified round of collective bargaining, for the employees in specified bargaining units that are not teachers' bargaining units:

1. The trade union must request the designation under this subsection.
2. The trade union must specify the bargaining units for which the designation is requested.
3. The designation must be requested for at least 15 specified bargaining units.
4. The specified bargaining units for which the designation is requested must comprise,
 - i. at least two-thirds of the bargaining units (that are not teachers' bargaining units) for which the trade union and its affiliated local trade unions are the bargaining agents, and
 - ii. at least two-thirds of the employees in all of the bargaining units (that are not teachers' bargaining units) for which the trade union and its affiliated local trade unions are the bargaining agents.

entité comme organisme négociateur syndical, pour un cycle de négociation collective déterminé, pour les employés membres d'unités de négociation déterminées qui ne sont pas des unités de négociation d'enseignants.

Idem : conseil

—(2) Il est entendu qu'un conseil de syndicats peut être désigné comme organisme négociateur syndical pour une table centrale particulière.

Restriction

—(3) Un organisme négociateur syndical peut être désigné pour une table centrale particulière seulement si, au moment de sa désignation, il représenterait les employés d'au moins 15 unités de négociation à cette table.

Idem

—(4) Un organisme négociateur syndical peut être désigné pour une table centrale particulière seulement si le ministre est convaincu que les agents négociateurs de toutes les unités de négociation devant être représentées à cette table ont investi l'entité des pouvoirs nécessaires pour qu'elle assume les responsabilités d'un organisme négociateur syndical.

Idem

—(5) Un organisme négociateur syndical ne peut pas être désigné pour représenter des employés membres d'unités de négociation établies après la prise d'effet de la désignation.

Organismes négociateurs syndicaux pour les autres employés

Désignation obligatoire du syndicat

20. (1) Si toutes les conditions suivantes sont remplies, le ministre doit, par règlement, désigner un syndicat comme organisme négociateur syndical, pour un cycle de négociation collective déterminé, pour les employés membres d'unités de négociation déterminées qui ne sont pas des unités de négociation d'enseignants :

1. Le syndicat doit demander la désignation dans le cadre du présent paragraphe.
2. Le syndicat doit préciser les unités de négociation pour lesquelles la désignation est demandée.
3. La désignation doit être demandée pour au moins 15 unités de négociation déterminées.
4. Les unités de négociation déterminées pour lesquelles la désignation est demandée doivent comprendre :
 - i. au moins deux tiers des unités de négociation (qui ne sont pas des unités de négociation d'enseignants) dont le syndicat et ses syndicats locaux affiliés sont les agents négociateurs,
 - ii. au moins deux tiers des employés de toutes les unités de négociation (qui ne sont pas des unités de négociation d'enseignants) dont le syndicat et ses syndicats locaux affiliés sont les agents négociateurs.

5. The Minister is satisfied that the trade union and its affiliated local trade unions are the bargaining agents for the specified bargaining units.

Permitted designation of entity

(2) If both of the following conditions are met, the Minister may, by regulation, designate an entity as the employee bargaining agency, for a specified round of collective bargaining, for the employees in specified bargaining units that are not teachers' bargaining units:

1. The Minister is satisfied that bargaining agents for all of the bargaining units to be represented at the applicable central table have vested in the entity appropriate authority enabling it to discharge the responsibilities of an employee bargaining agency.

2. Upon being designated, the entity would represent the employees in at least 15 bargaining units at the applicable central table.

Same, council

(3) For greater certainty, a council of trade unions may be designated as the employee bargaining agency for a particular central table.

Restriction

(4) An employee bargaining agency cannot be designated to represent employees in bargaining units that are established after the designation takes effect.

Employer bargaining agencies

— 21. (1) Each of the following trustees' associations is designated as the employer bargaining agency for the school boards indicated:

- 1. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario is the employer bargaining agency for every French-language public district school board.
- 2. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques is the employer bargaining agency for every French-language separate district school board.
- 3. Ontario Catholic School Trustees' Association is the employer bargaining agency for every English-language separate district school board.
- 4. Ontario Public School Boards' Association is the employer bargaining agency for every English-language public district school board and every board established under section 68 of the *Education Act*.

Same

— (2) The Minister may, by regulation, designate a trustees' association as the employer bargaining agency for a school board for which no employer bargaining agency is designated by subsection (1).

5. Le ministre est convaincu que le syndicat et ses syndicats locaux affiliés sont les agents négociateurs des unités de négociation déterminées.

Désignation facultative de l'entité

(2) Si les deux conditions suivantes sont remplies, le ministre peut, par règlement, désigner une entité comme organisme négociateur syndical, pour un cycle de négociation collective déterminé, pour les employés membres d'unités de négociation déterminées qui ne sont pas des unités de négociation d'enseignants :

1. Le ministre est convaincu que les agents négociateurs de toutes les unités de négociation devant être représentées à la table centrale concernée ont investi l'entité des pouvoirs nécessaires pour qu'elle assume les responsabilités d'un organisme négociateur syndical.

2. Au moment de sa désignation, l'entité représenterait les employés d'au moins 15 unités de négociation à la table centrale concernée.

Idem : conseil

(3) Il est entendu qu'un conseil de syndicats peut être désigné comme organisme négociateur syndical pour une table centrale particulière.

Restriction

(4) Un organisme négociateur syndical ne peut pas être désigné pour représenter des employés membres d'unités de négociation établies après la prise d'effet de la désignation.

Organismes négociateurs patronaux

— 21. (1) Chacune des associations d'employeurs suivantes est désignée comme organisme négociateur patronal pour les conseils scolaires indiqués :

- 1. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district publics de langue française.
- 2. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district séparés de langue française.
- 3. L'Ontario Catholic School Trustees' Association est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district séparés de langue anglaise.
- 4. L'Ontario Public School Boards' Association est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district publics de langue anglaise et tous les conseils créés en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.

Idem

— (2) Le ministre peut, par règlement, désigner une association d'employeurs comme organisme négociateur patronal pour un conseil scolaire pour lequel aucun organisme négociateur patronal n'a été désigné par le paragraphe (1).

Policies and procedures

—(3) A trustees' association is required to establish policies and procedures for the effective exercise of its rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act.

Voting process

—(4) If voting is required in respect of collective bargaining by a trustees' association, the outcome of a vote must be decided by the approval of a majority of the school boards that are represented by the association, with their votes weighted to reasonably reflect, for each school board, the size of the bargaining units containing employees of the school board.

Corporate matters

—(5) A trustees' association is deemed to have the mandate and the capacity in law to exercise the rights and privileges and perform the duties of an employer bargaining agency under this Act.

Council as employer bargaining agency re: teachers

—(6) Despite subsections (1) and (2), if a central table is established for all of the teachers' bargaining units that are represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens, the Minister may, by regulation, designate as the employer bargaining agency for that central table a council whose members are the trustees' associations identified in paragraphs 1 and 2 of subsection (1).

Same re: other employees

—(7) Despite subsections (1) and (2), the Minister may, by regulation, designate a council of trustees' associations as the employer bargaining agency for a central table for central bargaining with respect to employees other than teachers.

Same

—(8) If a council of trustees' associations is designated as an employer bargaining agency, the regulation in which the designation is made may also:

- (a) establish policies and procedures for the effective exercise of the council's rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act;
- (b) establish a committee of the council and provide for the composition of the committee;
- (c) authorize the committee, on behalf of the council, to exercise the rights and privileges and perform the duties of the council as the employer bargaining agency; and
- (d) establish the voting process to be used by the council or committee in respect of central bargaining, which process must be consistent with subsection (4).

Politiques et procédures

—(3) Une association d'employeurs est tenue d'établir des politiques et des procédures permettant l'exercice effectif des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquittement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre.

Règles de vote

—(4) Tout vote que doit tenir l'association d'employeurs à l'égard de la négociation collective se décide à la majorité des conseils scolaires représentés par l'association, leurs voix étant pondérées de façon à refléter raisonnablement, pour chaque conseil scolaire, la taille des unités de négociation comprenant des employés du conseil.

Mandat et capacité

—(5) Une association d'employeurs est réputée avoir le mandat et la capacité en droit d'exercer les droits et privilèges que la présente loi confère à un organisme négociateur patronal et de s'acquitter des obligations qu'elle lui impose à ce titre.

Cas où l'organisme négociateur patronal est un conseil : enseignants

—(6) Malgré les paragraphes (1) et (2), si une table centrale est établie pour toutes les unités de négociation d'enseignants qui sont représentées par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens, le ministre peut, par règlement, désigner comme organisme négociateur patronal pour cette table centrale un conseil dont les membres sont les associations d'employeurs indiquées aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (1).

Idem : autres employés

—(7) Malgré les paragraphes (1) et (2), le ministre peut, par règlement, désigner un conseil d'associations d'employeurs comme organisme négociateur patronal pour une table centrale aux fins de la négociation centrale concernant des employés autres que des enseignants.

Idem

—(8) Si un conseil d'associations d'employeurs est désigné comme organisme négociateur patronal, le règlement portant désignation peut également :

- a) établir des politiques et des procédures permettant l'exercice effectif, par le conseil, des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquittement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre;
- b) créer un comité du conseil et en prévoir la composition;
- c) autoriser le comité, au nom du conseil, à exercer les droits et privilèges et à s'acquitter des obligations du conseil en tant qu'organisme négociateur patronal;
- d) établir les règles de vote, conformes au paragraphe (4), à utiliser par le conseil ou le comité à l'égard de la négociation centrale.

Same

— (9) If a committee is established under subsection (8), the regulation must ensure that each trustees' association that is a member of the council is entitled to have a representative on the committee.

Effect of designating a council

— (10) If a council of trustees' associations is designated for a specified central table, it replaces the individual trustees' associations as the employer bargaining agency for the applicable school boards for the purposes of central bargaining at that table and exercising the rights and privileges and performing the duties described in sections 41 and 42.

Requirement to pay fees

— (11) The Minister may, by regulation, require a school board to pay fees to a trustees' association or council that represents the school board, relating to the activities of the trustees' association or council under this Act, and the regulation may specify the manner of determining the amount of the fees and other matters respecting the payment of the fees.

Employer bargaining agencies

21. (1) Each of the following is designated as the employer bargaining agency for the school boards and with respect to the bargaining units indicated:

1. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario is the employer bargaining agency for every French-language public district school board, with respect to all bargaining units other than teachers' bargaining units that are represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
2. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques is the employer bargaining agency for every French-language separate district school board, with respect to all bargaining units other than teachers' bargaining units that are represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
3. Ontario Catholic School Trustees' Association is the employer bargaining agency for every English-language separate district school board, with respect to all bargaining units.
4. Ontario Public School Boards' Association is the employer bargaining agency for every English-language public district school board and every board established under section 68 of the *Education Act*, with respect to all bargaining units.
5. A council of the following trustees' associations is the employer bargaining agency for every French-language public district school board and French-language separate district school board, with re-

Idem

— (9) Si un comité est créé en vertu du paragraphe (8), le règlement doit faire en sorte que chaque association d'employeurs membre du conseil ait le droit d'y avoir un représentant.

Effet de la désignation d'un conseil

— (10) Le conseil d'associations d'employeurs qui est désigné pour une table centrale déterminée, le cas échéant, remplace les associations d'employeurs individuelles en tant qu'organisme négociateur patronal pour les conseils scolaires concernés aux fins de la négociation centrale à cette table ainsi qu'aux fins de l'exercice des droits et privilèges et de l'acquittement des obligations visés aux articles 41 et 42.

Paiement de droits

— (11) Le ministre peut, par règlement, exiger qu'un conseil scolaire paie des droits à une association d'employeurs ou à un conseil qui représente le conseil scolaire, relativement aux activités de l'association d'employeurs ou du conseil prévues par la présente loi. Le règlement peut en outre préciser le mode de calcul des droits et d'autres questions relatives à leur paiement.

Organismes négociateurs patronaux

21. (1) Chacune des associations suivantes est désignée comme organisme négociateur patronal pour les conseils scolaires indiqués et à l'égard des unités de négociation indiquées :

1. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district publics de langue française, à l'égard de toutes les unités de négociation autres que les unités de négociation d'enseignants représentées par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
2. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district séparés de langue française, à l'égard de toutes les unités de négociation autres que les unités de négociation d'enseignants représentées par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
3. L'Ontario Catholic School Trustees' Association est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district séparés de langue anglaise, à l'égard de toutes les unités de négociation.
4. L'Ontario Public School Boards' Association est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district publics de langue anglaise et tous les conseils créés en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*, à l'égard de toutes les unités de négociation.
5. Un conseil des associations d'employeurs suivantes est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district publics de langue française et tous les conseils scolaires de district

spect to all teachers' bargaining units that are represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens:

- i. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario.
- ii. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques.

Same

(2) The Minister may, by regulation, designate a trustees' association as the employer bargaining agency for a school board for which no employer bargaining agency is designated by subsection (1).

Policies and procedures

(3) A trustees' association or council of trustees' associations designated by subsection (1) is required to establish policies and procedures for the effective exercise of its rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act.

Voting process

(4) If voting is required in respect of collective bargaining by an employer bargaining agency designated by subsection (1), the outcome of a vote must be decided by the approval of a majority of the school boards that are represented by the agency, with their votes weighted to reasonably reflect, for each school board, the size of the bargaining units containing employees of the school board.

Corporate matters

(5) A trustees' association is deemed to have the capacity in law to exercise the rights and privileges and perform the duties of an employer bargaining agency under this Act.

Designation re: other employees

(6) Despite subsections (1) and (2), the Minister may, by regulation, designate a council of trustees' associations as the employer bargaining agency for a central table for central bargaining with respect to employees other than teachers.

Same

(7) If a council of trustees' associations is designated under subsection (6) as an employer bargaining agency, the regulation in which the designation is made may also,

- (a) establish policies and procedures for the effective exercise of the council's rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act;
- (b) establish a committee of the council and provide for the composition of the committee;

séparés de langue française, à l'égard de toutes les unités de négociation d'enseignants représentées par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens :

- i. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario.
- ii. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques.

Idem

(2) Le ministre peut, par règlement, désigner une association d'employeurs comme organisme négociateur patronal pour un conseil scolaire pour lequel aucun organisme négociateur patronal n'a été désigné par le paragraphe (1).

Politiques et procédures

(3) Une association d'employeurs ou un conseil d'associations d'employeurs désigné par le paragraphe (1) est tenu d'établir des politiques et des procédures permettant l'exercice effectif des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquittement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre.

Règles de vote

(4) Tout vote que doit tenir l'organisme négociateur patronal désigné par le paragraphe (1) à l'égard de la négociation collective se décide à la majorité des conseils scolaires représentés par l'organisme, leurs voix étant pondérées de façon à refléter raisonnablement, pour chaque conseil scolaire, la taille des unités de négociation comprenant des employés du conseil.

Capacité

(5) Une association d'employeurs est réputée avoir la capacité en droit d'exercer les droits et privilèges que la présente loi confère à un organisme négociateur patronal et de s'acquitter des obligations qu'elle lui impose à ce titre.

Désignation concernant d'autres employés

(6) Malgré les paragraphes (1) et (2), le ministre peut, par règlement, désigner un conseil d'associations d'employeurs comme organisme négociateur patronal pour une table centrale aux fins de la négociation centrale concernant des employés autres que des enseignants.

Idem

(7) Si un conseil d'associations d'employeurs est désigné comme organisme négociateur patronal en vertu du paragraphe (6), le règlement portant désignation peut également :

- a) établir des politiques et des procédures permettant l'exercice effectif, par le conseil, des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquittement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre;
- b) créer un comité du conseil et en prévoir la composition;

(c) authorize the committee, on behalf of the council, to exercise the rights and privileges and perform the duties of the council as the employer bargaining agency; and

(d) establish the voting process to be used by the council or committee in respect of central bargaining, which process must be consistent with subsection (4).

Same

(8) If a committee is established under subsection (7), the regulation must ensure that each trustees' association that is a member of the council is entitled to have a representative on the committee.

Effect of designating a council

(9) If a council of trustees' associations is designated under subsection (6) for a specified central table, it replaces the individual trustees' associations as the employer bargaining agency for the applicable school boards for the purposes of central bargaining at that table and exercising the rights and privileges and performing the duties described in sections 41 and 42.

Requirement to pay fees

(10) The Minister may, by regulation, require a school board to pay fees to a trustees' association that represents the school board, relating to the activities of the trustees' association under this Act, and the regulation may provide for the following matters:

1. The manner of determining the amount of the fees.
2. Matters relating to the payment of the fees.
3. The consequences of failure to pay the fees, which may include providing that a school board that does not pay a fee by the specified deadline forfeits its entitlement to participate in a vote described in subsection (4) during a specified period.

Effect on voting process

(11) If a regulation made under subsection (10) specifies that a school board forfeits its entitlement to participate in a vote described in subsection (4) during a specified period, the voting process described in subsection (4) excludes the school board when the outcome of a vote is determined.

Substitution if employer bargaining agency unable, etc., to act

— 22. (1) If, in the Minister's opinion, a trustees' association or a council designated under subsection 21 (6) or (7) is unable or unwilling to exercise its rights and privileges or perform its duties as an employer bargaining agency under this Act, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a committee to exercise the rights and privileges and perform the duties on its behalf until central bargaining is completed.

Same

— (2) If, in the Minister's opinion, a trustees' association

c) autoriser le comité, au nom du conseil, à exercer les droits et privilèges et à s'acquitter des obligations du conseil en tant qu'organisme négociateur patronal;

d) établir les règles de vote, conformes au paragraphe (4), à utiliser par le conseil ou le comité à l'égard de la négociation centrale.

Idem

(8) Si un comité est créé en vertu du paragraphe (7), le règlement doit faire en sorte que chaque association d'employeurs membre du conseil ait le droit d'y avoir un représentant.

Effet de la désignation d'un conseil

(9) Le conseil d'associations d'employeurs qui est désigné pour une table centrale déterminée en vertu du paragraphe (6), le cas échéant, remplace les associations d'employeurs individuelles en tant qu'organisme négociateur patronal pour les conseils scolaires concernés aux fins de la négociation centrale à cette table ainsi qu'aux fins de l'exercice des droits et privilèges et de l'acquittement des obligations visés aux articles 41 et 42.

Paiement de droits

(10) Le ministre peut, par règlement, exiger qu'un conseil scolaire paie des droits à une association d'employeurs qui représente le conseil scolaire, relativement aux activités de l'association d'employeurs prévues par la présente loi. Le règlement peut prévoir ce qui suit :

1. Le mode de calcul des droits.
2. Des questions relatives au paiement des droits.
3. Les conséquences du défaut de paiement des droits, notamment la perte par le conseil scolaire qui ne paie pas les droits dans le délai précisé de son droit de participer à un vote visé au paragraphe (4) pendant une période déterminée.

Effet sur les règles de vote

(11) Si un règlement pris en vertu du paragraphe (10) précise qu'un conseil scolaire perd le droit de participer à un vote visé au paragraphe (4) pendant une période déterminée, les règles de vote énoncées au paragraphe (4) excluent le conseil lorsqu'il s'agit de décider du résultat du vote.

Substitution en cas d'incapacité d'agir de l'organisme négociateur patronal

— 22. (1) Si, de l'avis du ministre, une association d'employeurs ou un conseil désigné en vertu du paragraphe 21 (6) ou (7) ne peut pas ou ne veut pas exercer les droits et privilèges que la présente loi confère à un organisme négociateur patronal ou s'acquitter des obligations qu'elle lui impose à ce titre, le lieutenant gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un comité pour se substituer à l'association ou au conseil à ces égards jusqu'à la fin de la négociation centrale.

Idem

— (2) Si, de l'avis du ministre, une association d'em-

that is a member of a council designated under subsection 21 (6) or (7) is unable or unwilling to exercise its rights and privileges or perform its duties as a member of the council, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a committee to exercise the rights and privileges and perform the duties on its behalf until central bargaining is completed.

Substitution if employer bargaining agency unable, etc., to act

22. (1) If, in the Minister's opinion, a trustees' association or a council designated by or under section 21 is unable or unwilling to exercise its rights and privileges or perform its duties as an employer bargaining agency under this Act, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a committee to exercise the rights and privileges and perform the duties on its behalf until central bargaining is completed.

Same

(2) If, in the Minister's opinion, a trustees' association that is a member of a council designated by or under section 21 is unable or unwilling to exercise its rights and privileges or perform its duties as a member of the council, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a committee to exercise the rights and privileges and perform the duties on its behalf until central bargaining is completed.

Same

(2.1) Before a regulation can be made under subsection (1) or (2), as the case may be, the Minister must first consult with the school boards that are represented by the trustees' association or council and must have reasonable grounds for forming the opinion that is required by subsection (1) or (2).

Same

(3) The regulation must ensure that each school board that is represented by the trustees' association or council, as the case may be, is entitled to have a representative on the committee.

Same

(4) The regulation establishing the committee may also,

- (a) provide for the composition of the committee;
- (b) provide for the establishment, composition and election of a negotiating committee by members of the committee;
- (c) establish policies and procedures for the effective exercise of the committee's rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act;
- (d) establish the voting process to be used by the committee in respect of central bargaining, which process must be consistent with subsection 21 (4);

ployeurs membre d'un conseil désigné en vertu du paragraphe 21 (6) ou (7) ne peut pas ou ne veut pas exercer ses droits et privilèges ou s'acquitter de ses obligations en tant que membre du conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un comité pour se substituer à l'association à ces égards jusqu'à la fin de la négociation centrale.

Substitution en cas d'incapacité d'agir de l'organisme négociateur patronal

22. (1) Si, de l'avis du ministre, une association d'employeurs ou un conseil désigné par l'article 21 ou en vertu de cet article ne peut pas ou ne veut pas exercer les droits et privilèges que la présente loi confère à un organisme négociateur patronal ou s'acquitter des obligations qu'elle lui impose à ce titre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un comité pour se substituer à l'association ou au conseil à ces égards jusqu'à la fin de la négociation centrale.

Idem

(2) Si, de l'avis du ministre, une association d'employeurs membre d'un conseil désigné par l'article 21 ou en vertu de cet article ne peut pas ou ne veut pas exercer ses droits et privilèges ou s'acquitter de ses obligations en tant que membre du conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un comité pour se substituer à l'association à ces égards jusqu'à la fin de la négociation centrale.

Idem

(2.1) Avant qu'un règlement puisse être pris en vertu du paragraphe (1) ou (2), selon le cas, le ministre doit d'abord consulter les conseils scolaires qui sont représentés par l'association d'employeurs ou le conseil et avoir des motifs raisonnables de former l'avis exigé par le paragraphe (1) ou (2).

Idem

(3) Le règlement doit faire en sorte que chaque conseil scolaire représenté par l'association d'employeurs ou le conseil, selon le cas, ait le droit d'avoir un représentant au comité.

Idem

(4) Le règlement portant création du comité peut également :

- a) prévoir la composition du comité;
- b) prévoir la création, la composition et l'élection d'un comité de négociation par les membres du comité;
- c) établir des politiques et des processus permettant l'exercice effectif, par le comité, des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquittement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre;
- d) établir les règles de vote, conformes au paragraphe 21 (4), à utiliser par le comité à l'égard de la négociation centrale;

- (e) authorize or require the trustees' association, or a school board represented by the trustees' association, or both, to provide services to the committee;
- (f) authorize or require the payment of fees to the committee by a trustees' association or by a school board represented by the trustees' association, or both;
- (g) specify the manner of determining the amount of the fees, if any, payable to the committee and specifying other matters respecting the payment of the fees.

CENTRAL TABLES

Central tables

For teachers

— 23. (1) The following central tables are established for central bargaining with respect to the teachers' bargaining units indicated:

- 1. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens and is composed of employees of a French language public district school board.
- 2. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens and is composed of employees of a French language separate district school board.
- 3. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by the Elementary Teachers' Federation of Ontario.
- 4. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by The Ontario English Catholic Teachers' Association.
- 5. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by The Ontario Secondary School Teachers' Federation, other than the teachers' bargaining unit of the Provincial Schools Authority.

For other employees

— (2) The Minister may, by regulation, establish one or more central tables for central bargaining with respect to bargaining units for other employees.

Restriction

— (3) A regulation establishing a central table does not have effect unless there is an employee bargaining agency designated under section 19 or 20 for the specified bargaining units at the central table and an employer bargaining agency designated under section 24 for the school boards.

Same

— (4) A central table cannot have more than one employ-

- e) autoriser ou obliger l'association d'employeurs ou un conseil scolaire qu'elle représente, ou les deux, à fournir des services au comité;
- f) autoriser ou obliger une association d'employeurs ou un conseil scolaire qu'elle représente, ou les deux, à payer des droits au comité;
- g) préciser le mode de calcul des droits, le cas échéant, à payer au comité et préciser d'autres questions relatives à leur paiement.

TABLES CENTRALES

Tables centrales

Pour les enseignants

— 23. (1) Les tables centrales suivantes sont établies aux fins de la négociation centrale à l'égard des unités de négociation d'enseignants indiquées :

- 1. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens et composée d'employés d'un conseil scolaire de district public de langue française.
- 2. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens et composée d'employés d'un conseil scolaire de district séparé de langue française.
- 3. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario.
- 4. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens.
- 5. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, autre que l'unité de négociation d'enseignants de l'Administration des écoles provinciales.

Pour les autres employés

— (2) Le ministre peut, par règlement, établir une ou plusieurs tables centrales aux fins de la négociation centrale à l'égard des unités de négociation d'autres employés.

Restriction

— (3) Un règlement établissant une table centrale est sans effet à moins qu'un organisme négociateur syndical ait été désigné en vertu de l'article 19 ou 20 pour les unités de négociation déterminées à la table centrale et qu'un organisme négociateur patronal ait été désigné en vertu de l'article 24 pour les conseils scolaires.

Idem

— (4) Une table centrale ne peut pas compter plus d'un

er bargaining agency or more than one employee bargaining agency.

Combining central tables

—(5) The Minister may, by regulation, combine the central tables described in paragraphs 1 and 2 of subsection (1) into a single central table.

Central tables

For teachers

23. (1) The following central tables are established for central bargaining with respect to the teachers' bargaining units indicated:

1. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
2. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by the Elementary Teachers' Federation of Ontario.
3. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by The Ontario English Catholic Teachers' Association.
4. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by The Ontario Secondary School Teachers' Federation, other than the teachers' bargaining unit of the Provincial Schools Authority.

For other employees

(2) The Minister shall, by regulation, establish a central table for central bargaining by an employee bargaining agency designated under subsection 20 (1) with respect to all of the bargaining units for which the agency is designated.

Same

(3) The Minister may, by regulation, establish one or more central tables for central bargaining with respect to bargaining units for other employees.

Restriction

(4) A regulation under subsection (3) establishing a central table does not have effect unless there is an employee bargaining agency designated under section 20 for the specified bargaining units at the central table and an employer bargaining agency designated under section 21 for the school boards.

Same

(5) A central table cannot have more than one employer bargaining agency or more than one employee bargaining agency.

Joint bargaining, Provincial Schools Authority

(6) If the Crown and The Ontario Secondary School Teachers' Federation agree,

organisme négociateur patronal ou plus d'un organisme négociateur syndical.

Tables centrales combinées

—(5) Le ministre peut, par règlement, combiner les tables centrales décrites aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (1) en une seule table centrale.

Tables centrales

Pour les enseignants

23. (1) Les tables centrales suivantes sont établies aux fins de la négociation centrale à l'égard des unités de négociation d'enseignants indiquées :

1. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
2. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario.
3. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens.
4. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, autre que l'unité de négociation d'enseignants de l'Administration des écoles provinciales.

Pour les autres employés

(2) Le ministre doit, par règlement, établir une table centrale aux fins de la négociation centrale par un organisme négociateur syndical désigné en vertu du paragraphe 20 (1) à l'égard de toutes les unités de négociation pour lesquelles l'organisme a été désigné.

Idem

(3) Le ministre peut, par règlement, établir une ou plusieurs tables centrales aux fins de la négociation centrale à l'égard des unités de négociation d'autres employés.

Restriction

(4) Un règlement établissant une table centrale pris en vertu du paragraphe (3) est sans effet à moins qu'un organisme négociateur syndical ait été désigné en vertu de l'article 20 pour les unités de négociation déterminées à la table centrale et qu'un organisme négociateur patronal ait été désigné en vertu de l'article 21 pour les conseils scolaires.

Idem

(5) Une table centrale ne peut pas compter plus d'un organisme négociateur patronal ou plus d'un organisme négociateur syndical.

Négociation conjointe : Administration des écoles provinciales

(6) Si la Couronne et la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario y consent :

- (a) the central table described in paragraph 5 of subsection (1) may be expanded to include the teachers' bargaining unit of the Provincial Schools Authority; and
- (b) the Provincial Schools Authority may act jointly with the employer bargaining agency as a party at that table for the purposes of central bargaining with The Ontario Secondary School Teachers' Federation.

SCOPE OF CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

Scope of central bargaining

~~— 24. (1) The scope of central bargaining at a central table shall be bargained by the parties at the table and the Crown, subject to the restrictions set out in this section and sections 25 and 26.~~

Matters reserved for central table

~~— (2) A particular matter cannot be within the scope of local bargaining if the Minister, on behalf of the Crown, notifies the parties at a particular central table, and the affected school boards and bargaining agents, that the Crown reserves the matter for the central table on the basis that:~~

- ~~— (a) the matter could result in a significant impact on the implementation of provincial education policy, in the opinion of the Minister; or~~
- ~~— (b) the matter could result in a significant impact on expenditures for one or more school boards, in the opinion of the Minister.~~

Restriction

~~— (3) The Minister cannot give the notice described in subsection (2) after the earlier of:~~

- ~~— (a) the day that is 35 days after notice of desire to bargain has been given as described in section 31; and~~
- ~~— (b) the day on which the parties and the Crown enter into an agreement about the scope of central bargaining.~~

Scope of central bargaining

24. The matters to be included within the scope of central bargaining at a central table shall be determined by the parties at the table and the Crown in accordance with section 28.

Denominational rights and privileges

25. (1) This section applies if a council is designated as the employer bargaining agency for a particular central table and if l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques or the Ontario Catholic School Trustees' Association is a member of the council.

Notice re: prejudicial effect

(2) A council member referred to in subsection (1) may give written notice to the parties at the central table and to the Crown that a particular matter or proposal that is the

- a) la table centrale décrite à la disposition 5 du paragraphe (1) peut être élargie pour inclure l'unité de négociation d'enseignants de l'Administration des écoles provinciales;
- b) l'Administration des écoles provinciales peut agir conjointement avec l'organisme négociateur patronal comme partie à cette table aux fins de la négociation centrale avec la Fédération des enseignants-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario.

CHAMP DE LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

Champ de la négociation centrale

~~— 24. (1) Le champ de la négociation centrale à une table centrale est négocié par les parties à la table et la Couronne, sous réserve des restrictions énoncées au présent article et aux articles 25 et 26.~~

Questions réservées pour la table centrale

~~— (2) Une question particulière ne peut pas entrer dans le champ de la négociation locale si le ministre, au nom de la Couronne, avise les parties à une table centrale particulière, ainsi que les conseils scolaires et agents négociateurs en cause, que la Couronne réserve la question pour la table centrale pour le motif que :~~

- ~~— a) le ministre est d'avis que la question pourrait avoir un effet important sur la mise en œuvre d'une politique provinciale en matière d'éducation;~~
- ~~— b) le ministre est d'avis que la question pourrait avoir un effet important sur les dépenses d'un ou plusieurs conseils scolaires.~~

Restriction

~~— (3) Le ministre ne peut pas donner l'avis visé au paragraphe (2) après le premier en date des jours suivants :~~

- ~~— a) le jour qui tombe 35 jours après celui où l'avis d'intention de négocier a été donné conformément à l'article 31;~~
- ~~— b) le jour où les parties et la Couronne concluent une entente à propos du champ de la négociation centrale.~~

Champ de la négociation centrale

24. Les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale sont décidées par les parties à la table et par la Couronne conformément à l'article 28.

Droits et privilèges confessionnels

25. (1) Le présent article s'applique si un conseil est désigné comme organisme négociateur patronal pour une table centrale particulière et que l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques ou l'Ontario Catholic School Trustees' Association est membre du conseil.

Avis de préjudice possible

(2) Le membre d'un conseil visé au paragraphe (1) peut aviser par écrit les parties à la table centrale et la Couronne qu'une question ou une proposition particulière

subject of central bargaining may prejudicially affect the denominational rights and privileges referred to in subsection 1 (3).

Agreement re: central, local bargaining

(3) Upon receiving the notice, the parties and the Crown may agree to exclude the matter or proposal from central bargaining and may agree to make the matter or proposal the subject of local bargaining.

Application to Ontario Labour Relations Board

(4) If the matter or proposal is not excluded from central bargaining, the council member that gave the notice may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue.

Decision

~~—(5) The Board shall decide the issue and may exclude the matter or proposal from central bargaining, may make the matter or proposal the subject of local bargaining or may make such other orders regarding the bargaining of the matter or proposal as the Board determines are appropriate in the circumstances.~~

Restriction

~~—(6) If a matter has been reserved for the central table by the Crown under subsection 24 (2), the Board is only permitted to limit the scope of central bargaining respecting the matter to the minimum extent necessary to avoid an infringement of the denominational rights and privileges referred to in subsection 1 (3).~~

Parties

~~(5) The Crown, the council, each of the members of the council, the employee bargaining agency and such other persons and entities as the Board considers appropriate may participate in a proceeding under subsection (4).~~

Decision

~~(6) The Board shall decide the issue and may exclude the matter or proposal from central bargaining, may make the matter or proposal the subject of local bargaining or may make such other orders regarding the bargaining of the matter or proposal as the Board determines are appropriate in the circumstances.~~

Restriction

~~(6.1) The Board is only permitted to limit the scope of central bargaining respecting the matter to the minimum extent necessary to avoid an infringement of the denominational rights and privileges referred to in subsection 1 (3).~~

Timing

(7) The Board shall make a decision in an expeditious fashion.

Expediting proceedings

(8) The chair of the Board may make rules under subsection 110 (18) of the *Labour Relations Act, 1995* to expedite proceedings relating to an application under this

qui fait l'objet d'une négociation centrale risque de porter préjudice aux droits et privilèges confessionnels visés au paragraphe 1 (3).

Entente : négociation centrale ou locale

(3) Lorsqu'elles reçoivent l'avis, les parties et la Couronne peuvent convenir d'exclure la question ou la proposition de la négociation centrale et convenir qu'elle fera l'objet de la négociation locale.

Requête auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(4) Si la question ou la proposition n'est pas exclue de la négociation centrale, le membre du conseil qui a donné l'avis peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario, par voie de requête, de trancher le litige.

Décision

~~—(5) La Commission tranche le litige et peut exclure la question ou la proposition de la négociation centrale, décider qu'elle fera l'objet de la négociation locale ou prendre les autres ordonnances qu'elle estime appropriées dans les circonstances à propos de la négociation de la question ou de la proposition.~~

Restriction

~~—(6) Si une question a été réservée pour la table centrale par la Couronne en vertu du paragraphe 24 (2), la Commission ne peut limiter le champ de la négociation centrale à propos de la question que dans la mesure minimale nécessaire pour éviter une atteinte aux droits et privilèges confessionnels visés au paragraphe 1 (3).~~

Parties

~~(5) La Couronne, le conseil, chacun des membres du conseil, l'organisme négociateur syndical et les autres personnes et entités que la Commission juge appropriées peuvent participer à une instance prévue au paragraphe (4).~~

Décision

~~(6) La Commission tranche le litige et peut exclure la question ou la proposition de la négociation centrale, décider qu'elle fera l'objet de la négociation locale ou prendre les autres ordonnances qu'elle estime appropriées dans les circonstances à propos de la négociation de la question ou de la proposition.~~

Restriction

~~(6.1) La Commission ne peut limiter le champ de la négociation centrale à propos de la question que dans la mesure minimale nécessaire pour éviter une atteinte aux droits et privilèges confessionnels visés au paragraphe 1 (3).~~

Délai

(7) La Commission rend sa décision de façon rapide.

Accélération du déroulement des instances

(8) Le président de la Commission peut établir des règles en vertu du paragraphe 110 (18) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* en vue d'accélérer le déroule-

section, and subsections 110 (19), (20), (21) and (22) of that Act apply, with necessary modifications, with respect to the rules.

Linguistic rights and privileges

26. (1) This section applies if a council is designated as the employer bargaining agency for a particular central table and if l'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario or l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques is a member of the council.

Notice re: prejudicial effect

(2) A council member referred to in subsection (1) may give written notice to the parties at the central table and to the Crown that a particular matter or proposal that is the subject of central bargaining may prejudicially affect the linguistic rights and privileges referred to in subsection 1 (3).

Agreement, etc., re: central, local bargaining

(3) Subsections 25 (3) to (8) apply, with necessary modifications, with respect to the matter or proposal.

Scope of local bargaining

27. If a matter is not within the scope of central bargaining at a particular central table, it is within the scope of local bargaining.

Negotiations about scope of central bargaining

28. (1) The parties at a central table and the Crown shall meet within 15 days after the notice of desire to bargain has been given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*, or within such further period as they agree upon, and they shall bargain in good faith and make every reasonable effort to agree upon the matters to be included within the scope of central bargaining at the central table.

Dispute resolution

—(2) If the parties and the Crown do not agree upon the matters to be included within the scope of central bargaining at a central table, either party or the Crown may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue.

Time

—(3) An application to the Board under this section cannot be made until 45 days have elapsed after the notice of desire to bargain was given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*.

Restriction re: impasse

(2) No strike shall be called or lock-out authorized because there is a failure to agree upon whether a matter is within the scope of central or local bargaining.

Referral by local parties

(2.1) A dispute between the parties to local bargaining about whether a matter is within the scope of local bar-

ment des instances relatives aux requêtes présentées en vertu du présent article. Les paragraphes 110 (19), (20), (21) et (22) de cette loi s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des règles.

Droits et privilèges linguistiques

26. (1) Le présent article s'applique si un conseil est désigné comme organisme négociateur patronal pour une table centrale particulière et que l'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario ou l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques est membre du conseil.

Avis de préjudice possible

(2) Le membre d'un conseil visé au paragraphe (1) peut aviser par écrit les parties à la table centrale et la Couronne qu'une question ou une proposition particulière qui fait l'objet de la négociation centrale risque de porter préjudice aux droits et privilèges linguistiques visés au paragraphe 1 (3).

Entente : négociation centrale ou locale

(3) Les paragraphes 25 (3) à (8) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la question ou de la proposition.

Champ de la négociation locale

27. Une question qui n'entre pas dans le champ de la négociation centrale à une table centrale particulière entre dans le champ de la négociation locale.

Négociation sur le champ de la négociation centrale

28. (1) Les parties à une table centrale et la Couronne se rencontrent dans les 15 jours de la date de l'avis de leur intention de négocier prévu à l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, ou dans le délai plus long dont elles conviennent. Elles négocient de bonne foi et font des efforts raisonnables pour s'entendre sur les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à la table centrale.

Règlement des différends

—(2) Si les parties et la Couronne ne s'entendent pas sur les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale, toute partie ou la Couronne peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario, par voie de requête, de trancher le litige.

Délai

—(3) Une requête ne peut être présentée à la Commission en vertu du présent article que lorsqu'au moins 45 jours se sont écoulés après que l'avis d'intention de négocier a été donné en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Restriction : impasse

(2) Aucune grève ne doit être ordonnée ni aucun lock-out autorisé en raison de l'absence d'accord sur le fait de savoir si une question entre dans le champ de la négociation centrale ou dans celui de la négociation locale.

Renvoi par les parties locales

(2.1) Tout différend entre les parties à la négociation locale quant au fait de savoir si une question entre dans le

gaining shall be referred to the parties at the central table and the Crown to determine.

Application to the Ontario Labour Relations Board

(3) If the parties at a central table and the Crown do not agree upon the matters to be included within the scope of central bargaining at a central table, either party or the Crown may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue.

Same

(3.1) If the parties at a central table and the Crown do not agree upon the interpretation or application of an agreement or order determining the matters that are included within the scope of central or local bargaining, either party or the Crown may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue.

Time

(3.2) An application to the Board under subsection (3) cannot be made until 45 days have elapsed after the notice of desire to bargain was given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*.

Decision

(4) The Board shall decide the issue.

Factors

(5) For the purpose of deciding whether a matter is within the scope of central bargaining, the Board shall consider the following factors:

1. The extent to which the matter could result in a significant impact on the implementation of provincial education policy.
2. The extent to which the matter could result in a significant impact on expenditures for one or more school boards.
3. Whether the matter raises common issues between the parties to the collective agreements that can more appropriately be addressed in central bargaining than in local bargaining.
4. Such other factors as the Board considers relevant in the circumstances.

Timing

(6) The Board shall make a decision in an expeditious manner.

Expediting proceedings

(7) The chair of the Board may make rules under subsection 110 (18) of the *Labour Relations Act, 1995* to expedite proceedings relating to an application under this section, and subsections 110 (19), (20), (21) and (22) of that Act apply, with necessary modifications, with respect to the rules.

champ de la négociation locale doit être renvoyé pour décision aux parties à la table centrale et à la Couronne.

Requête auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(3) Si les parties à une table centrale et la Couronne ne s'entendent pas sur les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale, toute partie ou la Couronne peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario, par voie de requête, de trancher le litige.

Idem

(3.1) Si les parties à une table centrale et la Couronne ne s'entendent pas sur l'interprétation ou l'application d'une entente ou d'une ordonnance fixant les questions qui sont incluses dans le champ de la négociation centrale ou dans celui de la négociation locale, toute partie ou la Couronne peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario, par voie de requête, de trancher le litige.

Délai

(3.2) Une requête ne peut être présentée à la Commission en vertu du paragraphe (3) que lorsqu'au moins 45 jours se sont écoulés après que l'avis d'intention de négocier a été donné en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Décision

(4) La Commission tranche le litige.

Facteurs

(5) Pour décider si une question entre dans le champ de la négociation centrale, la Commission tient compte des facteurs suivants :

1. La mesure dans laquelle la question pourrait avoir un effet important sur la mise en oeuvre d'une politique provinciale en matière d'éducation.
2. La mesure dans laquelle la question pourrait avoir un effet important sur les dépenses d'un ou plusieurs conseils scolaires.
3. Le fait de savoir si la question soulève des questions communes entre les parties aux conventions collectives qu'il serait plus approprié de traiter dans le cadre de la négociation centrale que dans le cadre de la négociation locale.
4. Tout autre facteur que la Commission estime pertinent dans les circonstances.

Délai

(6) La Commission rend sa décision de façon rapide.

Accélération du déroulement des instances

(7) Le président de la Commission peut établir des règles en vertu du paragraphe 110 (18) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* en vue d'accélérer le déroulement des instances relatives à une requête présentée en vertu du présent article. Les paragraphes 110 (19), (20), (21) et (22) de cette loi s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des règles.

NEGOTIATIONS

Central bargaining and the *Labour Relations Act, 1995*

29. The *Labour Relations Act, 1995* governs central bargaining at a central table as if the settlement of the central terms constituted a collective agreement between the central bargaining representatives.

Local bargaining and the *Labour Relations Act, 1995*

30. (1) Where both central and local bargaining are required, the *Labour Relations Act, 1995* governs local bargaining as if the settlement of the local terms constituted a collective agreement between the employer and the bargaining agent.

Joint negotiations

(2) For the purposes of local bargaining, ~~two or more district school boards~~ two or more school boards may act jointly as a party and two or more bargaining agents may act jointly as a party if the boards and the agents all agree to do so.

Notice of desire to bargain, central and local bargaining

31. (1) Either of the parties to central bargaining at a central table may give notice under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995* of its desire to bargain.

Restriction, local bargaining

(2) Where both central and local bargaining are required, neither of the parties at a corresponding local table are permitted to give notice under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995* of its desire to bargain.

Deemed notice by parties to local bargaining

(3) When the notice is given by a party at the central table, it is also deemed to be notice given by each of the school boards or bargaining agents, as the case may be, represented by the party of their desire to bargain at the corresponding local tables.

Notice to the Crown

(4) The party that gives notice for the central table shall give a copy of the notice to the Crown.

When notice may be given

—(5) The Minister may, by regulation, authorize or require the notice under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995* to be given within a longer period than is specified in subsection 59 (1) of that Act but shall not authorize or require the notice to be given more than 270 days before the collective agreement ceases to operate.

When notice may be given

(5) The Minister may, by regulation, authorize the notice under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995* to be given within a longer period than is specified in subsection 59 (1) of that Act but shall not authorize the notice to be given more than 180 days before the collective agreement ceases to operate.

NÉGOCIATIONS

Négociation centrale et *Loi de 1995 sur les relations de travail*

29. La *Loi de 1995 sur les relations de travail* régit la négociation centrale à une table centrale comme si le règlement des conditions négociées centralement constituait une convention collective entre les représentants à la négociation centrale.

Négociation locale et *Loi de 1995 sur les relations de travail*

30. (1) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, la *Loi de 1995 sur les relations de travail* régit la négociation locale comme si le règlement des conditions négociées localement constituait une convention collective entre l'employeur et l'agent négociateur.

Jonction des parties

(2) Aux fins de la négociation locale, ~~deux conseils scolaires de district ou plus~~ deux conseils scolaires ou plus peuvent agir conjointement à titre de partie et deux agents négociateurs ou plus peuvent faire de même si tous les conseils et agents en cause y consentent.

Avis de l'intention de négocier : négociation centrale et locale

31. (1) L'une ou l'autre des parties à la négociation centrale à une table centrale peut donner un avis de son intention de négocier en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Restriction : négociation locale

(2) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, aucune des parties à une table locale correspondante ne peut donner un avis de son intention de négocier en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Avis réputé donné par les parties à la négociation locale

(3) L'avis donné par une partie à la table centrale est également réputé un avis donné par chacun des conseils scolaires ou des agents négociateurs, selon le cas, représentés par la partie de leur intention de négocier aux tables locales correspondantes.

Avis à la Couronne

(4) La partie qui donne un avis pour la table centrale en remet une copie à la Couronne.

Remise de l'avis

—(5) Le ministre peut, par règlement, autoriser ou exiger que l'avis prévu à l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* soit donné dans un délai plus long que celui précisé au paragraphe 59 (1) de cette loi. Il ne peut toutefois pas autoriser ou exiger qu'il le soit plus de 270 jours avant l'expiration de la convention collective.

Remise de l'avis

(5) Le ministre peut, par règlement, autoriser que l'avis prévu à l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* soit donné dans un délai plus long que celui précisé au paragraphe 59 (1) de cette loi. Il ne peut toutefois pas autoriser qu'il le soit plus de 180 jours avant l'expiration de la convention collective.

Obligation to bargain, central and local bargaining

32. (1) The parties to central bargaining at a central table, and the Crown, shall meet within 15 days after the scope of the central bargaining has been determined or within such further period as they agree upon and they shall bargain in good faith and make every reasonable effort to agree upon central terms.

Same

(2) Where both central and local bargaining are required, the parties to local bargaining shall meet within 15 days after the scope of the central bargaining, if any, has been determined or within such further period as they agree upon and they shall bargain in good faith and make every reasonable effort to agree upon local terms.

Bargaining for a first collective agreement

33. (1) If a notice of desire to bargain is given under section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*, the following rules apply:

1. Collective bargaining for the first collective agreement is undertaken through local bargaining alone.
2. The first collective agreement must have an expiry date that is the same as the date determined under section 40 of this Act for collective agreements in operation on the date on which the bargaining agent acquired bargaining rights under the *Labour Relations Act, 1995* with respect to the bargaining unit. If the collective agreement does not provide for that date, it is deemed to have done so.
3. The term of operation of the collective agreement may be less than one year.

Same

(2) For greater certainty, subsection (1) applies despite any other requirement of this Act or the *Labour Relations Act, 1995*.

Strike or lock-out, central and local bargaining

34. (1) Where both central and local bargaining are required, subsections 79 (2), (3), (4), (6), (7) and (8) of the *Labour Relations Act, 1995* apply separately with respect to the central bargaining and the local bargaining.

Voting, council of unions

(1.1) If the employee bargaining agency is a council of unions, the weight to be assigned to the votes of employees in each bargaining unit for the purposes of a vote required by subsection 79 (3) of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of central bargaining may be determined in the documents that establish the council.

Notice before strike, central bargaining

(2) No employee shall strike in respect of central bargaining unless, at least five days before the strike begins, the employee bargaining agency for the employee gives

Obligation de négocier : négociation centrale et locale

32. (1) Les parties à la négociation centrale à une table centrale et la Couronne se rencontrent dans les 15 jours de la date à laquelle le champ de la négociation centrale a été fixé ou dans le délai plus long dont elles conviennent. Elles négocient de bonne foi et font des efforts raisonnables pour s'entendre sur les conditions négociées centralement.

Idem

(2) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, les parties à la négociation locale se rencontrent dans les 15 jours de la date à laquelle le champ de la négociation centrale, le cas échéant, a été fixé ou dans le délai plus long dont elles conviennent. Elles négocient de bonne foi et font des efforts raisonnables pour s'entendre sur les conditions négociées localement.

Négociation en vue de la conclusion d'une première convention

33. (1) Si un avis d'intention de négocier est donné en application de l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, les règles suivantes s'appliquent :

1. La négociation collective en vue de la conclusion de la première convention collective est menée uniquement par une négociation locale.
2. La première convention collective doit avoir une date d'expiration identique à celle fixée en application de l'article 40 de la présente loi pour les conventions collectives en vigueur à la date à laquelle l'agent négociateur a acquis des droits de négociation en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard de l'unité de négociation. La convention collective qui ne prévoit pas une telle date est réputée le faire.
3. La durée de la convention collective peut être inférieure à un an.

Idem

(2) Il est entendu que le paragraphe (1) s'applique malgré toute autre exigence de la présente loi ou de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Grève ou lock-out : négociation centrale et locale

34. (1) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, les paragraphes 79 (2), (3), (4), (6), (7) et (8) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent séparément à l'égard des deux types de négociation.

Scrutin : conseil de syndicats

(1.1) Si l'organisme négociateur syndical est un conseil de syndicats, les documents qui le créent peuvent préciser la pondération à accorder aux voix des employés de chaque unité de négociation pour les besoins du scrutin exigé par le paragraphe 79 (3) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard de la négociation centrale.

Préavis de grève : négociation centrale

(2) Aucun employé ne doit se mettre en grève pour un motif lié à la négociation centrale sauf si, au moins cinq jours avant le début de la grève, l'organisme négociateur

written notice of the strike to the employer bargaining agency at the central table and to the Crown, indicating the date on which the strike will begin.

Same, local bargaining

(3) No employee shall strike in respect of local bargaining unless, at least five days before the strike begins, the bargaining agent representing the employee gives written notice of the strike to the school board, indicating the date on which the strike will begin.

Notice before lock-out, central bargaining

(4) No employer bargaining agency shall authorize or require a school board to lock out an employee, and no school board shall lock out an employee, in respect of central bargaining unless the Crown consents to the lock-out and, at least five days before the lock-out begins, the employer bargaining agency gives written notice of the lock-out to the employee bargaining agency at the central table and to the Crown, indicating the date on which the lock-out will begin.

Same, local bargaining

(5) No school board shall lock out an employee in respect of local bargaining unless, at least five days before the lock-out begins, the school board gives written notice of the lock-out to the bargaining agent representing the employee, indicating the date on which the lock-out will begin.

Definition of "strike" re: teachers' bargaining units

35. (1) For the purposes of this Act, the definition of "strike" in section 1 of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply with respect to a teachers' bargaining unit.

Same

(2) For the purposes of this Act,

"strike", in relation to a teachers' bargaining unit, includes any action or activity by teachers in combination or in concert or in accordance with a common understanding that is designed or may reasonably be expected to have the effect of curtailing, restricting, limiting or interfering with,

- (a) the normal activities of a school board or its employees,
- (b) the operation or functioning of one or more of a school board's schools or of one or more of the programs in one or more schools of a school board, or
- (c) the performance of the duties of teachers set out in the *Education Act* or the regulations under it,

including any withdrawal of services or work to rule by teachers acting in combination or in concert or with a common understanding.

syndical pour l'employé remet par écrit à l'organisme négociateur patronal à la table centrale et à la Couronne un avis de grève indiquant la date où celle-ci commencera.

Idem : négociation locale

(3) Aucun employé ne doit se mettre en grève pour un motif lié à la négociation locale sauf si, au moins cinq jours avant le début de la grève, l'agent négociateur représentant l'employé remet par écrit au conseil scolaire un avis de grève indiquant la date où celle-ci commencera.

Préavis de lock-out : négociation centrale

(4) Aucun organisme négociateur patronal ne doit autoriser ou obliger un conseil scolaire à lock-outer un employé et aucun conseil scolaire ne doit lock-outer un employé pour un motif lié à la négociation centrale sauf si la Couronne consent au lock-out et si, au moins cinq jours avant le début du lock-out, l'organisme négociateur patronal remet par écrit à l'organisme négociateur syndical à la table centrale et à la Couronne un avis de lock-out indiquant la date où celui-ci commencera.

Idem : négociation locale

(5) Aucun conseil scolaire ne doit lock-outer un employé pour un motif lié à la négociation locale sauf si, au moins cinq jours avant le début du lock-out, le conseil scolaire remet par écrit à l'agent négociateur représentant l'employé un avis de lock-out indiquant la date où celui-ci commencera.

Définition de «grève» à l'égard des unités de négociation d'enseignants

35. (1) Pour l'application de la présente loi, la définition de «grève» à l'article 1 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique pas à l'égard d'une unité de négociation d'enseignants.

Idem

(2) La définition qui suit s'applique à la présente loi.

«grève» Relativement à une unité de négociation d'enseignants, s'entend en outre d'une action ou d'une activité de la part d'enseignants, comme groupe, de concert ou d'un commun accord, qui vise à restreindre, à limiter ou à gêner ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elle ait pour effet de restreindre, de limiter ou de gêner :

- a) soit les activités normales d'un conseil scolaire ou de ses employés;
- b) soit le fonctionnement d'une ou de plusieurs des écoles d'un conseil scolaire ou d'un ou de plusieurs programmes offerts dans une ou plusieurs des écoles d'un conseil scolaire;
- c) soit l'exercice des fonctions des enseignants énoncées dans la *Loi sur l'éducation* ou ses règlements d'application,

y compris toute cessation de services ou grève du zèle de la part d'enseignants qui agissent comme groupe, de concert ou d'un commun accord.

Restriction, alteration of working conditions**Central bargaining**

35.1 (1) In addition to the conditions set out in clause 86 (1) (a) of the *Labour Relations Act, 1995*, any term or condition of employment or right, privilege or duty of the employer that is within the scope of central bargaining cannot be altered unless the employer bargaining agency gives the employee bargaining agency for the employees at least five days' written notice of the alteration.

Local bargaining

(2) In addition to the conditions set out in clause 86 (1) (a) of the *Labour Relations Act, 1995*, any term or condition of employment or right, privilege or duty of the employer that is within the scope of local bargaining cannot be altered unless the school board gives the employees' bargaining agent at least five days' written notice of the alteration.

Vote on offer re: central terms

36. (1) This section governs the circumstances in which the employer bargaining agency at a central table is permitted to make a request under subsection 42 (1) of the *Labour Relations Act, 1995* that a vote of employees be taken as to the acceptance or rejection of an offer made by the employer bargaining agency with respect to central terms.

Preceding steps

(2) The following steps must be taken before the employer bargaining agency is authorized to make the request under subsection 42 (1) of the *Labour Relations Act, 1995* with respect to a particular offer:

- ~~1. The proposed offer must have received final approval by the employer bargaining agency, using a voting process that is consistent with subsection 21 (4).~~
- ~~2. The proposed offer must have received final approval by the Crown.~~
- ~~3. The proposed offer, after receiving those final approvals, must have been made to the employee bargaining agency and been rejected.~~
1. The employer bargaining agency must have given its final approval to the proposed offer, using a voting process that is consistent with subsection 21 (4).
2. The Crown must have agreed to the proposed offer.
3. The employee bargaining agency must have rejected the proposed offer after the employer bargaining agency gave its final approval to the proposed offer and after the Crown agreed to it.

Duty of arbitrators, etc., central bargaining

37. When resolving matters in dispute with respect to central bargaining, an arbitrator or board of arbitration appointed under section 40 of the *Labour Relations Act, 1995* shall take into consideration all factors that the arbi-

Restriction : modification des conditions de travail**Négociation centrale**

35.1 (1) En plus des conditions énoncées à l'alinéa 86 (1) a) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, toute condition d'emploi ou tout droit, privilège ou devoir de l'employeur qui entre dans le champ de la négociation centrale ne peut être modifié que si l'organisme négociateur patronal donne à l'organisme négociateur syndical pour les employés un préavis écrit d'au moins cinq jours de la modification.

Négociation locale

(2) En plus des conditions énoncées à l'alinéa 86 (1) a) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, toute condition d'emploi ou tout droit, privilège ou devoir de l'employeur qui entre dans le champ de la négociation locale ne peut être modifié que si le conseil scolaire donne à l'agent négociateur des employés un préavis écrit d'au moins cinq jours de la modification.

Scrutin sur l'offre : conditions négociées centralement

36. (1) Le présent article régit les circonstances dans lesquelles l'organisme négociateur patronal à une table centrale est autorisé à demander, en vertu du paragraphe 42 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, qu'un scrutin soit tenu sur l'acceptation ou le rejet par les employés d'une offre qu'il a faite à l'égard des conditions négociées centralement.

Mesures préalables

(2) Les mesures suivantes doivent être prises avant que l'organisme négociateur patronal soit autorisé à présenter une demande en vertu du paragraphe 42 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard d'une offre particulière :

- ~~1. L'offre proposée doit avoir obtenu l'approbation définitive de l'organisme négociateur patronal, en utilisant des règles de vote conformes au paragraphe 21 (4).~~
- ~~2. L'offre proposée doit avoir obtenu l'approbation définitive de la Couronne.~~
- ~~3. L'offre proposée, après avoir obtenu ces approbations définitives, doit avoir été présentée à l'organisme négociateur syndical et rejetée.~~
1. L'organisme négociateur patronal doit avoir donné son approbation définitive à l'offre proposée, en utilisant des règles de vote conformes au paragraphe 21 (4).
2. La Couronne doit avoir accepté l'offre proposée.
3. Une fois que l'organisme négociateur patronal a donné son approbation définitive à l'offre proposée et que la Couronne l'a acceptée, l'organisme négociateur syndical doit avoir rejeté l'offre.

Obligation des arbitres : négociation centrale

37. Pour régler des questions en litige concernant la négociation centrale, un arbitre désigné ou un conseil d'arbitrage constitué en vertu de l'article 40 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* prend en considération

trator or board, as the case may be, considers relevant, including the following criteria:

1. The school boards' ability to pay in light of their fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of work performed.
5. The school boards' ability to attract and retain qualified employees.

Ratification of collective agreement, central and local bargaining

- ~~38. (1) If both central and local bargaining occur,~~
- ~~— (a) a memorandum of settlement of central terms has no effect until it is ratified by the parties at the central table and approved by the Crown;~~
 - ~~— (b) a memorandum of settlement of local terms has no effect until it is ratified by the parties to the local bargaining; and~~
 - ~~— (c) the parties at the central table and the Crown are not entitled to ratify local terms, and the parties to the local bargaining are not entitled to ratify the central terms.~~

Same

- ~~— (2) For greater certainty, if a party to local bargaining is also a party at the related central table, the party is entitled to ratify the local terms as well as the central terms.~~

When agreement comes into effect

- ~~— (3) A collective agreement containing central terms and local terms cannot come into effect until the central terms have been ratified by the parties at the central table and approved by the Crown and the local terms have been ratified by the parties at the local table.~~

Ratification of collective agreement, central and local bargaining

38. (1) Where both central and local bargaining are required, section 44 of the *Labour Relations Act, 1995* applies separately with respect to the central bargaining and the local bargaining.

Same

- (2) If both central and local bargaining occur,

tous les facteurs qu'il juge pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer des conseils scolaires compte tenu de leur situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité des conseils scolaires d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Ratification d'une convention collective : négociation centrale et locale

- ~~— 38. (1) Si à la fois une négociation centrale et une négociation locale ont lieu :~~
- ~~— a) un protocole d'accord sur les conditions négociées centralement est sans effet tant qu'il n'a pas été ratifié par les parties à la table centrale et approuvé par la Couronne;~~
 - ~~— b) un protocole d'accord sur les conditions négociées localement est sans effet tant qu'il n'a pas été ratifié par les parties à la négociation locale;~~
 - ~~— c) les parties à la table centrale et la Couronne n'ont pas le droit de ratifier les conditions négociées localement et les parties à la négociation locale n'ont pas le droit de ratifier celles négociées centralement.~~

Idem

- ~~— (2) Il est entendu que si une partie à la négociation locale est également partie à la table centrale correspondante, elle a le droit de ratifier les conditions négociées localement et celles négociées centralement.~~

Date d'entrée en vigueur de la convention

- ~~— (3) Une convention collective contenant des conditions négociées centralement et des conditions négociées localement ne peut entrer en vigueur avant que les conditions négociées centralement aient été ratifiées par les parties à la table centrale et approuvées par le Couronne et que les conditions négociées localement aient été ratifiées par les parties à la table locale.~~

Ratification d'une convention collective : négociation centrale et locale

38. (1) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, l'article 44 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'applique séparément à l'égard des deux types de négociation.

Idem

- (2) Si à la fois une négociation centrale et une négociation locale ont lieu :

(a) a memorandum of settlement of central terms has no effect until it is ratified by the parties at the central table and agreed to by the Crown;

(b) a memorandum of settlement of local terms has no effect until it is ratified by the parties to the local bargaining; and

(c) the parties at the central table and the Crown are not entitled to ratify local terms, and the parties to the local bargaining are not entitled to ratify the central terms.

Same

(2.1) For greater certainty, if a party to local bargaining is also a party at the related central table, the party is entitled to ratify the local terms as well as the central terms.

Ratification by employer bargaining agency

(2.2) When ratifying the memorandum of settlement of central terms, the employer bargaining agency must use a voting process that is consistent with subsection 21 (4).

Voting, council of trade unions

(2.3) If the employee bargaining agency is a council of trade unions, the weight to be assigned to the votes of employees in each bargaining unit for the purposes of a vote required by subsection 44 (3) of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of central bargaining may be determined in the documents that establish the council.

When agreement comes into effect

(3) A collective agreement containing central terms and local terms cannot come into effect until the central terms have been ratified by the parties at the central table and agreed to by the Crown and the local terms have been ratified by the parties at the local table.

Same

(4) If any central terms or local terms of a collective agreement are determined by arbitration, the collective agreement cannot come into effect until the decision of the arbitrator or board of arbitration is final and the remaining central terms and local terms, if any, have been ratified and approved as described in subsection (3).

COLLECTIVE AGREEMENTS

Contents of collective agreements

39. (1) A collective agreement includes central terms, if central bargaining has occurred, and local terms.

Same

(2) A collective agreement also includes terms and

a) un protocole d'accord sur les conditions négociées centralement est sans effet tant qu'il n'a pas été ratifié par les parties à la table centrale et accepté par la Couronne;

b) un protocole d'accord sur les conditions négociées localement est sans effet tant qu'il n'a pas été ratifié par les parties à la négociation locale;

c) les parties à la table centrale et la Couronne n'ont pas le droit de ratifier les conditions négociées localement et les parties à la négociation locale n'ont pas le droit de ratifier celles négociées centralement.

Idem

(2.1) Il est entendu que si une partie à la négociation locale est également partie à la table centrale correspondante, elle a le droit de ratifier les conditions négociées localement et celles négociées centralement.

Ratification par un organisme négociateur patronal

(2.2) Lorsqu'il ratifie le protocole d'accord sur les conditions négociées centralement, l'organisme négociateur patronal doit utiliser des règles de vote conformes au paragraphe 21 (4).

Scrutin : conseil de syndicats

(2.3) Si l'organisme négociateur syndical est un conseil de syndicats, les documents qui le créent peuvent préciser la pondération à accorder aux voix des employés de chaque unité de négociation pour les besoins du scrutin exigé par le paragraphe 44 (3) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard de la négociation centrale.

Date d'entrée en vigueur de la convention

(3) Une convention collective contenant des conditions négociées centralement et des conditions négociées localement ne peut entrer en vigueur avant que les conditions négociées centralement aient été ratifiées par les parties à la table centrale et acceptées par la Couronne et que les conditions négociées localement aient été ratifiées par les parties à la table locale.

Idem

(4) Si des conditions d'une convention collective négociées centralement ou localement sont fixées par arbitrage, la convention collective ne peut entrer en vigueur avant que la décision de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage soit définitive et que les autres conditions négociées centralement et conditions négociées localement, le cas échéant, aient été ratifiées et approuvées comme le prévoit le paragraphe (3).

CONVENTIONS COLLECTIVES

Contenu des conventions collectives

39. (1) Une convention collective comprend les conditions négociées centralement, le cas échéant, et celles négociées localement.

Idem

(2) Une convention collective comprend également les

conditions that, under this Act or the *Labour Relations Act, 1995*, are deemed to be included in it.

Parties

(3) The parties to a collective agreement are the school board and the bargaining agent.

Term of operation

—40. (1) A collective agreement between a school board and a bargaining agent that is entered into on or after the day on which this section comes into force shall provide for a term of operation that is specified by regulation and shall have a commencement date of September 1 of the year in which the previous collective agreement expired.

Same

—(2) The Minister may, by regulation, specify the term of operation of collective agreements and the regulation may only specify a term of two years, three years or four years.

Deemed commencement

—(3) If a collective agreement does not provide for the commencement date required by subsection (1), the collective agreement is deemed to have done so.

Deemed expiry date

—(4) If a collective agreement does not provide for the term of operation required by subsection (2) and for an expiry date of August 31, the collective agreement is deemed to have done so.

Term of operation

40. (1) A collective agreement between a school board and a bargaining agent that is entered into on or after the day on which this section comes into force shall provide for a three-year term of operation and shall have a commencement date of September 1 of the year in which the previous collective agreement expired.

Exception

(2) Despite subsection (1), the Minister may, by regulation, specify the term of operation of collective agreements, and the regulation may specify a term of either two years or four years.

Same

(2.1) The Minister must consult with the employer bargaining agencies and employee bargaining agencies before making a regulation under subsection (2).

Deemed commencement

(3) If a collective agreement does not provide for the commencement date required by subsection (1), the collective agreement is deemed to have done so.

Deemed expiry date

(4) If a collective agreement does not provide for the term of operation required under this section and for an expiry date of August 31, the collective agreement is deemed to have done so.

conditions qui, en vertu de la présente loi ou de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, sont réputées y être comprises.

Parties

(3) Les parties à une convention collective sont le conseil scolaire et l'agent négociateur.

Durée

—40. (1) Une convention collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur qui est conclue le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite prévoit une durée précisée par règlement et a pour date de début le 1^{er} septembre de l'année pendant laquelle la convention précédente a expiré.

Idem

—(2) Le ministre peut, par règlement, préciser la durée des conventions collectives. Le règlement ne peut prévoir qu'une durée de deux, trois ou quatre ans.

Convention réputée avoir une entrée en vigueur

—(3) La convention collective qui ne prévoit pas la date de début exigée par le paragraphe (1) est réputée en prévoir une.

Convention réputée avoir une date d'expiration

—(4) La convention collective qui ne prévoit pas la durée exigée par le paragraphe (2) ni une date d'expiration au 31 août est réputée les prévoir.

Durée

40. (1) Une convention collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur qui est conclue le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite prévoit une durée de trois ans et a pour date de début le 1^{er} septembre de l'année pendant laquelle la convention précédente a expiré.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre peut, par règlement, préciser la durée des conventions collectives. Le règlement peut prévoir une durée de deux ans ou de quatre ans.

Idem

(2.1) Le ministre doit consulter les organismes négociateurs patronaux et les organismes négociateurs syndicaux avant de prendre un règlement en vertu du paragraphe (2).

Convention réputée avoir une entrée en vigueur

(3) La convention collective qui ne prévoit pas la date de début exigée par le paragraphe (1) est réputée en prévoir une.

Convention réputée avoir une date d'expiration

(4) La convention collective qui ne prévoit pas la durée exigée par le présent article ni une date d'expiration au 31 août est réputée les prévoir.

No extension of term

(5) Despite subsection 58 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*, no agreement may be entered into to continue the term of operation of a collective agreement or of any of its provisions beyond the term of operation of the agreement, and any renewal provision in a collective agreement that purports to do so is deemed to be void.

Revision of provisions by mutual consent

41. (1) While a collective agreement is in operation, mutual consent to the revision of any central terms may only be given by the parties who were at the central table, and the employer bargaining agency cannot consent to a revision ~~without the prior consent of the Crown unless the Crown agrees to the revision.~~

Successor party

(2) If a party who was at the central table (the “original party”) has been replaced by another employer bargaining agency or employee bargaining agency, as the case may be, (the “successor party”) for the purposes of central bargaining for the next collective agreement, the successor party may give the consent described in subsection (1) and the original party ceases to be permitted to do so.

Grievance arbitration re: central terms

~~42. (1) Sections 48 and 49 of the *Labour Relations Act, 1995* apply, with necessary modifications, to the parties at a central table for the sole purpose of obtaining a declaration that settles a difference regarding the interpretation of the central terms of a collective agreement.~~

Crown's participation

~~(2) The Crown is entitled to participate in a proceeding under section 48 or 49 of the *Labour Relations Act, 1995* with respect to a matter described in subsection (1).~~

Same

~~(3) An employer bargaining agency cannot by agreement settle a difference regarding the interpretation of a central term unless it has the prior consent of the Crown to the agreement.~~

Settlement re: central terms

~~(4) The settlement of a difference, by agreement of the parties at a central table or by an arbitrator, regarding the interpretation of the central terms negotiated by those parties is binding on all of the parties to every collective agreement that includes those central terms. Such a settlement prevails over the settlement (by agreement or arbitration) of the difference by the local parties to a collective agreement that includes those central terms.~~

Settlement by local parties alone

~~(5) If a particular collective agreement contains both central and local terms, the settlement (by agreement or~~

Aucune prorogation de durée

(5) Malgré le paragraphe 58 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, il ne doit être conclu aucune entente prévoyant la prorogation de la durée d'une convention collective ou de l'une quelconque de ses dispositions au-delà de la durée de la convention, et toute disposition de reconduction de cette convention qui vise un tel effet est réputée nulle.

Consentement mutuel à la révision des dispositions

41. (1) Lorsqu'une convention collective est en vigueur, le consentement mutuel à la révision des conditions négociées centralement peut uniquement être donné par les parties qui étaient à la table centrale et l'organisme négociateur patronal ne peut consentir à une révision ~~sans le consentement préalable de la Couronne~~ sans l'accord de la Couronne.

Partie qui succède

(2) Si une partie qui était à la table centrale (la «partie initiale») a été remplacée par un autre organisme négociateur patronal ou syndical, selon le cas, (la «partie qui succède») aux fins de la négociation centrale en vue de la conclusion de la convention collective suivante, la partie qui succède peut donner le consentement visé au paragraphe (1) et la partie initiale n'est plus autorisée à le faire.

Arbitrage des griefs : conditions négociées centralement

~~42. (1) Les articles 48 et 49 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux parties à une table centrale à la seule fin d'obtenir une déclaration qui règle un différend à propos de l'interprétation des conditions d'une convention collective négociées centralement.~~

Participation de la Couronne

~~(2) La Couronne a le droit de participer à une instance introduite en vertu de l'article 48 ou 49 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard d'une question visée au paragraphe (1).~~

Idem

~~(3) Un organisme négociateur patronal ne peut pas, par voie d'entente, régler un différend à propos de l'interprétation d'une condition négociée centralement à moins que la Couronne ait préalablement consenti à l'entente.~~

Règlement concernant des conditions négociées centralement

~~(4) Le règlement d'un différend, obtenu par entente des parties à une table centrale ou par un arbitre, à propos de l'interprétation des conditions négociées centralement par ces parties lie toutes les parties à chaque convention collective dans laquelle figurent les conditions en question. Les dispositions d'un tel règlement l'emportent sur celles du règlement du différend par entente ou arbitrage par les parties locales à une convention collective dans laquelle figurent ces conditions négociées centralement.~~

Règlement par les seules parties à la négociation locale

~~(5) Si une convention collective particulière contient à la fois des conditions négociées centralement et des con-~~

arbitration) of a difference between the parties to the collective agreement regarding the interpretation of central terms is binding on those parties only.

Successor party

— (6) Subsection 41 (2) applies, with necessary modifications, with respect to the rights, privileges and duties of the original party and the successor party under this section.

Grievance arbitration

Arbitration by central parties

42. (1) An employer bargaining agency or an employee bargaining agency may seek a decision through final and binding arbitration to resolve any difference arising from the interpretation, application or administration of any central term of a collective agreement.

Application of ss. 48, 49 of the *Labour Relations Act, 1995*

(2) Sections 48 and 49 of the *Labour Relations Act, 1995* apply, with necessary modifications, to and in respect of the employer bargaining agency and the employee bargaining agency for the purpose of obtaining a decision of an arbitrator or arbitration board concerning a matter described in subsection (1).

Arbitration by local parties

(3) Subsection (1) does not prevent a party to a collective agreement from seeking a decision through final and binding arbitration to resolve any difference arising from the interpretation, application or administration of any term of a collective agreement, including a central term.

Jurisdiction of arbitrator

(4) If an arbitrator is appointed under subsection 49 (4) of the *Labour Relations Act, 1995* to resolve a difference between the parties to a collective agreement arising from the interpretation, application or administration of a central term of the agreement, subsection 49 (4) of that Act does not operate to prevent the appointment of an arbitrator or arbitration board for an arbitration by the central parties under subsection (1) of this section to resolve a difference arising from the interpretation, application or administration of the same central term.

Rules for arbitration by central parties

(5) The following rules apply with respect to an arbitration referred to in subsection (1):

1. The Crown is entitled to intervene.
2. The arbitrator or arbitration board is authorized to interpret and apply local terms to the extent necessary for the purpose of resolving a difference respecting any central terms at issue in the arbitration.

ditions négociées localement, le règlement — par entente ou arbitrage — d'un différend entre les parties à une convention collective à propos de l'interprétation des conditions négociées centralement lie uniquement les parties en question.

Partie qui succède

— (6) Le paragraphe 41 (2) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des droits, privilèges et obligations de la partie initiale et de la partie qui succède prévus au présent article.

Arbitrage des griefs

Arbitrage par les parties centrales

42. (1) Un organisme négociateur patronal ou un organisme négociateur syndical peut demander le règlement, par voie de décision arbitrale définitive, de tout différend que soulève l'interprétation, l'application ou l'administration de toute condition d'une convention collective négociée centralement.

Application des art. 48 et 49 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*

(2) Les articles 48 et 49 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'organisme négociateur patronal et à l'organisme négociateur syndical et à leur égard, aux fins de l'obtention d'une décision de la part d'un arbitre ou d'un conseil d'arbitrage concernant une question visée au paragraphe (1).

Arbitrage par les parties locales

(3) Le paragraphe (1) n'empêche pas une partie à une convention collective de demander le règlement, par voie de décision arbitrale définitive, de tout différend que soulève l'interprétation, l'application ou l'administration de toute condition d'une convention collective, y compris une condition négociée centralement.

Compétence de l'arbitre

(4) Si un arbitre est désigné en application du paragraphe 49 (4) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* pour régler un différend entre les parties à une convention collective que soulève l'interprétation, l'application ou l'administration d'une condition de la convention négociée centralement, ce paragraphe n'a pas pour effet d'empêcher la désignation d'un arbitre ou la constitution d'un conseil d'arbitrage pour l'arbitrage par les parties centrales, dans le cadre du paragraphe (1) du présent article, du règlement d'un différend que soulève l'interprétation, l'application ou l'administration de cette condition.

Règles d'arbitrage par les parties centrales

(5) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard d'un arbitrage visé au paragraphe (1) :

1. La Couronne a le droit d'intervenir.
2. L'arbitre ou le conseil d'arbitrage est autorisé à interpréter et à appliquer des conditions négociées localement dans la mesure nécessaire pour régler un différend touchant des conditions négociées centralement qui sont en litige dans l'arbitrage.

3. The decision of the arbitrator or arbitration board is binding on the parties to the arbitration and on the school boards and bargaining agents that they represent.

4. The arbitrator or arbitration board may make orders in respect of each of the collective agreements to which a school board and bargaining agent referred to in paragraph 3 is a party.

Settlement agreement of central parties

(6) An employer bargaining agency is not permitted to enter into a settlement agreement resolving a difference arising from the interpretation, application or administration of a central term without the agreement of the Crown.

Effect of decision, etc., by local parties

(7) The resolution by the parties to a collective agreement of a difference arising from the interpretation, application or administration of a central term binds only those parties.

Conflict

(8) In case of a conflict between a decision, order or settlement agreement in an arbitration referred to in subsection (1) (the “central arbitration”) and a decision, order or settlement agreement in an arbitration by the parties to the collective agreement (the “local parties”) with respect to a central term, the decision, order or settlement agreement in the central arbitration prevails with respect to those local parties prospectively from the date on which the decision, order or agreement in the central arbitration is made.

GENERAL

Enforcement of this Act

43. (1) This Act may be enforced as if it formed part of the *Labour Relations Act, 1995*.

Same

(2) For greater certainty, a reference to “this Act” in the *Labour Relations Act, 1995* is deemed to include the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*.

Exceptions

(3) Subsections 16 (2) and 18 (2) are not enforceable as if they formed part of the *Labour Relations Act, 1995*.

Complaints re: unlawful strike

Complaint by the Minister

44. (1) With the consent of the applicable employer bargaining agency, the Minister may make a complaint under section 100 of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of an unlawful strike.

Complaint by employer bargaining agency

(2) With the consent of the Minister, an employer bar-

3. La décision de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage lie les parties à l'arbitrage ainsi que les conseils scolaires et les agents négociateurs qu'elles représentent.

4. L'arbitre ou le conseil d'arbitrage peut rendre des ordonnances à l'égard de chacune des conventions collectives auxquelles sont parties les conseils scolaires et les agents négociateurs visés à la disposition 3.

Entente des parties centrales

(6) Un organisme négociateur patronal n'est pas autorisé à conclure une entente réglant un différend que soulève l'interprétation, l'application ou l'administration de conditions négociées centralement sans l'accord de la Couronne.

Effet de la décision des parties locales

(7) Le règlement, par les parties à une convention collective, d'un différend que soulève l'interprétation, l'application ou l'administration d'une condition négociée centralement lie uniquement ces parties.

Incompatibilité

(8) En cas d'incompatibilité entre une décision, une ordonnance ou une entente intervenue dans le cadre d'un arbitrage visé au paragraphe (1) (l'«arbitrage central») et une décision, une ordonnance ou une entente intervenue dans le cadre d'un arbitrage par les parties à la convention collective (les «parties locales») concernant une condition négociée centralement, la décision, l'ordonnance ou l'entente intervenue dans le cadre de l'arbitrage central l'emporte à l'égard des parties locales à compter de la date où elle est intervenue.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Exécution de la présente loi

43. (1) La présente loi peut être exécutée comme si elle faisait partie de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(2) Il est entendu que la mention de «la présente loi» dans la *Loi de 1995 sur les relations de travail* est réputée inclure la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

Exceptions

(3) Les paragraphes 16 (2) et 18 (2) ne sont pas exécutoires comme s'ils faisaient partie de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Plaintes au sujet d'une grève illicite

Plainte du ministre

44. (1) Avec le consentement de l'organisme négociateur patronal concerné, le ministre peut déposer une plainte en vertu de l'article 100 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard d'une grève illicite.

Plainte de l'organisme négociateur patronal

(2) Avec le consentement du ministre, un organisme

gaining agency may make a complaint under section 100 of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of an unlawful strike.

Complaint by school boards

(3) Nothing in this section limits the rights of a school board to make a complaint under section 100 of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of an unlawful strike.

Conflicts and inconsistencies

Within a collective agreement

45. (1) In case of a conflict or an inconsistency within a collective agreement between any of the central terms and any of the local terms, the central term prevails.

Between collective agreement and Act, etc.

(2) In case of a conflict or an inconsistency between a collective agreement and this Act, or a regulation made under it, this Act or the regulation made under it prevails.

Between collective agreement and *Education Act*, etc.

(3) In case of a conflict or an inconsistency between a collective agreement and the *Education Act*, or a regulation made under it, the *Education Act* or the regulation made under it prevails.

Between Acts, etc.

(4) In case of a conflict or an inconsistency between the *Labour Relations Act, 1995* and this Act, or a regulation made under it, this Act or the regulation made under it prevails.

Same

(5) In case of a conflict or an inconsistency between the *Education Act*, or a regulation made under it, and this Act, or a regulation made under it, the *Education Act* or the regulation made under it prevails.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Education Act

46. (1) Subsection 13 (6) of the *Education Act* is amended by striking out “*Provincial Schools Negotiation Act*” and substituting “*Provincial Schools Authority Act*”.

(2) Subsection 57.2 (1) of the Act is amended as follows:

1. By repealing the definition of “Part X.1 teacher”.
2. By repealing both definitions of “strike” and substituting the following:

“strike”, in relation to teachers, has the same meaning as in the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014* and, in relation to other employees, has the same meaning as in the *Labour Relations Act, 1995*; (“grève”)

3. By adding the following definition:

“teacher” means a teacher who is a member of a teachers’ bargaining unit for the purposes of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*. (“enseignant”)

négociateur patronal peut déposer une plainte en vertu de l’article 100 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l’égard d’une grève illicite.

Plainte des conseils scolaires

(3) Le présent article n’a pas pour effet de limiter le droit qu’a un conseil scolaire de déposer une plainte en vertu de l’article 100 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l’égard d’une grève illicite.

Incompatibilités

Dans une convention collective

45. (1) Les conditions d’une convention collective négociées centralement l’emportent sur les conditions négociées localement en cas d’incompatibilité.

Entre une convention collective et la Loi

(2) Les dispositions de la présente loi et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles d’une convention collective.

Entre une convention collective et la *Loi sur l’éducation*

(3) Les dispositions de la *Loi sur l’éducation* et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles d’une convention collective.

Entre les lois

(4) Les dispositions de la présente loi et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(5) Les dispositions de la *Loi sur l’éducation* et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi et de ses règlements.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l’éducation

46. (1) Le paragraphe 13 (6) de la *Loi sur l’éducation* est modifié par remplacement de «*Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*» par «*Loi sur l’Administration des écoles provinciales*».

(2) Le paragraphe 57.2 (1) de la Loi est modifié comme suit :

1. Par abrogation de la définition de «enseignant visé par la partie X.1».
2. Par remplacement des deux définitions de «grève» par ce qui suit :

«grève» Relativement aux enseignants, s’entend au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* et, relativement aux autres employés, au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. («strike»)

3. Par adjonction de la définition suivante :

«enseignant» Enseignant qui est membre d’une unité de négociation d’enseignants pour l’application de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. («teacher»)

(3) Part X.1 (sections 277.1 to 277.13.1) of the Act is repealed.

(4) The definitions of “designated bargaining agent” and “teachers’ bargaining unit” in subsection 277.15 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“designated bargaining agent” means a bargaining agent designated by section 10 of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014* for a teachers’ bargaining unit; (“agent négociateur désigné”)

“teachers’ bargaining unit” has the same meaning as in the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*; (“unité de négociation d’enseignants”)

(5) Subsection 277.16 (1) of the Act is amended by striking out “*Provincial Schools Negotiations Act*” and substituting “*Provincial Schools Authority Act*”.

Employment Standards Act, 2000

47. Paragraph 3 of the definition of “trade union” in subsection 1 (1) of the *Employment Standards Act, 2000* is repealed and the following substituted:

3. The *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*.

Fairness for Parents and Employees Act (Teachers’ Withdrawal of Services), 1997

48. The definition of “teachers’ union” in subsection 5 (4) of the *Fairness for Parents and Employees Act (Teachers’ Withdrawal of Services), 1997* is repealed and the following substituted:

“teachers’ union” means,

- (a) The Ontario Teachers’ Federation, or
- (b) a bargaining agent designated by section 10 of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014* for a teachers’ bargaining unit.

Labour Relations Act, 1995

49. Clause 3 (f) of the *Labour Relations Act, 1995* is repealed and the following substituted:

- (f) to a member of a teachers’ bargaining unit within the meaning of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*, except as provided by that Act, or to a supervisory officer, a principal or a vice-principal within the meaning of the *Education Act*;

Provincial Schools Negotiations Act

50. (1) The short title of the *Provincial Schools Negotiations Act* is repealed and the following substituted:

Provincial Schools Authority Act

(2) Subsections 5 (1) to (7) of the Act are repealed.

(3) La partie X.1 (articles 277.1 à 277.13.1) de la Loi est abrogée.

(4) Les définitions de «agent négociateur désigné» et de «unité de négociation d’enseignants» au paragraphe 277.15 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«agent négociateur désigné» S’entend d’un agent négociateur désigné au titre de l’article 10 de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* pour une unité de négociation d’enseignants. («designated bargaining agent»)

«unité de négociation d’enseignants» S’entend au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. («teachers’ bargaining unit»)

(5) Le paragraphe 277.16 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «*Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*» par «*Loi sur l’Administration des écoles provinciales*».

Loi de 2000 sur les normes d’emploi

47. La disposition 3 de la définition de «syndicat» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 2000 sur les normes d’emploi* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. La *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

Loi de 1997 sur le traitement équitable des parents et des employés (retrait de services par les enseignants)

48. La définition de «syndicat d’enseignants» au paragraphe 5 (4) de la *Loi de 1997 sur le traitement équitable des parents et des employés (retrait de services par les enseignants)* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«syndicat d’enseignants» S’entend, selon le cas :

- a) de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l’Ontario;
- b) d’un agent négociateur désigné par l’article 10 de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* pour une unité de négociation d’enseignants.

Loi de 1995 sur les relations de travail

49. L’alinéa 3 f) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- f) au membre d’une unité de négociation d’enseignants au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*, sauf disposition contraire de cette loi, ni à l’agent de supervision, au directeur d’école ou au directeur adjoint au sens de la *Loi sur l’éducation*;

Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales

50. (1) Le titre abrégé de la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi sur l’Administration des écoles provinciales

(2) Les paragraphes 5 (1) à (7) de la Loi sont abrogés.

(3) Section 6 of the Act is repealed.

Public Sector Compensation Restraint to Protect Public Services Act, 2010

51. (1) Paragraph 3 of subsection 4 (2) of the *Public Sector Compensation Restraint to Protect Public Services Act, 2010* is repealed and the following substituted:

3. An organization designated under the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014* as the bargaining agent for a teachers' bargaining unit.

~~—(2) Paragraph 4 of subsection 4 (2) of the Act is amended by striking out “Provincial Schools Negotiations Act” and substituting “Provincial Schools Authority Act”.~~

(2) Paragraph 4 of subsection 4 (2) of the Act is repealed.

Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997

52. Subsection 7 (3) of the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997* is amended by striking out “members of a teachers' bargaining unit established by Part X.1 of the *Education Act*” and substituting “members of a teachers' bargaining unit within the meaning of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*”.

Teaching Profession Act

53. Subsection 13 (1) of the *Teaching Profession Act* is amended by striking out “his or her designated bargaining agent, if any, under Part X.1 of the *Education Act*” at the end and substituting “his or her bargaining agent under the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*”.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

54. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

55. The short title of this Act is the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*.

(3) L'article 6 de la Loi est abrogé.

Loi de 2010 sur les mesures de restriction de la rémunération dans le secteur public visant à protéger les services publics

51. (1) La disposition 3 du paragraphe 4 (2) de la *Loi de 2010 sur les mesures de restriction de la rémunération dans le secteur public visant à protéger les services publics* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. Une association désignée comme agent négociateur pour une unité de négociation d'enseignants en vertu de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

~~—(2) La disposition 4 du paragraphe 4 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales» par «Loi sur l'Administration des écoles provinciales».~~

(2) La disposition 4 du paragraphe 4 (2) de la Loi est abrogée.

Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public

52. Le paragraphe 7 (3) de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public* est modifié par remplacement de «membres d'une unité de négociation d'enseignants constituée par la partie X.1 de la *Loi sur l'éducation*» par «membres d'une unité de négociation d'enseignants au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*».

Loi sur la profession enseignante

53. Le paragraphe 13 (1) de la *Loi sur la profession enseignante* est modifié par remplacement de «qui n'est pas son agent négociateur désigné, le cas échéant, aux termes de la partie X.1 de la *Loi sur l'éducation*» par «qui n'est pas son agent négociateur en vertu de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*» à la fin du paragraphe.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

54. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

55. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

CHRON
XB
- 856



Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 122

*(Chapter 5
Statutes of Ontario, 2014)*

**An Act respecting
collective bargaining
in Ontario's school system**

Projet de loi 122

*(Chapitre 5
Lois de l'Ontario de 2014)*

**Loi concernant
la négociation collective
dans le système scolaire de l'Ontario**



The Hon. E. Sandals
Minister of Education

L'honorable E. Sandals
Ministre de l'Éducation

1st Reading	October 22, 2013
2nd Reading	December 3, 2013
3rd Reading	April 8, 2014
Royal Assent	April 9, 2014

1 ^{re} lecture	22 octobre 2013
2 ^e lecture	3 décembre 2013
3 ^e lecture	8 avril 2014
Sanction royale	9 avril 2014



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 122 and does not form part of the law. Bill 122 has been enacted as Chapter 5 of the Statutes of Ontario, 2014.

The Bill enacts the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*. The Act establishes a framework for two-tiered bargaining for collective agreements between school boards and their employees. Here are some highlights of the Act.

In general terms, the *Labour Relations Act, 1995* governs collective bargaining within the framework established by the new Act. (See section 4 of the Act.) The new Act may be enforced as if it formed part of that Act. (See section 44 of the Act.) Expressions used in the new Act relating to collective bargaining have the same meaning as in the *Labour Relations Act, 1995* and expressions relating to education and the school system have the same meaning as in the *Education Act*.

The Act applies to every school board in Ontario, to the bargaining agents that represent their employees, to the employees themselves, and to the employer bargaining agencies and employee bargaining agencies that are designated for the purposes of central bargaining. (See section 3 of the Act.) The expression "school board", as defined in subsection 2 (1) of the Act, refers to district school boards, school authorities and the Provincial Schools Authority, unless the context requires otherwise.

Sections 5 to 11 of the Act provide for bargaining units and bargaining agents. For teachers, the bargaining units and bargaining agents are as specified in sections 9 and 10 of the Act. (Currently, those bargaining units and bargaining agents are specified in Part X.1 of the *Education Act* and in the *Provincial Schools Negotiations Act*.) For school board employees who are not teachers, the bargaining units and bargaining agents are as determined under the *Labour Relations Act, 1995*. (See sections 7 and 11 of the Act.)

Sections 12 to 22 of the Act set out the framework for central and local bargaining. Under subsection 12 (2) of the Act, central bargaining is mandatory if a central table is established under the Act for specified school boards and specified bargaining units.

For bargaining at a central table, the parties are an employer bargaining agency and an employee bargaining agency. For local bargaining, the parties are a school board and a bargaining agent. The Crown is required to participate in central bargaining but is not entitled to participate in local bargaining.

The rights, privileges and duties of employer bargaining agencies, employee bargaining agencies and the Crown in connection with central bargaining are set out in sections 15 to 18 of the Act. An employer bargaining agency cannot exercise specified rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995* unless it has the prior consent of the Crown to do so. (See subsection 15 (2) of the Act. See also subsections 34 (5), 42 (1), 43 (6) and 45 (2) of the Act.)

The employee bargaining agencies for teachers are designated in section 19 of the Act. For other employees, the Minister is required to designate a trade union as the employee bargaining agency in specified circumstances. The Minister is authorized to designate employee bargaining agencies in other specified cir-

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 122, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 122 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 2014.

Le projet de loi édicte la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. La Loi crée un cadre permettant l'instauration d'un système à deux paliers pour la négociation des conventions collectives entre les conseils scolaires et leurs employés. En voici quelques faits saillants.

De façon générale, la *Loi de 1995 sur les relations de travail* régit la négociation collective dans le cadre établi par la nouvelle loi. (Voir l'article 4 de la Loi.) La nouvelle loi peut être exécutée comme si elle faisait partie de cette loi. (Voir l'article 44 de la Loi.) Les expressions utilisées dans la nouvelle loi en ce qui a trait à la négociation collective s'entendent au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* et les expressions ayant trait à l'éducation et au système scolaire s'entendent au sens de la *Loi sur l'éducation*.

La Loi s'applique à tous les conseils scolaires en Ontario, aux agents négociateurs qui représentent les employés de ces conseils scolaires et aux employés eux-mêmes, ainsi qu'aux organismes négociateurs patronaux et organismes négociateurs syndicaux désignés aux fins de la négociation centrale. (Voir l'article 3 de la Loi.) Sauf indication contraire du contexte, l'expression «conseil scolaire», définie au paragraphe 2 (1) de la Loi, désigne les conseils scolaires de district, les administrations scolaires et l'Administration des écoles provinciales.

Les articles 5 à 11 de la Loi traitent des unités de négociation et des agents négociateurs. Pour les enseignants, les unités de négociation et les agents négociateurs sont précisés aux articles 9 et 10 de la Loi. (À l'heure actuelle, ces unités de négociation et agents négociateurs sont précisés dans la partie X.1 de la *Loi sur l'éducation* et dans la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*.) Pour les employés de conseils scolaires qui ne sont pas enseignants, les unités de négociation et les agents négociateurs sont établis en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. (Voir les articles 7 et 11 de la Loi.)

Les articles 12 à 22 de la Loi établissent le cadre servant à la négociation centrale et locale. En application du paragraphe 12 (2) de la Loi, la négociation centrale est obligatoire si une table centrale est établie en vertu de la Loi pour des conseils scolaires et des unités de négociation déterminés.

Pour la négociation à une table centrale, les parties sont l'organisme négociateur patronal et l'organisme négociateur syndical concernés. Pour la négociation locale, les parties sont le conseil scolaire et l'agent négociateur concernés. La Couronne est tenue de participer à la négociation centrale mais n'a pas le droit de participer à la négociation locale.

Les droits, privilèges et obligations des organismes négociateurs patronaux, des organismes négociateurs syndicaux et de la Couronne dans le cadre de la négociation centrale sont énoncés aux articles 15 à 18 de la Loi. Un organisme négociateur patronal ne peut exercer certains droits et privilèges déterminés conférés par la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qu'avec le consentement préalable de la Couronne. (Voir le paragraphe 15 (2) de la Loi. Voir également les paragraphes 34 (5), 42 (1), 43 (6) et 45 (2) de la Loi.)

Les organismes négociateurs syndicaux pour les enseignants sont désignés à l'article 19 de la Loi. Pour les autres employés, le ministre est tenu de désigner un syndicat comme organisme négociateur syndical dans des circonstances déterminées. Il est autorisé à désigner des organismes négociateurs syndicaux dans

cumstances. A council of trade unions may be designated as an employee bargaining agency. (See section 20 of the Act.)

The employer bargaining agencies for school boards are designated in subsection 21 (1) of the Act. A council of trustees' associations may be designated by regulation as an employer bargaining agency for a central table for central bargaining with respect to employees other than teachers. Under section 22 of the Act, a committee may be established by the Lieutenant Governor in Council to exercise the rights and privileges and perform the duties of a designated employer bargaining agency if, in the Minister's opinion, the agency is unable or unwilling to exercise those rights and privileges or perform those duties.

A regulation may require school boards to pay fees to a trustees' association relating to its activities under the Act, and may establish consequences for failing to pay the fees. (See subsection 21 (10) of the Act.)

Section 23 of the Act provides for the establishment of central tables. Central tables are established in the Act for teachers' bargaining units. The Minister is required to establish a central table for other bargaining units, in specified circumstances. In addition, the Minister is authorized to establish other central tables. A central table cannot have more than one employer bargaining agency or more than one employee bargaining agency.

Sections 24 to 28 of the Act govern the scope of central and local bargaining.

Section 24 provides that the matters to be included within the scope of central bargaining at a central table are determined by the parties at the table and the Crown. If the parties and the Crown do not agree upon the matters to be included within the scope of central bargaining at a central table, any of them may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue. (See subsection 28 (4) of the Act.)

Sections 29 to 39 of the Act contain several of the modifications to the *Labour Relations Act, 1995* that apply in connection with central and local bargaining under the new Act. For example, the date for giving notice to bargain may be advanced by regulation. (See subsection 31 (5) of the Act.) Section 34 of the Act specifies modifications relating to strikes and lock-outs. Section 39 specifies that, if both central and local bargaining occur, a memorandum of settlement of the central terms must be ratified by the parties at the central table and the Crown, and a memorandum of settlement of the local terms must be ratified by the parties to the local bargaining.

Sections 40 to 43 of the Act govern collective agreements. The parties to a collective agreement are the school board and the bargaining agent. If both central and local bargaining occur, the collective agreement includes the central terms and the local terms. (See section 40 of the Act.) If a collective agreement contains central terms, the parties who were at the central table may, with the consent of the Crown, settle a difference regarding the interpretation, application or administration of those terms. (See section 43 of the Act.)

Sections 47 to 54 of the Act set out consequential amendments to several other Acts. Part X.1 (Teachers' Collective Bargaining) of the *Education Act* is repealed. The short title of the *Provincial Schools Negotiations Act* is also changed; it becomes the *Provincial Schools Authority Act*.

d'autres circonstances déterminées. Un conseil de syndicats peut être désigné comme organisme négociateur syndical. (Voir l'article 20 de la Loi.)

Les organismes négociateurs patronaux pour les conseils scolaires sont désignés au paragraphe 21 (1) de la Loi. Un conseil d'associations d'employeurs peut être désigné par règlement comme organisme négociateur patronal pour une table centrale aux fins de la négociation centrale concernant des employés autres que des enseignants. En vertu de l'article 22 de la Loi, un comité peut être créé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour exercer les droits et privilèges d'un organisme négociateur patronal désigné et s'acquitter des obligations de celui-ci si, de l'avis du ministre, l'organisme ne peut pas ou ne veut pas le faire.

Un règlement peut exiger que les conseils scolaires paient des droits à une association d'employeurs relativement à ses activités prévues par la Loi et peut prévoir les conséquences du défaut de paiement des droits. (Voir le paragraphe 21 (10) de la Loi.)

L'article 23 de la Loi traite de l'établissement de tables centrales. Des tables centrales sont établies dans la Loi pour les unités de négociation d'enseignants. Le ministre est tenu d'établir une table centrale pour d'autres unités de négociation dans des circonstances déterminées. De plus, il est autorisé à en établir d'autres. Une table centrale ne peut pas compter plus d'un organisme négociateur patronal ou plus d'un organisme négociateur syndical.

Les articles 24 à 28 de la Loi régissent le champ de la négociation centrale et locale.

L'article 24 prévoit que les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale sont décidées par les parties à la table et par la Couronne. Si les parties et la Couronne ne s'entendent pas sur les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale, toute partie ou la Couronne peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario de trancher le litige. (Voir le paragraphe 28 (4) de la Loi.)

Les articles 29 à 39 de la Loi contiennent plusieurs des adaptations à la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qui s'appliquent dans le cadre de la négociation centrale et locale en vertu de la nouvelle loi. Par exemple, la date pour donner un avis d'intention de négocier peut être avancée par règlement. (Voir le paragraphe 31 (5) de la Loi.) L'article 34 de la Loi précise les adaptations relatives aux grèves et aux lock-out. L'article 39 précise que si à la fois une négociation centrale et une négociation locale ont lieu, un protocole d'accord sur les conditions négociées centralement doit être ratifié par les parties à la table centrale et la Couronne, et un protocole d'accord sur les conditions négociées localement doit être ratifié par les parties à la négociation locale.

Les articles 40 à 43 de la Loi régissent les conventions collectives. Les parties à une convention collective sont le conseil scolaire et l'agent négociateur. Si à la fois une négociation centrale et une négociation locale ont lieu, la convention collective comprend les conditions négociées centralement et celles négociées localement. (Voir l'article 40 de la Loi.) Si une convention collective comprend des conditions négociées centralement, les parties qui étaient à la table centrale peuvent, avec le consentement de la Couronne, régler un différend à propos de l'interprétation, de l'application ou de l'administration de ces conditions. (Voir l'article 43 de la Loi.)

Les articles 47 à 54 de la Loi énoncent les modifications corrélatives apportées à plusieurs autres lois. La partie X.1 (Négociation collective des enseignants) de la *Loi sur l'éducation* est abrogée. Le titre abrégé de la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales* est également modifié pour devenir *Loi sur l'Administration des écoles provinciales*.

**An Act respecting
collective bargaining
in Ontario's school system**

**Loi concernant
la négociation collective
dans le système scolaire de l'Ontario**

CONTENTS

INTERPRETATION AND APPLICATION

1. Interpretation
2. Definitions, etc.
3. Application of this Act
4. Application of the Labour Relations Act, 1995

BARGAINING UNITS

5. Teachers' bargaining units
6. Combined teachers' bargaining units
7. Bargaining units for other employees
8. Management and excluded teachers
9. Occasional teachers

BARGAINING AGENTS

10. Bargaining agents for teachers
11. Bargaining agents for other employees

FRAMEWORK FOR CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

12. Central and local bargaining
13. Parties to central bargaining
14. Parties to local bargaining
15. Role of employer bargaining agency
16. Duty of fair representation, employer bargaining agency
17. Role of employee bargaining agency
18. Crown's participation in central bargaining

REPRESENTATIVES FOR CENTRAL BARGAINING

19. Employee bargaining agencies for teachers
20. Employee bargaining agencies for other employees
21. Employer bargaining agencies
22. Substitution if employer bargaining agency unable, etc., to act

CENTRAL TABLES

23. Central tables

SCOPE OF CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

24. Scope of central bargaining
25. Denominational rights and privileges
26. Linguistic rights and privileges
27. Scope of local bargaining
28. Negotiations about scope of central bargaining

NEGOTIATIONS

29. Central bargaining and the Labour Relations Act, 1995
30. Local bargaining and the Labour Relations Act, 1995
31. Notice of desire to bargain, central and local bargaining
32. Obligation to bargain, central and local bargaining

SOMMAIRE

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

1. Interprétation
2. Définitions et autres
3. Application de la présente loi
4. Application de la Loi de 1995 sur les relations de travail

UNITÉS DE NÉGOCIATION

5. Unités de négociation d'enseignants
6. Unités de négociation d'enseignants combinées
7. Unités de négociation pour les autres employés
8. Enseignants exclus et direction
9. Enseignants suppléants

AGENTS NÉGOCIATEURS

10. Agents négociateurs des enseignants
11. Agents négociateurs des autres employés

CADRE SERVANT À LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

12. Négociation centrale et locale
13. Parties à la négociation centrale
14. Parties à la négociation locale
15. Rôle de l'organisme négociateur patronal
16. Obligation de l'organisme négociateur patronal d'être impartial
17. Rôle de l'organisme négociateur syndical
18. Participation de la Couronne à la négociation centrale

REPRÉSENTANTS À LA NÉGOCIATION CENTRALE

19. Organismes négociateurs syndicaux pour les enseignants
20. Organismes négociateurs syndicaux pour les autres employés
21. Organismes négociateurs patronaux
22. Substitution en cas d'incapacité d'agir de l'organisme négociateur patronal

TABLES CENTRALES

23. Tables centrales

CHAMP DE LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

24. Champ de la négociation centrale
25. Droits et privilèges confessionnels
26. Droits et privilèges linguistiques
27. Champ de la négociation locale
28. Négociation sur le champ de la négociation centrale

NÉGOCIATIONS

29. Négociation centrale et Loi de 1995 sur les relations de travail
30. Négociation locale et Loi de 1995 sur les relations de travail

33. Bargaining for a first collective agreement
34. Strike or lock-out, central and local bargaining
35. Definition of "strike" re: teachers' bargaining units
36. Restriction, alteration of working conditions
37. Vote on offer re: central terms
38. Duty of arbitrators, etc., central bargaining
39. Ratification of collective agreement, central and local bargaining

COLLECTIVE AGREEMENTS

40. Contents of collective agreements
41. Term of operation
42. Revision of provisions by mutual consent
43. Grievance arbitration

GENERAL

44. Enforcement of this Act
45. Complaints re: unlawful strike
46. Conflicts and inconsistencies

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

47. Education Act
48. Employment Standards Act, 2000
49. Fairness for Parents and Employees Act (Teachers' Withdrawal of Services), 1997
50. Labour Relations Act, 1995
51. Provincial Schools Negotiations Act
52. Public Sector Compensation Restraint to Protect Public Services Act, 2010
53. Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997
54. Teaching Profession Act

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

55. Commencement
56. Short title

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INTERPRETATION AND APPLICATION

Interpretation

1. (1) Expressions used in this Act relating to collective bargaining have the same meaning as in the *Labour Relations Act, 1995*, unless a contrary intention appears.

Same

(2) Expressions used in this Act relating to education and the school system have the same meaning as in the *Education Act*, unless a contrary intention appears.

Constitutional rights and privileges

(3) This Act and the *Labour Relations Act, 1995* do not prejudicially affect any right or privilege guaranteed by section 93 of the *Constitution Act, 1867* or by section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and

31. Avis de l'intention de négocier : négociation centrale et locale
32. Obligation de négocier : négociation centrale et locale
33. Négociation en vue de la conclusion d'une première convention
34. Grève ou lock-out : négociation centrale et locale
35. Définition de «grève» à l'égard des unités de négociation d'enseignants
36. Restriction : modification des conditions de travail
37. Scrutin sur l'offre : conditions négociées centralement
38. Obligation des arbitres : négociation centrale
39. Ratification d'une convention collective : négociation centrale et locale

CONVENTIONS COLLECTIVES

40. Contenu des conventions collectives
41. Durée
42. Consentement mutuel à la révision des dispositions
43. Arbitrage des griefs

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

44. Exécution de la présente loi
45. Plaintes au sujet d'une grève illicite
46. Incompatibilités

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

47. Loi sur l'éducation
48. Loi de 2000 sur les normes d'emploi
49. Loi de 1997 sur le traitement équitable des parents et des employés (retrait de services par les enseignants)
50. Loi de 1995 sur les relations de travail
51. Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales
52. Loi de 2010 sur les mesures de restriction de la rémunération dans le secteur public visant à protéger les services publics
53. Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public
54. Loi sur la profession enseignante

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

55. Entrée en vigueur
56. Titre abrégé

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Interprétation

1. (1) Sauf intention contraire manifeste, les expressions utilisées dans la présente loi en ce qui a trait à la négociation collective s'entendent au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(2) Sauf intention contraire manifeste, les expressions utilisées dans la présente loi en ce qui a trait à l'éducation et au système scolaire s'entendent au sens de la *Loi sur l'éducation*.

Droits et privilèges constitutionnels

(3) La présente loi et la *Loi de 1995 sur les relations de travail* n'ont pas pour effet de porter préjudice aux droits et privilèges garantis par l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* ou l'article 23 de la *Charte cana-*

every authority given by this Act and the *Labour Relations Act, 1995* shall be exercised in a manner consistent with those rights and privileges.

Definitions, etc.

2. (1) In this Act,

“central table” means a central table established under section 23; (“table centrale”)

“central terms” means, in relation to a collective agreement, the terms and conditions of the collective agreement that are determined through, or in connection with, central bargaining, if any; (“conditions négociées centralement”)

“employee bargaining agency” means an entity designated under section 19 or 20 as an employee bargaining agency; (“organisme négociateur syndical”)

“employer bargaining agency” means an entity designated under section 21 as an employer bargaining agency; (“organisme négociateur patronal”)

“local terms” means, in relation to a collective agreement, the terms and conditions of the collective agreement that are not central terms; (“conditions négociées localement”)

“Minister” means the Minister of Education or such other minister to whom the administration of this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Provincial Schools Authority” means the Provincial Schools Authority continued by section 2 of the *Provincial Schools Authority Act*; (“Administration des écoles provinciales”)

“school board” means a district school board and, unless the context requires otherwise, includes a school authority and the Provincial Schools Authority; (“conseil scolaire”)

“teachers’ bargaining unit” means a bargaining unit described in section 5; (“unité de négociation d’enseignants”)

“trustees’ association” means l’Association des conseils scolaires des écoles publiques de l’Ontario, l’Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques, the Ontario Catholic School Trustees’ Association or the Ontario Public School Boards’ Association. (“association d’employeurs”)

Local bargaining

(2) In this Act, local bargaining refers to collective bargaining between a school board and a bargaining agent for a collective agreement or, where both central and local bargaining are required, it refers to collective bargaining for local terms to be included in a collective agreement.

Central bargaining

(3) In this Act, central bargaining refers to collective bargaining between an employer bargaining agency and

diennne des droits et libertés, et les pouvoirs qu’elles confèrent sont exercés d’une façon qui est compatible avec ces droits et privilèges.

Définitions et autres

2. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«Administration des écoles provinciales» L’Administration des écoles provinciales prorogée par l’article 2 de la *Loi sur l’Administration des écoles provinciales*. («Provincial Schools Authority»)

«association d’employeurs» L’Association des conseils scolaires des écoles publiques de l’Ontario, l’Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques, l’Ontario Catholic School Trustees’ Association ou l’Ontario Public School Boards’ Association. («trustees’ association»)

«conditions négociées centralement» Relativement à une convention collective, les conditions de la convention qui sont fixées au moyen ou dans le cadre de la négociation centrale, le cas échéant. («central terms»)

«conditions négociées localement» Relativement à une convention collective, les conditions de la convention qui ne sont pas des conditions négociées centralement. («local terms»)

«conseil scolaire» S’entend d’un conseil scolaire de district et, en outre, sauf indication contraire du contexte, d’une administration scolaire et de l’Administration des écoles provinciales. («school board»)

«ministre» Le ministre de l’Éducation ou l’autre ministre qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«organisme négociateur patronal» Entité désignée comme tel en vertu de l’article 21. («employer bargaining agency»)

«organisme négociateur syndical» Entité désignée comme tel en vertu de l’article 19 ou 20. («employee bargaining agency»)

«table centrale» Table centrale établie en application de l’article 23. («central table»)

«unité de négociation d’enseignants» Unité de négociation décrite à l’article 5. («teachers’ bargaining unit»)

Négociation locale

(2) Dans la présente loi, la négociation locale désigne la négociation collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur en vue de la conclusion d’une convention collective. S’il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, elle désigne alors la négociation collective portant sur les conditions négociées localement à inclure dans une convention collective.

Négociation centrale

(3) Dans la présente loi, la négociation centrale désigne la négociation collective entre un organisme négociateur

an employee bargaining agency for central terms to be included in a collective agreement between a school board and a bargaining agent.

School board as employer

(4) Nothing in this Act changes the status of a school board as the employer of its employees.

Application of this Act

3. (1) This Act applies to every school board in Ontario, to the bargaining agents that represent employees of those school boards and to the employees represented by those bargaining agents.

Same

(2) This Act applies to every employer bargaining agency and employee bargaining agency designated under this Act to represent school boards or employees for central bargaining purposes.

Exception, construction industry

(3) Despite subsection (1), this Act does not apply with respect to employees of a school board who are or become bound by a provincial agreement within the meaning of subsection 151 (1) of the *Labour Relations Act, 1995* or with respect to a trade union that represents them for collective bargaining purposes.

Crown bound

(4) This Act binds the Crown.

Application of the *Labour Relations Act, 1995*

4. (1) The *Labour Relations Act, 1995* applies with necessary modifications, and with the additional modifications set out in this Act, with respect to the entities to whom this Act applies.

Same, limited application to the Crown

(2) However, the *Labour Relations Act, 1995* applies to the Crown only to the extent necessary to enable the Crown to exercise the Crown's rights and privileges and perform the Crown's duties under this Act. For all other purposes, subsection 4 (2) of that Act governs the application of that Act to the Crown.

Same re: related employers

(3) Without limiting the generality of subsection (2), subsection 1 (4) of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply to the Crown.

Same

(4) Under subsection 1 (4) of the *Labour Relations Act, 1995*, a school board cannot be treated as constituting one employer with a trustees' association.

BARGAINING UNITS

Teachers' bargaining units

5. (1) Each district school board and each board estab-

patronal et un organisme négociateur syndical portant sur les conditions négociées centralement à inclure dans une convention collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur.

Conseil scolaire comme employeur

(4) La présente loi n'a pas pour effet de modifier le statut d'un conseil scolaire en tant qu'employeur de ses employés.

Application de la présente loi

3. (1) La présente loi s'applique à tous les conseils scolaires en Ontario, aux agents négociateurs qui représentent les employés de ces conseils scolaires et aux employés représentés par ces agents négociateurs.

Idem

(2) La présente loi s'applique à tous les organismes négociateurs patronaux et à tous les organismes négociateurs syndicaux désignés en vertu de la présente loi pour représenter des conseils scolaires ou des employés aux fins de la négociation centrale.

Exception : industrie de la construction

(3) Malgré le paragraphe (1), la présente loi ne s'applique pas à l'égard des employés d'un conseil scolaire qui sont ou deviennent liés par une convention provinciale au sens du paragraphe 151 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, ni à l'égard d'un syndicat qui les représente aux fins de la négociation collective.

Obligation de la Couronne

(4) La présente loi lie la Couronne.

Application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*

4. (1) La *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'applique, avec les adaptations nécessaires et avec les modifications additionnelles énoncées dans la présente loi, à l'égard des entités visées par celle-ci.

Idem : application restreinte dans le cas de la Couronne

(2) Toutefois, la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique à la Couronne que dans la mesure nécessaire pour lui permettre d'exercer les droits et privilèges que lui confère la présente loi et d'acquitter les obligations qu'elle lui impose. À toutes autres fins, le paragraphe 4 (2) de cette loi régit l'application de celle-ci à la Couronne.

Idem : employeurs liés

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le paragraphe 1 (4) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique pas à la Couronne.

Idem

(4) Un conseil scolaire et une association d'employeurs ne peuvent pas être considérés comme un seul employeur dans le cadre du paragraphe 1 (4) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

UNITÉS DE NÉGOCIATION

Unités de négociation d'enseignants

5. (1) Chaque conseil scolaire de district et chaque

lished under section 68 of the *Education Act* has the following teachers' bargaining units:

1. Elementary school teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is assigned to one or more elementary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
2. Elementary school occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the board's roster of occasional teachers who may be assigned to an elementary school.
3. Secondary school teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
4. Secondary school occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school.

Same, at certain school authorities

(2) Each school authority, other than a board established under section 68 of the *Education Act*, has the following teachers' bargaining units, as applicable:

1. French-language teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is assigned to teach pupils enrolled in a French-language instructional unit or to perform duties in respect of such instructional units all or most of the time.
2. French-language occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the school authority's roster of occasional teachers who may be assigned to teach pupils enrolled in a French-language instructional unit.
3. English-language teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is not assigned to teach pupils enrolled in a French-language instructional unit or to perform duties in respect of such instructional units all or most of the time.
4. English-language occasional teachers' unit: One bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the school authority's roster of occasional teachers who may be

conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation* a les unités de négociation d'enseignants suivantes :

1. Unité des enseignants de l'élémentaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont affectés à une ou plusieurs écoles élémentaires ou qui sont chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
2. Unité des enseignants suppléants de l'élémentaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école élémentaire.
3. Unité des enseignants du secondaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou qui sont chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
4. Unité des enseignants suppléants du secondaire : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire.

Idem : certaines administrations scolaires

(2) Chaque administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation* a les unités de négociation d'enseignants suivantes, le cas échéant :

1. Unité des enseignants de langue française : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française ou d'exercer des fonctions à l'égard de tels modules tout le temps ou la plupart du temps.
2. Unité des enseignants suppléants de langue française : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par l'administration scolaire, des enseignants suppléants qui peuvent être chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française.
3. Unité des enseignants de langue anglaise : Une unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui ne sont pas chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française ou d'exercer des fonctions à l'égard de tels modules tout le temps ou la plupart du temps.
4. Unité des enseignants suppléants de langue anglaise : Une unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par l'administra-

assigned to teach pupils other than those enrolled in a French-language instructional unit.

Same, at the Provincial Schools Authority

(3) The Provincial Schools Authority has one teachers' bargaining unit composed of every teacher employed by the Authority and, for greater certainty, the bargaining unit does not include occasional teachers.

Appropriate teachers' bargaining units, deeming

(4) The teachers' bargaining units are deemed to be appropriate bargaining units.

Combined teachers' bargaining units

6. (1) Two or more teachers' bargaining units (the "predecessor bargaining units") may be combined to establish a single teachers' bargaining unit if the bargaining agent for each of the predecessor bargaining units is the same and if the school board and the bargaining agent agree.

Discontinuation

(2) A combined teachers' bargaining unit may be discontinued if the school board and the bargaining agent agree. In that case, the predecessor bargaining units are re-established.

Bargaining units for other employees

7. For employees of a school board who are not included in a teachers' bargaining unit, the bargaining units are determined under the *Labour Relations Act, 1995*.

Management and excluded teachers

8. Supervisory officers, principals and vice-principals are not eligible to be members of any bargaining unit of employees of a school board.

Occasional teachers

9. (1) An occasional teacher may be a member of more than one teachers' bargaining unit.

Same

(2) An occasional teacher is on a school board's roster of occasional teachers if he or she is on a list of occasional teachers maintained by a school operated by the board.

Same

(3) Upon request, a school board shall give a bargaining agent a copy of the roster and a principal of a school operated by the school board shall give a bargaining agent a copy of the list of occasional teachers maintained by the school.

BARGAINING AGENTS

Bargaining agents for teachers

AEFO

10. (1) L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

tion scolaire, des enseignants suppléants qui peuvent être chargés d'enseigner à des élèves autres que ceux inscrits dans un module scolaire de langue française.

Idem : Administration des écoles provinciales

(3) L'Administration des écoles provinciales a une unité de négociation d'enseignants composée de chaque enseignant qu'elle emploie, étant entendu que cette unité de négociation ne comprend pas les enseignants suppléants.

Unités de négociation d'enseignants réputées appropriées

(4) Les unités de négociation d'enseignants sont réputées des unités de négociation appropriées.

Unités de négociation d'enseignants combinées

6. (1) Deux unités de négociation d'enseignants ou plus (les «unités de négociation précédentes») peuvent être combinées en une seule unité de négociation d'enseignants si l'agent négociateur de chacune des unités de négociation précédentes est le même et que le conseil scolaire et l'agent négociateur y consentent.

Fin de l'unité de négociation d'enseignants combinée

(2) Si le conseil scolaire et l'agent négociateur y consentent, il peut être mis fin à l'unité de négociation d'enseignants combinée, auquel cas les unités de négociation précédentes sont rétablies.

Unités de négociation pour les autres employés

7. Pour les employés d'un conseil scolaire qui ne sont pas membres d'une unité de négociation d'enseignants, les unités de négociation sont établies en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Enseignants exclus et direction

8. Les agents de supervision, les directeurs d'école et les directeurs adjoints ne peuvent pas être membres d'une unité de négociation d'employés d'un conseil scolaire.

Enseignants suppléants

9. (1) Un enseignant suppléant peut être membre de plus d'une unité de négociation d'enseignants.

Idem

(2) Un enseignant suppléant figure au tableau des enseignants suppléants établi par un conseil scolaire s'il figure sur la liste des enseignants suppléants que tient une école qui relève de ce conseil.

Idem

(3) Sur demande, un conseil scolaire remet une copie du tableau à un agent négociateur, et le directeur d'une école qui relève du conseil scolaire remet à un agent négociateur une copie de la liste des enseignants suppléants que tient l'école.

AGENTS NÉGOCIATEURS

Agents négociateurs des enseignants

AEFO

10. (1) L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at a French-language district school board.
2. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at a French-language district school board.
3. Every French-language teachers' unit and French-language occasional teachers' unit at a school authority other than a board established under section 68 of the *Education Act*.

ETFO

(2) The Elementary Teachers' Federation of Ontario is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

1. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at an English-language public district school board.
2. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at a board established under section 68 of the *Education Act*.
3. Every English-language teachers' unit and English-language occasional teachers' unit at a board of a district school area.
4. Every English-language teachers' unit and English-language occasional teachers' unit at a board of a Protestant separate school.

OECTA

(3) The Ontario English Catholic Teachers' Association is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

1. Every elementary school teachers' unit and elementary school occasional teachers' unit at an English-language separate district school board.
2. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at an English-language separate district school board.
3. Every English-language teachers' unit and English-language occasional teachers' unit at a Roman Catholic school authority.

OSSTF

(4) The Ontario Secondary School Teachers' Federa-

1. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil scolaire de district de langue française.
2. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil scolaire de district de langue française.
3. Chaque unité composée d'enseignants de langue française et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue française à une administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.

FEEO

(2) La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil scolaire de district public de langue anglaise.
2. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.
3. Chaque unité composée d'enseignants de langue anglaise et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue anglaise à un conseil de secteur scolaire de district.
4. Chaque unité composée d'enseignants de langue anglaise et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue anglaise à un conseil d'écoles séparées protestantes.

OECTA

(3) L'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Chaque unité composée d'enseignants de l'élémentaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants de l'élémentaire à un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise.
2. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise.
3. Chaque unité composée d'enseignants de langue anglaise et chaque unité composée d'enseignants suppléants de langue anglaise à une administration scolaire catholique.

FEESO

(4) La Fédération des enseignantes-enseignants des

tion is designated as the bargaining agent for employees in each of the following teachers' bargaining units, as described in section 5:

1. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at an English-language public district school board.
2. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at a board established under section 68 of the *Education Act*.
3. Every secondary school teachers' unit and secondary school occasional teachers' unit at a board of a secondary school district established under section 67 of the *Education Act*.
4. The teachers' bargaining unit at the Provincial Schools Authority.

Certification of bargaining agents, deeming

(5) Each bargaining agent designated by this section is deemed to be certified as the bargaining agent for the teachers' bargaining units indicated.

Same

(6) No trade union is entitled to apply for certification under the *Labour Relations Act, 1995* as the bargaining agent for a teachers' bargaining unit.

Same

(7) No person is entitled to apply for a declaration under the *Labour Relations Act, 1995* that a bargaining agent designated by this section no longer represents the members of the applicable teachers' bargaining unit.

Status of bargaining agent, deeming

(8) A bargaining agent designated by this section is deemed to be a trade union for the purposes of the *Labour Relations Act, 1995*.

Bargaining agents for other employees

11. For bargaining units of employees of a school board who are not teachers, the bargaining agents are determined under the *Labour Relations Act, 1995*.

FRAMEWORK FOR CENTRAL AND LOCAL BARGAINING

Central and local bargaining

12. (1) Collective bargaining for a collective agreement between a school board and a bargaining agent may include both central bargaining and local bargaining.

Mandatory central bargaining

(2) Central bargaining is mandatory if a central table is established for specified school boards and specified bargaining units.

écoles secondaires de l'Ontario est désignée comme agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation d'enseignants suivantes, telles qu'elles sont décrites à l'article 5 :

1. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil scolaire de district public de langue anglaise.
2. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil créé en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*.
3. Chaque unité composée d'enseignants du secondaire et chaque unité composée d'enseignants suppléants du secondaire à un conseil de district d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67 de la *Loi sur l'éducation*.
4. L'unité de négociation d'enseignants à l'Administration des écoles provinciales.

Agents négociateurs réputés accrédités

(5) Chaque agent négociateur désigné par le présent article est réputé accrédité comme agent négociateur des unités de négociation d'enseignants indiquées.

Idem

(6) Aucun syndicat n'a le droit de demander d'être accrédité en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* comme agent négociateur d'une unité de négociation d'enseignants.

Idem

(7) Nul n'a le droit de demander qu'il soit déclaré en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qu'un agent négociateur désigné par le présent article ne représente plus les membres de l'unité de négociation d'enseignants concernée.

Agent négociateur réputé un syndicat

(8) Un agent négociateur désigné par le présent article est réputé un syndicat pour l'application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Agents négociateurs des autres employés

11. Pour les unités de négociation d'employés d'un conseil scolaire qui ne sont pas des enseignants, les agents négociateurs sont établis en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

CADRE SERVANT À LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE

Négociation centrale et locale

12. (1) La négociation collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur en vue de la conclusion d'une convention collective peut comprendre à la fois une négociation centrale et une négociation locale.

Négociation centrale obligatoire

(2) La négociation centrale est obligatoire si une table centrale est établie pour des conseils scolaires et des unités de négociation déterminés.

Local bargaining

(3) In any other case, collective bargaining is undertaken through local bargaining alone.

Parties to central bargaining

13. (1) The parties to central bargaining at a central table are the applicable employer bargaining agency and employee bargaining agency.

Participation by the Crown

(2) The Crown is required to participate in central bargaining at each central table.

Parties to local bargaining

14. (1) The parties to local bargaining are the school board and the bargaining agent that represents the applicable bargaining unit of employees of the school board.

Same

(2) The Crown is not entitled to participate in local bargaining.

Role of employer bargaining agency

15. (1) An employer bargaining agency that represents specified school boards has exclusive authority,

- (a) to represent the school boards during bargaining at a particular central table;
- (b) to exercise all of the school boards' rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995*, and to perform all of their duties under that Act, in respect of central bargaining;
- (c) to bind the school boards to the central terms of their collective agreements; and
- (d) to exercise the rights and privileges and perform the duties described in sections 42 and 43.

Requirement for Crown consent

(2) Despite subsection (1), an employer bargaining agency cannot exercise the following rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995* unless it has the prior consent of the Crown to do so:

- 1. Agree under subsection 40 (1) of that Act to refer matters to an arbitrator or board of arbitration for final and binding determination.
- 2. Authorize or require school boards to lock out employees.
- 3. In the circumstances described in clause 86 (1) (a) of that Act, alter the rates of wages, any other term of employment that is a central term or any right, privilege or duty of the school boards, the applicable bargaining agents or the employees relating to central bargaining.

Négociation locale

(3) Dans tous les autres cas, la négociation collective est menée uniquement par une négociation locale.

Parties à la négociation centrale

13. (1) Les parties à la négociation centrale à une table centrale sont l'organisme négociateur patronal et l'organisme négociateur syndical concernés.

Participation de la Couronne

(2) La Couronne est tenue de participer à la négociation centrale à chaque table centrale.

Parties à la négociation locale

14. (1) Les parties à la négociation locale sont le conseil scolaire et l'agent négociateur représentant l'unité de négociation concernée des employés du conseil scolaire.

Idem

(2) La Couronne n'a pas le droit de participer à la négociation locale.

Rôle de l'organisme négociateur patronal

15. (1) L'organisme négociateur patronal qui représente des conseils scolaires déterminés a le pouvoir exclusif :

- a) de représenter les conseils scolaires pendant la négociation à une table centrale particulière;
- b) d'exercer tous les droits et privilèges que la *Loi de 1995 sur les relations de travail* confère aux conseils scolaires à l'égard de la négociation centrale et de s'acquitter de toutes les obligations qu'elle leur impose à cet égard;
- c) d'assujettir les conseils scolaires aux conditions de leurs conventions collectives négociées centralement;
- d) d'exercer les droits et privilèges et de s'acquitter des obligations visés aux articles 42 et 43.

Consentement de la Couronne

(2) Malgré le paragraphe (1), l'organisme négociateur patronal ne peut exercer les droits et privilèges suivants conférés par la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qu'avec le consentement préalable de la Couronne :

- 1. Convenir en vertu du paragraphe 40 (1) de cette loi de soumettre des questions à un arbitre ou à un conseil d'arbitrage dont la décision a force de chose jugée.
- 2. Autoriser ou obliger des conseils scolaires à lock-outer des employés.
- 3. Dans les circonstances mentionnées à l'alinéa 86 (1) a) de cette loi, modifier les taux de salaire, toute autre condition d'emploi qui est une condition négociée centralement ou un droit, un privilège ou une obligation des conseils scolaires, des agents négociateurs concernés ou des employés qui se rapporte à la négociation centrale.

4. Agree under section 86 of that Act with an employee bargaining agency to alter the rates of wages, any other term of employment that is a central term or any right, privilege or duty of the school boards, the applicable bargaining agents or the employees relating to central bargaining.

Same

(3) Subsection (2) applies with necessary modifications with respect to the Provincial Schools Authority when it is acting jointly with an employer bargaining agency as described in subsection 23 (6) for the purposes of central bargaining.

Duty of fair representation, employer bargaining agency

16. (1) An employer bargaining agency shall not act in a manner that is arbitrary, discriminatory or in bad faith in the representation of any of the school boards for which it is designated, whether or not the school boards are its members or, if it is a council, are members of an entity that is a council member.

Duty to co-operate

(2) An employer bargaining agency shall co-operate in good faith with the Crown in preparing for and conducting central bargaining.

Role of employee bargaining agency

17. An employee bargaining agency for specified bargaining units has exclusive authority,

- (a) to represent employees in the applicable bargaining units during bargaining at a particular central table;
- (b) to exercise all of the bargaining agents' rights and privileges under the *Labour Relations Act, 1995*, and to perform all of their duties under that Act, relating to central bargaining;
- (c) to bind the employees, and their bargaining agents, to the central terms of their collective agreements; and
- (d) to exercise the rights and privileges and perform the duties described in sections 42 and 43.

Crown's participation in central bargaining

18. (1) The Crown's authority to participate in central bargaining at a central table includes participation in the following activities:

- 1. Conciliation, if a conciliation officer is appointed under section 18 of the *Labour Relations Act, 1995* or if a conciliation board is appointed under section 21 of that Act.
- 2. Mediation, if a mediator is appointed under section 19 of the *Labour Relations Act, 1995* or is agreed upon by the parties at the central table.

4. S'entendre avec l'organisme négociateur syndical en vertu de l'article 86 de cette loi pour modifier les taux de salaire, toute autre condition d'emploi qui est une condition négociée centralement ou un droit, un privilège ou une obligation des conseils scolaires, des agents négociateurs concernés ou des employés qui se rapporte à la négociation centrale.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'Administration des écoles provinciales lorsqu'elle agit conjointement avec un organisme négociateur patronal aux fins de la négociation centrale comme le prévoit le paragraphe 23 (6).

Obligation de l'organisme négociateur patronal d'être impartial

16. (1) L'organisme négociateur patronal ne doit pas se comporter de façon arbitraire ou discriminatoire ni faire preuve de mauvaise foi dans la représentation des conseils scolaires pour lesquels il a été désigné, que les conseils scolaires soient membres ou non de l'organisme ou, si ce dernier est un conseil, qu'ils soient membres ou non d'une entité membre de celui-ci.

Obligation de collaborer

(2) L'organisme négociateur patronal doit collaborer de bonne foi avec la Couronne pour se préparer à la négociation centrale et mener celle-ci.

Rôle de l'organisme négociateur syndical

17. L'organisme négociateur syndical qui représente des unités de négociation déterminées a le pouvoir exclusif :

- a) de représenter les employés membres des unités de négociation concernées pendant la négociation à une table centrale particulière;
- b) d'exercer tous les droits et privilèges que la *Loi de 1995 sur les relations de travail* confère aux agents négociateurs à l'égard de la négociation centrale et de s'acquitter de toutes les obligations qu'elle leur impose à cet égard;
- c) d'assujettir les employés ainsi que leurs agents négociateurs aux conditions de leurs conventions collectives négociées centralement;
- d) d'exercer les droits et privilèges et de s'acquitter des obligations visés aux articles 42 et 43.

Participation de la Couronne à la négociation centrale

18. (1) Le pouvoir de la Couronne de participer à la négociation centrale à une table centrale inclut la participation aux activités suivantes :

- 1. La conciliation, si un conciliateur est désigné au titre de l'article 18 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ou qu'une commission de conciliation est constituée au titre de l'article 21 de cette loi.
- 2. La médiation, si un médiateur est désigné au titre de l'article 19 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ou que les parties à la table centrale se sont entendues sur un médiateur.

3. The activities described in sections 37, 38 and 39 of the *Labour Relations Act, 1995*, if an industrial inquiry commission is appointed under section 37, a special officer is appointed under section 38 or a Disputes Advisory Committee is appointed under section 39, as the case may be.
4. Arbitration, if an arbitrator or board of arbitration is appointed under subsection 40 (1) of the *Labour Relations Act, 1995*.

Duty to co-operate

(2) The Crown shall co-operate in good faith with an employer bargaining agency in preparing for and conducting central bargaining.

REPRESENTATIVES FOR CENTRAL BARGAINING

Employee bargaining agencies for teachers

19. Each of the following entities is designated as the employee bargaining agency for the employees in the teachers' bargaining units indicated:

1. L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.
2. Elementary Teachers' Federation of Ontario is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.
3. The Ontario English Catholic Teachers' Association is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.
4. The Ontario Secondary School Teachers' Federation is the employee bargaining agency for all of the teachers' bargaining units for which it is the bargaining agent.

Employee bargaining agencies for other employees

Mandatory designation of trade union

20. (1) If all of the following conditions are met, the Minister shall, by regulation, designate a trade union as the employee bargaining agency, for a specified round of collective bargaining, for the employees in specified bargaining units that are not teachers' bargaining units:

1. The trade union must request the designation under this subsection.
2. The trade union must specify the bargaining units for which the designation is requested.
3. The designation must be requested for at least 15 specified bargaining units.
4. The specified bargaining units for which the designation is requested must comprise,

3. Les activités visées aux articles 37, 38 et 39 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si une commission industrielle d'enquête est constituée au titre de l'article 37, qu'un agent spécial est désigné au titre de l'article 38 ou qu'un comité consultatif sur les différends est constitué au titre de l'article 39, selon le cas.
4. L'arbitrage, si un arbitre est désigné ou un conseil d'arbitrage constitué au titre du paragraphe 40 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Obligation de collaborer

(2) La Couronne doit collaborer de bonne foi avec l'organisme négociateur patronal pour se préparer à la négociation centrale et mener celle-ci.

REPRÉSENTANTS À LA NÉGOCIATION CENTRALE

Organismes négociateurs syndicaux pour les enseignants

19. Chacune des entités suivantes est désignée comme organisme négociateur syndical pour les employés membres des unités de négociation d'enseignants indiquées :

1. L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.
2. La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.
3. L'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.
4. La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario est l'organisme négociateur syndical pour toutes les unités de négociation d'enseignants dont elle est l'agent négociateur.

Organismes négociateurs syndicaux pour les autres employés

Désignation obligatoire du syndicat

20. (1) Si toutes les conditions suivantes sont remplies, le ministre doit, par règlement, désigner un syndicat comme organisme négociateur syndical, pour un cycle de négociation collective déterminé, pour les employés membres d'unités de négociation déterminées qui ne sont pas des unités de négociation d'enseignants :

1. Le syndicat doit demander la désignation dans le cadre du présent paragraphe.
2. Le syndicat doit préciser les unités de négociation pour lesquelles la désignation est demandée.
3. La désignation doit être demandée pour au moins 15 unités de négociation déterminées.
4. Les unités de négociation déterminées pour lesquelles la désignation est demandée doivent comprendre :

- i. at least two-thirds of the bargaining units (that are not teachers' bargaining units) for which the trade union and its affiliated local trade unions are the bargaining agents, and
- ii. at least two-thirds of the employees in all of the bargaining units (that are not teachers' bargaining units) for which the trade union and its affiliated local trade unions are the bargaining agents.

5. The Minister is satisfied that the trade union and its affiliated local trade unions are the bargaining agents for the specified bargaining units.

Permitted designation of entity

(2) If both of the following conditions are met, the Minister may, by regulation, designate an entity as the employee bargaining agency, for a specified round of collective bargaining, for the employees in specified bargaining units that are not teachers' bargaining units:

- 1. The Minister is satisfied that bargaining agents for all of the bargaining units to be represented at the applicable central table have vested in the entity appropriate authority enabling it to discharge the responsibilities of an employee bargaining agency.
- 2. Upon being designated, the entity would represent the employees in at least 15 bargaining units at the applicable central table.

Same, council

(3) For greater certainty, a council of trade unions may be designated as the employee bargaining agency for a particular central table.

Restriction

(4) An employee bargaining agency cannot be designated to represent employees in bargaining units that are established after the designation takes effect.

Employer bargaining agencies

21. (1) Each of the following is designated as the employer bargaining agency for the school boards and with respect to the bargaining units indicated:

- 1. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario is the employer bargaining agency for every French-language public district school board, with respect to all bargaining units other than teachers' bargaining units that are represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
- 2. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques is the employer bargaining agency for every French-language separate district school board, with respect to all bargaining units other than teachers' bargaining units that are repre-

i. au moins deux tiers des unités de négociation (qui ne sont pas des unités de négociation d'enseignants) dont le syndicat et ses syndicats locaux affiliés sont les agents négociateurs,

ii. au moins deux tiers des employés de toutes les unités de négociation (qui ne sont pas des unités de négociation d'enseignants) dont le syndicat et ses syndicats locaux affiliés sont les agents négociateurs.

5. Le ministre est convaincu que le syndicat et ses syndicats locaux affiliés sont les agents négociateurs des unités de négociation déterminées.

Désignation facultative de l'entité

(2) Si les deux conditions suivantes sont remplies, le ministre peut, par règlement, désigner une entité comme organisme négociateur syndical, pour un cycle de négociation collective déterminé, pour les employés membres d'unités de négociation déterminées qui ne sont pas des unités de négociation d'enseignants :

- 1. Le ministre est convaincu que les agents négociateurs de toutes les unités de négociation devant être représentées à la table centrale concernée ont investi l'entité des pouvoirs nécessaires pour qu'elle assume les responsabilités d'un organisme négociateur syndical.
- 2. Au moment de sa désignation, l'entité représenterait les employés d'au moins 15 unités de négociation à la table centrale concernée.

Idem : conseil

(3) Il est entendu qu'un conseil de syndicats peut être désigné comme organisme négociateur syndical pour une table centrale particulière.

Restriction

(4) Un organisme négociateur syndical ne peut pas être désigné pour représenter des employés membres d'unités de négociation établies après la prise d'effet de la désignation.

Organismes négociateurs patronaux

21. (1) Chacune des associations suivantes est désignée comme organisme négociateur patronal pour les conseils scolaires indiqués et à l'égard des unités de négociation indiquées :

- 1. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district publics de langue française, à l'égard de toutes les unités de négociation autres que les unités de négociation d'enseignants représentées par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
- 2. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district séparés de langue française, à l'égard de toutes les unités de négociation autres que les unités de négoc-

sented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.

3. Ontario Catholic School Trustees' Association is the employer bargaining agency for every English-language separate district school board, with respect to all bargaining units.
4. Ontario Public School Boards' Association is the employer bargaining agency for every English-language public district school board and every board established under section 68 of the *Education Act*, with respect to all bargaining units.
5. A council of the following trustees' associations is the employer bargaining agency for every French-language public district school board and French-language separate district school board, with respect to all teachers' bargaining units that are represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens:
 - i. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario.
 - ii. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques.

Same

(2) The Minister may, by regulation, designate a trustees' association as the employer bargaining agency for a school board for which no employer bargaining agency is designated by subsection (1).

Policies and procedures

(3) A trustees' association or council of trustees' associations designated by subsection (1) is required to establish policies and procedures for the effective exercise of its rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act.

Voting process

(4) If voting is required in respect of collective bargaining by an employer bargaining agency designated by subsection (1), the outcome of a vote must be decided by the approval of a majority of the school boards that are represented by the agency, with their votes weighted to reasonably reflect, for each school board, the size of the bargaining units containing employees of the school board.

Corporate matters

(5) A trustees' association is deemed to have the capacity in law to exercise the rights and privileges and perform the duties of an employer bargaining agency under this Act.

Designation re: other employees

(6) Despite subsections (1) and (2), the Minister may,

ciation d'enseignants représentées par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.

3. L'Ontario Catholic School Trustees' Association est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district séparés de langue anglaise, à l'égard de toutes les unités de négociation.
4. L'Ontario Public School Boards' Association est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district publics de langue anglaise et tous les conseils créés en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'éducation*, à l'égard de toutes les unités de négociation.
5. Un conseil des associations d'employeurs suivantes est l'organisme négociateur patronal pour tous les conseils scolaires de district publics de langue française et tous les conseils scolaires de district séparés de langue française, à l'égard de toutes les unités de négociation d'enseignants représentées par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens :
 - i. L'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario.
 - ii. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques.

Idem

(2) Le ministre peut, par règlement, désigner une association d'employeurs comme organisme négociateur patronal pour un conseil scolaire pour lequel aucun organisme négociateur patronal n'a été désigné par le paragraphe (1).

Politiques et procédures

(3) Une association d'employeurs ou un conseil d'associations d'employeurs désigné par le paragraphe (1) est tenu d'établir des politiques et des procédures permettant l'exercice effectif des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquiescement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre.

Règles de vote

(4) Tout vote que doit tenir l'organisme négociateur patronal désigné par le paragraphe (1) à l'égard de la négociation collective se décide à la majorité des conseils scolaires représentés par l'organisme, leurs voix étant pondérées de façon à refléter raisonnablement, pour chaque conseil scolaire, la taille des unités de négociation comprenant des employés du conseil.

Capacité

(5) Une association d'employeurs est réputée avoir la capacité en droit d'exercer les droits et privilèges que la présente loi confère à un organisme négociateur patronal et de s'acquiescer des obligations qu'elle lui impose à ce titre.

Désignation concernant d'autres employés

(6) Malgré les paragraphes (1) et (2), le ministre peut,

by regulation, designate a council of trustees' associations as the employer bargaining agency for a central table for central bargaining with respect to employees other than teachers.

Same

(7) If a council of trustees' associations is designated under subsection (6) as an employer bargaining agency, the regulation in which the designation is made may also,

- (a) establish policies and procedures for the effective exercise of the council's rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act;
- (b) establish a committee of the council and provide for the composition of the committee;
- (c) authorize the committee, on behalf of the council, to exercise the rights and privileges and perform the duties of the council as the employer bargaining agency; and
- (d) establish the voting process to be used by the council or committee in respect of central bargaining, which process must be consistent with subsection (4).

Same

(8) If a committee is established under subsection (7), the regulation must ensure that each trustees' association that is a member of the council is entitled to have a representative on the committee.

Effect of designating a council

(9) If a council of trustees' associations is designated under subsection (6) for a specified central table, it replaces the individual trustees' associations as the employer bargaining agency for the applicable school boards for the purposes of central bargaining at that table and exercising the rights and privileges and performing the duties described in sections 42 and 43.

Requirement to pay fees

(10) The Minister may, by regulation, require a school board to pay fees to a trustees' association that represents the school board, relating to the activities of the trustees' association under this Act, and the regulation may provide for the following matters:

- 1. The manner of determining the amount of the fees.
- 2. Matters relating to the payment of the fees.
- 3. The consequences of failure to pay the fees, which may include providing that a school board that does not pay a fee by the specified deadline forfeits its entitlement to participate in a vote described in subsection (4) during a specified period.

Effect on voting process

(11) If a regulation made under subsection (10) specifies that a school board forfeits its entitlement to partici-

par règlement, désigner un conseil d'associations d'employeurs comme organisme négociateur patronal pour une table centrale aux fins de la négociation centrale concernant des employés autres que des enseignants.

Idem

(7) Si un conseil d'associations d'employeurs est désigné comme organisme négociateur patronal en vertu du paragraphe (6), le règlement portant désignation peut également :

- a) établir des politiques et des procédures permettant l'exercice effectif, par le conseil, des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquittement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre;
- b) créer un comité du conseil et en prévoir la composition;
- c) autoriser le comité, au nom du conseil, à exercer les droits et privilèges et à s'acquitter des obligations du conseil en tant qu'organisme négociateur patronal;
- d) établir les règles de vote, conformes au paragraphe (4), à utiliser par le conseil ou le comité à l'égard de la négociation centrale.

Idem

(8) Si un comité est créé en vertu du paragraphe (7), le règlement doit faire en sorte que chaque association d'employeurs membre du conseil ait le droit d'y avoir un représentant.

Effet de la désignation d'un conseil

(9) Le conseil d'associations d'employeurs qui est désigné pour une table centrale déterminée en vertu du paragraphe (6), le cas échéant, remplace les associations d'employeurs individuelles en tant qu'organisme négociateur patronal pour les conseils scolaires concernés aux fins de la négociation centrale à cette table ainsi qu'aux fins de l'exercice des droits et privilèges et de l'acquittement des obligations visés aux articles 42 et 43.

Paiement de droits

(10) Le ministre peut, par règlement, exiger qu'un conseil scolaire paie des droits à une association d'employeurs qui représente le conseil scolaire, relativement aux activités de l'association d'employeurs prévues par la présente loi. Le règlement peut prévoir ce qui suit :

- 1. Le mode de calcul des droits.
- 2. Des questions relatives au paiement des droits.
- 3. Les conséquences du défaut de paiement des droits, notamment la perte par le conseil scolaire qui ne paie pas les droits dans le délai précisé de son droit de participer à un vote visé au paragraphe (4) pendant une période déterminée.

Effet sur les règles de vote

(11) Si un règlement pris en vertu du paragraphe (10) précise qu'un conseil scolaire perd le droit de participer à

pate in a vote described in subsection (4) during a specified period, the voting process described in subsection (4) excludes the school board when the outcome of a vote is determined.

Substitution if employer bargaining agency unable, etc., to act

22. (1) If, in the Minister's opinion, a trustees' association or a council designated by or under section 21 is unable or unwilling to exercise its rights and privileges or perform its duties as an employer bargaining agency under this Act, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a committee to exercise the rights and privileges and perform the duties on its behalf until central bargaining is completed.

Same

(2) If, in the Minister's opinion, a trustees' association that is a member of a council designated by or under section 21 is unable or unwilling to exercise its rights and privileges or perform its duties as a member of the council, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a committee to exercise the rights and privileges and perform the duties on its behalf until central bargaining is completed.

Same

(3) Before a regulation can be made under subsection (1) or (2), as the case may be, the Minister must first consult with the school boards that are represented by the trustees' association or council and must have reasonable grounds for forming the opinion that is required by subsection (1) or (2).

Same

(4) The regulation must ensure that each school board that is represented by the trustees' association or council, as the case may be, is entitled to have a representative on the committee.

Same

(5) The regulation establishing the committee may also,

- (a) provide for the composition of the committee;
- (b) provide for the establishment, composition and election of a negotiating committee by members of the committee;
- (c) establish policies and procedures for the effective exercise of the committee's rights and privileges and performance of its duties as an employer bargaining agency under this Act;
- (d) establish the voting process to be used by the committee in respect of central bargaining, which process must be consistent with subsection 21 (4);
- (e) authorize or require the trustees' association, or a school board represented by the trustees' association, or both, to provide services to the committee;

un vote visé au paragraphe (4) pendant une période déterminée, les règles de vote énoncées au paragraphe (4) excluent le conseil lorsqu'il s'agit de décider du résultat du vote.

Substitution en cas d'incapacité d'agir de l'organisme négociateur patronal

22. (1) Si, de l'avis du ministre, une association d'employeurs ou un conseil désigné par l'article 21 ou en vertu de cet article ne peut pas ou ne veut pas exercer les droits et privilèges que la présente loi confère à un organisme négociateur patronal ou s'acquitter des obligations qu'elle lui impose à ce titre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un comité pour se substituer à l'association ou au conseil à ces égards jusqu'à la fin de la négociation centrale.

Idem

(2) Si, de l'avis du ministre, une association d'employeurs membre d'un conseil désigné par l'article 21 ou en vertu de cet article ne peut pas ou ne veut pas exercer ses droits et privilèges ou s'acquitter de ses obligations en tant que membre du conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un comité pour se substituer à l'association à ces égards jusqu'à la fin de la négociation centrale.

Idem

(3) Avant qu'un règlement puisse être pris en vertu du paragraphe (1) ou (2), selon le cas, le ministre doit d'abord consulter les conseils scolaires qui sont représentés par l'association d'employeurs ou le conseil et avoir des motifs raisonnables de former l'avis exigé par le paragraphe (1) ou (2).

Idem

(4) Le règlement doit faire en sorte que chaque conseil scolaire représenté par l'association d'employeurs ou le conseil, selon le cas, ait le droit d'avoir un représentant au comité.

Idem

(5) Le règlement portant création du comité peut également :

- a) prévoir la composition du comité;
- b) prévoir la création, la composition et l'élection d'un comité de négociation par les membres du comité;
- c) établir des politiques et des processus permettant l'exercice effectif, par le comité, des droits et privilèges que la présente loi lui confère en tant qu'organisme négociateur patronal et l'acquittement effectif des obligations qu'elle lui impose à ce titre;
- d) établir les règles de vote, conformes au paragraphe 21 (4), à utiliser par le comité à l'égard de la négociation centrale;
- e) autoriser ou obliger l'association d'employeurs ou un conseil scolaire qu'elle représente, ou les deux, à fournir des services au comité;

- (f) authorize or require the payment of fees to the committee by a trustees' association or by a school board represented by the trustees' association, or both;
- (g) specify the manner of determining the amount of the fees, if any, payable to the committee and specifying other matters respecting the payment of the fees.

CENTRAL TABLES

Central tables

For teachers

23. (1) The following central tables are established for central bargaining with respect to the teachers' bargaining units indicated:

1. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
2. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by the Elementary Teachers' Federation of Ontario.
3. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by The Ontario English Catholic Teachers' Association.
4. A central table for every teachers' bargaining unit that is represented by The Ontario Secondary School Teachers' Federation, other than the teachers' bargaining unit of the Provincial Schools Authority.

For other employees

(2) The Minister shall, by regulation, establish a central table for central bargaining by an employee bargaining agency designated under subsection 20 (1) with respect to all of the bargaining units for which the agency is designated.

Same

(3) The Minister may, by regulation, establish one or more central tables for central bargaining with respect to bargaining units for other employees.

Restriction

(4) A regulation under subsection (3) establishing a central table does not have effect unless there is an employee bargaining agency designated under section 20 for the specified bargaining units at the central table and an employer bargaining agency designated under section 21 for the school boards.

Same

(5) A central table cannot have more than one employer bargaining agency or more than one employee bargaining agency.

- f) autoriser ou obliger une association d'employeurs ou un conseil scolaire qu'elle représente, ou les deux, à payer des droits au comité;
- g) préciser le mode de calcul des droits, le cas échéant, à payer au comité et préciser d'autres questions relatives à leur paiement.

TABLES CENTRALES

Tables centrales

Pour les enseignants

23. (1) Les tables centrales suivantes sont établies aux fins de la négociation centrale à l'égard des unités de négociation d'enseignants indiquées :

1. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
2. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario.
3. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens.
4. Une table centrale pour chaque unité de négociation d'enseignants représentée par la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, autre que l'unité de négociation d'enseignants de l'Administration des écoles provinciales.

Pour les autres employés

(2) Le ministre doit, par règlement, établir une table centrale aux fins de la négociation centrale par un organisme négociateur syndical désigné en vertu du paragraphe 20 (1) à l'égard de toutes les unités de négociation pour lesquelles l'organisme a été désigné.

Idem

(3) Le ministre peut, par règlement, établir une ou plusieurs tables centrales aux fins de la négociation centrale à l'égard des unités de négociation d'autres employés.

Restriction

(4) Un règlement établissant une table centrale pris en vertu du paragraphe (3) est sans effet à moins qu'un organisme négociateur syndical ait été désigné en vertu de l'article 20 pour les unités de négociation déterminées à la table centrale et qu'un organisme négociateur patronal ait été désigné en vertu de l'article 21 pour les conseils scolaires.

Idem

(5) Une table centrale ne peut pas compter plus d'un organisme négociateur patronal ou plus d'un organisme négociateur syndical.

Joint bargaining, Provincial Schools Authority

(6) If the Crown and The Ontario Secondary School Teachers' Federation agree,

- (a) the central table described in paragraph 4 of subsection (1) may be expanded to include the teachers' bargaining unit of the Provincial Schools Authority; and
- (b) the Provincial Schools Authority may act jointly with the employer bargaining agency as a party at that table for the purposes of central bargaining with The Ontario Secondary School Teachers' Federation.

SCOPE OF CENTRAL AND LOCAL BARGAINING**Scope of central bargaining**

24. The matters to be included within the scope of central bargaining at a central table shall be determined by the parties at the table and the Crown in accordance with section 28.

Denominational rights and privileges

25. (1) This section applies if a council is designated as the employer bargaining agency for a particular central table and if l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques or the Ontario Catholic School Trustees' Association is a member of the council.

Notice re: prejudicial effect

(2) A council member referred to in subsection (1) may give written notice to the parties at the central table and to the Crown that a particular matter or proposal that is the subject of central bargaining may prejudicially affect the denominational rights and privileges referred to in subsection 1 (3).

Agreement re: central, local bargaining

(3) Upon receiving the notice, the parties and the Crown may agree to exclude the matter or proposal from central bargaining and may agree to make the matter or proposal the subject of local bargaining.

Application to Ontario Labour Relations Board

(4) If the matter or proposal is not excluded from central bargaining, the council member that gave the notice may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue.

Parties

(5) The Crown, the council, each of the members of the council, the employee bargaining agency and such other persons and entities as the Board considers appropriate may participate in a proceeding under subsection (4).

Decision

(6) The Board shall decide the issue and may exclude

Négociation conjointe : Administration des écoles provinciales

(6) Si la Couronne et la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario y consentent :

- a) la table centrale décrite à la disposition 4 du paragraphe (1) peut être élargie pour inclure l'unité de négociation d'enseignants de l'Administration des écoles provinciales;
- b) l'Administration des écoles provinciales peut agir conjointement avec l'organisme négociateur patronal comme partie à cette table aux fins de la négociation centrale avec la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario.

CHAMP DE LA NÉGOCIATION CENTRALE ET LOCALE**Champ de la négociation centrale**

24. Les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale sont décidées par les parties à la table et par la Couronne conformément à l'article 28.

Droits et privilèges confessionnels

25. (1) Le présent article s'applique si un conseil est désigné comme organisme négociateur patronal pour une table centrale particulière et que l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques ou l'Ontario Catholic School Trustees' Association est membre du conseil.

Avis de préjudice possible

(2) Le membre d'un conseil visé au paragraphe (1) peut aviser par écrit les parties à la table centrale et la Couronne qu'une question ou une proposition particulière qui fait l'objet d'une négociation centrale risque de porter préjudice aux droits et privilèges confessionnels visés au paragraphe 1 (3).

Entente : négociation centrale ou locale

(3) Lorsqu'elles reçoivent l'avis, les parties et la Couronne peuvent convenir d'exclure la question ou la proposition de la négociation centrale et convenir qu'elle fera l'objet de la négociation locale.

Requête auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(4) Si la question ou la proposition n'est pas exclue de la négociation centrale, le membre du conseil qui a donné l'avis peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario, par voie de requête, de trancher le litige.

Parties

(5) La Couronne, le conseil, chacun des membres du conseil, l'organisme négociateur syndical et les autres personnes et entités que la Commission juge appropriées peuvent participer à une instance prévue au paragraphe (4).

Décision

(6) La Commission tranche le litige et peut exclure la

the matter or proposal from central bargaining, may make the matter or proposal the subject of local bargaining or may make such other orders regarding the bargaining of the matter or proposal as the Board determines are appropriate in the circumstances.

Restriction

(7) The Board is only permitted to limit the scope of central bargaining respecting the matter to the minimum extent necessary to avoid an infringement of the denominational rights and privileges referred to in subsection 1 (3).

Timing

(8) The Board shall make a decision in an expeditious fashion.

Expediting proceedings

(9) The chair of the Board may make rules under subsection 110 (18) of the *Labour Relations Act, 1995* to expedite proceedings relating to an application under this section, and subsections 110 (19), (20), (21) and (22) of that Act apply, with necessary modifications, with respect to the rules.

Linguistic rights and privileges

26. (1) This section applies if a council is designated as the employer bargaining agency for a particular central table and if l'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario or l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques is a member of the council.

Notice re: prejudicial effect

(2) A council member referred to in subsection (1) may give written notice to the parties at the central table and to the Crown that a particular matter or proposal that is the subject of central bargaining may prejudicially affect the linguistic rights and privileges referred to in subsection 1 (3).

Agreement, etc., re: central, local bargaining

(3) Subsections 25 (3) to (9) apply, with necessary modifications, with respect to the matter or proposal.

Scope of local bargaining

27. If a matter is not within the scope of central bargaining at a particular central table, it is within the scope of local bargaining.

Negotiations about scope of central bargaining

28. (1) The parties at a central table and the Crown shall meet within 15 days after the notice of desire to bargain has been given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*, or within such further period as they agree upon, and they shall bargain in good faith and make every reasonable effort to agree upon the matters to be included within the scope of central bargaining at the central table.

Restriction re: impasse

(2) No strike shall be called or lock-out authorized

question ou la proposition de la négociation centrale, décider qu'elle fera l'objet de la négociation locale ou prendre les autres ordonnances qu'elle estime appropriées dans les circonstances à propos de la négociation de la question ou de la proposition.

Restriction

(7) La Commission ne peut limiter le champ de la négociation centrale à propos de la question que dans la mesure minimale nécessaire pour éviter une atteinte aux droits et privilèges confessionnels visés au paragraphe 1 (3).

Délai

(8) La Commission rend sa décision de façon rapide.

Accélération du déroulement des instances

(9) Le président de la Commission peut établir des règles en vertu du paragraphe 110 (18) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* en vue d'accélérer le déroulement des instances relatives aux requêtes présentées en vertu du présent article. Les paragraphes 110 (19), (20), (21) et (22) de cette loi s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des règles.

Droits et privilèges linguistiques

26. (1) Le présent article s'applique si un conseil est désigné comme organisme négociateur patronal pour une table centrale particulière et que l'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario ou l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques est membre du conseil.

Avis de préjudice possible

(2) Le membre d'un conseil visé au paragraphe (1) peut aviser par écrit les parties à la table centrale et la Couronne qu'une question ou une proposition particulière qui fait l'objet de la négociation centrale risque de porter préjudice aux droits et privilèges linguistiques visés au paragraphe 1 (3).

Entente : négociation centrale ou locale

(3) Les paragraphes 25 (3) à (9) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la question ou de la proposition.

Champ de la négociation locale

27. Une question qui n'entre pas dans le champ de la négociation centrale à une table centrale particulière entre dans le champ de la négociation locale.

Négociation sur le champ de la négociation centrale

28. (1) Les parties à une table centrale et la Couronne se rencontrent dans les 15 jours de la date de l'avis de leur intention de négocier prévu à l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, ou dans le délai plus long dont elles conviennent. Elles négocient de bonne foi et font des efforts raisonnables pour s'entendre sur les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à la table centrale.

Restriction : impasse

(2) Aucune grève ne doit être ordonnée ni aucun lock-

because there is a failure to agree upon whether a matter is within the scope of central or local bargaining.

Referral by local parties

(3) A dispute between the parties to local bargaining about whether a matter is within the scope of local bargaining shall be referred to the parties at the central table and the Crown to determine.

Application to the Ontario Labour Relations Board

(4) If the parties at a central table and the Crown do not agree upon the matters to be included within the scope of central bargaining at a central table, either party or the Crown may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue.

Same

(5) If the parties at a central table and the Crown do not agree upon the interpretation or application of an agreement or order determining the matters that are included within the scope of central or local bargaining, either party or the Crown may apply to the Ontario Labour Relations Board to decide the issue.

Time

(6) An application to the Board under subsection (4) cannot be made until 45 days have elapsed after the notice of desire to bargain was given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*.

Decision

(7) The Board shall decide the issue.

Factors

(8) For the purpose of deciding whether a matter is within the scope of central bargaining, the Board shall consider the following factors:

1. The extent to which the matter could result in a significant impact on the implementation of provincial education policy.
2. The extent to which the matter could result in a significant impact on expenditures for one or more school boards.
3. Whether the matter raises common issues between the parties to the collective agreements that can more appropriately be addressed in central bargaining than in local bargaining.
4. Such other factors as the Board considers relevant in the circumstances.

Timing

(9) The Board shall make a decision in an expeditious manner.

out autorisé en raison de l'absence d'accord sur le fait de savoir si une question entre dans le champ de la négociation centrale ou dans celui de la négociation locale.

Renvoi par les parties locales

(3) Tout différend entre les parties à la négociation locale quant au fait de savoir si une question entre dans le champ de la négociation locale doit être renvoyé pour décision aux parties à la table centrale et à la Couronne.

Requête auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(4) Si les parties à une table centrale et la Couronne ne s'entendent pas sur les questions à inclure dans le champ de la négociation centrale à une table centrale, toute partie ou la Couronne peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario, par voie de requête, de trancher le litige.

Idem

(5) Si les parties à une table centrale et la Couronne ne s'entendent pas sur l'interprétation ou l'application d'une entente ou d'une ordonnance fixant les questions qui sont incluses dans le champ de la négociation centrale ou dans celui de la négociation locale, toute partie ou la Couronne peut demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario, par voie de requête, de trancher le litige.

Délai

(6) Une requête ne peut être présentée à la Commission en vertu du paragraphe (4) que lorsqu'au moins 45 jours se sont écoulés après que l'avis d'intention de négocier a été donné en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Décision

(7) La Commission tranche le litige.

Facteurs

(8) Pour décider si une question entre dans le champ de la négociation centrale, la Commission tient compte des facteurs suivants :

1. La mesure dans laquelle la question pourrait avoir un effet important sur la mise en oeuvre d'une politique provinciale en matière d'éducation.
2. La mesure dans laquelle la question pourrait avoir un effet important sur les dépenses d'un ou plusieurs conseils scolaires.
3. Le fait de savoir si la question soulève des questions communes entre les parties aux conventions collectives qu'il serait plus approprié de traiter dans le cadre de la négociation centrale que dans le cadre de la négociation locale.
4. Tout autre facteur que la Commission estime pertinent dans les circonstances.

Délai

(9) La Commission rend sa décision de façon rapide.

Expediting proceedings

(10) The chair of the Board may make rules under subsection 110 (18) of the *Labour Relations Act, 1995* to expedite proceedings relating to an application under this section, and subsections 110 (19), (20), (21) and (22) of that Act apply, with necessary modifications, with respect to the rules.

NEGOTIATIONS**Central bargaining and the *Labour Relations Act, 1995***

29. The *Labour Relations Act, 1995* governs central bargaining at a central table as if the settlement of the central terms constituted a collective agreement between the central bargaining representatives.

Local bargaining and the *Labour Relations Act, 1995*

30. (1) Where both central and local bargaining are required, the *Labour Relations Act, 1995* governs local bargaining as if the settlement of the local terms constituted a collective agreement between the employer and the bargaining agent.

Joint negotiations

(2) For the purposes of local bargaining, two or more school boards may act jointly as a party and two or more bargaining agents may act jointly as a party if the boards and the agents all agree to do so.

Notice of desire to bargain, central and local bargaining

31. (1) Either of the parties to central bargaining at a central table may give notice under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995* of its desire to bargain.

Restriction, local bargaining

(2) Where both central and local bargaining are required, neither of the parties at a corresponding local table are permitted to give notice under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995* of its desire to bargain.

Deemed notice by parties to local bargaining

(3) When the notice is given by a party at the central table, it is also deemed to be notice given by each of the school boards or bargaining agents, as the case may be, represented by the party of their desire to bargain at the corresponding local tables.

Notice to the Crown

(4) The party that gives notice for the central table shall give a copy of the notice to the Crown.

When notice may be given

(5) The Minister may, by regulation, authorize the notice under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995* to be given within a longer period than is specified in subsection 59 (1) of that Act but shall not authorize the notice to be given more than 180 days before the collective agreement ceases to operate.

Accélération du déroulement des instances

(10) Le président de la Commission peut établir des règles en vertu du paragraphe 110 (18) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* en vue d'accélérer le déroulement des instances relatives à une requête présentée en vertu du présent article. Les paragraphes 110 (19), (20), (21) et (22) de cette loi s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des règles.

NÉGOCIATIONS**Négociation centrale et *Loi de 1995 sur les relations de travail***

29. La *Loi de 1995 sur les relations de travail* régit la négociation centrale à une table centrale comme si le règlement des conditions négociées centralement constituait une convention collective entre les représentants à la négociation centrale.

Négociation locale et *Loi de 1995 sur les relations de travail*

30. (1) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, la *Loi de 1995 sur les relations de travail* régit la négociation locale comme si le règlement des conditions négociées localement constituait une convention collective entre l'employeur et l'agent négociateur.

Jonction des parties

(2) Aux fins de la négociation locale, deux conseils scolaires ou plus peuvent agir conjointement à titre de partie et deux agents négociateurs ou plus peuvent faire de même si tous les conseils et agents en cause y consentent.

Avis de l'intention de négocier : négociation centrale et locale

31. (1) L'une ou l'autre des parties à la négociation centrale à une table centrale peut donner un avis de son intention de négocier en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Restriction : négociation locale

(2) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, aucune des parties à une table locale correspondante ne peut donner un avis de son intention de négocier en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Avis réputé donné par les parties à la négociation locale

(3) L'avis donné par une partie à la table centrale est également réputé un avis donné par chacun des conseils scolaires ou des agents négociateurs, selon le cas, représentés par la partie de leur intention de négocier aux tables locales correspondantes.

Avis à la Couronne

(4) La partie qui donne un avis pour la table centrale en remet une copie à la Couronne.

Remise de l'avis

(5) Le ministre peut, par règlement, autoriser que l'avis prévu à l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* soit donné dans un délai plus long que celui précisé au paragraphe 59 (1) de cette loi. Il ne peut toutefois pas autoriser qu'il le soit plus de 180 jours avant l'expiration de la convention collective.

Obligation to bargain, central and local bargaining

32. (1) The parties to central bargaining at a central table, and the Crown, shall meet within 15 days after the scope of the central bargaining has been determined or within such further period as they agree upon and they shall bargain in good faith and make every reasonable effort to agree upon central terms.

Same

(2) Where both central and local bargaining are required, the parties to local bargaining shall meet within 15 days after the scope of the central bargaining, if any, has been determined or within such further period as they agree upon and they shall bargain in good faith and make every reasonable effort to agree upon local terms.

Bargaining for a first collective agreement

33. (1) If a notice of desire to bargain is given under section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*, the following rules apply:

1. Collective bargaining for the first collective agreement is undertaken through local bargaining alone.
2. The first collective agreement must have an expiry date that is the same as the date determined under section 41 of this Act for collective agreements in operation on the date on which the bargaining agent acquired bargaining rights under the *Labour Relations Act, 1995* with respect to the bargaining unit. If the collective agreement does not provide for that date, it is deemed to have done so.
3. The term of operation of the collective agreement may be less than one year.

Same

(2) For greater certainty, subsection (1) applies despite any other requirement of this Act or the *Labour Relations Act, 1995*.

Strike or lock-out, central and local bargaining

34. (1) Where both central and local bargaining are required, subsections 79 (2), (3), (4), (6), (7) and (8) of the *Labour Relations Act, 1995* apply separately with respect to the central bargaining and the local bargaining.

Voting, council of unions

(2) If the employee bargaining agency is a council of unions, the weight to be assigned to the votes of employees in each bargaining unit for the purposes of a vote required by subsection 79 (3) of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of central bargaining may be determined in the documents that establish the council.

Notice before strike, central bargaining

(3) No employee shall strike in respect of central bargaining unless, at least five days before the strike begins, the employee bargaining agency for the employee gives

Obligation de négocier : négociation centrale et locale

32. (1) Les parties à la négociation centrale à une table centrale et la Couronne se rencontrent dans les 15 jours de la date à laquelle le champ de la négociation centrale a été fixé ou dans le délai plus long dont elles conviennent. Elles négocient de bonne foi et font des efforts raisonnables pour s'entendre sur les conditions négociées centralement.

Idem

(2) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, les parties à la négociation locale se rencontrent dans les 15 jours de la date à laquelle le champ de la négociation centrale, le cas échéant, a été fixé ou dans le délai plus long dont elles conviennent. Elles négocient de bonne foi et font des efforts raisonnables pour s'entendre sur les conditions négociées localement.

Négociation en vue de la conclusion d'une première convention

33. (1) Si un avis d'intention de négocier est donné en application de l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, les règles suivantes s'appliquent :

1. La négociation collective en vue de la conclusion de la première convention collective est menée uniquement par une négociation locale.
2. La première convention collective doit avoir une date d'expiration identique à celle fixée en application de l'article 41 de la présente loi pour les conventions collectives en vigueur à la date à laquelle l'agent négociateur a acquis des droits de négociation en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard de l'unité de négociation. La convention collective qui ne prévoit pas une telle date est réputée le faire.
3. La durée de la convention collective peut être inférieure à un an.

Idem

(2) Il est entendu que le paragraphe (1) s'applique malgré toute autre exigence de la présente loi ou de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Grève ou lock-out : négociation centrale et locale

34. (1) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, les paragraphes 79 (2), (3), (4), (6), (7) et (8) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent séparément à l'égard des deux types de négociation.

Scrutin : conseil de syndicats

(2) Si l'organisme négociateur syndical est un conseil de syndicats, les documents qui le créent peuvent préciser la pondération à accorder aux voix des employés de chaque unité de négociation pour les besoins du scrutin exigé par le paragraphe 79 (3) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard de la négociation centrale.

Préavis de grève : négociation centrale

(3) Aucun employé ne doit se mettre en grève pour un motif lié à la négociation centrale sauf si, au moins cinq jours avant le début de la grève, l'organisme négociateur

written notice of the strike to the employer bargaining agency at the central table and to the Crown, indicating the date on which the strike will begin.

Same, local bargaining

(4) No employee shall strike in respect of local bargaining unless, at least five days before the strike begins, the bargaining agent representing the employee gives written notice of the strike to the school board, indicating the date on which the strike will begin.

Notice before lock-out, central bargaining

(5) No employer bargaining agency shall authorize or require a school board to lock out an employee, and no school board shall lock out an employee, in respect of central bargaining unless the Crown consents to the lock-out and, at least five days before the lock-out begins, the employer bargaining agency gives written notice of the lock-out to the employee bargaining agency at the central table and to the Crown, indicating the date on which the lock-out will begin.

Same, local bargaining

(6) No school board shall lock out an employee in respect of local bargaining unless, at least five days before the lock-out begins, the school board gives written notice of the lock-out to the bargaining agent representing the employee, indicating the date on which the lock-out will begin.

Definition of "strike" re: teachers' bargaining units

35. (1) For the purposes of this Act, the definition of "strike" in section 1 of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply with respect to a teachers' bargaining unit.

Same

(2) For the purposes of this Act, "strike", in relation to a teachers' bargaining unit, includes any action or activity by teachers in combination or in concert or in accordance with a common understanding that is designed or may reasonably be expected to have the effect of curtailing, restricting, limiting or interfering with,

- (a) the normal activities of a school board or its employees,
- (b) the operation or functioning of one or more of a school board's schools or of one or more of the programs in one or more schools of a school board, or
- (c) the performance of the duties of teachers set out in the *Education Act* or the regulations under it,

including any withdrawal of services or work to rule by teachers acting in combination or in concert or with a common understanding.

syndical pour l'employé remet par écrit à l'organisme négociateur patronal à la table centrale et à la Couronne un avis de grève indiquant la date où celle-ci commencera.

Idem : négociation locale

(4) Aucun employé ne doit se mettre en grève pour un motif lié à la négociation locale sauf si, au moins cinq jours avant le début de la grève, l'agent négociateur représentant l'employé remet par écrit au conseil scolaire un avis de grève indiquant la date où celle-ci commencera.

Préavis de lock-out : négociation centrale

(5) Aucun organisme négociateur patronal ne doit autoriser ou obliger un conseil scolaire à lock-outer un employé et aucun conseil scolaire ne doit lock-outer un employé pour un motif lié à la négociation centrale sauf si la Couronne consent au lock-out et si, au moins cinq jours avant le début du lock-out, l'organisme négociateur patronal remet par écrit à l'organisme négociateur syndical à la table centrale et à la Couronne un avis de lock-out indiquant la date où celui-ci commencera.

Idem : négociation locale

(6) Aucun conseil scolaire ne doit lock-outer un employé pour un motif lié à la négociation locale sauf si, au moins cinq jours avant le début du lock-out, le conseil scolaire remet par écrit à l'agent négociateur représentant l'employé un avis de lock-out indiquant la date où celui-ci commencera.

Définition de «grève» à l'égard des unités de négociation d'enseignants

35. (1) Pour l'application de la présente loi, la définition de «grève» à l'article 1 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique pas à l'égard d'une unité de négociation d'enseignants.

Idem

(2) La définition qui suit s'applique à la présente loi.

«grève» Relativement à une unité de négociation d'enseignants, s'entend en outre d'une action ou d'une activité de la part d'enseignants, comme groupe, de concert ou d'un commun accord, qui vise à restreindre, à limiter ou à gêner ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elle ait pour effet de restreindre, de limiter ou de gêner :

- a) soit les activités normales d'un conseil scolaire ou de ses employés;
- b) soit le fonctionnement d'une ou de plusieurs des écoles d'un conseil scolaire ou d'un ou de plusieurs programmes offerts dans une ou plusieurs des écoles d'un conseil scolaire;
- c) soit l'exercice des fonctions des enseignants énoncées dans la *Loi sur l'éducation* ou ses règlements d'application,

y compris toute cessation de services ou grève du zèle de la part d'enseignants qui agissent comme groupe, de concert ou d'un commun accord.

Restriction, alteration of working conditions**Central bargaining**

36. (1) In addition to the conditions set out in clause 86 (1) (a) of the *Labour Relations Act, 1995*, any term or condition of employment or right, privilege or duty of the employer that is within the scope of central bargaining cannot be altered unless the employer bargaining agency gives the employee bargaining agency for the employees at least five days' written notice of the alteration.

Local bargaining

(2) In addition to the conditions set out in clause 86 (1) (a) of the *Labour Relations Act, 1995*, any term or condition of employment or right, privilege or duty of the employer that is within the scope of local bargaining cannot be altered unless the school board gives the employees' bargaining agent at least five days' written notice of the alteration.

Vote on offer re: central terms

37. (1) This section governs the circumstances in which the employer bargaining agency at a central table is permitted to make a request under subsection 42 (1) of the *Labour Relations Act, 1995* that a vote of employees be taken as to the acceptance or rejection of an offer made by the employer bargaining agency with respect to central terms.

Preceding steps

(2) The following steps must be taken before the employer bargaining agency is authorized to make the request under subsection 42 (1) of the *Labour Relations Act, 1995* with respect to a particular offer:

1. The employer bargaining agency must have given its final approval to the proposed offer, using a voting process that is consistent with subsection 21 (4).
2. The Crown must have agreed to the proposed offer.
3. The employee bargaining agency must have rejected the proposed offer after the employer bargaining agency gave its final approval to the proposed offer and after the Crown agreed to it.

Duty of arbitrators, etc., central bargaining

38. When resolving matters in dispute with respect to central bargaining, an arbitrator or board of arbitration appointed under section 40 of the *Labour Relations Act, 1995* shall take into consideration all factors that the arbitrator or board, as the case may be, considers relevant, including the following criteria:

1. The school boards' ability to pay in light of their fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario.

Restriction : modification des conditions de travail**Négociation centrale**

36. (1) En plus des conditions énoncées à l'alinéa 86 (1) a) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, toute condition d'emploi ou tout droit, privilège ou devoir de l'employeur qui entre dans le champ de la négociation centrale ne peut être modifié que si l'organisme négociateur patronal donne à l'organisme négociateur syndical pour les employés un préavis écrit d'au moins cinq jours de la modification.

Négociation locale

(2) En plus des conditions énoncées à l'alinéa 86 (1) a) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, toute condition d'emploi ou tout droit, privilège ou devoir de l'employeur qui entre dans le champ de la négociation locale ne peut être modifié que si le conseil scolaire donne à l'agent négociateur des employés un préavis écrit d'au moins cinq jours de la modification.

Scrutin sur l'offre : conditions négociées centralement

37. (1) Le présent article régit les circonstances dans lesquelles l'organisme négociateur patronal à une table centrale est autorisé à demander, en vertu du paragraphe 42 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, qu'un scrutin soit tenu sur l'acceptation ou le rejet par les employés d'une offre qu'il a faite à l'égard des conditions négociées centralement.

Mesures préalables

(2) Les mesures suivantes doivent être prises avant que l'organisme négociateur patronal soit autorisé à présenter une demande en vertu du paragraphe 42 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard d'une offre particulière :

1. L'organisme négociateur patronal doit avoir donné son approbation définitive à l'offre proposée, en utilisant des règles de vote conformes au paragraphe 21 (4).
2. La Couronne doit avoir accepté l'offre proposée.
3. Une fois que l'organisme négociateur patronal a donné son approbation définitive à l'offre proposée et que la Couronne l'a acceptée, l'organisme négociateur syndical doit avoir rejeté l'offre.

Obligation des arbitres : négociation centrale

38. Pour régler des questions en litige concernant la négociation centrale, un arbitre désigné ou un conseil d'arbitrage constitué en vertu de l'article 40 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* prend en considération tous les facteurs qu'il juge pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer des conseils scolaires compte tenu de leur situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario.

4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of work performed.
5. The school boards' ability to attract and retain qualified employees.

Ratification of collective agreement, central and local bargaining

39. (1) Where both central and local bargaining are required, section 44 of the *Labour Relations Act, 1995* applies separately with respect to the central bargaining and the local bargaining.

Same

- (2) If both central and local bargaining occur,
 - (a) a memorandum of settlement of central terms has no effect until it is ratified by the parties at the central table and agreed to by the Crown;
 - (b) a memorandum of settlement of local terms has no effect until it is ratified by the parties to the local bargaining; and
 - (c) the parties at the central table and the Crown are not entitled to ratify local terms, and the parties to the local bargaining are not entitled to ratify the central terms.

Same

(3) For greater certainty, if a party to local bargaining is also a party at the related central table, the party is entitled to ratify the local terms as well as the central terms.

Ratification by employer bargaining agency

(4) When ratifying the memorandum of settlement of central terms, the employer bargaining agency must use a voting process that is consistent with subsection 21 (4).

Voting, council of trade unions

(5) If the employee bargaining agency is a council of trade unions, the weight to be assigned to the votes of employees in each bargaining unit for the purposes of a vote required by subsection 44 (3) of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of central bargaining may be determined in the documents that establish the council.

When agreement comes into effect

(6) A collective agreement containing central terms and local terms cannot come into effect until the central terms have been ratified by the parties at the central table and agreed to by the Crown and the local terms have been ratified by the parties at the local table.

4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité des conseils scolaires d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Ratification d'une convention collective : négociation centrale et locale

39. (1) S'il faut à la fois une négociation centrale et une négociation locale, l'article 44 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'applique séparément à l'égard des deux types de négociation.

Idem

(2) Si à la fois une négociation centrale et une négociation locale ont lieu :

- a) un protocole d'accord sur les conditions négociées centralement est sans effet tant qu'il n'a pas été ratifié par les parties à la table centrale et accepté par la Couronne;
- b) un protocole d'accord sur les conditions négociées localement est sans effet tant qu'il n'a pas été ratifié par les parties à la négociation locale;
- c) les parties à la table centrale et la Couronne n'ont pas le droit de ratifier les conditions négociées localement et les parties à la négociation locale n'ont pas le droit de ratifier celles négociées centralement.

Idem

(3) Il est entendu que si une partie à la négociation locale est également partie à la table centrale correspondante, elle a le droit de ratifier les conditions négociées localement et celles négociées centralement.

Ratification par un organisme négociateur patronal

(4) Lorsqu'il ratifie le protocole d'accord sur les conditions négociées centralement, l'organisme négociateur patronal doit utiliser des règles de vote conformes au paragraphe 21 (4).

Scrutin : conseil de syndicats

(5) Si l'organisme négociateur syndical est un conseil de syndicats, les documents qui le créent peuvent préciser la pondération à accorder aux voix des employés de chaque unité de négociation pour les besoins du scrutin exigé par le paragraphe 44 (3) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard de la négociation centrale.

Date d'entrée en vigueur de la convention

(6) Une convention collective contenant des conditions négociées centralement et des conditions négociées localement ne peut entrer en vigueur avant que les conditions négociées centralement aient été ratifiées par les parties à la table centrale et acceptées par la Couronne et que les conditions négociées localement aient été ratifiées par les parties à la table locale.

Same

(7) If any central terms or local terms of a collective agreement are determined by arbitration, the collective agreement cannot come into effect until the decision of the arbitrator or board of arbitration is final and the remaining central terms and local terms, if any, have been ratified and approved as described in subsection (6).

COLLECTIVE AGREEMENTS**Contents of collective agreements**

40. (1) A collective agreement includes central terms, if central bargaining has occurred, and local terms.

Same

(2) A collective agreement also includes terms and conditions that, under this Act or the *Labour Relations Act, 1995*, are deemed to be included in it.

Parties

(3) The parties to a collective agreement are the school board and the bargaining agent.

Term of operation

41. (1) A collective agreement between a school board and a bargaining agent that is entered into on or after the day on which this section comes into force shall provide for a three-year term of operation and shall have a commencement date of September 1 of the year in which the previous collective agreement expired.

Exception

(2) Despite subsection (1), the Minister may, by regulation, specify the term of operation of collective agreements, and the regulation may specify a term of either two years or four years.

Same

(3) The Minister must consult with the employer bargaining agencies and employee bargaining agencies before making a regulation under subsection (2).

Deemed commencement

(4) If a collective agreement does not provide for the commencement date required by subsection (1), the collective agreement is deemed to have done so.

Deemed expiry date

(5) If a collective agreement does not provide for the term of operation required under this section and for an expiry date of August 31, the collective agreement is deemed to have done so.

No extension of term

(6) Despite subsection 58 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*, no agreement may be entered into to continue the term of operation of a collective agreement or of any of its provisions beyond the term of operation of the

Idem

(7) Si des conditions d'une convention collective négociées centralement ou localement sont fixées par arbitrage, la convention collective ne peut entrer en vigueur avant que la décision de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage soit définitive et que les autres conditions négociées centralement et conditions négociées localement, le cas échéant, aient été ratifiées et approuvées comme le prévoit le paragraphe (6).

CONVENTIONS COLLECTIVES**Contenu des conventions collectives**

40. (1) Une convention collective comprend les conditions négociées centralement, le cas échéant, et celles négociées localement.

Idem

(2) Une convention collective comprend également les conditions qui, en vertu de la présente loi ou de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, sont réputées y être comprises.

Parties

(3) Les parties à une convention collective sont le conseil scolaire et l'agent négociateur.

Durée

41. (1) Une convention collective entre un conseil scolaire et un agent négociateur qui est conclue le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite prévoit une durée de trois ans et a pour date de début le 1^{er} septembre de l'année pendant laquelle la convention précédente a expiré.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre peut, par règlement, préciser la durée des conventions collectives. Le règlement peut prévoir une durée de deux ans ou de quatre ans.

Idem

(3) Le ministre doit consulter les organismes négociateurs patronaux et les organismes négociateurs syndicaux avant de prendre un règlement en vertu du paragraphe (2).

Convention réputée avoir une entrée en vigueur

(4) La convention collective qui ne prévoit pas la date de début exigée par le paragraphe (1) est réputée en prévoir une.

Convention réputée avoir une date d'expiration

(5) La convention collective qui ne prévoit pas la durée exigée par le présent article ni une date d'expiration au 31 août est réputée les prévoir.

Aucune prorogation de durée

(6) Malgré le paragraphe 58 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, il ne doit être conclu aucune entente prévoyant la prorogation de la durée d'une convention collective ou de l'une quelconque de ses dispositions

agreement, and any renewal provision in a collective agreement that purports to do so is deemed to be void.

Revision of provisions by mutual consent

42. (1) While a collective agreement is in operation, mutual consent to the revision of any central terms may only be given by the parties who were at the central table, and the employer bargaining agency cannot consent to a revision unless the Crown agrees to the revision.

Successor party

(2) If a party who was at the central table (the “original party”) has been replaced by another employer bargaining agency or employee bargaining agency, as the case may be, (the “successor party”) for the purposes of central bargaining for the next collective agreement, the successor party may give the consent described in subsection (1) and the original party ceases to be permitted to do so.

Grievance arbitration

Arbitration by central parties

43. (1) An employer bargaining agency or an employee bargaining agency may seek a decision through final and binding arbitration to resolve any difference arising from the interpretation, application or administration of any central term of a collective agreement.

Application of ss. 48, 49 of the *Labour Relations Act, 1995*

(2) Sections 48 and 49 of the *Labour Relations Act, 1995* apply, with necessary modifications, to and in respect of the employer bargaining agency and the employee bargaining agency for the purpose of obtaining a decision of an arbitrator or arbitration board concerning a matter described in subsection (1).

Arbitration by local parties

(3) Subsection (1) does not prevent a party to a collective agreement from seeking a decision through final and binding arbitration to resolve any difference arising from the interpretation, application or administration of any term of a collective agreement, including a central term.

Jurisdiction of arbitrator

(4) If an arbitrator is appointed under subsection 49 (4) of the *Labour Relations Act, 1995* to resolve a difference between the parties to a collective agreement arising from the interpretation, application or administration of a central term of the agreement, subsection 49 (4) of that Act does not operate to prevent the appointment of an arbitrator or arbitration board for an arbitration by the central parties under subsection (1) of this section to resolve a difference arising from the interpretation, application or administration of the same central term.

au-delà de la durée de la convention, et toute disposition de reconduction de cette convention qui vise un tel effet est réputée nulle.

Consentement mutuel à la révision des dispositions

42. (1) Lorsqu’une convention collective est en vigueur, le consentement mutuel à la révision des conditions négociées centralement peut uniquement être donné par les parties qui étaient à la table centrale et l’organisme négociateur patronal ne peut consentir à une révision sans l’accord de la Couronne.

Partie qui succède

(2) Si une partie qui était à la table centrale (la «partie initiale») a été remplacée par un autre organisme négociateur patronal ou syndical, selon le cas, (la «partie qui succède») aux fins de la négociation centrale en vue de la conclusion de la convention collective suivante, la partie qui succède peut donner le consentement visé au paragraphe (1) et la partie initiale n’est plus autorisée à le faire.

Arbitrage des griefs

Arbitrage par les parties centrales

43. (1) Un organisme négociateur patronal ou un organisme négociateur syndical peut demander le règlement, par voie de décision arbitrale définitive, de tout différend que soulève l’interprétation, l’application ou l’administration de toute condition d’une convention collective négociée centralement.

Application des art. 48 et 49 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*

(2) Les articles 48 et 49 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l’organisme négociateur patronal et à l’organisme négociateur syndical et à leur égard, aux fins de l’obtention d’une décision de la part d’un arbitre ou d’un conseil d’arbitrage concernant une question visée au paragraphe (1).

Arbitrage par les parties locales

(3) Le paragraphe (1) n’empêche pas une partie à une convention collective de demander le règlement, par voie de décision arbitrale définitive, de tout différend que soulève l’interprétation, l’application ou l’administration de toute condition d’une convention collective, y compris une condition négociée centralement.

Compétence de l’arbitre

(4) Si un arbitre est désigné en application du paragraphe 49 (4) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* pour régler un différend entre les parties à une convention collective que soulève l’interprétation, l’application ou l’administration d’une condition de la convention négociée centralement, ce paragraphe n’a pas pour effet d’empêcher la désignation d’un arbitre ou la constitution d’un conseil d’arbitrage pour l’arbitrage par les parties centrales, dans le cadre du paragraphe (1) du présent article, du règlement d’un différend que soulève l’interprétation, l’application ou l’administration de cette condition.

Rules for arbitration by central parties

(5) The following rules apply with respect to an arbitration referred to in subsection (1):

1. The Crown is entitled to intervene.
2. The arbitrator or arbitration board is authorized to interpret and apply local terms to the extent necessary for the purpose of resolving a difference respecting any central terms at issue in the arbitration.
3. The decision of the arbitrator or arbitration board is binding on the parties to the arbitration and on the school boards and bargaining agents that they represent.
4. The arbitrator or arbitration board may make orders in respect of each of the collective agreements to which a school board and bargaining agent referred to in paragraph 3 is a party.

Settlement agreement of central parties

(6) An employer bargaining agency is not permitted to enter into a settlement agreement resolving a difference arising from the interpretation, application or administration of a central term without the agreement of the Crown.

Effect of decision, etc., by local parties

(7) The resolution by the parties to a collective agreement of a difference arising from the interpretation, application or administration of a central term binds only those parties.

Conflict

(8) In case of a conflict between a decision, order or settlement agreement in an arbitration referred to in subsection (1) (the “central arbitration”) and a decision, order or settlement agreement in an arbitration by the parties to the collective agreement (the “local parties”) with respect to a central term, the decision, order or settlement agreement in the central arbitration prevails with respect to those local parties prospectively from the date on which the decision, order or agreement in the central arbitration is made.

GENERAL**Enforcement of this Act**

44. (1) This Act may be enforced as if it formed part of the *Labour Relations Act, 1995*.

Same

(2) For greater certainty, a reference to “this Act” in the *Labour Relations Act, 1995* is deemed to include the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*.

Exceptions

(3) Subsections 16 (2) and 18 (2) are not enforceable as if they formed part of the *Labour Relations Act, 1995*.

Règles d'arbitrage par les parties centrales

(5) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard d'un arbitrage visé au paragraphe (1) :

1. La Couronne a le droit d'intervenir.
2. L'arbitre ou le conseil d'arbitrage est autorisé à interpréter et à appliquer des conditions négociées localement dans la mesure nécessaire pour régler un différend touchant des conditions négociées centralement qui sont en litige dans l'arbitrage.
3. La décision de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage lie les parties à l'arbitrage ainsi que les conseils scolaires et les agents négociateurs qu'elles représentent.
4. L'arbitre ou le conseil d'arbitrage peut rendre des ordonnances à l'égard de chacune des conventions collectives auxquelles sont parties les conseils scolaires et les agents négociateurs visés à la disposition 3.

Entente des parties centrales

(6) Un organisme négociateur patronal n'est pas autorisé à conclure une entente réglant un différend que soulève l'interprétation, l'application ou l'administration de conditions négociées centralement sans l'accord de la Couronne.

Effet de la décision des parties locales

(7) Le règlement, par les parties à une convention collective, d'un différend que soulève l'interprétation, l'application ou l'administration d'une condition négociée centralement lie uniquement ces parties.

Incompatibilité

(8) En cas d'incompatibilité entre une décision, une ordonnance ou une entente intervenue dans le cadre d'un arbitrage visé au paragraphe (1) (l'«arbitrage central») et une décision, une ordonnance ou une entente intervenue dans le cadre d'un arbitrage par les parties à la convention collective (les «parties locales») concernant une condition négociée centralement, la décision, l'ordonnance ou l'entente intervenue dans le cadre de l'arbitrage central l'emporte à l'égard des parties locales à compter de la date où elle est intervenue.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Exécution de la présente loi**

44. (1) La présente loi peut être exécutée comme si elle faisait partie de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(2) Il est entendu que la mention de «la présente loi» dans la *Loi de 1995 sur les relations de travail* est réputée inclure la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

Exceptions

(3) Les paragraphes 16 (2) et 18 (2) ne sont pas exécutoires comme s'ils faisaient partie de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Complaints re: unlawful strike**Complaint by the Minister**

45. (1) With the consent of the applicable employer bargaining agency, the Minister may make a complaint under section 100 of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of an unlawful strike.

Complaint by employer bargaining agency

(2) With the consent of the Minister, an employer bargaining agency may make a complaint under section 100 of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of an unlawful strike.

Complaint by school boards

(3) Nothing in this section limits the rights of a school board to make a complaint under section 100 of the *Labour Relations Act, 1995* in respect of an unlawful strike.

Conflicts and inconsistencies**Within a collective agreement**

46. (1) In case of a conflict or an inconsistency within a collective agreement between any of the central terms and any of the local terms, the central term prevails.

Between collective agreement and Act, etc.

(2) In case of a conflict or an inconsistency between a collective agreement and this Act, or a regulation made under it, this Act or the regulation made under it prevails.

Between collective agreement and *Education Act*, etc.

(3) In case of a conflict or an inconsistency between a collective agreement and the *Education Act*, or a regulation made under it, the *Education Act* or the regulation made under it prevails.

Between Acts, etc.

(4) In case of a conflict or an inconsistency between the *Labour Relations Act, 1995* and this Act, or a regulation made under it, this Act or the regulation made under it prevails.

Same

(5) In case of a conflict or an inconsistency between the *Education Act*, or a regulation made under it, and this Act, or a regulation made under it, the *Education Act* or the regulation made under it prevails.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS***Education Act***

47. (1) Subsection 13 (6) of the *Education Act* is amended by striking out “*Provincial Schools Negotiation Act*” and substituting “*Provincial Schools Authority Act*”.

(2) Subsection 57.2 (1) of the Act is amended as follows:

1. By repealing the definition of “Part X.1 teacher”.
2. By repealing both definitions of “strike” and substituting the following:

Plaintes au sujet d’une grève illicite**Plainte du ministre**

45. (1) Avec le consentement de l’organisme négociateur patronal concerné, le ministre peut déposer une plainte en vertu de l’article 100 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l’égard d’une grève illicite.

Plainte de l’organisme négociateur patronal

(2) Avec le consentement du ministre, un organisme négociateur patronal peut déposer une plainte en vertu de l’article 100 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l’égard d’une grève illicite.

Plainte des conseils scolaires

(3) Le présent article n’a pas pour effet de limiter le droit qu’a un conseil scolaire de déposer une plainte en vertu de l’article 100 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l’égard d’une grève illicite.

Incompatibilités**Dans une convention collective**

46. (1) Les conditions d’une convention collective négociées centralement l’emportent sur les conditions négociées localement en cas d’incompatibilité.

Entre une convention collective et la Loi

(2) Les dispositions de la présente loi et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles d’une convention collective.

Entre une convention collective et la *Loi sur l’éducation*

(3) Les dispositions de la *Loi sur l’éducation* et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles d’une convention collective.

Entre les lois

(4) Les dispositions de la présente loi et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(5) Les dispositions de la *Loi sur l’éducation* et de ses règlements l’emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi et de ses règlements.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES***Loi sur l’éducation***

47. (1) Le paragraphe 13 (6) de la *Loi sur l’éducation* est modifié par remplacement de «*Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*» par «*Loi sur l’Administration des écoles provinciales*».

(2) Le paragraphe 57.2 (1) de la Loi est modifié comme suit :

1. Par abrogation de la définition de «enseignant visé par la partie X.1».
2. Par remplacement des deux définitions de «grève» par ce qui suit :

“strike”, in relation to teachers, has the same meaning as in the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014* and, in relation to other employees, has the same meaning as in the *Labour Relations Act, 1995*; (“grève”)

3. By adding the following definition:

“teacher” means a teacher who is a member of a teachers’ bargaining unit for the purposes of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*. (“enseignant”)

(3) Part X.1 (sections 277.1 to 277.13.1) of the Act is repealed.

(4) The definitions of “designated bargaining agent” and “teachers’ bargaining unit” in subsection 277.15 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“designated bargaining agent” means a bargaining agent designated by section 10 of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014* for a teachers’ bargaining unit; (“agent négociateur désigné”)

“teachers’ bargaining unit” has the same meaning as in the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*; (“unité de négociation d’enseignants”)

(5) Subsection 277.16 (1) of the Act is amended by striking out “*Provincial Schools Negotiations Act*” and substituting “*Provincial Schools Authority Act*”.

Employment Standards Act, 2000

48. Paragraph 3 of the definition of “trade union” in subsection 1 (1) of the *Employment Standards Act, 2000* is repealed and the following substituted:

3. The *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*.

Fairness for Parents and Employees Act (Teachers’ Withdrawal of Services), 1997

49. The definition of “teachers’ union” in subsection 5 (4) of the *Fairness for Parents and Employees Act (Teachers’ Withdrawal of Services), 1997* is repealed and the following substituted:

“teachers’ union” means,

- (a) The Ontario Teachers’ Federation, or
- (b) a bargaining agent designated by section 10 of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014* for a teachers’ bargaining unit.

Labour Relations Act, 1995

50. Clause 3 (f) of the *Labour Relations Act, 1995* is repealed and the following substituted:

- (f) to a member of a teachers’ bargaining unit within the meaning of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*, except as provided by that Act,

«grève» Relativement aux enseignants, s’entend au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* et, relativement aux autres employés, au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. («strike»)

3. Par adjonction de la définition suivante :

«enseignant» Enseignant qui est membre d’une unité de négociation d’enseignants pour l’application de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. («teacher»)

(3) La partie X.1 (articles 277.1 à 277.13.1) de la Loi est abrogée.

(4) Les définitions de «agent négociateur désigné» et de «unité de négociation d’enseignants» au paragraphe 277.15 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«agent négociateur désigné» S’entend d’un agent négociateur désigné au titre de l’article 10 de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* pour une unité de négociation d’enseignants. («designated bargaining agent»)

«unité de négociation d’enseignants» S’entend au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. («teachers’ bargaining unit»)

(5) Le paragraphe 277.16 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «*Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*» par «*Loi sur l’Administration des écoles provinciales*».

Loi de 2000 sur les normes d’emploi

48. La disposition 3 de la définition de «syndicat» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 2000 sur les normes d’emploi* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. La *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

Loi de 1997 sur le traitement équitable des parents et des employés (retrait de services par les enseignants)

49. La définition de «syndicat d’enseignants» au paragraphe 5 (4) de la *Loi de 1997 sur le traitement équitable des parents et des employés (retrait de services par les enseignants)* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«syndicat d’enseignants» S’entend, selon le cas :

- a) de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l’Ontario;
- b) d’un agent négociateur désigné par l’article 10 de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* pour une unité de négociation d’enseignants.

Loi de 1995 sur les relations de travail

50. L’alinéa 3 f) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- f) au membre d’une unité de négociation d’enseignants au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*,

or to a supervisory officer, a principal or a vice-principal within the meaning of the *Education Act*;

Provincial Schools Negotiations Act

51. (1) The short title of the *Provincial Schools Negotiations Act* is repealed and the following substituted:

Provincial Schools Authority Act

(2) Subsections 5 (1) to (7) of the Act are repealed.

(3) Section 6 of the Act is repealed.

Public Sector Compensation Restraint to Protect Public Services Act, 2010

52. (1) Paragraph 3 of subsection 4 (2) of the *Public Sector Compensation Restraint to Protect Public Services Act, 2010* is repealed and the following substituted:

3. An organization designated under the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014* as the bargaining agent for a teachers' bargaining unit.

(2) Paragraph 4 of subsection 4 (2) of the Act is repealed.

Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997

53. Subsection 7 (3) of the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997* is amended by striking out "members of a teachers' bargaining unit established by Part X.1 of the *Education Act*" and substituting "members of a teachers' bargaining unit within the meaning of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*".

Teaching Profession Act

54. Subsection 13 (1) of the *Teaching Profession Act* is amended by striking out "his or her designated bargaining agent, if any, under Part X.1 of the *Education Act*" at the end and substituting "his or her bargaining agent under the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*".

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

55. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

56. The short title of this Act is the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*.

sauf disposition contraire de cette loi, ni à l'agent de supervision, au directeur d'école ou au directeur adjoint au sens de la *Loi sur l'éducation*;

Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales

51. (1) Le titre abrégé de la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi sur l'Administration des écoles provinciales

(2) Les paragraphes 5 (1) à (7) de la Loi sont abrogés.

(3) L'article 6 de la Loi est abrogé.

Loi de 2010 sur les mesures de restriction de la rémunération dans le secteur public visant à protéger les services publics

52. (1) La disposition 3 du paragraphe 4 (2) de la *Loi de 2010 sur les mesures de restriction de la rémunération dans le secteur public visant à protéger les services publics* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. Une association désignée comme agent négociateur pour une unité de négociation d'enseignants en vertu de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

(2) La disposition 4 du paragraphe 4 (2) de la Loi est abrogée.

Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public

53. Le paragraphe 7 (3) de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public* est modifié par remplacement de «membres d'une unité de négociation d'enseignants constituée par la partie X.1 de la *Loi sur l'éducation*» par «membres d'une unité de négociation d'enseignants au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*».

Loi sur la profession enseignante

54. Le paragraphe 13 (1) de la *Loi sur la profession enseignante* est modifié par remplacement de «qui n'est pas son agent négociateur désigné, le cas échéant, aux termes de la partie X.1 de la *Loi sur l'éducation*» par «qui n'est pas son agent négociateur en vertu de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*» à la fin du paragraphe.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

55. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

56. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

A20W
CB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 123

**An Act to amend
the Executive Council Act
and the Legislative Assembly Act
in relation to
accommodation allowances**

The Hon. J. Milloy
Minister of Government Services

Government Bill

1st Reading October 29, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Government
Publications



2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Projet de loi 123

**Loi modifiant la
Loi sur le Conseil exécutif et
la Loi sur l'Assemblée législative
en ce qui concerne
les allocations de logement**

L'honorable J. Milloy
Ministre des Services gouvernementaux

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 29 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Subsection 4 (1) of the *Executive Council Act* provides for allowances for accommodation to be paid to Ministers whose principal residences are more than 50 kilometres from the seat of government in Toronto. Subsections 64 (1) and 67 (10) of the *Legislative Assembly Act* provide for allowances for accommodation to be paid, in the same circumstances, to the leaders of the opposition and recognized parties and to members of the Assembly. Amendments are made to restrict those subsections from applying to a member of the Assembly if every part of the member's electoral district is 50 kilometres or less from the seat of government in Toronto.

NOTE EXPLICATIVE

Le paragraphe 4 (1) de la *Loi sur le Conseil exécutif* prévoit le paiement d'allocations de logement aux ministres dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto. Les paragraphes 64 (1) et 67 (10) de la *Loi sur l'Assemblée législative* prévoient le paiement d'allocations de logement, dans les mêmes circonstances, au chef de l'opposition, aux chefs des partis reconnus et aux députés de l'Assemblée. Des modifications sont apportées pour empêcher l'application de ces paragraphes à un député de l'Assemblée si la totalité de sa circonscription électorale est située à 50 kilomètres ou moins du siège du gouvernement à Toronto.

**An Act to amend
the Executive Council Act
and the Legislative Assembly Act
in relation to
accommodation allowances**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 4 of the *Executive Council Act* is amended by adding the following subsection:

Same

(2) Subsection (1) does not apply to a member of the Assembly if every part of the member's electoral district is 50 kilometres or less from the seat of government in Toronto.

2. (1) Section 64 of the *Legislative Assembly Act* is amended by adding the following subsection:

Same

(3) Subsection (1) does not apply to a member of the Assembly if every part of the member's electoral district is 50 kilometres or less from the seat of government at Toronto.

(2) Section 67 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(10.1.1) Subsection (10) does not apply if every part of the member's electoral district is 50 kilometres or less from the seat of government at Toronto.

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Members' Accommodation Allowances Act, 2013*.

**Loi modifiant la
Loi sur le Conseil exécutif et
la Loi sur l'Assemblée législative
en ce qui concerne
les allocations de logement**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 4 de la *Loi sur le Conseil exécutif* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux députés de l'Assemblée si la totalité de leur circonscription électorale est située à 50 kilomètres ou moins du siège du gouvernement à Toronto.

2. (1) L'article 64 de la *Loi sur l'Assemblée législative* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux députés de l'Assemblée si la totalité de leur circonscription électorale est située à 50 kilomètres ou moins du siège du gouvernement à Toronto.

(2) L'article 67 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(10.1.1) Le paragraphe (10) ne s'applique pas si la totalité de la circonscription électorale du député est située à 50 kilomètres ou moins du siège du gouvernement à Toronto.

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur les allocations de logement des députés*.

A28N
B
356



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 123

*(Chapter 10
Statutes of Ontario, 2013)*

**An Act to amend
the Executive Council Act
and the Legislative Assembly Act
in relation to
accommodation allowances**

The Hon. J. Milloy
Minister of Government Services

1st Reading	October 29, 2013
2nd Reading	November 4, 2013
3rd Reading	November 4, 2013
Royal Assent	November 6, 2013

Projet de loi 123

*(Chapitre 10
Lois de l'Ontario de 2013)*

**Loi modifiant la
Loi sur le Conseil exécutif et
la Loi sur l'Assemblée législative
en ce qui concerne
les allocations de logement**

L'honorable J. Milloy
Ministre des Services gouvernementaux

1 ^{re} lecture	29 octobre 2013
2 ^e lecture	4 novembre 2013
3 ^e lecture	4 novembre 2013
Sanction royale	6 novembre 2013



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 123 and does not form part of the law. Bill 123 has been enacted as Chapter 10 of the Statutes of Ontario, 2013.

Subsection 4 (1) of the *Executive Council Act* provides for allowances for accommodation to be paid to Ministers whose principal residences are more than 50 kilometres from the seat of government in Toronto. Subsections 64 (1) and 67 (10) of the *Legislative Assembly Act* provide for allowances for accommodation to be paid, in the same circumstances, to the leaders of the opposition and recognized parties and to members of the Assembly. Amendments are made to restrict those subsections from applying to a member of the Assembly if every part of the member's electoral district is 50 kilometres or less from the seat of government in Toronto.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 123, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 123 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 2013.

Le paragraphe 4 (1) de la *Loi sur le Conseil exécutif* prévoit le paiement d'allocations de logement aux ministres dont la résidence principale est située à plus de 50 kilomètres du siège du gouvernement à Toronto. Les paragraphes 64 (1) et 67 (10) de la *Loi sur l'Assemblée législative* prévoient le paiement d'allocations de logement, dans les mêmes circonstances, au chef de l'opposition, aux chefs des partis reconnus et aux députés de l'Assemblée. Des modifications sont apportées pour empêcher l'application de ces paragraphes à un député de l'Assemblée si la totalité de sa circonscription électorale est située à 50 kilomètres ou moins du siège du gouvernement à Toronto.

**An Act to amend
the Executive Council Act
and the Legislative Assembly Act
in relation to
accommodation allowances**

**Loi modifiant la
Loi sur le Conseil exécutif et
la Loi sur l'Assemblée législative
en ce qui concerne
les allocations de logement**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 4 of the *Executive Council Act* is amended by adding the following subsection:

Same

(2) Subsection (1) does not apply to a member of the Assembly if every part of the member's electoral district is 50 kilometres or less from the seat of government in Toronto.

2. (1) Section 64 of the *Legislative Assembly Act* is amended by adding the following subsection:

Same

(3) Subsection (1) does not apply to a member of the Assembly if every part of the member's electoral district is 50 kilometres or less from the seat of government at Toronto.

(2) Section 67 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(10.1.1) Subsection (10) does not apply if every part of the member's electoral district is 50 kilometres or less from the seat of government at Toronto.

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Members' Accommodation Allowances Act, 2013*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 4 de la *Loi sur le Conseil exécutif* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux députés de l'Assemblée si la totalité de leur circonscription électorale est située à 50 kilomètres ou moins du siège du gouvernement à Toronto.

2. (1) L'article 64 de la *Loi sur l'Assemblée législative* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux députés de l'Assemblée si la totalité de leur circonscription électorale est située à 50 kilomètres ou moins du siège du gouvernement à Toronto.

(2) L'article 67 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(10.1.1) Le paragraphe (10) ne s'applique pas si la totalité de la circonscription électorale du député est située à 50 kilomètres ou moins du siège du gouvernement à Toronto.

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur les allocations de logement des députés*.

A26N
KB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 124

**An Act to amend
the Election Act
with respect to the recall of
members of the Legislative Assembly**

Mr. R. Hillier

Private Member's Bill

1st Reading October 30, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 124

**Loi modifiant la
Loi électorale
en ce qui concerne la révocation
des députés à l'Assemblée législative**

M. R. Hillier

Projet de loi de député

1^{re} lecture 30 octobre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Election Act* to provide a process by which a member of the Legislative Assembly may be recalled and a by-election held to fill the vacant seat.

An eligible voter in a member's electoral district can apply to the Chief Electoral Officer for the issuance of a recall petition. No application for the issuance of a recall petition may be made during the year following the member's election or one year before the next scheduled general election.

A proponent of a recall petition has 60 days to return the petition to the Chief Electoral Officer with the signatures of eligible voters in the electoral district who represent at least 25 per cent of the total number of voters who voted at the last election held in the district. In that case, the seat of the member in the Assembly becomes vacant. A by-election is then held to fill the vacancy. The recalled member is free to be a candidate at the by-election.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi électorale* pour prévoir la procédure à suivre pour révoquer un député à l'Assemblée législative et tenir une élection partielle en vue de combler le siège vacant.

Un votant admissible de la circonscription électorale d'un député peut demander au directeur général des élections de délivrer une pétition en révocation. Une telle pétition ne peut pas être présentée pendant l'année qui suit l'élection du député ni pendant l'année qui précède les prochaines élections générales prévues.

Le promoteur d'une pétition en révocation a 60 jours pour la renvoyer au directeur général des élections avec les signatures des votants admissibles de la circonscription électorale qui représentent au moins 25 % du nombre total des votants qui ont voté aux dernières élections tenues dans la circonscription. Dans ce cas, le siège du député à l'Assemblée devient vacant. Une élection partielle est alors tenue pour combler la vacance. Le député révoqué peut se présenter comme candidat à l'élection partielle.

**An Act to amend
the Election Act
with respect to the recall of
members of the Legislative Assembly**

**Loi modifiant la
Loi électorale
en ce qui concerne la révocation
des députés à l'Assemblée législative**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Election Act* is amended by adding the following heading before section 1:

**PART I
DEFINITIONS AND INTERPRETATION**

2. The Act is amended by adding the following heading after section 2:

**PART II
CONDUCT OF ELECTIONS**

3. The Act is amended by adding the following Part:

**PART III
RECALL OF MEMBERS**

DEFINITIONS

Definitions

118. In this Part,

“chief financial officer” means the chief financial officer of a registered campaign organizer who acts as such or is appointed as such under section 127; (“directeur des finances”)

“member” means a member of the Legislative Assembly of Ontario; (“député”)

“proponent” means the registered voter to whom a recall petition is issued; (“promoteur”)

“recall campaign advertising” means advertising designed for the purpose of promoting a particular result on a recall petition, but does not include genuine news reporting; (“publicité de campagne de révocation”)

“recall campaign contribution” means a contribution to a campaign to promote a particular result on a recall petition, but does not include anything that would not be a contribution within the meaning of the *Election Finances Act* if it were made to a candidate as defined in that Act; (“contribution de campagne de révocation”)

“recall campaign expense” means expenses incurred by or on behalf of a registered campaign organizer to pro-

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi électorale* est modifiée par adjonction du titre suivant avant l'article 1 :

**PARTIE I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

2. La Loi est modifiée par adjonction du titre suivant après l'article 2 :

**PARTIE II
TENUE ET DÉROULEMENT DES ÉLECTIONS**

3. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE III
RÉVOCATION DES DÉPUTÉS**

DÉFINITIONS

Définitions

118. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«contribution de campagne de révocation» Contribution versée à une campagne pour favoriser un résultat donné concernant une pétition de révocation. Est exclu tout ce qui ne serait pas une contribution au sens de la *Loi sur le financement des élections* si le versement était fait à un candidat au sens de cette loi. («recall campaign contribution»)

«dépense de campagne de révocation» Dépense engagée par un organisateur de campagne inscrit ou en son nom pour favoriser un résultat donné concernant une pétition de révocation. Est exclue toute dépense qui ne serait pas une dépense liée à la campagne électorale au sens de la *Loi sur le financement des élections* si elle était engagée par un candidat au sens de cette loi ou en son nom. («recall campaign expense»)

«député» Député à l'Assemblée législative de l'Ontario. («member»)

«directeur des finances» Le directeur des finances d'un organisateur de campagne inscrit qui agit en cette qualité ou qui est nommé en cette qualité au titre de l'article 127. («chief financial officer»)

mote a particular result on a recall petition, but does not include any expense that would not be a campaign expense within the meaning of the *Election Finances Act* if it were incurred by or on behalf of a candidate as defined in that Act; («dépense de campagne de révocation»)

“recall petition” means a petition that the Chief Electoral Officer issues under section 120 for the recall of a member; (“pétition en révocation”)

“recall petition period” means the period starting on the day on which the Chief Electoral Officer issues a recall petition and ending on the earlier of,

- (a) the 60th day after the day on which the Officer issued the petition, and
- (b) the day on which the petition is returned to the Officer under clause 121 (1) (c); (“période de signature d’une pétition”)

“registered campaign organizer” means a person or body registered as a campaign organizer under section 126; (“organisateur de campagne inscrit”)

“registered voter” means a voter who is registered as an elector on the permanent register of electors under section 17.1 for an electoral district; (“votant inscrit”)

“regulations” means the regulations made under section 130. (“règlements”)

RECALL PETITION

Application

119. (1) A registered voter for an electoral district may apply to the Chief Electoral Officer for the issuance of a recall petition in relation to the member for the electoral district.

Contents of application

(2) The application for the issuance of a recall petition shall contain,

- (a) the name and electoral district of the member;
- (b) the name and residential address of the applicant and the person who has agreed in writing to act as the applicant’s chief financial officer;
- (c) a statement, not exceeding 250 words, setting out why, in the opinion of the applicant, the recall of the member is warranted;
- (d) a declaration of the applicant that he or she is not disqualified under this Act from making the application; and
- (e) all other information that is specified by the regulations.

Fee

(3) The application for the issuance of a recall petition shall be accompanied by the processing fee specified by the regulations.

«organisateur de campagne inscrit» Personne ou organisme inscrit en qualité d’organisateur de campagne visé à l’article 126. («registered campaign organizer»)

«période de signature d’une pétition» La période qui commence le jour où le directeur général des élections délivre une pétition en révocation et qui se termine au premier en date des jours suivants :

- a) le 60^e jour qui suit le jour où le directeur général des élections a délivré la pétition;
- b) le jour où la pétition est renvoyée au directeur général des élections aux termes de l’alinéa 121 (1) c). («recall petition period»)

«pétition en révocation» Pétition que le directeur général des élections délivre en application de l’article 120 en vue de la révocation d’un député. («recall petition»)

«promoteur» Le votant inscrit à qui est délivrée une pétition en révocation. («proponent»)

«publicité de campagne de révocation» Publicité conçue pour favoriser un résultat donné concernant une pétition en révocation. Sont exclus les reportages véritables. («recall campaign advertising»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de l’article 130. («regulations»)

«votant inscrit» Votant qui est inscrit comme électeur dans le registre permanent des électeurs établi en application de l’article 17.1 pour une circonscription électorale. («registered voter»)

PÉTITION EN RÉVOCATION

Demande

119. (1) Le votant inscrit d’une circonscription électorale peut demander au directeur général des élections de délivrer une pétition en révocation relativement au député de cette circonscription.

Contenu de la demande

(2) La demande de délivrance d’une pétition en révocation comporte ce qui suit :

- a) le nom et la circonscription électorale du député;
- b) le nom et l’adresse domiciliaire du demandeur et de la personne qui a accepté par écrit d’agir en qualité de directeur des finances du demandeur;
- c) un exposé, d’au plus 250 mots, des raisons, selon le demandeur, qui justifient la révocation du député;
- d) une déclaration solennelle du demandeur selon laquelle il n’est pas inhabile, selon la présente loi, à présenter la demande;
- e) les autres renseignements que précisent les règlements.

Frais

(3) La demande de délivrance d’une pétition en révocation est accompagnée des frais de traitement que précisent les règlements.

Time for application

(4) No application for the issuance of a recall petition may be made,

- (a) during the 12 months following the day of the election at which the member was last elected; or
- (b) within 12 months before the day scheduled for the next general election following the day of the election at which the member was last elected.

Issuance of recall petition

120. (1) If satisfied that the requirements of section 119 have been met, the Chief Electoral Officer shall issue the recall petition to the applicant in the form specified by the regulations and notify the member affected by the petition and the Speaker.

Inspection of petition

(2) Once a recall petition has been issued, the public may inspect it at the office of the Chief Electoral Officer during regular office hours.

No further petitions until determination

(3) Once a recall petition has issued for an electoral district, the Chief Electoral Officer shall not issue any other recall petition for the same district until the first petition has been the subject of a determination under section 124.

Return of recall petition

121. (1) A recall petition is invalid unless,

- (a) every page of the petition identifies the name and the electoral district of the member affected by the petition and the name of the promonent;
- (b) it is signed by the number of persons who, on the day of the issuance of the petition, are registered voters for the electoral district of the member affected by the petition and who represent at least 25 per cent of the total number of voters who voted in the electoral district in the election at which the member was last elected; and
- (c) it is returned to the Chief Electoral Officer within 60 days after the day on which it was issued.

Only one signature

(2) A person may sign any one recall petition only once.

Address and witness

(3) To be counted for the purpose of clause (1) (b), a signature on the recall petition shall be accompanied by the residential address of the person who signed and shall be witnessed by the person who canvassed for the signature.

Délai de présentation de la demande

(4) Aucune demande de délivrance d'une pétition en révocation ne peut être présentée :

- a) soit au cours des 12 mois qui suivent le jour des élections auxquelles a été élu le député;
- b) soit dans les 12 mois qui précèdent le jour fixé pour les prochaines élections générales qui suivent le jour de l'élection à laquelle a été élu le député.

Délivrance de la pétition en révocation

120. (1) S'il est convaincu que les exigences de l'article 119 ont été remplies, le directeur général des élections délivre la pétition en révocation au demandeur sous la forme que précisent les règlements et en avise le député visé par la pétition et le président de l'Assemblée.

Examen de la pétition

(2) Une fois qu'une pétition en révocation a été délivrée, le public peut l'examiner au bureau du directeur général des élections pendant les heures normales de bureau.

Aucune nouvelle pétition

(3) Une fois qu'une pétition en révocation a été délivrée à l'égard d'une circonscription électorale, le directeur général des élections ne doit en délivrer aucune autre à l'égard de la même circonscription tant que la première n'a pas fait l'objet d'une décision en application de l'article 124.

Renvoi de la pétition en révocation

121. (1) Une pétition en révocation n'est valide que si les conditions suivantes sont remplies :

- a) le nom et la circonscription électorale du député qu'elle vise et le nom du promoteur sont indiqués sur chacune de ses pages;
- b) elle est signée par le nombre de personnes qui, le jour de sa délivrance, sont des votants inscrits de la circonscription électorale du député qu'elle vise et qui représentent au moins 25 % du nombre total des votants qui ont voté dans la circonscription électorale à l'élection à laquelle a été élu le député;
- c) elle est renvoyée au directeur général des élections dans les 60 jours qui suivent le jour où elle a été délivrée.

Signature unique

(2) Une personne ne peut signer une pétition en révocation qu'une seule fois.

Adresse et témoin

(3) Pour être comptée pour l'application de l'alinéa (1) b), une signature sur la pétition en révocation doit être accompagnée de l'adresse domiciliaire du signataire et attestée par le solliciteur.

Canvassers

122. (1) No person, other than a canvasser registered under this section, may canvass for signatures on a recall petition.

Registration

(2) A registered voter for the electoral district in which the member affected by the recall petition has been elected may apply, by providing his or her name and residential address, to the Chief Electoral Officer to be registered as a canvasser at any time after the Officer has issued the petition.

Inducements prohibited

(3) A registered canvasser shall not solicit or accept any valuable consideration for canvassing for signatures on a recall petition and a person shall not directly or indirectly pay, give, lend or procure any inducement for a person to register as a canvasser for signatures on a recall petition.

Producing identification

(4) A registered canvasser shall carry the identification issued by the Chief Electoral Officer and produce it to any person who requests to see it.

Access to permanent register of electors

(5) The Chief Electoral Officer shall allow a registered canvasser to have access to the permanent register for electors for the electoral district, if the person provides a signed oath that he or she will protect and maintain the confidentiality of the register.

Restrictions

- (6) A registered canvasser shall not,
 - (a) knowingly make any false or misleading statements about the recall petition or about the member affected by the petition; or
 - (b) use information obtained while canvassing for signatures for any purpose other than for canvassing for signatures on a recall petition.

No alteration

(7) A registered canvasser shall not alter the names and addresses provided by the persons who sign a recall petition, except that if the person signing has made an error, the canvasser may strike out a signature and address for the purpose of having the person sign the petition correctly.

Cancellation of petition

123. If, during the period after the Chief Electoral Officer issues the recall petition and before the Officer makes a determination under section 124 with respect to the petition, the member affected by the petition dies or resigns his or her seat or the Assembly is dissolved, the petition is cancelled.

Determination

124. (1) Within 30 days of receiving a recall petition under clause 121 (1) (c), the Chief Electoral Officer shall

Solliciteurs

122. (1) Seul un solliciteur inscrit au titre du présent article peut solliciter des signatures pour une pétition en révocation.

Inscription

(2) Le votant inscrit de la circonscription électorale dans laquelle a été élu le député visé par la pétition en révocation peut demander au directeur général des élections de l'inscrire en qualité de solliciteur en tout temps après la délivrance de la pétition. Il suffit pour ce faire de lui donner son nom et son adresse domiciliaire.

Incitatifs interdits

(3) Le solliciteur inscrit ne doit pas solliciter ni accepter de contrepartie à titre onéreux pour solliciter des signatures pour une pétition en révocation et nul ne doit, directement ou indirectement, verser, donner, prêter ou fournir un incitatif à une personne pour qu'elle s'inscrive en qualité de solliciteur afin d'obtenir des signatures pour une pétition en révocation.

Présentation d'une pièce d'identité

(4) Le solliciteur inscrit porte sur lui la pièce d'identité que lui a délivrée le directeur général des élections et la présente à quiconque lui en fait la demande.

Accès au registre permanent des électeurs

(5) Le directeur général des élections permet au solliciteur inscrit de consulter le registre permanent des électeurs de la circonscription électorale s'il fournit un serment signé portant qu'il en protégera et en préservera le caractère confidentiel.

Restrictions

- (6) Le solliciteur inscrit ne doit :
 - a) ni faire sciemment de déclarations fausses ou trompeuses à propos de la pétition en révocation ou à propos du député visé par la pétition;
 - b) ni utiliser des renseignements obtenus en sollicitant des signatures à une fin autre que la sollicitation de signatures pour une pétition en révocation.

Modification interdite

(7) Le solliciteur inscrit ne doit pas modifier les noms et adresses fournis par les signataires d'une pétition en révocation. Il peut toutefois rayer une signature et une adresse pour permettre au signataire qui a fait une erreur de signer la pétition correctement.

Annulation de la pétition

123. Si, pendant la période qui suit la délivrance de la pétition en révocation par le directeur général des élections, mais qui précède la décision qu'il rend en application de l'article 124 à l'égard de la pétition, le député visé décède ou démissionne ou que l'Assemblée est dissoute, la pétition est annulée.

Décision

124. (1) Au plus tard 30 jours après avoir reçu une pétition en révocation aux termes de l'alinéa 121 (1) c), le

determine, in accordance with subsection (2) and the regulations, if any, whether the petition meets the requirements of section 121 and whether the proponent has complied with sections 127 to 129.

Verification of signatures

(2) In determining whether the recall petition meets the requirements of section 121, the Chief Electoral Officer shall,

- (a) verify that the persons who signed the petition meet the requirements of that section; and
- (b) contact directly a random sample of the persons who signed the petition to verify that their signatures are valid.

Publication of determination

(3) The Chief Electoral Officer shall report the determination made to the proponent, the member and the Speaker of the Legislative Assembly and shall promptly publish a notice of it in *The Ontario Gazette*.

Recall of member

(4) If the Chief Electoral Officer determines that the recall petition meets the requirements of section 121 and that the proponent has complied with sections 127 to 129, the seat of the member becomes vacant on the day that the determination is published in *The Ontario Gazette* under subsection (3).

CAMPAIGN FINANCING

Application of *Election Finances Act*

125. (1) Subject to subsections (4) and (5), sections 16, 17, 21 to 25, 28, 29, 31 and 32, subsection 33 (4) and sections 34, 34.1 and 35 of the *Election Finances Act* apply to registered campaign organizers, recall campaign contributions and recall campaign advertising.

Same, third party advertising

(2) Subject to subsections (4) and (5), sections 37.1 to 37.4 and 37.7 to 37.13 of the *Election Finances Act* apply to registered campaign organizers as if they were third parties within the meaning of that Act.

Same, auditors

(3) Subject to subsections (4) and (5), sections 40, 42 and 43 of the *Election Finances Act* apply to registered campaign organizers as if they were candidates registered under that Act.

Modifications

(4) The provisions of the *Election Finances Act* mentioned in subsections (1), (2) and (3) shall be read as if,

- (a) references to a registered candidate were references to a registered campaign organizer;
- (b) references to a campaign period, an election period or the period described in clause 37.9 (1) (a) of that Act were references to a recall petition period; and

directeur général des élections décide conformément au paragraphe (2) et aux règlements, le cas échéant, si la pétition remplit les exigences de l'article 121 et si le promoteur s'est conformé aux articles 127 à 129.

Vérification des signatures

(2) Lorsqu'il décide si la pétition en révocation remplit les exigences de l'article 121, le directeur général des élections :

- a) vérifie si les signataires de la pétition remplissent les exigences de cet article;
- b) communique directement avec des signataires choisis au hasard pour vérifier la validité de leurs signatures.

Publication de la décision

(3) Le directeur général des élections fait rapport de la décision rendue au promoteur, au député et au président de l'Assemblée législative et publie promptement un avis de la décision dans la *Gazette de l'Ontario*.

Révocation du député

(4) Si le directeur général des élections décide que la pétition en révocation remplit les exigences de l'article 121 et que le promoteur s'est conformé aux articles 127 à 129, le siège du député devient vacant le jour de la publication de la décision dans la *Gazette de l'Ontario* en application du paragraphe (3).

FINANCEMENT DE CAMPAGNE

Champ d'application de la *Loi sur le financement des élections*

125. (1) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les articles 16, 17, 21 à 25, 28, 29, 31 et 32, le paragraphe 33 (4) et les articles 34, 34.1 et 35 de la *Loi sur le financement des élections* s'appliquent aux organisateurs de campagne inscrits, aux contributions de campagne de révocation et à la publicité de campagne de révocation.

Idem : publicité faite par des tiers

(2) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les articles 37.1 à 37.4 et 37.7 à 37.13 de la *Loi sur le financement des élections* s'appliquent aux organisateurs de campagne inscrits comme s'ils étaient des tiers au sens de cette loi.

Idem : vérificateurs

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les articles 40, 42 et 43 de la *Loi sur le financement des élections* s'appliquent aux organisateurs de campagne inscrits comme s'ils étaient des candidats inscrits au sens de cette loi.

Adaptations

(4) Les dispositions de la *Loi sur le financement des élections* mentionnées aux paragraphes (1), (2) et (3) s'interprètent comme si :

- a) les mentions d'un candidat inscrit valaient mention d'un organisateur de campagne inscrit;
- b) les mentions d'une période de campagne, d'une période électorale ou d'une période visée à l'alinéa 37.9 (1) a) de cette loi valaient mention d'une période de signature d'une pétition;

- (c) references to polling day were references to the day on which a recall petition is returned to the Chief Electoral Officer under clause 121 (1) (c).

Regulations

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations amending or replacing subsections (1) to (4).

Registration of campaign organizers

126. (1) No person or body shall organize a campaign to promote a particular result on a recall petition unless the person or body has registered with the Chief Electoral Officer as a campaign organizer.

Same, advertising

(2) No person or body shall engage in recall campaign advertising unless the person or body has registered with the Chief Electoral Officer as a campaign organizer.

Exceptions

(3) A person or body is not required to be registered as a campaign organizer if,

- (a) the person or body does not spend more than \$1,000 on a campaign to solicit votes or promote a particular result on a recall petition;
- (b) the person or body does not combine their money with that of other persons or bodies who spend more than \$1,000 on a campaign to solicit votes or promote a particular result on a recall petition; or
- (c) the only involvement of the person or body in a recall petition consists of broadcasting or publishing, in the ordinary course of business, advertisements to solicit votes or promote a particular result on a recall petition.

Contents of application

(4) An application for registration as a campaign organizer shall contain the information specified by the regulations and shall be accompanied by the application fee specified by the regulations.

Chief financial officer

(5) No person or body shall apply for registration as a campaign organizer until the person or body has a chief financial officer in accordance with section 127.

Registration

(6) The Chief Electoral Officer shall register an applicant as a campaign organizer upon receipt of the application and fee required by subsection (4) unless the name of the applicant so closely resembles the name of another registered campaign organizer that the two are likely to be confused.

- c) les mentions d'un jour du scrutin valaient mention du jour où une pétition en révocation est renvoyée au directeur général des élections aux termes de l'alinéa 121 (1) c).

Rèlements

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier ou remplacer les paragraphes (1) à (4).

Inscription des organisateurs de campagne

126. (1) Nulle personne ni aucun organisme ne doit organiser une campagne visant à favoriser un résultat donné concernant une pétition en révocation à moins d'être inscrit auprès du directeur général des élections en qualité d'organisateur de campagne.

Idem : publicité

(2) Nulle personne ni aucun organisme ne doit faire de publicité de campagne en révocation à moins d'être inscrit auprès du directeur général des élections en qualité d'organisateur de campagne.

Exceptions

(3) Une personne ou un organisme n'est pas tenu de s'inscrire en qualité d'organisateur de campagne dans les cas suivants :

- a) la personne ou l'organisme ne dépense pas plus de 1 000 \$ dans le cadre d'une campagne visant à solliciter des votes ou à favoriser un résultat donné concernant une pétition en révocation;
- b) la personne ou l'organisme ne réunit pas ses fonds avec ceux d'autres personnes ou organismes qui dépensent plus de 1 000 \$ dans le cadre d'une campagne visant à solliciter des votes ou à favoriser un résultat donné concernant une pétition en révocation;
- c) l'unique participation de la personne ou de l'organisme à une pétition en révocation consiste à diffuser ou publier, dans le cours normal de son activité, des annonces visant à solliciter des votes ou à favoriser un résultat donné concernant une pétition en révocation.

Contenu de la demande

(4) La demande d'inscription en qualité d'organisateur de campagne comporte les renseignements que précisent les règlements et est accompagnée des droits que précisent également les règlements.

Directeur des finances

(5) Nulle personne ni aucun organisme ne doit présenter de demande d'inscription en qualité d'organisateur de campagne avant d'avoir un directeur des finances comme le prévoit l'article 127.

Inscription

(6) Le directeur général des élections inscrit le demandeur en qualité d'organisateur de campagne à la réception de la demande et des droits exigés par le paragraphe (4) sauf si le nom du demandeur est à tel point semblable à celui d'un autre organisateur de campagne inscrit qu'il est vraisemblable qu'une confusion des deux noms en résulte.

Register

(7) The Chief Electoral Officer shall maintain a register containing the names of all registered campaign organizers and the information set out in their respective applications for registration, together with all revisions that the Officer makes to the register.

Duty to notify

(8) A registered campaign organizer shall notify the Chief Electoral Officer within a reasonable time if there is any change to the information provided in the application for registration and the Officer shall revise the register accordingly.

Change of name

(9) If there is a change in the name of a registered campaign organizer, the Chief Electoral Officer shall not change the registered name of the campaign organizer or revise the register if the changed name would so closely resemble the name of another registered campaign organizer that the two are likely to be confused.

Chief financial officer

127. (1) For the purposes of this Part, no registered campaign organizer shall accept any recall campaign contributions or incur any recall campaign expenses during a recall petition period unless,

- (a) the organizer has an individual acting as chief financial officer as described in this section and has complied with subsection (5); or
- (b) the organizer has appointed a chief financial officer in accordance with the *Election Finances Act*.

Qualifications

(2) A registered campaign organizer who is an individual may act as his or her own chief financial officer or may appoint another individual as chief financial officer.

Disqualification

(3) An individual is disqualified from acting as chief financial officer if the individual is,

- (a) an election official or an individual who is otherwise a member of the staff of the Chief Electoral Officer;
- (b) an individual who does not have full capacity to enter into contracts; or
- (c) an individual who, at any time within the previous seven years, has been convicted of an offence under this Act or the *Election Finances Act*.

Appointment

(4) The appointment of a chief financial officer shall be made in writing and shall,

- (a) include the name, mailing address and telephone number of the individual appointed and the effective date of the appointment; and

Registre

(7) Le directeur général des élections tient un registre où sont consignés le nom de tous les organisateurs de campagne inscrits et les renseignements figurant dans leur demande d'inscription respective, ainsi que toutes les révisions qu'il y apporte.

Obligation d'aviser le directeur général des élections

(8) L'organisateur de campagne inscrit avise le directeur général des élections dans un délai raisonnable de tout changement des renseignements figurant dans sa demande d'inscription, auquel cas le directeur général des élections révisé le registre en conséquence.

Changement de nom

(9) En cas de changement du nom de l'organisateur de campagne inscrit, le directeur général des élections ne doit pas modifier le nom inscrit de l'organisateur de campagne ni réviser le registre si le nom modifié est à tel point semblable à celui d'un autre organisateur de campagne inscrit qu'il est vraisemblable qu'une confusion des deux noms en résulte.

Directeur des finances

127. (1) Pour l'application de la présente partie, nul organisateur de campagne inscrit ne doit accepter des contributions de campagne en révocation ni engager des dépenses de campagne en révocation pendant la période de signature d'une pétition, sauf dans les cas suivants :

- a) un particulier agit en qualité de directeur des finances pour l'organisateur conformément au présent article et ce dernier s'est conformé au paragraphe (5);
- b) l'organisateur a nommé un directeur des finances conformément à la *Loi sur le financement des élections*.

Habilité

(2) L'organisateur de campagne inscrit qui est un particulier peut agir comme son propre directeur des finances ou peut désigner un autre particulier en cette qualité.

Inhabilité

(3) Un particulier est inhabile à agir comme directeur des finances s'il est :

- a) soit un membre du personnel électoral ou un autre membre du personnel du directeur général des élections;
- b) soit un particulier qui n'a pas pleine capacité pour conclure des contrats;
- c) soit un particulier qui, au cours des sept années précédentes, a été déclaré coupable d'une infraction à la présente loi ou à la *Loi sur le financement des élections*.

Désignation

(4) La désignation d'un directeur des finances est faite par écrit et doit :

- a) indiquer le nom, adresse postale et numéro de téléphone du particulier désigné et la date d'effet de sa désignation;

- (b) be accompanied by,
 - (i) a signed consent of the individual appointed to act as chief financial officer, and
 - (ii) a signed statement of the individual appointed that he or she is not disqualified from acting as a chief financial officer.

Notice

(5) A registered campaign organizer that is required to have a chief financial officer shall deliver to the Chief Electoral Officer as soon as practicable,

- (a) a statement as to whether or not the organizer is acting as his or her own chief financial officer;
- (b) if the organizer is not acting as his or her own chief financial officer, a copy of the appointment and the consent and statement mentioned in clause (4) (b); and
- (c) an address to which notices under this Act may be delivered to the chief financial officer or the organizer.

Change of financial officer

(6) If there is any change in who is the chief financial officer of a registered campaign organizer, the organizer shall, as soon as possible, notify the Chief Electoral Officer of the change by delivering a notice in accordance with subsection (5).

Recall campaign contributions

128. (1) After a recall petition is issued, no person or body shall accept a recall campaign contribution unless the person or body is, or is acting on behalf of, a registered campaign organizer.

No political contribution tax credit

(2) For greater certainty, a recall campaign contribution is not an eligible contribution for the purposes of subdivision f of Division B of Part III or section 102 of the *Taxation Act, 2007*.

Limit on recall campaign contributions

129. (1) No person or body shall contribute, in a recall petition period, more than \$7,500, multiplied by the indexation factor determined under section 40.1 of the *Election Finances Act*, to any group of registered campaign organizers that promotes the same result on the petition.

Person's own funds

(2) If a person spends his or her own money on a campaign to promote a particular result on a recall petition, the money is deemed to be a recall campaign contribution.

REGULATIONS

Regulations

130. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- b) être accompagnée de ce qui suit :

- (i) le consentement signé du particulier désigné pour agir comme directeur des finances,
- (ii) une déclaration signée du particulier désigné selon laquelle il n'est pas inhabile à agir comme directeur des finances.

Avis

(5) L'organisateur de campagne inscrit qui est tenu d'avoir un directeur des finances remet ce qui suit dès que possible au directeur général des élections :

- a) une déclaration indiquant si l'organisateur agit comme son propre directeur des finances;
- b) si l'organisateur n'agit pas comme son propre directeur des finances, une copie de la désignation ainsi que du consentement et de la déclaration mentionnés à l'alinéa (4) b);
- c) l'adresse à laquelle les avis prévus par la présente loi peuvent être remis au directeur des finances ou à l'organisateur.

Changement de directeur des finances

(6) S'il change de directeur des finances, l'organisateur de campagne inscrit en avise, dès que possible, le directeur général des élections en lui remettant un avis conformément au paragraphe (5).

Contributions de campagne en révocation

128. (1) Après la délivrance d'une pétition en révocation, nulle personne ni aucun organisme ne doit accepter une contribution de campagne en révocation à moins d'être un organisateur de campagne inscrit ou d'agir pour le compte d'un tel organisateur.

Non-admissibilité comme crédit d'impôt pour contributions politiques

(2) Il est entendu que les contributions de campagne en révocation ne sont pas des contributions admissibles pour l'application de la sous-section f de la section B de la partie III ou de l'article 102 de la *Loi de 2007 sur les impôts*.

Plafond des contributions de campagne en révocation

129. (1) Nulle personne ni aucun organisme ne doit verser, pendant une période de signature d'une pétition, une contribution supérieure au produit de 7 500 \$ et du facteur d'indexation fixé aux termes de l'article 40.1 de la *Loi sur le financement des élections* à un groupe d'organisateur de campagne inscrits qui cherche à favoriser l'obtention du même résultat concernant la pétition.

Propres fonds

(2) Si une personne engage ses propres fonds dans une campagne visant à favoriser un résultat donné concernant une pétition en révocation, ces fonds sont réputés une contribution de campagne en révocation.

RÈGLEMENTS

Règlements

130. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) specifying anything in this Part that is described as being specified by the regulations or done in accordance with the regulations;
- (b) specifying the qualifications required for registration as a campaign organizer.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Election Amendment Act (MPPs' Recall), 2013*.

- a) préciser tout ce que la présente partie mentionne comme étant précisé par les règlements ou fait conformément aux règlements;
- b) préciser les qualités requises pour pouvoir s'inscrire en qualité d'organisateur de campagne.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi électorale (révocation des députés)*.

A-20N
LB
B36



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 125

**An Act to proclaim
Lincoln Alexander Day**

Co-sponsors:

Mr. T. Arnott

Mr. B. Balkissoon

Mr. P. Miller

Private Members' Bill

1st Reading October 31, 2013

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi 125

**Loi proclamant
le Jour de Lincoln Alexander**

Coparrains :

M. T. Arnott

M. B. Balkissoon

M. P. Miller

Projet de loi de députés

1^{re} lecture 31 octobre 2013

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims January 21 in each year as Lincoln Alexander Day.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le 21 janvier de chaque année Jour de Lincoln Alexander.

An Act to proclaim Lincoln Alexander Day

Preamble

Lincoln MacCauley Alexander, one of the most outstanding and accomplished Ontarians of our time, was born on January 21, 1922.

Rising above the prejudice of the era, he embraced the opportunity of public education. He developed his talents and reached his full potential through disciplined study and the strength of his character.

He served in the Royal Canadian Air Force during World War II. Home again after the war, he graduated from McMaster University and Osgoode Hall Law School and qualified as a lawyer.

Responding to the call of public service, he was elected to the House of Commons in 1968, representing Hamilton West. In 1979, he was appointed to be Minister of Labour, making history as the Government of Canada's first black Cabinet Minister. Later he served as Chair of the Workers' Compensation Board of Ontario, now known as the Workplace Safety and Insurance Board, as the Lieutenant Governor of Ontario, the representative of Her Majesty the Queen, and as Chancellor of the University of Guelph, among many other community contributions.

He passed away on October 19, 2012 at the age of 90.

His life was an example of service, determination and humility. Always fighting for equal rights for all races in our society, and doing so without malice, he changed attitudes and contributed greatly to the inclusiveness and tolerance of Canada today.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Lincoln Alexander Day

1. January 21 in each year is proclaimed as Lincoln Alexander Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Loi proclamant le Jour de Lincoln Alexander

Préambule

Lincoln MacCauley Alexander, l'une des figures ontariennes les plus exceptionnelles et douées de notre époque, est né le 21 janvier 1922.

S'élevant au-dessus des préjugés de l'époque, il a saisi les chances que lui a offertes l'enseignement public. Il a développé ses talents et réalisé son plein potentiel grâce à des études rigoureuses et à sa force de caractère.

Il a servi dans l'Aviation royale canadienne pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rentré au pays après la guerre, il a obtenu un diplôme de l'Université McMaster et un baccalauréat en droit d'Osgoode Hall Law School, et a été reçu avocat.

Répondant à l'appel du service public, il a été élu à la Chambre des communes en 1968, où il a représenté Hamilton Ouest. En 1979, il a été nommé ministre du Travail, devenant ainsi le premier Noir à accéder à un poste de ministre dans l'histoire du gouvernement du Canada. Par la suite, il a été président de la Commission des accidents du travail (maintenant appelée Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail), lieutenant-gouverneur de l'Ontario, soit le représentant de Sa Majesté la Reine, ainsi que chancelier de l'Université de Guelph, pour ne mentionner que quelques-unes de ses nombreuses contributions à la collectivité.

Il s'est éteint le 19 octobre 2012 à l'âge de 90 ans.

Tout au long de sa vie, il a fait preuve de dévouement envers les autres, de détermination et d'humilité. En luttant constamment en faveur de l'égalité des droits pour toutes les races dans notre société, et ce sans malveillance aucune, il a changé les mentalités et a largement contribué à l'esprit d'inclusivité et de tolérance qui règne au Canada de nos jours.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour de Lincoln Alexander

1. Le 21 janvier de chaque année est proclamé Jour de Lincoln Alexander.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Short title

3. The short title of this Act is the *Lincoln Alexander Day Act, 2013*.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur le Jour de Lincoln Alexander*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 125

*(Chapter 18
Statutes of Ontario, 2013)*

An Act to proclaim Lincoln Alexander Day

Co-sponsors:

Mr. T. Arnott
Mr. B. Balkissoon
Mr. P. Miller

Projet de loi 125

*(Chapitre 18
Lois de l'Ontario de 2013)*

Loi proclamant le Jour de Lincoln Alexander

Coparrains :

M. T. Arnott
M. B. Balkissoon
M. P. Miller

1st Reading	October 31, 2013
2nd Reading	November 28, 2013
3rd Reading	November 28, 2013
Royal Assent	December 12, 2013

1 ^{re} lecture	31 octobre 2013
2 ^e lecture	28 novembre 2013
3 ^e lecture	28 novembre 2013
Sanction royale	12 décembre 2013



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 125 and does not form part of the law. Bill 125 has been enacted as Chapter 18 of the Statutes of Ontario, 2013.

The Bill proclaims January 21 in each year as Lincoln Alexander Day.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 125, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 125 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 2013.

Le projet de loi proclame le 21 janvier de chaque année Jour d'Lincoln Alexander.

An Act to proclaim Lincoln Alexander Day

Preamble

Lincoln MacCauley Alexander, one of the most outstanding and accomplished Ontarians of our time, was born on January 21, 1922.

Rising above the prejudice of the era, he embraced the opportunity of public education. He developed his talents and reached his full potential through disciplined study and the strength of his character.

He served in the Royal Canadian Air Force during World War II. Home again after the war, he graduated from McMaster University and Osgoode Hall Law School and qualified as a lawyer.

Responding to the call of public service, he was elected to the House of Commons in 1968, representing Hamilton West. In 1979, he was appointed to be Minister of Labour, making history as the Government of Canada's first black Cabinet Minister. Later he served as Chair of the Workers' Compensation Board of Ontario, now known as the Workplace Safety and Insurance Board, as the Lieutenant Governor of Ontario, the representative of Her Majesty the Queen, and as Chancellor of the University of Guelph, among many other community contributions.

He passed away on October 19, 2012 at the age of 90.

His life was an example of service, determination and humility. Always fighting for equal rights for all races in our society, and doing so without malice, he changed attitudes and contributed greatly to the inclusiveness and tolerance of Canada today.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Lincoln Alexander Day

1. January 21 in each year is proclaimed as Lincoln Alexander Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Loi proclamant le Jour de Lincoln Alexander

Préambule

Lincoln MacCauley Alexander, l'une des figures ontariennes les plus exceptionnelles et douées de notre époque, est né le 21 janvier 1922.

S'élevant au-dessus des préjugés de l'époque, il a saisi les chances que lui a offertes l'enseignement public. Il a développé ses talents et réalisé son plein potentiel grâce à des études rigoureuses et à sa force de caractère.

Il a servi dans l'Aviation royale canadienne pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rentré au pays après la guerre, il a obtenu un diplôme de l'Université McMaster et un baccalauréat en droit d'Osgoode Hall Law School, et a été reçu avocat.

Répondant à l'appel du service public, il a été élu à la Chambre des communes en 1968, où il a représenté Hamilton Ouest. En 1979, il a été nommé ministre du Travail, devenant ainsi le premier Noir à accéder à un poste de ministre dans l'histoire du gouvernement du Canada. Par la suite, il a été président de la Commission des accidents du travail (maintenant appelée Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail), lieutenant-gouverneur de l'Ontario, soit le représentant de Sa Majesté la Reine, ainsi que chancelier de l'Université de Guelph, pour ne mentionner que quelques-unes de ses nombreuses contributions à la collectivité.

Il s'est éteint le 19 octobre 2012 à l'âge de 90 ans.

Tout au long de sa vie, il a fait preuve de dévouement envers les autres, de détermination et d'humilité. En luttant constamment en faveur de l'égalité des droits pour toutes les races dans notre société, et ce sans malveillance aucune, il a changé les mentalités et a largement contribué à l'esprit d'inclusivité et de tolérance qui règne au Canada de nos jours.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour de Lincoln Alexander

1. Le 21 janvier de chaque année est proclamé Jour de Lincoln Alexander.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Short title

3. The short title of this Act is the *Lincoln Alexander Day Act, 2013*.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur le Jour de Lincoln Alexander*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 126

**An Act to amend
the Fiscal Transparency and
Accountability Act, 2004**

Ms L. Scott

Private Member's Bill

1st Reading November 4, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 126

**Loi modifiant la
Loi de 2004 sur la transparence
et la responsabilité financières**

M^{me} L. Scott

Projet de loi de député

1^{re} lecture 4 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Currently, subsection 10 (1) of the *Fiscal Transparency and Accountability Act, 2004* requires the Minister of Finance to release a pre-election report about Ontario's finances in such circumstances and by such deadline as provided for in the regulations. Section 10 is amended as follows:

1. In every year in which there is a fixed date for a general election, the Minister is required to release a pre-election report no later than 30 days after the Minister moves the Budget motion in the year.
2. If a writ is issued under the *Election Act* for a general election other than a fixed date general election, the Minister is required to release a pre-election report no later than seven days after the writ is issued.

Currently, subsection 10 (3) of the Act requires the Auditor General to promptly review a pre-election report and to release a statement describing the results of the review. The subsection is re-enacted to apply to a pre-election report that is released in connection with a fixed date general election. A new subsection 10 (3.1) applies to a pre-election report that is released in connection with a non-fixed date general election. It requires the Auditor General to promptly review the report and to release a statement describing the results of the review either before the election, if possible, or within a reasonable time after the election.

NOTE EXPLICATIVE

À l'heure actuelle, le paragraphe 10 (1) de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières* exige que le ministre des Finances rende public un rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario dans les circonstances prescrites par règlement et avant la date limite fixée par règlement. L'article 10 est modifié comme suit :

1. Au cours de chaque année pendant laquelle une date a été fixée pour des élections générales, le ministre est tenu de rendre public un rapport préélectoral au plus tard 30 jours après que le ministre a proposé la motion relative au budget dans l'année.
2. En cas d'émission d'un décret de convocation des électeurs en vue d'élections générales en application de la *Loi électorale*, sauf un décret en vue d'élections générales à une date fixe, le ministre est tenu de rendre public un rapport préélectoral au plus tard sept jours après l'émission du décret.

À l'heure actuelle, le paragraphe 10 (3) de la Loi exige que le vérificateur général examine promptement un rapport préélectoral et rende publique une déclaration énonçant les résultats de son examen. Le paragraphe est réédité de manière à s'appliquer à un rapport préélectoral rendu public en cas d'élections générales tenues à une date fixe. Le nouveau paragraphe 10 (3.1) s'applique à un rapport préélectoral rendu public en cas d'élections générales non tenues à une date fixe et exige que le vérificateur général examine promptement le rapport et rende publique une déclaration énonçant les résultats de son examen avant les élections, si cela est possible, ou dans un délai raisonnable après les élections.

**An Act to amend
the Fiscal Transparency and
Accountability Act, 2004**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 10 (1) of the *Fiscal Transparency and Accountability Act, 2004* is repealed and the following substituted:

Pre-election report about Ontario's finances

(1) In every year in which a provincial election is required to be held under clause 9 (2) (b) of the *Election Act*, the Ministry of Finance shall release a pre-election report about Ontario's finances no later than 30 days after the Minister moves the Budget motion in the year under Standing Order 58 (a) of the Standing Orders of the Assembly.

Same

(1.1) The Ministry of Finance shall release a pre-election report about Ontario's finances no later than seven days after a writ is issued under the *Election Act* for a provincial election, other than a writ for a provincial election required to be held under clause 9 (2) (b) of the *Election Act*.

(2) Subsection 10 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Review by Auditor General

(3) The Auditor General shall promptly review a pre-election report required under subsection (1) to determine whether it is reasonable, and shall release a statement describing the results of the review.

Same

(3.1) The Auditor General shall promptly review a pre-election report required under subsection (1.1) to determine whether it is reasonable, and shall release a statement describing the results of the review either before the provincial election, if possible, or within a reasonable time after the election.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Fiscal Transparency and Accountability Amendment Act (Pre-Election Reports), 2013*.

**Loi modifiant la
Loi de 2004 sur la transparence
et la responsabilité financières**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 10 (1) de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario

(1) Au cours de chaque année pendant laquelle des élections provinciales doivent être tenues en application de l'alinéa 9 (2) b) de la *Loi électorale*, le ministère des Finances rend public un rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario au plus tard 30 jours après que le ministre a proposé la motion relative au budget dans l'année en application de l'alinéa 58 a) du Règlement de l'Assemblée législative.

Idem

(1.1) Le ministère des Finances rend public un rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario au plus tard sept jours après l'émission d'un décret de convocation des électeurs en application de la *Loi électorale*, sauf un décret en vue d'élections provinciales devant être tenues en application de l'alinéa 9 (2) b) de la *Loi électorale*.

(2) Le paragraphe 10 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Examen du vérificateur général

(3) Le vérificateur général examine promptement le rapport préélectoral exigé en application du paragraphe (1) pour déterminer s'il est raisonnable et rend publique une déclaration énonçant les résultats de son examen.

Idem

(3.1) Le vérificateur général examine promptement le rapport préélectoral exigé en application du paragraphe (1.1) pour déterminer s'il est raisonnable et rend publique une déclaration énonçant les résultats de son examen avant les élections provinciales, si cela est possible, ou dans un délai raisonnable après les élections.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la transparence et la responsabilité financières (rapports préélectoraux)*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 127

**An Act to amend
the Human Rights Code
with respect to
genetic characteristics**

Mr. M. Colle

Private Member's Bill

1st Reading November 4, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 127

**Loi modifiant le
Code des droits de la personne
en ce qui a trait
aux caractéristiques génétiques**

M. M. Colle

Projet de loi de député

1^{re} lecture 4 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Human Rights Code* to include genetic characteristics as a prohibited ground of discrimination. The Act currently includes race, marital status and disability, among other things, as prohibited grounds of discrimination.

In addition to other amendments, various sections are amended to provide that every person has a right to equal treatment, without discrimination because of genetic characteristics, with respect to services, goods and facilities, the occupancy of accommodation, the right to contract, and employment and membership in various types of organizations. This includes the right to equal treatment if a person refuses to undergo or disclose the results of a genetic test. High value insurance contracts are permitted to differentiate or make a distinction, exclusion or preference on reasonable and *bona fide* grounds because of genetic characteristics.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le *Code des droits de la personne* pour ajouter les caractéristiques génétiques aux motifs illicites de discrimination. Parmi les motifs illicites de discrimination figurant actuellement dans le Code se trouvent la race, l'état matrimonial et un handicap.

Outre d'autres modifications, divers articles sont modifiés pour prévoir que toute personne a droit à un traitement égal, sans discrimination fondée sur des caractéristiques génétiques, en matière de services, de biens et d'installations, en matière d'occupation d'un logement, en matière de droit de conclure des contrats, en matière d'emploi et en matière d'adhésion à divers types d'organismes. Est notamment compris le droit à un traitement égal pour quiconque refuse de subir un test génétique ou d'en divulguer les résultats. Les contrats d'assurance à valeur élevée peuvent établir des distinctions entre des personnes, les exclure ou leur accorder la préférence pour des motifs justifiés de façon raisonnable et de bonne foi et fondés sur les caractéristiques génétiques.

**An Act to amend
the Human Rights Code
with respect to
genetic characteristics**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 1 of the *Human Rights Code* is amended by adding “genetic characteristics” after “age”.

2. (1) Subsection 2 (1) of the Act is amended by adding “genetic characteristics” after “age”.

(2) Subsection 2 (2) of the Act is amended by adding “genetic characteristics” after “age”.

3. Section 3 of the Act is amended by adding “genetic characteristics” after “age”.

4. (1) Subsection 5 (1) of the Act is amended by adding “genetic characteristics” after “age”.

(2) Subsection 5 (2) of the Act is amended by adding “genetic characteristics” after “age”.

5. Section 6 of the Act is amended by adding “genetic characteristics” after “age”.

6. (1) Subsection 10 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“genetic characteristics” means genetic traits of an individual, including traits that may cause or increase the risk to develop a disorder or disease; (“caractéristiques génétiques”)

(2) Section 10 of the Act is amended by adding the following subsection:

Refusal to undergo or disclose results of genetic test

(4) The right to equal treatment without discrimination because of genetic characteristics includes the right to equal treatment without discrimination because a person refuses to undergo a genetic test or refuses to disclose, or authorize the disclosure of, the results of a genetic test.

7. The Act is amended by adding the following section:

**Loi modifiant le
Code des droits de la personne
en ce qui a trait
aux caractéristiques génétiques**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. L’article 1 du *Code des droits de la personne* est modifié par insertion de «les caractéristiques génétiques,» après «l’âge,».

2. (1) Le paragraphe 2 (1) du Code est modifié par insertion de «les caractéristiques génétiques,» après «l’âge,».

(2) Le paragraphe 2 (2) du Code est modifié par insertion de «les caractéristiques génétiques,» après «l’âge,».

3. L’article 3 du Code est modifié par insertion de «les caractéristiques génétiques,» après «l’âge,».

4. (1) Le paragraphe 5 (1) du Code est modifié par insertion de «les caractéristiques génétiques,» après «l’âge,».

(2) Le paragraphe 5 (2) du Code est modifié par insertion de «les caractéristiques génétiques,» après «l’âge,».

5. L’article 6 du Code est modifié par insertion de «les caractéristiques génétiques,» après «l’âge,».

6. (1) Le paragraphe 10 (1) du Code est modifié par adjonction de la définition suivante :

«caractéristiques génétiques» S’entend des traits génétiques caractéristiques que présente un particulier, notamment des traits pouvant causer un trouble ou une maladie ou augmenter le risque que l’un ou l’autre se développe. («genetic characteristics»)

(2) L’article 10 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Refus de subir un test génétique ou d’en divulguer les résultats

(4) Le droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur des caractéristiques génétiques comprend le droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur le fait qu’une personne refuse de subir un test génétique, de divulguer les résultats d’un tel test ou d’autoriser la divulgation de ceux-ci.

7. Le Code est modifié par adjonction de l’article suivant :

Restrictions for insurance contracts, etc.

22.1 The right under sections 1 and 3 to equal treatment with respect to services and to contract on equal terms without discrimination because of genetic characteristics is not infringed if a contract of automobile, life, accident or sickness or disability insurance or a contract of group insurance between an insurer and an association or person other than an employer, or a life annuity,

- (a) pays a benefit of more than,
 - (i) \$1,000,000 in total, or
 - (ii) \$75,000 per annum; and
- (b) differentiates or makes a distinction, exclusion or preference on reasonable and *bona fide* grounds because of genetic characteristics.

8. Clause 24 (1) (a) of the Act is amended by adding “genetic characteristics” after “age”.

Commencement

9. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

10. The short title of this Act is the *Human Rights Code Amendment Act (Genetic Characteristics), 2013*.

Restrictions : contrats d'assurance

22.1 Ne constitue pas une atteinte au droit, reconnu aux articles 1 et 3, à un traitement égal en matière de services et de contrats à conditions égales sans discrimination fondée sur des caractéristiques génétiques le fait qu'un contrat d'assurance-automobile, d'assurance-vie, d'assurance-accident, d'assurance-maladie ou d'assurance-invalidité, qu'un contrat d'assurance-groupe entre un assureur et une association ou une personne autre qu'un employeur, ou qu'une rente viagère, à la fois :

- a) verse une prestation supérieure à :
 - (i) soit 1 000 000 \$ en tout,
 - (ii) soit 75 000 \$ par année;
- b) établit des distinctions entre des personnes, les exclut ou leur accorde la préférence pour des motifs raisonnables et de bonne foi et fondés sur des caractéristiques génétiques.

8. L'alinéa 24 (1) a) du Code est modifié par insertion de «les caractéristiques génétiques,» après «l'âge,».

Entrée en vigueur

9. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant le Code des droits de la personne (caractéristiques génétiques)*.

CA 20N
XB
- B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 128

**An Act to amend
the Workplace Safety and
Insurance Act, 1997 with respect to
permanent partial
disability supplements**

Mr. L. Berardinetti

Private Member's Bill

1st Reading November 6, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 128

**Loi modifiant la Loi de 1997
sur la sécurité professionnelle et
l'assurance contre les accidents
du travail en ce qui concerne
le supplément pour invalidité partielle
à caractère permanent**

M. L. Berardinetti

Projet de loi de député

1^{re} lecture 6 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends section 110 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* so that any pension a worker is eligible for under the *Old Age Security Act* (Canada) does not reduce the worker's permanent partial disability benefits for pre-1985 and pre-1989 injuries under the pre-1997 Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie l'article 110 de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* de façon à ce que toute pension à laquelle un travailleur est admissible sous le régime de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* (Canada) ne réduise pas les prestations pour invalidité partielle à caractère permanent auxquelles il a droit relativement à des lésions d'avant 1985 et d'avant 1989 sous le régime de la Loi d'avant 1997.

**An Act to amend
the Workplace Safety and
Insurance Act, 1997 with respect to
permanent partial
disability supplements**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 110 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* is amended by adding the following subsections:

Same

(6) Paragraph 4 of subsection 147 (16) of the pre-1997 Act shall be deemed to be repealed.

Same

(7) Paragraph 4 of subsection 147 (17) of the pre-1997 Act shall be deemed to be repealed.

Decision of Board

(8) If the Board has made a decision under subsection 147 (16) or (17) of the pre-1997 Act before the day section 1 of the *Workplace Safety and Insurance Amendment Act (Permanent Partial Disability Supplements), 2013* comes into force, the worker to whom the decision relates may request that the Board reconsider and decide the claim, and subsections (6) and (7) apply with respect to the Board's decision.

Decision of Appeals Tribunal

(9) If the Appeals Tribunal has made a decision regarding a Board decision under subsection 147 (16) or (17) of the pre-1997 Act before the day section 1 of the *Workplace Safety and Insurance Amendment Act (Permanent Partial Disability Supplements), 2013* comes into force, the worker to whom the decision relates may request that the Appeals Tribunal refer the decision back to the Board to decide the claim, and subsections (6) and (7) apply with respect to the Board's decision.

Pending claim

(10) If a claim under section 147 of the pre-1997 Act is pending before the Board on the day section 1 of the *Workplace Safety and Insurance Amendment Act (Perma-*

**Loi modifiant la Loi de 1997
sur la sécurité professionnelle et
l'assurance contre les accidents
du travail en ce qui concerne
le supplément pour invalidité partielle
à caractère permanent**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 110 de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(6) La disposition 4 du paragraphe 147 (16) de la Loi d'avant 1997 est réputée abrogée.

Idem

(7) La disposition 4 du paragraphe 147 (17) de la Loi d'avant 1997 est réputée abrogée.

Décision de la Commission

(8) Si la Commission a rendu une décision aux termes du paragraphe 147 (16) ou (17) de la Loi d'avant 1997 avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (supplément pour invalidité partielle à caractère permanent)*, le travailleur concerné peut demander que la Commission réexamine la demande et qu'elle rende une décision à son égard. Les paragraphes (6) et (7) s'appliquent alors à l'égard de cette décision.

Décision du Tribunal d'appel

(9) Si le Tribunal d'appel a rendu une décision concernant une décision rendue par la Commission aux termes du paragraphe 147 (16) ou (17) de la Loi d'avant 1997 avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (supplément pour invalidité partielle à caractère permanent)*, le travailleur concerné peut demander que le Tribunal d'appel renvoie la décision à la Commission pour qu'elle rende une décision à l'égard de la demande. Les paragraphes (6) et (7) s'appliquent alors à l'égard de cette décision.

Demande en instance devant la Commission

(10) Si la Commission n'a pas statué sur une demande visée à l'article 147 de la Loi d'avant 1997 le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2013 modi-*

nent Partial Disability Supplements), 2013 comes into force, the Board shall, where applicable, decide the claim, and subsections (6) and (7) apply with respect to the Board's decision.

Pending appeal

(11) If an appeal in respect of section 147 of the pre-1997 Act is pending on the day section 1 of the *Workplace Safety and Insurance Amendment Act (Permanent Partial Disability Supplements)*, 2013 comes into force, the worker to whom the decision relates may request that the Appeals Tribunal refer the decision back to the Board, and the Board shall, where applicable, decide the claim, and subsections (6) and (7) apply with respect to the Board's decision.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Workplace Safety and Insurance Amendment Act (Permanent Partial Disability Supplements)*, 2013.

fiant la Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (supplément pour invalidité partielle à caractère permanent), elle rend, s'il y a lieu, une décision à l'égard de la demande. Les paragraphes (6) et (7) s'appliquent alors à l'égard de cette décision.

Appel en instance

(11) Si un appel relatif à l'article 147 de la Loi d'avant 1997 est en instance le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (supplément pour invalidité partielle à caractère permanent)*, le travailleur concerné peut demander que le Tribunal d'appel renvoie la décision à la Commission, laquelle rend, s'il y a lieu, une décision à l'égard de la demande. Les paragraphes (6) et (7) s'appliquent alors à l'égard de cette décision.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (supplément pour invalidité partielle à caractère permanent)*.

AZON
B
356



Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 129

Projet de loi 129

**An Act to amend
the Labour Relations Act, 1995
with respect to employee rights**

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations de travail
en ce qui concerne
les droits des employés**

Mr. T. Natyshak

M. T. Natyshak

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading November 7, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 7 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Labour Relations Act, 1995*. Major features of the Bill include the following:

1. The Act is amended to permit a trade union to ask the Ontario Labour Relations Board to direct an employer to provide the trade union with a list of employees in a bargaining unit that could be appropriate for collective bargaining.
2. Currently, the Act sets out procedures for representation votes when a trade union applies for certification as a bargaining agent. The Act is amended to provide that the Board may direct that representation votes be held at a neutral site, electronically, or by telephone.
3. The Act is amended to provide that employers shall not discharge or discipline employees without just cause in certain circumstances.
4. Currently, the Act includes provisions governing successor rights when a business is sold. The Act is amended to extend the rules to the contract services sector.
5. Section 80 of the Act currently governs reinstatement of employees when a lawful strike occurs. The Bill amends the reinstatement provisions.
6. The Act is amended to require the Minister to prepare and publish a poster providing information about labour relations in Ontario. Employers are required to post the poster in conspicuous places in the workplace.
7. Section 98 of the Act currently allows the Board to make interim orders reinstating employees in certain circumstances when proceedings are pending. The Bill amends the interim order provisions.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. Ses éléments principaux sont les suivants :

1. La Loi est modifiée pour permettre à un syndicat de demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario d'ordonner à un employeur de lui remettre une liste des employés compris dans une unité de négociation qui pourrait être appropriée pour négocier collectivement.
2. À l'heure actuelle, la Loi décrit la marche à suivre pour tenir un scrutin de représentation lorsqu'un syndicat présente une requête en accréditation comme agent négociateur. La Loi est modifiée pour prévoir que la Commission peut ordonner qu'un tel scrutin soit tenu dans un endroit neutre, par voie électronique ou par téléphone.
3. La Loi est modifiée pour interdire aux employeurs de congédier des employés ou de prendre des mesures disciplinaires à leur égard sans motif valable dans certaines circonstances.
4. À l'heure actuelle, la Loi comprend des dispositions qui régissent la succession aux qualités lors de la vente d'une entreprise. La Loi est modifiée pour que les règles en la matière s'appliquent également au secteur des services fournis aux termes d'un contrat.
5. Le projet de loi modifie l'article 80 de la Loi, qui régit la réintégration des employés lorsqu'une grève licite survient.
6. La Loi est modifiée pour exiger du ministre qu'il prépare et publie une affiche qui fournit des renseignements sur les relations de travail en Ontario. Les employeurs sont tenus d'afficher l'affiche dans des endroits bien en vue du lieu de travail.
7. Le projet de loi modifie l'article 98 de la Loi, qui permet à la Commission de rendre des ordonnances provisoires de réintégration des employés dans certaines circonstances lorsqu'une instance est en cours.

**An Act to amend
the Labour Relations Act, 1995
with respect to employee rights**

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations de travail
en ce qui concerne
les droits des employés**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Labour Relations Act, 1995* is amended by adding the following section after the heading “Establishment of Bargaining Rights by Certification”:

Lists of employees

6.1 (1) If a campaign to establish bargaining rights is under way and it appears to the Board that 20 per cent or more of the employees in a bargaining unit that could be appropriate for collective bargaining are members of a trade union, the Board shall direct, on application by the trade union, that the employer or a person acting on behalf of the employer provide to the trade union within two days,

- (a) an accurate list of the employees in the bargaining unit that could be appropriate for collective bargaining; and
- (b) an accurate list of all other employees of the employer in the location or locations where the campaign is under way.

Content of lists

(2) The lists shall be provided in electronic and printed formats and shall contain the following information about each employee:

- 1. His or her name.
- 2. His or her department.
- 3. His or her job title and classification, if applicable.
- 4. The usual number of hours per week he or she works.
- 5. Any other information specified by the Board in its direction.

Application

(3) An application by a trade union under subsection (1) shall include the name of the trade union, the description of the bargaining unit, the location or locations where a campaign to establish bargaining rights is under way

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi de 1995 sur les relations de travail* est modifiée par adjonction de l'article suivant après l'inter-titre «Acquisition du droit à la négociation collective par l'accréditation» :

Listes d'employés

6.1 (1) Si une campagne d'acquisition du droit à la négociation collective est en cours et qu'il semble à la Commission que 20 % ou plus des employés compris dans une unité de négociation qui pourrait être appropriée pour négocier collectivement sont membres d'un syndicat, la Commission, sur présentation d'une requête à cet effet par le syndicat, ordonne à l'employeur ou à une personne qui agit pour son compte de remettre au syndicat dans un délai de deux jours :

- a) une liste exacte des employés compris dans l'unité de négociation qui pourrait être appropriée pour négocier collectivement;
- b) une liste exacte de tous les autres employés de l'employeur qui se trouvent à l'endroit ou aux endroits où la campagne est en cours.

Contenu des listes

(2) Les listes sont fournies sous forme électronique et imprimée et comportent les renseignements suivants à propos de chaque employé :

- 1. Son nom.
- 2. Son service.
- 3. Le titre de son poste et sa classification, le cas échéant.
- 4. Le nombre d'heures qu'il travaille normalement par semaine.
- 5. Les autres renseignements que la Commission précise dans sa directive.

Requête

(3) La requête présentée par un syndicat en application du paragraphe (1) comprend le nom de ce dernier, la description de l'unité de négociation, l'endroit ou les endroits où une campagne d'acquisition du droit à la négociation

and the membership evidence on which the trade union relies.

2. The Act is amended by adding the following section:

Location and method of voting

8.0.1 (1) If the Board directs that a representation vote be taken, it may, on application by the trade union applying for certification, direct that the vote,

- (a) take place at a neutral site such as a school, place of worship or government office that is not on the employer's premises but that is close to the employees' place of work; or
- (b) be conducted using electronic methods, by telephone, or by a combination of both.

Secrecy of ballot

(2) If the Board makes a direction under clause (1) (b), it shall establish procedures to ensure the secrecy of the ballot.

3. The Act is amended by adding the following section:

Successor rights, contract services sector

69.1 (1) This section applies with respect to the following services if they are provided directly or indirectly by or to a building owner, manager or occupant:

- 1. Security, cleaning or housekeeping services in respect of the premises.
- 2. Food services, homemaking services within the meaning of the *Home Care and Community Services Act, 1994* or personal support services within the meaning of the *Home Care and Community Services Act, 1994* provided to a building occupant.

Exclusions

(2) This section does not apply with respect to the following services:

- 1. Construction.
- 2. Maintenance other than maintenance activities related to cleaning the premises.

Deemed sale of business

(3) The sale of a business is deemed to have occurred and section 69 applies if,

- (a) employees perform services at premises that are their principal place of work or, in the case of homemaking services or personal support services, at premises where the employees regularly provide the services;
- (b) the employees' employer ceases, in whole or in part, to provide the services at those premises; and
- (c) substantially similar services are subsequently provided under the direction of another employer, whether at the same premises or different premises.

collective est en cours et les preuves d'adhésion sur lesquelles le syndicat s'appuie.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Lieu et mode du scrutin

8.0.1 (1) Si elle ordonne la tenue d'un scrutin de représentation, la Commission peut, à la demande du syndicat qui présente la requête en accréditation, ordonner que le scrutin soit tenu :

- a) dans un endroit neutre comme une école, un lieu de culte ou un bureau gouvernemental qui n'est pas situé dans les locaux de l'employeur, mais qui est près du lieu de travail des employés;
- b) par voie électronique ou par téléphone, ou par une combinaison des deux.

Scrutin secret

(2) Si elle donne une directive en application de l'alinéa (1) b), la Commission établit des procédures pour garantir le caractère secret du scrutin.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Succession aux qualités : secteur des services fournis aux termes d'un contrat

69.1 (1) Le présent article s'applique à l'égard des services suivants s'ils sont fournis directement ou indirectement par le propriétaire, le gérant ou l'occupant d'un bâtiment ou s'ils lui sont fournis :

- 1. Des services de sécurité, de nettoyage ou d'entretien ménager à l'égard des locaux.
- 2. Des services d'alimentation, des services d'aides familiales au sens de la *Loi de 1994 sur les services de soins à domicile et les services communautaires* ou des services de soutien personnel au sens de cette loi fournis à un occupant du bâtiment.

Exclusions

(2) Le présent article ne s'applique pas à l'égard des services suivants :

- 1. Construction.
- 2. Entretien autre que les activités d'entretien reliées au nettoyage des locaux.

Vente d'une entreprise

(3) Une entreprise est réputée avoir été vendue et l'article 69 s'applique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) les employés assurent des services dans des locaux qui constituent leur principal lieu de travail ou, dans le cas de services d'aides familiales ou de services de soutien personnel, dans des locaux où ils fournissent régulièrement ces services;
- b) l'employeur des employés cesse de fournir tout ou partie des services dans ces locaux;
- c) des services essentiellement semblables sont fournis par la suite sous la direction d'un autre employeur, que ce soit dans les mêmes locaux ou ailleurs.

Interpretation

(4) For the purposes of section 69, the employer referred to in clause (3) (b) is considered to be the predecessor employer and the employer referred to in clause (3) (c) is considered to be the successor employer.

4. The Act is amended by adding the following section:**Just cause requirement**

73.1 (1) No employer, employers' organization or person acting on behalf of an employer or employers' organization shall discharge or discipline an employee without just cause in either of the following circumstances:

1. No first collective agreement has been entered into, but a trade union has been certified as the employee's bargaining agent or the employer has voluntarily recognized the trade union as the employee's bargaining agent.
2. The trade union could engage in a lawful strike or the employer could engage in a lawful lock-out, whether in connection with a first collective agreement or any subsequent collective agreement.

Substitution of penalty

(2) If the Board determines that an employer has discharged or disciplined an employee for cause in either of the circumstances set out in subsection (1), the Board may substitute such lesser penalty as it considers just and reasonable in all the circumstances.

Exception

(3) If the employee is discharged during a probationary period described in the employment contract between the employer and the employee, the Board may apply a lesser standard for discharging the employee.

5. Section 80 of the Act is repealed and the following substituted:**Reinstatement of employee after strike or lock-out**

80. (1) If the following conditions are met, the employer shall reinstate employees in accordance with this section:

1. The trade union representing the employees calls an end to a lawful strike.
2. The trade union requests in writing that the employees who were engaged in the lawful strike be reinstated.
3. The employer and the trade union do not otherwise agree about the terms for reinstating the employees.

Application

(2) This section applies whether or not a collective agreement has been entered into at the end of the lawful strike, and whether or not the employer has also called or authorized a lawful lock-out.

Interprétation

(4) Pour l'application de l'article 69, l'employeur visé à l'alinéa (3) b) est considéré comme l'employeur précédent et l'employeur visé à l'alinéa (3) c) est considéré comme l'employeur qui succède.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**Exigence relative au motif valable**

73.1 (1) L'employeur, l'association patronale ou quiconque agit pour leur compte ne doit pas congédier un employé ou prendre de mesures disciplinaires à son égard sans motif valable dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

1. Aucune première convention collective n'a été conclue, mais un syndicat a été accrédité comme agent négociateur de l'employé ou l'employeur a volontairement reconnu le syndicat en tant que tel.
2. Le syndicat pourrait participer à une grève licite ou l'employeur participer à un lock-out licite, que ce soit à l'égard d'une première convention collective ou d'une convention collective subséquente.

Substitution de peine

(2) Si elle établit qu'un employeur a congédié un employé ou pris des mesures disciplinaires à son égard pour un motif valable dans l'une ou l'autre des circonstances visées au paragraphe (1), la Commission peut y substituer la peine moins sévère qu'elle estime juste et raisonnable dans toutes les circonstances.

Exception

(3) Si l'employé est congédié pendant une période d'essai prévue au contrat de travail qu'il a conclu avec l'employeur, la Commission peut appliquer une norme moins élevée pour le congédier.

5. L'article 80 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Réintégration d'un employé après une grève ou un lock-out**

80. (1) L'employeur réintègre les employés conformément au présent article si les conditions suivantes sont réunies :

1. Le syndicat qui représente les employés met fin à une grève licite.
2. Le syndicat demande par écrit la réintégration des employés qui ont participé à la grève licite.
3. L'employeur et le syndicat ne s'entendent pas par ailleurs sur les conditions de réintégration des employés.

Application

(2) Le présent article s'applique qu'une convention collective ait été conclue ou non à la fin de la grève licite ou que l'employeur ait ou non également déclaré ou autorisé un lock-out licite.

Reinstatement to same or similar position

(3) Subject to subsections (5) and (6), the employer shall reinstate each employee to the position that the employee held when the strike or lock-out began or, if no such position is available, to a similar position.

Right to displace others

(4) Employees are entitled to displace any other persons who were performing the work of striking employees during the strike or lock-out, but an employee is not entitled to displace another employee in the bargaining unit whose length of service, as determined under subsection (5), is greater than his or hers.

Insufficient work

(5) If there is not sufficient work for all of the employees who were engaged in the lawful strike, the employer shall reinstate the employees to employment in the bargaining unit as work becomes available,

- (a) if there is a collective agreement in effect containing recall provisions that are based on seniority, in accordance with seniority as defined in those provisions and as determined when the strike began or the lock-out began, whichever is earlier, in relation to other employees in the bargaining unit who were employed at the time the strike or lock-out began; or
- (b) if there is no collective agreement or if there are no such recall provisions, in accordance with each employee's length of service, as determined when the strike began or the lock-out began, whichever is earlier, in relation to other employees in the bargaining unit who were employed at the time the strike or lock-out began.

Exception, starting up operations

(6) An employer is not required to reinstate employees in accordance with subsection (5) in respect of work required to start up the employer's operations.

No discrimination

(7) In establishing terms of employment in respect of a reinstated employee, the employer shall not discriminate against the employee for exercising or having exercised any rights under this Act.

6. The Act is amended by adding the following section after the heading "Information":**Minister to prepare poster**

89.1 (1) The Minister shall prepare and publish a poster, written in plain language in English and French, providing such information about this Act and the regulations made under it as the Minister considers appropriate, and the poster shall include information about,

- (a) the rights of employees,

Réintégration dans le même poste ou dans un poste similaire

(3) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), l'employeur réintègre chaque employé dans le poste qu'il occupait quand la grève ou le lock-out a commencé ou, si un tel poste n'est pas disponible, dans un poste similaire.

Droit de déplacer d'autres personnes

(4) Les employés ont le droit de déplacer quiconque effectuait le travail d'employés en grève pendant la grève ou le lock-out. Toutefois, un employé n'a pas le droit de déplacer un autre employé compris dans l'unité de négociation dont les états de service, tels qu'ils sont déterminés aux termes du paragraphe (5), sont plus élevés que les siens.

Insuffisance de travail

(5) S'il n'y a pas assez de travail pour tous les employés qui ont participé à la grève licite, l'employeur les réintègre dans un emploi au sein de l'unité de négociation au fur et à mesure que le travail devient disponible :

- a) si une convention collective est en vigueur et qu'elle contient des dispositions sur le rappel au travail fondées sur l'ancienneté, conformément à l'ancienneté au sens de ces dispositions — telle qu'elle s'établit à la date où la grève a commencé ou, si elle lui est antérieure, à la date où le lock-out a commencé — par rapport à celle des autres employés compris dans l'unité de négociation qui étaient employés à cette date;
- b) s'il n'y a pas de convention collective ou si la convention collective ne contient pas de telles dispositions sur le rappel au travail, conformément aux états de service de chaque employé — tels qu'ils s'établissent à la date où la grève a commencé ou, si elle lui est antérieure, à la date où le lock-out a commencé — par rapport à ceux des autres employés compris dans l'unité de négociation qui étaient employés à cette date.

Exception : reprise des activités

(6) L'employeur n'est pas tenu de réintégrer les employés conformément au paragraphe (5) en ce qui concerne le travail requis pour reprendre ses activités.

Discrimination interdite

(7) Lorsqu'il établit des conditions d'emploi à l'égard d'un employé réintégré, l'employeur ne doit pas exercer de discrimination due au fait que l'employé exerce ou a exercé un droit que lui confère la présente loi.

6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant après l'intertitre «Accès aux renseignements» :**Préparation d'une affiche par le ministre**

89.1 (1) Le ministre prépare et publie une affiche rédigée dans un langage simple, en français et en anglais, qui fournit les renseignements qu'il estime appropriés sur la présente loi et ses règlements, notamment des renseignements traitant de ce qui suit :

- a) les droits des employés :

- (i) to join a trade union of their choice and to participate in its lawful activities, including discussing and engaging in trade union organizing, and discussing wages, benefits, hours of work and other terms and conditions of employment with co-workers and with a trade union,
 - (ii) to apply for certification under this Act, to sign applications for membership in a trade union, to vote freely for trade union representatives and to bargain collectively with employers to negotiate an agreement concerning wages, benefits, hours of work and other terms and conditions of employment, and
 - (iii) to engage in leafleting, picketing and strike activity as permitted by this Act;
- (b) the right of a trade union to apply for first agreement arbitration in accordance with this Act;
- (c) the obligations of employers, employers' organizations and persons acting on behalf of employers and employers' organizations,
- (i) to recognize a certified trade union as the exclusive bargaining agent of the employees in the bargaining unit, to bargain in good faith and to make every reasonable effort to enter into a collective agreement,
 - (ii) not to interfere with the formation, selection or administration of a trade union or the representation of employees by a trade union, including the obligation not to prevent employees from talking about or soliciting for a trade union during non-working time such as before and after work hours or during break times, and the obligation not to interfere with the distribution of trade union literature during non-working time,
 - (iii) not to refuse to employ or refuse to continue to employ a person, and not to discriminate against a person in employment, because the person is or was a member of a trade union or is or was exercising any other rights under this Act,
 - (iv) not to impose or propose the imposition of any condition in a contract of employment that seeks to restrain an employee or a person seeking employment from becoming a member of a trade union or exercising any other rights under this Act,
 - (v) not to seek, by threat of dismissal or other kind of threat, or by imposing a pecuniary or other penalty, to compel an employee to become, refrain from becoming, continue to be or cease to be a member, officer or representative of a trade union or to cease to exer-
- (i) d'adhérer au syndicat de leur choix et de participer à ses activités légitimes, y compris discuter de syndicalisation et participer à celle-ci et discuter des salaires, des avantages sociaux, des heures de travail et des autres conditions d'emploi avec leurs collègues et un syndicat,
 - (ii) de présenter une requête en accréditation en vertu de la présente loi, de signer les demandes d'adhésion à un syndicat, de voter librement pour les représentants syndicaux et de négocier collectivement avec les employeurs une convention concernant les salaires, les avantages sociaux, les heures de travail et les autres conditions d'emploi,
 - (iii) de se livrer à des activités de distribution de tracts, de piquetage et de grève selon ce que permet la présente loi;
- b) le droit d'un syndicat de demander l'arbitrage d'une première convention conformément à la présente loi;
- c) l'obligation des employeurs et des associations patronales et des personnes agissant pour leur compte :
- (i) de reconnaître un syndicat accrédité comme le seul agent négociateur des employés compris dans l'unité de négociation, de négocier de bonne foi et de faire des efforts raisonnables afin de conclure une convention collective,
 - (ii) de ne pas s'ingérer dans la formation, le choix ou l'administration d'un syndicat ou dans la représentation des employés par un syndicat, y compris l'obligation de ne pas empêcher les employés de parler d'un syndicat ou de recruter des membres en dehors des heures de travail (par exemple, avant ou après celles-ci ou pendant les pauses) et l'obligation de ne pas s'ingérer dans la distribution de documents syndicaux en dehors de ces heures,
 - (iii) de ne pas refuser d'employer ou de continuer d'employer une personne et de ne pas pratiquer de la discrimination contre une personne en ce qui concerne l'emploi parce qu'elle est ou était membre d'un syndicat ou qu'elle exerce ou exerçait d'autres droits que lui confère la présente loi,
 - (iv) de ne pas imposer ou proposer d'imposer, dans un contrat de travail, une condition qui vise à restreindre le droit d'un employé ou de celui qui cherche un emploi de devenir membre d'un syndicat ou d'exercer d'autres droits que lui confère la présente loi,
 - (v) de ne pas chercher, par la menace de congédiement ou autre ou par l'imposition d'une peine pécuniaire ou autre, à obliger un employé à devenir ou ne pas devenir ou à continuer ou cesser d'être membre, dirigeant ou agent d'un syndicat ou à cesser d'exercer

cise any other rights under this Act, including the obligation,

- (A) not to question employees about trade union support or activities,
- (B) not to fire, demote or transfer employees, reduce their hours of work or change their shifts, or otherwise take adverse action against employees, because they have joined a trade union or engaged in trade union activity,
- (C) not to threaten to close a workplace or otherwise retaliate if employees choose a trade union to represent them,
- (D) not to promise or grant promotions, pay raises or other benefits to discourage trade union support or activities,
- (E) not to prohibit the wearing of buttons or clothing bearing trade union messages in the workplace except where the wearing of such items interferes with the employer's operations, and
- (F) not to observe or record lawful trade union activities or gatherings,

(vi) while a trade union is entitled to represent employees in a bargaining unit, not to bargain with or enter into a collective agreement with a different person or group in a way that purports, is designed or is intended to be binding on those employees,

(vii) not to threaten dismissal or another sanction, or to discriminate against a person in employment, or to intimidate, coerce or impose a penalty on the person, or refuse to employ or to continue to employ a person, because of a belief that the person,

- (A) may testify in a proceeding under this Act,
- (B) has made or is about to make a disclosure that may be required in a proceeding under this Act,
- (C) has made or is about to make an application or file a complaint under this Act, or
- (D) has participated in or is about to participate in a proceeding under this Act;

d'autres droits que lui confère la présente loi, y compris l'obligation :

- (A) de ne pas interroger les employés au sujet de leurs opinions ou activités syndicales,
- (B) de ne pas congédier, rétrograder ou muter des employés, réduire leurs heures de travail ou changer leurs quarts de travail ou prendre d'autres mesures contre eux parce qu'ils ont adhéré à un syndicat ou pris part à des activités syndicales,
- (C) de ne pas menacer de fermer un lieu de travail ni exercer d'autres représailles si les employés choisissent un syndicat pour les représenter,
- (D) de ne pas promettre ou accorder des promotions, des augmentations de salaire ou d'autres avantages qui découragent les opinions ou activités syndicales,
- (E) de ne pas interdire le port dans un lieu de travail de macarons ou de vêtements portant des messages syndicaux, sauf si leur port gêne les opérations de l'employeur,
- (F) de ne pas observer ou enregistrer les activités ou assemblées licites d'un syndicat,

(vi) tant qu'un syndicat a le droit de représenter les employés compris dans une unité de négociation, de ne pas conclure une convention collective avec une autre personne ou un autre groupe d'une façon qui prétend lier ou qui vise à lier ces employés, ni négocier une telle convention pour leur compte,

(vii) de ne pas menacer une personne de congédiement ou d'une autre sanction, exercer de la discrimination contre elle en matière d'emploi, l'intimider, la contraindre ou lui imposer une peine ou refuser de l'employer ou de la garder à son emploi parce qu'ils croient que la personne :

- (A) peut témoigner dans une instance prévue à la présente loi,
- (B) a divulgué ou est sur le point de divulguer des renseignements en réponse aux exigences d'une instance prévue à la présente loi,
- (C) a présenté une requête ou déposé une plainte dans le cadre de la présente loi ou est sur le point de le faire,
- (D) a participé à une instance prévue à la présente loi ou est sur le point d'y participer;

- (d) the procedures governing unfair labour practices under this Act, including the right to complain to the Board respecting violations of this Act and to claim relief such as reinstatement, compensation or an order that employers cease and desist from violations of this Act; and
- (e) the methods and sources for obtaining information or assistance concerning the exercise of rights under this Act and the processes for filing a complaint under this Act.

- d) les modalités prévues à la présente loi pour régir les pratiques déloyales de travail, y compris le droit de porter plainte à la Commission relativement aux violations de la présente loi et de demander des redressements comme la réintégration, l'indemnisation ou une ordonnance enjoignant aux employeurs de cesser ou de s'abstenir de violer la présente loi;
- e) les méthodes et les sources permettant d'obtenir des renseignements ou de l'aide concernant l'exercice des droits prévus à la présente loi et les modalités à suivre pour déposer une plainte dans le cadre de celle-ci.

If poster not up to date

(2) If the poster prepared under subsection (1) has become out of date, the Minister shall prepare and publish a new poster.

Material to be posted

(3) Every employer shall post and keep posted the following number of copies of the most recent poster published by the Minister:

1. If the employer has 25 employees or fewer, at least one copy.
2. If the employer has more than 25 employees, at least the number of copies determined by dividing the total number of the employer's employees by 25 and rounding to the next higher whole number.

Same

(4) The posters shall be posted in conspicuous places in every workplace of the employer so that the information contained in the poster is likely to come to the attention of all employees in the workplace.

Where majority language not English or French

(5) If the language of at least 25 per cent of the employees in a workplace of an employer is a language other than English or French, the Minister shall prepare a translation of the poster into that language at the request of the trade union, and the employer shall post and keep posted a copy of the translation next to the copy of the English and French poster.

7. Section 98 of the Act is repealed and the following substituted:

Board power re interim orders for reinstatement

98. (1) On application in a pending proceeding, the Board shall make interim orders requiring an employer to reinstate an employee in employment on such terms as it considers appropriate, or respecting the terms and conditions of employment of an employee whose employment has not been terminated but whose terms and conditions of employment have been altered or who has been subject to reprisal, penalty or discipline by the employer, if the Board determines that the following conditions are met:

1. The circumstances giving rise to the pending proceeding occurred at a time when a campaign to establish bargaining rights was under way.

Cas où l'affiche n'est pas à jour

(2) Si l'affiche préparée en application du paragraphe (1) n'est plus à jour, le ministre en prépare et en publie une nouvelle.

Obligation d'afficher

(3) Chaque employeur affiche et laisse affiché le nombre suivant de copies de l'affiche la plus récente publiée par le ministre :

1. Si l'employeur a 25 employés ou moins, au moins une copie.
2. Si l'employeur a plus de 25 employés, au moins le nombre de copies obtenu lorsque le nombre total d'employés de l'employeur est divisé par 25 et que le résultat est arrondi au nombre entier suivant.

Idem

(4) Les affiches sont affichées dans des endroits bien en vue de chacun des lieux de travail de l'employeur où les employés sont susceptibles de prendre connaissance des renseignements qui y figurent.

Langue de la majorité autre que le français ou l'anglais

(5) Si la langue d'au moins 25 % des employés dans un lieu de travail de l'employeur est une langue autre que le français ou l'anglais, le ministre prépare une traduction de l'affiche dans cette autre langue si le syndicat le lui demande. L'employeur affiche et laisse affichées côte à côte une copie de la traduction et la copie de l'affiche en français et en anglais.

7. L'article 98 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pouvoir de la Commission en matière d'ordonnances provisoires de réintégration

98. (1) Sur requête présentée dans une instance en cours, la Commission rend des ordonnances provisoires exigeant qu'un employeur réintègre un employé dans son emploi aux conditions qu'elle estime appropriées ou concernant les conditions d'emploi d'un employé qui n'a pas été licencié, mais dont les conditions d'emploi ont été modifiées ou qui a fait l'objet de représailles, de pénalités ou de mesures disciplinaires du fait de l'employeur, si elle décide que les conditions suivantes sont réunies :

1. Les circonstances donnant lieu à l'instance en cours se sont produites pendant une campagne d'acquisition du droit à la négociation collective.

2. There is a serious issue to be decided in the pending proceeding.

Same

(2) On application in a pending proceeding, the Board may make interim orders concerning procedural and substantive matters on such terms as it considers appropriate.

Same

(3) If the Board makes an order requiring an employer to reinstate an employee, the employer shall reinstate the employee to his or her previous employment and reinstate all previous terms and conditions of employment until the disposition of the pending proceeding on the merits.

Exception

(4) The Board shall not exercise its powers under subsection (1) if it appears to the Board that,

- (a) the alteration of terms and conditions, or the dismissal, reprisal, penalty or discipline by the employer could not have been related to the exercise of rights under this Act by the employee; or
- (b) irreparable harm will be caused to the employer if required to reinstate the employee, reinstate the previous terms and conditions of employment, or otherwise remedy the reprisal, penalty or discipline on an interim basis.

Procedure

(5) The Board shall dispose of an application under subsection (1) or (2) on the basis of written submissions and without holding a hearing unless the Board determines that an oral hearing is required in the interests of justice.

Same

(6) With respect to the Board, the power to make interim orders under this section applies instead of the power under subsection 16.1 (1) of the *Statutory Powers Procedure Act*.

Timing of decision

(7) The Board shall issue an order under subsection (1) or (2) within two days (excluding Saturdays, Sundays and holidays) after the day on which the application is filed with the Board or, if the Board determines that an oral hearing is required, within seven days after the end of the hearing.

Commencement

8. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

9. The short title of this Act is the *Labour Relations Amendment Act (Employee Rights), 2013*.

2. Il existe une question sérieuse à trancher dans l'instance en cours.

Idem

(2) Sur requête présentée dans une instance en cours, la Commission peut rendre des ordonnances provisoires sur des questions de procédure et des questions de fond aux conditions qu'elle estime appropriées.

Idem

(3) Si la Commission rend une ordonnance qui exige qu'un employeur réintègre un employé, l'employeur réintègre ce dernier dans son ancien emploi et rétablit toutes les anciennes conditions d'emploi jusqu'à ce qu'il soit statué sur le fond dans l'instance en cours.

Exception

(4) La Commission ne doit pas exercer les pouvoirs que lui confère le paragraphe (1) s'il lui semble :

- a) soit que la modification des conditions ou le congédiement, les représailles, les pénalités ou les mesures disciplinaires du fait de l'employeur ne peuvent pas être liés au fait que l'employé a exercé un droit prévu par la présente loi;
- b) soit que l'employeur subira un préjudice irréparable s'il est obligé de réintégrer l'employé, de rétablir les anciennes conditions d'emploi ou de remédier par ailleurs aux représailles, aux pénalités ou aux mesures disciplinaires de façon provisoire.

Procédure

(5) La Commission statue sur la requête visée au paragraphe (1) ou (2) en se fondant sur les observations écrites et sans tenir d'audience, sauf si elle décide qu'une audience orale est nécessaire dans l'intérêt de la justice.

Idem

(6) À l'égard de la Commission, le pouvoir de rendre des ordonnances provisoires prévu au présent article s'applique au lieu du pouvoir prévu au paragraphe 16.1 (1) de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Délai

(7) La Commission rend une ordonnance en application du paragraphe (1) ou (2) dans les deux jours (samedis, dimanches et jours fériés exclus) qui suivent le jour où la requête est déposée auprès d'elle ou, si elle décide qu'une audience orale est nécessaire, dans les sept jours qui suivent la fin de l'audience.

Entrée en vigueur

8. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

9. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur les relations de travail (droits des employés)*.

CAZON
XB
B56



Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 130

**An Act to amend
the Smoke-Free Ontario Act
to prohibit certain tobacco products**

Ms F. Gélinas

Private Member's Bill

1st Reading November 18, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 130

**Loi modifiant la
Loi favorisant un Ontario sans fumée
pour interdire certains produits
du tabac**

M^{me} F. Gélinas

Projet de loi de député

1^{re} lecture 18 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Smoke-Free Ontario Act*.

Subsection 6.1 (1) of the Act currently provides that no person shall sell or distribute a flavoured cigarillo unless the cigarillo is prescribed by the regulations. This subsection is amended to provide that only menthol flavoured cigarillos are exempt from the prohibition.

Subsection 6.1 (2) of the Act currently provides that if a flavoured tobacco product is prescribed by the regulations, no person shall sell or distribute the product. This provision is re-enacted to provide that no person shall sell or distribute flavoured tobacco products other than menthol flavoured tobacco products.

Sections 6.2 and 6.3 of the Act are added to prohibit the sale and distribution of new tobacco products and smokeless tobacco products. Section 15 of the Act is amended to provide that it is an offence to contravene sections 6.2 and 6.3. The amended provisions permit maximum fines up to \$50,000 for an individual and up to \$300,000 for a corporation if the individual or corporation sells new tobacco products or smokeless tobacco products in contravention of the Act.

The sections of the Bill come into force on various dates.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi favorisant un Ontario sans fumée*.

Le paragraphe 6.1 (1) de la Loi prévoit actuellement que nul ne doit vendre ni distribuer des cigarillos aromatisés à moins qu'ils n'aient été prescrits par les règlements. Ce paragraphe est modifié pour prévoir que seuls les cigarillos aromatisés au menthol sont soustraits à l'interdiction.

Le paragraphe 6.1 (2) de la Loi prévoit actuellement que si un produit du tabac aromatisé est prescrit par les règlements, nul ne doit le vendre ni le distribuer. Cette disposition est rééditée pour prévoir que nul ne doit vendre ni distribuer des produits du tabac aromatisés autres que des produits du tabac aromatisés au menthol.

Le projet de loi ajoute les articles 6.2 et 6.3 à la Loi pour interdire la vente et la distribution de nouveaux produits du tabac et de produits du tabac sans fumée. L'article 15 de la Loi est modifié pour prévoir que le fait de contrevenir aux articles 6.2 et 6.3 constitue une infraction. Les dispositions modifiées permettent l'imposition d'amendes maximales allant jusqu'à 50 000 \$ pour un particulier et jusqu'à 300 000 \$ pour une personne morale s'ils vendent des nouveaux produits du tabac ou des produits du tabac sans fumée en contravention à la Loi.

Les articles du projet de loi entrent en vigueur à des dates diverses.

**An Act to amend
the Smoke-Free Ontario Act
to prohibit certain tobacco products**

**Loi modifiant la
Loi favorisant un Ontario sans fumée
pour interdire certains produits
du tabac**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 1 (1) of the *Smoke-Free Ontario Act* is amended by adding the following definitions:

“new tobacco product” means a tobacco product that has never been lawfully sold or distributed in Ontario, but does not include a new brand of a tobacco product; (“nouveau produit du tabac”)

“smokeless tobacco product” means a tobacco product that is inhaled or chewed, including snuff. (“produit du tabac sans fumée”)

2. (1) Subsection 6.1 (1) of the Act is amended by striking out “unless the flavoured cigarillo has been prescribed” at the end and substituting “unless the flavoured cigarillo is mentioned in subsection (3)”.

(2) Subsection 6.1 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Flavoured tobacco products

(2) No person shall sell or offer to sell a flavoured tobacco product at retail or for subsequent sale at retail or distribute or offer to distribute it for that purpose, unless the flavoured tobacco product is mentioned in subsection (3).

(3) Section 6.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exemption

(3) Menthol flavoured cigarillos or tobacco products that contain only the following flavouring agents are not subject to the prohibitions imposed by subsections (1) and (2):

1. Menthol (CAS 89-78-1).
2. *l*-menthol (CAS 2216-51-5).
3. *l*-menthone (CAS 14073-97-3).

3. The Act is amended by adding the following section:

NEW TOBACCO PRODUCTS

Prohibition

6.2 No person shall sell or offer to sell a new tobacco

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi favorisant un Ontario sans fumée* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«nouveau produit du tabac» S’entend d’un produit du tabac qui n’a jamais été légalement vendu ou distribué en Ontario. Est toutefois exclue de la présente définition une nouvelle marque de produit du tabac. («new tobacco product»)

«produit du tabac sans fumée» S’entend d’un produit du tabac qui peut être inhalé, chiqué ou prisé. («smokeless tobacco product»)

2. (1) Le paragraphe 6.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «à moins qu’ils n’aient été prescrits» par «à moins qu’ils ne soient visés au paragraphe (3)».

(2) Le paragraphe 6.1 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Produits du tabac aromatisés

(2) Nul ne doit vendre ni mettre en vente des produits du tabac aromatisés au détail ou en vue d’une vente au détail subséquente, ni en distribuer ou offrir d’en distribuer à cette fin, à moins qu’ils ne soient visés au paragraphe (3).

(3) L’article 6.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exemption

(3) Les cigarillos ou produits du tabac aromatisés au menthol sont soustraits aux interdictions imposées par les paragraphes (1) et (2) s’ils contiennent uniquement les agents aromatisants suivants :

1. Menthol (CAS 89-78-1).
2. *l*-menthol (CAS 2216-51-5).
3. *l*-menthone (CAS 14073-97-3).

3. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

NOUVEAUX PRODUITS DU TABAC

Interdiction

6.2 Nul ne doit vendre ni mettre en vente un nouveau

product at retail or for subsequent sale at retail or distribute or offer to distribute it for that purpose.

4. The Act is amended by adding the following section:

SMOKELESS TOBACCO PRODUCTS

Prohibition

6.3 Despite any other provision of this Act, no person shall sell or offer to sell a smokeless tobacco product at retail or for subsequent sale at retail or distribute or offer to distribute it for that purpose.

5. (1) Subsection 15 (1) of the Act is amended by striking out “section 5, 6.1 or 9” and substituting “section 5, 6.1, 6.2 or 9”.

(2) Subsection 15 (1) of the Act, as amended by subsection (1), is amended by striking out “section 5, 6.1, 6.2 or 9” and substituting “section 5, 6.1, 6.2, 6.3 or 9”.

(3) The Table to section 15 of the Act is amended by striking out,

5, 6.1	0	2,000	100,000
	1	5,000	300,000
	2	10,000	300,000
	3 or more	50,000	300,000

and substituting the following:

5, 6.1, 6.2	0	2,000	100,000
	1	5,000	300,000
	2	10,000	300,000
	3 or more	50,000	300,000

(4) The Table to section 15 of the Act, as amended by subsection (3), is amended by striking out,

5, 6.1, 6.2	0	2,000	100,000
	1	5,000	300,000
	2	10,000	300,000
	3 or more	50,000	300,000

and substituting the following:

5, 6.1, 6.2, 6.3	0	2,000	100,000
	1	5,000	300,000
	2	10,000	300,000
	3 or more	50,000	300,000

6. (1) Clause 19 (1) (d.1) of the Act is repealed.

(2) Clause 19 (1) (d.2) of the Act is repealed.

Commencement

7. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

produit du tabac au détail ou en vue d’une vente au détail subséquente, ni en distribuer ou offrir d’en distribuer à cette fin.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

PRODUITS DU TABAC SANS FUMÉE

Interdiction

6.3 Malgré toute autre disposition de la présente loi, nul ne doit vendre ni mettre en vente un produit du tabac sans fumée au détail ou en vue d’une vente au détail subséquente, ni en distribuer ou offrir d’en distribuer à cette fin.

5. (1) Le paragraphe 15 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «l’article 5, 6.1 ou 9» par «l’article 5, 6.1, 6.2 ou 9».

(2) Le paragraphe 15 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par le paragraphe (1), est modifié par remplacement de «l’article 5, 6.1, 6.2 ou 9» par «l’article 5, 6.1, 6.2, 6.3 ou 9».

(3) Le tableau de l’article 15 de la Loi est modifié par remplacement de :

5, 6.1	0	2 000	100 000
	1	5 000	300 000
	2	10 000	300 000
	3 ou plus	50 000	300 000

par :

5, 6.1, 6.2	0	2 000	100 000
	1	5 000	300 000
	2	10 000	300 000
	3 ou plus	50 000	300 000

(4) Le tableau de l’article 15 de la Loi, tel qu’il est modifié par le paragraphe (3), est modifié par remplacement de :

5, 6.1, 6.2	0	2 000	100 000
	1	5 000	300 000
	2	10 000	300 000
	3 ou plus	50 000	300 000

par :

5, 6.1, 6.2, 6.3	0	2 000	100 000
	1	5 000	300 000
	2	10 000	300 000
	3 ou plus	50 000	300 000

6. (1) L’alinéa 19 (1) d.1) de la Loi est abrogé.

(2) L’alinéa 19 (1) d.2) de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

7. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Same

(2) Subsections 2 (2) and 6 (2) come into force one year after the day this Act receives Royal Assent.

Same

(3) Section 4 and subsections 5 (2) and (4) come into force five years after the day this Act receives Royal Assent.

Short title

8. The short title of this Act is the *Smoke-Free Ontario Amendment Act (Prohibiting Flavoured Tobacco, New Tobacco Products and Smokeless Tobacco)*, 2013.

Idem

(2) Les paragraphes 2 (2) et 6 (2) entrent en vigueur un an après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) L'article 4 et les paragraphes 5 (2) et (4) entrent en vigueur cinq ans après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi favorisant un Ontario sans fumée (interdiction du tabac aromatisé, des nouveaux produits du tabac et du tabac sans fumée)*.

A20N
B
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 131

**An Act to amend
the Smoke-Free Ontario Act**

The Hon. D. Matthews
Minister of Health and Long-Term Care

Government Bill

1st Reading November 18, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 131

**Loi modifiant la
Loi favorisant un Ontario sans fumée**

L'honorable D. Matthews
Ministre de la Santé et des Soins de longue durée

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 18 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Assorted amendments are made to the *Smoke-Free Ontario Act*. Among them:

1. The sale of promotional items together with tobacco products is prohibited.
2. The sale of flavoured tobacco products is prohibited, subject to a power to prescribe exemptions.
3. The list of places that an inspector is specifically empowered to enter is broadened.
4. Adjustments are made to the penalty provisions.
5. The power to prescribe places for the purposes of the Act is amended to provide for exemptions.

NOTE EXPLICATIVE

Diverses modifications sont apportées à la *Loi favorisant un Ontario sans fumée*, dont les suivantes :

1. La vente d'articles promotionnels joints à des produits du tabac est interdite.
2. La vente de produits du tabac aromatisés est interdite, sous réserve du nouveau pouvoir de prescrire des exemptions.
3. La liste des endroits dans lesquels un inspecteur est expressément habilité à pénétrer est élargie.
4. Des modifications sont apportées aux dispositions relatives aux pénalités.
5. Le pouvoir de prescrire des endroits pour l'application de la Loi est modifié afin de prévoir des exemptions.

**An Act to amend
the Smoke-Free Ontario Act**

**Loi modifiant la
Loi favorisant un Ontario sans fumée**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Section 3.1 of the *Smoke-Free Ontario Act* is amended by adding the following subsection:

Promotional items

(3.1) No person shall sell or offer to sell at retail any tobacco product together with a promotional item that is included with the sale of the tobacco product for nil or nominal additional consideration, or for additional consideration that does not exceed the production cost of the promotional item.

(2) Subsection 3.1 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Interpretation

(5) In this section,

“promotional item” means,

(a) an item that is reasonably associated with, or that evokes, a tobacco product of any kind, or a brand of tobacco product, due to the item’s intended use or purpose or through the use of a brand name, trade-mark, trade name, distinguishing guise, logo, graphic arrangement, design or slogan that appears on the item, or

(b) another tobacco product; (“article promotionnel”)

“tobacco product” includes the package in which tobacco is sold. (“produit du tabac”)

2. Paragraph 10 of subsection 4 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

10. A prescribed place or a place that belongs to a prescribed class.

3. Subsection 6.1 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Flavoured tobacco products

(2) No person shall sell or offer to sell a flavoured tobacco product at retail or for subsequent sale at retail or distribute or offer to distribute it for that purpose.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) L’article 3.1 de la *Loi favorisant un Ontario sans fumée* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Articles promotionnels

(3.1) Nul ne doit vendre ni mettre en vente des produits du tabac au détail en y joignant, dans le cadre de la vente, un article promotionnel soit à titre gratuit ou pour une contrepartie nominale additionnelle, soit pour une contrepartie additionnelle qui n’est pas supérieure au coût de production de l’article promotionnel.

(2) Le paragraphe 3.1 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interprétation

(5) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«article promotionnel» S’entend :

a) soit d’un article qu’il est raisonnablement possible d’associer à tout produit du tabac ou à la marque d’un produit du tabac, ou qui évoque un tel produit ou une telle marque, en raison de son but ou de son utilisation projetée ou grâce à l’utilisation d’une appellation commerciale, d’une marque de commerce, d’un nom commercial, d’un signe distinctif, d’un logo, d’une présentation graphique, d’un dessin ou d’un slogan figurant sur lui;

b) soit d’un autre produit du tabac. («promotional item»)

«produit du tabac» S’entend en outre du paquet dans lequel le tabac est vendu. («tobacco product»)

2. La disposition 10 du paragraphe 4 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

10. Les endroits prescrits ou les endroits qui font partie d’une catégorie prescrite.

3. Le paragraphe 6.1 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Produits du tabac aromatisés

(2) Nul ne doit vendre ni mettre en vente des produits du tabac aromatisés au détail ou en vue d’une vente au détail subséquente, ni en distribuer ou offrir d’en distribuer à cette fin.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply with respect to any prescribed flavoured tobacco product.

4. (1) Subsections 14 (2), (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Inspection

(2) Subject to subsection (4), for the purpose of determining whether this Act is being complied with, an inspector may, without a warrant, and at any reasonable time, enter and inspect,

- (a) any place designated under subsection 4 (2);
- (b) any place where it is prohibited to smoke tobacco or hold lighted tobacco under section 9;
- (c) the establishments of tobacco manufacturers, wholesalers, distributors and retailers; and
- (d) any place where the inspector has reasonable grounds to believe that an activity regulated or prohibited under this Act is taking place.

Restricted appointments

(3) The Minister may, in an appointment, restrict the inspector's powers of entry and inspection to specified places or kinds of places.

Dwellings

(4) An inspector shall not enter into a place or part of a place that is a dwelling without the consent of the occupant.

(2) Subsection 14 (8) of the Act is amended by adding the following clause:

- (d.1) remove a sample of a substance or any other thing that is relevant to the inspection or take a specimen that is relevant to the inspection;

5. The Table to section 15 of the Act is repealed and the following substituted:

TABLE

Column 1	Column 2	Column 3	Column 4
Provision Contravened	Number of Earlier Convictions	Maximum Fine — Individual	Maximum Fine — Corporation
		\$	\$
3 (1), 3 (2), 3.1, 3.2	0	8,000	20,000
	1	20,000	40,000
	2	40,000	100,000
	3 or more	200,000	300,000
3 (6), 4 (1), 6, 10, 14 (16), 16 (4), 17 (6), 18 (1), 18 (4), 18 (5)	0	2,000	5,000
	1	5,000	10,000

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'égard des produits du tabac aromatisés qui ont été prescrits.

4. (1) Les paragraphes 14 (2), (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Inspection

(2) Sous réserve du paragraphe (4), pour déterminer si la présente loi est observée, un inspecteur peut, sans mandat et à toute heure raisonnable, pénétrer dans l'un des endroits suivants et en faire l'inspection :

- a) un endroit désigné en application du paragraphe 4 (2);
- b) un endroit où il est interdit de fumer du tabac ou de tenir du tabac allumé en application de l'article 9;
- c) les établissements des fabricants, des négociants et des détaillants de tabac, de même que ceux des grossistes en tabac;
- d) un endroit où l'inspecteur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'a lieu une activité réglementée ou interdite par la présente loi.

Restriction des pouvoirs

(3) Le ministre peut, lorsqu'il nomme un inspecteur, restreindre les pouvoirs d'entrée et d'inspection de celui-ci à des endroits ou genres d'endroits précisés.

Logements

(4) Un inspecteur ne doit pas pénétrer dans un endroit ou une partie d'un endroit qui sert de logement sans le consentement de l'occupant.

(2) Le paragraphe 14 (8) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d.1) enlever un échantillon d'une substance ou toute autre chose qui se rapporte à l'inspection ou faire un prélèvement qui se rapporte à l'inspection;

5. Le tableau de l'article 15 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

TABLEAU

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4
Disposition à laquelle il a été contrevenu	Déclarations de culpabilité antérieures	Amende maximale — particulier	Amende maximale — personne morale
		\$	\$
3 (1), 3 (2), 3.1, 3.2	0	8 000	20 000
	1	20 000	40 000
	2	40 000	100 000
	3 ou plus	200 000	300 000
3 (6), 4 (1), 6, 10, 14 (16), 16 (4), 17 (6), 18 (1), 18 (4), 18 (5)	0	2 000	5 000
	1	5 000	10 000

	2	10,000	25,000
	3 or more	50,000	75,000
5, 6.1	0	4,000	200,000
	1	10,000	600,000
	2	20,000	600,000
	3 or more	100,000	600,000
9 (1), 9 (2)	0	1,000	
	1 or more	5,000	
9 (3), 9 (6)	0	1,000	100,000
	1 or more	5,000	300,000
9 (4)	any	4,000	10,000
13 (4)	any	4,000	10,000

6. (1) Subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Seizure

- (1) An inspector acting under section 14 may seize,
- (a) tobacco that is being sold or offered for sale or that is being distributed or being offered for distribution contrary to subsection 5 (1);
 - (b) cigarettes that are being sold or offered for sale or that are being distributed or being offered for distribution contrary to subsection 5 (2);
 - (c) cigarillos that are being sold or offered for sale or that are being distributed or being offered for distribution contrary to subsection 5 (3);
 - (d) flavoured cigarillos that are being sold or offered for sale or that are being distributed or being offered for distribution contrary to subsection 6.1 (1);
 - (e) flavoured tobacco products that are being sold or offered for sale or that are being distributed or being offered for distribution contrary to subsection 6.1 (2); and
 - (f) tobacco that is being stored in a place contrary to subsection 16 (4).

(2) Subsection 17 (5) of the Act is repealed.

(3) Subsection 17 (6) of the Act is amended by striking out “subsection (2)” at the end and substituting “this section”.

7. Subsection 18 (3) of the Act is amended by striking out “Subsections 14 (4), (5), (6) and (7) apply” at the beginning and substituting “Subsections 14 (2), (4), (6) and (7) apply”.

8. (1) Clause 19 (1) (a.2.1) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a.2.1) defining “flavouring agent” for the purposes of this Act or any provision of this Act;
- (a.2.2) clarifying the meaning of “nil or nominal additional consideration” or “production cost” for the purposes of subsection 3.1 (3.1);

(2) Clause 19 (1) (d.2) of the Act is repealed and the following substituted:

	2	10 000	25 000
	3 ou plus	50 000	75 000
5, 6.1	0	4 000	200 000
	1	10 000	600 000
	2	20 000	600 000
	3 ou plus	100 000	600 000
9 (1), 9 (2)	0	1 000	
	1 ou plus	5 000	
9 (3), 9 (6)	0	1 000	100 000
	1 ou plus	5 000	300 000
9 (4)	Toute condamnation	4 000	10 000
13 (4)	Toute condamnation	4 000	10 000

6. (1) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Saisie

(1) L'inspecteur qui agit en vertu de l'article 14 peut saisir ce qui suit :

- a) le tabac qui est vendu ou mis en vente ou qui est distribué ou offert pour distribution contrairement au paragraphe 5 (1);
- b) les cigarettes qui sont vendues ou mises en vente ou qui sont distribuées ou offertes pour distribution contrairement au paragraphe 5 (2);
- c) les cigarillos qui sont vendus ou mis en vente ou qui sont distribués ou offerts pour distribution contrairement au paragraphe 5 (3);
- d) les cigarillos aromatisés qui sont vendus ou mis en vente ou qui sont distribués ou offerts pour distribution contrairement au paragraphe 6.1 (1);
- e) les produits du tabac aromatisés qui sont vendus ou mis en vente ou qui sont distribués ou offerts pour distribution contrairement au paragraphe 6.1 (2);
- f) le tabac qui est entreposé dans un endroit contrairement au paragraphe 16 (4).

(2) Le paragraphe 17 (5) de la Loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 17 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe (2)» par «du présent article» à la fin du paragraphe.

7. Le paragraphe 18 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «Les paragraphes 14 (4), (5), (6) et (7) s'appliquent» par «Les paragraphes 14 (2), (4), (6) et (7) s'appliquent» au début du paragraphe.

8. (1) L'alinéa 19 (1) a.2.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a.2.1) définir «agent aromatisant» pour l'application de la présente loi ou des dispositions de celle-ci;
- a.2.2) préciser le sens de l'expression «à titre gratuit ou pour une contrepartie nominale additionnelle» ou de l'expression «coût de production» pour l'application du paragraphe 3.1 (3.1);

(2) L'alinéa 19 (1) d.2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(d.2) prescribing flavoured tobacco products for the purposes of subsection 6.1 (3);

(3) Section 19 of the Act is amended by adding the following subsection:

Prescribing places

(8) A regulation that prescribes a place or area for the purposes of any provision of this Act may provide for areas within the place or area where the prescription does not apply, or otherwise provide for exemptions from the prescription.

Commencement

9. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

10. The short title of this Act is the *Youth Smoking Prevention Act, 2013*.

d.2) prescrire des produits du tabac aromatisés pour l'application du paragraphe 6.1 (3);

(3) L'article 19 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Endroits prescrits

(8) Un règlement qui prescrit un endroit ou une zone pour l'application des dispositions de la présente loi peut prévoir des aires au sein de cet endroit ou de cette zone où la règle ne s'applique pas ou prévoir autrement des exceptions à la règle.

Entrée en vigueur

9. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la prévention du tabagisme chez les jeunes*.

AZON
B
B56

Gouvernement
Publications



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 132

**An Act to amend
the Energy Consumer
Protection Act, 2010 to eliminate
fixed rate electricity contracts
between retailers and consumers**

Ms S. Campbell

Private Member's Bill

1st Reading November 19, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 132

**Loi modifiant la Loi de 2010
sur la protection des consommateurs
d'énergie pour éliminer les contrats
de fourniture d'électricité à tarif fixe
entre détaillants et consommateurs**

M^{me} S. Campbell

Projet de loi de député

1^{re} lecture 19 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Currently, under the *Energy Consumer Protection Act, 2010*, contracts between retailers and consumers for the provision of electricity at a fixed rate are permitted. The Bill adds Part II.1 to the Act. It provides that contracts between retailers and consumers for the provision of electricity at a fixed rate that are entered into after a specified day are deemed to be void. It also provides that existing contracts between retailers and consumers for the provision of electricity at a fixed rate that are renewed, extended or amended after a specified day are deemed to be void on the day the existing contract expires, except if amended to provide for cancellation of the contract without penalty. Part II.1 further provides various protections to consumers who enter into contracts that are deemed to be void under the new Part. Such protections include the right to a refund of money paid under a void contract and freedom from liability for obligations under such a contract.

NOTE EXPLICATIVE

À l'heure actuelle, la *Loi de 2010 sur la protection des consommateurs d'énergie* permet aux détaillants et aux consommateurs de conclure des contrats de fourniture d'électricité à tarif fixe. Le projet de loi ajoute à la Loi la partie II.1, qui prévoit que tout contrat de ce genre qui est conclu après le jour précisé est réputé nul. La partie II.1 prévoit également que tout contrat existant de ce genre qui est renouvelé, prorogé ou modifié après le jour précisé est réputé nul le jour où il prend fin, sauf s'il est modifié en vue de prévoir sa résiliation sans pénalité. La partie II.1 offre aussi diverses protections aux consommateurs qui concluent des contrats qui sont réputés nuls en application de cette partie, notamment le droit au remboursement des sommes versées aux termes de ces contrats et l'absence de responsabilité contractuelle.

**An Act to amend
the Energy Consumer
Protection Act, 2010 to eliminate
fixed rate electricity contracts
between retailers and consumers**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 1 (6) of the *Energy Consumer Protection Act, 2010* is repealed and the following substituted:

Definition, energy consumer

(6) For the purposes of subsections (2) and (5),

“energy consumer” means a consumer as defined in section 2, a consumer as defined in subsection 30.1 (1) and a consumer as defined in section 31.

2. Section 9 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(2) The prescribed requirements for the purposes of subsection (1) shall not permit a retailer to charge consumers a fixed rate for electricity under a contract that is deemed to be void under subsection 30.1 (2) or (3).

3. The Act is amended by adding the following Part:

**PART II.1
FIXED RATE ELECTRICITY CONTRACTS**

Fixed rate electricity contracts

Definitions

30.1 (1) In this Part,

“consumer” means a person who uses, for the person’s own consumption, electricity that the person did not generate and who annually uses less than the amount of electricity prescribed for the purposes of clause (a) of the definition of “consumer” in section 2; (“consommateur”)

“contract” means an agreement between a consumer and a retailer; (“contrat”)

“retail” means,

(a) to sell or offer to sell electricity to a consumer,

**Loi modifiant la Loi de 2010
sur la protection des consommateurs
d’énergie pour éliminer les contrats
de fourniture d’électricité à tarif fixe
entre détaillants et consommateurs**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 1 (6) de la *Loi de 2010 sur la protection des consommateurs d’énergie* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définition : consommateur d’énergie

(6) La définition qui suit s’applique aux paragraphes (2) et (5).

«consommateur d’énergie» Consommateur au sens de l’article 2, du paragraphe 30.1 (1) et de l’article 31.

2. L’article 9 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(2) Les exigences prescrites pour l’application du paragraphe (1) ne doivent pas permettre à un détaillant d’exiger des consommateurs un tarif fixe pour l’électricité fournie aux termes d’un contrat qui est réputé nul en application du paragraphe 30.1 (2) ou (3).

3. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE II.1
CONTRATS DE FOURNITURE
D’ÉLECTRICITÉ À TARIF FIXE**

Contrats de fourniture d’électricité à tarif fixe

Définitions

30.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«consommateur» Personne qui utilise, aux fins de sa propre consommation, de l’électricité qu’elle n’a pas produite et qui utilise annuellement moins que la quantité d’électricité prescrite pour l’application de l’alinéa a) de la définition de «consommateur» à l’article 2. («consumer»)

«contrat» Entente conclue entre un consommateur et un détaillant. («contract»)

«détaillant» Personne qui vend de l’électricité au détail, à l’exclusion d’un distributeur, d’un fournisseur de

- (b) to act as agent or broker for a retailer with respect to the sale or offering for sale of electricity, or
- (c) to act or offer to act as an agent or broker for a consumer with respect to the sale or offering for sale of electricity; ("vendre au détail")

"retailer" means a person who retails electricity, but does not include a distributor, a suite meter provider or such other persons as may be prescribed. ("détaillant")

Fixed rate electricity contracts void

(2) A contract for the provision of electricity at a fixed rate entered into on or after the day on which this subsection comes into force is deemed to be void.

Extensions or renewals

(3) An existing contract for the provision of electricity at a fixed rate that is renewed, extended or amended on or after the day this subsection comes into force is deemed to be void on the day the existing contract expires, except if amended to provide for cancellation of the contract without penalty.

No liability

(4) If a contract is deemed to be void under this section, the consumer is not liable for any obligations under the void contract, including obligations purporting to be incurred as cancellation charges, administration charges or any other charges, fees or penalties.

No cause of action

(5) No cause of action against the consumer arises as a result of a contract being deemed to be void under this section or as a result of the operation of subsection (4).

Refund within prescribed time

(6) The retailer shall refund to the consumer any money paid by the consumer under the void contract within the number of days prescribed for the purposes of subsection 16 (3).

Same, right of action

(7) If a contract is deemed to be void under this section, a consumer may commence an action against the retailer to recover the amount described in subsection (6).

Judgment

(8) If a consumer is successful in an action commenced under subsection (7), the court shall order that the consumer recover twice the amount of the money paid by the consumer under the void contract unless in the circumstances it would be inequitable to do so.

Same

(9) In addition to any order that may be made under subsection (8), the court may order exemplary or punitive damages or such other relief as the court considers proper.

compteurs individuels et des autres personnes prescrites. («retailer»)

«vendre au détail» S'entend de l'action :

- a) soit de vendre de l'électricité à un consommateur ou de la mettre en vente à son intention;
- b) soit d'agir en qualité de mandataire ou de courtier d'un détaillant relativement à la vente ou à la mise en vente d'électricité;
- c) soit d'agir ou d'offrir d'agir en qualité de mandataire ou de courtier d'un consommateur relativement à la vente ou à la mise en vente d'électricité. («retail»)

Nullité des contrats à tarif fixe

(2) Est réputé nul tout contrat de fourniture d'électricité à tarif fixe qui est conclu le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou par la suite.

Contrat renouvelé ou prorogé

(3) Est réputé nul le jour où il prend fin tout contrat existant pour la fourniture d'électricité à tarif fixe qui est renouvelé, prorogé ou modifié le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou par la suite, sauf s'il est modifié en vue de prévoir sa résiliation sans pénalité.

Aucune responsabilité

(4) Si un contrat est réputé nul en application du présent article, le consommateur n'est responsable, aux termes du contrat nul, d'aucune obligation, y compris celles qui se présentent comme étant contractées au titre de frais, notamment de résiliation ou d'administration, ou au titre de pénalités.

Aucune cause d'action

(5) Ni le fait qu'un contrat est réputé nul en application du présent article ni l'effet du paragraphe (4) ne donnent lieu à une cause d'action à l'endroit du consommateur.

Remboursement dans le délai prescrit

(6) Le détaillant rembourse au consommateur toute somme que ce dernier lui a versée aux termes du contrat nul dans le nombre de jours prescrits pour l'application du paragraphe 16 (3).

Idem : droit d'introduire une action

(7) Si un contrat est réputé nul en application du présent article, le consommateur peut introduire une action contre le détaillant en vue de recouvrer la somme prévue au paragraphe (6).

Jugement

(8) Le tribunal ordonne que le consommateur qui obtient gain de cause dans une action introduite en vertu du paragraphe (7) recouvre deux fois les sommes d'argent qu'il a versées aux termes du contrat nul, à moins que cela ne soit inequitable dans les circonstances.

Idem

(9) Outre toute ordonnance rendue en application du paragraphe (8), le tribunal peut accorder des dommages-intérêts exemplaires ou tout autre redressement qu'il estime indiqué.

Commencement

4. This Act comes into force six months after the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Energy Consumer Protection Amendment Act (Elimination of Fixed Rate Electricity Contracts), 2013*.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur six mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la protection des consommateurs d'énergie (élimination des contrats de fourniture d'électricité à tarif fixe)*.

A20N
XB
-B56

Publication



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 133

Projet de loi 133

**An Act to amend
the Ontario Provincial Police
Collective Bargaining Act, 2006**

**Loi modifiant la Loi de 2006
sur la négociation collective relative
à la Police provinciale de l'Ontario**

The Hon. M. Meilleur
Minister of Community Safety
and Correctional Services

L'honorable M. Meilleur
Ministre de la Sécurité communautaire
et des Services correctionnels

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading November 19, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 19 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Ontario Provincial Police
Collective Bargaining Act, 2006**

**Loi modifiant la Loi de 2006
sur la négociation collective relative
à la Police provinciale de l'Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 2 (2) of the *Ontario Provincial Police Collective Bargaining Act, 2006* is amended by striking out “under subsection (3).”

(2) Subsection 2 (3) of the Act is repealed.

Commencement

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ontario Provincial Police Collective Bargaining Amendment Act, 2013*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill repeals subsection 2 (3) of the *Ontario Provincial Police Collective Bargaining Amendment Act, 2006*, which states that every collective agreement is deemed to provide that specified matters are the exclusive function of the employer and will not be the subject of collective bargaining. A consequential amendment is made to subsection 2 (2) of the Act.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 2 (2) de la *Loi de 2006 sur la négociation collective relative à la Police provinciale de l'Ontario* est modifié par suppression de «aux termes du paragraphe (3)».

(2) Le paragraphe 2 (3) de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la négociation collective relative à la Police provinciale de l'Ontario*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi abroge le paragraphe 2 (3) de la *Loi de 2006 sur la négociation collective relative à la Police provinciale de l'Ontario*, selon lequel chaque convention collective est réputée stipuler que les questions précisées relèvent exclusivement des fonctions de l'employeur et ne peuvent pas faire l'objet de négociations collectives. Une modification corrélative est apportée au paragraphe 2 (2) de la Loi.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 133

*(Chapter 19
Statutes of Ontario, 2013)*

**An Act to amend
the Ontario Provincial Police
Collective Bargaining Act, 2006**

Projet de loi 133

*(Chapitre 19
Lois de l'Ontario de 2013)*

**Loi modifiant la Loi de 2006
sur la négociation collective relative
à la Police provinciale de l'Ontario**



The Hon. M. Meilleur
Minister of Community Safety
and Correctional Services

L'honorable M. Meilleur
Ministre de la Sécurité communautaire
et des Services correctionnels

1st Reading	November 19, 2013
2nd Reading	December 10, 2013
3rd Reading	December 10, 2013
Royal Assent	December 12, 2013

1 ^{re} lecture	19 novembre 2013
2 ^e lecture	10 décembre 2013
3 ^e lecture	10 décembre 2013
Sanction royale	12 décembre 2013



**An Act to amend
the Ontario Provincial Police
Collective Bargaining Act, 2006**

**Loi modifiant la Loi de 2006
sur la négociation collective relative
à la Police provinciale de l'Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 2 (2) of the *Ontario Provincial Police Collective Bargaining Act, 2006* is amended by striking out “under subsection (3).”

(2) Subsection 2 (3) of the Act is repealed.

Commencement

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ontario Provincial Police Collective Bargaining Amendment Act, 2013*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 133 and does not form part of the law. Bill 133 has been enacted as Chapter 19 of the Statutes of Ontario, 2013.

The Bill repeals subsection 2 (3) of the *Ontario Provincial Police Collective Bargaining Amendment Act, 2006*, which states that every collective agreement is deemed to provide that specified matters are the exclusive function of the employer and will not be the subject of collective bargaining. A consequential amendment is made to subsection 2 (2) of the Act.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 2 (2) de la *Loi de 2006 sur la négociation collective relative à la Police provinciale de l'Ontario* est modifié par suppression de «aux termes du paragraphe (3)».

(2) Le paragraphe 2 (3) de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la négociation collective relative à la Police provinciale de l'Ontario*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 133, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 133 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 2013.

Le projet de loi abroge le paragraphe 2 (3) de la *Loi de 2006 sur la négociation collective relative à la Police provinciale de l'Ontario*, selon lequel chaque convention collective est réputée stipuler que les questions précisées relèvent exclusivement des fonctions de l'employeur et ne peuvent pas faire l'objet de négociations collectives. Une modification corrélatrice est apportée au paragraphe 2 (2) de la Loi.

A20N
XB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 134

Projet de loi 134

**An Act respecting
broader public sector advertising**

**Loi concernant la publicité
des organismes du secteur parapublic**

Mr. G. Bisson

M. G. Bisson

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading November 20, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 20 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The *Broader Public Sector Advertising Act, 2013* provides for the review by the Auditor General of specified types of advertising by broader public sector organizations. "Broader public sector organization" is defined in section 1.

Sections 2, 3 and 4 of the Act specify which advertisements, printed matter and other classes of messages must be reviewed. The head of a broader public sector organization that proposes to use such an item is required to give it to the Office of the Auditor General for review. The broader public sector organization is prohibited from using the item before the head receives, or is deemed to have received, notice of the results of the review.

Section 5 of the Act requires the Auditor General to review the item to determine whether, in his or her opinion, it meets the standards required by the Act. The decision of the Auditor General is final.

Section 6 of the Act sets out the standards to be met.

Section 7 of the Act requires the Auditor to notify the head of the broader public sector organization of the results of the review. If notice is not given within the seven days, the head shall be deemed to have received notice that the item meets the standards required by the Act.

If the Auditor General notifies the head that the item does not meet the standards required by the Act, in the Auditor General's opinion, the broader public sector organization is prohibited from using it.

Under section 8 of the Act, if the head is notified that an item does not meet the standards required by the Act and if the broader public sector organization proposes to use a revised version of it, the head is required to give the revised version to the Office of the Auditor General for review. Subsection 8 (2) prohibits the use of the revised version before the head receives, or is deemed to have received, notice of the results of the review. Subsection 8 (3) prohibits the broader public sector organization from using the revised version if the Auditor General notifies the head that the revised version does not meet the standards required by the Act, in the Auditor General's opinion.

Section 9 of the Act requires the Auditor General to make an annual report to the Speaker of the Assembly. In the annual report, the Auditor General is required to notify the Speaker about any contraventions of section 2, 3, 4 or 8. The Auditor General is also authorized to make special reports to the Speaker.

Section 10 of the Act governs the Auditor General's access to records for the purpose of determining whether section 2, 3, 4 or 8 has been contravened.

Section 11 of the Act governs the immunity of persons who publish, make available, display, broadcast, distribute or otherwise convey to the public advertisements, printed matter and messages that, under the Act, a broader public sector organization is not permitted to use.

Section 12 of the Act authorizes the Lieutenant Governor in Council to make regulations.

Section 13 of the Act requires that a review of the Act be undertaken by the Minister within five years after the section comes into force.

A related amendment to the *Auditor General Act* is set out in section 14.

NOTE EXPLICATIVE

La *Loi de 2013 sur la publicité des organismes du secteur parapublic* prévoit l'examen, par le vérificateur général, de types précis d'annonces publicitaires des organismes du secteur parapublic. L'expression «organisme du secteur parapublic» est définie à l'article 1.

Les articles 2, 3 et 4 de la Loi précisent quels annonces publicitaires, imprimés et catégories additionnelles de messages sont sujets à examen. Le chef d'un organisme du secteur parapublic qui a l'intention d'utiliser un tel document doit le remettre au Bureau du vérificateur général aux fins d'examen. L'organisme du secteur parapublic ne doit pas utiliser le document avant que son chef n'ait été avisé des résultats de l'examen ou qu'il ne soit réputé l'avoir été.

L'article 5 de la Loi exige que le vérificateur général examine le document afin de décider si, à son avis, il satisfait aux normes qu'exige la Loi. La décision du vérificateur général est définitive.

L'article 6 de la Loi énonce les normes auxquelles il faut satisfaire.

L'article 7 de la Loi exige que le vérificateur général avise le chef de l'organisme du secteur parapublic des résultats de l'examen. Si l'avis n'est pas donné dans un délai de sept jours, le chef de l'organisme est réputé avoir été avisé que le document satisfait aux normes qu'exige la Loi.

Si le vérificateur général avise le chef d'un organisme du secteur parapublic qu'à son avis, le document ne satisfait pas aux normes qu'exige la Loi, l'organisme ne doit pas l'utiliser.

En application de l'article 8 de la Loi, si le chef d'un organisme du secteur parapublic est avisé qu'un document ne satisfait pas aux normes qu'exige la Loi et que l'organisme a l'intention d'en utiliser une version révisée, le chef doit remettre celle-ci au Bureau du vérificateur général aux fins d'un nouvel examen. Le paragraphe 8 (2) interdit l'utilisation de la version révisée avant que le chef n'ait été avisé des résultats de l'examen ou qu'il ne soit réputé l'avoir été. Le paragraphe 8 (3) interdit l'utilisation par un organisme du secteur parapublic de la version révisée si le vérificateur général avise son chef qu'à son avis, elle ne satisfait pas aux normes qu'exige la Loi.

L'article 9 de la Loi exige que le vérificateur général présente un rapport annuel au président de l'Assemblée. Dans son rapport, le vérificateur général doit informer le président des contraventions à l'article 2, 3, 4 ou 8, le cas échéant. Le vérificateur général est également autorisé à présenter des rapports spéciaux au président.

L'article 10 de la Loi régit l'accès du vérificateur général à des dossiers afin d'établir s'il y a eu contravention à l'article 2, 3, 4 ou 8.

L'article 11 de la Loi régit l'immunité de quiconque publie, met à la disposition du public, affiche, diffuse, distribue ou communique au public une annonce publicitaire, un imprimé ou un message que, en application de la Loi, un organisme du secteur parapublic n'est pas autorisé à utiliser.

L'article 12 de la Loi autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à prendre des règlements.

L'article 13 de la Loi exige que le ministre fasse effectuer un examen de la Loi dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de l'article.

Une modification connexe à la *Loi sur le vérificateur général* est énoncée à l'article 14.

An Act respecting broader public sector advertising

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Interpretation

1. (1) In this Act,

“broader public sector organization” means,

- (a) every hospital,
- (b) every school board,
- (c) every university in Ontario and every college of applied arts and technology and post-secondary institution in Ontario whether or not affiliated with a university, the enrolments of which are counted for purposes of calculating annual operating grants and entitlements,
- (d) every approved agency designated as a children’s aid society under subsection 15 (2) of Part I of the *Child and Family Services Act*,
- (e) every community care access corporation,
- (f) every corporation controlled by one or more broader public sector organizations that exists solely or primarily for the purpose of purchasing goods or services for the broader public sector organization or organizations,
- (g) every publicly funded organization that received public funds of 10 million dollars or more in the previous fiscal year of the Government of Ontario,
- (h) any authority, board, commission, corporation, office, person or organization of persons, the majority of whose members, directors or officers are appointed or chosen by or under the authority of the Lieutenant Governor in Council or a member of the Executive Council,
- (i) Hydro One Inc. and each of its subsidiaries,
- (j) Ontario Power Generation Inc. and each of its subsidiaries, and
- (k) every organization that is prescribed for the purposes of this definition; (“organisme du secteur parapublic”)

“item” means a reviewable advertisement, reviewable printed matter or a reviewable message, as the case may be; (“document”)

Loi concernant la publicité des organismes du secteur parapublic

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Interprétation

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«document» Une annonce publicitaire sujette à examen, un imprimé sujet à examen ou un message sujet à examen, selon le cas. («item»)

«ministre» Le procureur général ou l’autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l’application de la présente loi peut être assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«organisme du secteur parapublic» S’entend de ce qui suit :

- a) les hôpitaux;
- b) les conseils scolaires;
- c) les universités de l’Ontario ainsi que les collèges d’arts appliqués et de technologie et les établissements postsecondaires de l’Ontario, qu’ils soient affiliés ou non à une université, dont l’effectif entre dans le calcul des subventions de fonctionnement annuelles et des sommes auxquelles ils ont droit;
- d) les agences agréées désignées comme sociétés d’aide à l’enfance en application du paragraphe 15 (2) de la partie I de la *Loi sur les services à l’enfance et à la famille*;
- e) les sociétés d’accès aux soins communautaires;
- f) les personnes morales contrôlées par un ou plusieurs organismes du secteur parapublic dont la mission exclusive ou principale consiste à acheter des biens ou des services pour le compte d’un ou de plusieurs organismes du secteur parapublic;
- g) les organismes financés par des fonds publics qui ont reçu des fonds publics totalisant au moins 10 millions de dollars au cours de l’exercice précédent du gouvernement de l’Ontario;
- h) les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux, personnes ou organisations de personnes dont la majorité des membres, des administrateurs ou des dirigeants sont nommés ou choisis par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par un membre du Conseil exécutif, ou sous leur autorité;

“Minister” means the Attorney General or such other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act may be assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“prescribed” means prescribed by a regulation made under this Act. (“prescrit”)

Head of an organization

(2) For the purposes of this Act, the head of a broader public sector organization is the person prescribed by the regulations as the head of that organization.

Requirements re advertising

Application

2. (1) This section applies with respect to any advertisement that a broader public sector organization proposes to pay to have published in a newspaper or magazine, made available on the Internet or a similar electronic medium, displayed on a billboard, or broadcast on radio or on television.

Submission for review

(2) The head of the organization shall give a copy of the advertisement to the Office of the Auditor General for review.

Prohibition on use pending review

(3) The organization shall not publish, make available, display or broadcast the advertisement before the head of the organization receives notice, or is deemed to have received notice, of the results of the review.

Prohibition

(4) The organization shall not publish, make available, display or broadcast the advertisement if the head of the organization receives notice that, in the Auditor General's opinion, the advertisement does not meet the standards required by this Act.

Non-application

(5) This section does not apply with respect to a notice to the public that is required by law, an advertisement about an urgent matter affecting public health or safety, a job advertisement or an advertisement about the provision of goods or services to a broader public sector organization.

Requirements re printed matter

Application

3. (1) This section applies with respect to printed matter that a broader public sector organization proposes to pay to have distributed to households in Ontario either by bulk mail or by another method of bulk delivery.

Submission for review

(2) The head of the organization shall give a copy of the printed matter to the Office of the Auditor General for review.

- i) Hydro One Inc. et chacune de ses filiales;
- j) Ontario Power Generation Inc. et chacune de ses filiales;
- k) les organismes qui sont prescrits pour l'application de la présente définition. («broader public sector organization»)

«prescrit» Prescrit par un règlement pris en vertu de la présente loi. («prescribed»)

Chef d'un organisme

(2) Pour l'application de la présente loi, le chef d'un organisme du secteur parapublic est la personne prescrite par les règlements comme chef de cet organisme.

Exigences à l'égard des annonces publicitaires

Application

2. (1) Le présent article s'applique à l'égard de toute annonce publicitaire qu'un organisme du secteur parapublic a l'intention, moyennant paiement, de faire publier dans un journal ou un magazine, de mettre à la disposition du public sur Internet ou un média électronique semblable, de faire afficher sur un panneau ou de faire diffuser à la radio ou à la télévision.

Soumission aux fins d'examen

(2) Le chef de l'organisme remet une copie de l'annonce publicitaire au Bureau du vérificateur général aux fins d'examen.

Utilisation interdite avant notification des résultats

(3) L'organisme ne doit pas publier, mettre à la disposition du public, afficher ou diffuser l'annonce publicitaire avant que son chef n'ait été avisé des résultats de l'examen ou qu'il ne soit réputé l'avoir été.

Interdiction

(4) L'organisme ne doit pas publier, mettre à la disposition du public, afficher ou diffuser l'annonce publicitaire si son chef est avisé que, de l'avis du vérificateur général, elle ne satisfait pas aux normes qu'exige la présente loi.

Non-application

(5) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'un avis au public exigé par la loi, d'une annonce publicitaire concernant une question urgente de santé ou de sécurité publiques, d'une annonce d'emploi ou d'une annonce publicitaire concernant la fourniture de biens ou la prestation de services à un organisme du secteur parapublic.

Exigences à l'égard des imprimés

Application

3. (1) Le présent article s'applique à l'égard de tout imprimé qu'un organisme du secteur parapublic a l'intention, moyennant paiement, de faire distribuer à des ménages en Ontario par courrier en vrac ou par une autre méthode de livraison en vrac.

Soumission aux fins d'examen

(2) Le chef de l'organisme remet une copie de l'imprimé au Bureau du vérificateur général aux fins d'examen.

Prohibition on use pending review

(3) The organization shall not distribute the printed matter before the head of the organization receives notice, or is deemed to have received notice, of the results of the review.

Prohibition

(4) The organization shall not distribute the printed matter if the head of the organization receives notice that, in the Auditor General's opinion, it does not meet the standards required by this Act.

Non-application

(5) This section does not apply with respect to a notice to the public that is required by law or printed matter about an urgent matter affecting public health or safety or about the provision of goods or services to a broader public sector organization.

Interpretation

(6) For the purposes of this section, printed matter is distributed by bulk mail or another method of bulk delivery if, when it is distributed, it is not individually addressed to the intended recipient.

Requirements re additional classes of messages

4. (1) This section applies with respect to such additional classes of messages as may be prescribed that a broader public sector organization proposes to convey to the public in such circumstances as may be prescribed.

Submission for review

(2) The head of the organization shall give a copy of the message to the Office of the Auditor General for review.

Prohibition on use pending review

(3) The organization shall not convey the message before the head of the organization receives notice, or is deemed to have received notice, of the results of the review.

Prohibition

(4) The organization shall not convey the message if the head of the organization receives notice that, in the Auditor General's opinion, the message does not meet the standards required by this Act.

Non-application

(5) This section does not apply with respect to a message that is a notice to the public that is required by law, that concerns an urgent matter affecting public health or safety, that is a job advertisement or that concerns the provision of goods or services to a broader public sector organization.

Review by the Auditor General

5. (1) When an item is given to the Office of the Auditor General for review, the Auditor General shall review it to determine whether, in his or her opinion, it meets the standards required by this Act.

Utilisation interdite avant notification des résultats

(3) L'organisme ne doit pas distribuer l'imprimé avant que son chef n'ait été avisé des résultats de l'examen ou qu'il ne soit réputé l'avoir été.

Interdiction

(4) L'organisme ne doit pas distribuer l'imprimé si son chef est avisé que, de l'avis du vérificateur général, il ne satisfait pas aux normes qu'exige la présente loi.

Non-application

(5) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'un avis au public exigé par la loi ou d'un imprimé concernant une question urgente de santé ou de sécurité publiques ou concernant la fourniture de biens ou la prestation de services à un organisme du secteur parapublic.

Interprétation

(6) Pour l'application du présent article, un imprimé est distribué par courrier en vrac ou par une autre méthode de livraison en vrac si, lors de sa distribution, il n'est pas adressé individuellement au destinataire prévu.

Exigences à l'égard des catégories additionnelles de messages

4. (1) Le présent article s'applique à l'égard des catégories additionnelles de messages prescrites qu'un organisme du secteur parapublic a l'intention de communiquer au public dans les circonstances prescrites.

Soumission aux fins d'examen

(2) Le chef de l'organisme remet une copie du message au Bureau du vérificateur général aux fins d'examen.

Utilisation interdite avant notification des résultats

(3) L'organisme ne doit pas communiquer le message avant que son chef n'ait été avisé des résultats de l'examen ou qu'il ne soit réputé l'avoir été.

Interdiction

(4) L'organisme ne doit pas communiquer le message si son chef est avisé que, de l'avis du vérificateur général, il ne satisfait pas aux normes qu'exige la présente loi.

Non-application

(5) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'un message qui est un avis au public exigé par la loi, qui concerne une question urgente de santé ou de sécurité publiques, qui est une annonce d'emploi ou qui concerne la fourniture de biens ou la prestation de services à un organisme du secteur parapublic.

Examen par le vérificateur général

5. (1) Lorsqu'un document est remis au Bureau du vérificateur général aux fins d'examen, le vérificateur général l'examine afin de décider si, à son avis, il satisfait aux normes qu'exige la présente loi.

Decision

(2) The decision of the Auditor General is final.

Required standards

6. (1) The following are the standards that an item is required to meet:

1. It must be a reasonable means of achieving one or more of the following purposes:
 - i. To inform the public of current or proposed broader public sector policies, programs or services available to them.
 - ii. To inform the public of their rights and responsibilities under the law.
 - iii. To encourage or discourage specific social behaviour, in the public interest.
 - iv. To promote Ontario or any part of Ontario as a good place to live, work, invest, study or visit or to promote any economic activity or sector of Ontario's economy.
2. It must include a statement that the item is paid for by the broader public sector organization.
3. It must not include the name, voice or image of a member of the Executive Council or a member of the Assembly.
4. It must not be partisan.
5. It must not be a primary objective of the item to foster a positive impression of the broader public sector organization or a negative impression of a person or entity who is critical of the organization.
6. It must meet such additional standards as may be prescribed.

Advertising outside Ontario

(2) Paragraph 3 of subsection (1) does not apply with respect to an item for which the primary target audience is located outside of Ontario.

Partisan advertising

(3) An item is partisan if, in the opinion of the Auditor General, a primary objective of the item is to promote the partisan political interests of the governing party.

Same

(4) The Auditor General shall consider such factors as may be prescribed, and may consider such additional factors as he or she considers appropriate, in deciding whether the primary objective of an item is to promote the partisan political interests of the governing party.

Notice of results of review

7. (1) The Office of the Auditor General shall notify the head of the broader public sector organization of the results of the review within seven days after receiving an item for review.

Décision

(2) La décision du vérificateur général est définitive.

Normes exigées

6. (1) Les normes auxquelles doit satisfaire un document sont les suivantes :

1. Il doit constituer un moyen raisonnable d'atteindre un ou plusieurs des objectifs suivants :
 - i. informer le public des politiques, programmes ou services de l'organisme du secteur parapublic existants ou proposés dont il peut se prévaloir,
 - ii. informer le public de ses droits et responsabilités vis-à-vis de la loi,
 - iii. encourager ou décourager un comportement social spécifique dans l'intérêt public,
 - iv. promouvoir l'Ontario ou une partie de l'Ontario comme lieu où il fait bon vivre, travailler, investir ou étudier ou qu'il fait bon visiter ou promouvoir une activité ou un secteur de l'économie de l'Ontario.
2. Il doit comprendre une déclaration portant qu'il a été payé par l'organisme du secteur parapublic.
3. Il ne doit pas inclure le nom, la voix ou l'image d'un membre du Conseil exécutif ou d'un député à l'Assemblée législative.
4. Il ne doit pas être partisan.
5. Il ne doit pas avoir comme objectif principal notamment de favoriser une impression favorable de l'organisme du secteur parapublic ou une impression défavorable d'une personne ou entité qui critique l'organisme.
6. Il doit satisfaire aux normes additionnelles prescrites.

Publicité hors de l'Ontario

(2) La disposition 3 du paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'un document dont le public cible primaire est situé hors de l'Ontario.

Publicité partisane

(3) Un document est partisan si, de l'avis du vérificateur général, il a comme objectif principal notamment de promouvoir les intérêts politiques partisans du parti au pouvoir.

Idem

(4) Le vérificateur général doit tenir compte des facteurs prescrits et peut tenir compte des facteurs additionnels qu'il estime appropriés lorsqu'il décide si un document a comme objectif principal notamment de promouvoir les intérêts politiques partisans du parti au pouvoir.

Avis des résultats de l'examen

7. (1) Le Bureau du vérificateur général avise le chef de l'organisme du secteur parapublic des résultats de l'examen dans les sept jours qui suivent sa réception d'un document aux fins d'examen.

Deemed notice

(2) If the notice is not given within that period, the head shall be deemed to have received notice that the item meets the standards required by this Act.

Submission of revised version

8. (1) If the head of a broader public sector organization is notified that an item does not meet the standards required by this Act and if the organization proposes to use a revised version of it, the head shall give the revised version to the Office of the Auditor General for a further review.

Prohibition on use pending review

(2) The organization shall not use the revised version before the head of the organization receives notice, or is deemed to have received notice, of the results of the review.

Prohibition

(3) The organization shall not use the revised version if the head of the organization receives notice that, in the Auditor General's opinion, the revised version does not meet the standards required by this Act.

Review of revised version

(4) Sections 5 and 6 apply with respect to the review.

Notice of results of review, revised version

(5) The Office of the Auditor General shall notify the head of the results of the further review within seven days after receiving the revised version.

Deemed notice

(6) If the notice is not given within that period, the head shall be deemed to have received notice that the revised version meets the standards required by this Act.

Reports to the Assembly**Annual report**

9. (1) Each year, the Auditor General shall report to the Speaker of the Assembly about such matters as the Auditor General considers appropriate relating to his or her powers and duties under this Act.

Same

(2) In the annual report, the Auditor General shall notify the Speaker about any contraventions of section 2, 3, 4 or 8.

Special report

(3) The Auditor General may make a special report to the Speaker at any time on any matter that in the opinion of the Auditor General should not be deferred until the annual report.

Tabling of reports

(4) The Speaker shall lay each annual report or special report of the Auditor General before the Assembly forthwith if it is in session or, if not, not later than the 10th day of the next session.

Avis présumé

(2) Si l'avis n'est pas donné dans ce délai, le chef est réputé avoir été avisé que le document satisfait aux normes qu'exige la présente loi.

Soumission de la version révisée

8. (1) Si le chef d'un organisme du secteur parapublic est avisé qu'un document ne satisfait pas aux normes qu'exige la présente loi et que l'organisme a l'intention d'en utiliser une version révisée, le chef remet celle-ci au Bureau du vérificateur général aux fins d'un nouvel examen.

Utilisation interdite avant notification des résultats

(2) L'organisme ne doit pas utiliser la version révisée avant que son chef n'ait été avisé des résultats de l'examen ou qu'il ne soit réputé l'avoir été.

Interdiction

(3) L'organisme ne doit pas utiliser la version révisée si son chef est avisé que, de l'avis du vérificateur général, elle ne satisfait pas aux normes qu'exige la présente loi.

Examen de la version révisée

(4) Les articles 5 et 6 s'appliquent à l'égard de l'examen.

Avis des résultats de l'examen de la version révisée

(5) Le Bureau du vérificateur général avise le chef des résultats du nouvel examen dans les sept jours qui suivent sa réception de la version révisée.

Avis présumé

(6) Si l'avis n'est pas donné dans ce délai, le chef est réputé avoir été avisé que la version révisée satisfait aux normes qu'exige la présente loi.

Rapports à l'Assemblée**Rapport annuel**

9. (1) Chaque année, le vérificateur général présente un rapport au président de l'Assemblée sur les questions qu'il estime appropriées en ce qui concerne les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi.

Idem

(2) Dans son rapport annuel, le vérificateur général informe le président des contraventions à l'article 2, 3, 4 ou 8, le cas échéant.

Rapport spécial

(3) Le vérificateur général peut, à n'importe quel moment, présenter au président un rapport spécial sur toute question qui, à son avis, ne devrait pas être différée jusqu'au rapport annuel.

Dépôt des rapports

(4) Le président dépose sans délai chaque rapport annuel ou rapport spécial du vérificateur général devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose au plus tard le 10^e jour de la session suivante.

Access to records

10. The Auditor General may examine the records of a broader public sector organization at any time for the purpose of determining whether section 2, 3, 4 or 8 has been contravened, and the Auditor General or his or her designate shall be given access to such records as he or she considers necessary for that purpose.

Immunity

11. (1) No action or other proceeding shall be brought against a person who publishes, makes available, displays or broadcasts a reviewable advertisement on the sole ground that, under this Act, a broader public sector organization was not permitted to use it to communicate with the public.

Same

(2) No action or other proceeding shall be brought against a person who distributes reviewable printed matter on the sole ground that, under this Act, a broader public sector organization was not permitted to distribute it.

Same

(3) No action or other proceeding shall be brought against a person who conveys to the public on behalf of a broader public sector organization a reviewable message on the sole ground that, under this Act, a broader public sector organization was not permitted to convey it to the public.

Regulations

12. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing an organization or class of organizations as a broader public sector organization for the purposes of this Act;
- (b) prescribing a person as the head of a broader public sector organization for the purposes of this Act;
- (c) prescribing additional classes of messages and circumstances for the purposes of subsection 4 (1);
- (d) prescribing additional standards for the purposes of paragraph 6 of subsection 6 (1);
- (e) prescribing additional factors for the purposes of subsection 6 (4);
- (f) prescribing a number of days for the purposes of subsection 7 (1) and for the purposes of subsection 8 (5).

Review of Act

13. (1) The Minister shall cause a review of this Act to be undertaken within five years after this section comes into force.

Same

- (2) The Minister shall,
- (a) inform the public when a review under this section is undertaken; and

Accès aux dossiers

10. Le vérificateur général peut, à n'importe quel moment, examiner les dossiers d'un organisme du secteur parapublic afin d'établir s'il y a eu contravention à l'article 2, 3, 4 ou 8 et, à cette fin, le vérificateur général ou son délégué a accès aux dossiers qu'il estime nécessaires.

Immunité

11. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances intentées contre quiconque public, met à la disposition du public, affiche ou diffuse une annonce publicitaire sujette à examen pour le seul motif que, en application de la présente loi, un organisme du secteur parapublic n'était pas autorisé à l'utiliser pour communiquer avec le public.

Idem

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances intentées contre quiconque distribue un imprimé sujet à examen pour le seul motif que, en application de la présente loi, un organisme du secteur parapublic n'était pas autorisé à le distribuer.

Idem

(3) Sont irrecevables les actions ou autres instances intentées contre quiconque communique au public, au nom d'un organisme du secteur parapublic, un message sujet à examen pour le seul motif que, en application de la présente loi, un organisme du secteur parapublic n'était pas autorisé à le communiquer au public.

Règlements

12. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire un organisme ou une catégorie d'organismes comme organisme du secteur parapublic pour l'application de la présente loi;
- b) prescrire une personne comme chef d'un organisme du secteur parapublic pour l'application de la présente loi;
- c) prescrire des catégories additionnelles de messages et des circonstances pour l'application du paragraphe 4 (1);
- d) prescrire des normes additionnelles pour l'application de la disposition 6 du paragraphe 6 (1);
- e) prescrire des facteurs additionnels pour l'application du paragraphe 6 (4);
- f) prescrire un nombre de jours pour l'application du paragraphe 7 (1) et pour l'application du paragraphe 8 (5).

Examen de la Loi

13. (1) Le ministre fait effectuer un examen de la présente loi dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent article.

Idem

- (2) Le ministre :
- a) d'une part, informe le public de la date où commence l'examen prévu au présent article;

- (b) prepare a written report respecting the review and make the report available to the public.

Amendment to the Auditor General Act

14. Subsection 24 (2) of the *Auditor General Act* is amended by striking out “the *Government Advertising Act, 2004*” and substituting “the *Government Advertising Act, 2004* or the *Broader Public Sector Advertising Act, 2013*”.

Commencement

15. This Act comes into force six months after the day it receives Royal Assent.

Short title

16. The short title of this Act is the *Broader Public Sector Advertising Act, 2013*.

- b) d'autre part, prépare un rapport écrit sur l'examen et le met à la disposition du public.

Modification de la Loi sur le vérificateur général

14. Le paragraphe 24 (2) de la *Loi sur le vérificateur général* est modifié par remplacement de «la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*» par «la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* ou la *Loi de 2013 sur la publicité des organismes du secteur parapublic*».

Entrée en vigueur

15. La présente loi entre en vigueur six mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

16. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la publicité des organismes du secteur parapublic*.

A20N
XB
B56



Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 135

**An Act to protect
pupils with asthma**

Mr. J. Yurek

Private Member's Bill

1st Reading November 20, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 135

**Loi protégeant
les élèves asthmatiques**

M. J. Yurek

Projet de loi de député

1^{re} lecture 20 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts *Ryan's Law (Ensuring Asthma Friendly Schools)*, 2013.

The Bill requires that every school board establish and maintain an asthma policy, which must include, among other things, strategies to reduce risk of exposure to asthma triggers, a communication plan for the dissemination of information on asthma, regular training on recognizing and managing asthma, a requirement that every school principal develop an individual plan for each pupil who has asthma and a requirement that every school principal maintain a file for each pupil with asthma. Each board's policy must also permit a pupil to carry his or her own asthma medication if the pupil has his or her parent's or guardian's permission and his or her physician's approval to do so.

The individual plan for a pupil with asthma must include details about the monitoring and avoidance strategies and appropriate treatment, a readily accessible emergency procedure for the pupil and details relating to the storage of the pupil's asthma medication.

Employees of a board may be preauthorized to administer medication or supervise a pupil while the pupil takes medication in response to an asthma exacerbation, if the school has the consent of the parent, guardian or pupil. If an employee has reason to believe that a pupil is experiencing an asthma exacerbation, the employee may administer asthma medication, even if there is no preauthorization to do so.

The Bill provides that no action or other proceedings for damages shall be commenced against a board employee for an act or omission done or omitted in good faith. The Bill preserves common law duties.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi Ryan de 2013 pour assurer la création d'écoles attentives à l'asthme*.

Le projet de loi exige que chaque conseil scolaire élabore et maintienne une politique relative à l'asthme devant notamment comprendre des stratégies visant à réduire les risques d'exposition aux déclencheurs d'asthme, un programme de communication pour la dissémination de renseignements sur l'asthme, une formation régulière sur la reconnaissance et la gestion de l'asthme, et l'obligation pour chaque directeur d'école d'élaborer un plan individuel à l'intention de chaque élève asthmatique et de tenir un dossier à son égard. La politique de chaque conseil doit aussi autoriser un élève à avoir sur lui ses propres médicaments antiasthmatiques s'il a l'autorisation à cette fin de son père, de sa mère ou de son tuteur de même que l'approbation de son médecin.

Le plan individuel élaboré à l'intention de chaque élève asthmatique doit comprendre des renseignements sur les stratégies de surveillance et de prévention et le traitement approprié, un protocole d'urgence concernant l'élève facilement accessible et des renseignements sur le rangement des médicaments antiasthmatiques de l'élève.

Les employés d'un conseil peuvent être autorisés au préalable à administrer des médicaments à un élève ou à surveiller un élève pendant qu'il prend des médicaments en cas d'exacerbation de l'asthme si l'école a le consentement du père, de la mère, du tuteur ou de l'élève. L'employé qui a des motifs de croire qu'un élève vit un épisode d'exacerbation de l'asthme peut lui administrer un médicament antiasthmatique, même en l'absence d'autorisation préalable à cette fin.

Le projet de loi prévoit aussi que sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un employé du conseil pour un acte ou une omission qu'il a commis de bonne foi. Finalement, le projet de loi préserve les obligations que prévoit la common law.

An Act to protect pupils with asthma

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. (1) In this Act,

“board” means a district school board or a school authority; (“conseil”)

“consent” means consent given by an individual with the capacity to provide consent to treatment for the purposes of the *Health Care Consent Act, 1996*; (“consentement”)

“employee” means an employee of a board who regularly works at the school, in the case of a school operated by the board. (“employé”)

Expressions related to education

(2) Expressions in this Act related to education have the same meaning as in the *Education Act*, unless the context requires otherwise.

Establishment of policy

2. (1) Every board shall establish and maintain an asthma policy in accordance with this section.

Contents of asthma policy

(2) The asthma policy shall include the following:

1. Strategies that reduce the risk of exposure to asthma triggers in classrooms and common school areas and during field trips.
2. A communication plan for the dissemination of information on asthma to parents, pupils and employees.
3. Regular training on recognizing and managing asthma for all employees and others who are in direct contact with pupils on a regular basis.
4. A requirement that every school principal develop an individual plan for each pupil who has asthma. The plan must be developed under the direction of the pupil's physician.
5. A requirement that every school permit a pupil to carry his or her asthma medication if the pupil has

Loi protégeant les élèves asthmatiques

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«conseil» Conseil scolaire de district ou administration scolaire. («board»)

«consentement» Consentement que donne un particulier capable de consentir à un traitement pour l'application de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. («consent»)

«employé» Employé d'un conseil qui travaille régulièrement à l'école, dans le cas d'une école dont le fonctionnement relève du conseil. («employee»)

Expressions relatives à l'éducation

(2) Dans la présente loi, les expressions relatives à l'éducation s'entendent au sens de la *Loi sur l'éducation*, sauf indication contraire du contexte.

Élaboration d'une politique

2. (1) Chaque conseil élabore et maintient une politique relative à l'asthme conformément au présent article.

Contenu de la politique relative à l'asthme

(2) La politique relative à l'asthme comprend les éléments suivants :

1. Des stratégies visant à réduire les risques d'exposition aux déclencheurs d'asthme dans les salles de classe et les zones communes de l'école et pendant les sorties scolaires.
2. Un programme de communication pour la dissémination de renseignements sur l'asthme destiné aux parents, aux élèves et aux employés.
3. Une formation régulière sur la façon de reconnaître et de gérer l'asthme dispensée à tous les employés et à toutes les autres personnes régulièrement en contact direct avec des élèves.
4. L'obligation pour chaque directeur d'école d'élaborer, selon les directives du médecin de l'élève, un plan individuel à l'égard de chaque élève asthmatique.
5. L'obligation pour chaque école d'autoriser un élève à avoir sur lui ses médicaments antiasthma-

his or her parent's or guardian's permission and his or her physician's approval to do so.

6. A requirement that every school principal ensure that, upon registration, parents, guardians and pupils shall be asked to supply information about asthma, including whether a pupil has his or her parent's or guardian's permission and his or her physician's approval to carry asthma medication.
7. A requirement that every school principal maintain a file of current treatment and other information for each pupil with asthma, including a copy of any notes and instructions from the pupil's physician or nurse and a current emergency contact list.

Contents of individual plan

(3) An individual plan for a pupil with asthma shall be consistent with the board's policy and shall include:

1. Details informing employees and others who are in direct contact with the pupil on a regular basis of the monitoring and avoidance strategies and appropriate treatment.
2. A readily accessible emergency procedure for the pupil, including emergency contact information.
3. Details relating to the storage of the pupil's asthma medication, including,
 - i. whether the pupil is permitted to carry his or her asthma medication, and
 - ii. if the pupil is permitted to carry his or her asthma medication, whether any spare medication is kept in the school and, if so, where it is stored.

Administration of asthma medication

3. (1) Employees may be preauthorized to administer medication or supervise a pupil while he or she takes medication in response to an asthma exacerbation, if the school has the consent of the parent, guardian or pupil, as applicable.

Obligation to keep school informed

(2) It is the obligation of the pupil's parent or guardian and the pupil to ensure that the information in the pupil's file is kept up-to-date with the medication that the pupil is taking.

Emergency administration of medication

(3) If an employee has reason to believe that a pupil is experiencing an asthma exacerbation, the employee may administer asthma medication to the pupil for the treat-

tiques s'il a l'autorisation à cette fin de son père, de sa mère ou de son tuteur de même que l'approbation de son médecin.

6. L'obligation pour chaque directeur d'école, au moment de l'inscription des élèves, de faire en sorte qu'il soit demandé aux parents, aux tuteurs et aux élèves de fournir des renseignements sur les élèves asthmatiques, notamment une mention selon laquelle chaque élève a l'autorisation de son père, de sa mère ou de son tuteur pour avoir sur lui ses médicaments antiasthmatiques de même que l'approbation de son médecin.
7. L'obligation pour chaque directeur d'école de tenir sur chaque élève asthmatique un dossier indiquant le traitement en cours et d'autres renseignements et comprenant notamment une copie de toute note et de toute instruction émanant du médecin de l'élève ou de son infirmière ou infirmier, ainsi qu'une liste à jour des personnes à contacter en cas d'urgence.

Contenu du plan individuel

(3) Le plan individuel élaboré à l'égard de chaque élève asthmatique doit être compatible avec la politique du conseil et comprendre :

1. Des renseignements, à l'intention des employés et autres personnes régulièrement en contact direct avec l'élève, sur les stratégies de surveillance et de prévention et le traitement approprié.
2. Un protocole d'urgence concernant l'élève facilement accessible, y compris des renseignements sur les personnes à contacter en cas d'urgence.
3. Des renseignements sur le rangement des médicaments antiasthmatiques de l'élève, y compris :
 - i. la question de savoir si l'élève est autorisé à avoir sur lui ses médicaments antiasthmatiques,
 - ii. si l'élève est autorisé à avoir sur lui ses médicaments antiasthmatiques, la question de savoir si des médicaments supplémentaires sont conservés à l'école et, dans l'affirmative, le lieu où ils sont rangés.

Administration de médicaments antiasthmatiques

3. (1) Les employés peuvent être autorisés au préalable à administrer des médicaments à un élève ou à surveiller un élève pendant qu'il prend des médicaments en cas d'exacerbation de l'asthme si l'école a le consentement du père, de la mère, du tuteur ou de l'élève, selon le cas.

Obligation d'informer l'école

(2) Il incombe au père, à la mère ou au tuteur de l'élève et à l'élève lui-même de faire en sorte que les renseignements figurant dans le dossier de l'élève sur les médicaments qu'il prend soient tenus à jour.

Administration d'urgence de médicaments

(3) L'employé qui a des motifs de croire qu'un élève vit un épisode d'exacerbation de l'asthme peut lui administrer un médicament antiasthmatique pour soulager cet

ment of the exacerbation, even if there is no preauthorization to do so under subsection (1).

Immunity

(4) No action or other proceeding for damages shall be commenced against an employee for an act or omission done or omitted by the employee in good faith in the execution or intended execution of any duty or power under this Act.

Common law preserved

(5) This section does not affect or in any way interfere with the duties any person may have under common law.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is *Ryan's Law (Ensuring Asthma Friendly Schools), 2013*.

épisode, même en l'absence de l'autorisation préalable visée au paragraphe (1).

Immunité

(4) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un employé pour un acte ou une omission qu'il a commis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi.

Préservation de la common law

(5) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux obligations que la common law impose à quiconque.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Ryan de 2013 pour assurer la création d'écoles attentives à l'asthme*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 136

Projet de loi 136

**An Act to cap
the top public sector salaries**

**Loi plafonnant les hauts traitements
du secteur public**

Ms A. Horwath

M^{me} A. Horwath

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading November 25, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 25 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Capping Top Public Sector Salaries Act, 2013*. Under the Act, a public sector employee's salary shall not exceed the amount that is twice the Premier's annual salary. Exceptions are provided for salaries that were established before the Bill comes into force, for salaries that are established under a collective agreement, and for salaries of employees prescribed by regulation for work of a scientific or technical nature.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2013 sur le plafonnement des hauts traitements du secteur public*. Aux termes de cette loi, les traitements des employés du secteur public ne doivent pas dépasser le double du traitement annuel du premier ministre. Des exceptions sont prévues dans le cas des traitements fixés avant l'entrée en vigueur du projet de loi, de ceux fixés aux termes d'une convention collective et de ceux des employés prescrits par règlement dont le travail est de nature scientifique ou technique.

An Act to cap the top public sector salaries

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“employee” and “public sector” have the same meaning as in the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*; (“employé”, “secteur public”)

“prescribed” means prescribed by a regulation under this Act; (“prescrit”)

“salary” means salary as defined in subsection 2 (1) of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*. (“traitement”)

Salary cap

2. A public sector employee’s annual salary shall not exceed the amount that is twice the Premier’s annual salary as described in subsections 3 (1) and (2) of the *Executive Council Act*.

Exceptions

3. Section 2 does not apply to a salary,

- (a) established before the day that this Act comes into force;
- (b) established under a collective agreement; or
- (c) payable to an individual in a prescribed position in which the individual is required to perform scientific or technical functions.

Conflicts

4. In the event of conflict between this Act and any other Act, this Act prevails.

Regulations

5. The Lieutenant Governor in Council may make regulations for the purposes of clause 3 (c).

Commencement

6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the *Capping Top Public Sector Salaries Act, 2013*.

Loi plafonnant les hauts traitements du secteur public

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«employé» et «secteur public» S’entendent au sens de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*. («employee», «public sector»)

«prescrit» Prescrit par un règlement pris en vertu de la présente loi. («prescribed»)

«traitement» S’entend au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*. («salary»)

Plafonnement des traitements

2. Les traitements annuels des employés du secteur public ne doivent pas dépasser le double de celui du premier ministre, qui est fixé aux paragraphes 3 (1) et (2) de la *Loi sur le Conseil exécutif*.

Exceptions

3. L’article 2 ne s’applique pas aux traitements qui, selon le cas :

- a) sont fixés avant le jour de l’entrée en vigueur de la présente loi;
- b) sont fixés aux termes d’une convention collective;
- c) sont payables à un particulier occupant un poste prescrit qui comporte des fonctions scientifiques ou techniques.

Incompatibilité

4. Les dispositions de la présente loi l’emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi.

Règlements

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour l’application de l’alinéa 3 c).

Entrée en vigueur

6. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur le plafonnement des hauts traitements du secteur public*.

CAZON
XB
- B56



Government
Publication

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 137

**An Act to amend
the Public Transportation and
Highway Improvement Act
and the Highway Traffic Act
to construct paved shoulders
and permit bicycles to ride on them**

Mr. N. Miller

Private Member's Bill

1st Reading November 25, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 137

**Loi modifiant la Loi sur
l'aménagement des voies publiques
et des transports en commun
et le Code de la route pour construire
des accotements stabilisés et permettre
aux bicyclettes d'y circuler**

M. N. Miller

Projet de loi de député

1^{re} lecture 25 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



CAZON
XB
- B56



Government
Publication

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 137

**An Act to amend
the Public Transportation and
Highway Improvement Act
and the Highway Traffic Act
to construct paved shoulders
and permit bicycles to ride on them**

Mr. N. Miller

Private Member's Bill

1st Reading November 25, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 137

**Loi modifiant la Loi sur
l'aménagement des voies publiques
et des transports en commun
et le Code de la route pour construire
des accotements stabilisés et permettre
aux bicyclettes d'y circuler**

M. N. Miller

Projet de loi de député

1^{re} lecture 25 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Public Transportation and Highway Improvement Act* to require the Minister of Transportation to construct paved shoulders on prescribed portions of the King's Highway.

The Minister is required to construct paved shoulders on prescribed portions of the King's Highway when there is a significant undertaking to repave or resurface that portion. However, the Minister is not required to construct a paved shoulder where doing so would be impracticable. These paved shoulders must be at least one metre wide and must be marked with a sign warning drivers to watch out for and share the road with pedestrians and cyclists.

If the Minister has not made any regulations prescribing portions of the King's Highway within one year after the day this Bill receives Royal Assent, the Minister must table a report in the Legislative Assembly that provides reasons why such regulations have not been made and that describes the progress that has been made in identifying the portions that will be prescribed.

The Bill also amends the *Highway Traffic Act* to allow bicycles to be ridden on paved shoulders.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun* pour que le ministre des Transports soit tenu de construire des accotements stabilisés sur des sections prescrites de la route principale.

Le ministre est tenu de construire des accotements stabilisés sur les sections prescrites de la route principale lorsque des travaux importants de revêtement ou de resurfacement de ces sections sont entrepris, sauf si cela serait matériellement impossible. Les accotements stabilisés, qui doivent avoir au moins un mètre de largeur, doivent être signalés par un panneau avertissant les conducteurs de faire attention aux piétons et aux cyclistes et de partager la route avec eux.

S'il n'a pas pris de règlements prescrivant des sections de la route principale dans l'année suivant le jour où le présent projet de loi reçoit la sanction royale, le ministre doit déposer devant l'Assemblée législative un rapport énonçant les motifs pour lesquels de tels règlements n'ont pas été pris et une description des progrès accomplis pour désigner les sections qui seront prescrites.

Le projet de loi modifie aussi le *Code de la route* pour permettre la circulation des bicyclettes sur l'accotement stabilisé.

**An Act to amend
the Public Transportation and
Highway Improvement Act
and the Highway Traffic Act
to construct paved shoulders
and permit bicycles to ride on them**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PUBLIC TRANSPORTATION AND
HIGHWAY IMPROVEMENT ACT**

1. The *Public Transportation and Highway Improvement Act* is amended by adding the following section:

Construction of paved shoulders

Application

26.0.1 (1) This section applies to the portions of the King's Highway prescribed by the regulations for the purposes of this section.

Duty to construct

(2) If a prescribed portion of the King's Highway does not have a paved shoulder, the Minister shall construct a paved shoulder on that portion when there is a significant undertaking to repave or resurface that portion.

Width of paved shoulder

(3) A paved shoulder must be at least one metre wide.

Exception

(4) The Minister is not required to construct a paved shoulder where it would be impracticable to do so.

Warning sign

(5) The beginning of a paved shoulder must be marked with a ground mounted sign that warns drivers to watch for pedestrians and cyclists and to be prepared to share the road with them.

Regulations

(6) The Minister may make regulations prescribing portions of the King's Highway for the purposes of this section.

Same

(7) If no regulations have been made under subsection (6) within one year after the day the *Paved Shoulder Construction and Bicycling Act, 2013* receives Royal Assent,

**Loi modifiant la Loi sur
l'aménagement des voies publiques
et des transports en commun
et le Code de la route pour construire
des accotements stabilisés et permettre
aux bicyclettes d'y circuler**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DES VOIES PUBLIQUES
ET DES TRANSPORTS EN COMMUN**

1. La *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Construction d'accotements stabilisés

Champ d'application

26.0.1 (1) Le présent article s'applique aux sections de la route principale que prescrivent les règlements pour son application.

Obligation de construire

(2) Si une section prescrite de la route principale n'est pas dotée d'un accotement stabilisé, le ministre en construit un lorsque des travaux importants de revêtement ou de resurfacement de la section sont entrepris.

Largeur de l'accotement stabilisé

(3) L'accotement stabilisé doit avoir au moins un mètre de largeur.

Exception

(4) Le ministre n'est pas tenu de construire un accotement stabilisé si cela serait matériellement impossible.

Panneau avertisseur

(5) Le début d'un accotement stabilisé doit être signalé par un panneau au sol avertissant les conducteurs de faire attention aux piétons et aux cyclistes et d'être prêts à partager la route avec eux.

Règlements

(6) Le ministre peut, par règlement, prescrire des sections de la route principale pour l'application du présent article.

Idem

(7) Si des règlements n'ont pas été pris en vertu du paragraphe (6) dans l'année suivant le jour où la *Loi de 2013 sur la construction d'accotements stabilisés et la*

the Minister shall table a report in the Legislative Assembly that provides,

- (a) reasons why such regulations have not been made; and
- (b) a description of the progress that the Minister has made in identifying the portions of the King's Highway to be prescribed by such regulations.

HIGHWAY TRAFFIC ACT

2. Section 151 of the *Highway Traffic Act* is amended by adding the following subsection:

Bicycle exception

(5.1) Despite subsection (5), a person may ride a bicycle on the paved shoulder of any part of the King's Highway, except as otherwise prohibited by law.

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Paved Shoulder Construction and Bicycling Act, 2013*.

circulation des bicyclettes reçoit la sanction royale, le ministre dépose devant l'Assemblée législative un rapport énonçant ce qui suit :

- a) les motifs pour lesquels de tels règlements n'ont pas été pris;
- b) une description des progrès accomplis par le ministre pour désigner les sections de la route principale que doivent prescrire de tels règlements.

CODE DE LA ROUTE

2. L'article 151 du *Code de la route* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception relative aux bicyclettes

(5.1) Malgré le paragraphe (5), une personne peut circuler à bicyclette sur l'accotement stabilisé de toute section de la route principale, sauf si la loi l'interdit autrement.

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la construction d'accotements stabilisés et la circulation des bicyclettes*.

CAZON
XB
- B56



Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 138

**An Act to amend
the Environmental Protection Act
to require the cessation of coal use
to generate electricity
at generation facilities**

The Hon. J. Bradley
Minister of the Environment

Government Bill

1st Reading November 25, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 138

**Loi modifiant la Loi sur
la protection de l'environnement
pour exiger la cessation
de l'utilisation du charbon
pour produire de l'électricité
dans les installations de production**

L'honorable J. Bradley
Ministre de l'Environnement

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Environmental Protection Act* by adding a new Part VI.1. Section 59.2 prohibits the use of coal to generate electricity at certain specified generation facilities after December 31, 2014. The greater fines set out in subsections 187 (4) and (5) of the Act apply in respect of a conviction for breach of the prohibition in section 59.2.

Section 59.3 generally prohibits the use of coal at generation facilities to generate electricity after December 31, 2014. This prohibition does not apply in respect of two types of generation facilities. One type is a generation facility at a facility that produces a product other than electricity or steam where the generation of electricity is not the primary purpose of the facility. The other type is a generation facility that uses heat, steam or by-product gas from another facility that produces a product other than electricity or steam where the generation of electricity is not the primary purpose of the other facility.

The power to make regulations exempting any person or thing from any provision of the Act does not apply to a generation facility that uses coal to generate electricity unless the facility is of a type that is similar to the type that is exempted under section 59.3.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur la protection de l'environnement* en y ajoutant la partie VI.1. L'article 59.2 interdit, après le 31 décembre 2014, l'utilisation de charbon pour produire de l'électricité dans certaines installations de production précisées. Les amendes plus élevées indiquées aux paragraphes 187 (4) et (5) de la Loi s'appliquent à l'égard d'une déclaration de culpabilité pour violation de l'interdiction énoncée à l'article 59.2.

L'article 59.3 impose une interdiction générale d'utiliser du charbon pour produire de l'électricité dans les installations de production après le 31 décembre 2014. Cette interdiction ne s'applique cependant pas à l'égard de deux types d'installations de production, c'est-à-dire les installations de production situées dans une installation où un produit autre que l'électricité ou la vapeur est produit et dont la fonction première n'est pas la production d'électricité ainsi que les installations de production qui utilisent de la chaleur, de la vapeur ou des gaz résiduels provenant d'une autre installation où un produit autre que l'électricité ou la vapeur est produit et dont la fonction première n'est pas la production d'électricité.

Le pouvoir de prendre des règlements exemptant une personne ou une chose de l'application de toute disposition de la Loi ne s'applique pas à une installation de production qui utilise du charbon pour produire de l'électricité, sauf si l'installation est d'un type semblable à l'un de ceux qui sont exemptés en vertu de l'article 59.3.

**An Act to amend
the Environmental Protection Act
to require the cessation of coal use
to generate electricity
at generation facilities**

**Loi modifiant la Loi sur
la protection de l'environnement
pour exiger la cessation
de l'utilisation du charbon
pour produire de l'électricité
dans les installations de production**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Environmental Protection Act* is amended by adding the following Part:

**PART VI.1
CESSATION OF COAL USE
AT GENERATION FACILITIES**

Definition

59.1 In this Part,

“generation facility” has the same meaning as in the *Electricity Act, 1998*.

Cessation of coal use, certain generation facilities

59.2 (1) The owner and the operator of each of the following generation facilities shall ensure that coal is not used to generate electricity at the generation facility after December 31, 2014:

1. Atikokan Generating Station, located on Highway 622 in the Township of Atikokan.
2. Lambton Generating Station, located on St. Clair Parkway in the Township of St. Clair.
3. Nanticoke Generating Station, located on Regional Road 55 South in Haldimand County.
4. Thunder Bay Generating Station, located on 108th Avenue in the City of Thunder Bay.

Change of name or ownership

(2) Subsection (1) applies in respect of each generation facility named in that subsection even if the generation facility's name or ownership changes.

Application of s. 187 (4) and (5)

(3) Subsections 187 (4) and (5) apply with respect to an offence under subsection 186 (1) of contravening subsection (1).

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi sur la protection de l'environnement* est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE VI.1
CESSATION DE L'UTILISATION DU CHARBON
DANS LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION**

Définition

59.1 La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«installation de production» S'entend au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.

Cessation d'utilisation du charbon : certaines installations de production

59.2 (1) Le propriétaire et l'exploitant de chacune des installations de production suivantes veillent à ce qu'il ne soit pas utilisé de charbon pour produire de l'électricité dans l'installation après le 31 décembre 2014 :

1. Centrale d'Atikokan, située sur la route 622 dans le canton d'Atikokan.
2. Centrale de Lambton, située sur la promenade St. Clair dans le canton de St. Clair.
3. Centrale de Nanticoke, située sur la route régionale 55 Sud dans le comté de Haldimand.
4. Centrale de Thunder Bay, située sur la 108^e Avenue dans la cité de Thunder Bay.

Changement de nom ou de propriétaire

(2) Le paragraphe (1) s'applique à l'égard de chaque installation de production mentionnée à ce paragraphe même en cas de changement de nom de l'installation ou de changement de propriétaire.

Application des par. 187 (4) et (5)

(3) Les paragraphes 187 (4) et (5) s'appliquent à l'égard d'une infraction prévue au paragraphe 186 (1) pour avoir contrevenu au paragraphe (1).

Same

(4) For the purposes of subsections 187 (4) and (5), an offence under subsection 186 (1) of contravening subsection (1) is deemed to be an offence described in subsection 187 (3).

Cessation of coal use, general

59.3 (1) Subject to subsection (2), no person shall use coal at a generation facility to generate electricity in Ontario after December 31, 2014.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to the following types of generation facilities:

1. A generation facility at a facility that produces a product other than electricity or steam where the generation of electricity is not the primary purpose of the facility.
2. A generation facility that uses heat, steam or by-product gas from another facility that produces a product other than electricity or steam where the generation of electricity is not the primary purpose of the other facility.

Definition

(3) In this section,

“by-product gas” means a gas that is a by-product of a chemical reaction or physical process.

Exception, exemption

59.4 Clause 175.1 (1) (a) does not apply with respect to a generation facility that uses coal to generate electricity in Ontario after December 31, 2014 unless the generation facility is of a type of generation facility that is similar to the type described in subsection 59.3 (2).

Commencement

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ending Coal for Cleaner Air Act, 2013*.

Idem

(4) Pour l'application des paragraphes 187 (4) et (5), une infraction prévue au paragraphe 186 (1) pour avoir contrevenu au paragraphe (1) est réputée une infraction décrite au paragraphe 187 (3).

Cessation d'utilisation du charbon : interdiction générale

59.3 (1) Sous réserve du paragraphe (2), nul ne doit utiliser du charbon pour produire de l'électricité dans une installation de production en Ontario après le 31 décembre 2014.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux types suivants d'installations de production :

1. Une installation de production située dans une installation où un produit autre que l'électricité ou la vapeur est produit et dont la fonction première n'est pas la production d'électricité.
2. Une installation de production qui utilise de la chaleur, de la vapeur ou des gaz résiduels provenant d'une autre installation où un produit autre que l'électricité ou la vapeur est produit et dont la fonction première n'est pas la production d'électricité.

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.

«gaz résiduel» Gaz qui est un sous-produit d'une réaction chimique ou d'un processus physique.

Exception : exemption

59.4 L'alinéa 175.1 (1) a) ne s'applique pas à l'égard d'une installation de production qui utilise du charbon pour produire de l'électricité en Ontario après le 31 décembre 2014, sauf si l'installation est d'un type semblable à l'un de ceux décrits au paragraphe 59.3 (2).

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur l'abandon du charbon pour un air plus propre*.

AZON
XB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 139

**An Act to amend
various Acts in respect of
the corporation designated under
the Ontario New Home
Warranties Plan Act**

Mr. R. Marchese

Private Member's Bill

1st Reading November 25, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 139

**Loi modifiant diverses lois
à l'égard de la société
désignée en application de
la Loi sur le Régime de garanties
des logements neufs de l'Ontario**

M. R. Marchese

Projet de loi de député

1^{re} lecture 25 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Various statutes are amended in connection with Tarion Warranty Corporation, which is the corporation designated to administer the *Ontario New Home Warranties Plan Act*.

The *Ontario New Home Warranties Plan Act* is amended to provide that the Minister responsible for that Act shall appoint the majority of Tarion's board members. The Minister and Tarion are required to enter into an accountability agreement. Tarion's objects are extended to include serving as a consumer protection agency.

Tarion is required to publish a directory of home builders on the Internet, and the directory must contain specified information about each builder's performance.

The definition of "home" in the *Ontario New Home Warranties Plan Act* is amended to include units in conversion condominiums, and warranties in respect of specified matters related to condominiums are extended from one year to five years.

The Auditor General is given the authority to audit Tarion's operations, and the *Ombudsman Act* is amended to permit the Ombudsman to conduct investigations in respect of Tarion.

NOTE EXPLICATIVE

Diverses lois sont modifiées en ce qui concerne la Tarion Warranty Corporation, personne morale désignée pour appliquer la *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l'Ontario*.

La *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l'Ontario* est modifiée pour prévoir que le ministre chargé de l'application de cette loi nomme la majorité des membres du conseil d'administration de Tarion. Le ministre et Tarion sont tenus de conclure une entente de responsabilisation. Un objet consistant à agir à titre d'organisme de protection du consommateur est ajouté aux objets de Tarion.

Tarion est tenue de publier sur Internet un répertoire des constructeurs de logements, qui doit contenir des renseignements déterminés sur le rendement de chaque constructeur.

La définition de «logement» dans la *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l'Ontario* est modifiée pour inclure des unités situées dans un condominium converti. De plus, les garanties relatives à des questions déterminées à l'égard des condominiums sont prolongées, passant de un an à cinq ans.

Le vérificateur général est habilité à vérifier les activités de Tarion et la *Loi sur l'ombudsman* est modifiée pour permettre à l'ombudsman d'effectuer des enquêtes à l'égard de Tarion.

**An Act to amend
various Acts in respect of
the corporation designated under
the Ontario New Home
Warranties Plan Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

OMBUDSMAN ACT

1. The *Ombudsman Act* is amended by adding the following section:

Investigation of Corporation under Ontario New Home Warranties Plan Act

14.1 (1) Anything that the Ombudsman may do under this Act in respect of a governmental organization, the Ombudsman may do in respect of the corporation designated under the *Ontario New Home Warranties Plan Act*.

Interpretation

(2) For the purposes of an investigation under subsection (1),

- (a) any reference in this Act to a governmental organization is deemed to be a reference to the corporation mentioned in subsection (1); and
- (b) the references in subsections 18 (1) and 25 (2) to the head of the governmental organization are deemed to be references to the Chief Executive Officer of the corporation mentioned in subsection (1).

ONTARIO NEW HOME WARRANTIES PLAN ACT

2. (1) Clause (c) of the definition of “home” in section 1 of the *Ontario New Home Warranties Plan Act* is repealed and the following substituted:

- (c) a condominium dwelling unit, including a unit in a conversion condominium, and the common elements, or

(2) The definition of “regulation” in section 1 of the Act is amended by adding “except if the context requires otherwise” at the end.

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

**Loi modifiant diverses lois
à l'égard de la société
désignée en application de
la Loi sur le Régime de garanties
des logements neufs de l'Ontario**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR L'OMBUDSMAN

1. La *Loi sur l'ombudsman* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Enquête sur la société désignée en application de la Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l'Ontario

14.1 (1) L'ombudsman peut faire à l'égard de la société désignée en application de la *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l'Ontario* tout ce que la présente loi lui permet de faire à l'égard d'une organisation gouvernementale.

Interprétation

(2) Aux fins d'une enquête autorisée en vertu du paragraphe (1) :

- a) la mention dans la présente loi d'une organisation gouvernementale vaut mention de la société mentionnée au paragraphe (1);
- b) les mentions, aux paragraphes 18 (1) et 25 (2), du chef de l'organisation gouvernementale valent mention du chef de la direction de la société mentionnée au paragraphe (1).

**LOI SUR LE RÉGIME DE GARANTIES
DES LOGEMENTS NEUFS DE L'ONTARIO**

2. (1) L'alinéa c) de la définition de «logement» à l'article 1 de la *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l'Ontario* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) des unités condominiales d'habitation, y compris des unités situées dans un condominium converti, et des parties communes;

(2) La définition de «règlements» à l'article 1 de la Loi est modifiée par adjonction de «, sauf indication contraire du contexte» à la fin de la définition.

(3) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Associated person

(2) For the purposes of section 3.1 and subsection 7 (4), one person is associated with another person if the persons are related to one another in the manner specified by regulations made under section 24.

3. Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(2.1) On the day this subsection comes into force, the objects of the Corporation are extended to include serving as a consumer protection agency.

4. The Act is amended by adding the following section:

Board of Corporation

2.1 (1) On the day that is 180 days after this section comes into force, the Corporation's board of directors is dissolved and reconstituted in accordance with this section.

Composition

(2) The board of directors shall consist of 15 members appointed or elected as follows:

1. Eight members shall be appointed by the Minister.
2. Seven members shall be appointed or elected in accordance with the Corporation's by-laws.

Chair and vice chair

(3) The Minister shall appoint the chair and the vice-chair of the board from among the directors.

Quorum

(4) A majority of the board constitutes a quorum.

Transition

(5) The persons who are the directors of the Corporation immediately before the day this section comes into force continue as directors of the Corporation until replaced or removed.

Remake by-laws

(6) The Corporation shall take all necessary steps to amend its by-laws within 179 days after this section comes into force so that the by-laws do not conflict with this section.

5. The Act is amended by adding the following section:

Publication by Registrar

3.1 The Registrar shall publish on the Corporation's website a directory of all builders of homes described in clause (c) of the definition of "home" in section 1 who are registered under this Act, and the directory shall include the following information:

1. All previous business names used by each builder and each associated builder within the preceding 10 years.

Personnes associées

(2) Pour l'application de l'article 3.1 et du paragraphe 7 (4), des personnes sont associées à d'autres personnes si elles sont liées les unes aux autres de la manière précisée par les règlements pris en vertu de l'article 24.

3. L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(2.1) Le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la Société a l'objet additionnel consistant à agir à titre d'organisme de protection du consommateur.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Conseil d'administration de la Société

2.1 (1) Le jour qui tombe 180 jours après l'entrée en vigueur du présent article, le conseil d'administration de la Société est dissous et reconstitué conformément au présent article.

Composition

(2) Le conseil d'administration se compose de 15 membres nommés ou élus comme suit :

1. Huit membres sont nommés par le ministre.
2. Sept membres sont nommés ou élus conformément aux règlements administratifs de la Société.

Présidence et vice-présidence

(3) Le ministre nomme le président et le vice-président du conseil parmi les administrateurs.

Quorum

(4) La majorité des membres du conseil constitue le quorum.

Disposition transitoire

(5) Les personnes qui sont administrateurs de la Société immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article le restent jusqu'à leur remplacement ou destitution.

Modification des règlements administratifs

(6) La Société prend les dispositions nécessaires pour modifier ses règlements administratifs dans les 179 jours qui suivent l'entrée en vigueur du présent article de sorte qu'ils ne soient pas incompatibles avec celui-ci.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Publication par le registraire

3.1 Le registraire publie sur le site Web de la Société un répertoire de tous les constructeurs de logements visés à l'alinéa c) de la définition de «logement» à l'article 1 qui sont inscrits aux termes de la présente loi. Ce répertoire fournit les renseignements suivants :

1. Tous les noms commerciaux antérieurs qu'a utilisés chaque constructeur et chaque constructeur associé au cours des 10 années précédentes.

2. Any publicly available information with respect to the builder's performance within the preceding 10 years.
3. The Corporation's risk assessment of the builder.
4. Any information that the Registrar considers to be in the public interest.
5. Any other information specified by regulations made under section 24.

6. Section 4 of the Act is amended by striking out “subsection 2 (2)” at the end and substituting “section 2”.

7. The Act is amended by adding the following sections:

Accountability agreement

5.1 (1) Within 90 days after this section comes into force, the Minister and the Corporation shall enter into an accountability agreement in respect of the services to be provided by the Corporation under this Act.

Content

(2) The accountability agreement must include, at a minimum, commitments in respect of the content specified by regulations made under section 24.

Minister's terms

(3) On giving the notice to the Corporation that the Minister considers reasonable in the circumstances, the Minister may amend or insert a term in the accountability agreement or delete a term from it if,

- (a) the term relates to the administration of the Act; and
- (b) the Minister considers it advisable to do so in the public interest.

If no agreement

(4) If the Minister and the Corporation are unable to conclude an accountability agreement through negotiations, the Minister may set the terms of the agreement which must include, at a minimum, commitments in respect of the content specified by regulations made under section 24.

Availability to the public

(5) The Minister and the Corporation shall make copies of the accountability agreement available to the public on a Government of Ontario website and on the Corporation's website.

Minutes of board meetings

5.2 The Corporation shall give a copy of the minutes of each meeting of its board of directors to the Minister within 45 days after the date of the meeting.

Auditor General

5.3 The Auditor General may, at any time, audit any aspect of the operations of the Corporation.

2. Les renseignements publics à l'égard du rendement du constructeur au cours des 10 années précédentes.
3. L'évaluation des risques effectuée par la Société à l'égard du constructeur.
4. Les renseignements qui, de l'avis du registraire, sont dans l'intérêt public.
5. Les autres renseignements précisés par les règlements pris en vertu de l'article 24.

6. L'article 4 de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe 2 (2)» par «à l'article 2» à la fin de l'article.

7. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Entente de responsabilisation

5.1 (1) Au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur du présent article, le ministre et la Société concluent une entente de responsabilisation à l'égard des services que la Société doit fournir en application de la présente loi.

Contenu

(2) L'entente de responsabilisation doit comprendre, au minimum, des engagements à l'égard du contenu précisé par les règlements pris en vertu de l'article 24.

Conditions du ministre

(3) Sur remise à la Société de l'avis qu'il estime raisonnable dans les circonstances, le ministre peut modifier une condition de l'entente de responsabilisation, en ajouter une ou en supprimer une si les conditions suivantes sont remplies :

- a) la condition concerne l'application de la Loi;
- b) le ministre estime qu'il est souhaitable de ce faire dans l'intérêt public.

Absence d'entente

(4) Si le ministre et la Société n'arrivent pas à conclure une entente de responsabilisation au moyen de négociations, le ministre peut fixer les modalités de l'entente, qui doit comprendre, au minimum, des engagements à l'égard du contenu précisé par les règlements pris en vertu de l'article 24.

Mise à la disposition du public

(5) Le ministre et la Société mettent des copies de l'entente de responsabilisation à la disposition du public sur un site Web du gouvernement de l'Ontario et sur celui de la Société.

Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration

5.2 La Société remet une copie du procès-verbal de chaque réunion de son conseil d'administration au ministre au plus tard 45 jours après la date de la réunion.

Vérificateur général

5.3 Le vérificateur général peut, en tout temps, vérifier tout aspect des activités de la Société.

8. Section 7 of the Act is amended by adding the following subsection:

Disclosure of business names

(4) For the purposes of enabling a determination to be made under clauses (1) (b) and (c), an applicant who seeks to be registered as a builder or a registrant who seeks to have a registration as a builder renewed shall provide to the Registrar in writing a list of all names under which the applicant or registrant and any associated builders have conducted business as a builder in the 10 years preceding the application for registration or renewal.

9. (1) Subsection 13 (4) of the Act is amended by adding "Subject to subsection (4.1)" at the beginning.

(2) Section 13 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same, condominium dwelling unit

(4.1) In the case of a condominium dwelling unit, a warranty under subsection (1) applies only in respect of claims made within five years after the warranty takes effect if the claim is for any of the following reasons:

1. The home is not constructed in a workmanlike manner.
2. There are defects in windows, doors and caulking and other material, such that the building envelope of the home does not prevent water penetration.
3. There are defects in the work in respect of material mentioned in paragraph 2.
4. There are defects in material and work in respect of,
 - i. electrical, plumbing or heating delivery and distribution systems, or
 - ii. exterior cladding of the home resulting in detachment, displacement or physical deterioration.
5. There are violations of the Ontario Building Code under which the building permit was issued affecting health and safety including, but not limited to, fire safety, insulation, air and vapour barriers, ventilation, heating and structural adequacy.
6. There are major structural defects.

Same

(4.2) In subsection (4.1),

"building envelope" means the wall and roof assemblies that contain the building space, and includes all those elements of the assemblies that contribute to the separa-

8. L'article 7 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Divulgaration des noms commerciaux

(4) Afin de permettre que soit prise une décision en application des alinéas (1) b) et c), l'auteur de la demande qui cherche à se faire inscrire à titre de constructeur ou la personne inscrite qui cherche à faire renouveler une inscription à titre de constructeur fournit au registrateur une liste écrite de tous les noms commerciaux sous lesquels lui-même ainsi que tout constructeur associé ont exploité une entreprise à titre de constructeur au cours des 10 années précédant la demande d'inscription ou de renouvellement d'une inscription.

9. (1) Le paragraphe 13 (4) de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve du paragraphe (4.1),» au début du paragraphe.

(2) L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : unité condominiale d'habitation

(4.1) Dans le cas d'une unité condominiale d'habitation, la garantie prévue au paragraphe (1) ne s'applique qu'aux réclamations faites dans les cinq ans qui suivent la date d'entrée en vigueur de la garantie si elles sont faites pour l'une des raisons suivantes :

1. Le logement n'est pas construit selon les méthodes reconnues dans la construction.
2. Les fenêtres, les portes, le calfeutrage et les autres matériaux comportent des vices de sorte que l'enveloppe du logement n'empêche pas la pénétration des eaux.
3. Le travail se rapportant aux matériaux mentionnés à la disposition 2 comporte des vices.
4. Les matériaux et le travail comportent des vices se rapportant :
 - i. soit aux réseaux de distribution de l'électricité, de la plomberie ou du chauffage,
 - ii. soit à l'habillage extérieur du logement, ce qui entraîne le détachement, le déplacement ou la détérioration physique.
5. Le logement est visé par des contraventions aux dispositions du règlement intitulé *Ontario Building Code*, aux termes duquel le permis de construire a été délivré, lesquelles touchent la santé et la sécurité, notamment la sécurité en matière d'incendie, l'isolation, les pare-air et pare-vapeur, la ventilation, le chauffage et la solidité structurelle.
6. Le logement comporte des vices de construction importants.

Idem

(4.2) Les définitions qui suivent s'appliquent au paragraphe (4.1).

«enveloppe» L'assemblage des murs et du toit qui contient l'espace à construire. S'entend en outre des éléments de l'assemblage qui contribuent à la séparation

tion of the outdoor and indoor environments so that the indoor environment can be controlled within acceptable limits; (“enveloppe”)

“delivery and distribution systems” includes all wires, conduits, pipes, junctions, switches, receptacles and seals, but does not include appliances, fittings and fixtures; (“réseaux de distribution”)

“exterior cladding” means all exterior wall coverings and includes siding and above-grade masonry as required and detailed in the relevant sections of the Ontario Building Code under which the building permit was issued. (“habillage extérieur”)

10. The Act is amended by adding the following section:

Timelines

13.1 (1) If an owner submits a claim form for a home in accordance with the requirements for claim forms in the regulations, the builder shall have until the end of the 30th day after the date on which the Corporation receives the form to repair or resolve the claim items that are listed on the form and covered by a warranty.

Same

(2) If the builder does not repair or resolve all of the claim items that are listed on the form and covered by a warranty, the owner may request a conciliation by contacting the Corporation at any time from the 31st day until the end of the 60th day after the date on which the Corporation receives the form under subsection (1).

Same

(3) If the owner requests a conciliation under subsection (2), the builder shall have until the end of the 30th day after the date of the owner’s request to repair or resolve all of the claim items that are listed on the form and covered by a warranty.

Transition

(4) Claims submitted before the day this section comes into force shall be dealt with in accordance with the regulations under clause 24 (b).

11. Clause 15 (a) of the Act is amended by adding “or a corporation for a conversion condominium” after “a condominium corporation”.

12. Section 17 of the Act is amended by adding the following subsection:

Time

(3.1) The Corporation shall complete its efforts to effect conciliation within the prescribed time.

13. (1) The portion of subsection 23 (1) of the Act before clause (a) is repealed and the following substituted:

(1) Subject to the approval of the Minister, the Corporation may make by-laws,

de l’environnement extérieur et intérieur permettant la maîtrise de ce dernier dans des limites acceptables. («building envelope»)

«habillage extérieur» L’ensemble des parements des murs extérieurs. S’entend en outre du bardage et de la maçonnerie en surface qu’exigent et précisent les articles applicables du règlement intitulé *Ontario Building Code*, aux termes duquel le permis de construire a été délivré. («exterior cladding»)

«réseaux de distribution» L’ensemble des fils, conduites, tuyaux, raccordements, interrupteurs, réceptacles et joints d’étanchéité, à l’exclusion toutefois des appareils ménagers, installations et agencements. («delivery and distribution systems»)

10. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Délais

13.1 (1) Si un propriétaire remet une formule de réclamation à l’égard d’un logement conformément aux exigences des règlements relatives aux formules de réclamation, le constructeur a jusqu’à la fin du 30^e jour qui suit le jour de réception de la formule par la Société pour réparer les articles ou régler les questions énumérés sur la formule et faisant l’objet d’une garantie.

Idem

(2) Si le constructeur ne répare pas les articles ou ne règle pas les questions énumérés sur la formule et faisant l’objet d’une garantie, le propriétaire peut demander une conciliation en contactant la Société au cours de la période allant du 31^e jour à la fin du 60^e jour qui suit le jour de réception par la Société de la formule visée au paragraphe (1).

Idem

(3) Si le propriétaire demande une conciliation en vertu du paragraphe (2), le constructeur a jusqu’à la fin du 30^e jour qui suit la date de la demande du propriétaire pour réparer les articles ou régler toutes les questions énumérés sur la formule et faisant l’objet d’une garantie.

Disposition transitoire

(4) Les réclamations remises avant le jour de l’entrée en vigueur du présent article sont traitées conformément aux règlements pris en vertu de l’alinéa 24 b).

11. L’alinéa 15 a) de la Loi est modifié par insertion de «ou l’association de condominiums convertis» après «l’association condominiale».

12. L’article 17 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Délai

(3.1) La Société mène à bien ses efforts pour procéder à la conciliation dans le délai prescrit.

13. (1) Le passage du paragraphe 23 (1) de la Loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Sous réserve de l’approbation du ministre, la Société peut, par règlement administratif :

(2) Subsection 23 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(0.a) defining “conversion condominium” for the purposes of this Act;

(3) Clause 23 (1) (n) of the Act is amended by adding “subject to section 24” at the beginning.

14. The Act is amended by adding the following section:

Regulations

24. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

(a) specifying the minimum content to be contained in an accountability agreement required under section 5.1;

(b) governing transitional matters that, in the opinion of the Lieutenant Governor in Council, are necessary or desirable to facilitate the implementation of the *Tarion Accountability and Oversight Act, 2013*.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

15. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Section 5 comes into force six months after the day this Act receives Royal Assent.

Short title

16. The short title of this Act is the *Tarion Accountability and Oversight Act, 2013*.

(2) Le paragraphe 23 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

0.a) définir le terme «condominium converti» pour l’application de la présente loi;

(3) L’alinéa 23 (1) n) de la Loi est modifié par insertion de «sous réserve de l’article 24,» au début de l’alinéa.

14. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Rèlements

24. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) préciser le contenu minimal de l’entente de responsabilisation exigée par l’article 5.1;

b) régir les questions transitoires qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables pour faciliter la mise en application de la *Loi de 2013 sur la responsabilisation et la surveillance de Tarion*.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

15. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) L’article 5 entre en vigueur six mois après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

16. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la responsabilisation et la surveillance de Tarion*.

A23N
XB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 140

**An Act to amend
the Taxation Act, 2007
to implement a promoting
educational success tax credit**

Mr. R. Leone

Private Member's Bill

1st Reading November 26, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 140

**Loi modifiant la
Loi de 2007 sur les impôts
pour instaurer un crédit d'impôt
favorisant la réussite scolaire**

M. R. Leone

Projet de loi de député

1^{re} lecture 26 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Taxation Act, 2007* to implement a promoting educational success tax credit. The tax credit is non-refundable and is available to employers who pay the fees for qualifying employees to enrol in high school credit courses through correspondence or to register to take the GED tests. The tax credit is 25 per cent of the fees paid by the employer. A qualifying employee is an individual who satisfies such criteria as may be prescribed by the Minister of Finance.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2007 sur les impôts* pour instaurer un crédit d'impôt favorisant la réussite scolaire. Ce crédit d'impôt, non remboursable, est offert aux employeurs qui paient, pour des employés admissibles, les droits d'inscription à des cours par correspondance donnant droit à un crédit d'école secondaire ou les droits d'inscription aux tests GED. Il correspond à 25 % des droits payés par l'employeur. Est un employé admissible tout particulier qui satisfait aux critères prescrits par le ministre des Finances.

**An Act to amend
the Taxation Act, 2007
to implement a promoting
educational success tax credit**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Taxation Act, 2007* is amended by adding the following Part:

**PART IV.0.1
PROMOTING EDUCATIONAL
SUCCESS TAX CREDIT**

Promoting educational success tax credit

103.1.2 (1) A taxpayer may deduct from the amount of tax otherwise payable under this Act, for a taxation year ending after this section comes into force, a tax credit not exceeding the lesser of,

- (a) the amount of tax payable by the taxpayer under this Act for the year before making a deduction under this section; and
- (b) the amount equal to 25 per cent of the total of all amounts each of which is an eligible fee incurred by the taxpayer in the year.

Eligible fee

(2) An eligible fee means a fee paid, either directly or indirectly, by a taxpayer on behalf of a qualifying employee for the purpose of the employee,

- (a) enrolling in a high school credit course under the distance education program established by the Ontario Educational Communications Authority under section 16 of the *Ontario Educational Communications Authority Act*; or
- (b) registering to take the GED tests through the Ontario Educational Communications Authority.

Qualifying employee

(3) For the purposes of subsection (2), an individual is a qualifying employee of a taxpayer if he or she satisfies such criteria as may be prescribed by the Minister of Finance.

Partnerships

(4) If a taxpayer is a partner in a partnership, but is not a limited partner, and the partnership would qualify for a

**Loi modifiant la
Loi de 2007 sur les impôts
pour instaurer un crédit d'impôt
favorisant la réussite scolaire**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi de 2007 sur les impôts* est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE IV.0.1
CRÉDIT D'IMPÔT FAVORISANT
LA RÉUSSITE SCOLAIRE**

Crédit d'impôt favorisant la réussite scolaire

103.1.2 (1) Le contribuable peut déduire de l'impôt payable par ailleurs en application de la présente loi, pour une année d'imposition se terminant après l'entrée en vigueur du présent article, un crédit d'impôt qui ne dépasse pas le moindre des montants suivants :

- a) l'impôt payable par le contribuable pour l'année en application de la présente loi avant qu'il fasse une déduction en vertu du présent article;
- b) le montant égal à 25 % du total de tous les montants dont chacun représente des droits admissibles engagés par le contribuable pendant l'année.

Droits admissibles

(2) Les droits admissibles s'entendent des droits versés, directement ou indirectement, par un contribuable au nom d'un employé admissible afin que ce dernier :

- a) soit s'inscrive à un cours donnant droit à un crédit d'école secondaire dans le cadre du programme d'enseignement à distance créé par l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario en vertu de l'article 16 de la *Loi sur l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario*;
- b) soit s'inscrive aux tests GED par l'intermédiaire de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario.

Employé admissible

(3) Pour l'application du paragraphe (2), un particulier est un employé admissible du contribuable s'il satisfait aux critères prescrits par le ministre des Finances.

Sociétés de personnes

(4) Dans le cas où le contribuable est un associé d'une société de personnes, mais non un commanditaire, et où la

fiscal period ending in a taxation year of the partner for a tax credit under this section if the partnership were a corporation or individual and its fiscal period were its taxation year, the portion of the amount of the partnership's eligible fees that may reasonably be considered to be the partner's share of that amount may be included in determining the partner's total eligible fees for the partner's taxation year.

Application of section

(5) A taxpayer may only claim a credit under this section if the Federal Minister has agreed to make such amendments to the collection agreement referred to in subsection 161 (1) as are necessary to authorize the administration of the tax credit by the Canada Revenue Agency on behalf of the Minister of Finance.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Promoting Educational Success Tax Credit Act, 2013*.

société serait admissible, pour un exercice se terminant pendant une année d'imposition de l'associé, au crédit d'impôt prévu au présent article si la société était une personne morale ou physique et que son exercice correspondait à son année d'imposition, la portion du montant des droits admissibles de la société qui peut être raisonnablement considérée comme la part de l'associé peut entrer dans le calcul du total des droits admissibles de l'associé pour son année d'imposition.

Application de l'article

(5) Le contribuable ne peut demander le crédit d'impôt prévu au présent article que si le ministre fédéral a convenu d'apporter, à l'accord de perception visé au paragraphe 161 (1), les modifications nécessaires pour autoriser l'Agence du revenu du Canada à administrer le crédit d'impôt au nom du ministre des Finances.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur le crédit d'impôt favorisant la réussite scolaire*.

A 20 N
4 B
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 141

**An Act to enact
the Infrastructure for Jobs
and Prosperity Act, 2013**

The Hon. G. Murray
Minister of Infrastructure

Government Bill

1st Reading November 26, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 141

**Loi édictant la Loi de 2013
sur l'infrastructure au service
de l'emploi et de la prospérité**

L'honorable G. Murray
Ministre de l'Infrastructure

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 26 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Infrastructure for Jobs and Prosperity Act, 2013*. Highlights of the Act include the following:

1. The Government, and every broader public sector entity (as defined in section 2), must consider a specified list of infrastructure planning principles when making decisions respecting infrastructure. (Section 3.)
2. The Minister of Infrastructure must periodically develop a long-term infrastructure plan setting out, among other things, a description of the current state of wholly or partly Government-owned infrastructure assets, a description of the Government's anticipated infrastructure needs for at least the next 10 years, and a strategy to meet those needs. Each long-term infrastructure plan must be made public. (Sections 4 and 5.)
3. The Government must consider a specified list of criteria when evaluating and prioritizing proposed projects for the construction of infrastructure assets. (Section 6.)
4. Subject to specified limitations, the Government must require that architects and persons with demonstrable expertise in and experience with design relating to infrastructure assets be involved in the design of certain infrastructure assets. (Section 7.)
5. The Government must require that certain numbers of apprentices be employed or engaged in the construction or maintenance by the Government of infrastructure assets. (Section 8.)
6. The Minister of Infrastructure must consult with potentially affected persons or bodies before a regulation may be made under the Act. (Subsection 11 (2).)

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2013 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité* dont voici les grandes lignes :

1. Le gouvernement et chaque entité du secteur parapublic (termes définis à l'article 2) doivent tenir compte d'une liste déterminée de principes en matière de planification de l'infrastructure lorsqu'ils prennent des décisions relatives à l'infrastructure. (article 3)
2. Le ministre de l'Infrastructure élabore périodiquement un plan d'infrastructure à long terme qui comprend notamment une description de l'état actuel des biens d'infrastructure que le gouvernement détient en propriété exclusive ou non exclusive, une description des besoins prévus du gouvernement en matière d'infrastructure pour au moins les 10 prochaines années et une stratégie pour satisfaire à ces besoins. Chaque plan d'infrastructure à long terme doit être rendu public. (articles 4 et 5)
3. Le gouvernement doit prendre en considération une liste déterminée de critères lors de l'évaluation et de la hiérarchisation des travaux proposés pour la construction de biens d'infrastructure. (article 6)
4. Sous réserve des restrictions précisées, le gouvernement doit exiger que des architectes et des personnes ayant une expertise et une expérience manifestes dans la conception se rapportant aux biens d'infrastructure participent à la conception de certains biens d'infrastructure. (article 7)
5. Le gouvernement doit exiger qu'un certain nombre d'apprentis soient employés ou engagés aux fins de la construction ou de l'entretien, par le gouvernement, de biens d'infrastructure. (article 8)
6. Le ministre de l'Infrastructure doit, avant de prendre un règlement en vertu de la Loi, consulter les personnes ou les organismes qui risquent d'être touchés. (paragraphe 11 (2))

**An Act to enact
the Infrastructure for Jobs
and Prosperity Act, 2013**

**Loi édictant la Loi de 2013
sur l'infrastructure au service
de l'emploi et de la prospérité**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

CONTENTS

SOMMAIRE

PURPOSE AND INTERPRETATION

OBJET ET INTERPRÉTATION

- 1. Purpose
- 2. Definitions

- 1. Objet
- 2. Définitions

INFRASTRUCTURE PLANNING PRINCIPLES

PRINCIPES DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE

- 3. Principles

- 3. Principes

LONG-TERM INFRASTRUCTURE PLANS

PLANS D'INFRASTRUCTURE À LONG TERME

- 4. Long-term infrastructure plans
- 5. Publication

- 4. Plans d'infrastructure à long terme
- 5. Publication

OTHER INFRASTRUCTURE-RELATED REQUIREMENTS

AUTRES EXIGENCES EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURE

- 6. Criteria for prioritizing foundational infrastructure projects
- 7. Requirements respecting architects, others
- 8. Requirements respecting apprentices

- 6. Critères de hiérarchisation des travaux d'infrastructure de base
- 7. Exigences à l'égard des architectes et autres personnes
- 8. Exigences à l'égard des apprentis

OTHER MATTERS

AUTRES QUESTIONS

- 9. No cause of action
- 10. Existing obligations continue

- 9. Aucune cause d'action
- 10. Maintien des obligations existantes

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

- 11. Regulations

- 11. Règlements

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

- 12. Commencement
- 13. Short title

- 12. Entrée en vigueur
- 13. Titre abrégé

PURPOSE AND INTERPRETATION

OBJET ET INTERPRÉTATION

Purpose

Objet

1. The purpose of this Act is to establish mechanisms to encourage principled, evidence-based and strategic long-term infrastructure planning that supports job creation and training opportunities, economic growth and protection of the environment, and to incorporate design excellence into infrastructure planning.

1. La présente loi a pour objet de mettre en place des mécanismes qui favorisent une planification stratégique à long terme de l'infrastructure s'appuyant sur des principes et des données probantes et soutenant la création d'emplois et les occasions de formation, la croissance économique et la protection de l'environnement et qui intègrent l'excellence de la conception dans cette planification.

Definitions

Définitions

- 2. In this Act,

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

“broader public sector entity” means,

«bien d'infrastructure» Tout ou partie d'une structure physique, installation ou autre chose comprise dans la

- (a) a municipality as defined in subsection 1 (1) of the *Municipal Act, 2001*,
- (b) a local board, as defined in subsection 1 (1) of the *Municipal Act, 2001*,
- (c) a board, as defined in subsection 1 (1) of the *Education Act*,
- (d) any post-secondary educational institution in Ontario that receives regular operating funding from the Government,
- (e) a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act*,
- (f) a board of health, as defined in subsection 1 (1) of the *Health Protection and Promotion Act*, and
- (g) any other persons or entities prescribed for the purposes of this definition; (“entité du secteur parapublic”)

“construction” includes reconstruction, improvement, extension, alteration, replacement and repairs; (“construction”)

“Government” means,

- (a) the Government of Ontario and the Crown in right of Ontario,
- (b) a ministry of the Government of Ontario,
- (c) a Crown agency, other than a college of applied arts and technology established under the *Ontario Colleges of Applied Arts and Technology Act, 2002*, and
- (d) any board, commission, authority or unincorporated body of the Crown; (“gouvernement”)

“infrastructure” means the physical structures and associated facilities that form the foundation of development, and by or through which a public service is provided to Ontarians, such as highways, bridges, bicycle paths, drinking water systems, hospitals, courthouses and schools, as well as any other thing by or through which a public service is provided to Ontarians that may be prescribed, but does not include,

- (a) infrastructure relating to the generation, transmission, distribution and sale of electricity, including generation facilities, transmission systems, distribution systems, and structures, equipment and other things connected to the IESO-controlled grid, as these terms are defined in subsection 2 (1) of the *Electricity Act, 1998*,
- (b) any other thing wholly or partly owned or leased by Hydro One Inc., Ontario Power Generation Inc., or a subsidiary of either of them, and
- (c) any prescribed physical structures or facilities; (“infrastructure”)

“infrastructure asset” means all or part of any single physical structure, facility, or other thing that falls within the definition of “infrastructure” in this section; (“bien d’infrastructure”)

définition de «infrastructure» au présent article. («infrastructure asset»)

«construction» S’entend en outre de la reconstruction, de l’aménagement, de l’agrandissement, des modifications, du remplacement et des réparations. («construction»)

«entité du secteur parapublic» S’entend de ce qui suit :

- a) une municipalité au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;
- b) un conseil local au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;
- c) un conseil au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l’éducation*;
- d) tout établissement d’enseignement postsecondaire de l’Ontario qui reçoit des fonds de fonctionnement permanents du gouvernement;
- e) un hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*;
- f) un conseil de santé au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*;
- g) les autres personnes ou entités prescrites pour l’application de la présente définition. («broader public sector entity»)

«gouvernement» S’entend de ce qui suit :

- a) le gouvernement de l’Ontario et la Couronne du chef de l’Ontario;
- b) un ministère du gouvernement de l’Ontario;
- c) un organisme de la Couronne, à l’exclusion d’un collège d’arts appliqués et de technologie ouvert en vertu de la *Loi de 2002 sur les collèges d’arts appliqués et de technologie de l’Ontario*;
- d) un conseil, une commission, un office ou un organisme sans personnalité morale de la Couronne. («Government»)

«infrastructure» L’ensemble des structures physiques et des installations connexes qui constituent le fondement du développement et grâce auxquelles un service public est fourni à la population ontarienne, telles que les voies publiques, les ponts, les pistes cyclables, les réseaux d’eau potable, les hôpitaux, les palais de justice et les écoles, ainsi que toute autre chose prescrite grâce à laquelle un service public est ainsi fourni, à l’exclusion toutefois de ce qui suit :

- a) l’infrastructure relative à la production, au transport, à la distribution et à la vente de l’électricité, y compris les installations de production, les réseaux de transport et de distribution et les constructions, le matériel et les autres choses reliés au réseau dirigé par la SIERE, au sens que le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1998 sur l’électricité* donne à ces termes;
- b) toute autre chose dont Hydro One Inc., Ontario Power Generation Inc., ou l’une de leurs filiales est, en tout ou en partie, propriétaire ou preneur à bail;

“Minister” means the Minister of Infrastructure or such other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act may be assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

INFRASTRUCTURE PLANNING PRINCIPLES

Principles

3. The Government, and every broader public sector entity, shall consider the following principles when making decisions respecting infrastructure:

1. Infrastructure planning and investment should take a long-term view, and decision-makers should take into account the needs of Ontarians by being mindful of, among other things, demographic and economic trends in Ontario.
2. Infrastructure planning and investment should take into account any applicable budgets or fiscal plans, such as fiscal plans released under the *Fiscal Transparency and Accountability Act, 2004* and budgets adopted under Part VII of the *Municipal Act, 2001* or Part VII of the *City of Toronto Act, 2006*.
3. Infrastructure priorities should be clearly identified in order to better inform investment decisions respecting infrastructure.
4. Infrastructure planning and investment should ensure the continued provision of core public services, such as health care and education.
5. Infrastructure planning and investment should promote economic competitiveness, productivity, job creation and training opportunities.
6. Infrastructure planning and investment should foster innovation by creating opportunities to make use of innovative technologies, services and practices, particularly where doing so would utilize technology, techniques and practices developed in Ontario.
7. Infrastructure planning and investment should be evidence based and transparent, and, subject to any restrictions or prohibitions under an Act or otherwise by law on the collection, use or disclosure of information,

- c) les structures physiques ou installations prescrites. («infrastructure»)

«ministre» Le ministre de l'Infrastructure ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi peut être assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

PRINCIPES DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE

Principes

3. Le gouvernement et chaque entité du secteur parapublic tiennent compte des principes suivants lorsqu'ils prennent des décisions relatives à l'infrastructure :

1. La planification et les investissements en matière d'infrastructure devraient être envisagés à long terme et les décideurs devraient tenir compte des besoins de la population ontarienne en étant attentifs, entre autres, aux tendances démographiques et économiques en Ontario.
2. La planification et les investissements en matière d'infrastructure devraient tenir compte des budgets ou des plans financiers applicables, tels que les plans financiers rendus publics en application de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières* et les budgets adoptés en vertu de la partie VII de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de la partie VII de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*.
3. Les priorités en matière d'infrastructure devraient être clairement définies de façon à mieux éclairer les décisions d'investissement concernant l'infrastructure.
4. La planification et les investissements en matière d'infrastructure devraient assurer le maintien des principaux services publics comme les soins de santé et l'enseignement.
5. La planification et les investissements en matière d'infrastructure devraient promouvoir la compétitivité économique, la productivité, la création d'emplois et les occasions de formation.
6. La planification et les investissements en matière d'infrastructure devraient favoriser l'innovation en créant des occasions de tirer parti de technologies, de services et de pratiques novateurs, tout particulièrement lorsqu'ils ont été développés en Ontario.
7. La planification et les investissements en matière d'infrastructure devraient s'appuyer sur des données probantes et être transparents et, sous réserve des restrictions ou des interdictions prévues par une loi ou par ailleurs en droit à l'égard de la collecte, de l'utilisation ou de la divulgation de renseignements :

- i. investment decisions respecting infrastructure should be made on the basis of information that is either publicly available or is made available to the public, and
 - ii. information with implications for infrastructure planning should be shared between the Government and broader public sector entities, and should factor into investment decisions respecting infrastructure.
8. Where provincial or municipal plans or strategies have been established in Ontario, under an Act or otherwise, but do not bind or apply to the Government or the broader public sector entity, as the case may be, the Government or broader public sector entity should nevertheless be mindful of those plans and strategies and make investment decisions respecting infrastructure that support them, to the extent that they are relevant. Examples of plans and strategies to which this paragraph may apply include,
- i. policy statements issued under section 3 of the *Planning Act*, and provincial plans as defined by that Act,
 - ii. municipal water sustainability plans submitted under the *Water Opportunities Act, 2010*,
 - iii. the Lake Simcoe Protection Plan established under the *Lake Simcoe Protection Act, 2008*, and
 - iv. transportation plans adopted under the *Metro-linx Act, 2006*.
9. Infrastructure planning and investment should minimize the impact of infrastructure on the environment and respect and help maintain ecological and biological diversity, and infrastructure should be designed to be resilient to the effects of climate change.
10. Any other principles that may be prescribed for the Government or the broader public sector entity, as the case may be.

LONG-TERM INFRASTRUCTURE PLANS

Long-term infrastructure plans

4. (1) The Minister shall, in accordance with the timing requirements set out in subsection (2),
- (a) develop long-term infrastructure plans containing the information set out in subsection (3); and
 - (b) table the long-term infrastructure plans in the Assembly or, if the Assembly is not sitting, deposit them with the Clerk of the Assembly.

Timing requirements

- (2) Long-term infrastructure plans shall be developed and tabled or deposited in accordance with the following timing requirements:

- i. les décisions d'investissement concernant l'infrastructure devraient être fondées sur des renseignements publiquement accessibles ou mis à la disposition du public,
 - ii. les renseignements susceptibles d'influer sur la planification en matière d'infrastructure devraient être partagés entre le gouvernement et les entités du secteur parapublic et entrer en ligne de compte dans les décisions d'investissement concernant l'infrastructure.
8. Si des stratégies ou des plans provinciaux ou municipaux ont été établis en Ontario dans le cadre d'une loi ou autrement, mais qu'ils ne lient pas le gouvernement ou l'entité du secteur parapublic, selon le cas, ou ne s'appliquent pas à eux, le gouvernement ou l'entité devrait quand même en tenir compte et prendre des décisions d'investissement concernant l'infrastructure qui les appuient, dans la mesure où ils sont pertinents. La présente disposition peut s'appliquer notamment aux stratégies et plans suivants :
- i. les déclarations de principes faites en vertu de l'article 3 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, et les plans provinciaux au sens de cette loi,
 - ii. les plans de durabilité des eaux municipales présentés en vertu de la *Loi de 2010 sur le développement des technologies de l'eau*,
 - iii. le Plan de protection du lac Simcoe établi en application de la *Loi de 2008 sur la protection du lac Simcoe*,
 - iv. les plans de transport adoptés en vertu de la *Loi de 2006 sur Metrolinx*.
9. La planification et les investissements en matière d'infrastructure devraient réduire au minimum l'incidence de l'infrastructure sur l'environnement, respecter la diversité écologique et biologique et contribuer à son maintien, et l'infrastructure devrait être conçue de façon à pouvoir résister aux effets des changements climatiques.
10. Les autres principes prescrits à l'intention du gouvernement ou de l'entité du secteur parapublic, selon le cas.

PLANS D'INFRASTRUCTURE À LONG TERME

Plans d'infrastructure à long terme

4. (1) Le ministre fait ce qui suit, dans les délais prévus au paragraphe (2) :
- a) il élabore des plans d'infrastructure à long terme contenant les renseignements énoncés au paragraphe (3);
 - b) il dépose les plans d'infrastructure à long terme devant l'Assemblée ou auprès du greffier de l'Assemblée si celle-ci ne siège pas.

Délais à respecter

- (2) Les plans d'infrastructure à long terme sont élaborés et déposés dans les délais suivants :

1. The first long-term infrastructure plan shall be developed and tabled or deposited no later than three years after the day this section comes into force.
2. Thereafter, each subsequent long-term infrastructure plan shall be developed and tabled or deposited no later than five years after the day the previous plan was tabled or deposited.

Contents

(3) Each long-term infrastructure plan shall include the following information:

1. A description of the state, as of the date or during the period specified in the plan, of the infrastructure wholly or partly owned by the Government, including,
 - i. an inventory of the infrastructure,
 - ii. a valuation of the infrastructure,
 - iii. the age of infrastructure assets, and
 - iv. the condition of infrastructure assets.
2. A description of the Government's anticipated infrastructure requirements, including improvements to existing infrastructure assets and the acquisition of new infrastructure assets, for at least the 10 years following the development of the plan.
3. A strategy to meet the infrastructure requirements identified under paragraph 2.
4. Any other information that the Minister determines should be included in the plan.

Application of principles

(4) For greater certainty, the Minister shall consider the principles set out in section 3 in developing strategies for the purposes of paragraph 3 of subsection (3).

Publication

5. (1) The Minister shall publish each long-term infrastructure plan tabled or deposited under section 4 on a Government of Ontario website.

Archive

(2) The Minister shall maintain an archive of the long-term infrastructure plans tabled or deposited under section 4.

OTHER INFRASTRUCTURE-RELATED REQUIREMENTS

Criteria for prioritizing foundational infrastructure projects

6. (1) When evaluating and prioritizing proposed projects for the construction of an infrastructure asset, the Government shall consider,

- (a) whether the infrastructure asset is planned for in, or is contemplated by, any provincial or municipal plan or strategy to which paragraph 8 of section 3 may apply, regardless of whether it binds or applies

1. Le premier plan d'infrastructure à long terme est élaboré et déposé au plus tard trois ans après le jour de l'entrée en vigueur du présent article.
2. Par la suite, chaque plan d'infrastructure à long terme subséquent est élaboré et déposé au plus tard cinq ans après le jour du dépôt du plan précédent.

Contenu

(3) Chaque plan d'infrastructure à long terme comprend les renseignements suivants :

1. Une description de l'état, à la date ou pendant la période que précise le plan, de l'infrastructure que le gouvernement détient en propriété exclusive ou non exclusive, y compris :
 - i. un inventaire de l'infrastructure,
 - ii. une évaluation de l'infrastructure,
 - iii. l'âge des biens d'infrastructure,
 - iv. l'état des biens d'infrastructure.
2. Une description des besoins prévus du gouvernement en matière d'infrastructure pour au moins les 10 années suivant l'élaboration du plan, notamment en ce qui a trait à l'amélioration des biens d'infrastructure existants et à l'acquisition de nouveaux biens d'infrastructure.
3. Une stratégie pour satisfaire aux besoins en matière d'infrastructure décrits en application de la disposition 2.
4. Les autres renseignements qui, selon le ministre, devrait figurer dans le plan.

Application des principes

(4) Il est entendu que le ministre tient compte des principes énoncés à l'article 3 lors de l'élaboration de stratégies pour l'application de la disposition 3 du paragraphe (3).

Publication

5. (1) Le ministre publie chaque plan d'infrastructure à long terme déposé en application de l'article 4 sur un site Web du gouvernement de l'Ontario.

Dossier

(2) Le ministre conserve en archives les plans d'infrastructure à long terme déposés en application de l'article 4.

AUTRES EXIGENCES EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURE

Critères de hiérarchisation des travaux d'infrastructure de base

6. (1) Lors de l'évaluation et de la hiérarchisation des travaux proposés pour la construction d'un bien d'infrastructure, le gouvernement prend en considération ce qui suit :

- a) la question de savoir si le bien d'infrastructure est prévu ou envisagé dans le cadre d'une stratégie ou d'un plan provincial ou municipal auquel peut s'appliquer la disposition 8 de l'article 3, que la

to the Government, or by a long-term infrastructure plan published under subsection 5 (1);

- (b) all related capital costs and operating costs that are reasonably expected to arise over the expected useful life of the infrastructure asset; and
- (c) whether the construction of the infrastructure asset would reasonably be expected to,
 - (i) be a long-term return on investment,
 - (ii) stimulate productivity and economic competitiveness,
 - (iii) maximize tax assessment values and tax base growth,
 - (iv) support any other public policy goals of the Government of Ontario or of any affected municipalities in Ontario, and
 - (v) provide a foundation for further infrastructure projects.

Additional criteria

(2) The Minister may, subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, develop and issue additional criteria required to be considered under subsection (1).

Consultation required before issuing criteria

(3) Before issuing criteria under subsection (2), the Minister shall consult, in the manner that the Minister considers appropriate, with any persons or bodies that the Minister considers appropriate given the content of the proposed criteria, including any potentially affected ministries, Crown agencies or broader public sector entities.

Publication

(4) The Minister shall publish any criteria issued under subsection (2) on a Government of Ontario website.

Transition

(5) This section does not apply with respect to any infrastructure projects that receive approval to proceed to construction before the day this section comes into force.

Requirements respecting architects, others

7. (1) The Government shall require the following persons to be involved in the preparation of a design for the construction of every infrastructure asset described in subsection (2), unless it is not practicable in the circumstances:

1. An architect as defined in section 1 of the *Architects Act*.
2. A person, other than an architect, with demonstrable expertise in and experience with design in relation to infrastructure assets.

stratégie ou le plan lie ou non le gouvernement ou s'applique ou non à lui, ou encore dans le cadre d'un plan d'infrastructure à long terme publié en application du paragraphe 5 (1);

- b) tous les coûts en immobilisations et frais d'exploitation connexes auxquels on peut raisonnablement s'attendre au cours de la durée de vie utile prévue du bien d'infrastructure;
- c) la question de savoir s'il y a raisonnablement lieu de s'attendre à ce que la construction du bien d'infrastructure, selon le cas :
 - (i) soit un investissement rentable à long terme,
 - (ii) stimule la productivité et la compétitivité économique,
 - (iii) optimise les évaluations foncières et la croissance de l'assiette fiscale,
 - (iv) soutienne les autres objectifs des politiques publiques du gouvernement de l'Ontario ou des municipalités de l'Ontario qui sont touchées,
 - (v) serve de point de départ à d'autres travaux d'infrastructure.

Critères additionnels

(2) Le ministre peut, sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, élaborer et énoncer des critères additionnels à prendre en considération en application du paragraphe (1).

Consultation préalable à l'énoncé de critères

(3) Avant d'énoncer des critères en vertu du paragraphe (2), le ministre consulte, de la manière qu'il estime appropriée, les personnes ou organismes qu'il estime appropriés compte tenu de la teneur des critères proposés, y compris les ministères, les organismes de la Couronne et les entités du secteur parapublic qui risquent d'être touchés par ceux-ci.

Publication

(4) Le ministre publie les critères énoncés en vertu du paragraphe (2) sur un site Web du gouvernement de l'Ontario.

Disposition transitoire

(5) Le présent article ne s'applique pas à l'égard des travaux d'infrastructure pour lesquels l'autorisation de construire est obtenue avant le jour de son entrée en vigueur.

Exigences à l'égard des architectes et autres personnes

7. (1) Le gouvernement exige que les personnes suivantes participent à l'élaboration de la conception pour la construction de chaque bien d'infrastructure visé au paragraphe (2), sauf si cela n'est pas possible dans les circonstances :

1. Un architecte au sens de l'article 1 de la *Loi sur les architectes*.
2. Une personne, autre qu'un architecte, ayant une expertise et une expérience manifestes dans la conception se rapportant aux biens d'infrastructure.

Application

(2) Subsection (1) applies to the following infrastructure assets, if their construction costs are reasonably expected to be equal to or more than the prescribed amount for the infrastructure asset:

1. The following infrastructure assets, if they are wholly owned by the Government:
 - i. Infrastructure assets relating to transportation, including highways, bridges and transit stations.
 - ii. Infrastructure assets intended primarily for the study and enjoyment of works in the arts or for the production of works in the arts.
 - iii. Museums, as defined in section 1 of Regulation 877 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 (Grants for Museums) made under the *Ontario Heritage Act*.
 - iv. Infrastructure assets that have been identified as having cultural heritage value or interest under Part III.1 of the *Ontario Heritage Act*, or that are located on a property that has been designated under Part IV of that Act or in an area designated as a heritage conservation district under Part V of that Act.
2. Any other infrastructure assets wholly owned by the Government that may be prescribed.
3. Any infrastructure assets partly owned by the Government, or for which the Government provides any funding, that may be prescribed.

Discretion re other infrastructure assets

(3) Despite subsections (1) and (2), the Minister may, subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, require that subsection (1) apply to the construction of any infrastructure asset wholly or partly owned by the Government, or for which the Government provides any funding, even if the construction costs are reasonably expected to be less than the amount prescribed for the infrastructure asset for the purposes of subsection (2).

Non-application

(4) This section does not apply to the extent of any conflict with the *Building Code Act, 1992*, the *Architects Act* or the *Professional Engineers Act*, or any regulations or by-laws made under any of them.

Transition

(5) This section applies only in respect of construction for which design preparation commences on or after the day that is six months after the day this section comes into force.

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens d'infrastructure suivants dont les coûts de construction, selon toute attente raisonnable, correspondront ou seront supérieurs au montant prescrit :

1. Les biens d'infrastructure suivants que le gouvernement détient en propriété exclusive :
 - i. Les biens d'infrastructure qui se rapportent aux transports, y compris les voies publiques, les ponts et les stations de transport en commun.
 - ii. Les biens d'infrastructure destinés principalement à l'étude et à l'appréciation d'oeuvres d'arts ou à la production d'oeuvres d'arts.
 - iii. Les musées au sens de l'article 1 du Règlement 877 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 (Grants for Museums) pris en vertu de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*.
 - iv. Les biens d'infrastructure qui ont été identifiés comme ayant une valeur ou un caractère sur le plan du patrimoine culturel en vertu de la partie III.1 de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* ou qui sont situés sur un bien qui a été désigné en vertu de la partie IV de cette loi ou dans une zone désignée comme district de conservation du patrimoine en vertu de la partie V de cette même loi.
2. Les autres biens d'infrastructure que le gouvernement détient en propriété exclusive et qui sont prescrits.
3. Les biens d'infrastructure que le gouvernement détient en propriété non exclusive ou auxquels il accorde un financement et qui sont prescrits.

Pouvoir discrétionnaire : autres biens d'infrastructure

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le ministre peut, sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, exiger que le paragraphe (1) s'applique à la construction de tout bien d'infrastructure que le gouvernement détient en propriété exclusive ou non exclusive, ou auquel il accorde un financement, même si les coûts de construction seront, selon toute attente raisonnable, inférieurs au montant prescrit pour l'application du paragraphe (2).

Non-application

(4) Le présent article ne s'applique pas dans la mesure où il est incompatible avec la *Loi de 1992 sur le Code du bâtiment*, la *Loi sur les architectes* ou la *Loi sur les ingénieurs*, ou tout règlement ou règlement municipal pris ou adopté en vertu de l'une ou l'autre de ces lois.

Disposition transitoire

(5) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard de la construction pour laquelle la préparation de la conception commence six mois ou plus après le jour de son entrée en vigueur.

Requirements respecting apprentices**Definition**

8. (1) In this section,

“apprentice” means an apprentice within the meaning of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009*, and includes any person deemed under that Act to be an apprentice for any purpose.

Apprentices to be engaged

(2) The Government shall require that such numbers of apprentices as may be prescribed are employed or engaged for the purposes of the construction or of the maintenance by the Government of infrastructure assets.

OTHER MATTERS**No cause of action**

9. (1) No cause of action arises against the Crown in right of Ontario or any minister, agent, appointee or employee of the Crown as a direct or indirect result of,

- (a) the enactment or repeal of this Act;
- (b) the making or revoking of a regulation under this Act; or
- (c) anything done or not done under this Act.

Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), that subsection applies to an action or other proceeding claiming any remedy or relief, including specific performance, injunction, declaratory relief, any form of compensation or damages, including loss of revenue and loss of profit, or any other remedy or relief.

Existing obligations continue

10. (1) Nothing in this Act or the regulations in any way diminishes or otherwise alters the obligation of the Government to meet any requirement imposed on the Government under any other Act or otherwise by law.

Same

(2) Nothing in this Act or the regulations in any way diminishes or otherwise alters the obligation of a broader public sector entity to meet any requirement imposed on the broader public sector entity under any other Act or otherwise by law.

REGULATIONS**Regulations**

11. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

Exigences à l'égard des apprentis**Définition**

8. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«apprenti» S'entend au sens de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage*. S'entend en outre de la personne qui, en vertu de cette loi, est réputée un apprenti à toute fin.

Obligation d'engager des apprentis

(2) Le gouvernement exige que le nombre d'apprentis qui est prescrit soient employés ou engagés aux fins de la construction ou de l'entretien, par le gouvernement, de biens d'infrastructure.

AUTRES QUESTIONS**Aucune cause d'action**

9. (1) Aucune cause d'action contre la Couronne du chef de l'Ontario ou un de ses ministres, mandataires, délégués ou employés ne résulte directement ou indirectement :

- a) soit de l'édiction ou de l'abrogation de la présente loi;
- b) soit de la prise ou de l'abrogation de règlements pris en vertu de la présente loi;
- c) soit de quoi que ce soit qui est fait ou n'est pas fait en application de la présente loi.

Idem

(2) Sans préjudice de sa portée générale, le paragraphe (1) s'applique à une action ou à une autre instance dans laquelle est demandée une réparation ou une mesure de redressement, notamment une exécution en nature, une injonction, un jugement déclaratoire, toute forme d'indemnisation ou de dommages-intérêts, notamment pour une perte de recettes et une perte de profits, ou toute autre réparation ou mesure de redressement.

Maintien des obligations existantes

10. (1) La présente loi ou les règlements n'ont pas pour effet de diminuer ou de modifier autrement l'obligation du gouvernement de satisfaire aux exigences qui lui sont imposées en application d'une autre loi ou par ailleurs en droit.

Idem

(2) La présente loi ou les règlements n'ont pas pour effet de diminuer ou de modifier autrement l'obligation d'une entité du secteur parapublic de satisfaire aux exigences qui lui sont imposées en application d'une autre loi ou par ailleurs en droit.

RÈGLEMENTS**Règlements**

11. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) prescribing persons or entities for the purposes of clause (g) of the definition of “broader public sector entity” in section 2;
- (b) for the purposes of the definition of “infrastructure” in section 2,
 - (i) prescribing additional things by or through which a public service is provided to Ontarians as being included in the definition, and
 - (ii) excluding physical structures or facilities from the definition;
- (c) prescribing additional principles for the Government or any broader public sector entities, for the purposes of section 3;
- (d) prescribing amounts for the purposes of subsection 7 (2), prescribing infrastructure assets for the purposes of paragraph 2 of that subsection, and prescribing infrastructure assets, including any asset described in subparagraphs 1 i, ii, iii or iv of that subsection, for the purposes of paragraph 3 of that subsection;
- (e) respecting numbers of apprentices for the purposes of subsection 8 (2);
- (f) defining, for the purposes of this Act and the regulations, any word or expression that is used, but not defined, in this Act;
- (g) providing for any other matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out the purposes of this Act.

Consultation required before making regulation

(2) Before a regulation may be made under subsection (1), the Minister shall consult, in the manner that the Minister considers appropriate, with any persons or bodies that the Minister considers appropriate given the content of the proposed regulation, including any potentially affected ministries, Crown agencies or broader public sector entities.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

12. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

13. The short title of this Act is the *Infrastructure for Jobs and Prosperity Act, 2013*.

- a) prescrire des personnes ou des entités pour l'application de l'alinéa g) de la définition de «entité du secteur parapublic» à l'article 2;
- b) pour l'application de la définition de «infrastructure» à l'article 2 :
 - (i) prescrire d'autres choses à inclure dans la définition grâce auxquelles un service public est fourni à la population ontarienne,
 - (ii) exclure des structures physiques ou des installations de la définition;
- c) prescrire d'autres principes à l'intention du gouvernement ou des entités du secteur parapublic pour l'application de l'article 3;
- d) prescrire des montants pour l'application du paragraphe 7 (2), prescrire des biens d'infrastructure pour l'application de la disposition 2 de ce paragraphe, et prescrire des biens d'infrastructure, y compris tout bien visé à la sous-disposition 1 i, ii, iii ou iv du même paragraphe, pour l'application de la disposition 3 de ce paragraphe;
- e) traiter du nombre d'apprentis pour l'application du paragraphe 8 (2);
- f) définir, pour l'application de la présente loi et des règlements, tout terme utilisé mais non défini dans la présente loi;
- g) prévoir toute autre question que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaire ou souhaitable pour réaliser les objets de la présente loi.

Consultation préalable à la prise de règlements

(2) Avant de prendre un règlement en vertu du paragraphe (1), le ministre consulte, de la manière qu'il estime appropriée, les personnes ou organismes qu'il estime appropriés compte tenu de la teneur du projet de règlement, y compris les ministères, les organismes de la Couronne ou les entités du secteur parapublic qui risquent d'être touchés par celui-ci.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

12. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

13. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité*.

CAZON
XB
-B56



Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 142

**An Act to proclaim
Major William Halton Day**

Mr. T. Chudleigh

Private Member's Bill

1st Reading November 28, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 142

**Loi proclamant
le Jour du major William Halton**

M. T. Chudleigh

Projet de loi de député

1^{re} lecture 28 novembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



An Act to proclaim Major William Halton Day

Preamble

Major William Halton came to Upper Canada, the present day Ontario, in 1806, as the private secretary to Lieutenant Governor Sir Francis Gore (1806-1811, 1815-1816). In 1816, Halton was named to the position of Provincial Agent in England. He became known for his courageous efforts to assist veterans and their families in Upper Canada after the War of 1812.

Halton's role in Ontario's early development was celebrated in the numerous provincial place names established in his honour, including Halton County which became The Regional Municipality of Halton. Initially settled by United Empire Loyalists and immigrants from Britain, Halton Region is today a dynamic home to nearly half a million people of the various backgrounds reflecting the Canadian multicultural mosaic. Halton Region is presently the fastest growing municipality in Canada. Also, both the House of Commons of Canada and the Legislative Assembly of Ontario have ridings named for William Halton.

Major William Halton died in England on September 22, 1821.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Major William Halton Day

1. September 22 in each year is proclaimed as Major William Halton Day or, in its short form, Halton Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Major William Halton Day Act, 2013*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims September 22 in each year as Major William Halton Day or, in its short form, Halton Day.

Loi proclamant le Jour du major William Halton

Préambule

Le major William Halton est arrivé au Haut-Canada, aujourd'hui l'Ontario, en 1806 en qualité de secrétaire privé du lieutenant-gouverneur Sir Francis Gore (1806-1811, 1815-1816). En 1816, le major Halton a été nommé au poste d'agent provincial en Angleterre. Il s'est fait connaître pour le soutien courageux qu'il a apporté aux anciens combattants du Haut-Canada et à leur famille après la guerre de 1812.

Les nombreux endroits de la province qui portent son nom, y compris le comté de Halton, devenu la municipalité régionale de Halton, commémorent le rôle que le major Halton a joué dans le développement de l'Ontario à ses débuts. Colonisée à l'origine par des Loyalistes de l'Empire-Uni et des immigrants de la Grande-Bretagne, la région de Halton compte aujourd'hui près de 500 000 personnes d'origines diverses, reflète fidèlement de la mosaïque multiculturelle du Canada. À l'heure actuelle, cette région dynamique affiche le taux de croissance le plus rapide de toutes les municipalités du pays. De plus, la Chambre des communes du Canada et l'Assemblée législative de l'Ontario comptent tous deux des circonscriptions qui doivent leur nom à William Halton.

Le major William Halton est décédé en Angleterre le 22 septembre 1821.

Pour ses motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour du major William Halton

1. Le 22 septembre de chaque année est proclamé Jour du major William Halton ou, en abrégé, Jour Halton.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur le Jour du major William Halton*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le 22 septembre de chaque année Jour du major William Halton ou, en abrégé, Jour Halton.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 143

**An Act to enact the
Child Care and Early Years Act, 2013,
to repeal the Day Nurseries Act,
to amend the Early Childhood
Educators Act, 2007 and
the Education Act and
to make consequential amendments
to other Acts**

The Hon. E. Sandals
Minister of Education

Government Bill

1st Reading December 3, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 143

**Loi édictant la Loi de 2013 sur la
garde d'enfants et la petite enfance,
abrogeant la Loi sur les garderies,
modifiant la Loi de 2007 sur les
éducatrices et les éducateurs de la
petite enfance et la Loi sur l'éducation
et apportant des modifications
corrélatives à d'autres lois**

L'honorable E. Sandals
Ministre de l'Éducation

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 3 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



The Bill enacts the *Child Care and Early Years Act, 2013*, repeals the *Day Nurseries Act*, amends the *Education Act* and the *Early Childhood Educators Act, 2007*, and makes consequential amendments to various other Acts.

SCHEDULE A

Schedule A enacts the *Child Care and Early Years Act, 2013*. The Act includes the following Parts:

Part I – Purposes and Interpretation

Section 1 sets out the purposes of the Act, which are to foster the learning, development, health and well-being of children and to enhance their safety.

Included in sections 2 to 4 is a definition of “child care” as the provision of temporary care for or supervision of children in any circumstance other than exempt circumstances. Also included is a list of the exempt circumstances.

Part II – Protective Measures

Section 5 provides that the prohibitions and duties in Part II do not apply with respect to exempt circumstances, with some exceptions.

Section 6 prohibits the operation of a child care centre without a licence. This does not apply to the provision of home child care, in-home services, or to certain other circumstances.

Section 7 prohibits the operation of a home child care agency without a licence.

Section 8 prohibits, in certain circumstances, the operation of multiple premises where child care is provided.

Section 9 prohibits certain persons, based on their past conduct, from providing child care or engaging in other activities relating to the provision of child care.

Section 10 includes prohibitions relating to preventing a parent from having access to his or her child or to a premises at which child care is being provided for his or her child.

Section 11 prohibits the use of certain terms in connection with the provision of temporary care for or supervision of children where it is not provided under the authority of a licence.

Section 12 requires certain persons to disclose, when providing child care, that they do not have a licence.

Section 13 requires a person who provides child care, operates a premises where child care is provided or operates a home child care agency to act in accordance with the regulations.

Section 14 contains requirements relating to posting, returning and copying licenses.

Section 15 requires the provision of receipts in relation to payments for child care.

Sections 16 and 17 relate to the provision of and use of terms relating to accreditations, certifications or other designations of child care or early years programs or services.

Section 18 requires certain persons to report their suspicions to a director that there is an imminent threat to the health, safety or welfare of a child for whom child care is provided.

Section 19 requires the Minister to publish information about contraventions of the Act.

Le projet de loi édicte la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*, abroge la *Loi sur les garderies*, modifie la *Loi sur l'éducation* et la *Loi de 2007 sur les éducatrices et les éducateurs de la petite enfance* et apporte des modifications corrélatives à diverses autres lois.

ANNEXE A

L'annexe A édicte la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*. La loi comprend les parties suivantes :

Partie I – Objets et interprétation

L'article 1 énonce les objets de la Loi, lesquels consistent à favoriser l'apprentissage, le développement, la santé et le bien-être des enfants et à améliorer leur sécurité.

Les articles 2 à 4 comportent une définition de «garde d'enfants» ou «services de garde», ces termes désignant la garde ou la surveillance temporaire d'enfants en toutes circonstances autres que les circonstances exclues. Une liste des circonstances exclues est donnée.

Partie II – Mesures de protection

L'article 5 prévoit que les interdictions et les obligations prévues par la partie II ne s'appliquent pas à l'égard des circonstances exclues, sous réserve de certaines exceptions.

L'article 6 interdit l'exploitation d'un centre de garde sans permis. Cette interdiction ne s'applique pas à la prestation de services de garde en milieu familial et de services à domicile, ni dans certaines autres circonstances.

L'article 7 interdit l'exploitation sans permis d'une agence de services de garde en milieu familial.

L'article 8 interdit, dans certaines circonstances, l'exploitation de locaux multiples où des services de garde sont fournis.

L'article 9 interdit à certaines personnes, du fait de leur conduite antérieure, de fournir des services de garde ou de se livrer à d'autres activités relatives à la prestation de tels services.

L'article 10 interdit d'empêcher un parent d'avoir accès à son enfant ou à un local où des services de garde sont fournis pour son enfant.

L'article 11 interdit l'utilisation de certains termes se rapportant à la garde ou à la surveillance temporaire d'enfants lorsque celle-ci n'est pas assurée en vertu d'un permis.

L'article 12 oblige certaines personnes, lorsqu'elles fournissent des services de garde, à divulguer le fait qu'elles ne sont pas titulaires de permis.

L'article 13 oblige une personne qui fournit des services de garde, qui exploite un local où de tels services sont fournis ou qui exploite une agence de services de garde en milieu familial à agir conformément aux règlements.

L'article 14 comporte des exigences relativement à l'affichage, à la restitution et à la reproduction de permis.

L'article 15 exige la remise d'un reçu relativement aux paiements effectués pour les services de garde.

Les articles 16 et 17 traitent de l'attribution d'homologations, de reconnaissances officielles ou d'autres désignations à des programmes ou des services pour la garde d'enfants ou la petite enfance et de l'utilisation des termes qui s'y rapportent.

L'article 18 oblige certaines personnes, lorsqu'elles soupçonnent l'existence d'une menace imminente pour la santé, la sécurité ou le bien-être d'un enfant pour qui des services de garde sont fournis, à signaler ce fait à un directeur.

L'article 19 oblige le ministre à publier des renseignements à propos des contraventions à la Loi.

Part III – Licensing

Sections 20 to 27 establish the licensing system.

Part IV – Inspections

Sections 28 to 35 establish the inspection scheme.

Part V – Enforcement

Sections 36 to 46 establish the enforcement scheme, which includes compliance orders, protection orders, restraining orders and administrative penalties.

Part VI – Service System Planning for Child Care and Early Years Programs and Services

Sections 47 to 62 establish a system of child care and early years programs and services for the Province.

Sections 51 and 52 require service managers to have child care and early years programs and services plans for their service areas. Service managers are designated municipalities and district social services administration boards.

Sections 53 to 55 establish the role of the Minister and provide for ministerial policy statements.

Sections 56 to 62 set out various duties and powers of service managers. These sections also establish the role of prescribed local authorities and First Nations.

Part VII – General

Sections 63 to 79 address various matters. Included in those matters are the collection, use and disclosure of personal information, the assignment of Ontario education numbers and general prohibitions.

Sections 80 to 84 govern the making of regulations by the Minister and the Lieutenant Governor in Council.

Part VIII – Transition and Consequential Amendment

Sections 85 to 88 deal with transitional matters and a consequential amendment.

Part IX – Commencement and Short Title

Sections 89 and 90 address commencement and the short title.

SCHEDULE B

Schedule B repeals the *Day Nurseries Act*.

SCHEDULE C

Schedule C amends the *Early Childhood Educators Act, 2007*. The principal amendments made by the Schedule include the following:

Amendments to section 1 include the addition of the definitions of “professional misconduct” and “sexual misconduct”.

Section 3 is amended to provide that, if a person has satisfied the educational and training requirements for qualifying for a certificate of registration, he or she is prohibited from engaging in activities that are part of the practice of early childhood education unless he or she has a certificate of registration.

Section 7 adds as objects of the College the accreditation of programs in early childhood education and ongoing education programs.

Partie III – Agrément

Les articles 20 à 27 établissent un régime d’agrément.

Partie IV – Inspections

Les articles 28 à 35 établissent le régime des inspections.

Partie V – Exécution

Les articles 36 à 46 établissent le régime d’exécution, lequel comprend les ordres de mise en conformité, les ordres de protection, les ordonnances d’interdiction et les pénalités administratives.

Partie VI – Planification du système de programmes et de services pour la garde d’enfants et la petite enfance

Les articles 47 à 62 établissent un système de programmes et de services pour la garde d’enfants et la petite enfance pour la Province.

Les articles 51 et 52 obligent les gestionnaires de services à se doter d’un plan de programmes et de services pour la garde d’enfants et la petite enfance dans leur aire de service. Les gestionnaires de services sont les municipalités et les conseils d’administration de district des services sociaux désignés.

Les articles 53 à 55 énoncent le rôle du ministre et prévoient la possibilité pour celui-ci de faire des déclarations de principes.

Les articles 56 à 62 énoncent les divers pouvoirs et fonctions des gestionnaires de services. Ces articles établissent également le rôle des autorités locales prescrites et des Premières Nations.

Partie VII – Dispositions générales

Les articles 63 à 79 traitent de diverses questions, notamment la collecte, l’utilisation et la divulgation de renseignements personnels, l’attribution de numéros d’immatriculation scolaire de l’Ontario ainsi que des interdictions d’ordre général.

Les articles 80 à 84 régissent les pouvoirs réglementaires du ministre et du lieutenant-gouverneur en conseil.

Partie VIII – Dispositions transitoires et modification corrélative

Les articles 85 à 88 portent sur les dispositions transitoires et une modification corrélative.

Partie IX – Entrée en vigueur et titre abrégé

Les articles 89 et 90 traitent de l’entrée en vigueur et du titre abrégé.

ANNEXE B

L’annexe B abroge la *Loi sur les garderies*.

ANNEXE C

L’annexe C modifie la *Loi de 2007 sur les éducatrices et les éducateurs de la petite enfance*. Les principales modifications apportées par l’annexe sont les suivantes :

Des modifications apportées à l’article 1 ajoutent notamment des définitions de «faute professionnelle» et de «inconduite sexuelle».

L’article 3 est modifié pour prévoir qu’il est interdit à la personne qui a satisfait aux exigences en matière d’études et de formation pour obtenir un certificat d’inscription de se livrer à des activités qui font partie de l’exercice de la profession d’éducateur de la petite enfance sans être titulaire d’un tel certificat.

L’agrément de programmes d’éducation de la petite enfance et l’agrément de programmes d’éducation permanente sont ajoutés aux objets de l’Ordre à l’article 7.

Section 29 is amended to require that the register of the College include additional information, including information about disciplinary matters, and sets out requirements and restrictions relating to the removal of information.

Section 30 is amended to permit, in certain circumstances, the removal of suspensions from certificates of registration and the revocation of suspended certificates of registration.

Various amendments are made to Part V (Complaints Committee, Discipline Committee and Fitness to Practise Committee), including the following:

1. Subsection 31 (2) is amended to provide for additional circumstances in which the Complaints Committee shall refuse to consider and investigate a complaint, including where a complaint is manifestly without substance or made for an improper purpose.
2. The new section 31.1 establishes a complaint resolution process for the complaints stage. The Registrar may refer the College and a member to that process in certain circumstances.
3. The new section 32.1 requires the Registrar to refer a complaint to the Executive Committee if the Registrar believes that there was likely a duty on the complainant or any other person to report the matter under the *Child and Family Services Act*. The Executive Committee is required to consider whether or not to direct the Discipline Committee to hear and determine the matter and, if it makes such a direction, whether or not to make an interim order in relation to the member's certificate of registration.
4. The new section 33.1 establishes a complaint resolution process for the disciplinary stage. The Discipline Committee or, if authorized by the Discipline Committee, the Registrar, may refer the College and a member to that process in certain circumstances.
5. The new section 33.2 provides that where the Discipline Committee finds a member guilty of committing sexual abuse of a child that consisted of a specified act, or a prohibited act involving child pornography, the Committee is required to order that the member's certificate be revoked and that the member be reprimanded.
6. The new section 35.1 sets out the circumstances in which the Discipline Committee is authorized to make an order banning the publication of information disclosed during a hearing, and the circumstances in which the Committee is required to make such an order.

Part VI (Reinstatement and Variation) of the Act is amended. The new subsections 36 (4.1) and 37 (2) provide that where a person's certificate was revoked based on a finding of sexual abuse of a child, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography, the person may not apply for a new certificate, and the Council or Executive Committee may not order that a new certificate be issued to the person, earlier than five years after the revocation.

The new subsection 39 (2.1) authorizes the Registrar to appoint an investigator in emergency situations.

Sections 43 and 45 are amended to provide new authority to make regulations that relate to other amendments made to the Act.

L'article 29 est modifié pour exiger que le tableau de l'Ordre comprenne des renseignements additionnels, notamment des renseignements à propos de questions disciplinaires, et établit des exigences et des restrictions relativement à la suppression de renseignements.

L'article 30 est modifié pour autoriser, dans certaines circonstances, l'annulation de la suspension d'un certificat d'inscription et la révocation d'un certificat d'inscription suspendu.

Diverses modifications sont apportées à la partie V (Comité des plaintes, comité de discipline et comité d'aptitude professionnelle), notamment ce qui suit :

1. Le paragraphe 31 (2) est modifié pour prévoir d'autres circonstances dans lesquelles le comité des plaintes doit refuser d'étudier une plainte et de faire enquête sur celle-ci, notamment lorsqu'elle est manifestement dénuée de fondement ou déposée dans un but illégitime.
2. Le nouvel article 31.1 crée un processus de règlement des plaintes à l'étape de la plainte. Le registrateur peut renvoyer l'Ordre et le membre à ce processus dans certaines circonstances.
3. Le nouvel article 32.1 exige que le registrateur renvoie une plainte au bureau s'il croit que le plaignant ou toute autre personne avait vraisemblablement le devoir de déclarer la question en application de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*. Le bureau est tenu d'examiner s'il doit ou non enjoindre au comité de discipline d'entendre et de trancher la question et, dans le cas où il donne une telle directive, s'il doit ou non rendre une ordonnance provisoire relativement au certificat d'inscription du membre.
4. Le nouvel article 33.1 crée un processus de règlement des plaintes à l'étape disciplinaire. Le comité de discipline ou, s'il y est autorisé par ce dernier, le registrateur, peut renvoyer l'Ordre et le membre à ce processus dans certaines circonstances.
5. Le nouvel article 33.2 prévoit que s'il conclut qu'un membre a infligé à un enfant des mauvais traitements d'ordre sexuel qui consistaient en un acte déterminé ou en un acte interdit impliquant de la pornographie juvénile, le comité de discipline doit exiger par ordonnance que le certificat du membre soit révoqué et que le membre reçoive une réprimande.
6. Le nouvel article 35.1 établit les circonstances dans lesquelles le comité de discipline est autorisé à rendre une ordonnance interdisant la publication de renseignements révélés au cours d'une audience, et les circonstances dans lesquelles le comité est obligé de rendre une telle ordonnance.

La partie VI (Remise en vigueur et modification) de la Loi est modifiée. Les nouveaux paragraphes 36 (4.1) et 37 (2) prévoient que lorsque le certificat d'une personne a été révoqué pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant, d'inconduite sexuelle ou d'acte interdit impliquant de la pornographie juvénile, la personne ne peut pas demander la délivrance d'un nouveau certificat, ni le conseil ou le bureau ordonner la délivrance d'un nouveau certificat à la personne, moins de cinq ans après la révocation.

Le nouveau paragraphe 39 (2.1) autorise le registrateur à nommer un enquêteur dans des situations d'urgence.

Les articles 43 et 45 sont modifiés pour prévoir de nouveaux pouvoirs de prise de règlements par suite d'autres modifications apportées à la Loi.

The new section 49 sets out the information that the College is required to publish on its website or in its official publication, including decisions and resolutions of the Discipline Committee.

The new sections 49.1 and 49.2 require an employer to report to the Registrar in certain circumstances, including when the member's employment is terminated and when the member has been charged with or convicted of certain offences under the *Criminal Code* (Canada). The sections specify the steps that must be taken by the employer and by the Registrar upon the filing of a report.

The new section 49.3 requires the College to inform employers when decisions and orders respecting members are made that relate to complaints or to proceedings of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee and in other circumstances.

The new section 50.1 requires a designated person or body to report to the Registrar if the person or body suspects that there is a risk that a person is likely to suffer harm inflicted by a member, and believes that urgent disclosure is needed.

The new section 51.1 describes when information, including personal information, may be or is required to be provided to the Minister or to the College.

Section 57 of the Act is amended to increase the amounts of fines for various contraventions of the Act.

The new section 58 deals with transitional matters that arise in relation to the Schedule.

Various amendments are made to reflect new terminology enacted in the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

SCHEDULE D

Schedule D amends the *Education Act*.

Currently, Part IX.1 of the Act requires boards to operate extended day programs or to ensure the operation of third party programs for pupils enrolled in junior kindergarten and kindergarten.

The Act is amended to also require boards to operate extended day programs or to ensure the operation of third party programs for pupils enrolled in grades 1 to 6. The amendments set out requirements that apply to third party programs operated for pupils in grades 1 to 6.

SCHEDULE E

Schedule E makes consequential amendments to other Acts.

Le nouvel article 49 énonce les renseignements que l'Ordre doit publier sur son site Web ou dans sa publication officielle, notamment les décisions et les règlements du comité de discipline.

Les nouveaux articles 49.1 et 49.2 exigent qu'un employeur fasse rapport au registraire dans certaines circonstances, notamment lorsqu'il est mis fin à l'emploi du membre ou lorsque le membre est accusé ou déclaré coupable de certaines infractions au *Code criminel* (Canada). Ces articles précisent les mesures que doivent prendre l'employeur et le registraire par suite du dépôt d'un rapport.

Le nouvel article 49.3 exige que l'Ordre informe les employeurs des décisions et des ordonnances concernant les membres qui portent sur des plaintes ou sur des instances du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle ainsi que dans d'autres circonstances.

Le nouvel article 50.1 exige que la personne ou l'organisme désigné qui soupçonne qu'une personne risque vraisemblablement de subir un préjudice infligé par un membre et croit que la situation nécessite un signalement urgent en fasse part au registraire.

Le nouvel article 51.1 énonce les cas dans lesquels des renseignements, y compris des renseignements personnels, peuvent ou doivent être remis au ministre ou à l'Ordre.

L'article 57 de la Loi est modifié pour augmenter le montant des amendes prévues pour diverses contraventions à la Loi.

Le nouvel article 58 traite des questions transitoires qui découlent de l'annexe.

Diverses modifications sont apportées pour tenir compte de la nouvelle terminologie édictée dans la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*.

ANNEXE D

L'annexe D modifie la *Loi sur l'éducation*.

Actuellement, la partie IX.1 de la Loi oblige les conseils scolaires à faire fonctionner des programmes de jour prolongé ou à faire en sorte que des programmes offerts par des tiers fonctionnent pour les élèves inscrits à la maternelle ou au jardin d'enfants.

La Loi est modifiée pour obliger également les conseils à faire fonctionner des programmes de jour prolongé ou à faire en sorte que des programmes offerts par des tiers fonctionnent pour les élèves inscrits de la 1^{re} à la 6^e année. Les modifications énoncent les exigences applicables aux programmes offerts par des tiers qui fonctionnent pour les élèves de la 1^{re} à la 6^e année.

ANNEXE E

L'annexe E apporte des modifications corrélatives à d'autres lois.

**An Act to enact the
Child Care and Early Years Act, 2013,
to repeal the Day Nurseries Act,
to amend the Early Childhood
Educators Act, 2007 and
the Education Act and
to make consequential amendments
to other Acts**

**Loi édictant la Loi de 2013 sur la
garde d'enfants et la petite enfance,
abrogeant la Loi sur les garderies,
modifiant la Loi de 2007 sur les
éducatrices et les éducateurs de la
petite enfance et la Loi sur l'éducation
et apportant des modifications
corrélatives à d'autres lois**

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule A	Child Care and Early Years Act, 2013
Schedule B	Repeal of Day Nurseries Act
Schedule C	Amendments to the Early Childhood Educators Act, 2007
Schedule D	Amendments to the Education Act
Schedule E	Consequential Amendments to Other Acts

Preamble

The *Day Nurseries Act* is the current statute governing child care in Ontario. Enacted in 1946, it does not reflect current evidence based best practices or standards of care. It does not align with the child care needs of today's families, nor is it adaptable to serve the needs of families in the future. The legislative framework that regulates child care must be updated and improved to strengthen oversight of the sector, to clarify when a licence is required, and to provide greater incentives to obtain a licence.

Establishing a system of responsive, safe, high quality and accessible child care and early years programs and services will support parents and families, and will contribute to the healthy development of children.

Research has indicated that the learning and development that occurs during a child's early years is critical. It can have a major bearing on a person's later achievements in school and in the workplace, and on overall health and well-being throughout a person's lifetime.

A strong system of child care and early years programs and services increases labour market attachment by supporting the diverse working circumstances of parents.

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe A	Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance
Annexe B	Abrogation de la Loi sur les garderies
Annexe C	Modifications de la Loi de 2007 sur les éducatrices et les éducateurs de la petite enfance
Annexe D	Modifications de la Loi sur l'éducation
Annexe E	Modifications corrélatives apportées à d'autres lois

Préambule

La *Loi sur les garderies* est la loi qui régit actuellement la garde d'enfants en Ontario. Édictée en 1946, elle ne reflète pas les pratiques exemplaires et les normes de garde éprouvées qui ont cours de nos jours. Elle ne cadre pas avec les besoins des familles d'aujourd'hui en matière de services de garde et n'est pas non plus adaptable aux besoins des familles de demain. Le cadre législatif qui régit la garde d'enfants doit être modernisé et amélioré afin de renforcer la surveillance du secteur, de préciser les circonstances qui rendent un permis obligatoire et d'inciter davantage à en obtenir un.

La création d'un système de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance qui soient de qualité, souples, sécuritaires et accessibles permettra de soutenir les parents et les familles et contribuera au développement sain des enfants.

Les recherches montrent que l'apprentissage et le développement pendant les premières années de l'enfance sont cruciaux. Ils auraient un impact marquant sur la réussite scolaire et professionnelle ultérieure d'une personne, de même que sur sa santé et son bien-être tout au long de sa vie.

Un système solide de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance renforce la participation à la population active en appuyant les diverses situa-

Enabling parents' continued participation in the work-force would contribute to a stronger Ontario.

To support the particular cultural and linguistic needs of Aboriginal, First Nations, Métis and Inuit communities, as well as Francophone communities, Ontario needs child care options that are responsive and adaptable.

Service managers (municipalities and district social services administration boards) together with their partners, should lead local initiatives to address the various needs of their communities, establish connections among child care and early years programs and services, and plan for the delivery of a continuum of such programs and services.

The delivery of high quality, developmentally responsive child care and early years programs and services necessitates the employment of knowledgeable and self-reflective educators, such as Registered Early Childhood Educators.

In response to the statutory review of the *Early Childhood Educators Act, 2007*, the Act should be amended to support the College of Early Childhood Educators in promoting and ensuring high standards for the profession, and in protecting the public interest in the regulation of early childhood education.

Providing for the expansion of extended day and third party programs for 6 to 12 year olds would increase the availability of these programs, building on the successful implementation of full day kindergarten. This would support an increasingly seamless and integrated day to help meet the needs of children as they grow.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and

tions professionnelles des parents. Le fait de permettre aux parents de se maintenir dans la population active contribuerait à rendre l'Ontario plus fort.

Afin de répondre aux besoins culturels et linguistiques spécifiques des collectivités autochtones, des Premières Nations, métisses et inuites, ainsi qu'à ceux des collectivités francophones, l'Ontario a besoin de solutions en matière de garde d'enfants qui soient souples et adaptables.

Les gestionnaires de services (les municipalités et les conseils d'administration de district des services sociaux), en collaboration avec leurs partenaires, devraient mener des initiatives locales pour répondre aux divers besoins de leurs collectivités, établir des liens entre les programmes et les services pour la garde d'enfants et la petite enfance, et planifier la prestation d'un éventail de programmes et de services de ce type.

La prestation de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance qui soient de qualité et adaptés au développement de l'enfant nécessite l'emploi d'éducateurs compétents et réfléchis, tels que les éducatrices et éducateurs de la petite enfance inscrits.

Dans le cadre de l'examen législatif de la *Loi de 2007 sur les éducatrices et les éducateurs de la petite enfance*, il convient de modifier cette loi afin d'aider l'Ordre des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance à promouvoir et à garantir l'application de normes rigoureuses pour la profession et à protéger l'intérêt public en ce qui a trait à la réglementation de l'éducation de la petite enfance.

Le fait d'étendre les programmes de jour prolongé et les programmes offerts par des tiers pour en faire bénéficier les enfants de 6 à 12 ans aurait pour effet d'améliorer la disponibilité de ces programmes, amplifiant ainsi la mise en oeuvre réussie de la maternelle et du jardin d'enfants à plein temps. Une telle mesure favoriserait l'émergence d'une journée plus homogène et plus intégrée, et dès lors mieux adaptée aux besoins des enfants au fur et à mesure de leur développement.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plu-

proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Child Care Modernization Act, 2013*.

sieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*.

**SCHEDULE A
CHILD CARE AND EARLY YEARS ACT, 2013****CONTENTS****PART I****PURPOSES AND INTERPRETATION**

1. Purposes of Act
2. Definitions
3. Meaning of "child care"
4. Exempt circumstances

PART II**PROTECTIVE MEASURES**

5. Application of Part - exempt circumstances
6. Prohibition - operation of child care centre
7. Prohibition - operation of home child care agency
8. Prohibition - operation of multiple unlicensed premises
9. Prohibition - past conduct, child care providers, etc.
10. Prohibition - preventing parental access
11. Prohibition - use of terms re licensing
12. Duty to disclose if not licensed
13. Duty to act in accordance with regulations
14. Posting, returning and copying licences
15. Duty to provide receipt for payment
16. Accrediting programs and services
17. Use of terms re accreditation
18. Duty to report certain matters to director
19. Publication of information

**PART III
LICENSING**

20. Issuance and renewal of licence
21. Conditions of licence
22. Term of licence
23. Refusals and revocations
24. Provisional licence
25. Notice of change in status or conditions
26. Temporary change in location, child care centre
27. Authorization, request by agency

**PART IV
INSPECTIONS**

28. Nomination d'inspecteurs
29. Objet de l'inspection
30. Inspections sans mandat
31. Pouvoirs de l'inspecteur
32. Mandats
33. Rapport d'inspection
34. Admissibilité de certains documents
35. Relevé des antécédents criminels

**PART V
ENFORCEMENT****ORDERS**

36. Compliance orders
37. Protection orders
38. Restraining orders by court

**ANNEXE A
LOI DE 2013 SUR LA GARDE D'ENFANTS
ET LA PETITE ENFANCE****SOMMAIRE****PARTIE I****OBJETS ET INTERPRÉTATION**

1. Objets de la Loi
2. Définitions
3. Signification de «garde d'enfants» ou «services de garde»
4. Circonstances exclues

PARTIE II**MESURES DE PROTECTION**

5. Champ d'application de la partie : circonstances exclues
6. Interdiction : exploitation d'un centre de garde
7. Interdiction : exploitation d'une agence de services de garde en milieu familial
8. Interdiction : exploitation de locaux multiples non agréés
9. Interdiction : conduite antérieure des fournisseurs de services de garde et autres
10. Interdiction : entrave à l'accès du parent
11. Interdiction : utilisation de certains termes concernant l'agrément
12. Obligation de divulgation en cas d'absence de permis
13. Obligation d'agir conformément aux règlements
14. Affichage, restitution et reproduction de permis
15. Obligation de remettre un reçu
16. Homologation de programmes et de services
17. Utilisation de certains termes concernant l'homologation
18. Obligation de signaler certains faits au directeur
19. Publication de renseignements

**PARTIE III
AGRÈMENT**

20. Délivrance et renouvellement de permis
21. Conditions du permis
22. Durée du permis
23. Refus et révocations
24. Permis provisoire
25. Avis de changement
26. Changement temporaire d'emplacement : centre de garde
27. Autorisation : demande de l'agence

**PARTIE IV
INSPECTIONS**

28. Nomination d'inspecteurs
29. Objet de l'inspection
30. Inspections sans mandat
31. Pouvoirs de l'inspecteur
32. Mandats
33. Rapport d'inspection
34. Admissibilité de certains documents
35. Relevé des antécédents criminels

**PARTIE V
EXÉCUTION****ORDRES ET ORDONNANCES**

36. Ordres de mise en conformité
37. Ordres de protection
38. Ordonnances d'interdiction

ADMINISTRATIVE PENALTIES

- 39. Notice of administrative penalty
- 40. Enforcement of administrative penalty
- 41. Crown debt
- 42. Director may authorize collector
- 43. Collector's powers
- 44. Settlement by collector

GENERAL

- 45. Enforcement measures
- 46. Consideration of past conduct

PART VI

**SERVICE SYSTEM PLANNING FOR CHILD CARE
AND EARLY YEARS PROGRAMS AND SERVICES**

- 47. Interpretation
- 48. Non-application of Part V

PROVINCIAL INTEREST

- 49. Provincial interest
- 50. Duty to co-operate

CHILD CARE AND EARLY YEARS PROGRAMS
AND SERVICES PLANS

- 51. Child care and early years programs and services plan
- 52. Implementation of plan

MINISTER'S ROLE

- 53. Role of Minister
- 54. General powers of Minister
- Minister's policy statements - provincial interest,
programming and pedagogy, etc.

ROLE OF SERVICE MANAGERS, FIRST NATIONS
AND PRESCRIBED LOCAL AUTHORITIES

- 56. Duties of service manager
- 57. General powers of service manager
- 58. Periodic reports to Minister
- 59. Other reports, etc., to Minister
- 60. General powers of First Nations
- 61. General powers of prescribed local authorities
- 62. Advice to director re licensing

PART VII
GENERAL

- 63. Non-application of Part V

ADMINISTRATION

- 64. Administration of Act
- 65. Service managers
- 66. Directors
- 67. Delegation to Ministry employees
- 68. Program advisers

PERSONAL INFORMATION
AND ONTARIO EDUCATION NUMBERS

- 69. Collection and use of personal information - Minister
- 70. Collection and use of personal information - service
manager, etc.
- 71. Assignment of numbers
- 72. Privacy, Ontario education numbers

MISCELLANEOUS

- 73. Service
- 74. Certain child care centres in schools: building
requirements, etc.
- 75. Prohibition - obstruction of inspector

PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

- 39. Avis de pénalité administrative
- 40. Paiement forcé de la pénalité administrative
- 41. Créance de la Couronne
- 42. Autorisation du directeur
- 43. Pouvoirs de l'agent de recouvrement
- 44. Transaction

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 45. Mesures d'exécution
- 46. Prise en compte de la conduite antérieure

PARTIE VI

**PLANIFICATION DU SYSTÈME DE PROGRAMMES
ET DE SERVICES POUR LA GARDE D'ENFANTS
ET LA PETITE ENFANCE**

- 47. Interprétation
- 48. Non-application de la partie V

INTÉRÊT PROVINCIAL

- 49. Intérêt provincial
- 50. Obligation de collaborer

PLANS DE PROGRAMMES ET DE SERVICES POUR
LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE

- 51. Plan de programmes et de services pour la garde
d'enfants et la petite enfance
- 52. Mise en oeuvre du plan

RÔLE DU MINISTRE

- 53. Rôle du ministre
- 54. Pouvoirs généraux du ministre
- 55. Déclarations de principes du ministre : questions
d'intérêt provincial, programmation, pédagogie et
autres

RÔLE DES GESTIONNAIRES DE SERVICES,
DES PREMIÈRES NATIONS ET DES AUTORITÉS
LOCALES PRESCRITES

- 56. Fonctions du gestionnaire de services
- 57. Pouvoirs généraux du gestionnaire de services
- 58. Rapports périodiques au ministre
- 59. Autres rapports au ministre
- 60. Pouvoirs généraux des Premières Nations
- 61. Pouvoirs généraux des autorités locales prescrites
- 62. Avis au directeur concernant la délivrance d'un permis

PARTIE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 63. Non-application de la partie V

APPLICATION

- 64. Application de la Loi
- 65. Gestionnaires de services
- 66. Directeurs
- 67. Délégation à des employés du ministère
- 68. Conseillers en programmes

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET NUMÉROS
D'IMMATRICULATION SCOLAIRE DE L'ONTARIO

- 69. Collecte et utilisation de renseignements personnels :
ministre
- 70. Collecte et utilisation de renseignements personnels :
gestionnaire de services et autres
- 71. Attribution de numéros
- 72. Protection des numéros d'immatriculation scolaire

DISPOSITIONS DIVERSES

- 73. Signification
- 74. Certains centres de garde dans les écoles : exigences
liées au bâtiment et autres
- 75. Interdiction : entrave au travail de l'inspecteur

- 76. Prohibition - false or misleading information
- 77. List of offences
- 78. Penalties for offences
- 79. Minister's review of Act

REGULATIONS

- 80. Regulations - Minister
- 81. Regulations - Lieutenant Governor in Council
- 82. Retroactivity and incorporation by reference
- 83. Public consultation before making regulations
- 84. Notice of regulation on website

**PART VIII
TRANSITION AND
CONSEQUENTIAL AMENDMENT**

- 85. Payments under Day Nurseries Act
- 86. Approvals of corporations under the Day Nurseries Act
- 87. Transitional regulations
- 88. Amendment in consequence of Not-for-profit Corporations Act, 2010

**PART IX
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

- 89. Commencement
- 90. Short title

**PART I
PURPOSES AND INTERPRETATION**

Purposes of Act

1. (1) The purposes of this Act are to foster the learning, development, health and well-being of children and to enhance their safety.

Same

(2) In order to fulfil the purposes set out in subsection (1), this Act,

- (a) provides a framework for the regulation of,
 - (i) the provision of child care, and
 - (ii) the operation of child care and early years programs and services;
- (b) establishes a licensing and compliance scheme relating to the provision of child care;
- (c) sets out requirements in relation to the funding and resourcing of child care and early years programs and services;
- (d) facilitates and supports the local planning and implementation of child care and early years programs and services by municipalities, district social services administration boards, First Nations and prescribed local authorities;
- (e) provides access to information that,
 - (i) supports the ability of parents to evaluate and choose child care and early years programs and services, and
 - (ii) increases understanding about child development and improves the ability to evaluate the

- 76. Interdiction : renseignements faux ou trompeurs
- 77. Liste d'infractions
- 78. Peines
- 79. Examen de la Loi par le ministre

RÈGLEMENTS

- 80. Règlements du ministre
- 81. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil
- 82. Rétroactivité et incorporation par renvoi
- 83. Consultation du public préalable à la prise de règlements
- 84. Avis de règlement sur un site Web

**PARTIE VIII
DISPOSITIONS TRANSITOIRES
ET MODIFICATION CORRÉLATIVE**

- 85. Paiements aux termes de la Loi sur les garderies
- 86. Agrément de personnes morales en vertu de la Loi sur les garderies
- 87. Règlements transitoires
- 88. Modification consécutive à la Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif

**PARTIE IX
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

- 89. Entrée en vigueur
- 90. Titre abrégé

**PARTIE I
OBJETS ET INTERPRÉTATION**

Objets de la Loi

1. (1) Les objets de la présente loi consistent à favoriser l'apprentissage, le développement, la santé et le bien-être des enfants et à améliorer leur sécurité.

Idem

(2) Pour réaliser les objets énoncés au paragraphe (1), la présente loi :

- a) prévoit un cadre pour la réglementation :
 - (i) de la prestation des services de garde,
 - (ii) du fonctionnement des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance;
- b) établit un régime d'agrément et de mise en conformité pour la prestation des services de garde;
- c) fixe des exigences pour le financement et la dotation en ressources des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance;
- d) facilite et soutient la planification et la mise en oeuvre des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance à l'échelle locale par les municipalités, les conseils d'administration de district des services sociaux, les Premières Nations et les autorités locales prescrites;
- e) donne accès à des renseignements qui :
 - (i) permettent aux parents d'évaluer et de choisir les programmes et les services pour la garde d'enfants et la petite enfance,
 - (ii) augmentent la compréhension du développement de l'enfant et permettent de mieux éva-

effectiveness of the child care and early years programs and services; and

luer l'efficacité des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance.

- (f) facilitates and supports the coordination of provincial planning and policy development.

- f) facilite et soutient la coordination de la planification et de l'élaboration de politiques à l'échelle provinciale.

Definitions

2. (1) In this Act,

“authorized recreational and skill building programs” means programs that meet the description set out in subsection 6 (4); (“programmes autorisés de loisirs et de développement des compétences”)

“child” means a person who is younger than 13 years old; (“enfant”)

“child care” has the meaning set out in section 3; (“garde d'enfants”, “services de garde”)

“child care and early years programs and services” means programs and services that,

- (a) include the provision of child care, or
- (b) are early years programs and services; (“programmes et services pour la garde d'enfants et la petite enfance”)

“child care and early years programs and services plan” means the plan established and approved under section 51; (“plan de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance”)

“child care centre” means a premises operated by a person licensed under this Act to operate a child care centre at the premises; (“centre de garde”)

“child care provider” means any person who provides child care for one or more children; (“fournisseur de services de garde”)

“criminal reference check” means a document concerning an individual,

- (a) that was prepared by a police force or service from national data on the Canadian Police Information Centre system, and
- (b) that contains information concerning the individual's personal criminal history; (“relevé des antécédents criminels”)

“designated senior employee” means a person employed in the Ministry as a deputy minister, associate deputy minister or assistant deputy minister, or in a position prescribed by the regulations; (“titulaire d'un poste supérieur désigné”)

“director” means a director appointed under section 66; (“directeur”)

“district social services administration board” means a board established under the *District Social Services Administration Boards Act*; (“conseil d'administration de district des services sociaux”)

Définitions

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«agence de services de garde en milieu familial» Personne agréée comme telle sous le régime de la présente loi. («home child care agency»)

«agréé» Agréé en vertu d'un permis délivré sous le régime de la présente loi. (French version only)

«aire de service» Relativement à un gestionnaire de services, s'entend de la zone géographique précisée par les règlements comme étant son aire de service, conformément au paragraphe 65 (2). («service area»)

«autorité locale prescrite» Personne ou entité prescrite par les règlements. («prescribed local authority»)

«centre de garde» Local exploité par une personne qui est agréée sous le régime de la présente loi pour y exploiter un tel centre. («child care centre»)

«circonstances exclues» Les circonstances énoncées à l'article 4 dans lesquelles la garde et la surveillance temporaires d'enfants sont assurées. («exempt circumstances»)

«conseil d'administration de district des services sociaux» Conseil créé en vertu de la *Loi sur les conseils d'administration de district des services sociaux*. («district social services administration board»)

«conseil scolaire» Conseil au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'éducation*. («school board»)

«directeur» Directeur nommé au titre de l'article 66. («director»)

«école» S'entend au sens de la *Loi sur l'éducation*. («school»)

«enfant» Personne de moins de 13 ans. («child»)

«exploitant» Personne qui contrôle ou gère un local, une agence, un programme ou un service. Les termes «exploiter», «faire fonctionner» et «fonctionnement» ont un sens correspondant. («operator», «operate»)

«fournisseur de services de garde» Toute personne qui fournit des services de garde pour un ou plusieurs enfants. («child care provider»)

«garde d'enfants» ou «services de garde» S'entend au sens de l'article 3. («child care»)

«garde ou surveillance temporaire d'un enfant» Garde ou surveillance assurant la sécurité, le bien-être ou le développement d'un enfant en l'absence de son parent pendant une période continue ne dépassant pas 24 heures. («temporary care for or supervision of a child»)

“early years programs and services” means programs and services for children or parents that are specified or meet the description set out in the regulations, which,

- (a) involve or relate to the learning, development, health and well-being of children,
- (b) do not provide child care and are not extended day programs, and
- (c) are funded wholly or partly by the Ministry; (“programmes et services pour la petite enfance”)

“exempt circumstances” means the circumstances set out in section 4 in which temporary care for and supervision of children are provided; (“circonstances exclues”)

“extended day program” has the same meaning as in the *Education Act*; (“programme de jour prolongé”)

“First Nation” means a band as defined in the *Indian Act* (Canada); (“Première Nation”)

“home child care” means child care that meets the description set out in paragraph 1 of subsection 6 (3); (“services de garde en milieu familial”)

“home child care agency” means a person that is licensed as a home child care agency under this Act; (“agence de services de garde en milieu familial”)

“in-home services” means child care that meets the description set out in paragraph 3 of subsection 6 (3); (“services à domicile”)

“justice” means a provincial judge or a justice of the peace; (“juge”)

“licence” means a licence issued under this Act and, unless the context indicates otherwise, includes a provisional licence; (“permis”)

“licensed child care” means child care that,

- (a) is provided at a child care centre,
- (b) is home child care, or
- (c) is in-home services; (“services de garde agréés”)

“licensee” means a person who holds a licence issued under this Act; (English version only)

“Minister” means the Minister of Education or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the Ministry of the Minister; (“ministère”)

“operator” means a person who has control or management of a premises, agency, program or service, and “operate” has a corresponding meaning; (“exploitant”, “exploiter”, “faire fonctionner”, “fonctionnement”)

“parent” includes a person having lawful custody of a child or a person who has demonstrated a settled intention to treat a child as a child of his or her family; (“parent”)

«gestionnaire de services» Municipalité ou conseil d'administration de district des services sociaux désigné comme tel par les règlements, conformément au paragraphe 65 (1). («service manager»)

«jour de semaine» Tout lundi, mardi, mercredi, jeudi ou vendredi qui n'est pas un jour férié. («weekday»)

«juge» Juge provincial ou juge de paix. («justice»)

«membre de la famille» Relativement à un enfant, personne qui est son parent, son frère, sa soeur, son grand-père, sa grand-mère, son grand-oncle, sa grand-tante, son oncle, sa tante, son cousin, sa cousine ou toute autre personne prescrite par les règlements, que ce soit par le sang, une union conjugale ou l'adoption. («relative»)

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«ministre» Le ministre de l'Éducation ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi peut être assignée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«parent» S'entend en outre de la personne qui a la garde légitime d'un enfant ou de celle qui a manifesté l'intention bien arrêtée de traiter un enfant comme un enfant de sa famille. («parent»)

«permis» Permis délivré sous le régime de la présente loi, y compris un permis provisoire, sauf indication contraire du contexte. («licence»)

«plan de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance» Le plan établi et approuvé en application de l'article 51. («child care and early years programs and services plan»)

«Première Nation» S'entend d'une bande au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada). («First Nation»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«programme de jour prolongé» S'entend au sens de la *Loi sur l'éducation*. («extended day program»)

«programmes autorisés de loisirs et de développement des compétences» Programmes qui répondent à la description figurant au paragraphe 6 (4). («authorized recreational and skill building programs»)

«programmes et services pour la garde d'enfants et la petite enfance» Programmes et services qui, selon le cas :

- a) comprennent la prestation de services de garde;
- b) sont des programmes et des services pour la petite enfance. («child care and early years programs and services»)

«programmes et services pour la petite enfance» Programmes et services pour les enfants ou les parents qui sont précisés dans les règlements ou qui répondent à la description qui y figure et qui :

- a) concernent l'apprentissage, le développement, la santé et le bien-être des enfants ou s'y rapportent;

“personal information” means personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; (“renseignements personnels”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“prescribed local authority” means a person or entity prescribed by the regulations; (“autorité locale prescrite”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“relative” means, with respect to a child, a person who is the child’s parent, sibling, grandparent, great-uncle, great-aunt, uncle, aunt, cousin or such other person prescribed by the regulations, whether by blood, through a spousal relationship or through adoption; (“membre de la famille”)

“residential care” means boarding or lodging, or both, and may include specialized, sheltered or group care in conjunction with the boarding or lodging, or both; (“soins en établissement”)

“school” has the same meaning as in the *Education Act*; (“école”)

“school board” means a board as defined in subsection 1 (1) of the *Education Act*; (“conseil scolaire”)

“service area”, in relation to a service manager, means the geographic area specified by the regulations as the service area of that service manager, in accordance with subsection 65 (2); (“aire de service”)

“service manager” means a municipality or district social services administration board designated by the regulations as a service manager in accordance with subsection 65 (1); (“gestionnaire de services”)

“temporary care for or supervision of a child” means providing for a child’s safety, well-being or development, in the absence of the child’s parent and for a continuous period that does not exceed 24 hours; (“garde ou surveillance temporaire d’un enfant”)

“Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal; (“Tribunal”)

“weekday” means any Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday or Friday that is not a holiday. (“jour de semaine”)

Interpretation, home child care agency

(2) Nothing in this Act is intended to imply that a home child care agency is an employer of a person who provides home child care or in-home services.

Meaning of “child care”

3. For the purposes of this Act, child care means the

- b) n’offrent pas de services de garde et ne sont pas des programmes de jour prolongé;
- c) sont financés en totalité ou en partie par le ministère. («early years programs and services»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

«relevé des antécédents criminels» Document concernant un particulier :

- a) qui a été préparé par un corps ou service de police à partir de données nationales figurant dans le système du Centre d’information de la police canadienne;
- b) qui comporte des renseignements concernant les antécédents criminels du particulier. («criminal reference check»)

«renseignements personnels» S’entend au sens de l’article 38 de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée* et de l’article 28 de la *Loi sur l’accès à l’information municipale et la protection de la vie privée*. («personal information»)

«services à domicile» Services de garde qui répondent à la description figurant à la disposition 3 du paragraphe 6 (3). («in-home services»)

«services de garde agréés» Services de garde qui, selon le cas :

- a) sont fournis dans un centre de garde;
- b) sont des services de garde en milieu familial;
- c) sont des services à domicile. («licensed child care»)

«services de garde en milieu familial» Services de garde qui répondent à la description figurant à la disposition 1 du paragraphe 6 (3). («home child care»)

«soins en établissement» Le vivre ou le couvert, ou les deux, y compris, le cas échéant, les soins spécialisés, les soins en établissement protégé ou les soins de groupe fournis conjointement avec le vivre ou le couvert, ou les deux. («residential care»)

«titulaire d’un poste supérieur désigné» Personne employée au ministère au poste de sous-ministre, de sous-ministre associé ou de sous-ministre adjoint ou à un poste prescrit par les règlements. («designated senior employee»)

«Tribunal» Le Tribunal d’appel en matière de permis. («Tribunal»)

Interprétation : agence de services de garde en milieu familial

(2) La présente loi n’a pas pour effet de laisser entendre qu’une agence de services de garde en milieu familial est l’employeur d’une personne qui fournit des services de garde en milieu familial ou des services à domicile.

Signification de «garde d’enfants» ou «services de garde»

3. Pour l’application de la présente loi, on entend par

provision of temporary care for or supervision of children in any circumstance other than in exempt circumstances.

Exempt circumstances

4. (1) For the purposes of this Act, temporary care for and supervision of children are provided in exempt circumstances if:

relatives

1. The person providing the care or supervision is a relative of all of the children for whom it is provided.

services for patrons, etc.

2. The care or supervision is provided as a service at a premises for guests, visitors or patrons who,
 - i. use the service on an irregular basis,
 - ii. remain at the premises for the duration of the time during which they use the service, and
 - iii. are readily available to attend to the children.

homes

3. The care or supervision is provided at a child's own home and is not provided,
 - i. for any other children who do not reside at that home, or
 - ii. pursuant to an agreement described in paragraph 2 of section 7.

schools

4. The care or supervision is provided as a service or part of a program operated by a school board or by the Government of Ontario, and the program or service,
 - i. has a primary purpose that is instructional or extracurricular in nature, and
 - ii. is provided only for pupils enrolled in the primary division or a higher division in a school.

extended day programs

5. The care or supervision is provided as part of an extended day program.

private schools

6. The care or supervision is provided as a service or part of a program operated by a person operating a private school (within the meaning of the *Education Act*) and only for pupils enrolled in the school who,
 - i. are four years old or older, or
 - ii. if the care or supervision is provided on or after September 1 in a calendar year, will attain the age of four in that year.

garde d'enfants ou services de garde la garde ou la surveillance temporaire d'enfants en toutes circonstances autres que les circonstances exclues.

Circonstances exclues

4. (1) Pour l'application de la présente loi, la garde et la surveillance temporaires d'enfants sont assurées dans des circonstances exclues dans les cas suivants :

membres de la famille

1. La personne qui assure la garde ou la surveillance est un membre de la famille de tous les enfants qu'elle garde ou surveille.

services aux clients et autres

2. La garde ou la surveillance est assurée comme service dans un local pour les invités, les visiteurs ou les clients qui :
 - i. utilisent le service sur une base irrégulière,
 - ii. restent sur les lieux pendant la durée d'utilisation du service,
 - iii. sont aisément accessibles pour s'occuper des enfants.

domicile

3. La garde ou la surveillance est assurée au propre domicile d'un enfant et non, selon le cas :
 - i. à d'autres enfants ne résidant pas à ce domicile,
 - ii. conformément à une entente visée à la disposition 2 de l'article 7.

écoles

4. La garde ou la surveillance est assurée comme service ou dans le cadre d'un programme que fait fonctionner un conseil scolaire ou le gouvernement de l'Ontario et :
 - i. le but principal du service ou du programme est de nature pédagogique ou parascolaire,
 - ii. le service ou le programme est offert uniquement à des élèves inscrits au cycle primaire ou à un cycle supérieur dans une école.

programmes de jour prolongé

5. La garde ou la surveillance est assurée dans le cadre d'un programme de jour prolongé.

écoles privées

6. La garde ou la surveillance est assurée comme service ou dans le cadre d'un programme que fait fonctionner une personne qui exploite une école privée au sens de la *Loi sur l'éducation* et uniquement pour des élèves inscrits dans cette école qui :
 - i. soit ont quatre ans ou plus,
 - ii. soit, si la garde ou la surveillance est assurée le 1^{er} septembre d'une année civile ou par la suite, atteindront l'âge de quatre ans au cours de cette année.

recreational, etc.

7. The care or supervision is provided as part of a program, the primary purpose of which is not to provide temporary care for or supervision of children but rather to promote recreational, artistic, musical or athletic skills or to provide religious, cultural or linguistic instruction.

academic

8. The care or supervision is provided as a service or part of a program and the primary purpose of the service or program is not to provide temporary care for or supervision of children but rather to assist children with academic studies and skills. An example of a service or program described in this paragraph is tutoring.

camps

9. Subject to subsection (3), the care or supervision is provided as part of a camp,
- that is not operated for more than 13 weeks in a calendar year,
 - that is not operated on days on which instruction is typically provided for pupils enrolled in schools,
 - that is not operated at a person's home, and
 - where the care or supervision is provided only for children who,
 - are four years old or older, or
 - if the care or supervision is provided on or after September 1 in a calendar year, will attain the age of four in that year.

residential or foster care

10. The care or supervision is provided in the course of providing residential or foster care for the child under the authority of another Act.

prescribed circumstances

11. The care or supervision is provided by a person, at a premises, as part of a program or service or in any other circumstance prescribed by the regulations.

Third party programs, etc.

(2) For greater certainty, the temporary care or supervision referred to in paragraph 4 of subsection (1) does not include temporary care or supervision provided as part of a third party program within the meaning of the *Education Act*, or at a child care centre operated by a board under paragraph 49 of subsection 171 (1) of that Act.

loisirs et autres

7. La garde ou la surveillance est assurée dans le cadre d'un programme dont le but principal n'est pas d'assurer la garde ou la surveillance temporaire d'enfants, mais plutôt de promouvoir des habiletés récréatives, artistiques, musicales ou sportives ou de dispenser un enseignement religieux, culturel ou linguistique.

études

8. La garde ou la surveillance est assurée comme service ou dans le cadre d'un programme et le but principal du service ou du programme n'est pas d'assurer la garde ou la surveillance temporaire d'enfants, mais plutôt d'aider les enfants dans leurs études et dans le développement de leurs habiletés scolaires. Le tutorat est un exemple de service ou de programme visé à la présente disposition.

camps

9. Sous réserve du paragraphe (3), la garde ou la surveillance est assurée dans le cadre d'un camp :
- qui n'est pas exploité pendant plus de 13 semaines par année civile,
 - qui n'est pas exploité les jours où un enseignement est habituellement dispensé aux élèves inscrits dans une école,
 - qui n'est pas exploité au domicile d'une personne,
 - où la garde ou la surveillance est assurée uniquement pour des enfants qui :
 - soit ont quatre ans ou plus,
 - soit, si la garde ou la surveillance est assurée le 1^{er} septembre d'une année civile ou par la suite, atteindront l'âge de quatre ans au cours de cette année.

soins en établissement ou en famille d'accueil

10. La garde ou la surveillance est assurée dans le cadre de la prestation de soins en établissement ou en famille d'accueil pour l'enfant sous le régime d'une autre loi.

circonstances prescrites

11. La garde ou la surveillance est assurée par une personne, dans un local, dans le cadre d'un programme ou d'un service ou dans toute autre circonstance qui est prescrit par les règlements.

Programmes offerts par des tiers et autres

(2) Il est entendu que la garde ou la surveillance temporaire visée à la disposition 4 du paragraphe (1) n'inclut pas la garde ou la surveillance temporaire assurée dans le cadre d'un programme offert par un tiers au sens de la *Loi sur l'éducation* ou dans un centre de garde exploité par un conseil en vertu de la disposition 49 du paragraphe 171 (1) de cette loi.

Camps, exception

(3) Paragraph 9 of subsection (1) does not include temporary care for or supervision of children that is provided as part of a camp,

- (a) that is operated by a person who stopped operating a child care centre at a premises for the purpose of operating the camp at the premises; and
- (b) that is operated during the same or similar hours, and is otherwise of the same nature, as the child care centre.

PART II PROTECTIVE MEASURES

Application of Part - exempt circumstances

5. (1) Subject to subsection (2), this Part does not apply to a person who, in an exempt circumstance,

- (a) provides temporary care for or supervision of children;
- (b) operates a premises where temporary care for or supervision of children is provided; or
- (c) arranges or oversees the provision of temporary care for or supervision of children.

Same

(2) Subsection (1) does not apply with respect to sections 11, 16 and 17 and any other provision prescribed by the regulations.

Prohibition - operation of child care centre

6. (1) No person shall operate a premises where child care is provided except under the authority of a licence to operate a child care centre.

Same, premises specified in licence

(2) Subject to section 26, a person who holds a licence to operate a child care centre is authorized to operate the centre only at the premises specified in the licence.

Exceptions

(3) Subsection (1) does not apply in respect of the provision of child care in any of the following circumstances:

home child care

- 1. The child care provided at the premises meets the following criteria:
 - i. The child care is provided,
 - A. by one child care provider for no more than six children or, if a lesser number is prescribed in accordance with subsection (6), no more than the prescribed number of children, or
 - B. if the regulations so provide, by two child care providers for no more than twice the number of children that applies for the purposes of sub-

Camps : exception

(3) La disposition 9 du paragraphe (1) n'inclut pas la garde ou la surveillance temporaire d'enfants assurée dans le cadre d'un camp :

- a) d'une part, qui est exploité par une personne qui a cessé d'exploiter un centre de garde dans un local pour y exploiter le camp;
- b) d'autre part, qui est exploité selon un horaire identique ou similaire à celui du centre de garde et qui est par ailleurs de même nature que celui-ci.

PARTIE II MESURES DE PROTECTION

Champ d'application de la partie : circonstances exclues

5. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie ne s'applique pas à une personne qui, dans une circonstance exclue :

- a) soit assure la garde ou la surveillance temporaire d'enfants;
- b) soit exploite un local où la garde ou la surveillance temporaire d'enfants est assurée;
- c) soit organise ou supervise la garde ou la surveillance temporaire d'enfants.

Idem

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des articles 11, 16 et 17 et de toute autre disposition prescrite par les règlements.

Interdiction : exploitation d'un centre de garde

6. (1) Nul ne doit exploiter un local où des services de garde sont fournis si ce n'est en vertu d'un permis l'autorisant à exploiter un centre de garde.

Idem : local précisé dans le permis

(2) Sous réserve de l'article 26, la personne titulaire d'un permis l'autorisant à exploiter un centre de garde n'est autorisée à l'exploiter que dans le local précisé dans le permis.

Exceptions

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard de la prestation de services de garde dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

services de garde en milieu familial

- 1. Les services de garde fournis dans le local remplissent les critères suivants :
 - i. Les services de garde sont fournis :
 - A. soit par un seul fournisseur de services de garde pour au plus six enfants ou au plus le nombre inférieur prescrit conformément au paragraphe (6), le cas échéant,
 - B. soit, si les règlements le prévoient, par deux fournisseurs de services de garde pour au plus deux fois le nombre d'enfants qui s'applique dans le cadre

subparagraph A or, if a lesser number is prescribed, no more than the prescribed number of children.

- ii. There is an agreement between a home child care agency and the child care provider that provides for the agency's oversight of the provision of care.
- iii. The home child care agency has been advised of all of the children at the premises.

- iv. The group of children does not include,
 - A. in the circumstances described in subparagraph i A, more than two children who are younger than two years old,
 - B. in the circumstances described in subparagraph i B, more than four children who are younger than two years old or, if a lesser number is prescribed, more than the prescribed number, or
 - C. if the director authorizes under section 27 the provision of child care for more children who are younger than two years old than the number that applies for the purposes of subparagraph A or B, more than the number specified by the director.

unlicensed child care, five children or less

- 2. The child care provided at the premises meets the following criteria:
 - i. The child care is provided for no more than five children or, if a lesser number is prescribed by the regulations, no more than the prescribed number of children.
 - ii. There is no agreement between a home child care agency and the child care provider that provides for the agency's oversight of the provision of care.
 - iii. The group of children does not include more than two children who are younger than two years old.

in-home services

- 3. The child care provided at the premises meets the following criteria:
 - i. The child care is provided for a child at his or her home, or at another place where residential care is provided for the child.
 - ii. There is an agreement between a home child care agency and the child care provider that provides for the agency's oversight of the provision of care.
 - iii. The home child care agency has been advised of all of the children at the premises.

de la sous-sous-disposition A ou au plus le nombre inférieur prescrit, le cas échéant.

- ii. Le fournisseur de services de garde a conclu une entente avec une agence de services de garde en milieu familial prévoyant que celle-ci supervise la prestation des services.
- iii. L'agence de services de garde en milieu familial a été informée de tous les enfants dans le local.

- iv. Le groupe d'enfants n'inclut pas :

- A. dans les circonstances mentionnées à la sous-sous-disposition i A, plus de deux enfants de moins de deux ans,
- B. dans les circonstances mentionnées à la sous-sous-disposition i B, plus de quatre enfants de moins de deux ans ou plus du nombre inférieur prescrit, le cas échéant,
- C. si le directeur autorise, en vertu de l'article 27, la prestation de services de garde pour un nombre d'enfants de moins de deux ans supérieur à celui qui s'applique dans le cadre de la sous-sous-disposition A ou B, plus de ce nombre.

services de garde non agréés : maximum de cinq enfants

- 2. Les services de garde fournis dans le local remplissent les critères suivants :
 - i. Les services de garde sont fournis pour au maximum cinq enfants ou le nombre inférieur prescrit par les règlements, le cas échéant.
 - ii. Le fournisseur de services de garde n'a pas conclu d'entente avec une agence de services de garde en milieu familial prévoyant que celle-ci supervise la prestation des services.
 - iii. Le groupe d'enfants n'inclut pas plus de deux enfants de moins de deux ans.

services à domicile

- 3. Les services de garde fournis dans le local remplissent les critères suivants :
 - i. Les services de garde sont fournis pour un enfant à son domicile, ou dans un autre endroit où des soins en établissement lui sont fournis.
 - ii. Le fournisseur de services de garde a conclu une entente avec une agence de services de garde en milieu familial prévoyant que celle-ci supervise la prestation des services.
 - iii. L'agence de services de garde en milieu familial a été informée de tous les enfants dans le local.

- iv. Financial assistance is provided under this Act for the child care.
- v. The child care meets any other criteria prescribed by the regulations.

prescribed circumstances

- 4. The child care is provided by a person, at a premises, as part of a program or service or in any other circumstance prescribed by the regulations.

Same, authorized recreational and skill building programs

(4) If the regulations so provide, subsection (1) does not apply in respect of the provision of child care if the child care is provided as part of a program that meets the following criteria:

- 1. The primary purpose of the program is to provide child care.
- 2. The program includes, as a complementary purpose, activities that promote recreational, artistic, musical or athletic skills or provide religious, cultural or linguistic instruction.
- 3. The program is not operated at a person's home.
- 4. The child care is provided only for children who,
 - i. are six years old or older, or
 - ii. if the child care is provided on or after September 1 in a calendar year, will attain the age of six in that year.
- 5. The program meets any other criteria prescribed by the regulations.

Children of the provider

(5) For the purposes of counting children at a premises under paragraphs 1 and 2 of subsection (3), a child care provider's own children who are at the premises shall be counted unless they are six years old or older.

Home child care, number of children

(6) Regulations made for the purposes of subparagraph 1 i A of subsection (3) shall ensure that the number of children prescribed is more than the number of children for whom child care may be provided under subparagraph 2 i of subsection (3).

Same, interpretation

(7) For greater certainty, nothing in this section shall be interpreted as preventing an agreement between a home child care agency and a provider of home child care that provides that the number of children for whom the care is provided shall be less than the number of children that applies for the purposes of subparagraph 1 i of subsection (3).

- iv. Une aide financière est allouée pour les services de garde en vertu de la présente loi.
- v. Les services de garde remplissent les autres critères prescrits par les règlements.

circonstances prescrites

- 4. Les services de garde sont fournis par une personne, dans un local, dans le cadre d'un programme ou d'un service ou dans toute autre circonstance qui est prescrit par les règlements.

Idem : programmes autorisés de loisirs et de développement des compétences

(4) Si les règlements le prévoient, le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard de la prestation de services de garde s'ils sont fournis dans le cadre d'un programme qui remplit les critères suivants :

- 1. Le but principal du programme est de fournir des services de garde.
- 2. Le programme comprend comme but complémentaire des activités visant à promouvoir des habiletés récréatives, artistiques, musicales ou sportives ou à dispenser un enseignement religieux, culturel ou linguistique.
- 3. Le programme n'est pas fourni au domicile d'une personne.
- 4. Les services de garde sont fournis uniquement pour des enfants qui :
 - i. soit ont six ans ou plus,
 - ii. soit, si les services sont fournis le 1^{er} septembre d'une année civile ou par la suite, atteindront l'âge de six ans au cours de cette année.
- 5. Le programme remplit tout autre critère prescrit par les règlements.

Enfants du fournisseur

(5) Le dénombrement des enfants dans un local au titre des dispositions 1 et 2 du paragraphe (3) englobe les propres enfants du fournisseur de services de garde qui se trouvent dans le local, sauf s'ils ont six ans ou plus.

Services de garde en milieu familial : nombre d'enfants

(6) Les règlements pris pour l'application de la sous-sous-disposition 1 i A du paragraphe (3) doivent faire en sorte que le nombre d'enfants prescrit soit supérieur au nombre d'enfants pour qui des services de garde peuvent être fournis en vertu de la sous-disposition 2 i de ce paragraphe.

Idem : interprétation

(7) Il est entendu que le présent article ne doit pas être interprété comme empêchant la conclusion d'une entente entre une agence de services de garde en milieu familial et un fournisseur de services de garde en milieu familial prévoyant que le nombre d'enfants pour qui les services de garde sont fournis soit inférieur au nombre d'enfants qui s'applique au titre de la sous-disposition 1 i du paragraphe (3).

Para. 2 of subsection (3), interpretation

(8) For greater certainty, the number of child care providers at a premises shall not affect the number of children for whom child care may be provided in the circumstances set out in paragraph 2 of subsection (3).

Prohibition - operation of home child care agency

7. No person shall do any of the following except under the authority of a licence as a home child care agency:

1. Enter into an agreement with the parent of a child that arranges for a third person to provide child care for the child at a premises that is not the child's own home.
2. Enter into an agreement with the parent of a child that arranges for a third person to provide child care for the child that meets the criteria set out in subparagraphs 3 i, iv and v of subsection 6 (3).
3. Enter into an agreement with a child care provider to oversee the provision of child care by performing functions such as monitoring the operation, providing administrative services or imposing standards or requirements in relation to the provision of care.

Prohibition - operation of multiple unlicensed premises

8. No person shall operate more than one premises where child care is provided in a circumstance described in paragraph 2 of subsection 6 (3).

Prohibition - past conduct, child care providers, etc.

9. (1) No individual shall provide child care, operate a premises where child care is provided or enter into an agreement described in section 7 if:

1. The individual has been convicted of any of the following offences:
 - i. An offence under this Act.
 - ii. An offence under any of the following sections of the *Criminal Code* (Canada):
 - A. Section 151 (sexual interference).
 - B. Section 163.1 (child pornography).
 - C. Section 215 (duty of persons to provide necessities).
 - D. Section 229 (murder).
 - E. Section 233 (infanticide).
 - iii. Any other federal or provincial offence prescribed by the regulations.
2. The individual has been found guilty of professional misconduct under the *Early Childhood Educators Act, 2007*, the *Ontario College of Teachers Act, 1996*, the *Social Work and Social Service*

Disp. 2 du par. (3) : interprétation

(8) Il est entendu que le nombre de fournisseurs de services de garde dans un local n'a pas d'incidence sur le nombre d'enfants pour qui des services de garde peuvent être fournis dans les circonstances énoncées à la disposition 2 du paragraphe (3).

Interdiction : exploitation d'une agence de services de garde en milieu familial

7. Nul ne doit faire ce qui suit si ce n'est en vertu d'un permis d'agence de services de garde en milieu familial :

1. Conclure avec le parent d'un enfant une entente prévoyant la prestation de services de garde par un tiers, pour l'enfant, dans un local autre que le propre domicile de celui-ci.
2. Conclure avec le parent d'un enfant une entente prévoyant la prestation par un tiers, pour l'enfant, de services de garde qui remplissent les critères énoncés aux sous-dispositions 3 i, iv et v du paragraphe 6 (3).
3. Conclure avec un fournisseur de services de garde une entente prévoyant la supervision de ces services, notamment en en surveillant l'exploitation, en fournissant des services administratifs ou en imposant des normes ou des exigences à leur égard.

Interdiction : exploitation de locaux multiples non agréés

8. Nul ne doit exploiter plus d'un local où des services de garde sont fournis dans une circonstance énoncée à la disposition 2 du paragraphe 6 (3).

Interdiction : conduite antérieure des fournisseurs de services de garde et autres

9. (1) Nul particulier ne doit fournir des services de garde, exploiter un local où sont fournis de tels services ou conclure une entente visée à l'article 7 dans les cas suivants :

1. Le particulier a été déclaré coupable de l'une ou l'autre des infractions suivantes :
 - i. Une infraction prévue par la présente loi.
 - ii. Une infraction prévue par l'un ou l'autre des articles suivants du *Code criminel* (Canada) :
 - A. L'article 151 (contacts sexuels).
 - B. L'article 163.1 (pornographie juvénile).
 - C. L'article 215 (devoir de fournir les choses nécessaires à l'existence).
 - D. L'article 229 (meurtre).
 - E. L'article 233 (infanticide).
 - iii. Toute autre infraction fédérale ou provinciale prescrite par les règlements.
2. Il a été conclu que le particulier a commis une faute professionnelle en vertu de la *Loi de 2007 sur les éducatrices et les éducateurs de la petite enfance*, de la *Loi de 1996 sur l'Ordre des ensei-*

Work Act, 1998 or another prescribed Act, and based on that finding,

- i. the individual's membership in the regulatory body established under that Act was revoked and the individual has not been readmitted since that time,
- ii. a certificate or documentation issued to the individual under that Act that authorized the individual to practice was revoked and has not been reissued since that time, or
- iii. the individual's authority to practice was restricted in any other way prescribed by the regulations.

Directors of corporations

(2) If a corporation operates a premises where child care is provided or enters into an agreement described in section 7, all of its directors are deemed, for the purposes of subsection (1), to be operating the premises or to have entered into the agreement.

Corporation

(3) No corporation shall operate a premises where child care is provided or enter into an agreement described in section 7 if,

- (a) the corporation has been convicted of an offence referred to in subparagraph 1 i or iii of subsection (1); or
- (b) a director of the corporation is described in paragraph 1 or 2 of subsection (1).

Municipalities and school boards

(4) Subsection (2) and clause (3) (b) do not apply if the corporation is a municipality, school board or district social services administration board.

Prohibition - preventing parental access

Access to child

10. (1) No person providing child care, or operating a premises at which child care is provided, shall prevent a parent from having access to his or her child except,

- (a) if the person believes on reasonable grounds that the parent does not have a legal right of access to the child; or
- (b) in the circumstances prescribed by the regulations.

Access to premises

(2) No person providing child care at a premises, or operating the premises, shall prevent a parent from entering the premises while child care is provided there for his or her child except,

- (a) if the person believes on reasonable grounds that the parent does not have a legal right of access to the child;

gnantes et des enseignants de l'Ontario, de la Loi de 1998 sur le travail social et les techniques de travail social ou de toute autre loi prescrite et, sur la foi de cette conclusion :

- i. l'adhésion du particulier à l'organisme de réglementation créé en vertu de cette loi a été révoquée et le particulier n'a pas été réadmis depuis,
- ii. un certificat ou un document délivré au particulier sous le régime de cette loi qui l'autorisait à exercer a été révoqué et aucun nouveau certificat ou document ne lui a été délivré depuis,
- iii. l'autorisation d'exercer du particulier a été restreinte de toute autre façon prescrite par les règlements.

Administrateurs de personnes morales

(2) Si une personne morale exploite un local où des services de garde sont fournis ou conclut une entente visée à l'article 7, tous ses administrateurs sont réputés, pour l'application du paragraphe (1), exploiter le local ou avoir conclu l'entente.

Personne morale

(3) Nulle personne morale ne doit exploiter un local où des services de garde sont fournis ou conclure une entente visée à l'article 7 si, selon le cas :

- a) elle a été déclarée coupable d'une infraction mentionnée à la sous-disposition 1 i ou iii du paragraphe (1);
- b) un de ses administrateurs est visé par la disposition 1 ou 2 du paragraphe (1).

Municipalités et conseils scolaires

(4) Le paragraphe (2) et l'alinéa (3) b) ne s'appliquent pas si la personne morale est une municipalité, un conseil scolaire ou un conseil d'administration de district des services sociaux.

Interdiction : entrave à l'accès du parent

Accès à l'enfant

10. (1) Nulle personne fournissant des services de garde ou exploitant un local où de tels services sont fournis ne doit empêcher un parent d'avoir accès à son enfant sauf, selon le cas :

- a) si elle a des motifs raisonnables de croire que le parent n'a pas de droit d'accès à l'enfant;
- b) dans les circonstances prescrites par les règlements.

Accès au local

(2) Nulle personne fournissant des services de garde dans un local ou exploitant celui-ci ne doit empêcher un parent d'entrer dans le local pendant que des services de garde y sont fournis pour son enfant sauf, selon le cas :

- a) si elle a des motifs raisonnables de croire que le parent n'a pas de droit d'accès à l'enfant;

- (b) if the person believes on reasonable grounds that the parent could be dangerous to the children at the premises;
- (c) if the parent is behaving in a disruptive manner; or
- (d) in the circumstances prescribed by the regulations.

Prohibition - use of terms re licensing

11. (1) No person shall use the following terms in connection with a program or service that includes the provision of temporary care for or supervision of children, or a premises where such a program or service is provided, unless the temporary care for or supervision of children is licensed child care:

1. Child care centre.
2. Licensed child care centre.
3. Licensed child care.
4. Licensed day care.
5. Home child care agency.
6. Licensed home child care agency.
7. Licensed home child care.
8. Any other term prescribed by the regulations.

Same

- (2) Subsection (1) also applies to the use of,
 - (a) a variation, an abbreviation or an abbreviation of a variation of a term listed in subsection (1); or
 - (b) an equivalent in another language,
 - (i) of a term listed in subsection (1), or
 - (ii) of a variation, an abbreviation or an abbreviation of a variation of such a term.

Holding out as licensed

(3) No person shall represent or hold out expressly or by implication that he, she or it is licensed to operate a child care centre or as a home child care agency, unless the person is licensed under this Act.

Same, home child care agency

(4) No person who provides temporary care for or supervision of children shall represent or hold out expressly or by implication that the care or supervision is overseen by a home child care agency unless it is in fact overseen by a home child care agency that is licensed under this Act.

Application, prescribed exemptions

(5) This section does not apply in the circumstances prescribed by the regulations.

Duty to disclose if not licensed

12. (1) Any person who does not hold a licence shall,

- b) si elle a des motifs raisonnables de croire que le parent pourrait présenter un danger pour les enfants dans le local;
- c) si le parent a un comportement perturbateur;
- d) dans les circonstances prescrites par les règlements.

Interdiction : utilisation de certains termes concernant l'agrément

11. (1) Nul ne doit utiliser les termes suivants relativement à un programme ou à un service qui comprend la garde ou la surveillance temporaire d'enfants, ou à un local où un tel programme ou service est fourni, à moins que cette garde ou cette surveillance ne constitue des services de garde agréés :

1. Centre de garde.
2. Centre de garde agréé.
3. Services de garde agréés.
4. Garderie agréée.
5. Agence de services de garde en milieu familial.
6. Agence de services de garde en milieu familial agréée.
7. Services de garde en milieu familial agréés.
8. Tout autre terme prescrit par les règlements.

Idem

- (2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'utilisation :
 - a) soit d'une variante, d'une abréviation ou d'une abréviation d'une variante d'un terme figurant au paragraphe (1);
 - b) soit d'un équivalent dans une autre langue :
 - (i) d'un terme figurant au paragraphe (1),
 - (ii) d'une variante, d'une abréviation ou d'une abréviation d'une variante d'un tel terme.

Interdiction pour une personne de laisser entendre qu'elle est agréée

(3) Nulle personne autre qu'une personne agréée sous le régime de la présente loi ne doit, expressément ou implicitement, affirmer ou laisser entendre qu'elle est agréée pour exploiter un centre de garde ou agréée comme agence de services de garde en milieu familial.

Idem : agence de services de garde en milieu familial

(4) Nulle personne assurant la garde ou la surveillance temporaire d'enfants ne doit, expressément ou implicitement, affirmer ou laisser entendre que la garde ou la surveillance est supervisée par une agence de services de garde en milieu familial, à moins qu'elle soit effectivement supervisée par une agence de services de garde en milieu familial agréée sous le régime de la présente loi.

Application : exemptions prescrites

(5) Le présent article ne s'applique pas dans les circonstances prescrites par les règlements.

Obligation de divulgation en cas d'absence de permis

12. (1) Toute personne non titulaire d'un permis doit,

before providing child care in a circumstance described in paragraph 2 or 4 of subsection 6 (3), or, if relevant, in subsection 6 (4), disclose to the parent of the child, in a manner that may be prescribed, that the person does not hold a licence.

Duty to retain record of disclosure

(2) A person who makes a disclosure in accordance with subsection (1) shall retain a record of the disclosure in a prescribed manner for at least the prescribed time period, or if no time period is prescribed, for at least two years from the date the disclosure is made.

Duty to act in accordance with regulations

13. (1) Any person who provides child care, operates a premises where child care is provided or enters into an agreement described in section 7 shall do so in accordance with the regulations.

Prescribed qualifications, member of College of Early Childhood Educators

(2) If the regulations impose requirements in relation to the qualifications of a child care provider, the requirements are deemed to include membership in the College of Early Childhood Educators, unless otherwise provided by the regulations.

Posting, returning and copying licences

14. (1) A licensee shall post a copy of a licence in a conspicuous place at the child care centre or the premises where the home child care agency is located, as the case may be, together with any other information or signage prescribed by the regulations.

Duty to post information at home child care premises

(2) A home child care agency shall post any information or signage prescribed by the regulations in a conspicuous place at each premises where the agency oversees the provision of child care.

Exceptions

(3) Subsections (1) and (2) do not apply during the prescribed time periods.

Same

(4) If the prescribed conditions apply, subsection (2) does not apply with respect to premises where in-home services are provided.

Prohibition re making copies

(5) If a licence or any other signage has been provided to a person for the purposes of this Act, the person shall not make copies of the licence or signage, except as required for the purposes of this section, as otherwise required by law, or as permitted by the regulations.

Duty to return licence and signage

(6) If a licence or any other signage has been provided to a person for the purposes of this Act, the person shall return the licence or signage to a director in the circumstances prescribed by and in accordance with the regulations.

avant de fournir des services de garde dans une circonstance énoncée à la disposition 2 ou 4 du paragraphe 6 (3) ou encore au paragraphe 6 (4), s'il y a lieu, divulguer ce fait, de la manière prescrite, le cas échéant, au parent de l'enfant.

Obligation de consigner la divulgation

(2) Quiconque effectue une divulgation conformément au paragraphe (1) doit conserver un enregistrement de la divulgation de la manière prescrite pendant au moins la période prescrite ou, à défaut de période prescrite, pendant au moins deux ans à partir de la date de la divulgation.

Obligation d'agir conformément aux règlements

13. (1) Quiconque fournit des services de garde, exploite un local où des services de garde sont fournis ou conclut une entente visée à l'article 7 doit le faire conformément aux règlements.

Qualifications prescrites : membre de l'Ordre des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance

(2) Si les règlements imposent des exigences concernant les qualifications que doit posséder un fournisseur de services de garde, ces exigences sont réputées inclure l'adhésion à l'Ordre des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance, sauf indication contraire des règlements.

Affichage, restitution et reproduction de permis

14. (1) Tout titulaire de permis doit afficher une copie de son permis dans un endroit bien en vue dans le centre de garde ou dans le local où l'agence de services de garde en milieu familial est située, selon le cas, ainsi que tout autre renseignement ou écriteau prescrit par les règlements.

Obligation d'afficher les renseignements

(2) Toute agence de services de garde en milieu familial doit afficher tout renseignement ou écriteau prescrit par les règlements dans un endroit bien en vue dans chaque local où elle supervise la prestation de services de garde.

Exceptions

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas pendant les périodes prescrites.

Idem

(4) Si les conditions prescrites s'appliquent, le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'égard d'un local où des services à domicile sont fournis.

Interdiction de faire des copies

(5) Si un permis ou un autre écriteau a été fourni à une personne pour l'application de la présente loi, la personne ne doit pas en faire de copies, sauf selon ce qui est exigé pour l'application du présent article ou par ailleurs en droit ou selon ce que permettent les règlements.

Obligation de restituer le permis et tout écriteau

(6) Si un permis ou un autre écriteau a été fourni à une personne pour l'application de la présente loi, la personne doit le restituer à un directeur dans les circonstances prescrites par les règlements et conformément à ceux-ci.

Duty to provide receipt for payment

15. Upon request, any licensee or child care provider shall provide a receipt for payment to a person who pays the licensee or child care provider for child care, and the receipt shall be provided free of charge and in accordance with the regulations.

Accrediting programs and services

16. If the regulations so provide, no person shall provide a child care or early years program or service with an accreditation, certification or other designation indicating that the program or service meets certain standards or requirements, except in accordance with the regulations.

Use of terms re accreditation

17. (1) If the regulations so provide, no person shall use, in connection with a child care or early years program or service, a term prescribed by the regulations indicating that the program or service has been provided with an accreditation, certification or other designation, except in accordance with the regulations.

Same

- (2) Subsection (1) also applies to the use of,
- (a) a variation, an abbreviation or an abbreviation of a variation of a term referred to in subsection (1); or
 - (b) an equivalent in another language,
 - (i) of a term referred to in subsection (1), or
 - (ii) of a variation, an abbreviation or an abbreviation of a variation of such a term.

Holding out as accredited

(3) If the regulations so provide, no person shall represent or hold out expressly or by implication that a child care or early years program or service has been provided with an accreditation, certification or other designation indicating that it meets certain standards or requirements, except in accordance with the regulations.

Duty to report certain matters to director

18. (1) If, in the course of employment, it comes to the attention of a person prescribed by the regulations that there are reasonable grounds to suspect that there is an imminent threat to the health, safety or welfare of any child for whom child care is provided, the person shall immediately report the suspicion and the information on which it is based to a director.

Investigation

(2) If a suspicion is reported to a director under subsection (1), the director shall have an inspector conduct an inspection or make inquiries for the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations.

Obligation de remettre un reçu

15. Tout titulaire de permis ou fournisseur de services de garde doit remettre sur demande à la personne qui le paie pour les services de garde un reçu attestant le paiement. Le reçu doit être remis gratuitement et conformément aux règlements.

Homologation de programmes et de services

16. Si les règlements le prévoient, nul ne doit attribuer à un programme ou à un service pour la garde d'enfants ou la petite enfance une homologation, une reconnaissance officielle ou toute autre désignation indiquant que le programme ou le service répond à certaines normes ou exigences, si ce n'est conformément aux règlements.

Utilisation de certains termes concernant l'homologation

17. (1) Si les règlements le prévoient, nul ne doit utiliser, relativement à un programme ou à un service pour la garde d'enfants ou la petite enfance, un terme prescrit par les règlements indiquant que le programme ou le service a obtenu une homologation, une reconnaissance officielle ou toute autre désignation, si ce n'est conformément aux règlements.

Idem

- (2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'utilisation :
- a) soit d'une variante, d'une abréviation ou d'une abréviation d'une variante d'un terme visé au paragraphe (1);
 - b) soit d'un équivalent dans une autre langue :
 - (i) d'un terme visé au paragraphe (1),
 - (ii) d'une variante, d'une abréviation ou d'une abréviation d'une variante d'un tel terme.

Interdiction de laisser entendre qu'un programme est homologué

(3) Si les règlements le prévoient, nul ne doit, expressément ou implicitement, affirmer ou laisser entendre qu'un programme ou un service pour la garde d'enfants ou la petite enfance a obtenu une homologation, une reconnaissance officielle ou toute autre désignation indiquant que le programme ou le service répond à certaines normes ou exigences, si ce n'est conformément aux règlements.

Obligation de signaler certains faits au directeur

18. (1) Toute personne prescrite par les règlements qui, dans le cadre de son emploi, apprend qu'il y a des motifs raisonnables de soupçonner l'existence d'une menace imminente pour la santé, la sécurité ou le bien-être d'un enfant pour qui des services de garde sont fournis signale immédiatement ses soupçons et les renseignements sur lesquels ils sont fondés à un directeur.

Enquête

(2) Si des soupçons lui sont signalés en application du paragraphe (1), le directeur fait effectuer une inspection ou mener une enquête par un inspecteur en vue de s'assurer de la conformité à la présente loi et aux règlements.

Solicitor-client privilege

(3) Nothing in this section abrogates any privilege that may exist between a solicitor and the solicitor's client.

Duty to report under *Child and Family Services Act*

(4) Nothing in this section affects the duty to report a suspicion under section 72 of the *Child and Family Services Act*.

Publication of information

19. (1) The Minister shall publish the following on a government website:

1. A summary of each compliance order made under section 36.
2. A summary of each protection order made under section 37.
3. A summary of each notice of administrative penalty issued under section 39, unless the notice was rescinded or overturned.
4. A summary of each conviction for an offence listed under section 77 and the penalties imposed.

Same

(2) The Minister may publish the following on a government website:

1. A summary of each proposal to refuse to issue or renew a licence or to revoke a licence under section 23, unless the refusal or revocation was not carried out.
2. A summary of each restraining order made under section 38.

Other publications

(3) A director may publish anything set out in subsection (1) or (2) in any other manner or medium that the director considers appropriate.

Content

(4) A summary required to be published under this section shall include any information prescribed by the regulations.

Timing

(5) The following rules apply with respect to the timing of the publication of information under subsection (1) or (2):

1. A summary of a compliance order shall be published within 30 days after the day the order is made.
2. A summary of a proposal to refuse to issue or renew a licence or to revoke a licence shall not be published before the time for requiring a hearing as provided for under subsection 23 (4) expires, or, if a hearing is required, until the matter in issue has been finally determined.

Secret professionnel de l'avocat

(3) Le présent article n'a aucune incidence sur le secret professionnel de l'avocat.

Obligation de déclaration prévue par la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*

(4) Le présent article n'a aucune incidence sur l'obligation de déclarer ses soupçons prévue à l'article 72 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*.

Publication de renseignements

19. (1) Le ministre publie ce qui suit sur un site Web du gouvernement :

1. Un résumé de chaque ordre de mise en conformité donné en vertu de l'article 36.
2. Un résumé de chaque ordre de protection donné en vertu de l'article 37.
3. Un résumé de chaque avis de pénalité administrative délivré en vertu de l'article 39, sauf si l'avis a été annulé ou infirmé.
4. Un résumé de chaque déclaration de culpabilité pour une infraction prévue par l'article 77 et les pénalités imposées.

Idem

(2) Le ministre peut publier ce qui suit sur un site Web du gouvernement :

1. Un résumé de chaque intention de refuser la délivrance ou le renouvellement d'un permis ou de révoquer un permis en vertu de l'article 23, sauf s'il n'a pas été donné suite au refus ou à la révocation.
2. Un résumé de chaque ordonnance d'interdiction rendue en vertu de l'article 38.

Autres publications

(3) Un directeur peut publier tout élément visé au paragraphe (1) ou (2) de toute autre manière ou par tout autre moyen qu'il estime approprié.

Contenu

(4) Le résumé qui doit être publié en application du présent article comporte les renseignements prescrits par les règlements.

Délai

(5) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard des délais de publication de renseignements dans le cadre du paragraphe (1) ou (2) :

1. Le résumé d'un ordre de mise en conformité doit être publié dans les 30 jours qui suivent le jour où l'ordre a été donné.
2. Le résumé d'une intention de refuser la délivrance ou le renouvellement d'un permis ou de révoquer un permis ne doit pas être publié avant l'expiration du délai prévu pour demander une audience en vertu du paragraphe 23 (4) ou, si une audience est demandée, avant qu'il ait été statué de façon définitive sur la question en litige.

3. A summary of an administrative penalty shall not be published before,
- i. the time for requiring a review as provided for under subsection 39 (7) expires, or
 - ii. if a review is required, until the designated senior employee has made a decision.

Publication for at least 12 months

(6) The Minister shall ensure that the information published under subsection (1) remains on the website for no less than 12 months after the day it is published.

Posting of information

(7) A director may post a summary of anything described in subsection (1) or (2) in a conspicuous place at a child care centre, the premises where a home child care agency is located or any other premises where child care is provided if the subject matter of the publication is connected to the centre, agency or other premises.

Same

(8) Subsection (5) does not apply to a summary posted under subsection (7).

Removal of posted information

(9) No person, other than a director or inspector, shall remove a summary posted under subsection (7) unless the person is authorized to do so by a director or inspector, or the circumstances prescribed by the regulations exist.

Prohibition - identifying child

(10) Despite anything in this section, the Minister or a director shall not publish the identity, or any information that could disclose the identity, of a child who was allegedly,

- (a) sexually abused; or
- (b) the subject of any other physical or psychological harm.

Final determination

(11) For the purposes of paragraph 2 of subsection (5), a matter in issue has not been finally determined if a right of appeal exists and the time for appealing has not expired.

**PART III
LICENSING****Issuance and renewal of licence****Application**

20. (1) A person may apply for a licence or the renewal of a licence to operate a child care centre or as a home child care agency by submitting to a director,

3. Le résumé d'une pénalité administrative ne doit pas être publié :
- i. avant l'expiration du délai prévu pour demander une révision en vertu du paragraphe 39 (7),
 - ii. avant que le titulaire d'un poste supérieur désigné ait pris une décision, si une révision est demandée.

Publication pendant au moins 12 mois

(6) Le ministre veille à ce que les renseignements publiés en application du paragraphe (1) demeurent sur le site Web pendant au moins 12 mois après leur publication.

Affichage des renseignements

(7) Un directeur peut afficher un résumé de tout élément visé au paragraphe (1) ou (2) dans un endroit bien en vue dans un centre de garde, dans le local où une agence de services de garde en milieu familial est située ou dans tout autre local où des services de garde sont fournis si l'objet de la publication se rapporte au centre, à l'agence ou au local en question.

Idem

(8) Le paragraphe (5) ne s'applique pas à un résumé affiché en vertu du paragraphe (7).

Enlèvement des renseignements affichés

(9) Nul autre qu'un directeur ou un inspecteur ne doit enlever un résumé affiché en vertu du paragraphe (7), sauf s'il y est autorisé par un directeur ou un inspecteur ou dans les circonstances prescrites par les règlements.

Interdiction : identification d'un enfant

(10) Malgré toute autre disposition du présent article, le ministre ou un directeur ne doit pas publier l'identité, ni aucun renseignement susceptible de révéler l'identité, d'un enfant :

- a) soit à qui auraient été infligés des mauvais traitements d'ordre sexuel;
- b) soit qui aurait subi tout autre préjudice physique ou psychologique.

Décision définitive

(11) Pour l'application de la disposition 2 du paragraphe (5), il n'a pas été statué de façon définitive sur une question en litige si un droit d'appel existe et que le délai d'appel n'est pas expiré.

**PARTIE III
AGRÈMENT****Délivrance et renouvellement de permis****Demande**

20. (1) Une personne peut présenter une demande de permis ou de renouvellement de permis autorisant l'exploitation d'un centre de garde ou de permis d'agence de services de garde en milieu familial en remettant ce qui suit à un directeur :

- (a) an application in a form approved by the Minister;
- (b) an attestation, that is to be completed by the applicant in a form approved by the Minister, confirming that the applicant is not prohibited from operating a child care centre or a home child care agency under section 9;
- (c) any other information or documentation that may be specified by the Minister; and
- (d) payment of the fee prescribed by the regulations.

Same, additional requirements

(2) A person who applied for a licence or renewal of a licence shall comply with any other requirements prescribed by the regulations that relate to the application process, unless the person withdraws the application.

Advice from service manager, First Nation or prescribed local authority

(3) For the purposes of section 62, the director may send a copy of an application to a service manager, First Nation or prescribed local authority and, if the service manager, First Nation or prescribed local authority provides advice to the director in respect of the application, the director shall consider the advice for the purposes of clause 23 (1) (f).

Director's duty to issue or renew

(4) The director shall issue or renew a licence if the applicant applied in accordance with subsection (1) unless,

- (a) the director refuses to do so in accordance with section 23;
- (b) the applicant is under 18 years old, is a partnership or is an association of persons; or
- (c) a licence held by the applicant has been revoked, or the issuance or renewal of such a licence has been refused, and the time period prescribed by the regulations has not elapsed since the day of the revocation or refusal.

Not transferable

(5) A licence is not transferable.

Notice of change, corporations

(6) Where the licensee is a corporation, the licensee shall notify a director in writing within 15 days of any change in the officers or directors of the corporation.

Conditions of licence

21. (1) A licence is subject to any conditions imposed on it by a director or the Tribunal.

Same

(2) Upon issuing or renewing a licence or at any other time, the director may impose on the licence the conditions that the director considers appropriate.

- a) une demande rédigée sous une forme approuvée par le ministre;
- b) une attestation, remplie par le demandeur sous une forme approuvée par le ministre, confirmant qu'il ne lui est pas interdit par l'article 9 d'exploiter un centre de garde ou une agence de services de garde en milieu familial;
- c) tout autre renseignement ou document précisé par le ministre;
- d) le paiement des droits prescrits par les règlements.

Idem : exigences additionnelles

(2) La personne qui a présenté une demande de permis ou de renouvellement de permis doit, sauf si elle retire celle-ci, respecter toute autre exigence prescrite par les règlements qui se rapporte au processus de demande.

Avis d'un gestionnaire de services, d'une Première Nation ou d'une autorité locale prescrite

(3) Pour l'application de l'article 62, le directeur peut envoyer une copie de la demande à un gestionnaire de services, à une Première Nation ou à une autorité locale prescrite et, si le gestionnaire, la Première Nation ou l'autorité lui donne son avis à l'égard de la demande, il doit en tenir compte pour l'application de l'alinéa 23 (1) f).

Obligation de délivrance ou de renouvellement

(4) Le directeur doit délivrer ou renouveler un permis si le demandeur a présenté sa demande conformément au paragraphe (1), sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le directeur refuse de le faire conformément à l'article 23;
- b) le demandeur a moins de 18 ans, est une société de personnes ou est une association de personnes;
- c) un permis détenu par le demandeur a été révoqué, ou la délivrance ou le renouvellement d'un tel permis lui a été refusé, et le délai d'attente prescrit par les règlements n'est pas encore écoulé.

Non-transférabilité

(5) Les permis ne sont pas transférables.

Avis de changement : personnes morales

(6) Le titulaire de permis qui est une personne morale avise un directeur par écrit de tout changement de ses dirigeants ou de ses administrateurs dans les 15 jours du changement.

Conditions du permis

21. (1) Un permis est assorti des conditions imposées par un directeur ou par le Tribunal.

Idem

(2) Lorsqu'il délivre ou renouvelle un permis ou à tout autre moment, le directeur peut assortir le permis des conditions qu'il juge appropriées.

Same

(3) The director may, at any time, amend the conditions imposed on the licence.

Licensee must comply

(4) Every licensee shall comply with the conditions imposed on a licence.

Term of licence

22. (1) A licence shall be issued or renewed,

- (a) for a term specified by the director in accordance with the regulations; or
- (b) if there are no regulations governing the term, for a term specified by the director that does not exceed one year.

Expiry at end of term

(2) A licence expires at the end of its term.

Revocation for cause

(3) Nothing in this section prevents a licence from being revoked or suspended.

Refusals and revocations**Proposal to refuse to issue**

23. (1) A director may propose to refuse to issue a licence if, in the director's opinion,

- (a) any of the following are not competent to operate a child care centre or home child care agency, as the case may be, in a responsible manner in accordance with this Act and the regulations:
 - (i) the applicant or any employee of the applicant,
 - (ii) if the applicant is a corporation, the officers, directors or employees of the corporation or any other person with a controlling interest in the corporation, and
 - (iii) if the person with a controlling interest referred to in subclause (ii) is a corporation, the officers, directors or employees of that corporation;
- (b) the past conduct of any person set out in clause (a) affords reasonable grounds to believe that the child care centre or home child care agency will not be operated in accordance with the law and with honesty and integrity;
- (c) a building or other accommodation where the application indicates that child care will be provided would not comply with this Act and the regulations and any other applicable Act, regulation or municipal by-law;
- (d) any person has made a false statement in the application for the licence, or the applicant or any person acting on behalf of the applicant has made a false statement in any report, document or other in-

Idem

(3) Le directeur peut, à tout moment, modifier les conditions du permis.

Obligation de se conformer

(4) Tout titulaire de permis doit se conformer aux conditions du permis.

Durée du permis

22. (1) Tout permis est délivré ou renouvelé :

- a) pour une durée précisée par le directeur conformément aux règlements;
- b) à défaut de règlements régissant la durée, pour une durée précisée par le directeur qui ne dépasse pas un an.

Expiration

(2) Le permis expire à la fin de sa durée.

Révocation pour un motif suffisant

(3) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher qu'un permis soit révoqué ou suspendu.

Refus et révocations**Intention de refuser la délivrance du permis**

23. (1) Un directeur peut manifester l'intention de refuser de délivrer un permis si, selon lui, un des cas suivants se présente :

- a) l'une ou l'autre des personnes suivantes n'a pas les compétences voulues pour exploiter un centre de garde ou une agence de services de garde en milieu familial, selon le cas, de façon responsable conformément à la présente loi et aux règlements :
 - (i) le demandeur ou un de ses employés,
 - (ii) si le demandeur est une personne morale, ses dirigeants, administrateurs ou employés ou toute autre personne qui détient une participation conférant le contrôle de celle-ci,
 - (iii) si la personne détenant une participation conférant le contrôle qui est visée au sous-alinéa (ii) est une personne morale, ses dirigeants, administrateurs ou employés;
- b) la conduite antérieure d'une personne mentionnée à l'alinéa a) offre des motifs raisonnables de croire que le centre de garde ou l'agence de services de garde en milieu familial ne sera pas exploité conformément à la loi ni avec honnêteté et intégrité;
- c) un bâtiment ou autre lieu où, d'après la demande, des services de garde seront fournis ne serait pas conforme à la présente loi et aux règlements et à toute autre loi, tout autre règlement ou tout règlement municipal applicable;
- d) une personne a fait une fausse déclaration dans la demande de permis, ou le demandeur ou toute personne agissant en son nom a fait une fausse déclaration dans un rapport, un document ou d'autres

formation required to be furnished by this Act or the regulations or any other Act or regulation that applies to the child care centre or home child care agency;

- (e) a licence held by the applicant has been revoked or the renewal of such a licence has been refused and there has been no material change in the applicant's circumstances;
- (f) advice provided by a service manager, First Nation or prescribed local authority under section 62 affords reasonable grounds to believe that the licence would authorize the provision of child care in a service area that is inconsistent with the service manager's, First Nation's or prescribed local authority's child care and early years programs and services plan with respect to,
 - (i) the demand for child care, and
 - (ii) the capacity and locations of existing child care centres and premises where home child care is provided; or
- (g) the applicant failed to comply with the requirements prescribed by the regulations for the purposes of subsection 20 (2).

Proposal to revoke or refuse to renew

(2) A director may propose to revoke or refuse to renew a licence if, in the director's opinion,

- (a) any of the following persons have failed to comply with, or have knowingly permitted any person under the control of or direction of or associated with that person to fail to comply with, any provision of this Act or the regulations or of any other Act or regulation that applies to the child care centre or home child care agency, or any condition of the licence:
 - (i) the licensee or any employee of the licensee,
 - (ii) if the licensee is a corporation, the officers, directors or employees of the corporation or any other person with a controlling interest in the corporation, and
 - (iii) if the person with a controlling interest referred to in subclause (ii) is a corporation, the officers, directors or employees of that corporation;
- (b) the conduct of any person set out in clause (a) affords reasonable grounds to believe,
 - (i) that the person is not competent to operate a child care centre or home child care agency in a responsible manner in accordance with this Act and the regulations,

renseignements qui doivent être fournis en application de la présente loi ou des règlements ou d'une autre loi ou d'un autre règlement qui s'applique au centre de garde ou à l'agence de services de garde en milieu familial;

- e) un permis détenu par le demandeur a été révoqué ou le renouvellement d'un tel permis a été refusé et il n'y a pas eu de changement important de sa situation;
- f) l'avis donné par un gestionnaire de services, une Première Nation ou une autorité locale prescrite en vertu de l'article 62 offre des motifs raisonnables de croire que le permis autoriserait la prestation de services de garde dans une aire de service qui est incompatible avec le plan de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance du gestionnaire, de la Première Nation ou de l'autorité eu égard à ce qui suit :
 - (i) la demande de services de garde,
 - (ii) la capacité et l'emplacement des centres de garde existants et des locaux où des services de garde en milieu familial sont déjà fournis;
- g) le demandeur n'a pas respecté les exigences prescrites par les règlements pour l'application du paragraphe 20 (2).

Intention de révoquer le permis ou d'en refuser le renouvellement

(2) Un directeur peut manifester l'intention de révoquer ou de refuser de renouveler un permis si, selon lui, un des cas suivants se présente :

- a) l'une ou l'autre des personnes suivantes ne s'est pas conformée ou a sciemment permis à une personne dont elle a le contrôle ou la direction ou qui lui est associée de ne pas se conformer soit à une disposition de la présente loi ou des règlements ou d'une autre loi ou d'un autre règlement qui s'applique au centre de garde ou à l'agence de services de garde en milieu familial, soit à une condition du permis :
 - (i) le titulaire du permis ou un de ses employés,
 - (ii) si le titulaire du permis est une personne morale, ses dirigeants, administrateurs ou employés ou toute autre personne qui détient une participation conférant le contrôle de celle-ci,
 - (iii) si la personne détenant une participation conférant le contrôle qui est visée au sous-alinéa (ii) est une personne morale, ses dirigeants, administrateurs ou employés;
- b) la conduite d'une personne mentionnée à l'alinéa a) offre des motifs raisonnables de croire, selon le cas :
 - (i) que la personne n'a pas les compétences voulues pour exploiter un centre de garde ou une agence de services de garde en milieu familial de façon responsable conformément à la présente loi et aux règlements,

- (ii) that the child care centre or home child care agency is not being or will not be operated in accordance with the law and with honesty and integrity, or
- (iii) that the child care centre is being operated or will be operated, or the home child care is being provided or will be provided, in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of the children for whom the care is provided;
- (c) a building or other accommodation where the application indicates that child care is being or will be provided does not comply with this Act or the regulations or any other applicable Act, regulation or municipal by-law;
- (d) any person has made a false statement in the application for the licence or renewal of the licence, or the licensee or any person acting on behalf of the licensee has made a false statement in any report, document or other information required to be furnished by this Act or the regulations or any other Act or regulation that applies to the child care centre or home child care agency;
- (e) the licensee failed to comply with an order issued by a director or an inspector under Part V;
- (f) the licensee failed to pay a penalty imposed by a notice of administrative penalty issued under section 39; or
- (g) the licensee failed to comply with the requirements prescribed by the regulations for the purposes of subsection 20 (2).

Notice of proposal to applicant or licensee

(3) The director shall notify the applicant or licensee, as the case may be, in writing if the director proposes to,

- (a) refuse to issue a licence;
- (b) refuse to renew a licence; or
- (c) revoke a licence.

Contents of notice

(4) The notice of proposal shall set out the reasons for the proposed action and shall state that the applicant or licensee is entitled to a hearing by the Tribunal if the applicant or licensee, within 15 days after service of the notice, serves a written request for a hearing on the director and the Tribunal.

Notice to parents, etc.

(5) If a director proposes to refuse to renew a licence or revoke a licence, he or she,

- (a) shall post a notice of the proposal, in a manner approved by the Minister, at the premises where the child care is provided under the authority of a licence; and

- (ii) que le centre de garde ou l'agence de services de garde en milieu familial n'est pas ou ne sera pas exploité conformément à la loi ni avec honnêteté et intégrité,
- (iii) que le centre de garde est ou sera exploité ou que les services de garde en milieu familial sont ou seront fournis d'une manière préjudiciable à la santé, à la sécurité ou au bien-être des enfants pour qui des services de garde sont fournis;
- c) un bâtiment ou autre lieu où, d'après la demande, des services de garde sont ou seront fournis ne serait pas conforme à la présente loi et aux règlements et à toute autre loi, tout autre règlement ou tout règlement municipal applicable;
- d) une personne a fait une fausse déclaration dans la demande de permis ou de renouvellement de permis, ou le titulaire de permis ou toute personne agissant en son nom a fait une fausse déclaration dans un rapport, un document ou d'autres renseignements qui doivent être fournis en application de la présente loi ou des règlements ou d'une autre loi ou d'un autre règlement qui s'applique au centre de garde ou à l'agence de services de garde en milieu familial;
- e) le titulaire de permis ne s'est pas conformé à un ordre donné par un directeur ou un inspecteur en vertu de la partie V;
- f) le titulaire de permis n'a pas payé une pénalité imposée par un avis de pénalité administrative en vertu de l'article 39;
- g) le titulaire de permis n'a pas respecté les exigences prescrites par les règlements pour l'application du paragraphe 20 (2).

Avis d'intention au demandeur ou au titulaire de permis

(3) Le directeur avise par écrit le demandeur ou le titulaire de permis, selon le cas, de son intention :

- a) soit de refuser de délivrer le permis;
- b) soit de refuser de renouveler le permis;
- c) soit de révoquer le permis.

Contenu de l'avis

(4) L'avis d'intention énonce les motifs de la mesure envisagée et indique que le demandeur ou le titulaire de permis a droit à une audience devant le Tribunal, à la condition de signifier une demande écrite d'audience au directeur et au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la signification de l'avis.

Avis aux parents et autres

(5) Le directeur qui manifeste l'intention de refuser de renouveler un permis ou de le révoquer :

- a) doit afficher un avis d'intention, d'une manière approuvée par le ministre, dans le local où les services de garde sont fournis en vertu d'un permis;

- (b) may provide notice of the proposal to the parents of the children for whom the care is provided.

Removal of posted notice

(6) No person, other than a director or inspector, shall remove a notice posted under clause (5) (a) unless the person is authorized to do so by a director or inspector or the circumstances prescribed by the regulations exist.

If no request for hearing

(7) If the applicant or licensee does not request a hearing in accordance with subsection (4), the director may carry out the proposal.

Hearing

(8) If the applicant or licensee requests a hearing, the Tribunal shall appoint a time for and hold the hearing.

Powers of Tribunal

- (9) After holding the hearing, the Tribunal may,
- (a) by order, direct the director to carry out the proposal, with or without amendments, or substitute its opinion for that of the director; and
 - (b) by order, direct the director to take such action as the Tribunal considers he or she should take in accordance with this Act and the regulations.

Application of *Child and Family Services Act*

(10) Sections 201 and 202 of Part IX of the *Child and Family Services Act* apply with necessary modifications to proceedings before the Tribunal, its powers and appeals of its orders.

Continuation of licence pending renewal

(11) Subject to section 37, if a licensee has applied for the renewal of a licence in accordance with subsection 20 (1) before the licence has expired, or within such other time period prescribed by the regulations, the term of the licence is deemed to be extended,

- (a) until the day the director grants the renewal; or
- (b) if the director proposes to refuse to grant the renewal, until the time for requesting a hearing has expired or, if a hearing is requested, until the Tribunal makes a decision.

Appeals from orders of the Tribunal

(12) If a licensee appeals an order of the Tribunal, the order takes effect immediately but the Tribunal may grant a stay until the disposition of the appeal.

Provisional licence

24. (1) Despite anything else in this Act or the regulations, a director may issue a provisional licence to a person who applies for a licence or for the renewal of a licence in accordance with subsections 20 (1) and (2) if,

- b) peut aviser de son intention les parents des enfants pour qui les services sont fournis.

Enlèvement de l'avis affiché

(6) Nul autre qu'un directeur ou un inspecteur ne doit enlever un avis affiché en application de l'alinéa (5) a), sauf s'il y est autorisé par le directeur ou un inspecteur ou dans les circonstances prescrites par les règlements.

Aucune demande d'audience

(7) Le directeur peut donner suite à son intention si le demandeur ou le titulaire de permis ne demande pas d'audience conformément au paragraphe (4).

Audience

(8) Si le demandeur ou le titulaire de permis demande une audience, le Tribunal tient une audience après en avoir fixé la date et l'heure.

Pouvoirs du Tribunal

- (9) Après avoir tenu l'audience, le Tribunal peut :
- a) par ordonnance, enjoindre au directeur de donner suite à son intention, avec ou sans modification, ou substituer son opinion à celle du directeur;
 - b) par ordonnance, enjoindre au directeur de prendre les mesures qui, selon le Tribunal, s'imposent conformément à la présente loi et aux règlements.

Application de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*

(10) Les articles 201 et 202 de la partie IX de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux instances introduites devant le Tribunal, aux pouvoirs de celui-ci et aux appels de ses ordonnances.

Prorogation du permis jusqu'à son renouvellement

(11) Sous réserve de l'article 37, si le titulaire de permis a demandé le renouvellement de celui-ci conformément au paragraphe 20 (1) avant sa date d'expiration, ou dans tout autre délai prescrit par les règlements, la durée du permis est réputée prorogée :

- a) jusqu'au jour où le directeur accorde le renouvellement;
- b) si le directeur a l'intention de refuser d'accorder le renouvellement, jusqu'à l'expiration du délai prévu pour demander une audience ou, si une audience est demandée, jusqu'à ce que le Tribunal rende une décision.

Appels des ordonnances du Tribunal

(12) Si le titulaire de permis fait appel d'une ordonnance du Tribunal, l'ordonnance entre en vigueur immédiatement, mais le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Permis provisoire

24. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi ou des règlements, un directeur peut délivrer un permis provisoire à une personne qui présente une demande de permis ou de renouvellement de permis conformément aux paragraphes 20 (1) et (2) si les conditions suivantes sont réunies :

- (a) the person or a premises operated by the person has been the subject of an inspection under Part IV and,
 - (i) the inspection revealed that the person or premises is not in compliance with all the requirements under this Act or the regulations and requires time to meet such requirements,
 - (ii) the director is satisfied that the non-compliance will not result in an imminent threat to the health, safety or welfare of any children, and
 - (iii) in the director's opinion, the non-compliance will be remedied within the time period prescribed by the regulations;
- (b) the person is not described in clause 20 (4) (b) or (c); and
- (c) any other criteria or conditions prescribed by the regulations are met.

Same, status change

(2) A director may change the status of a person's licence issued under section 20 to a provisional licence in the circumstances set out in subsection (1).

Conditions

(3) If the director imposes conditions on a provisional licence or amends the conditions imposed on a provisional licence, the licensee is not entitled to a hearing by the Tribunal, despite section 25.

Term of licence

(4) A provisional licence may be issued for a term specified by the director that does not exceed the prescribed time period.

Renewal of licence

(5) If the holder of a provisional licence fails to remedy the non-compliance because of which the licence was issued as or changed to a provisional licence, but the director is satisfied that the licensee's failure to do so was due to circumstances beyond his, her or its control, the director may renew the provisional licence, once only, for a term specified by the director that does not exceed the prescribed time period.

Contents of licence

(6) A provisional licence shall set out the non-compliance revealed by the inspection and any measures that the licensee has been ordered to take under this Act to remedy the non-compliance.

Notice to parents

(7) When a licensee is issued a provisional licence or a licence is changed to a provisional licence, the licensee shall promptly notify the parents of the children who receive child care under the authority of the licence that it is provisional, and the notice shall be in a manner approved by the Minister and in accordance with any other requirements prescribed by the regulations.

- a) la personne ou un local qu'elle exploite a fait l'objet d'une inspection en vertu de la partie IV et :
 - (i) l'inspection a révélé que la personne ou le local ne respecte pas toutes les exigences de la présente loi ou des règlements et qu'il faudra un certain temps pour les respecter,
 - (ii) le directeur est convaincu que le non-respect n'entraînera aucune menace imminente pour la santé, la sécurité ou le bien-être des enfants,
 - (iii) le directeur est d'avis qu'il sera remédié au non-respect dans le délai prescrit par les règlements;
- b) la personne n'est pas visée par l'alinéa 20 (4) b) ou c);
- c) les autres conditions ou critères prescrits par les règlements sont remplis.

Idem : conversion

(2) Dans les circonstances énoncées au paragraphe (1), un directeur peut convertir en permis provisoire le permis délivré à une personne en vertu de l'article 20.

Conditions

(3) Si le directeur assortit le permis provisoire de conditions ou modifie les conditions dont il est assorti, le titulaire du permis n'a pas droit à une audience devant le Tribunal, malgré l'article 25.

Durée du permis

(4) Le permis provisoire peut être délivré pour une durée précisée par le directeur qui ne dépasse pas la durée prescrite.

Renouvellement de permis

(5) Si le titulaire d'un permis provisoire ne remédie pas au non-respect pour lequel le permis a été délivré comme permis provisoire ou converti en permis provisoire, mais que le directeur est convaincu qu'il n'a pas pu le faire en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, le directeur peut renouveler le permis provisoire, une fois seulement, pour une durée précisée par le directeur qui ne dépasse pas la durée prescrite.

Contenu du permis

(6) Le permis provisoire indique la nature du non-respect révélé par l'inspection et toute mesure qu'il a été enjoint au titulaire de permis de prendre en application de la présente loi afin d'y remédier.

Avis aux parents

(7) Lorsqu'il se voit délivrer un permis provisoire ou que son permis est converti en permis provisoire, le titulaire doit promptement aviser les parents des enfants qui bénéficient des services de garde en vertu du permis que celui-ci est provisoire. L'avis doit être donné de la manière approuvée par le ministre et conformément aux autres exigences prescrites par les règlements.

Issuance of non-provisional licence

(8) At any time during the term of a provisional licence, the director may change it to a licence that is not provisional.

Revocation

(9) The director may propose to revoke a provisional licence in accordance with section 23.

Action upon expiry, etc.

(10) If the term of a provisional licence expires and it is not renewed under subsection (5), the director shall,

- (a) if the provisional licence was issued to a person who applied for a licence or renewal of a licence,
 - (i) issue or renew a licence under subsection 20 (4), or
 - (ii) propose to refuse to issue or renew the licence in accordance with section 23; and
- (b) if the status of a licence was changed to a provisional licence,
 - (i) change the status back to a licence that is not provisional, or
 - (ii) propose to revoke the licence in accordance with section 23.

No right to licence

(11) For greater certainty, the issuance of a provisional licence does not confer any right on a person to have a licence renewed under section 20.

Notice of change in status or conditions

25. (1) A director shall notify a licensee in writing if the director makes any of the following changes with respect to a licence:

- 1. Changes the status of the licence to a provisional licence.
- 2. Imposes conditions on the licence.
- 3. Amends the conditions imposed on the licence.

Change or conditions effective upon notice

(2) The change is effective immediately upon service of the notice and is not stayed by a request for a hearing by the Tribunal.

Contents of notice

(3) The notice shall set out the reasons for the change and shall state that the licensee is entitled to a hearing by the Tribunal if the licensee, within 15 days after service of the notice, serves a written request for a hearing on the director and the Tribunal.

Hearing

(4) If the licensee requests a hearing, the Tribunal shall appoint a time for and hold the hearing.

Délivrance d'un permis non provisoire

(8) À tout moment pendant la durée d'un permis provisoire, le directeur peut convertir celui-ci en permis non provisoire.

Révocation

(9) Le directeur peut manifester l'intention de révoquer un permis provisoire conformément à l'article 23.

Mesures en cas d'expiration et autres

(10) Si le permis provisoire expire et qu'il n'est pas renouvelé en vertu du paragraphe (5), le directeur doit :

- a) si le permis provisoire a été délivré à une personne qui a présenté une demande de permis ou de renouvellement de permis :
 - (i) soit délivrer ou renouveler le permis en vertu du paragraphe 20 (4),
 - (ii) soit manifester l'intention de refuser de délivrer ou de renouveler le permis conformément à l'article 23;
- b) si le permis a été converti en permis provisoire :
 - (i) soit reconvertir le permis en permis non provisoire,
 - (ii) soit manifester l'intention de révoquer le permis conformément à l'article 23.

Pas de droit au permis

(11) Il est entendu que la délivrance d'un permis provisoire ne confère à une personne aucun droit au renouvellement d'un permis en vertu de l'article 20.

Avis de changement

25. (1) S'il apporte l'un ou l'autre des changements suivants à l'égard d'un permis, le directeur en avise le titulaire par écrit :

- 1. Il convertit le permis en permis provisoire.
- 2. Il assortit le permis de conditions.
- 3. Il modifie les conditions du permis.

Prise d'effet immédiate du changement

(2) Le changement prend effet dès la signification de l'avis. Une demande d'audience devant le Tribunal n'a pas pour effet de surseoir à son exécution.

Contenu de l'avis

(3) L'avis énonce les motifs du changement et indique que le titulaire de permis a droit à une audience devant le Tribunal, à la condition de signifier une demande écrite d'audience au directeur et au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la signification de l'avis.

Audience

(4) Si le titulaire de permis demande une audience, le Tribunal tient une audience après en avoir fixé la date et l'heure.

Powers of Tribunal

- (5) After holding the hearing, the Tribunal may,
- (a) order that the change be continued, with or without amendments, or substitute its opinion for that of the director; and
 - (b) by order, direct the director to take such action as the Tribunal considers he or she should take in accordance with this Act and the regulations.

Application of ss. 23 (10) and (11)

(6) Subsections 23 (10) and (11) apply for the purposes of this section.

Temporary change in location, child care centre

26. A director may authorize a licensee, in writing and in accordance with the regulations, to operate a child care centre at a premises other than the one specified in the licence for a temporary period that does not exceed the time specified by the director.

Authorization, request by agency

27. (1) A home child care agency may make a written request to a director to authorize it to provide home child care at a premises for more children who are younger than two years old than the number that applies for the purposes of sub-subparagraph 1 iv A or B of subsection 6 (3).

Same

(2) A director may provide the requested authorization, in writing, in accordance with the regulations and may impose conditions on the authorization.

Agency shall comply

(3) The home child care agency shall comply with the conditions imposed on the authorization.

**PART IV
INSPECTIONS****Appointment of inspectors**

28. (1) The Minister may appoint employees of the Government of Ontario as inspectors for the purposes of this Act.

Director is an inspector

(2) A director is, by virtue of his or her office, an inspector.

Powers and duties

(3) An inspector shall have the powers and duties set out in this Act and such other powers and duties as may be prescribed by the regulations.

Restrictions

(4) The Minister may restrict an inspector's powers of entry and inspection to specified premises.

Certificate of appointment

(5) The Minister shall issue to every inspector a certificate of appointment which the inspector shall produce, upon request, when acting in the performance of his or her duties.

Pouvoirs du Tribunal

- (5) Après avoir tenu l'audience, le Tribunal peut :
- a) ordonner que le changement soit maintenu, avec ou sans modification, ou substituer son opinion à celle du directeur;
 - b) par ordonnance, enjoindre au directeur de prendre les mesures qui, selon le Tribunal, s'imposent conformément à la présente loi et aux règlements.

Application des par. 23 (10) et (11)

(6) Les paragraphes 23 (10) et (11) s'appliquent dans le cadre du présent article.

Changement temporaire d'emplacement : centre de garde

26. Un directeur peut autoriser un titulaire de permis, par écrit et conformément aux règlements, à exploiter un centre de garde dans un local autre que celui précisé dans le permis pour une période temporaire qui ne dépasse pas la période précisée par le directeur.

Autorisation : demande de l'agence

27. (1) Une agence de services de garde en milieu familial peut demander par écrit à un directeur de l'autoriser à fournir des services de garde en milieu familial dans un local pour un nombre d'enfants de moins de deux ans supérieur à celui qui s'applique dans le cadre de la sous-sous-disposition 1 iv A ou B du paragraphe 6 (3).

Idem

(2) Un directeur peut donner l'autorisation par écrit conformément aux règlements et l'assortir de conditions.

Obligation de se conformer

(3) L'agence de services de garde en milieu familial doit se conformer aux conditions de l'autorisation.

**PARTIE IV
INSPECTIONS****Nomination d'inspecteurs**

28. (1) Le ministre peut nommer des employés du gouvernement de l'Ontario à titre d'inspecteurs pour l'application de la présente loi.

Directeur en tant qu'inspecteur

(2) Un directeur est d'office inspecteur.

Pouvoirs et fonctions

(3) Un inspecteur exerce les pouvoirs et fonctions énoncés dans la présente loi et les autres pouvoirs et fonctions prescrits par les règlements.

Restrictions

(4) Le ministre peut restreindre les pouvoirs d'entrée et d'inspection d'un inspecteur à des locaux déterminés.

Attestation de nomination

(5) Le ministre délivre à chaque inspecteur une attestation de sa nomination que celui-ci présente, sur demande, lorsqu'il agit dans l'exercice de ses fonctions.

Purpose of inspection

29. An inspector may conduct inspections for the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations.

Inspections without warrant

30. (1) An inspector may, at any reasonable time and without a warrant, enter and inspect,

- (a) a child care centre;
- (b) a premises where in-home services are provided;
- (c) a premises where home child care is provided;
- (d) a premises where a home child care agency is located;
- (e) a premises where the inspector suspects on reasonable grounds that a person is not complying with this Act or the regulations; or
- (f) a premises where the inspector suspects on reasonable grounds that child care is provided.

Dwellings

(2) The power to enter and inspect a premises described in clause (1) (f) without a warrant shall not be exercised to enter and inspect a premises that is used as a dwelling, except with the consent of the occupier of the premises.

Powers on inspection

31. (1) An inspector conducting an inspection may,

- (a) examine a record or other thing that is relevant to the inspection;
- (b) demand the production for inspection of a document or other thing that is relevant to the inspection;
- (c) on issuing a written receipt, remove for review and copying a record or other thing that is relevant to the inspection;
- (d) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business on the premises;
- (e) take photographs, video recordings or other visual or audio recordings of the interior or exterior of a premises; and
- (f) question a person on matters relevant to the inspection.

Limitation re photographs and recordings

(2) A photograph or recording made under clause (1) (e) must be made in a manner that does not intercept any private communication and that accords with reasonable expectations of privacy.

Objet de l'inspection

29. L'inspecteur peut effectuer des inspections en vue de s'assurer de la conformité à la présente loi et aux règlements.

Inspections sans mandat

30. (1) Un inspecteur peut, à toute heure raisonnable et sans mandat, entrer dans les locaux suivants et les inspecter :

- a) un centre de garde;
- b) un local où des services à domicile sont fournis;
- c) un local où des services de garde en milieu familial sont fournis;
- d) un local où une agence de services de garde en milieu familial est située;
- e) un local où il a des motifs raisonnables de soupçonner qu'une personne ne se conforme pas à la présente loi ou aux règlements;
- f) un local où il a des motifs raisonnables de soupçonner que des services de garde sont fournis.

Logements

(2) Le pouvoir d'entrer dans un local visé à l'alinéa (1) f) et de l'inspecter sans mandat ne doit pas être exercé dans un local servant de logement, sauf si l'occupant y consent.

Pouvoirs de l'inspecteur

31. (1) L'inspecteur qui effectue une inspection peut :

- a) examiner des documents ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection;
- b) demander la production, aux fins d'inspection, de documents ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection;
- c) après avoir donné un récépissé écrit à cet effet, enlever, aux fins d'examen et de copie, des documents ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection;
- d) afin de produire un document sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement pour exercer des activités commerciales dans le local;
- e) prendre des photographies ou faire des enregistrements vidéo ou d'autres enregistrements visuels ou sonores de l'intérieur ou de l'extérieur d'un local;
- f) interroger des personnes sur toute question qui se rapporte à l'inspection.

Restriction applicable aux photographies et enregistrements

(2) La photographie prise ou l'enregistrement fait en vertu de l'alinéa (1) e) doit l'être de manière à n'intercepter aucune communication privée et à respecter les attentes raisonnables en matière de protection de la vie privée.

Written demand

(3) A demand that a record or other thing be produced for inspection must be in writing and must state,

- (a) the nature of the record or thing required; and
- (b) when the record or thing is to be produced.

Obligation to produce and assist

(4) If an inspector demands that a record or other thing be produced for inspection, the person having custody of the record or other thing shall produce it for the inspector within the time provided for in the demand, and shall, at the inspector's request,

- (a) provide whatever assistance is reasonably necessary to produce a record in a readable form, including using a data storage, processing or retrieval device or system; and
- (b) provide whatever assistance is reasonably necessary to interpret a record for the inspector.

Power to exclude persons

(5) An inspector who questions a person under clause (1) (f) may exclude from the questioning any person except counsel for the individual being questioned.

Return of things

(6) A record or other thing that has been removed for review and copying,

- (a) shall be made available to the person from whom it was removed on request and at a time and place that are convenient for the person and for the inspector; and
- (b) shall be returned to the person within a reasonable time.

Definition of record

(7) In this section,

“record” means any document or record of information, in any form, including a record of personal information.

Warrants

32. (1) An inspector may, without notice, apply to a justice for a warrant under this section.

Issuance of warrant

(2) A justice may issue a warrant authorizing an inspector named in the warrant to enter the premises specified in the warrant, and to exercise any of the powers mentioned in section 31, if the justice is satisfied on information under oath or affirmation,

- (a) that,

Demande écrite

(3) La demande de production, aux fins d'inspection, de documents ou d'autres choses doit être présentée par écrit et indiquer ce qui suit :

- a) la nature des documents ou des choses demandés;
- b) le moment où les documents ou les choses doivent être produits.

Production et aide obligatoires

(4) Si un inspecteur demande la production, aux fins d'inspection, de documents ou d'autres choses, la personne qui en a la garde les lui produit dans les délais fixés dans la demande et, sur requête de l'inspecteur :

- a) fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour produire un document sous une forme lisible, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou de récupération des données;
- b) fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour fournir une interprétation d'un document à l'inspecteur.

Pouvoir d'exclure des personnes

(5) L'inspecteur qui interroge une personne en vertu de l'alinéa (1) f) peut exclure toute personne de l'interrogation, à l'exception de l'avocat de celle qu'il interroge.

Restitution

(6) Les documents ou les autres choses qui ont été enlevés aux fins d'examen et de copie sont :

- a) mis à la disposition de la personne à qui ils ont été enlevés sur requête de celle-ci et aux date, heure et lieu qui conviennent à la personne et à l'inspecteur;
- b) retournés à la personne dans un délai raisonnable.

Définition de «document»

(7) La définition qui suit s'applique au présent article.

«document» Tout document ou enregistrement de renseignements, se présentant sous quelque forme que ce soit, y compris un dossier de renseignements personnels.

Mandats

32. (1) Un inspecteur peut, sans préavis, demander à un juge de lui délivrer un mandat en vertu du présent article.

Délivrance du mandat

(2) Un juge peut délivrer un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à entrer dans le local qui y est précisé et à exercer l'un ou l'autre des pouvoirs mentionnés à l'article 31, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment ou affirmation solennelle :

- a) que, selon le cas :

- (i) the premises is a child care centre,
 - (ii) in-home services are provided at the premises,
 - (iii) home child care is provided at the premises,
 - (iv) a home child care agency is located at the premises,
 - (v) the inspector suspects on reasonable grounds that a person at the premises is not complying with this Act, or
 - (vi) the inspector suspects on reasonable grounds that child care is provided at the premises; and
- (b) that,
- (i) the inspector has been prevented from exercising a right of entry to the premises under section 30 or a power under subsection 31 (1), or
 - (ii) there are reasonable grounds to believe that the inspector will be prevented from exercising a right of entry to the premises under section 30 or a power under subsection 31 (1).

Dwellings

(3) The power to enter a premises described in subsection (2) with a warrant shall not be exercised to enter a premises that is used as a dwelling, except where,

- (a) the justice is informed that the warrant is being sought to authorize entry into a dwelling; and
- (b) the justice authorizes the entry into the dwelling.

Same, subclause (2) (a) (vi)

(4) Despite subsection (3), the power to enter a premises described in subclause (2) (a) (vi) with a warrant shall not be exercised to enter a premises that is used as a dwelling.

Expert help

(5) The warrant may authorize persons who have special, expert or professional knowledge to accompany and assist the inspector in the execution of the warrant.

Expiry of warrant

(6) A warrant issued under this section shall name a date on which it expires, which shall be no later than 30 days after the warrant is issued.

Extension of time

(7) A justice may extend the date on which a warrant issued under this section expires for an additional period of no more than 30 days, upon application without notice by the inspector named in the warrant.

Police assistance, etc.

(8) An inspector named in a warrant issued under this section may use whatever force is necessary to execute

- (i) le local est un centre de garde,
 - (ii) des services à domicile sont fournis dans le local,
 - (iii) des services de garde en milieu familial sont fournis dans le local,
 - (iv) une agence de services de garde en milieu familial est située dans le local,
 - (v) l'inspecteur a des motifs raisonnables de soupçonner qu'une personne dans le local ne se conforme pas à la présente loi,
 - (vi) l'inspecteur a des motifs raisonnables de soupçonner que des services de garde sont fournis dans le local;
- b) que, selon le cas :
- (i) l'inspecteur s'est vu empêché d'exercer le droit d'entrée prévu à l'article 30 ou un pouvoir prévu au paragraphe 31 (1),
 - (ii) il existe des motifs raisonnables de croire que l'inspecteur se verra empêché d'exercer le droit d'entrée prévu à l'article 30 ou un pouvoir prévu au paragraphe 31 (1).

Logements

(3) Le pouvoir, visé au paragraphe (2), d'entrer dans un local avec mandat ne doit pas être exercé pour entrer dans un local servant de logement, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le juge est informé du fait que le mandat est demandé afin d'autoriser l'entrée dans un logement;
- b) le juge autorise l'entrée dans le logement.

Idem : sous-alinéa (2) a) (vi)

(4) Malgré le paragraphe (3), le pouvoir, visé au sous-alinéa (2) a) (vi), d'entrer dans un local avec mandat ne doit pas être exercé pour entrer dans un local servant de logement.

Aide d'experts

(5) Le mandat peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières, spécialisées ou professionnelles à accompagner l'inspecteur et à l'aider à exécuter le mandat.

Expiration du mandat

(6) Le mandat délivré en vertu du présent article précise sa date d'expiration, laquelle ne doit pas tomber plus de 30 jours après sa délivrance.

Prorogation de délai

(7) Un juge peut reporter la date d'expiration d'un mandat délivré en vertu du présent article d'au plus 30 jours, sur demande sans préavis de l'inspecteur nommé dans le mandat.

Assistance de la police et autres

(8) L'inspecteur nommé dans le mandat délivré en vertu du présent article peut recourir à toute la force né-

the warrant and may call upon a police officer for assistance in executing the warrant.

Time of execution

(9) A warrant issued under this section may be executed between 8 a.m. and 8 p.m. only, unless the warrant specifies otherwise.

Other matters

(10) Subsections 31 (3) to (7) apply, with necessary modifications, with respect to the exercise of the powers mentioned in subsection (4) under a warrant issued under this section.

Inspection report

33. (1) After completing an inspection, an inspector shall prepare an inspection report and give a copy of the report to a director and,

- (a) if the report is in respect of a child care centre, to the licensee or an employee of the licensee who is in charge of the child care centre;
- (b) if the report is in respect of home child care or in-home services, to the relevant home child care agency; or
- (c) in any other case, to a person who provides child care at the premises inspected.

Copy to provider

(2) A home child care agency shall provide a copy of an inspection report to the provider of any home child care or in-home service that is the subject of the report.

Admissibility of certain documents

34. A copy made under subsection 31 (1) that purports to be certified by the inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence in any proceeding to the same extent as, and has the same evidentiary value as, the original.

Criminal reference checks

35. (1) A director or an inspector may require any of the following persons to provide him or her with a criminal reference check concerning the person:

1. A licensee or person who has applied for a licence, or an employee of the licensee or applicant.
2. If the person described in paragraph 1 is a corporation, an officer, director or employee of the corporation or any other person with a controlling interest in the corporation.
3. A person who provides home child care or in-home services.
4. Any other person prescribed by the regulations.

Same, person in violation of s. 9

(2) If a director or inspector believes on reasonable grounds that a person is contravening section 9, the director or inspector may require the person to provide him or her with a criminal reference check concerning the person.

cessaire pour exécuter le mandat et peut se faire aider d'agents de police.

Heures d'exécution

(9) À moins qu'il ne précise autrement, le mandat délivré en vertu du présent article ne peut être exécuté qu'entre 8 et 20 heures.

Autres questions

(10) Les paragraphes 31 (3) à (7) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'exercice des pouvoirs mentionnés au paragraphe (4) sous l'autorité d'un mandat délivré en vertu du présent article.

Rapport d'inspection

33. (1) Après avoir terminé une inspection, l'inspecteur rédige un rapport d'inspection et en remet une copie à un directeur et :

- a) si le rapport concerne un centre de garde, au titulaire de permis ou à un employé de celui-ci qui est responsable du centre;
- b) si le rapport concerne des services de garde en milieu familial ou des services à domicile, à l'agence de services de garde en milieu familial concernée;
- c) dans tout autre cas, à une personne qui fournit des services de garde dans le local inspecté.

Copie au fournisseur

(2) Une agence de services de garde en milieu familial doit fournir une copie du rapport d'inspection au fournisseur de tout service de garde en milieu familial ou service à domicile qui fait l'objet du rapport.

Admissibilité de certains documents

34. Les copies faites en vertu du paragraphe 31 (1) qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par l'inspecteur sont admissibles en preuve dans toute instance au même titre que les originaux et ont la même valeur probante que ceux-ci.

Relevé des antécédents criminels

35. (1) Un directeur ou un inspecteur peut exiger des personnes suivantes qu'elles lui fournissent un relevé de leurs antécédents criminels :

1. Un titulaire de permis ou une personne qui a présenté une demande de permis, ou un employé de l'un ou l'autre.
2. Si la personne visée à la disposition 1 est une personne morale, ses dirigeants, ses administrateurs ou ses employés et toute autre personne qui détient une participation conférant le contrôle de celle-ci.
3. Une personne qui fournit des services de garde en milieu familial ou des services à domicile.
4. Toute autre personne prescrite par les règlements.

Idem : personne contrevenant à l'art. 9

(2) Un directeur ou un inspecteur peut exiger d'une personne qu'elle lui fournisse un relevé de ses antécédents criminels s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle contrevient à l'article 9.

Same

- (3) A criminal reference check,
- (a) must have been prepared within the period of time prescribed by the regulations; and
 - (b) must meet any other requirements prescribed by the regulations.

Duty to comply

(4) The person shall provide the director with the criminal reference check as soon as reasonably possible or within such other time period prescribed by the regulations.

PART V ENFORCEMENT

ORDERS

Compliance orders

36. (1) If a director or inspector believes on reasonable grounds that a person is not in compliance with a provision of this Act or the regulations, the director or inspector may make a compliance order,

- (a) ordering the person to comply with the provision;
- (b) ordering the person to do or refrain from doing anything specified in the order; and
- (c) specifying dates by which the person is required to do or refrain from doing the things specified.

Requirements

(2) Without limiting the generality of subsection (1), a compliance order may include,

- (a) a requirement that the person submit a plan to the director specifying the steps the person will take to come into compliance and to maintain compliance; and
- (b) a requirement that the person, or any employee of the person, complete specified educational courses or training.

Content of order

(3) A compliance order shall include the information prescribed by the regulations.

Service

(4) The order shall be served on the person whom the director or inspector believes is not in compliance with this Act or the regulations.

Protection orders

37. (1) If a director or an inspector believes on reasonable grounds that there is an imminent threat to the health, safety or welfare of any children for whom child care is provided, the director or inspector shall make a protection order as follows:

- 1. If the child care is provided at a child care centre, the order,

Idem

(3) Le relevé des antécédents criminels :

- a) doit avoir été préparé dans le délai prescrit par les règlements;
- b) doit répondre aux autres exigences prescrites par les règlements.

Obligation de se conformer

(4) La personne doit fournir le relevé des antécédents criminels au directeur dès que cela est raisonnablement possible ou dans l'autre délai prescrit par les règlements.

PARTIE V EXÉCUTION

ORDRES ET ORDONNANCES

Ordres de mise en conformité

36. (1) Un directeur ou un inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ne se conforme pas à une disposition de la présente loi ou des règlements peut donner un ordre de mise en conformité :

- a) ordonnant à la personne de se conformer à la disposition;
- b) ordonnant à la personne de faire ou de s'abstenir de faire les choses qui y sont précisées;
- c) précisant les dates limites auxquelles la personne est tenue de faire ou de s'abstenir de faire les choses qui y sont précisées.

Exigences

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), un ordre de mise en conformité peut :

- a) exiger que la personne remette au directeur un plan précisant les mesures qu'elle prendra pour se mettre en conformité et le demeurer;
- b) exiger que la personne ou un de ses employés suive les cours ou la formation qui y sont précisés.

Contenu de l'ordre

(3) Un ordre de mise en conformité comporte les renseignements prescrits par les règlements.

Signification

(4) L'ordre est signifié à la personne qui, selon ce que croit le directeur ou l'inspecteur, ne se conforme pas à la présente loi ou aux règlements.

Ordres de protection

37. (1) Un directeur ou un inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'il existe une menace imminente pour la santé, la sécurité ou le bien-être d'enfants pour qui des services de garde sont fournis donne un ordre de protection comme suit :

- 1. Si les services de garde sont fournis dans un centre de garde, l'ordre :

- i. shall order the licensee to stop operating the child care centre until the director is satisfied that the order has been complied with,
 - ii. shall order the licensee to eliminate the threat by taking any steps set out in the order, and
 - iii. shall suspend the licence.
2. If the child care is home child care or an in-home service, the order,
- i. shall order the child care provider to stop providing the child care until the director is satisfied that the order has been complied with,
 - ii. shall order the child care provider and the home child care agency to eliminate the threat by taking any steps set out in the order,
 - iii. may order the home child care agency to stop operating until the director is satisfied that the order has been complied with, and
 - iv. may suspend the home child care agency's licence.
3. If paragraphs 1 and 2 do not apply, the order,
- i. shall order the child care provider to stop providing the child care that is the subject of the order until the director is satisfied that the order has been complied with, and
 - ii. shall order the child care provider to eliminate the threat by taking any steps set out in the order.

Purpose of protection order

(2) A protection order may be made under this section for the purpose of,

- (a) eliminating the threat to the health, safety, or welfare of the children; or
- (b) protecting the children from such threat.

Content of order

- (3) A protection order shall,
 - (a) set out the reasons for the order;
 - (b) state that the person who is required to comply with the order is entitled to a hearing by the Tribunal if the person, within 15 days after receiving the order, serves a written request for a hearing on a director and the Tribunal; and
 - (c) include any other information prescribed by the regulations.

Service

(4) The order shall be served on any person who is subject to the order.

- i. doit ordonner au titulaire de permis de cesser d'exploiter le centre jusqu'à ce que le directeur soit convaincu qu'il s'est conformé à l'ordre,
 - ii. doit ordonner au titulaire de permis d'éliminer la menace en prenant les mesures indiquées dans l'ordre,
 - iii. doit suspendre le permis.
2. Si les services de garde sont des services de garde en milieu familial ou des services à domicile, l'ordre :
- i. doit ordonner au fournisseur de services de garde de cesser de fournir les services jusqu'à ce que le directeur soit convaincu qu'il s'est conformé à l'ordre,
 - ii. doit ordonner au fournisseur de services de garde et à l'agence de services de garde en milieu familial d'éliminer la menace en prenant les mesures indiquées dans l'ordre,
 - iii. peut ordonner à l'agence de services de garde en milieu familial de cesser d'exploiter celle-ci jusqu'à ce que le directeur soit convaincu qu'elle s'est conformée à l'ordre,
 - iv. peut suspendre le permis de l'agence de services de garde en milieu familial.
3. Si les dispositions 1 et 2 ne s'appliquent pas, l'ordre :
- i. doit ordonner au fournisseur de services de garde de cesser de fournir les services qui font l'objet de l'ordre jusqu'à ce que le directeur soit convaincu qu'il s'est conformé à l'ordre,
 - ii. doit ordonner au fournisseur de services de garde d'éliminer la menace en prenant les mesures indiquées dans l'ordre.

Objet de l'ordre de protection

(2) Un ordre de protection peut être donné en vertu du présent article aux fins suivantes :

- a) éliminer la menace pour la santé, la sécurité ou le bien-être des enfants;
- b) protéger les enfants contre une telle menace.

Contenu de l'ordre

- (3) Un ordre de protection doit :
 - a) énoncer les motifs pour lesquels il est donné;
 - b) indiquer que la personne qui est tenue de se conformer à l'ordre a droit à une audience devant le Tribunal à la condition de signifier au directeur et au Tribunal une demande d'audience dans les 15 jours qui suivent la réception de l'ordre;
 - c) comporter tout autre renseignement prescrit par les règlements.

Signification

- (4) L'ordre est signifié à toute personne qu'il vise.

Notice to parents, etc.

- (5) A director or inspector,
 - (a) shall post a notice of the order, in a manner approved by the Minister, at the premises where the child care is provided; and
 - (b) may provide notice of the order to the parents of the children for whom the care is provided.

Removal of posted notice

(6) No person, other than a director or inspector, shall remove a notice posted under clause (5) (a) unless the person is authorized to do so by a director or inspector or the circumstances prescribed by the regulations exist.

Suspension effective immediately

(7) The suspension is effective immediately upon the earlier of,

- (a) the posting of the notice of the protection order at the premises where the child care is provided; and
- (b) the day on which the protection order is served.

Suspension not stayed

(8) The suspension is not stayed by an appeal to the Tribunal.

Director may lift suspension

(9) The suspension may be lifted by the director at any time upon being satisfied that the protection order has been complied with.

Hearing

(10) Subsections 23 (8) to (11) apply with necessary modifications to a hearing before the Tribunal and, for the purposes of clause 23 (9) (a), the Tribunal may order that the protection order be continued, with or without amendments, or substitute its opinion for that of the director or inspector.

Restraining orders by court

38. (1) If a director believes on reasonable grounds that the provision of child care by a particular person poses an imminent threat to the health, safety or welfare of any children, the director may apply to the Superior Court of Justice for an order to restrain the person from providing child care.

Interim order

(2) In a proceeding under subsection (1), a judge may, on application of the director, grant an interim order described in that subsection if the judge believes, based on the evidence before him or her, that it is in the public interest to do so.

Same

(3) A judge may grant an interim order even though the director has not established that irreparable harm will be done if the order is not issued.

Same

(4) A judge shall not require the director to post a bond

Avis aux parents

- (5) Un directeur ou un inspecteur :
 - a) doit afficher un avis de l'ordre, d'une manière approuvée par le ministre, dans le local où les services de garde sont fournis;
 - b) peut aviser de l'ordre les parents des enfants pour qui les services sont fournis.

Enlèvement de l'avis affiché

(6) Nul autre qu'un directeur ou un inspecteur ne doit enlever un avis affiché en application de l'alinéa (5) a), sauf s'il y est autorisé par un directeur ou un inspecteur ou dans les circonstances prescrites par les règlements.

Prise d'effet immédiate de la suspension

(7) La suspension prend effet dès la première des éventualités suivantes :

- a) l'affichage de l'avis d'ordre de protection dans le local où les services de garde sont fournis;
- b) le jour de la signification de l'ordre de protection.

Pas de sursis à exécution

(8) La demande d'appel devant le Tribunal n'a pas pour effet de surseoir à l'exécution de la suspension.

Annulation de la suspension

(9) Le directeur peut annuler la suspension n'importe quand s'il est convaincu qu'il y a conformité à l'ordre de protection.

Audience

(10) Les paragraphes 23 (8) à (11) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une audience devant le Tribunal et, pour l'application de l'alinéa 23 (9) a), le Tribunal peut ordonner que l'ordre de protection soit prorogé, avec ou sans modification, ou substituer son opinion à celle du directeur ou de l'inspecteur.

Ordonnances d'interdiction

38. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire que la prestation de services de garde par une personne particulière constitue une menace imminente pour la santé, la sécurité ou le bien-être d'enfants, un directeur peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance interdisant à la personne de fournir les services.

Ordonnance provisoire

(2) Dans une instance visée au paragraphe (1), un juge peut, sur requête du directeur, rendre une ordonnance provisoire visée à ce paragraphe s'il croit, en se fondant sur les éléments de preuve dont il dispose, que le faire est dans l'intérêt public.

Idem

(3) Un juge peut rendre une ordonnance provisoire même si le directeur n'a pas démontré que ne pas le faire entraînerait un tort irréparable.

Idem

(4) Le juge qui rend une ordonnance provisoire ne doit

or give an undertaking as to damages when granting an interim order.

Variations or discharge

(5) Any person may apply to the Superior Court of Justice for an order varying or discharging any order made under subsection (1).

ADMINISTRATIVE PENALTIES

Notice of administrative penalty

39. (1) A director or inspector may issue a notice in writing requiring a person to pay an administrative penalty in the amount set out in the notice if the director or inspector is of the opinion that the person has contravened this Act or the regulations.

Purpose of administrative penalty

(2) A notice of administrative penalty may be issued under this section for the purpose of,

- (a) encouraging compliance with this Act and the regulations; or
- (b) preventing a person from deriving, directly or indirectly, any economic benefit as a result of a contravention of this Act or the regulations.

Amount of administrative penalty

(3) Subject to subsection (4), the amount of an administrative penalty in respect of a contravention,

- (a) shall not exceed \$100,000;
- (b) shall be determined by the director or inspector in accordance with the regulations; and
- (c) shall reflect the purpose referred to in subsection (2).

Same, reduction

(4) The director or inspector shall reduce the amount of an administrative penalty determined under clause (3) (b) if he or she determines that the amount is excessive in the circumstances or is, by its magnitude, punitive in nature having regard to all the circumstances.

One-year limitation

(5) A notice of administrative penalty shall not be issued under this section more than one year after the day the most recent contravention on which the notice is based first came to the knowledge of a director or inspector.

Content of notice of administrative penalty

- (6) A notice of administrative penalty shall,
 - (a) contain or be accompanied by information setting out the nature of the contravention including, if relevant, the date on which and location where the contravention occurred;
 - (b) set out the amount of the penalty to be paid and specify the time and manner of the payment; and
 - (c) inform the person of his, her or its right to request a review of the notice by a designated senior employee.

pas exiger que le directeur dépose un cautionnement ou prenne un engagement quant aux dommages-intérêts.

Modification ou révocation

(5) Quiconque peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance modifiant ou révoquant une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1).

PÉNALTIES ADMINISTRATIVES

Avis de pénalité administrative

39. (1) S'il estime qu'une personne a contrevenu à la présente loi ou aux règlements, un directeur ou un inspecteur peut lui délivrer un avis écrit exigeant qu'elle paie une pénalité administrative selon le montant indiqué dans l'avis.

Objet de la pénalité administrative

(2) Un avis de pénalité administrative peut être délivré en vertu du présent article aux fins suivantes :

- a) encourager la conformité à la présente loi et aux règlements;
- b) empêcher quiconque de tirer, directement ou indirectement, un avantage économique par suite d'une contravention à la présente loi ou aux règlements.

Montant de la pénalité administrative

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le montant de la pénalité administrative à l'égard d'une contravention :

- a) ne doit pas dépasser 100 000 \$;
- b) est fixé par le directeur ou l'inspecteur conformément aux règlements;
- c) tient compte des fins visées au paragraphe (2).

Idem : réduction

(4) Le directeur ou l'inspecteur doit réduire le montant de la pénalité administrative fixé en application de l'alinéa (3) b) s'il établit que ce montant est soit excessif dans les circonstances, soit punitif de par son importance eu égard à l'ensemble des circonstances.

Prescription d'un an

(5) Un avis de pénalité administrative ne doit pas être délivré en vertu du présent article plus d'un an après le jour où la plus récente contravention sur laquelle il se fonde est venue à la connaissance d'un directeur ou d'un inspecteur.

Contenu de l'avis de pénalité administrative

- (6) L'avis de pénalité administrative :
 - a) comporte des renseignements sur la nature de la contravention ou est accompagné de tels renseignements, y compris, si cela est pertinent, la date et le lieu où la contravention a été commise;
 - b) précise le montant de la pénalité à payer ainsi que le délai et le mode de paiement;
 - c) informe la personne de son droit d'en demander la révision au titulaire d'un poste supérieur désigné.

Right to review

(7) A person who receives a notice of administrative penalty may require a designated senior employee to review the notice by applying to the designated senior employee for a review in a form approved by the Minister,

- (a) within 15 days after the notice is served; or
- (b) within a longer period specified by the designated senior employee, if he or she considers it appropriate in the circumstances to extend the time for applying.

If no review requested

(8) If a person who has received a notice of administrative penalty does not apply for a review under subsection (7), the person shall pay the penalty within 30 days after the day the notice was served.

If review requested

(9) If a person who has received a notice of administrative penalty applies for a review under subsection (7), the designated senior employee shall conduct the review in accordance with the regulations.

Notice to parents, etc.

(10) If a person who has received a notice of administrative penalty applies for a review under subsection (7), a director shall, within 30 days after the day the notice is served,

- (a) post a summary of the notice of administrative penalty, in a manner approved by the Minister, at the premises where the child care is provided; or
- (b) provide a summary of the notice of administrative penalty to the parents of the children for whom the care is provided.

Removal of posted notice

(11) No person, other than a director or inspector, shall remove a notice posted under clause (10) (a) unless the person is authorized to do so by a director or inspector or the circumstances prescribed by the regulations exist.

Designated senior employee's decision

(12) Upon a review, the designated senior employee may,

- (a) find that the person did not contravene the provision of this Act or regulations specified in the notice of administrative penalty, and rescind the notice;
- (b) find that the person did contravene the provision of this Act or regulations specified in the notice of administrative penalty and affirm the notice; or
- (c) find that the person did contravene the provision but that the penalty is excessive in the circumstances or is, by its magnitude, punitive in nature having regard to all the circumstances, and in that case the employee shall amend the notice by reducing the amount of the penalty.

Droit à révision

(7) Quiconque reçoit un avis de pénalité administrative peut en exiger la révision par le titulaire d'un poste supérieur désigné en lui présentant une demande à cet effet sous une forme approuvée par le ministre :

- a) dans les 15 jours de la signification de l'avis;
- b) dans le délai plus long que précise le titulaire, s'il estime approprié dans les circonstances de proroger le délai de présentation de la demande.

Cas où la révision n'est pas demandée

(8) Quiconque reçoit un avis de pénalité administrative et n'en demande pas la révision en vertu du paragraphe (7) doit payer la pénalité dans les 30 jours de la signification de l'avis.

Cas où la révision est demandée

(9) Si la personne qui reçoit un avis de pénalité administrative en demande la révision en vertu du paragraphe (7), le titulaire d'un poste supérieur désigné le réviser conformément aux règlements.

Avis aux parents et autres

(10) Si la personne qui a reçu un avis de pénalité administrative en demande la révision en vertu du paragraphe (7), un directeur doit, dans les 30 jours de la signification de l'avis :

- a) soit en afficher un résumé, de la manière approuvée par le ministre, dans le local où les services de garde sont fournis;
- b) soit en fournir un résumé aux parents des enfants pour qui les services sont fournis.

Enlèvement de l'avis affiché

(11) Nul autre qu'un directeur ou un inspecteur ne doit enlever un avis affiché en application de l'alinéa (10) a), sauf s'il y est autorisé par un directeur ou un inspecteur ou dans les circonstances prescrites par les règlements.

Décision du titulaire d'un poste supérieur désigné

(12) À la suite de la révision, le titulaire d'un poste supérieur désigné peut, selon le cas :

- a) conclure que la personne n'a pas contrevenu à la disposition de la présente loi ou des règlements que précise l'avis de pénalité administrative et annuler celui-ci;
- b) conclure que la personne a contrevenu à la disposition de la présente loi ou des règlements que précise l'avis de pénalité administrative et confirmer celui-ci;
- c) conclure que la personne a contrevenu à la disposition, mais que le montant de la pénalité est soit excessif dans les circonstances, soit punitif de par son importance eu égard à l'ensemble des circonstances, auquel cas il doit modifier l'avis en réduisant le montant de la pénalité.

Decision final

(13) The designated senior employee's decision is final.

Non-application of SPPA

(14) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to a decision made under subsection (4) or to a review conducted under subsection (9).

Payment after review

(15) If the designated senior employee finds under clause (12) (b) or (c) that a person has contravened the provision of this Act or regulations specified in the notice of administrative penalty, the person shall pay the penalty required by the designated senior employee within 30 days after the day the decision was made.

Payment to Minister of Finance

(16) A person who is required to pay an administrative penalty under this section shall pay the penalty to the Minister of Finance.

Enforcement of administrative penalty

40. (1) If a person who is required to pay an administrative penalty under section 39 fails to pay it within the time required under subsection 39 (8) or (15), the notice of administrative penalty or the designated senior employee's decision, as the case may be, may be filed with a local registrar of the Superior Court of Justice and may be enforced as if it were an order of the court.

Same

(2) Section 129 of the *Courts of Justice Act* applies in respect of a notice of administrative penalty or decision filed with the Superior Court of Justice under subsection (1) and, for the purpose, the date on which the notice of administrative penalty or decision is filed under subsection (1) is deemed to be the date of the order that is referred to in section 129 of the *Courts of Justice Act*.

Crown debt

41. An administrative penalty imposed under section 39 that is not paid within the time required under that section is a debt due to the Crown and enforceable as such.

Director may authorize collector

42. (1) A director may authorize any person to act as a collector for the purposes of this section and sections 43 and 44 and to exercise the powers that the director specifies in the authorization to collect administrative penalties owing under this Act.

Costs of collection

(2) Despite clause 22 (a) of the *Collection Agencies Act*, the director may also authorize a collector to collect a reasonable fee or reasonable disbursements or both from each person from whom the collector seeks to collect administrative penalties owing under this Act.

Décision définitive

(13) La décision du titulaire d'un poste supérieur désigné est définitive.

Non-application de la Loi sur l'exercice des compétences légales

(14) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas à une décision prise au titre du paragraphe (4) ni à une révision effectuée au titre du paragraphe (9).

Paieement ultérieur à la révision

(15) Si le titulaire d'un poste supérieur désigné conclut en vertu de l'alinéa (12) b) ou c) qu'une personne a contrevenu à la disposition de la présente loi ou des règlements que précise l'avis de pénalité administrative, cette personne doit payer la pénalité qu'exige le titulaire dans les 30 jours de la date de sa décision.

Paieement au ministre des Finances

(16) Quiconque doit payer une pénalité administrative en application du présent article la paie au ministre des Finances.

Paieement forcé de la pénalité administrative

40. (1) Si la personne qui doit payer une pénalité administrative en application de l'article 39 ne le fait pas dans le délai imparti par le paragraphe 39 (8) ou (15), l'avis de pénalité administrative ou la décision du titulaire d'un poste supérieur désigné, selon le cas, peut être déposé auprès d'un greffier local de la Cour supérieure de justice et être exécuté comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal.

Idem

(2) L'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* s'applique à l'égard d'un avis de pénalité administrative ou d'une décision déposé auprès de la Cour supérieure de justice en vertu du paragraphe (1) et, à cette fin, la date du dépôt est réputée la date de l'ordonnance visée à cet article.

Créance de la Couronne

41. La pénalité administrative imposée en vertu de l'article 39 qui n'est pas payée dans le délai imparti par cet article est une créance de la Couronne recouvrable à ce titre.

Autorisation du directeur

42. (1) Un directeur peut autoriser quiconque à agir à titre d'agent de recouvrement pour l'application du présent article et des articles 43 et 44 et à exercer les pouvoirs qu'il précise dans l'autorisation pour recouvrer des pénalités administratives dues en application de la présente loi.

Frais de recouvrement

(2) Malgré l'alinéa 22 a) de la *Loi sur les agences de recouvrement*, le directeur peut également autoriser l'agent de recouvrement à percevoir des honoraires ou débours raisonnables, ou les deux, de chaque personne auprès de qui il tente de recouvrer des pénalités administratives dues en application de la présente loi.

Same

(3) The director may impose conditions on an authorization under subsection (2) and may determine what constitutes a reasonable fee or reasonable disbursements for the purposes of that subsection.

Exception re disbursements

(4) The director shall not authorize a collector who is required to be registered under the *Collection Agencies Act* to collect disbursements.

Collector's powers

43. (1) A collector may exercise any of the powers specified in an authorization of a director under section 42.

Fees and disbursements part of order

(2) If a collector is seeking to collect an administrative penalty owing under a notice of administrative penalty or decision of a designated senior employee, any fees and disbursements authorized under subsection 42 (2) are deemed to be owing under and are deemed to be added to the amount of the penalty set out in the notice or decision.

Distribution of money collected

(3) A collector shall pay the amount collected under this section with respect to the penalty to the Minister of Finance and may retain the amount collected with respect to the collector's fees and disbursements.

Settlement by collector

44. (1) A collector may agree to a settlement with the person from whom he or she seeks to collect money, but only with the written agreement of a director.

Payment

(2) The person who owes money under a settlement shall pay the amount agreed upon to the collector, who shall deal with it in accordance with subsection 43 (3).

GENERAL**Enforcement measures**

45. (1) Subject to subsections (2) and (3), the use of an enforcement measure provided for in this Act in respect of a contravention of this Act or the regulations does not prohibit the use, at the same time or different times, of any other enforcement measure or remedy provided for in this Act or otherwise available in law in respect of the same contravention.

Exception

(2) No notice of administrative penalty shall be issued to a person in respect of a contravention of this Act or the regulations if the person is being or has been prosecuted in respect of the same contravention.

Same

(3) No prosecution shall be commenced against a person in respect of a contravention of this Act or the regula-

Idem

(3) Le directeur peut assortir l'autorisation visée au paragraphe (2) de conditions et établir ce qui constitue des honoraires ou des débours raisonnables pour l'application de ce paragraphe.

Exception : débours

(4) Le directeur ne doit pas autoriser l'agent de recouvrement qui doit être inscrit en application de la *Loi sur les agences de recouvrement* à percevoir des débours.

Pouvoirs de l'agent de recouvrement

43. (1) L'agent de recouvrement peut exercer les pouvoirs précisés dans l'autorisation qu'un directeur lui donne en vertu de l'article 42.

Les honoraires et débours font partie de l'ordonnance

(2) Si un agent de recouvrement tente de recouvrer une pénalité administrative due aux termes d'un avis de pénalité administrative ou d'une décision du titulaire d'un poste supérieur désigné, les honoraires et débours autorisés en vertu du paragraphe 42 (2) sont réputés dus aux termes de l'avis ou de la décision et sont réputés ajoutés à la pénalité qui y est fixée.

Distribution des sommes recouvrées

(3) L'agent de recouvrement verse la somme recouvrée en application du présent article au titre de la pénalité au ministre des Finances et peut conserver la somme recouvrée au titre de ses honoraires et débours.

Transaction

44. (1) L'agent de recouvrement peut conclure une transaction avec la personne de qui il tente de recouvrer une somme si un directeur en convient par écrit.

Versement

(2) La personne qui doit une somme aux termes d'une transaction verse le montant convenu à l'agent de recouvrement, qui l'emploie selon ce que prévoit le paragraphe 43 (3).

DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Mesures d'exécution**

45. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), l'utilisation d'une mesure d'exécution prévue par la présente loi à l'égard d'une contravention à la présente loi ou aux règlements n'a pas pour effet d'interdire l'utilisation, au même moment ou à des moments différents, des autres mesures d'exécution ou recours prévus par la présente loi ou par ailleurs en droit à l'égard de la même contravention.

Exception

(2) Aucun avis de pénalité administrative ne doit être délivré à l'égard d'une contravention à la présente loi ou aux règlements à une personne qui est ou a déjà été poursuivie pour la même contravention.

Idem

(3) Aucune poursuite ne peut être intentée contre une personne à l'égard d'une contravention à la présente loi

tions if a notice of administrative penalty has been issued to the person in respect of the same contravention and has not been withdrawn.

Consideration of past conduct

46. In making a decision under this Act, a director or the Tribunal may consider any person's current or past failures to comply with this Act or the regulations that the director or Tribunal considers relevant.

PART VI

SERVICE SYSTEM PLANNING FOR CHILD CARE AND EARLY YEARS PROGRAMS AND SERVICES

Interpretation

47. (1) In this Part, despite the definition of "child care and early years programs and services" in subsection 2 (1), references to that term apply only to,

- (a) programs and services that provide licensed child care;
- (b) authorized recreational and skill building programs; and
- (c) early years programs and services.

Same

(2) For the purposes of this Part, the power to establish, administer, operate or fund programs and services includes the power to do so directly or indirectly.

Non-application of Part V

48. Part V does not apply with respect to the enforcement of sections 49 to 62 or the regulations made for the purposes of those sections.

PROVINCIAL INTEREST

Provincial interest

49. (1) It is a matter of provincial interest that there be a system of child care and early years programs and services that,

- (a) is focused on Ontario's children and families;
- (b) promotes the health, safety and well-being of children;
- (c) provides high quality experiences and positive outcomes for children by including a common approach to pedagogy across Ontario;
- (d) includes knowledgeable, self-reflective and qualified professionals and staff, including members of the College of Early Childhood Educators;
- (e) responds to communities' needs by,
 - (i) providing services both for families who receive financial assistance for child care and for families who do not receive such financial assistance,

ou aux règlements si un avis de pénalité administrative lui a déjà été délivré pour la même contravention et n'a pas été retiré.

Prise en compte de la conduite antérieure

46. Lorsqu'il rend une décision en vertu de la présente loi, le directeur ou le Tribunal peut tenir compte de toute non-conformité actuelle ou passée à la présente loi ou aux règlements qu'il estime pertinente.

PARTIE VI

PLANIFICATION DU SYSTÈME DE PROGRAMMES ET DE SERVICES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE

Interprétation

47. (1) Dans la présente partie, malgré la définition de «programmes et services pour la garde d'enfants et la petite enfance» au paragraphe 2 (1), les mentions de ce terme s'appliquent uniquement à ce qui suit :

- a) les programmes et les services qui offrent des services de garde agréés;
- b) les programmes autorisés de loisirs et de développement des compétences;
- c) les programmes et les services pour la petite enfance.

Idem

(2) Pour l'application de la présente partie, le pouvoir de créer, d'administrer, de faire fonctionner ou de financer des programmes et des services inclut celui de le faire directement ou indirectement.

Non-application de la partie V

48. La partie V ne s'applique pas à l'égard de l'exécution des articles 49 à 62 ou des règlements pris pour l'application de ces articles.

INTÉRÊT PROVINCIAL

Intérêt provincial

49. (1) Constitue une question d'intérêt provincial la mise en place d'un système de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance qui, à la fois :

- a) est axé sur les enfants et les familles de l'Ontario;
- b) favorise la santé, la sécurité et le bien-être des enfants;
- c) offre des expériences de qualité et des résultats positifs pour les enfants en incluant une approche pédagogique commune dans tout l'Ontario;
- d) fait appel à du personnel et à des professionnels réfléchis, compétents et qualifiés, y compris des membres de l'Ordre des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance;
- e) répond aux besoins des collectivités :
 - (i) en offrant des services à la fois aux familles qui reçoivent une aide financière et à celles qui n'en reçoivent pas,

- (ii) providing a range of service options to support parents who are part of the workforce, such as options that address varied working hours and arrangements, and
- (iii) providing centre-based and home-based options for families in relation to the receipt of licensed child care;
- (f) respects equity, inclusiveness and diversity in communities and the particular qualities of,
 - (i) Aboriginal, First Nations, Métis and Inuit communities,
 - (ii) Francophone communities, and
 - (iii) urban, rural, remote and northern communities;
- (g) provides for strong and sustainable partnerships among the Province, service managers and others in the community;
- (h) is co-ordinated with other community and human services;
- (i) is flexible and able to adapt to local circumstances;
- (j) supports the social and economic well-being of Ontarians;
- (k) ensures appropriate accountability for public funding;
- (l) supports the transition from child care and early years programs and services to school;
- (m) approaches pedagogy in child care and early years programs and services in a manner that supports the transition referred to in clause (l);
- (n) addresses any other aspect prescribed by the regulations.

Additional matters declared by LG in C

(2) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, declare additional matters to be matters of provincial interest for the purposes of this Part.

Duty to co-operate

50. (1) The Minister and service managers shall co-operate with each other for the purposes of promoting the health, safety and well-being of children.

Same

(2) For the purposes of subsection (1), the duty to co-operate includes the duty to provide access to and share information relating to child care and early years programs and services.

CHILD CARE AND EARLY YEARS PROGRAMS AND SERVICES PLANS

Child care and early years programs and services plan

51. (1) Each service manager shall have a child care

- (ii) en offrant une gamme de choix de services afin de soutenir les parents qui font partie de la population active, tels que des choix adaptés aux divers horaires et formules de travail,
- (iii) en permettant aux familles de bénéficier de services de garde agréés en centre de garde, en milieu familial ou à domicile;
- f) respecte l'équité, l'inclusion et la diversité dans les collectivités et les caractéristiques spécifiques :
 - (i) des collectivités autochtones, des Premières Nations, métisses et inuites,
 - (ii) des collectivités francophones,
 - (iii) des collectivités urbaines, rurales, éloignées et nordiques;
- g) prévoit des partenariats solides et durables entre la Province, les gestionnaires de services et les autres intervenants communautaires;
- h) est coordonné avec d'autres services communautaires et services à la personne;
- i) est souple et adaptable aux circonstances locales;
- j) soutient le bien-être social et économique des Ontariens;
- k) assure une responsabilisation adéquate à l'égard du financement public;
- l) soutient la transition entre les programmes et les services pour la garde d'enfants et la petite enfance et l'école;
- m) aborde la pédagogie dans les programmes et les services pour la garde d'enfants et la petite enfance d'une manière qui soutient la transition visée à l'alinéa l);
- n) traite tout autre aspect prescrit par les règlements.

Questions additionnelles

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déclarer des questions additionnelles comme questions d'intérêt provincial pour l'application de la présente partie.

Obligation de collaborer

50. (1) Le ministre et les gestionnaires de services doivent collaborer ensemble afin de promouvoir la santé, la sécurité et le bien-être des enfants.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'obligation de collaborer inclut celle de donner accès aux renseignements se rapportant aux programmes et aux services pour la garde d'enfants et la petite enfance et de partager ces renseignements.

PLANS DE PROGRAMMES ET DE SERVICES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE

Plan de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance

51. (1) Chaque gestionnaire de services se dote d'un

and early years programs and services plan for its service area.

Content

- (2) The plan must,
- (a) address the matters of provincial interest under section 49, including each aspect of the system described in subsection 49 (1);
 - (b) be consistent with the policy statements issued under subsection 55 (2); and
 - (c) include such other content as may be prescribed by the regulations.

Other requirements

(3) The plan must comply with any procedural requirements prescribed by the regulations, including requirements relating to the frequency with which a plan must developed, reviewed, updated or approved.

Consultation

(4) In developing the plan, the service manager shall consult with school boards and other prescribed persons or entities in accordance with the regulations, and those persons or entities shall cooperate with the service manager for that purpose.

Approval of plan

(5) A plan shall not be implemented before it is approved,

- (a) by the council of the municipality, if the service manager is a municipality; and
- (b) by the members of a district social services administration board, if the service manager is such a board.

Implementation of plan

52. (1) A service manager shall implement its child care and early years programs and services plan.

Duty to cooperate

(2) The service manager, school boards and persons or entities prescribed for the purposes of subsection 51 (4) shall cooperate with each other for the purpose of implementing the plan.

MINISTER'S ROLE

Role of Minister

53. (1) The role of the Minister includes,

- (a) developing and promoting an overview of the system of child care and early years programs and services and aspirational goals for the system;
- (b) supporting the provision of child care and early years programs and services across the province;
- (c) coordinating efforts with other ministries in relation to programs and services that support the learning, development, health and well-being of children;

plan de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance dans son aire de service.

Contenu

(2) Le plan :

- a) traite des questions d'intérêt provincial énoncées à l'article 49, y compris chaque aspect du système mentionné au paragraphe 49 (1);
- b) est compatible avec les déclarations de principes faites en vertu du paragraphe 55 (2);
- c) inclut tout autre contenu prescrit par les règlements.

Autres exigences

(3) Le plan doit respecter les formalités prescrites par les règlements, notamment celles relatives à la fréquence à laquelle un plan doit être élaboré, révisé, mis à jour ou approuvé.

Consultation

(4) Lorsqu'il élabore le plan, le gestionnaire de services consulte, conformément aux règlements, les conseils scolaires et les autres personnes ou entités prescrites, et ces personnes ou entités doivent collaborer avec lui à cette fin.

Approbation du plan

(5) Un plan ne peut pas être mis en oeuvre tant qu'il n'a pas été approuvé :

- a) par le conseil de la municipalité, si le gestionnaire de services est une municipalité;
- b) par les membres du conseil, si le gestionnaire de services est un conseil d'administration de district des services sociaux.

Mise en oeuvre du plan

52. (1) Le gestionnaire de services met en oeuvre son plan de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance.

Obligation de collaborer

(2) Le gestionnaire de services, les conseils scolaires et les personnes ou entités prescrites pour l'application du paragraphe 51 (4) doivent collaborer ensemble à la mise en oeuvre du plan.

RÔLE DU MINISTRE

Rôle du ministre

53. (1) Le rôle du ministre inclut ce qui suit :

- a) élaborer et promouvoir une vue d'ensemble du système de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance ainsi que des objectifs à viser pour ce système;
- b) soutenir la prestation de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance dans toute la province;
- c) coordonner ses efforts avec ceux d'autres ministères relativement aux programmes et aux services qui soutiennent l'apprentissage, le développement, la santé et le bien-être des enfants;

- (d) encouraging high quality experiences that support children's learning, development, health and well-being; and
- (e) administering the licensing framework set out in this Act.

Interpretation

(2) For greater certainty, subsection (1) does not impose duties on the Minister or limit the generality of the powers conferred on the Minister by this or any other Act.

General powers of Minister

54. (1) The Minister may,

- (a) establish, administer, operate and fund child care and early years programs and services;
- (b) provide financial assistance for persons who are charged fees in respect of licensed child care, authorized recreational and skill building programs or extended day programs, in accordance with the regulations; and
- (c) fund and provide financial assistance for other programs or services prescribed by the regulations that provide or support temporary care for or supervision of children.

Same, funding

(2) Without limiting the generality of clause (1) (a), the Minister's powers under that clause include the power to fund capital projects and research and development.

Ministerial agreements

(3) The Minister may enter into agreements with service managers, or any other persons prescribed by the regulations, for the purposes of subsection (1).

Interpretation

(4) For greater certainty, this section does not limit the generality of the powers conferred on the Minister by this or any other Act.

Minister's policy statements - provincial interest, programming and pedagogy, etc.

General

55. (1) The Minister may issue policy statements relating to the operation of child care and early years programs and services and any other matter dealt with under this Part.

Matters of provincial interest

(2) For the purpose of guiding service managers in developing and implementing their child care and early years programs and services plans, the Minister may issue policy statements on matters relating to child care and early years programs and services that are of provincial interest under section 49, including policy statements addressing aspects of the system described in subsection 49 (1).

- d) encourager des expériences de qualité qui soutiennent l'apprentissage, le développement, la santé et le bien-être des enfants;
- e) administrer le régime d'agrément énoncé dans la présente loi.

Interprétation

(2) Il est entendu que le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'imposer des obligations au ministre ni de limiter la portée générale des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi ou toute autre loi.

Pouvoirs généraux du ministre

54. (1) Le ministre peut :

- a) créer, administrer, faire fonctionner et financer des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance;
- b) allouer une aide financière aux personnes auxquelles sont imposés des droits à l'égard des services de garde agréés, des programmes autorisés de loisirs et de développement des compétences ou des programmes de jour prolongé, conformément aux règlements;
- c) financer d'autres programmes ou services prescrits par les règlements qui offrent ou soutiennent la garde ou la surveillance temporaire d'enfants, et leur allouer une aide financière.

Idem : financement

(2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) a), les pouvoirs que cet alinéa confère au ministre incluent celui de financer des travaux d'immobilisations et des activités de recherche et de développement.

Ententes ministérielles

(3) Le ministre peut conclure des ententes avec des gestionnaires de services ou d'autres personnes prescrites par les règlements pour l'application du paragraphe (1).

Interprétation

(4) Il est entendu que le présent article n'a pas pour effet de limiter la portée générale des pouvoirs qui sont conférés au ministre par la présente loi ou toute autre loi.

Déclarations de principes du ministre : questions d'intérêt provincial, programmation, pédagogie et autres

Disposition générale

55. (1) Le ministre peut faire des déclarations de principes sur le fonctionnement des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance et sur toute autre question traitée dans la présente partie.

Questions d'intérêt provincial

(2) Afin de guider les gestionnaires de services lorsqu'ils élaborent et mettent en oeuvre leurs plans de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance, le ministre peut faire des déclarations de principes sur les questions liées à ces programmes et à ces services qui sont d'intérêt provincial pour l'application de l'article 49, y compris des déclarations de principes traitant des aspects du système mentionné au paragraphe 49 (1).

Programming and pedagogy

(3) For the purpose of guiding operators of child care and early years programs and services in developing their programs and services, the Minister may issue policy statements regarding programming and pedagogy that constitute high quality child care and early years programming and pedagogy that support children's learning and development.

Same

(4) In developing policy statements under subsection (1), the Minister shall consider the particular qualities of Aboriginal, First Nations, Métis and Inuit communities and Francophone communities.

Joint issue

(5) The Minister may issue a policy statement alone or together with any other minister.

Legislation Act, 2006

(6) For greater certainty, Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to a policy statement made under this section.

**ROLE OF SERVICE MANAGERS, FIRST NATIONS
AND PRESCRIBED LOCAL AUTHORITIES****Duties of service manager**

56. In addition to any other duties under this Act, a service manager shall,

- (a) develop and administer local policies respecting the operation of child care and early years programs and services;
- (b) administer the delivery of financial assistance provided by the Minister under clause 54 (1) (b), in accordance with the regulations;
- (c) coordinate the planning and operation of child care and early years programs and services with the planning and provision of other human services delivered by the service manager;
- (d) assess the economic viability of the child care and early years programs and services in the service area and, if necessary, make or facilitate changes to help make such programs and services economically viable;
- (e) perform such other duties as may be prescribed by the regulations.

General powers of service manager

57. (1) A service manager may,

- (a) establish, administer, operate and fund child care and early years programs and services;

Programmation et pédagogie

(3) Afin de guider les exploitants de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance dans l'élaboration de leurs programmes et de leurs services, le ministre peut faire des déclarations de principes concernant une programmation et une pédagogie qui, dans les domaines de la garde d'enfants et de la petite enfance, constitue une programmation et une pédagogie de qualité qui soutient l'apprentissage et le développement des enfants.

Idem

(4) Lorsqu'il fait des déclarations de principes en vertu du paragraphe (1), le ministre doit tenir compte des qualités spécifiques des collectivités autochtones, des Premières Nations, métisses et inuites de même que des collectivités francophones.

Déclarations de principes conjointes

(5) Le ministre peut faire une déclaration de principes seul ou conjointement avec tout autre ministre.

Loi de 2006 sur la législation

(6) Il est entendu que la partie III (Rèlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux déclarations de principes faites en vertu du présent article.

**RÔLE DES GESTIONNAIRES DE SERVICES,
DES PREMIÈRES NATIONS ET DES AUTORITÉS
LOCALES PRESCRITES****Fonctions du gestionnaire de services**

56. Outre les autres fonctions que lui attribue la présente loi, un gestionnaire de services doit :

- a) élaborer et administrer des politiques locales concernant le fonctionnement des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance;
- b) administrer la prestation de l'aide financière fournie par le ministre en vertu de l'alinéa 54 (1) b), conformément aux règlements;
- c) coordonner la planification et le fonctionnement des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance avec ceux d'autres services à la personne fournis par le gestionnaire de services;
- d) évaluer la viabilité économique des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance dans l'aire de service et, au besoin, les modifier ou en faciliter la modification de manière à contribuer à les rendre économiquement viables;
- e) exercer les autres fonctions prescrites par les règlements.

Pouvoirs généraux du gestionnaire de services

57. (1) Le gestionnaire de services peut :

- a) créer, administrer, faire fonctionner et financer des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance;

- (b) provide financial assistance for persons who are charged fees in respect of licensed child care, authorized recreational and skill building programs and extended day programs, in accordance with the regulations;
- (c) fund and provide financial assistance for other programs or services prescribed by the regulations that provide or support temporary care for or supervision of children;
- (d) provide assistance to persons who operate child care and early years programs and services to improve their capabilities in relation to matters such as governance, financial management and the planning and delivery of programs and services;
- (e) evaluate and assess the impact of public funding; and
- (f) exercise such other powers as may be prescribed by the regulations.

Natural person powers

(2) For greater certainty, a service manager may use its powers under the following provisions for the purposes of this Act:

1. If the service manager is a municipality, section 9 of the *Municipal Act, 2001* or section 7 of the *City of Toronto Act, 2006*.
2. If the service manager is a district social services administration board, sections 274 and 275 of the *Corporations Act*.

Powers not exclusive

(3) Paragraphs 5 and 6 of subsection 11 (4) of the *Municipal Act, 2001* do not apply with respect to a service manager's powers under this section.

Clarification on powers - municipal service managers

(4) For the purposes of this Act, section 19 of the *Municipal Act, 2001* does not limit a service manager that is a municipality from exercising its powers under this Act or under section 9 of the *Municipal Act, 2001* throughout its service area.

Provision of *Municipal Act, 2001* - dssab service managers

(5) For the purposes of this Act, the following provisions of the *Municipal Act, 2001* and the regulations that relate to those provisions apply, with necessary modifications, to a service manager that is a district social services administration board:

1. Section 107.
2. Subsections 110 (1), (2), (3), (4), (10) and (11).

- b) allouer une aide financière aux personnes auxquelles sont imposés des droits à l'égard des services de garde agréés, des programmes autorisés de loisirs et de développement des compétences ou des programmes de jour prolongé, conformément aux règlements;
- c) financer d'autres programmes ou services prescrits par les règlements qui offrent ou soutiennent la garde ou la surveillance temporaire d'enfants, et leur allouer une aide financière;
- d) aider les personnes qui font fonctionner des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance à améliorer leurs capacités dans des domaines tels que la gouvernance, la gestion financière et la planification et la prestation de programmes et de services;
- e) évaluer l'incidence du financement public;
- f) exercer les autres pouvoirs prescrits par les règlements.

Pouvoirs d'une personne physique

(2) Il est entendu que, pour l'application de la présente loi, le gestionnaire de services peut utiliser les pouvoirs que lui confèrent les dispositions suivantes :

1. L'article 9 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou l'article 7 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, si le gestionnaire de services est une municipalité.
2. Les articles 274 et 275 de la *Loi sur les personnes morales*, si le gestionnaire de services est un conseil d'administration de district des services sociaux.

Non-exclusivité des pouvoirs

(3) Les dispositions 5 et 6 du paragraphe 11 (4) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ne s'appliquent pas à l'égard des pouvoirs que le présent article confère au gestionnaire de services.

Précision sur les pouvoirs des municipalités gestionnaires de services

(4) Pour l'application de la présente loi, l'article 19 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* n'a pas pour effet d'empêcher un gestionnaire de services qui est une municipalité d'exercer, à l'échelle de son aire de service, les pouvoirs que lui confère la présente loi ou l'article 9 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

Conseil gestionnaire de services : dispositions de la *Loi de 2001 sur les municipalités*

(5) Pour l'application de la présente loi, les dispositions suivantes de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et les règlements qui s'y rapportent s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au gestionnaire de services qui est un conseil d'administration de district des services sociaux :

1. L'article 107.
2. Les paragraphes 110 (1), (2), (3), (4), (10) et (11).

3. Subsections 417 (1), (2) and (3).
4. Subsections 418 (1), (2), (3) and (4).

Prohibition re assistance does not apply

(6) Section 106 of the *Municipal Act, 2001* and section 82 of the *City of Toronto Act, 2006* do not apply with respect to assistance for child care and early years programs and services.

Periodic reports to Minister

58. (1) At the times prescribed by the regulations, a service manager shall give the Minister reports on the following:

1. The implementation of its child care and early years programs and services plan.
2. The service manager's establishment, administration, operation and funding of child care and early years programs and services.
3. Such other matters as may be prescribed by the regulations.

Manner and contents

(2) The reports required under subsection (1) must be given in a manner authorized by the Minister and must include the prescribed information and the prescribed documents.

Other reports, etc., to Minister

- 59.** (1) A service manager shall give the Minister,
- (a) such reports as the regulations require; and
 - (b) such reports, documents and information as the Minister requests.

Timing

(2) A service manager shall give reports, documents and information requested under clause (1) (b) at the times the Minister specifies.

Manner

(3) The reports, documents and information required under subsection (1) must be given in a manner authorized by the Minister.

General powers of First Nations

60. (1) A First Nation or group of First Nations may establish, administer, operate and fund child care and early years programs and services.

Agreements between Minister and First Nations

(2) The Minister and a First Nation or group of First Nations may enter into an agreement for the purposes of subsection (1).

Powers and duties under agreement

(3) An agreement described in subsection (2) may provide that a First Nation may exercise and perform any powers or duties of a service manager provided for under this Act.

3. Les paragraphes 417 (1), (2) et (3).
4. Les paragraphes 418 (1), (2), (3) et (4).

Non-application : aide interdite

(6) L'article 106 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et l'article 82 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* ne s'appliquent pas à l'égard de l'aide accordée au titre de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance.

Rapports périodiques au ministre

58. (1) Aux moments prescrits par les règlements, le gestionnaire de services remet au ministre des rapports sur ce qui suit :

1. La mise en oeuvre de son plan de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance.
2. La création, l'administration, le fonctionnement et le financement des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance.
3. Les autres questions prescrites par les règlements.

Manière et contenu

(2) Les rapports exigés par le paragraphe (1) sont remis de la manière autorisée par le ministre et comportent les renseignements et documents prescrits.

Autres rapports au ministre

- 59.** (1) Le gestionnaire de services remet au ministre :
- a) les rapports exigés par les règlements;
 - b) les rapports, documents et renseignements demandés par le ministre.

Délais de remise

(2) Le gestionnaire de services remet les rapports, documents et renseignements demandés en application de l'alinéa (1) b) aux moments précisés par le ministre.

Manière

(3) Les rapports, documents et renseignements exigés par le paragraphe (1) sont remis de la manière autorisée par le ministre.

Pouvoirs généraux des Premières Nations

60. (1) Une Première Nation ou un groupe de Premières Nations peut créer, administrer, faire fonctionner et financer des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance.

Ententes entre le ministre et les Premières Nations

(2) Le ministre et une Première Nation ou un groupe de Premières Nations peuvent conclure une entente pour l'application du paragraphe (1).

Pouvoirs et fonctions attribués par l'entente

(3) L'entente visée au paragraphe (2) peut prévoir qu'une Première Nation puisse exercer les pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à un gestionnaire de services.

Delegation by First Nation

(4) A First Nation may delegate to another First Nation or to a person prescribed by the regulations, in writing, any of the First Nation's powers or duties provided for under this Act or under an agreement described in subsection (2).

General powers of prescribed local authorities

61. (1) A prescribed local authority may establish, administer, operate and fund child care and early years programs and services.

Power to enter into agreements

(2) A prescribed local authority may enter into an agreement for the purposes of subsection (1).

Agreements between Minister and prescribed local authority

(3) The Minister and a prescribed local authority may enter into an agreement for the purposes of subsection (1).

Powers and duties under agreement

(4) An agreement described in subsection (3) may provide that a prescribed local authority may exercise any powers and shall perform any duties of a service manager that are provided for under this Act and specified in the agreement.

Restriction on service manager

(5) A service manager shall not exercise the powers or perform the duties that are specified in an agreement under subsection (4).

Additional powers and duties

(6) For the purposes of this Part, a prescribed local authority shall have such other powers and duties as may be prescribed by the regulations.

Advice to director re licensing

62. (1) For the purposes of clause 23 (1) (f), a service manager may provide advice to a director regarding the issuance of a licence if, in its opinion, the licence would authorize the provision of child care in the service area that is inconsistent with its child care and early years programs and services plan.

Same, First Nations and prescribed local authorities

(2) A First Nation or prescribed local authority may provide the advice described in subsection (1), if it is authorized or required by an agreement or the regulations to have a child care and early years programs and services plan.

**PART VII
GENERAL****Non-application of Part V**

63. Part V does not apply with respect to the enforcement of sections 64 to 79, 83 and 84 or the regulations made for the purposes of those sections.

ADMINISTRATION**Administration of Act**

64. The Minister is responsible for the administration of this Act.

Délégation par la Première Nation

(4) Une Première Nation peut déléguer par écrit à une autre Première Nation ou à une personne prescrite par les règlements les pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués par la présente loi ou par une entente visée au paragraphe (2).

Pouvoirs généraux des autorités locales prescrites

61. (1) Une autorité locale prescrite peut créer, administrer, faire fonctionner et financer des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance.

Pouvoir de conclure des ententes

(2) Une autorité locale prescrite peut conclure une entente pour l'application du paragraphe (1).

Ententes entre le ministre et une autorité locale prescrite

(3) Le ministre et une autorité locale prescrite peuvent conclure une entente pour l'application du paragraphe (1).

Pouvoirs et fonctions attribués par l'entente

(4) Une entente visée au paragraphe (3) peut prévoir qu'une autorité locale prescrite puisse exercer tout ou partie des pouvoirs et des fonctions que la présente loi attribue à un gestionnaire de services et qui sont précisés dans l'entente.

Restriction à l'égard du gestionnaire de services

(5) Le gestionnaire de services ne doit pas exercer les pouvoirs et fonctions précisés dans une entente visée au paragraphe (4).

Pouvoirs et fonctions additionnels

(6) Pour l'application de la présente partie, une autorité locale prescrite exerce les autres pouvoirs et fonctions prescrits par les règlements.

Avis au directeur concernant la délivrance d'un permis

62. (1) Pour l'application de l'alinéa 23 (1) f), un gestionnaire de services peut donner son avis à un directeur à propos de la délivrance d'un permis si, selon lui, le permis autoriserait la prestation de services de garde dans l'aire de service qui est incompatible avec son plan de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance.

Idem : Premières Nations et autorités locales prescrites

(2) Une Première Nation ou une autorité locale prescrite peut donner l'avis visé au paragraphe (1) si une entente ou les règlements l'autorisent ou l'obligent à avoir un plan de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance.

**PARTIE VII
DISPOSITIONS GÉNÉRALES****Non-application de la partie V**

63. La partie V ne s'applique à pas à l'égard de l'exécution des articles 64 à 79, 83 et 84 ou des règlements pris pour l'application de ces articles.

APPLICATION**Application de la Loi**

64. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

Service managers

65. (1) The regulations shall designate the municipalities and district social services administration boards that are service managers for the purposes of this Act.

Service areas

(2) The regulations shall specify the geographic area that is the service area of each service manager for the purposes of this Act.

Directors

66. (1) The Minister shall appoint, in writing, one or more persons employed in the Ministry to be directors for the purposes of this Act.

Powers and duties

(2) A director shall have the powers and duties set out in this Act and such other powers and duties as may be prescribed by the regulations.

Acting directors

(3) A director's powers may be exercised and duties may be performed by an employee in the Ministry appointed as an acting director if,

- (a) the director is absent or unable to act; or
- (b) an individual who was appointed as a director has ceased to be a director and no new director has been appointed in his or her place.

Same, appointment

(4) An acting director shall be appointed by the Minister.

Delegation to Ministry employees

67. (1) The Minister may delegate to any person employed in the Ministry any of the Minister's powers or duties under this Act.

Same

(2) The delegation must be made in writing and is subject to such limitations, conditions and requirements as are set out in it.

Subdelegation

(3) In a delegation, the Minister may authorize a person to whom a power or duty is delegated to delegate the power or duty to other persons employed in the Ministry, subject to such limitations, conditions and requirements as the person may impose.

Presumption

(4) A person who purports to exercise a delegated power or perform a delegated duty shall be presumed conclusively to act in accordance with the delegation.

Program advisers

68. (1) The Minister may designate, in writing, any person as a program adviser for the purposes of this Act.

Gestionnaires de services

65. (1) Les règlements désignent les municipalités et les conseils d'administration de district des services sociaux qui sont des gestionnaires de services pour l'application de la présente loi.

Aires de service

(2) Les règlements précisent la zone géographique qui est l'aire de service de chaque gestionnaire de services pour l'application de la présente loi.

Directeurs

66. (1) Le ministre nomme par écrit une ou plusieurs personnes employées au ministère en tant que directeurs pour l'application de la présente loi.

Pouvoirs et fonctions

(2) Un directeur exerce les pouvoirs et fonctions énoncés dans la présente loi et les autres pouvoirs et fonctions prescrits par les règlements.

Directeurs intérimaires

(3) Les pouvoirs et fonctions du directeur peuvent être exercés par un employé au ministère nommé en tant que directeur intérimaire :

- a) en cas d'absence ou d'empêchement du directeur;
- b) lorsqu'un particulier qui a été nommé directeur a cessé de l'être et qu'aucun nouveau directeur n'a été nommé pour le remplacer.

Idem : nomination

(4) Un directeur intérimaire est nommé par le ministre.

Délégation à des employés du ministère

67. (1) Le ministre peut déléguer à toute personne employée au ministère tout ou partie des pouvoirs et des fonctions que lui attribue la présente loi.

Idem

(2) La délégation est faite par écrit et est assortie des restrictions, conditions et exigences qui y sont énoncées.

Subdélégation

(3) Dans une délégation, le ministre peut autoriser le délégataire d'un pouvoir ou d'une fonction à le déléguer à d'autres personnes employées au ministère, sous réserve des restrictions, conditions et exigences imposées par le délégataire.

Présomption

(4) La personne qui prétend exercer un pouvoir ou une fonction qui lui est délégué est présumée, incontestablement, agir conformément à la délégation.

Conseillers en programmes

68. (1) Le ministre peut désigner par écrit une personne en tant que conseiller en programmes pour l'application de la présente loi.

Powers and duties

(2) A program adviser shall have such powers and duties as may be prescribed by the regulations.

Restrictions

(3) In a designation, the Minister may impose conditions or restrictions on a program adviser's powers and duties.

Remuneration and expenses

(4) The remuneration and expenses of any person appointed under subsection (1) who is not a public servant employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* shall be fixed by the Minister.

PERSONAL INFORMATION
AND ONTARIO EDUCATION NUMBERS

Collection and use of personal information - Minister

69. (1) The Minister may collect personal information, directly or indirectly, for purposes related to the following matters, and may use it for those purposes:

1. Administering this Act and the regulations.
2. Ensuring compliance with this Act and the regulations.
3. With respect to child care and early years programs and services that the Ministry establishes, administers, operates or funds, in whole or in part,
 - i. planning, delivering, evaluating and monitoring the programs and services,
 - ii. allocating resources to the programs and services, and
 - iii. detecting, monitoring and preventing fraud and the unauthorized receipt of services and benefits related to the funding.
4. To determine or verify a person's eligibility to participate in a child care or early years program or service or to receive financial assistance under this Act.
5. Implementing risk management, error management or activities to improve or maintain the quality of the programs and services that the Ministry provides or funds, in whole or in part.
6. Conducting evaluations of child care and early years programs and services.
7. Conducting research and analysis, including longitudinal studies, and statistical activities conducted by or on behalf of the Ministry for purposes that relate to,
 - i. child care and early years programs and services,

Pouvoirs et fonctions

(2) Un conseiller en programmes exerce les pouvoirs et fonctions prescrits par les règlements.

Restrictions

(3) Le ministre peut, dans la désignation, assortir les pouvoirs et fonctions du conseiller en programmes de conditions ou de restrictions.

Rémunération et indemnités

(4) La rémunération et les indemnités d'une personne nommée en vertu du paragraphe (1) qui n'est pas un fonctionnaire employé aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* sont fixées par le ministre.

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET NUMÉROS
D'IMMATRICULATION SCOLAIRE DE L'ONTARIO

Collecte et utilisation de renseignements personnels : ministre

69. (1) Le ministre peut recueillir, directement ou indirectement, des renseignements personnels à des fins liées aux questions suivantes et les utiliser à ces fins :

1. L'application de la présente loi et des règlements.
2. La mise en conformité avec la présente loi et les règlements.
3. À l'égard des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance que le ministère crée, administre, fait fonctionner ou finance en tout ou en partie :
 - i. la planification, la prestation, l'évaluation et la surveillance des programmes et des services,
 - ii. l'affectation de ressources aux programmes et aux services,
 - iii. la détection, la surveillance ou la répression des fraudes liées au financement ou des cas où des services et des avantages connexes ont été reçus sans autorisation.
4. La détermination ou la vérification de l'admissibilité d'une personne à un programme ou à un service pour la garde d'enfants ou la petite enfance ou à une aide financière dans le cadre de la présente loi.
5. La mise en oeuvre de la gestion des risques ou des erreurs ou d'activités visant à améliorer ou à maintenir la qualité des programmes et des services que le ministère fournit ou finance en tout ou en partie.
6. La réalisation d'évaluations des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance.
7. La poursuite d'activités de recherche et d'analyse, y compris des études longitudinales, et d'activités statistiques menées par le ministère ou pour son compte à des fins liées à ce qui suit :
 - i. les programmes et les services pour la garde d'enfants et la petite enfance,

- ii. education,
- iii. the transition from child care and early years programs and services to school, and the resulting outcomes,
- iv. the matters of provincial interest under section 49, and
- v. programs and services that support the learning, development, health and well-being of children, including programs and services provided or funded by other ministries.

Limits on collection and use

(2) The Minister shall not collect or use personal information if other information will serve the purpose of the collection or use.

Same

(3) The Minister shall not collect or use more personal information than is reasonably necessary to meet the purpose of the collection or use.

Disclosure and sharing

(4) The Minister, the Minister of Finance and other ministers who may be prescribed by the regulations may disclose personal information to and indirectly collect personal information from each other for the purposes identified in paragraphs 3, 4 and 7 of subsection (1).

Deemed compliance

(5) A disclosure of personal information under subsection (4) is deemed to be for the purposes of complying with this Act.

Requiring disclosure

(6) The Minister may require any of the following persons to disclose to him or her such personal information as is reasonably necessary for the purposes described in subsection (1):

1. A person who provides or operates a prescribed child care or early years program or service.
2. A person who has information that is relevant to any of the purposes described in subsection (1).

Time and form of disclosure

(7) The Minister may specify the time at which and the form in which the personal information required from a person under subsection (6) must be provided and the secure method to be used in the transfer of the information.

Notice required by s. 39 (2) of FIPPA

(8) If the Minister collects personal information indirectly under subsection (1), the notice required by subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* shall be given by,

- ii. l'éducation,
- iii. la transition entre les programmes et les services pour la garde d'enfants et la petite enfance et l'école, et les résultats obtenus,
- iv. les questions d'intérêt provincial énoncées à l'article 49,
- v. les programmes et les services qui soutiennent l'apprentissage, le développement, la santé et le bien-être des enfants, y compris les programmes et les services fournis ou financés par d'autres ministères.

Restrictions : collecte et utilisation

(2) Le ministre ne doit pas recueillir ou utiliser des renseignements personnels à une fin que d'autres renseignements permettent de réaliser.

Idem

(3) Le ministre ne doit pas recueillir ou utiliser plus de renseignements personnels qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour réaliser la fin visée.

Divulgarion et partage

(4) Le ministre, le ministre des Finances et d'autres ministres prescrits par les règlements peuvent se divulguer des renseignements personnels et recueillir indirectement de tels renseignements l'un auprès de l'autre aux fins mentionnées aux dispositions 3, 4 et 7 du paragraphe (1).

Divulgarion réputée conforme

(5) La divulgation de renseignements personnels en vertu du paragraphe (4) est réputée effectuée aux fins de conformité à la présente loi.

Divulgarion exigée

(6) Le ministre peut exiger des personnes suivantes qu'elles lui divulguent les renseignements personnels qui sont raisonnablement nécessaires aux fins visées au paragraphe (1) :

1. Une personne qui fournit ou fait fonctionner un programme ou un service pour la garde d'enfants ou la petite enfance prescrit.
2. Une personne qui possède des renseignements se rapportant à l'une ou l'autre des fins visées au paragraphe (1).

Moment et forme de la divulgation

(7) Le ministre peut préciser le moment auquel les renseignements personnels doivent lui être fournis par une personne en application du paragraphe (6) et la forme sous laquelle ils doivent l'être, ainsi que la méthode sécurisée à utiliser pour leur transfert.

Avis exigé par le par. 39 (2) de la loi sur l'accès à l'information

(8) Si le ministre recueille indirectement des renseignements personnels en vertu du paragraphe (1), l'avis exigé par le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est donné de l'une ou l'autre des manières suivantes :

- (a) a public notice posted on the Ministry's website or the Government of Ontario's website; or
- (b) any other method that may be prescribed by the regulations.

Collection and use of personal information - service manager, etc.

70. (1) A service manager, First Nation or prescribed local authority may collect personal information, directly or indirectly, for purposes related to the following matters, and may use it for those purposes:

1. With respect to child care and early years programs and services that the service manager, First Nation or prescribed local authority establishes, administers, operates or funds, in whole or in part,
 - i. planning, delivering, evaluating and monitoring the programs and services,
 - ii. allocating resources to the programs and services, and
 - iii. detecting, monitoring and preventing fraud and the unauthorized receipt of services and benefits related to the funding.
2. To determine or verify a person's eligibility to participate in a child care or early years program or service or to receive financial assistance under this Act.
3. Implementing risk management, error management or activities to improve or maintain the quality of the programs and services that the service manager, First Nation or prescribed local authority provides or funds, in whole or in part.

Limits on collection and use

(2) The service manager, First Nation or prescribed local authority shall not collect or use personal information if other information will serve the purpose of the collection or use.

Same

(3) The service manager, First Nation or prescribed local authority shall not collect or use more personal information than is reasonably necessary to meet the purpose of the collection or use.

Requiring disclosure

(4) The service manager, First Nation or prescribed local authority may require any of the following persons to disclose to it such personal information as is reasonably necessary for the purposes described in subsection (1):

1. A person who provides or operates a prescribed child care or early years program or service.

- a) un avis public affiché sur le site Web du ministère ou du gouvernement de l'Ontario;
- b) tout autre mode prescrit par les règlements.

Collecte et utilisation de renseignements personnels : gestionnaire de services et autres

70. (1) Un gestionnaire de services, une Première Nation ou une autorité locale prescrite peut recueillir, directement ou indirectement, des renseignements personnels à des fins liées aux questions suivantes et les utiliser à ces fins :

1. À l'égard des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance que le gestionnaire de services, la Première Nation ou l'autorité locale prescrite crée, administre, fait fonctionner ou finance en tout ou en partie :
 - i. la planification, la prestation, l'évaluation et la surveillance des programmes et des services,
 - ii. l'affectation de ressources aux programmes et aux services,
 - iii. la détection, la surveillance ou la répression des fraudes liées au financement ou des cas où des services et des avantages connexes ont été reçus sans autorisation.
2. La détermination ou la vérification de l'admissibilité d'une personne à un programme ou à un service pour la garde d'enfants ou la petite enfance ou à une aide financière dans le cadre de la présente loi.
3. La mise en oeuvre de la gestion des risques ou des erreurs ou d'activités visant à améliorer ou à maintenir la qualité des programmes et des services que le gestionnaire de services, la Première Nation ou l'autorité locale prescrite fournit ou finance en tout ou en partie.

Restrictions : collecte et utilisation

(2) Le gestionnaire de services, la Première Nation ou l'autorité locale prescrite ne doit pas recueillir ou utiliser des renseignements personnels à une fin que d'autres renseignements permettent de réaliser.

Idem

(3) Le gestionnaire de services, la Première Nation ou l'autorité locale prescrite ne doit pas recueillir ou utiliser plus de renseignements personnels qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour réaliser la fin visée.

Divulgation exigée

(4) Le gestionnaire de services, la Première Nation ou l'autorité locale prescrite peut exiger des personnes suivantes qu'elles lui divulguent les renseignements personnels qui sont raisonnablement nécessaires aux fins visées au paragraphe (1) :

1. Une personne qui fournit ou fait fonctionner un programme ou un service pour la garde d'enfants ou la petite enfance prescrit.

2. A person who has information that is relevant to a determination or verification described in paragraph 2 of subsection (1).

Time and form of disclosure

(5) The service manager, First Nation or prescribed local authority may specify the time at which and the form in which the personal information required from a person under subsection (4) must be provided and the secure method to be used in the transfer of the information.

Assignment of numbers

71. (1) The Minister may assign an Ontario education number to a child who,

- (a) is registered or seeks to be registered in,
- (i) a program or service that includes the provision of licensed child care, or
- (ii) an early years program or service prescribed by the regulations; and
- (b) has not already been assigned an Ontario education number under the *Education Act*.

Same

(2) The persons described in subsection (3) are authorized to collect personal information, directly or indirectly, and to use and disclose personal information, for the purposes of,

- (a) assigning Ontario education numbers under subsection (1); and
- (b) validating and updating the numbers and the personal information associated with them.

Same

(3) Subsection (2) applies to,

- (a) the officers of and employees in the Ministry; and
- (b) persons who provide or operate programs and services described in subclauses (1) (a) (i) and (ii).

Same

(4) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply to a collection under subsection (2).

Same

(5) The disclosure of information under subsection (2) is deemed to be for the purposes of complying with this Act and the *Education Act*.

Privacy, Ontario education numbers

72. (1) No person shall collect, use or disclose or require the production of another person's Ontario education number, except as permitted by this section, by the *Education Act* or otherwise by law.

2. Une personne qui possède des renseignements se rapportant à la détermination ou à la vérification visée à la disposition 2 du paragraphe (1).

Moment et forme de la divulgation

(5) Le gestionnaire de services, la Première Nation ou l'autorité locale prescrite peut préciser le moment auquel les renseignements personnels doivent lui être fournis par une personne en application du paragraphe (4) et la forme sous laquelle ils doivent l'être, ainsi que la méthode sécurisée à utiliser pour leur transfert.

Attribution de numéros

71. (1) Le ministre peut attribuer un numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario à un enfant :

- a) qui est inscrit ou demande à être inscrit :
- (i) soit à un programme ou à un service qui inclut la prestation de services de garde agréés,
- (ii) soit à un programme ou à un service pour la petite enfance prescrit par les règlements;
- b) à qui un tel numéro n'a pas déjà été attribué en vertu de la *Loi sur l'éducation*.

Idem

(2) Les personnes visées au paragraphe (3) sont autorisées à recueillir des renseignements personnels, directement ou indirectement, et à les utiliser et les divulguer aux fins suivantes :

- a) l'attribution de numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario en vertu du paragraphe (1);
- b) la validation et la mise à jour des numéros et des renseignements personnels qui y sont associés.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique aux personnes suivantes :

- a) les dirigeants du ministère et les personnes employées dans celui-ci;
- b) les personnes qui fournissent ou font fonctionner des programmes et des services visés aux sous-alinéas (1) a) (i) et (ii).

Idem

(4) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas aux collectes effectuées en vertu du paragraphe (2).

Idem

(5) La divulgation de renseignements en vertu du paragraphe (2) est réputée effectuée aux fins de conformité à la présente loi et à la *Loi sur l'éducation*.

Protection des numéros d'immatriculation scolaire

72. (1) Nul ne doit recueillir, utiliser ni divulguer le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario d'une autre personne, ni en exiger la production, sauf dans la mesure permise par le présent article, la *Loi sur l'éducation* ou par ailleurs en droit.

Exception, re privacy

(2) Despite subsection 266.3 (1) of the *Education Act*, a person who provides or operates any of the following programs or services may collect, use or disclose or require the production of a person's Ontario education number for purposes related to the provision of child care or early years programs or services to that person:

1. A program or service that includes the provision of licensed child care.
2. An early years program or service prescribed by the regulations.

Same

(3) Despite subsection 266.3 (1) of the *Education Act*, a person listed in subsection (4) may collect, use, disclose or require the production of Ontario education numbers for purposes related to,

- (a) the administration of child care and early years programs and services;
- (b) the funding of those programs and services and the provision of financial assistance with respect to them; and
- (c) planning, delivery and research with respect to them.

Same

- (4) Subsection (3) applies to,
 - (a) the Minister;
 - (b) a person who provides or operates a prescribed child care or early years program or service; and
 - (c) any other prescribed person or entity.

MISCELLANEOUS**Service**

73. (1) Any notice, order or request made or issued under this Act is sufficiently given or served if it is delivered personally, sent by mail or sent or delivered by another method, if the sender can prove receipt.

Deemed service

(2) If a notice, order or request is served by mail, the service is deemed to be made on the fifth day after the day of mailing unless the person on whom the document is served establishes that he, she or it did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive it until a later date.

Certain child care centres in schools: building requirements, etc.

74. (1) For the purposes of any standard or requirement in any Act, regulation or municipal by-law relating

Exception concernant la protection de la vie privée

(2) Malgré le paragraphe 266.3 (1) de la *Loi sur l'éducation*, une personne qui fournit ou fait fonctionner l'un ou l'autre des programmes ou des services suivants peut recueillir, utiliser ou divulguer le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario d'une personne, ou en exiger la production, à des fins liées à la prestation de programmes ou de services pour la garde d'enfants et la petite enfance à cette personne :

1. Un programme ou un service qui inclut la prestation de services de garde agréés.
2. Un programme ou un service pour la petite enfance prescrit par les règlements.

Idem

(3) Malgré le paragraphe 266.3 (1) de la *Loi sur l'éducation*, une personne visée au paragraphe (4) peut recueillir, utiliser ou divulguer des numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario, ou en exiger la production, à des fins liées à ce qui suit :

- a) l'administration des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance;
- b) le financement de ces programmes et de ces services et l'octroi d'une aide financière à leur égard;
- c) leur planification, leur prestation et la recherche les concernant.

Idem

(4) Le paragraphe (3) s'applique aux personnes suivantes :

- a) le ministre;
- b) une personne qui fournit ou fait fonctionner un programme ou un service pour la garde d'enfants ou la petite enfance prescrit;
- c) toute autre personne ou entité prescrite.

DISPOSITIONS DIVERSES**Signification**

73. (1) Les avis et les ordres donnés et les demandes présentées en vertu de la présente loi sont suffisamment remis ou signifiés s'ils sont remis à personne, envoyés par courrier ou envoyés ou remis par un autre moyen qui permet à l'expéditeur d'en prouver la réception.

Signification réputée faite

(2) La signification d'un avis, d'un ordre ou d'une demande faite par courrier est réputée faite le cinquième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre que, agissant de bonne foi, il n'a reçu le document qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Certains centres de garde dans les écoles : exigences liées au bâtiment et autres

74. (1) Pour l'application de toute norme ou exigence relative à la sécurité des bâtiments ou autres lieux figurant

to the safety of buildings or other accommodations, a child care centre, or part of a child care centre, that is located in a school and is described in subsection (2) is deemed to be a part of the school that is used to provide instruction to pupils and, as such, the same standards or requirements that apply to the school apply to the child care centre.

Application, age of children

(2) Subsection (1) applies to a child care centre or a part of a child care centre that provides child care only for children who,

- (a) are four years old or older; or
- (b) if the child care is provided on or after September 1 in a calendar year, will attain the age of four in that year.

Conflict

(3) In the event of a conflict between subsection (1) and another Act, regulation or municipal by-law, subsection (1) prevails.

Prohibition - obstruction of inspector

75. No person shall,

- (a) hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection;
- (b) refuse to answer questions on matters relevant to the inspection; or
- (c) provide the inspector with information on matters relevant to the inspection that the person knows to be false or misleading.

Prohibition - false or misleading information

76. (1) No person shall knowingly give false or misleading information to the Minister, a director, an inspector or a designated senior employee in respect of any matter related to this Act or the regulations.

Same

(2) No person shall knowingly include false or misleading information in any application, report or other document required to be given to the Minister, a director, an inspector or a designated senior employee under this Act.

List of offences

77. (1) Every person who contravenes or fails to comply with any of the following provisions of this Act is guilty of an offence:

- 1. Subsection 6 (1) (Prohibition re operation of child care centre).
- 2. Section 7 (Prohibition re operation of home child care agency).
- 3. Section 8 (Prohibition re operating multiple premises).
- 4. Subsection 9 (1) or clause 9 (3) (a) (Prohibition re past conduct of provider).

dans une loi, un règlement ou un règlement municipal, un centre de garde qui est situé en tout ou en partie dans une école et qui est visé au paragraphe (2) est réputé faire partie de l'école utilisée pour dispenser l'enseignement aux élèves et, à ce titre, les mêmes normes ou exigences qui s'appliquent à l'école s'appliquent au centre de garde.

Application : âge des enfants

(2) Le paragraphe (1) s'applique à tout ou partie d'un centre de garde qui ne fournit des services de garde qu'à des enfants qui :

- a) soit ont quatre ans ou plus;
- b) soit, si les services sont fournis le 1^{er} septembre d'une année civile ou par la suite, atteindront l'âge de quatre ans au cours de cette année.

Incompatibilité

(3) Le paragraphe (1) l'emporte sur toute autre loi ou tout règlement ou règlement municipal en cas d'incompatibilité.

Interdiction : entrave au travail de l'inspecteur

75. Nul ne doit :

- a) gêner ou entraver le travail d'un inspecteur qui effectue une inspection;
- b) refuser de répondre à des questions sur des points qui se rapportent à l'inspection;
- c) fournir à l'inspecteur des renseignements qu'il sait faux ou trompeurs sur des points qui se rapportent à l'inspection.

Interdiction : renseignements faux ou trompeurs

76. (1) Nul ne doit sciemment communiquer des renseignements faux ou trompeurs au ministre, à un directeur, à un inspecteur ou au titulaire d'un poste supérieur désigné à l'égard de toute question relative à la présente loi ou aux règlements.

Idem

(2) Nul ne doit sciemment inclure des renseignements faux ou trompeurs dans une demande, un rapport ou un autre document qui doit être remis en application de la présente loi au ministre, à un directeur, à un inspecteur ou au titulaire d'un poste supérieur désigné.

Liste d'infractions

77. (1) Est coupable d'une infraction quiconque contrevient ou ne se conforme pas à l'une ou l'autre des dispositions suivantes de la présente loi :

- 1. Le paragraphe 6 (1) (Interdiction : exploitation d'un centre de garde).
- 2. L'article 7 (Interdiction : exploitation d'une agence de services de garde en milieu familial).
- 3. L'article 8 (Interdiction : exploitation de locaux multiples).
- 4. Le paragraphe 9 (1) ou l'alinéa 9 (3) a) (Interdiction : conduite antérieure des fournisseurs).

5. Subsection 10 (1) or (2) (Prohibition re preventing parental access).
6. Subsection 11 (1), (3) or (4) (Prohibition re use of licensing terms, etc.).
7. Subsection 14 (6) (Duty to return licence and sign-age).
8. Section 16 (Accrediting programs and services).
9. Subsection 17 (1) or (3) (Prohibition re use of accreditation terms, etc.).
10. Subsection 72 (1) (Prohibition re Ontario education numbers).
11. Section 75 (Prohibition re obstruction of inspector).
12. Subsection 76 (1) or (2) (Prohibition re false or misleading information).

Offence re orders

(2) Every person who fails to comply with an order made under section 36, 37 or 38 is guilty of an offence.

Penalties for offences

78. A person convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$250,000, imprisonment for a term of not more than one year, or both.

Minister's review of Act

79. (1) The Minister shall conduct a review of this Act within five years after this section comes into force.

Same

- (2) The Minister shall,
 - (a) inform the public when a review under this section begins; and
 - (b) prepare a written report respecting the review and make that report available to the public.

REGULATIONS**Regulations - Minister**

- 80.** (1) The Minister may make regulations,
- (a) governing all aspects of the provision of child care and the operation of child care and early years programs and services, other than anything referred to in subsection 81 (1), including,
 - (i) governing the management, operation and use of child care centres,
 - (ii) governing the management, operation and functions of home child care agencies,
 - (iii) governing the management and operation of child care and early years programs and services;

5. Le paragraphe 10 (1) ou (2) (Interdiction : entrave à l'accès du parent).
6. Le paragraphe 11 (1), (3) ou (4) (Interdiction : utilisation de certains termes concernant l'agrément).
7. Le paragraphe 14 (6) (Obligation de restituer le permis et tout écriteau).
8. L'article 16 (Homologation de programmes et de services).
9. Le paragraphe 17 (1) ou (3) (Interdiction : utilisation de certains termes concernant l'homologation).
10. Le paragraphe 72 (1) (Interdiction : numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario).
11. L'article 75 (Interdiction : entrave au travail de l'inspecteur).
12. Le paragraphe 76 (1) ou (2) (Interdiction : renseignements faux ou trompeurs).

Infraction : ordres et ordonnances

(2) Est coupable d'une infraction quiconque ne se conforme pas à un ordre donné ou à une ordonnance rendue en vertu de l'article 36, 37 ou 38.

Peines

78. Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi est passible d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou d'une seule de ces peines.

Examen de la Loi par le ministre

79. (1) Le ministre effectue un examen de la présente loi dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent article.

Idem

- (2) Le ministre :
 - a) informe le public de la date où commence l'examen prévu au présent article;
 - b) prépare un rapport écrit sur l'examen et le met à la disposition du public.

RÈGLEMENTS**Règlements du ministre**

- 80.** (1) Le ministre peut, par règlement :
- a) régir tous les aspects de la prestation de services de garde et du fonctionnement de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance, à l'exclusion de tout ce qui est mentionné au paragraphe 81 (1), notamment :
 - (i) régir la gestion, l'exploitation et l'utilisation des centres de garde,
 - (ii) régir la gestion, l'exploitation et les fonctions des agences de services de garde en milieu familial,
 - (iii) régir la gestion et le fonctionnement des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance;

- (b) prescribing or otherwise providing for anything required or permitted under this Act, other than anything referred to in subsection 81 (1), to be prescribed or otherwise provided for in the regulations, including governing anything required or permitted to be done in accordance with the regulations;
- (c) providing for forms and their use, including requiring the use of forms approved by the Minister.

Same re clause (1) (a)

(2) Without limiting the generality of clause (1) (a), the power to make regulations under that clause includes the power to make regulations,

- (a) prescribing standards and requirements that apply to child care or early years programs or services, including standards and requirements relating to,
 - (i) programming and pedagogy,
 - (ii) the buildings and other accommodations where child care and early years programs and services are provided and the facilities, equipment and services that must be available at the buildings and other accommodations,
 - (iii) any other health and safety matters;
- (b) requiring licensees, other operators or child care providers to ensure that the standards and requirements prescribed under clause (a) are met,
- (c) respecting the establishment, construction, alteration and renovation of premises where licensed child care is provided;
- (d) governing the circumstances in which and the ways in which operators of child care or early years programs or services shall engage parents in matters relating to the provision of those programs or services, including requiring operators of child care centres to ensure that parents are represented on a board of directors;
- (e) governing inspections conducted under Part IV;
- (f) requiring licensees or other operators of child care and early years programs and services to,
 - (i) ensure that specified screening measures are conducted before hiring staff and accepting volunteers, including requiring the licensees or operators to obtain criminal reference checks with respect to those persons,
 - (ii) obtain regular declarations from staff and volunteers, including declarations about crim-

- b) prescrire ou prévoir autrement tout ce que la présente loi, à l'exclusion de tout ce qui est mentionné au paragraphe 81 (1), exige ou permet de prescrire ou de prévoir autrement dans les règlements, y compris régir tout ce qui doit ou peut être fait conformément aux règlements;
- c) prévoir des formulaires et les modalités de leur emploi, y compris exiger l'emploi de formulaires approuvés par le ministre.

Idem : alinéa (1) a)

(2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) a), les pouvoirs réglementaires prévus à cet alinéa comprennent le pouvoir de faire ce qui suit :

- a) prescrire les normes et les exigences applicables aux programmes ou aux services pour la garde d'enfants ou la petite enfance, y compris les normes et les exigences relatives à ce qui suit :
 - (i) la programmation et la pédagogie,
 - (ii) les bâtiments et autres lieux où des programmes et des services pour la garde d'enfants et la petite enfance sont fournis et les installations, le matériel et les services qui doivent y être disponibles,
 - (iii) toute autre question liée à la santé et à la sécurité;
- b) obliger les titulaires de permis, les autres exploitants ou les fournisseurs de services de garde à veiller au respect des normes et des exigences prescrites en vertu de l'alinéa a);
- c) traiter de l'établissement, de la construction, de la transformation et de la rénovation des locaux où des services de garde agréés sont fournis;
- d) régir les circonstances dans lesquelles les exploitants de programmes ou de services pour la garde d'enfants ou la petite enfance doivent faire participer les parents aux questions relatives à la prestation de ces programmes ou services ainsi que les modalités de leur participation, y compris obliger les exploitants de centres de garde à veiller à ce que les parents soient représentés au conseil d'administration;
- e) régir les inspections menées en vertu de la partie IV;
- f) obliger les titulaires de permis ou les autres exploitants de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance à faire ce qui suit :
 - (i) veiller à la prise de mesures déterminées de présélection avant d'engager du personnel et d'accepter des bénévoles, y compris obliger les titulaires de permis ou les exploitants à obtenir un relevé des antécédents criminels à l'égard de ces personnes,
 - (ii) obtenir régulièrement des déclarations du personnel et des bénévoles, y compris des décl-

inal convictions from persons for whom a criminal reference check was required.

rations au sujet des condamnations au criminel des personnes pour lesquelles un relevé des antécédents criminels était exigé.

Regulations - Lieutenant Governor in Council

81. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) defining any term that is used in this Act and that is not defined in this Act;
- (b) clarifying whether or not an activity constitutes an exempt circumstance;
- (c) prescribing persons, premises, programs, services or circumstances for the purposes of paragraph 11 of subsection 4 (1);
- (d) respecting the number of children that may be at a child care centre and the number of child care providers that shall be at a child care centre, including prescribing requirements relating to the age of those children;
- (e) for the purposes of paragraph 1 of subsection 6 (3),
 - (i) prescribing the number of children for whom home child care may be provided in the circumstances described in sub-subparagraph 1 i A of subsection 6 (3), in accordance with subsection 6 (6),
 - (ii) authorizing child care to be provided in the circumstances described in sub-subparagraph 1 i B of subsection 6 (3) and prescribing the number of children for whom home child care may be provided in those circumstances,
 - (iii) prescribing the number of children who are younger than two years old for whom home child care may be provided, for the purposes of sub-subparagraph 1 iv B of subsection 6 (3);
- (f) prescribing the number of children for whom child care may be provided for the purposes of subparagraph 2 i of subsection 6 (3);
- (g) prescribing criteria for the purposes of subparagraph 3 v of subsection 6 (3) or paragraph 5 of subsection 6 (4);
- (h) prescribing persons, premises, programs, services or circumstances for the purposes of paragraph 4 of subsection 6 (3);
- (i) respecting whether subsection 6 (1) applies in respect of the provision of child care if it is provided as part of an authorized recreational and skill building program;
- (j) exempting a person from the application of subsection 6 (1) on a temporary basis in circumstances

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

81. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) définir tout terme utilisé mais non défini dans la présente loi;
- b) préciser si une activité constitue ou non une circonstance exclue;
- c) prescrire des personnes, des locaux, des programmes, des services ou des circonstances pour l'application de la disposition 11 du paragraphe 4 (1);
- d) traiter du nombre d'enfants qu'il peut y avoir dans un centre de garde et du nombre de fournisseurs de services de garde qu'il doit y avoir, y compris prescrire des exigences concernant l'âge des enfants;
- e) pour l'application de la disposition 1 du paragraphe 6 (3) :
 - (i) prescrire le nombre d'enfants pour qui des services de garde en milieu familial peuvent être fournis dans les circonstances mentionnées à la sous-sous-disposition 1 i A du paragraphe 6 (3), conformément au paragraphe 6 (6),
 - (ii) autoriser la prestation de services de garde dans les circonstances mentionnées à la sous-sous-disposition 1 i B du paragraphe 6 (3) et prescrire le nombre d'enfants pour qui des services de garde en milieu familial peuvent être fournis dans ces circonstances,
 - (iii) prescrire le nombre d'enfants de moins de deux ans pour qui des services de garde en milieu familial peuvent être fournis, pour l'application de la sous-sous-disposition 1 iv B du paragraphe 6 (3);
- f) prescrire le nombre d'enfants pour qui des services de garde peuvent être fournis pour l'application de la sous-disposition 2 i du paragraphe 6 (3);
- g) prescrire des critères pour l'application de la sous-disposition 3 v du paragraphe 6 (3) ou de la disposition 5 du paragraphe 6 (4);
- h) prescrire des personnes, des locaux, des programmes, des services ou des circonstances pour l'application de la disposition 4 du paragraphe 6 (3);
- i) traiter de la question de savoir si le paragraphe 6 (1) s'applique à l'égard de la prestation de services de garde s'ils sont fournis dans le cadre d'un programme autorisé de loisirs et de développement des compétences;
- j) soustraire une personne temporairement à l'application du paragraphe 6 (1) dans les cas où

where the person was providing home child care or in-home services that were overseen by a home child care agency and the agency's licence was suspended;

- (k) governing the qualifications of child care providers, including requiring operators of child care or early years programs or services to employ persons who have certain qualifications;
- (l) establishing training courses or prescribing training requirements that relate to the operation of child care or early years programs or services or home child care agencies;
- (m) requiring persons who operate the programs, services or agencies referred to in clause (l) to complete the training courses or requirements established or prescribed under that clause, including, if a person is a corporation, its officers, directors or employees or any other person with a controlling interest in a corporation;
- (n) governing the amount or the method of determining the amount that may be charged by a person for the provision of licensed child care;
- (o) governing accreditations, certifications and other designations indicating that certain standards or requirements are met by a child care or early years program or service, including,
 - (i) prohibiting persons from providing such accreditations, certifications and other designations,
 - (ii) prescribing requirements that apply to persons who provide such accreditations, certifications and other designations,
 - (iii) prescribing criteria that must be met by programs or services that receive such accreditations, certifications or other designations;
- (p) governing the fees payable by applicants for licences or the renewal of licences;
- (q) governing administrative penalties and all matters necessary and incidental to the administration of a system of administrative penalties under this Act;
- (r) designating municipalities and district social services administration boards as service managers;
- (s) specifying the geographic area that is the service area of each service manager;

elle fournissait des services de garde en milieu familial ou des services à domicile supervisés par une agence de services de garde en milieu familial et où le permis de l'agence a été suspendu;

- k) régir les qualifications des fournisseurs de services de garde, y compris obliger les exploitants de programmes ou de services pour la garde d'enfants ou la petite enfance à employer des personnes possédant certaines qualifications;
- l) établir des cours de formation ou prescrire des exigences en matière de formation ayant trait au fonctionnement de programmes ou de services pour la garde d'enfants ou la petite enfance ou à l'exploitation d'agences de services de garde en milieu familial;
- m) obliger les personnes qui font fonctionner les programmes ou les services visés à l'alinéa l) ou qui exploitent les agences visées à cet alinéa à suivre les cours de formation établis en vertu du même alinéa ou à respecter les exigences en matière de formation prescrites en vertu de celui-ci, y compris, si l'exploitant est une personne morale, les dirigeants, administrateurs ou employés de celle-ci ou toute autre personne qui en détient une participation conférant le contrôle;
- n) régir le montant ou le mode de calcul du montant que peut demander une personne pour la prestation de services de garde agréés;
- o) régir les homologations, reconnaissances officielles et autres désignations indiquant qu'un programme ou un service pour la garde d'enfants ou la petite enfance répond à certaines normes ou exigences, notamment :
 - (i) interdire à des personnes d'attribuer de telles homologations, reconnaissances officielles et autres désignations,
 - (ii) prescrire les exigences applicables aux personnes qui attribuent de telles homologations, reconnaissances officielles et autres désignations,
 - (iii) prescrire les critères que doivent remplir les programmes ou les services qui reçoivent de telles homologations, reconnaissances officielles et autres désignations;
- p) régir les droits à acquitter par les demandeurs de permis ou de renouvellement de permis;
- q) régir les pénalités administratives et toutes les questions utiles à l'administration d'un régime de pénalités administratives institué sous le régime de la présente loi;
- r) désigner des municipalités et des conseils d'administration de district des services sociaux en tant que gestionnaires de services;
- s) préciser la zone géographique qui est l'aire de service de chaque gestionnaire de services;

- (t) respecting the distribution of powers and duties among service managers and prescribed local authorities if their powers or duties in relation to child care or early years programs or services overlap;
- (u) respecting funding agreements entered into under subsection 54 (3), including prescribing requirements or restrictions that apply to cost sharing arrangements;
- (v) governing the apportionment of costs incurred pursuant to a cost sharing arrangement included in an agreement under subsection 54 (3), including,
 - (i) requiring specified municipalities to share in the apportionment of costs incurred by a service manager or prescribed local authority, and respecting the manner in which that share shall be recovered by the service manager or prescribed local authority,
 - (ii) respecting the method of determining the apportionment of costs,
 - (iii) authorizing the parties referred to in subclause (i) to determine, by agreement, the apportionment of costs and the manner in which the costs shall be recovered, and prescribing conditions that apply in such circumstances,
 - (iv) providing for an arbitration process for determining the apportionment of costs,
 - (v) requiring a municipality that fails to pay its portion of the costs to pay a penalty to the Province and governing the amount or the method of determining the amount of the penalty;
- (w) governing the provision of financial assistance provided for under this Act, including eligibility for, applications for and payment of the financial assistance;
- (x) respecting any matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of sections 71 and 72 in relation to Ontario education numbers, including,
 - (i) prescribing early years programs or services for the purposes of paragraph 2 of subsection 72 (2),
 - (ii) prescribing persons or entities for the purposes of clause 72 (4) (c),
 - (iii) regulating the manner in which personal information is collected,
 - (iv) requiring persons who operate child care or early years programs or services to use Ontario education numbers for certain purposes;
- t) traiter de la répartition des pouvoirs et des fonctions entre les gestionnaires de service et les autorités locales prescrites en cas de chevauchement de pouvoirs et de fonctions en ce qui concerne les programmes ou les services pour la garde d'enfants ou la petite enfance;
- u) traiter des ententes de financement conclues en vertu du paragraphe 54 (3), y compris prescrire les exigences ou les restrictions qui s'appliquent aux ententes sur le partage des coûts;
- v) régir la répartition des coûts engagés conformément à une entente sur le partage des coûts incluse dans une entente conclue en vertu du paragraphe 54 (3), notamment :
 - (i) obliger des municipalités déterminées à participer à la répartition des coûts engagés par un gestionnaire de services ou une autorité locale prescrite, et traiter de la manière dont cette part doit être recouvrée par le gestionnaire ou l'autorité,
 - (ii) traiter du mode de fixation de la répartition des coûts,
 - (iii) autoriser les parties visées au sous-alinéa (i) à fixer, par voie d'entente, la répartition des coûts et la manière dont ils doivent être recouverts, et prescrire les conditions applicables dans de telles circonstances,
 - (iv) prévoir un processus d'arbitrage pour la fixation de la répartition des coûts,
 - (v) obliger une municipalité qui ne paie pas sa part des coûts à verser une pénalité à la Province, et en régir le montant ou le mode de calcul;
- w) régir l'octroi de l'aide financière prévue par la présente loi, y compris l'admissibilité à une telle aide, les demandes pour l'obtenir et son paiement;
- x) traiter de toute question qu'il juge nécessaire ou souhaitable pour réaliser efficacement l'objet des articles 71 et 72 en ce qui concerne les numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario, notamment :
 - (i) prescrire des programmes ou des services pour la petite enfance pour l'application de la disposition 2 du paragraphe 72 (2),
 - (ii) prescrire des personnes ou entités pour l'application de l'alinéa 72 (4) c),
 - (iii) réglementer la manière dont les renseignements personnels sont recueillis,
 - (iv) obliger les personnes qui font fonctionner des programmes ou des services pour la garde d'enfants ou la petite enfance à utiliser les numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario à certaines fins;

- (y) governing a system for the establishment of records in respect of children registered in child care and early years programs and services, including requiring persons who operate child care and early years programs and services to establish, maintain, retain, transfer and dispose of the records.

Same

(2) In addition to its powers under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make regulations doing anything that may be done by the Minister under section 80.

Personal information

(3) A regulation made under clause (1) (y) may require the disclosure of personal information.

Retroactivity and incorporation by reference**Retroactivity**

82. (1) A regulation under this Act is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.

Rolling incorporation by reference

(2) If a regulation made under this Act incorporates a document by reference, in whole or in part, the document may be incorporated as amended from time to time, whether the amendment was made before or after the regulation was made.

Public consultation before making regulations

83. (1) The Minister or the Lieutenant Governor in Council shall not make any regulation under section 80 or 81, as the case may be, unless,

- (a) the Minister has published a notice of the proposed regulation on a government website and in any other format the Minister considers advisable;
- (b) the notice complies with the requirements of this section;
- (c) the time period specified in the notice, during which members of the public may exercise the right described in clause (2) (b), has expired;
- (d) the Minister has considered whatever comments and submissions that members of the public have made on the proposed regulation in accordance with clause (2) (b) or (c); and
- (e) in the case of regulations made by the Lieutenant Governor in Council under section 81, the Minister has reported to the Lieutenant Governor in Council on what, if any, changes to the proposed regulation the Minister considers appropriate.

Contents of notice

(2) The notice mentioned in clause (1) (a) shall contain,

- (a) a description of the proposed regulation;

- y) régir un système d'archives à l'égard des enfants inscrits à des programmes et à des services pour la garde d'enfants et la petite enfance, y compris obliger les personnes qui font fonctionner de tels programmes et services à constituer, à mettre à jour, à conserver, à transférer et à éliminer les dossiers ainsi archivés.

Idem

(2) Outre les pouvoirs prévus au paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, faire tout ce qui peut être fait par le ministre en vertu de l'article 80.

Renseignements personnels

(3) Un règlement pris en vertu de l'alinéa (1) y) peut exiger la divulgation de renseignements personnels.

Rétroactivité et incorporation par renvoi**Rétroactivité**

82. (1) Les règlements pris en vertu de la présente loi qui comportent une disposition en ce sens ont un effet rétroactif.

Incorporation continue

(2) Si un règlement pris en vertu de la présente loi adopte tout ou partie d'un document par renvoi, le document peut être adopté, avec ses modifications, qu'elles aient été apportées avant ou après la prise du règlement.

Consultation du public préalable à la prise de règlements

83. (1) Le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit prendre des règlements en vertu de l'article 80 ou 81, selon le cas, que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le ministre a publié un avis du projet de règlement sur un site Web du gouvernement et sur tout autre support qu'il estime souhaitable;
- b) l'avis respecte les exigences du présent article;
- c) le délai, précisé dans l'avis, qui est accordé aux membres du public pour exercer le droit visé à l'alinéa (2) b) a expiré;
- d) le ministre a examiné les commentaires et les observations qui lui ont été soumis par les membres du public à l'égard du projet de règlement conformément à l'alinéa (2) b) ou c);
- e) dans le cas des règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 81, le ministre lui a rendu compte des modifications éventuelles qu'il estime approprié d'apporter au projet de règlement.

Contenu de l'avis

(2) L'avis mentionné à l'alinéa (1) a) comporte les renseignements suivants :

- a) la description du projet de règlement;

- (b) a statement of the time period during which members of the public may submit written comments on the proposed regulation to the Minister and the manner in which and the address to which the comments must be submitted; and

- (c) any other information that the Minister considers appropriate.

Time period for comments

(3) The time period mentioned in clause (2) (b) shall be at least 45 days after the Minister publishes the notice mentioned in clause (1) (a).

Discretion to make regulations, Minister

(4) After considering the comments and submissions mentioned in clause (1) (d), the Minister, without further notice under subsection (1), may make the proposed regulations under section 80 with the changes that the Minister considers appropriate, whether or not those changes are mentioned in the comments and submissions.

Same, Lieutenant Governor in Council

(5) Upon receiving the Minister's report mentioned in clause (1) (e), the Lieutenant Governor in Council, without further notice under subsection (1), may make the proposed regulations under section 81 with the changes that the Lieutenant Governor in Council considers appropriate, whether or not those changes are mentioned in the Minister's report.

No public consultation

(6) The Minister may decide that this section should not apply to the power to make a regulation under section 80 or 81 if, in the Minister's opinion,

- (a) the urgency of the situation requires it; or
- (b) the proposed regulation is of a minor or technical nature.

Same

(7) If the Minister decides that this section should not apply to the power to make a regulation under section 80 or 81,

- (a) this section does not apply to the power of the Minister or the Lieutenant Governor in Council to make the regulation; and
- (b) the Minister shall give notice of the decision to the public as soon as is reasonably possible after making the decision.

Contents of notice

(8) The notice mentioned in clause (7) (b) shall include a statement of the Minister's reasons for making the decision and all other information that the Minister considers appropriate.

Publication of notice

(9) The Minister shall publish the notice mentioned in clause (7) (b) on a government website and in any other format the Minister considers advisable.

- b) l'indication du délai accordé aux membres du public pour soumettre au ministre des commentaires écrits sur le projet de règlement, la façon de le faire et l'adresse du destinataire;

- c) tout autre renseignement que le ministre estime approprié.

Délai pour soumettre des commentaires

(3) Le délai mentionné à l'alinéa (2) b) est d'une durée minimale de 45 jours après que le ministre a publié l'avis prévu à l'alinéa (1) a).

Pouvoir discrétionnaire de prendre des règlements : ministre

(4) Après avoir examiné les commentaires et les observations mentionnés à l'alinéa (1) d), le ministre peut, sans qu'un autre avis prévu au paragraphe (1) ne soit donné, prendre le projet de règlement en vertu de l'article 80 avec les modifications qu'il estime appropriées, que celles-ci figurent ou non dans les commentaires et observations.

Idem : lieutenant-gouverneur en conseil

(5) Sur réception du rapport du ministre mentionné à l'alinéa (1) e), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sans qu'un autre avis prévu au paragraphe (1) ne soit donné, prendre le projet de règlement en vertu de l'article 81 avec les modifications qu'il estime appropriées, que celles-ci figurent ou non dans le rapport.

Absence de consultation du public

(6) Le ministre peut décider que le présent article ne devrait pas s'appliquer au pouvoir de prendre un règlement en vertu de l'article 80 ou 81 s'il est d'avis que, selon le cas :

- a) l'urgence de la situation l'exige;
- b) le projet de règlement est mineur ou de nature technique.

Idem

(7) Si le ministre décide que le présent article ne devrait pas s'appliquer au pouvoir de prendre un règlement en vertu de l'article 80 ou 81 :

- a) d'une part, le présent article ne s'applique pas au pouvoir qu'a le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil de prendre le règlement;
- b) d'autre part, le ministre donne avis de sa décision au public dès que raisonnablement possible après l'avoir prise.

Contenu de l'avis

(8) L'avis mentionné à l'alinéa (7) b) comprend un énoncé des motifs à l'appui de la décision du ministre et tous les autres renseignements que celui-ci estime appropriés.

Publication de l'avis

(9) Le ministre publie l'avis mentionné à l'alinéa (7) b) sur un site Web du gouvernement et sur tout autre support qu'il estime souhaitable.

No review

(10) Subject to subsection (11), a court shall not review any action, decision, failure to take action or failure to make a decision by the Minister or the Lieutenant Governor in Council under subsections (1) to (9).

Exception

(11) Any person resident in Ontario may make an application for judicial review under the *Judicial Review Procedure Act* on the grounds that the Minister has not taken a step required by subsections (2) to (9).

Time for application

(12) No person shall make an application under subsection (11) with respect to a regulation later than 21 days after the Minister publishes a notice with respect to the regulation under clause (1) (a) or subsection (9), where applicable.

Notice of regulation on website

84. Upon the making of a regulation under this Act, the Minister shall publish a notice of the regulation on a government website, together with a link to the regulation as published on the e-Laws website, for the prescribed time period.

PART VIII TRANSITION AND CONSEQUENTIAL AMENDMENT

Payments under *Day Nurseries Act***Sale, etc. of day nursery - where director's approval required**

85. (1) No municipality, First Nation or approved corporation shall change the site, structure or use of, or sell, lease, mortgage or otherwise dispose of any part of or interest in any day nursery in respect of which the municipality, First Nation or approved corporation, as the case may be, received payment under section 9 of the *Day Nurseries Act*, without the approval in writing of a director, and such approval may be made subject to such conditions for repayment in whole or in part of any such payment as the director considers advisable.

Recovery of whole or part of payment

(2) Where a municipality, First Nation or approved corporation changes the site, structure or use of, or sells, leases, mortgages or otherwise disposes of any part of or interest in any day nursery without the approval of a director, or, where such approval has been given, is in default of any condition for repayment imposed under subsection (1), the whole or any part of any payment under section 9 of the *Day Nurseries Act* in respect of the day nursery may be recovered as a debt due to the Crown from the municipality, First Nation or approved corporation, as the case may be,

- (a) out of money payable by Ontario to the municipality, First Nation or approved corporation under the authority of any Act; or

Révision judiciaire exclue

(10) Sous réserve du paragraphe (11), aucune mesure ou décision que prend ou ne prend pas le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu des paragraphes (1) à (9) ne doit être révisée par un tribunal.

Exception

(11) Toute personne résidant en Ontario peut présenter une requête en révision judiciaire en vertu de la *Loi sur la procédure de révision judiciaire* pour le motif que le ministre n'a pas pris une mesure qu'exigent les paragraphes (2) à (9).

Délai de présentation

(12) Nul ne doit présenter une requête en vertu du paragraphe (11) à l'égard d'un règlement plus de 21 jours après celui où le ministre publie un avis à l'égard du règlement en vertu de l'alinéa (1) a) ou du paragraphe (9), s'il y a lieu.

Avis de règlement sur un site Web

84. Dès qu'il prend un règlement en vertu de la présente loi, le ministre publie un avis du règlement sur un site Web du gouvernement, avec un lien vers le règlement tel qu'il a été publié sur le site Web Lois-en-ligne, pendant la période prescrite.

PARTIE VIII DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATION CORRÉLATIVE

Paiements aux termes de la *Loi sur les garderies***Vente de garderie et autres actes de disposition : cas où l'approbation du directeur est nécessaire**

85. (1) La municipalité, la Première Nation ou la personne morale agréée ne doit pas, sans l'approbation écrite d'un directeur, changer l'emplacement, la structure ou l'affectation d'une garderie, même en partie, ni vendre, louer ou hypothéquer une garderie ou un droit qui s'y rapporte, ni l'aliéner autrement, même en partie, si elle a reçu un paiement aux termes de l'article 9 de la *Loi sur les garderies*. Le directeur peut subordonner son approbation aux conditions qu'il juge appropriées en ce qui concerne le remboursement intégral ou partiel du paiement reçu.

Recouvrement de la totalité ou d'une partie du paiement

(2) Si la municipalité, la Première Nation ou la personne morale agréée change l'emplacement, la structure ou l'affectation d'une garderie, même en partie, ou vend, loue ou hypothèque une garderie ou un droit qui s'y rapporte, ou l'aliène autrement, même en partie, sans l'approbation d'un directeur, ou, qu'après avoir obtenu l'approbation d'un directeur, elle ne respecte pas une des conditions de remboursement imposées aux termes du paragraphe (1), la Couronne peut, à titre de créance exigible, recouvrer auprès de la municipalité, de la Première Nation ou de la personne morale agréée la totalité ou une partie du paiement reçu aux termes de l'article 9 de la *Loi sur les garderies* :

- a) soit par prélèvement sur les sommes que l'Ontario verse à ces dernières sous le régime d'une loi;

- (b) by proceedings in any court of competent jurisdiction.

Interpretation

(3) In this section, “approved corporation” and “day nursery” have the same meaning as in subsection 1 (1) of the *Day Nurseries Act*.

Approvals of corporations under the *Day Nurseries Act*

86. Any approval of a corporation for the payment of grants granted by the Minister under subsection 6 (1) of the *Day Nurseries Act* ceases to have effect on the day section 1 of Schedule B to the *Child Care Modernization Act, 2013* comes into force.

Transitional regulations

87. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting transitional matters related to the implementation of this Act.

Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the power to make regulations under that subsection includes the power to make regulations,

- (a) providing that the *Day Nurseries Act*, a provision of that Act, or an agreement made under that Act continues to apply, for a specified period of time and with necessary modifications, to specified things or in specified circumstances;
- (b) providing that licences issued under the *Day Nurseries Act* are deemed to have been replaced with licences issued under this Act; and
- (c) providing for and governing temporary permits that authorize a person whose application for a licence is being considered to operate a child care centre or a home child care agency on a temporary basis.

Conflict with transitional regulations

(3) In the event of a conflict, a regulation made under this section prevails over this Act or the regulations, or any other Act or regulation administered by the Minister.

Amendment in consequence of *Not-for-profit Corporations Act, 2010*

88. Paragraph 2 of subsection 57 (2) of this Act is amended by striking out “section 274 and 275 of the *Corporations Act*” and substituting “section 15 of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010*”.

PART IX COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

89. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

- b) soit par voie d'instance introduite devant un tribunal compétent.

Interprétation

(3) Au présent article, «garderie» et «personne morale agréée» s'entendent au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les garderies*.

Agrément de personnes morales en vertu de la *Loi sur les garderies*

86. L'agrément d'une personne morale accordé par le ministre en vertu du paragraphe 6 (1) de la *Loi sur les garderies* pour qu'elle reçoive des subventions cesse d'avoir effet le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe B de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*.

Règlements transitoires

87. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter des questions transitoires ayant trait à la mise en oeuvre de la présente loi.

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le pouvoir réglementaire prévu au paragraphe (1) comprend celui de faire ce qui suit :

- a) prévoir que la *Loi sur les garderies*, une disposition de cette loi ou une entente conclue en vertu de celle-ci continue de s'appliquer, pendant une période déterminée et avec les adaptations nécessaires, à des choses déterminées ou dans des circonstances déterminées;
- b) prévoir que les permis qui ont été délivrés sous le régime de la *Loi sur les garderies* sont réputés avoir été remplacés par des permis délivrés sous le régime de la présente loi;
- c) prévoir et régir les autorisations temporaires autorisant temporairement une personne dont la demande de permis est en cours d'examen à exploiter un centre de garde ou une agence de services de garde en milieu familial.

Incompatibilité avec les règlements transitoires

(3) Les dispositions des règlements pris en vertu du présent article l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou de ses règlements ou d'autres lois ou règlements dont l'application relève du ministre.

Modification consécutive à la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*

88. La disposition 2 du paragraphe 57 (2) de la présente loi est modifiée par remplacement de «Les articles 274 et 275 de la *Loi sur les personnes morales*» par «L'article 15 de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*».

PARTIE IX ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

89. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Short title

90. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

Titre abrégé

90. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*.

**SCHEDULE B
REPEAL OF DAY NURSERIES ACT**

Repeal

1. The *Day Nurseries Act* is repealed.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE B
ABROGATION DE LA LOI SUR LES GARDERIES**

Abrogation

1. La *Loi sur les garderies* est abrogée.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE C AMENDMENTS TO THE EARLY CHILDHOOD EDUCATORS ACT, 2007

1. (1) The definition of “Minister” in section 1 of the *Early Childhood Educators Act, 2007* is amended by striking out “Minister of Children and Youth Services” and substituting “Minister of Education”.

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definitions:

“complaint resolution process” means a process that includes mediation, conciliation, negotiation, or any other means of facilitating the resolution of issues in dispute; (“processus de règlement des plaintes”)

“professional misconduct” means,

- (a) sexual abuse of a child,
- (b) sexual misconduct,
- (c) engaging in prohibited acts involving child pornography,
- (d) conduct that contravenes this Act, the regulations or the by-laws,
- (e) conduct that contravenes an order of the Discipline Committee, the Complaints Committee, the Council or the Registrar, or
- (f) any other act or conduct prescribed by the regulations; (“faute professionnelle”)

“prohibited act involving child pornography” means any act prohibited under section 163.1 of the *Criminal Code* (Canada); (“acte interdit impliquant de la pornographie juvénile”)

“sexual abuse” of a child by a member means,

- (a) sexual intercourse or other forms of physical sexual relations between the member and the child,
- (b) touching, of a sexual nature, of the child by the member, or
- (c) behaviour or remarks of a sexual nature by the member towards the child; (“mauvais traitements d'ordre sexuel”)

“sexual misconduct” means inappropriate behaviour or remarks of a sexual nature by the member that is not sexual abuse of a child, where,

- (a) one or more children are exposed to the behaviour or remarks, or the member knows or ought to know that one or more children are likely to be exposed to the behaviour or remarks, and
- (b) a reasonable person would expect the behaviour or remarks to have the effect of,
 - (i) causing distress to a child exposed to the behaviour or remarks,

ANNEXE C MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2007 SUR LES ÉDUCATRICES ET LES ÉDUCATEURS DE LA PETITE ENFANCE

1. (1) La définition de «ministre» à l'article 1 de la *Loi de 2007 sur les éducatrices et les éducateurs de la petite enfance* est modifiée par remplacement de «ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse» par «ministre de l'Éducation».

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«acte interdit impliquant de la pornographie juvénile» S'entend de tout acte interdit par l'article 163.1 du *Code criminel* (Canada). («prohibited act involving child pornography»)

«faute professionnelle» S'entend :

- a) des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant;
- b) de l'inconduite sexuelle;
- c) de la commission d'actes interdits impliquant de la pornographie juvénile;
- d) d'une conduite qui contrevient à la présente loi, aux règlements ou aux règlements administratifs;
- e) d'une conduite qui contrevient à un ordre ou une ordonnance du comité de discipline, du comité des plaintes, du conseil ou du registrateur;
- f) de tout autre acte ou de toute autre conduite prescrit par les règlements. («professional misconduct»)

«inconduite sexuelle» Comportements ou remarques inappropriés d'ordre sexuel de la part du membre, à l'exclusion des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant, qui présentent les caractéristiques suivantes :

- a) un ou plusieurs enfants y sont exposés ou le membre sait ou devrait savoir qu'ils le seront vraisemblablement;
- b) une personne raisonnable s'attendrait à ce qu'ils aient pour effet :
 - (i) soit de causer de la détresse à un enfant qui y est exposé,
 - (ii) soit de nuire au bien-être physique ou mental d'un enfant,
 - (iii) soit de créer un climat négatif pour un enfant qui y est exposé. («sexual misconduct»)

«mauvais traitements d'ordre sexuel» Dans le cas de tels traitements infligés à un enfant par un membre, s'entend, selon le cas :

- a) des rapports sexuels ou autres formes de rapports physiques d'ordre sexuel entre le membre et l'enfant;

- (ii) being detrimental to the physical or mental well-being of a child, or
- (iii) creating a negative environment for a child exposed to the behaviour or remarks. ("inconduite sexuelle")

- b) des attouchements d'ordre sexuel de l'enfant par le membre;
- c) des comportements ou des remarques d'ordre sexuel du membre à l'endroit de l'enfant. («sexual abuse»)

«processus de règlement des plaintes» Processus qui inclut la médiation, la conciliation, la négociation ou tout autre moyen facilitant le règlement des questions en litige. («complaint resolution process»)

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, electronic means

(2) For greater certainty, for the purposes of the definitions of "sexual abuse" and "sexual misconduct" in subsection (1), behaviour, remarks and conduct include acts or remarks that are done or made by electronic means.

2. Clause 2 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) the delivery of programs to children 12 years or younger;

3. (1) Subsection 3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Practice

(1) No person shall engage in the practice of early childhood education unless the person holds a certificate of registration issued under this Act.

(2) Subsection 3 (2) of the Act is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

Exemption

(2) Despite subsection (1), the following persons may engage in activities that are part of the practice of early childhood education without holding a certificate of registration issued under this Act:

(3) The following apply with respect to the application of subsections (4) to (6):

1. Subsections (4) and (5) apply if, on the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* has not been repealed by section 1 of Schedule B.
2. Subsection (6) applies if, on or before the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B.

(4) Paragraphs 2 to 6 of subsection 3 (2) of the Act are repealed and the following substituted:

2. A person who is employed in a day nursery or by a private-home day care agency, a person who provides private-home day care or in-home services or

(3) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : moyens électroniques

(2) Il est entendu, pour l'application des définitions de «inconduite sexuelle» et de «mauvais traitements d'ordre sexuel» au paragraphe (1), que les comportements, les remarques et la conduite s'entendent en outre des actes commis et des remarques faites par des moyens électroniques.

2. L'alinéa 2 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) la prestation de programmes aux enfants de 12 ans ou moins;

3. (1) Le paragraphe 3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exercice de la profession

(1) Nul ne doit exercer la profession d'éducateur de la petite enfance sans être titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi.

(2) Le paragraphe 3 (2) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède la disposition 1 par ce qui suit :

Dispense

(2) Malgré le paragraphe (1), les personnes suivantes peuvent se livrer à des activités qui font partie de l'exercice de la profession d'éducateur de la petite enfance sans être titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi :

(3) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard de l'application des paragraphes (4) à (6) :

1. Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent si, le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* n'a pas été abrogée par l'article 1 de l'annexe B.
2. Le paragraphe (6) s'applique si, au plus tard le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* est abrogée par l'article 1 de l'annexe B.

(4) Les dispositions 2 à 6 du paragraphe 3 (2) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

2. La personne qui est employée dans une garderie ou par une agence de garde d'enfants en résidence privée, la personne qui fournit des services de

*Amendments to the
Early Childhood Educators Act, 2007*

any other person prescribed for the purpose under the *Day Nurseries Act* if, pursuant to that Act and the regulations made under it, the person is not required to,

- i. hold a certificate of registration, or
 - ii. satisfy the requirements for qualifying for a certificate prescribed by the regulations made under this Act.
3. A person who cares for five or fewer children under 10 years of age who are not of common parentage, within the meaning of the *Day Nurseries Act*, primarily for the purpose of providing temporary care or guidance or both, for a continuous period not exceeding 24 hours.
 4. Any other person or class of persons prescribed by a regulation made under this Act.

(5) On the day the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B, paragraphs 2, 3 and 4 of subsection 3 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (4), are repealed and the following substituted:

2. A person who is employed in a child care centre or by a home child care agency, a person who provides home child care or in-home services or any other person prescribed for the purpose under the *Child Care and Early Years Act, 2013* if, pursuant to that Act and the regulations made under it, the person is not required to,
 - i. hold a certificate of registration, or
 - ii. satisfy the requirements for qualifying for a certificate prescribed by the regulations made under this Act.
3. A person who, pursuant to subsection 6 (3) or (4) of the *Child Care and Early Years Act, 2013*, is not required to hold a licence to operate a child care centre, and who provides child care in the circumstances described in paragraph 2 or 3 of subsection 6 (3) of that Act, or, if relevant, in subsection 6 (4) of that Act.
4. Any other person or class of persons prescribed by a regulation made under this Act.

(6) Paragraphs 2 to 6 of subsection 3 (2) of the Act are repealed and the following substituted:

2. A person who is employed in a child care centre or by a home child care agency, a person who provides home child care or in-home services or any other person prescribed for the purpose under the *Child Care and Early Years Act, 2013* if, pursuant to that Act and the regulations made under it, the person is not required to,

*Modifications de la Loi de 2007 sur les éducatrices
et les éducateurs de la petite enfance*

garde d'enfants en résidence privée ou des services à domicile ou toute autre personne prescrite pour l'application de la *Loi sur les garderies* si, conformément à cette loi et à ses règlements, elle n'est pas tenue :

- i. soit d'être titulaire d'un certificat d'inscription,
 - ii. soit de satisfaire aux exigences prescrites par les règlements pris en vertu de la présente loi pour obtenir un certificat.
3. La personne qui garde cinq enfants au plus âgés de moins de 10 ans sans liens de famille, au sens de la *Loi sur les garderies*, dans le but principal de leur fournir des soins temporaires ou des services de guidance, ou les deux, pendant une période continue qui ne dépasse pas 24 heures.
 4. Toute autre personne ou catégorie de personnes prescrite par un règlement pris en vertu de la présente loi.

(5) Le jour de l'abrogation de la *Loi sur les garderies* par l'article 1 de l'annexe B, les dispositions 2, 3 et 4 du paragraphe 3 (2) de la Loi, telles qu'elles sont rééditées par le paragraphe (4), sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

2. La personne qui est employée dans un centre de garde ou par une agence de services de garde en milieu familial, la personne qui fournit des services de garde en milieu familial ou des services à domicile ou toute autre personne prescrite pour l'application de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance* si, conformément à cette loi et à ses règlements, elle n'est pas tenue :
 - i. soit d'être titulaire d'un certificat d'inscription,
 - ii. soit de satisfaire aux exigences prescrites par les règlements pris en vertu de la présente loi pour obtenir un certificat.
3. La personne qui, conformément au paragraphe 6 (3) ou (4) de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*, n'est pas tenue d'être titulaire d'un permis l'autorisant à exploiter un centre de garde et qui fournit des services de garde dans les circonstances prévues à la disposition 2 ou 3 du paragraphe 6 (3) de cette loi, ou, s'il y a lieu, au paragraphe 6 (4) de cette loi.
4. Toute autre personne ou catégorie de personnes prescrite par un règlement pris en vertu de la présente loi.

(6) Les dispositions 2 à 6 du paragraphe 3 (2) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

2. La personne qui est employée dans un centre de garde ou par une agence de services de garde en milieu familial, la personne qui fournit des services de garde en milieu familial ou des services à domicile ou toute autre personne prescrite pour l'application de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance* si, conformément à cette loi et à ses règlements, elle n'est pas tenue :

i. hold a certificate of registration, or

ii. satisfy the requirements for qualifying for a certificate prescribed by the regulations made under this Act.

3. A person who, pursuant to subsection 6 (3) or (4) of the *Child Care and Early Years Act, 2013*, is not required to hold a licence to operate a child care centre, and who provides child care in the circumstances described in paragraph 2 or 3 of subsection 6 (3) of that Act, or, if relevant, in subsection 6 (4) of that Act.

4. Any other person or class of persons prescribed by a regulation made under this Act.

(7) Section 3 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(3) The exemption provided under subsection (2) from the requirement to hold a certificate of registration does not apply to a person who has satisfied the educational and training requirements prescribed by the regulations for qualifying for a certificate.

(8) The following apply with respect to the application of subsections (9) to (11):

1. Subsections (9) and (10) apply if, on the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* has not been repealed by section 1 of Schedule B.

2. Subsection (11) applies if, on or before the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B.

(9) Section 3 of the Act is amended by adding the following subsection:

Definitions

(4) In this subsection, “day nursery”, “private-home day care” and “private-home day care agency” have the same meaning as in the *Day Nurseries Act*.

(10) On the day the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B, subsection (4) of the Act, as enacted by subsection (9), is repealed and the following substituted:

Definitions

(4) In this subsection, “child care centre”, “home child care agency” and “home child care” have the same meaning as in the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

(11) Section 3 of the Act is amended by adding the following subsection:

Definitions

(4) In this subsection, “child care centre”, “home child

i. soit d’être titulaire d’un certificat d’inscription,

ii. soit de satisfaire aux exigences prescrites par les règlements pris en vertu de la présente loi pour obtenir un certificat.

3. La personne qui, conformément au paragraphe 6 (3) ou (4) de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*, n’est pas tenue d’être titulaire d’un permis l’autorisant à exploiter un centre de garde et qui fournit des services de garde dans les circonstances prévues à la disposition 2 ou 3 du paragraphe 6 (3) de cette loi, ou, s’il y a lieu, au paragraphe 6 (4) de cette loi.

4. Toute autre personne ou catégorie de personnes prescrite par un règlement pris en vertu de la présente loi.

(7) L’article 3 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3) La dispense de l’obligation d’être titulaire d’un certificat d’inscription prévue au paragraphe (2) ne s’applique pas à la personne qui a satisfait aux exigences en matière d’études et de formation prescrites par les règlements pour obtenir un tel certificat.

(8) Les règles suivantes s’appliquent à l’égard de l’application des paragraphes (9) à (11) :

1. Les paragraphes (9) et (10) s’appliquent si, le jour de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* n’a pas été abrogée par l’article 1 de l’annexe B.

2. Le paragraphe (11) s’applique si, au plus tard le jour de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* est abrogée par l’article 1 de l’annexe B.

(9) L’article 3 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Définitions

(4) Au présent paragraphe, «agence de garde d’enfants en résidence privée», «garde d’enfants en résidence privée» et «garderie» s’entendent au sens de la *Loi sur les garderies*.

(10) Le jour de l’abrogation de la *Loi sur les garderies* par l’article 1 de l’annexe B, le paragraphe (4) de la Loi, tel qu’il est édicté par le paragraphe (9), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

(4) Au présent paragraphe, «agence de services de garde en milieu familial», «centre de garde» et «services de garde en milieu familial» s’entendent au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*.

(11) L’article 3 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Définitions

(4) Au présent paragraphe, «agence de services de

care agency” and “home child care” have the same meaning as in the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

4. Paragraph 3 of subsection 7 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

3. To accredit programs in early childhood education offered by post-secondary educational institutions and other bodies.

3.1 To provide for the ongoing education of members of the College and to accredit ongoing education programs.

5. (1) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsection:

Suspended members

(1.1) Despite subsection (1), a person whose certificate of registration is suspended is not a member of the College during the period of suspension.

(2) Subsection 18 (2) of the Act is amended by adding “upon the acceptance of the resignation by the Registrar” at the end.

(3) Subsection 18 (3) of the Act is amended by striking out “is revoked or cancelled or expires” and substituting “expires or is revoked, suspended or cancelled”.

6. Subsection 19 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Panel appointed

(4) The Chair of a committee may appoint panels from among the committee’s members and authorize them to exercise the committee’s powers or perform its duties with respect to conducting reviews, considering and investigating written complaints and holding hearings.

7. Paragraph 3 of subsection 28 (7) of the Act is amended by adding “or remove” after “vary”.

8. (1) Subsection 29 (2) of the Act is amended by striking out “Subject to any by-law respecting the removal of information from the register” at the beginning in the portion before clause (a).

(2) Clauses 29 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

(a) each member’s name and, where applicable, the class of certificate of registration that the member holds and any additional qualifications indicated on the member’s certificate or any certificates of additional qualifications that the member holds;

(b) the terms, conditions and limitations imposed on each certificate of registration, including terms, conditions and limitations resulting from a written undertaking or other agreement between the College and the member;

(3) Subsection 29 (2) of the Act is amended by adding the following clauses:

garde en milieu familial», «centre de garde» et «services de garde en milieu familial» s’entendent au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*.

4. La disposition 3 du paragraphe 7 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. Agréer les programmes d’éducation de la petite enfance offerts par les établissements d’enseignement postsecondaire et d’autres organismes.

3.1 Prévoir la formation permanente des membres de l’Ordre et agréer les programmes d’éducation permanente.

5. (1) L’article 18 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Membres suspendus

(1.1) Malgré le paragraphe (1), la personne dont le certificat d’inscription est suspendu n’est pas membre de l’Ordre pendant la période de suspension.

(2) Le paragraphe 18 (2) de la Loi est modifié par insertion de «sur acceptation de la démission par le registrateur» à la fin du paragraphe.

(3) Le paragraphe 18 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «est révoqué ou annulé ou arrive à expiration» par «arrive à expiration ou est révoqué, suspendu ou annulé».

6. Le paragraphe 19 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Constitution de sous-comités

(4) Le président d’un comité peut constituer des sous-comités dont les membres sont choisis parmi les membres du comité et peut les autoriser à exercer les pouvoirs et les fonctions du comité pour ce qui est de procéder à des examens, d’étudier des plaintes écrites et de faire enquête sur elles, ainsi que de tenir des audiences.

7. La disposition 3 du paragraphe 28 (7) de la Loi est modifiée par insertion de «ou de supprimer» après «modifier».

8. (1) Le paragraphe 29 (2) de la Loi est modifié par suppression de «Sous réserve de tout règlement administratif se rapportant à la suppression de renseignements,» au début du passage qui précède l’alinéa a).

(2) Les alinéas 29 (2) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) le nom de chaque membre et, s’il y a lieu, la catégorie de certificat d’inscription dont il est titulaire et toute qualification additionnelle inscrite sur ce certificat ou tout certificat de qualifications additionnelles dont il est titulaire;

b) les conditions et les restrictions dont est assorti chaque certificat d’inscription, y compris celles qui découlent d’un engagement écrit ou d’une autre entente entre l’Ordre et le membre;

(3) Le paragraphe 29 (2) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- (b.1) any restrictions imposed on a member's eligibility to practise by an order of a court or other lawful authority, including the name and location of the court or authority and the date the order was made;
- (b.2) a notation of every matter that has been referred to the Discipline Committee under section 31, 32 or 36;
- (b.3) any notice of the day and time of a hearing of the Discipline Committee, together with a link to the notice as published on the College's website;
- (b.4) if a resolution adopted by the Complaints Committee under section 31.1 provides for a notation to be included in the register, a notation of the resolution, and, if the resolution provides for the resolution, a summary of the resolution or a part of the resolution to be published on the College's website, a link to that publication;
- (b.5) a notation of every decision of the Discipline Committee following a proceeding, together with a link to the decision as published on the College's website;
- (b.6) a notation of every resolution adopted by the Discipline Committee under section 33.1, together with a link to the resolution as published on the College's website;
- (d.1) information respecting any current or previous criminal proceedings involving a member that are relevant to his or her membership, including any undertakings of the member in relation to the proceeding;

(4) Clause 29 (2) (e) of the Act is amended by adding "any other" at the beginning.

(5) Section 29 of the Act is amended by adding the following subsections:

Personal information

(2.1) A committee referred to in clause (2) (d) shall not direct, and a by-law referred to in clause (2) (e) shall not prescribe that more personal information, within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, is to be included or kept in the register than is necessary to serve and protect the public interest.

Removal of specified information

- (2.2) The Registrar shall remove from the register,
 - (a) any terms, conditions or limitations imposed on a certificate of registration, as referred to in clause (2) (b), that are no longer applicable; and
 - (b) any restrictions imposed on a member's eligibility to practise, as referred to in clause (2) (b.1), that are no longer applicable.

- b.1) toute restriction au droit d'exercer du membre qui est imposée par une ordonnance d'un tribunal ou d'une autre autorité légalement compétente, y compris le nom et l'emplacement du tribunal ou de l'autorité et la date à laquelle l'ordonnance a été rendue;
- b.2) l'indication de toute question renvoyée au comité de discipline dans le cadre de l'article 31, 32 ou 36;
- b.3) tout avis de la date et de l'heure d'une audience du comité de discipline, accompagné d'un lien vers l'avis tel qu'il a été publié sur le site Web de l'Ordre;
- b.4) si un règlement adopté par le comité des plaintes en vertu de l'article 31.1 prévoit l'inscription d'une indication au tableau, l'indication du règlement et, si le règlement prévoit la publication du règlement ou d'un résumé ou d'une partie de celui-ci sur le site Web de l'Ordre, un lien vers cette publication;
- b.5) l'indication de chaque décision prise par le comité de discipline à la suite d'une instance, accompagnée d'un lien vers la décision telle qu'elle a été publiée sur le site Web de l'Ordre;
- b.6) l'indication de chaque règlement adopté par le comité de discipline en vertu de l'article 33.1, accompagnée d'un lien vers le règlement tel qu'il a été publié sur le site Web de l'Ordre;

- d.1) des renseignements à l'égard de toute instance criminelle en cours ou antérieure qui met en cause un membre et qui se rapporte à son adhésion, y compris les engagements pris par le membre dans le cadre de l'instance;

(4) L'alinéa 29 (2) e) de la Loi est modifié par remplacement de «des renseignements» par «tout autre renseignement» au début de l'alinéa.

(5) L'article 29 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Renseignements personnels

(2.1) Un comité visé à l'alinéa (2) d) ne doit pas ordonner ni un règlement administratif visé à l'alinéa (2) e) prescrire que le tableau contienne ou conserve plus de renseignements personnels, au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, que nécessaire pour servir et protéger l'intérêt public.

Suppression de renseignements déterminés

- (2.2) Le registrateur supprime du tableau :
 - a) toute condition ou restriction dont est assorti un certificat d'inscription, visée à l'alinéa (2) b), qui n'est plus applicable;
 - b) toute restriction au droit d'exercer du membre, visée à l'alinéa (2) b.1), qui n'est plus applicable.

Day and time of hearing

(2.3) The Registrar shall post notice of the day and time of a hearing of the Discipline Committee on the register in accordance with clause (2) (b.3), and on the College's website, at the same time as the parties to the hearing are notified of this information, and may remove it from the register after the proceeding has concluded.

Same, by-laws

(2.4) Subject to subsection (2.5), the Council may not make by-laws authorizing the removal of any information set out in subsection (2) from the register.

Same

(2.5) The Council may make by-laws authorizing the removal of information described in clauses (2) (b.2), (b.3), (b.4), (b.5), (b.6) or (d.1), but only in accordance with the following:

1. Any notation of a decision or resolution that required a reprimand, counselling or a fine, and the link to the decision or resolution, may not be removed until three years after the day the committee decided the matter, or after more time if ordered by the Discipline Committee or prescribed by the by-laws.
2. The information must not relate to a matter that resulted in an order to revoke or suspend a certificate.

No publication of specified information

(2.6) Despite anything in this section, the register shall not contain any information that violates an order made under section 35.1 respecting the publication of information.

(6) Subsection 29 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Posting and public inspection of register

(3) The Registrar shall post the register on the College's website and shall ensure it is available for public inspection during normal business hours at the offices of the College.

9. Section 30 of the Act is amended by adding the following subsections:

Reinstatement

(3) Subject to subsection (4), a person whose certificate of registration was suspended under subsection (1) is entitled to have the suspension removed on payment of the fees and penalties prescribed by the by-laws or on provision of the information required by the by-laws, as the case may be.

Revocation

(4) If a certificate of registration is suspended under subsection (1) and the suspension is not removed for the period of time prescribed by the regulations, the Registrar may revoke the certificate of registration.

Date et heure d'une audience

(2.3) Le registrateur affiche un avis de la date et de l'heure d'une audience du comité de discipline sur le tableau conformément à l'alinéa (2) b.3) et sur le site Web de l'Ordre en même temps que les parties à l'audience en sont avisées. Il peut supprimer ces renseignements du tableau après la conclusion de l'instance.

Idem : règlements administratifs

(2.4) Sous réserve du paragraphe (2.5), le conseil ne peut pas, par règlement administratif, autoriser la suppression du tableau des renseignements indiqués au paragraphe (2).

Idem

(2.5) Le conseil peut, par règlement administratif, autoriser la suppression des renseignements indiqués aux alinéas (2) b.2), b.3), b.4), b.5), b.6) ou d.1), mais il peut uniquement le faire conformément à ce qui suit :

1. L'indication d'une décision ou d'un règlement qui a entraîné une réprimande, des conseils ou une amende, ainsi que le lien vers la décision ou le règlement, ne peuvent pas être supprimés durant les trois premières années qui suivent le jour où le comité a statué sur la question ou durant la période plus longue ordonnée par le comité de discipline ou prescrite par les règlements administratifs, le cas échéant.
2. Les renseignements ne doivent pas se rapporter à une question ayant donné lieu à une ordonnance de révocation ou de suspension d'un certificat.

Aucune publication de renseignements déterminés

(2.6) Malgré les autres dispositions du présent article, le tableau ne doit contenir aucun renseignement qui enfreint une ordonnance rendue en vertu de l'article 35.1 concernant la publication de renseignements.

(6) Le paragraphe 29 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Affichage et mise à disposition du tableau

(3) Le registrateur affiche le tableau sur le site Web de l'Ordre et veille à ce qu'il soit à la disposition du public aux fins de consultation, pendant les heures d'ouverture, dans les bureaux de l'Ordre.

9. L'article 30 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Remise en vigueur

(3) Sous réserve du paragraphe (4), la personne dont le certificat d'inscription a été suspendu en vertu du paragraphe (1) a le droit de faire annuler la suspension en acquittant les droits et pénalités prescrits par les règlements administratifs ou en fournissant les renseignements exigés par ceux-ci, selon le cas.

Révocation

(4) Si un certificat d'inscription est suspendu en vertu du paragraphe (1) et que la suspension n'est pas annulée pour la période prescrite par les règlements, le registrateur peut le révoquer.

10. (1) Subsection 31 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties of Complaints Committee

(1) The Complaints Committee shall consider and investigate complaints regarding the conduct or actions of a member of the College, including complaints made by,

- (a) a member of the public;
- (b) a member of the College;
- (c) the Registrar; or
- (d) the Minister.

Same

(1.1) As soon as reasonably possible after receiving a complaint, the Registrar shall,

- (a) provide the complainant with confirmation that the complaint was received; and
- (b) notify the member that a complaint regarding his or her actions was made and provide the member with a copy of the complaint or, if the Registrar considers it appropriate in the circumstances, a summary of the complaint.

Same

(1.2) In providing notice of a complaint under clause (1.1) (b), the identity of the individual who made the complaint shall not be disclosed if the Registrar believes, on reasonable and probable grounds, that doing so would expose or be likely to expose the complainant or another person to harm or injury.

Same

(1.3) Despite subsection (1), if the Registrar refers a complaint to a complaint resolution process under section 31.1, the Complaints Committee shall cease its consideration and investigation of the complaint and this section ceases to apply, unless and until the complaint is referred back to the Committee in accordance with that section.

(2) Subsection 31 (2) of the Act is amended by striking out “written” in the portion before clause (a).

(3) Clause 31 (2) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) the complaint is frivolous, vexatious, an abuse of process, manifestly without substance or made for an improper purpose; or
- (c) the complaint does not warrant further investigation or it is not in the public interest to investigate the complaint further, and that determination was made in accordance with the regulations.

(4) Clauses 31 (3) (a), (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) a complaint in writing or in another form that is capable of being reproduced, such as a disc or tape, has been filed with the Registrar;

10. (1) Le paragraphe 31 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions du comité des plaintes

(1) Le comité des plaintes étudie les plaintes se rapportant à la conduite ou aux actes des membres de l'Ordre, notamment une plainte déposée par l'une ou l'autre des personnes suivantes, et fait enquête sur elles :

- a) un membre du public;
- b) un membre de l'Ordre;
- c) le registrateur;
- d) le ministre.

Idem

(1.1) Dès que raisonnablement possible après avoir reçu une plainte, le registrateur :

- a) confirme au plaignant qu'il l'a bien reçue;
- b) avise le membre qu'une plainte relative à ses actes a été déposée et lui en fournit une copie ou, s'il le juge approprié dans les circonstances, un résumé.

Idem

(1.2) Lorsqu'il donne avis d'une plainte en application de l'alinéa (1.1) b), le registrateur ne doit pas divulguer l'identité du particulier qui l'a déposée s'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une telle divulgation exposerait ou exposerait vraisemblablement le plaignant ou une autre personne à un préjudice ou à des blessures.

Idem

(1.3) Malgré le paragraphe (1), si le registrateur renvoie une plainte à un processus de règlement des plaintes en vertu de l'article 31.1, le comité des plaintes cesse d'étudier la plainte et d'enquêter sur celle-ci et le présent article cesse de s'appliquer tant que la plainte ne lui a pas été renvoyée de nouveau conformément à cet article.

(2) Le paragraphe 31 (2) de la Loi est modifié par suppression de «écrite» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(3) L'alinéa 31 (2) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) la plainte est frivole ou vexatoire, constitue un abus de procédure, est manifestement dénuée de fondement ou est déposée dans un but illégitime;
- c) la plainte ne nécessite pas d'examen plus poussé ou il n'est pas dans l'intérêt public de poursuivre l'enquête, et cette décision a été prise conformément aux règlements.

(4) Les alinéas 31 (3) a), b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) une plainte a été déposée auprès du registrateur par écrit ou sous une autre forme permettant sa reproduction, tel qu'un disque ou une bande;

- (b) the member whose conduct or actions are being investigated has been given 60 days, or a different time period if specified under subsection (4), in which to submit in writing to the Committee any explanations or representations the member may wish to make concerning the matter; and
- (c) the Committee has examined or has made every reasonable effort to examine all the information and documents that the College has that are relevant to the complaint, including,
 - (i) any prior decisions of a committee established under this Act that relate to the member,
 - (ii) any information about or obtained in concurrent proceedings before a committee established under this Act that relates to the member,
 - (iii) any resolutions adopted by a committee established under this Act that were reached through a complaint resolution process and relate to the member.

(5) Subsection 31 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(4) The Complaints Committee may specify a different time period for the purposes of clause (3) (b) in accordance with the following:

1. The Committee may specify a period of time of less than 60 days if the Committee is of the opinion, on reasonable and probable grounds, that the conduct of the member exposes or is likely to expose one or more children to harm or injury.
2. The Committee may specify a period of time that is more than 60 days in accordance with the regulations.

Same

(4.1) A copy of any explanations or representations submitted by the member under clause (3) (b) shall be provided as soon as reasonably possible to the complainant or, if the Registrar considers it appropriate in the circumstances, a summary of the explanations or representations.

Same

(4.2) In considering prior decisions in accordance with subclause (3) (c) (i), the Complaints Committee shall not consider any decision made by the Complaints Committee to refuse to consider and investigate a complaint under subsection (2).

Same

(4.3) If the Complaints Committee considers any information described in subclause (3) (c) (i), (ii) or (iii), the Committee shall notify the member as soon as reason-

- b) le membre dont la conduite ou les actes font l'objet de l'enquête a bénéficié de 60 jours ou du délai différent précisé, le cas échéant, en vertu du paragraphe (4) pour présenter par écrit au comité des explications ou des observations sur la question;
- c) le comité a examiné ou fait tous les efforts raisonnables pour examiner les renseignements et documents pertinents en la possession de l'Ordre, notamment :
 - (i) toute décision antérieure d'un comité créé aux termes de la présente loi qui se rapporte au membre,
 - (ii) tout renseignement concernant des instances concomitantes introduites devant un comité créé aux termes de la présente loi ou obtenu dans le cadre de telles instances et qui se rapporte au membre,
 - (iii) tout règlement adopté par un comité créé aux termes de la présente loi qui a été atteint au moyen d'un processus de règlement des plaintes et qui se rapporte au membre.

(5) Le paragraphe 31 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(4) Le comité des plaintes peut préciser un délai différent pour l'application de l'alinéa (3) b) conformément à ce qui suit :

1. Le comité peut préciser un délai de moins de 60 jours s'il est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, que la conduite du membre expose ou exposera vraisemblablement un ou plusieurs enfants à un préjudice ou à des blessures.
2. Le comité peut préciser un délai de plus de 60 jours conformément aux règlements.

Idem

(4.1) Une copie des explications ou des observations présentées par le membre aux termes de l'alinéa (3) b) ou, si le registraire le juge approprié dans les circonstances, un résumé de celles-ci, est remis au plaignant dès que raisonnablement possible.

Idem

(4.2) Lorsqu'il examine les décisions antérieures conformément au sous-alinéa (3) c) (i), le comité des plaintes ne doit pas tenir compte de toute décision du comité des plaintes de refuser d'étudier une plainte et d'enquêter sur celle-ci en application du paragraphe (2).

Idem

(4.3) S'il examine des renseignements visés au sous-alinéa (3) c) (i), (ii) ou (iii), le comité des plaintes en avise le membre dès que raisonnablement possible et lui fournit

*Amendments to the
Early Childhood Educators Act, 2007*

*Modifications de la Loi de 2007 sur les éducatrices
et les éducateurs de la petite enfance*

ably possible and shall provide the member with a copy of that information or, if the Committee considers it appropriate in the circumstances, a summary of that information.

Same

(4.4) If the Complaints Committee receives additional information from any person relating to the complaint, the Committee shall notify the member as soon as reasonably possible and shall provide the member with a description of the additional information.

(6) Subsection 31 (5) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (c) and by repealing clause (d).

(7) Subsection 31 (8) of the Act is amended by adding “or under section 31.1” at the end.

(8) Subsection 31 (9) of the Act is repealed and the following substituted:

Application of section, related criminal conviction

(9) If a member has been convicted or found guilty of an offence under the *Criminal Code* (Canada) for the same conduct or action that is the subject matter of a complaint, the member and the Complaints Committee may agree in writing that the matter be referred, in whole or in part, to the Discipline Committee and, in that case, subsections (1) to (8) cease to apply and the Registrar shall notify the complainant of the agreement.

11. The Act is amended by adding the following sections:

Complaint resolution process

31.1 (1) The Registrar may refer the College and the member who is the subject of a complaint to a complaint resolution process to which the College and the member have consented,

- (a) if the Registrar determines, on reasonable and probable grounds and in accordance with any regulations, that the complaint, if proven, would likely result in the member receiving a caution from the Complaints Committee under clause 31 (5) (c);
- (b) if the Complaints Committee has not yet taken action under subsection 31 (5); and
- (c) if the matter does not involve an allegation of sexual abuse of a child, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography.

Same

(2) The Registrar shall notify the complainant as soon as reasonably possible after referring a complaint to the complaint resolution process under subsection (1).

Same

(3) Before a resolution that will be proposed to the Complaints Committee under subsection (4) is reached,

une copie de ces renseignements ou, s'il le juge approprié dans les circonstances, un résumé de ceux-ci.

Idem

(4.4) S'il reçoit d'autres renseignements de qui que ce soit concernant la plainte, le comité des plaintes en avise le membre dès que raisonnablement possible et lui en remet une description.

(6) L'alinéa 31 (5) d) de la Loi est abrogé.

(7) Le paragraphe 31 (8) de la Loi est modifié par insertion de «ou de l'article 31.1» à la fin du paragraphe.

(8) Le paragraphe 31 (9) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application de l'article : condamnation au criminel pour les mêmes faits

(9) Si un membre a été accusé ou déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) pour la même conduite ou les mêmes actes que ceux qui font l'objet d'une plainte, le membre et le comité des plaintes peuvent s'entendre par écrit pour que la question soit renvoyée en tout ou en partie au comité de discipline, auquel cas les paragraphes (1) à (8) cessent de s'appliquer et le registrauteur avise le plaignant d'une telle entente.

11. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Processus de règlement des plaintes

31.1 (1) Le registrauteur peut renvoyer l'Ordre et le membre qui fait l'objet d'une plainte à un processus de règlement des plaintes auquel l'Ordre et le membre ont consenti si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il décide, sur la foi de motifs raisonnables et probables et conformément aux règlements, que la plainte, si elle s'avérait fondée, amènerait vraisemblablement le comité des plaintes à infliger au membre un avertissement en vertu de l'alinéa 31 (5) c);
- b) le comité des plaintes n'a pas encore pris de mesure dans le cadre du paragraphe 31 (5);
- c) la question ne porte pas sur une allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant, d'inconduite sexuelle ou d'acte interdit impliquant de la pornographie juvénile.

Idem

(2) Lorsque le registrauteur renvoie une plainte au processus de règlement des plaintes en vertu du paragraphe (1), il en avise le plaignant dès que raisonnablement possible.

Idem

(3) Avant qu'un règlement qui sera proposé au comité des plaintes en application du paragraphe (4) soit atteint :

- (a) the Registrar shall consult, or make reasonable efforts to consult, with the complainant; and
- (b) if the complainant is not the member's employer and the Registrar considers it appropriate in the circumstances, the Registrar may request that the employer provide the Registrar with information that relates to the complaint.

Same

(4) If the College and the member reach a resolution of a matter that has been referred to the complaint resolution process under subsection (1), they shall propose it to the Complaints Committee and the Committee may,

- (a) adopt the proposed resolution;
- (b) modify the proposed resolution; or
- (c) reject the proposed resolution.

Same

(5) Before taking action under subsection (4), the Complaints Committee shall consider,

- (a) any prior decisions of a committee established under this Act that relate to the member;
- (b) any information about or obtained in concurrent proceedings before a committee established under this Act that relates to the member;
- (c) any resolutions adopted by a committee established under this Act that were reached through a complaint resolution process and relate to the member.

Same

(6) If the Complaints Committee modifies the proposed resolution, the Committee shall notify the College and the member of the modifications and,

- (a) if both the College and the member agree to the modifications, the proposed resolution shall be considered adopted, as modified, by the Committee; or
- (b) if either the College or the member does not agree to the modifications, the proposed resolution shall be considered rejected by the Committee.

Same

(7) If the Complaints Committee rejects a proposed resolution, the matter shall be referred back to the Committee and section 31 shall continue to apply.

Same

(8) If there is a failure to resolve a matter that has been referred to the complaint resolution process under subsection (1), it shall be referred back to the Complaints Committee and section 31 shall continue to apply.

- a) le registrateur consulte ou fait des efforts raisonnables pour consulter le plaignant;
- b) si le plaignant n'est pas l'employeur du membre et qu'il le juge approprié dans les circonstances, le registrateur peut demander à l'employeur de lui fournir des renseignements concernant la plainte.

Idem

(4) S'ils parviennent à régler la question qui a été renvoyée au processus de règlement des plaintes en vertu du paragraphe (1), l'Ordre et le membre proposent le règlement au comité des plaintes qui peut, selon le cas :

- a) adopter le règlement proposé;
- b) modifier le règlement proposé;
- c) rejeter le règlement proposé.

Idem

(5) Avant de prendre une mesure en vertu du paragraphe (4), le comité des plaintes tient compte de ce qui suit :

- a) toute décision antérieure d'un comité créé aux termes de la présente loi qui se rapporte au membre;
- b) tout renseignement concernant des instances concomitantes introduites devant un comité créé aux termes de la présente loi ou obtenu dans le cadre de telles instances et qui se rapporte au membre;
- c) tout règlement adopté par un comité créé aux termes de la présente loi qui a été atteint au moyen d'un processus de règlement des plaintes et qui se rapporte au membre.

Idem

(6) S'il modifie le règlement proposé, le comité des plaintes avise l'Ordre et le membre des modifications et :

- a) si l'Ordre et le membre approuvent les modifications, le règlement proposé est considéré comme adopté par le comité dans sa forme modifiée;
- b) si l'Ordre ou le membre n'approuve pas les modifications, le règlement proposé est considéré comme rejeté par le comité.

Idem

(7) Si le comité des plaintes rejette le règlement proposé, la question lui est renvoyée de nouveau et l'article 31 continue de s'appliquer.

Idem

(8) Si le règlement d'une question qui a été renvoyée au processus de règlement des plaintes en vertu du paragraphe (1) a échoué, la question est renvoyée de nouveau au comité des plaintes et l'article 31 continue de s'appliquer.

Notice, Registrar

(9) The Complaints Committee shall notify the Registrar of its decision made under subsection (4).

Same, complainant

(10) The Registrar shall notify the complainant of the outcome of the complaint resolution process under subsection (1).

Single member may act on Committee's behalf

(11) A single member of the Complaints Committee may act on the Committee's behalf for the purposes of subsection (4) and, in that case, references to the Complaints Committee in subsections (5), (6), (7) and (9) shall be references to the member acting on the Committee's behalf.

Matters referred back to the Complaints Committee

(12) If the Complaints Committee rejects a proposed resolution and the matter is referred back to the Committee, no person who made a decision for the purposes of subsection (4) shall make a decision in respect of the matter under section 31, except in accordance with any regulations.

Complainant not a party

(13) For greater certainty, the complainant is not a party to a complaint resolution process under subsection (1).

Timely disposal

31.2 (1) Subject to subsection (2), the Complaints Committee shall use its best efforts to dispose of a complaint within 120 days after the complaint is filed as described in clause 31 (3) (a).

Complaint resolution process

(2) If the Registrar refers a matter to a complaint resolution process under subsection 31.1 (1),

- (a) that process must be carried out in accordance with any timelines prescribed by the regulations; and
- (b) for the purposes of subsection (1), the time period beginning on the day the referral is made and ending on the day the matter is referred back to the Committee under subsection 31.1 (7) or (8) shall not be counted.

If complaint not disposed of

(3) If the Committee has not disposed of a complaint within 120 days after the complaint was filed, the Registrar shall provide the complainant and the member who is the subject of the complaint with written notice of that fact and an expected date of disposition which shall be no more than 90 days from the date of the written notice.

If further delay

(4) If the Committee has not disposed of the complaint by the expected date of disposition described in subsection (3), the Registrar shall provide the member and complainant with written notice and reasons for the delay and

Avis : registrateur

(9) Le comité des plaintes avise le registrateur de la décision qu'il a prise en vertu du paragraphe (4).

Idem : plaignant

(10) Le registrateur avise le plaignant de l'issue du processus de règlement des plaintes mentionné au paragraphe (1).

Membre unique du comité

(11) Un membre unique du comité des plaintes peut agir pour le compte du comité pour l'application du paragraphe (4), auquel cas les mentions du comité aux paragraphes (5), (6), (7) et (9) valent mention de ce membre.

Renvoi de questions au comité des plaintes

(12) Si le comité des plaintes rejette le règlement proposé et que la question lui est renvoyée de nouveau, aucune personne qui a pris une décision en vertu du paragraphe (4) ne peut prendre de décision à l'égard de la question dans le cadre de l'article 31, si ce n'est conformément aux règlements.

Non une partie

(13) Il est entendu que le plaignant n'est pas partie à un processus de règlement des plaintes mentionné au paragraphe (1).

Délai

31.2 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le comité des plaintes fait tous les efforts possibles pour statuer sur la plainte au plus tard 120 jours après qu'elle a été déposée de la façon indiquée à l'alinéa 31 (3) a).

Processus de règlement des plaintes

(2) Si le registrateur renvoie une question à un processus de règlement des plaintes en vertu du paragraphe 31.1 (1) :

- a) ce processus doit se dérouler dans les délais prescrits par les règlements;
- b) il ne doit pas être tenu compte, pour l'application du paragraphe (1), de la période qui commence le jour où la question est renvoyée au processus et qui se termine le jour où elle est renvoyée de nouveau au comité en application du paragraphe 31.1 (7) ou (8).

Cas où il n'est pas statué sur la plainte

(3) Si le comité n'a pas statué sur la plainte dans les 120 jours qui en suivent le dépôt, le registrateur en avise par écrit le plaignant ainsi que le membre concerné et leur indique le délai dans lequel il devrait être statué sur celle-ci, lequel ne doit pas dépasser 90 jours à compter de la date de l'avis écrit.

Non-respect du délai prorogé

(4) Si le comité n'a toujours pas statué sur la plainte dans le délai visé au paragraphe (3), le registrateur en avise le membre et le plaignant par écrit et leur indique les motifs du retard ainsi que le nouveau délai dans lequel

the new expected date of disposition which shall be no more than 30 days from the date of the revised notice or from the expected date of disposition described in subsection (3), whichever is sooner.

12. The Act is amended by adding the following section:

Complaint, report of child in need of protection, etc.

32.1 (1) This section applies with respect to a complaint if the Registrar believes, on reasonable grounds, that the complainant or any other person was likely required to make a report under section 72 of the *Child and Family Services Act* in relation to the conduct or actions of the member that are the subject of the complaint.

Exception, certain complaints

(2) This section does not apply to a complaint that arises from a report under section 49.1 or 49.2.

Referral to Executive Committee

(3) The Registrar shall promptly refer a complaint described in subsection (1) to the Executive Committee.

Consideration by Executive Committee

(4) If a complaint is referred to the Executive Committee under subsection (3), the Executive Committee shall consider whether or not to make a direction under subsection 32 (1) and, if it makes such a direction, shall also consider whether or not to make an interim order under subsection 32 (3).

13. (1) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, complaint resolution process

(1.1) Despite clause (1) (a), if a matter is referred to a complaint resolution process under section 33.1, the Discipline Committee shall cease to hear the matter and this section ceases to apply, unless and until the matter is referred back to the Committee in accordance with that section.

(2) Subsection 33 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Professional misconduct

(2) A member may be found guilty of professional misconduct by the Discipline Committee after a hearing if the member has been guilty, in the opinion of the Committee, of professional misconduct.

(3) Paragraph 1 of subsection 33 (5) of the Act is amended by striking out “a specified or unlimited period” at the end and substituting “a specified period of more than three years”.

(4) Paragraph 3 of subsection 33 (5) of the Act is repealed.

(5) Subsection 33 (8) of the Act is repealed.

14. The Act is amended by adding the following sections:

il devrait être statué sur la plainte, lequel ne doit pas dépasser 30 jours à compter de la date du nouvel avis ou de la date visée au paragraphe (3) à laquelle il devait être statué sur celle-ci, si cette date est antérieure à l'autre.

12. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Plainte : rapport sur un enfant ayant besoin de protection

32.1 (1) Le présent article s'applique à l'égard d'une plainte si le registrateur a des motifs raisonnables de croire que le plaignant ou toute autre personne devait vraisemblablement faire un rapport en application de l'article 72 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* relativement à la conduite ou aux actes du membre qui font l'objet de la plainte.

Exception : certaines plaintes

(2) Le présent article ne s'applique pas à une plainte qui découle d'un rapport visé à l'article 49.1 ou 49.2.

Renvoi au bureau

(3) Le registrateur renvoie promptement une plainte mentionnée au paragraphe (1) au bureau.

Examen par le bureau

(4) Si une plainte lui est renvoyée en application du paragraphe (3), le bureau examine s'il doit donner une directive en vertu du paragraphe 32 (1) et, s'il le fait, il examine également s'il doit rendre une ordonnance provisoire en vertu du paragraphe 32 (3).

13. (1) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : processus de règlement des plaintes

(1.1) Malgré l'alinéa (1) a), si une question est renvoyée à un processus de règlement des plaintes en vertu de l'article 33.1, le comité de discipline cesse d'entendre la question et le présent article cesse de s'appliquer tant que la question ne lui a pas été renvoyée de nouveau conformément à cet article.

(2) Le paragraphe 33 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Faute professionnelle

(2) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut conclure qu'un membre a commis une faute professionnelle si, de l'avis du comité, le membre a commis une telle faute.

(3) La disposition 1 du paragraphe 33 (5) de la Loi est modifiée par remplacement de «pendant une période déterminée ou indéterminée» par «pendant une période déterminée de plus de trois ans» à la fin de la disposition.

(4) La disposition 3 du paragraphe 33 (5) de la Loi est abrogée.

(5) Le paragraphe 33 (8) de la Loi est abrogé.

14. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Complaint resolution process

33.1 (1) The Discipline Committee may refer the College and the member who is the subject of a matter to a complaint resolution process to which the College and the member have consented,

- (a) if the Committee considers it appropriate to do so;
- (b) if the matter has not yet been determined by the Discipline Committee under section 33; and
- (c) if the matter does not involve an allegation of sexual abuse of a child, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography.

Same

(2) If the College and the member reach a resolution of a matter that has been referred to the complaint resolution process under subsection (1), they shall propose it to the Discipline Committee and the Committee may,

- (a) adopt the proposed resolution;
- (b) modify the proposed resolution; or
- (c) reject the proposed resolution.

Same

(3) If the Discipline Committee modifies the proposed resolution, the Committee shall notify the College and the member of the modifications and,

- (a) if both the College and the member agree to the modifications, the proposed resolution shall be considered adopted, as modified, by the Committee; or
- (b) if either the College or the member does not agree to the modifications, the proposed resolution shall be considered rejected by the Committee.

Same

(4) If the Discipline Committee rejects a proposed resolution, the Committee shall hear and determine the matter in accordance with section 33.

Same

(5) If there is a failure to resolve a matter that has been referred to the complaint resolution process under subsection (1), it shall be referred back to the Discipline Committee and the Committee shall hear and determine the matter in accordance with section 33.

Meetings of Discipline Committee to be public

(6) A meeting of the Discipline Committee to consider the action it will take under subsection (2) shall, subject to subsection (7), be open to the public.

Exclusion of public

(7) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from the meeting or any part of the meeting if, in the Committee's opinion, the possibility of serious harm or injustice to any person justifies a departure from the general principle that hearings should be open to the public.

Processus de règlement des plaintes

33.1 (1) Le comité de discipline peut renvoyer l'Ordre et le membre visé par la question à un processus de règlement des plaintes auquel l'Ordre et le membre ont consenti si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il estime que cela est approprié;
- b) il n'a pas encore tranché la question en vertu de l'article 33;
- c) la question ne porte pas sur une allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant, d'inconduite sexuelle ou d'acte interdit impliquant de la pornographie juvénile.

Idem

(2) S'ils parviennent à régler la question qui a été renvoyée au processus de règlement des plaintes en vertu du paragraphe (1), l'Ordre et le membre proposent le règlement au comité de discipline qui peut, selon le cas :

- a) adopter le règlement proposé;
- b) modifier le règlement proposé;
- c) rejeter le règlement proposé.

Idem

(3) S'il modifie le règlement proposé, le comité de discipline avise l'Ordre et le membre des modifications et :

- a) si l'Ordre et le membre approuvent les modifications, le règlement proposé est considéré comme adopté par le comité dans sa forme modifiée;
- b) si l'Ordre ou le membre n'approuve pas les modifications, le règlement proposé est considéré comme rejeté par le comité.

Idem

(4) S'il rejette le règlement proposé, le comité de discipline entend et tranche la question conformément à l'article 33.

Idem

(5) Si le règlement d'une question qui a été renvoyée au processus de règlement des plaintes en vertu du paragraphe (1) a échoué, la question est renvoyée de nouveau au comité de discipline, qui entend et tranche la question conformément à l'article 33.

Caractère public des réunions du comité de discipline

(6) Sous réserve du paragraphe (7), les réunions que tient le comité de discipline pour examiner quelle mesure il doit prendre en vertu du paragraphe (2) sont publiques.

Exclusion du public

(7) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance excluant le public d'une réunion ou d'une partie de réunion s'il est d'avis que la possibilité qu'une personne subisse un préjudice ou une injustice grave justifie une dérogation au principe général de la publicité des audiences.

Application of s. 35 (4) and (5)

(8) Subsections 35 (4) and (5) apply with necessary modifications to meetings of the Discipline Committee to consider actions that it will take under subsection (2).

No right to a hearing

(9) Nothing in this section shall be construed to require the Discipline Committee to hold a hearing within the meaning of the *Statutory Powers Procedure Act* before making a decision under subsection (2) and, for greater certainty, there is no right to appeal that decision.

Members disqualified from panel that hears matter

(10) The following persons may not participate in a panel of the Discipline Committee that hears and determines a matter in accordance with section 33:

1. The members of the panel of the Discipline Committee that referred the matter under subsection (1) or considered making such a referral.
2. The members of the panel of the Discipline Committee that rejected any proposed resolution.

No application to reinstatement and variation procedures

(11) For greater certainty, an application made under subsection 36 (1) or (2) may not be referred to a complaint resolution process under subsection (1).

Complainant not a party

(12) For greater certainty, the complainant is not a party to a complaint resolution process under subsection (1).

Authorization for Registrar to make referrals

(13) The Discipline Committee may authorize the Registrar to make referrals under subsection (1) on behalf of the Discipline Committee and the following apply when the Registrar acts in accordance with such an authorization:

1. The reference to the Committee in clause (1) (a) is deemed to be a reference to the Registrar.
2. The Registrar is subject to,
 - i. the limitations the Discipline Committee is subject to under this section,
 - ii. any limitations in the authorization, and
 - iii. any limitations prescribed by the regulations.
3. The Registrar shall not refer a matter under subsection (1) if the Registrar had referred the matter to a complaint resolution process under subsection 31.1 (1).

Orders relating to sexual abuse and child pornography

33.2 (1) Where under section 33 the Discipline Committee finds a member guilty of committing an act of professional misconduct that is listed in subsection (2), the

Application des par. 35 (4) et (5)

(8) Les paragraphes 35 (4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux réunions que tient le comité de discipline pour examiner quelle mesure il doit prendre en vertu du paragraphe (2).

Absence de droit à une audience

(9) Le présent article n'a pas pour effet d'obliger le comité de discipline à tenir une audience au sens de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* avant de prendre une décision en vertu du paragraphe (2) et il est entendu que cette décision ne peut pas être portée en appel.

Membres inaptes à siéger au sous-comité qui entend la question

(10) Les personnes suivantes ne peuvent pas faire partie d'un sous-comité du comité de discipline qui entend et tranche une question conformément à l'article 33 :

1. Les membres du sous-comité du comité de discipline qui a renvoyé la question en vertu du paragraphe (1) ou qui a envisagé de le faire.
2. Les membres du sous-comité du comité de discipline qui a rejeté un règlement proposé.

Pas de demande de remise en vigueur ou de modification

(11) Il est entendu qu'une demande présentée en vertu du paragraphe 36 (1) ou (2) ne peut pas être renvoyée à un processus de règlement des plaintes mentionné au paragraphe (1).

Non une partie

(12) Il est entendu que le plaignant n'est pas partie à un processus de règlement des plaintes mentionné au paragraphe (1).

Registraire autorisé à renvoyer une question

(13) Le comité de discipline peut autoriser le registraire à effectuer des renvois en vertu du paragraphe (1) au nom du comité, auquel cas les dispositions suivantes s'appliquent lorsque le registraire agit conformément à une telle autorisation :

1. La mention du comité à l'alinéa (1) a) vaut mention du registraire.
2. Le registraire est assujéti :
 - i. aux restrictions auxquelles le comité de discipline est assujéti en application du présent article,
 - ii. aux restrictions mentionnées dans l'autorisation,
 - iii. aux restrictions prescrites par les règlements.
3. Le registraire ne doit pas renvoyer une question en vertu du paragraphe (1) s'il avait renvoyé la question à un processus de règlement des plaintes en vertu du paragraphe 31.1 (1).

Ordonnances relatives aux mauvais traitements d'ordre sexuel et à la pornographie juvénile

33.2 (1) S'il conclut, en vertu de l'article 33, qu'un membre a commis une faute professionnelle énoncée au paragraphe (2), outre ce que lui permet de faire le para-

*Amendments to the
Early Childhood Educators Act, 2007*

*Modifications de la Loi de 2007 sur les éducatrices
et les éducateurs de la petite enfance*

Committee shall, in addition to anything else the Committee may do under subsection 33 (5), make an order,

- (a) requiring that the member be reprimanded by the Committee; and
- (b) directing the Registrar to revoke any certificate held by the member under this Act.

Same

(2) The acts of professional misconduct referred to in subsection (1) are the following:

- 1. Sexual abuse of a child, if the sexual abuse consisted of, or included, any of the following:
 - i. Sexual intercourse.
 - ii. Genital to genital, genital to anal, oral to genital, or oral to anal contact.
 - iii. Masturbation of the member by, or in the presence of, the child.
 - iv. Masturbation of the child by the member.
 - v. Encouragement of the child by the member to masturbate in the presence of the member.
- 2. A prohibited act involving child pornography.

Interpretation

(3) For greater certainty, nothing in subsections (1) and (2) affects the power of the Discipline Committee to reprimand a member or revoke a member's certificate under section 33 for committing any other act of professional misconduct.

Statement re impact of sexual abuse

(4) Before making an order under subsection (1) in relation to a finding of sexual abuse, the Discipline Committee shall consider any written statement that has been filed, and any oral statement that has been made to the Committee, describing the impact of the sexual abuse on the child.

Same

(5) The statement may be made by the child or by his or her representative.

Same

(6) The Discipline Committee shall not consider the statement unless a finding of an act of professional misconduct that is listed in subsection (2) has been made.

Notice to member

(7) When a written statement is filed, the Discipline Committee shall, as soon as possible, have copies of it provided to the member, to his or her counsel and to the College.

15. Subsection 34 (6) of the Act is repealed.

16. Subsection 35 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

graphe 33 (5), le comité de discipline doit, par ordonnance :

- a) exiger que le membre reçoive une réprimande de la part du comité;
- b) enjoindre au registrateur de révoquer tout certificat dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.

Idem

(2) Les actes suivants constituent des fautes professionnelles pour l'application du paragraphe (1) :

- 1. Les mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant s'ils consistaient en l'un ou l'autre des actes suivants, ou le comprenaient :
 - i. Des rapports sexuels.
 - ii. Un contact génito-génital, génito-anal, bucco-génital ou bucco-anal.
 - iii. La masturbation du membre par l'enfant ou en sa présence.
 - iv. La masturbation de l'enfant par le membre.
 - v. L'incitation, par le membre, de l'enfant à se masturber en présence du membre.
- 2. Un acte interdit impliquant de la pornographie juvénile.

Interprétation

(3) Il est entendu que les paragraphes (1) et (2) n'ont aucune incidence sur le pouvoir du comité de discipline de réprimander un membre ou de révoquer son certificat en vertu de l'article 33 pour avoir commis toute autre faute professionnelle.

Déclaration sur les effets des mauvais traitements d'ordre sexuel

(4) Avant de rendre une ordonnance aux termes du paragraphe (1) par rapport à une conclusion de mauvais traitements d'ordre sexuel, le comité de discipline tient compte de toute déclaration écrite déposée et de toute déclaration orale faite au comité au sujet des effets de ces mauvais traitements sur l'enfant.

Idem

(5) La déclaration peut être faite par l'enfant ou par son représentant.

Idem

(6) Le comité de discipline ne doit pas tenir compte de la déclaration à moins qu'il n'ait été conclu qu'une faute professionnelle énoncée au paragraphe (2) a été commise.

Avis donné au membre

(7) Lorsqu'une déclaration écrite est déposée, le comité de discipline veille à ce qu'une copie en soit remise, aussitôt que possible, au membre, à son avocat et à l'Ordre.

15. Le paragraphe 34 (6) de la Loi est abrogé.

16. Le paragraphe 35 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exclusion of public

(7) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing or any part of a hearing if, in the Committee's opinion, the possibility of serious harm or injustice to any person justifies a departure from the general principle that hearings should be open to the public.

17. The Act is amended by adding the following section:

Orders preventing public disclosure

35.1 (1) In situations under section 35 or 36 in which the Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing, the Committee may make orders it considers necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed at the hearing, including orders banning the publication or broadcasting of those matters.

Same, complaint resolution process

(2) In situations under section 33.1 in which the Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a meeting, the Committee may make orders it considers necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed during the complaint resolution process under subsection 33.1 (1), including orders banning the publication or broadcasting of those matters.

Witnesses, under 18 years

(3) The Discipline Committee shall make an order that no person shall publish the identity of, or any information that could disclose the identity of, any person who is under 18 years old and,

- (a) is a witness in a hearing;
- (b) is the subject of evidence in a hearing; or
- (c) is the subject of, or otherwise involved in, a matter referred to a complaint resolution process under subsection 33.1 (1).

Same, sexual abuse, sexual misconduct or child pornography

(4) If a matter disclosed at a hearing involves an allegation of sexual abuse of a child, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography, the Discipline Committee shall make an order that no person shall publish the identity of, or any information that could disclose the identity of, the person who was allegedly sexually abused or the subject of the misconduct or prohibited act, on the request of that person.

18. (1) Subsection 36 (1) of the Act is amended by adding "or as a result of a resolution adopted by the Committee under section 33.1" after "Discipline Committee".

(2) Subsection 36 (2) of the Act is amended by adding "or as a result of a resolution adopted by the Committee under section 33.1" after "Discipline Committee".

Exclusion du public

(7) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance excluant le public d'une audience ou d'une partie d'audience s'il est d'avis que la possibilité qu'une personne subisse un préjudice ou une injustice grave justifie une dérogation au principe général de la publicité des audiences.

17. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Ordonnances interdisant la divulgation

35.1 (1) Dans les situations visées à l'article 35 ou 36 dans lesquelles il peut rendre une ordonnance excluant le public d'une audience, le comité de discipline peut rendre les ordonnances qu'il estime nécessaires pour empêcher la divulgation au public des questions révélées à l'audience, et notamment en interdire la publication ou la diffusion.

Idem : processus de règlement des plaintes

(2) Dans les situations visées à l'article 33.1 dans lesquelles il peut rendre une ordonnance excluant le public d'une réunion, le comité de discipline peut rendre les ordonnances qu'il estime nécessaires pour empêcher la divulgation au public des questions révélées au cours du processus de règlement des plaintes mentionné au paragraphe 33.1 (1), et notamment en interdire la publication ou la diffusion.

Témoins de moins de 18 ans

(3) Le comité de discipline rend une ordonnance portant que nul ne doit publier l'identité d'une personne de moins de 18 ans, ni aucun renseignement susceptible de révéler son identité, si la personne, selon le cas :

- a) témoigne à une audience;
- b) fait l'objet d'éléments de preuve à une audience;
- c) est visée, directement ou indirectement, par une question renvoyée à un processus de règlement des plaintes en vertu du paragraphe 33.1 (1).

Idem : mauvais traitements d'ordre sexuel, inconduite sexuelle ou pornographie juvénile

(4) Si une question révélée à une audience porte sur une allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant, d'inconduite sexuelle ou d'acte interdit impliquant de la pornographie juvénile, le comité de discipline rend une ordonnance portant que nul ne doit publier l'identité de la présumée victime, ni aucun renseignement susceptible de révéler son identité, sur demande de celle-ci.

18. (1) Le paragraphe 36 (1) de la Loi est modifié par insertion de «ou d'un règlement adopté par le comité en vertu de l'article 33.1» après «le comité de discipline».

(2) Le paragraphe 36 (2) de la Loi est modifié par insertion de «ou d'un règlement adopté par le comité en vertu de l'article 33.1» après «le comité de discipline».

(3) Section 36 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, sexual abuse, etc.

(4.1) Despite subsections (3) and (4), if a person has had a certificate revoked for committing an act of professional misconduct that involved sexual abuse of a child, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography, an application under subsection (1) to have a new certificate issued shall not be made earlier than five years from the date of the order under section 33 that revoked the certificate.

(4) Subsection 36 (9) of the Act is repealed and the following substituted:

Open or closed hearings

(9) A hearing of the Discipline Committee under this section shall be open to the public unless,

- (a) the proceeding referred to in subsection (1) or (2) that resulted in the person's certificate being revoked, suspended or subject to terms, conditions or limitations was closed to the public; or
- (b) the Committee makes an order under subsection (9.1).

Exclusion of public

(9.1) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing or any part of a hearing if, in the Committee's opinion, the possibility of serious harm or injustice to any person justifies a departure from the general principle that hearings should be open to the public.

Orders preventing public disclosure

(9.2) For greater certainty, the Discipline Committee may make an order described in section 35.1 in relation to a hearing under this Part.

(5) Subsection 36 (14) of the Act is amended by striking out "Subsections (1) to (13)" at the beginning and substituting "Subsections (1) to (8) and (10) to (13)".

(6) Section 36 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, closed hearings

(15) A hearing of the Fitness to Practise Committee under this section shall be closed to the public unless the applicant requests otherwise, in which case the hearing shall be open to the public and subsection (9.1) applies with necessary modifications.

19. Section 37 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, sexual abuse, etc.

(2) If a person has had a certificate revoked for committing an act of professional misconduct that involved sexual abuse of a child, sexual misconduct or a prohibited act involving child pornography, an order under para-

(3) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : mauvais traitements d'ordre sexuel et autres

(4.1) Malgré les paragraphes (3) et (4), si un certificat d'une personne a été révoqué pour cause de faute professionnelle comportant des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant, une inconduite sexuelle ou un acte interdit impliquant de la pornographie juvénile, la demande prévue au paragraphe (1) en vue d'obtenir la délivrance d'un nouveau certificat ne peut être présentée moins de cinq ans après la date de l'ordonnance rendue en vertu de l'article 33 qui a révoqué le certificat.

(4) Le paragraphe 36 (9) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Audiences publiques ou à huis clos

(9) L'audience que tient le comité de discipline en application du présent article est ouverte au public sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) l'instance visée au paragraphe (1) ou (2) à la suite de laquelle le certificat de la personne a été révoqué, suspendu ou assorti de conditions ou de restrictions était à huis clos;
- b) le comité rend une ordonnance en vertu du paragraphe (9.1).

Exclusion du public

(9.1) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance excluant le public d'une audience ou d'une partie d'audience s'il est d'avis que la possibilité qu'une personne subisse un préjudice ou une injustice grave justifie une dérogation au principe général de la publicité des audiences.

Ordonnances interdisant la divulgation

(9.2) Il est entendu que le comité de discipline peut rendre une ordonnance visée à l'article 35.1 concernant une audience tenue dans le cadre de la présente partie.

(5) Le paragraphe 36 (14) de la Loi est modifié par remplacement de «Les paragraphes (1) à (13)» par «Les paragraphes (1) à (8) et (10) à (13)» au début du paragraphe.

(6) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : huis clos

(15) L'audience que tient le comité d'aptitude professionnelle en application du présent article se tient à huis clos sauf demande à l'effet contraire de l'auteur de la demande, auquel cas elle est ouverte au public et le paragraphe (9.1) s'applique avec les adaptations nécessaires.

19. L'article 37 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : mauvais traitements d'ordre sexuel et autres

(2) Si un certificat d'une personne a été révoqué pour cause de faute professionnelle comportant des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant, une inconduite sexuelle ou un acte interdit impliquant de la porno-

graph 1 of subsection (1) shall not be made earlier than five years from the date of the order under section 33 that revoked the certificate.

20. Section 39 of the Act is amended by adding the following subsections:

Emergencies

- (2.1) The Registrar may appoint an investigator if,
- (a) the Registrar believes on reasonable and probable grounds that the conduct of the member exposes or is likely to expose one or more children to harm or injury, and that the investigator should be appointed immediately; and
 - (b) there is not time to seek approval from the Executive Committee.

Report

(2.2) Where an investigator has been appointed under subsection (2.1), the Registrar shall report the appointment of the investigator to the Executive Committee within five days.

21. (1) Section 43 of the Act is amended by adding the following paragraphs:

- 0.1 prescribing acts and conduct for the purposes of the definition of “professional misconduct” in section 1;
- 2.1 respecting the qualification of Council members who are elected;
- 2.2 prescribing conditions disqualifying elected members of the Council from sitting on the Council and governing the removal of disqualified Council members;
- 2.3 respecting conflict of interest rules for members of the Council, for members of committees and for officers and employees of the College;
- 2.4 respecting the membership and practices and procedures of the committees required by subsection 19 (1), including,
 - i. the number of members to be appointed to each committee,
 - ii. the terms of office of those members,
 - iii. the conditions disqualifying members of the College from sitting on those committees,
 - iv. the removal of disqualified committee members, and
 - v. the quorum of those committees;
- 2.5 respecting the membership, powers, duties and practices and procedures of committees other than those required by subsection 19 (1), including,

graphie juvénile, l'ordonnance prévue à la disposition 1 du paragraphe (1) ne peut être rendue moins de cinq ans après la date de celle rendue en vertu de l'article 33 qui a révoqué le certificat.

20. L'article 39 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Situations d'urgence

- (2.1) Le registrateur peut nommer un enquêteur si :
- a) d'une part, il a des motifs raisonnables et probables de croire que la conduite du membre expose ou exposera vraisemblablement un ou plusieurs enfants à un préjudice ou à des blessures et que l'enquêteur devrait être nommé immédiatement;
 - b) d'autre part, il n'a pas le temps d'obtenir l'approbation du bureau.

Rapport

(2.2) Lorsqu'un enquêteur a été nommé en vertu du paragraphe (2.1), le registrateur le signale au bureau dans les cinq jours qui suivent.

21. (1) L'article 43 de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

- 0.1 prescrire des actes et des conduites pour l'application de la définition de «faute professionnelle» à l'article 1;
- 2.1 traiter des qualifications des membres du conseil qui sont élus;
- 2.2 prescrire les conditions qui rendent les membres élus du conseil inhabiles à y siéger et régir la destitution des membres du conseil jugés inhabiles;
- 2.3 traiter des règles applicables aux membres du conseil, aux membres des comités ainsi qu'aux dirigeants et employés de l'Ordre en ce qui concerne les conflits d'intérêts;
- 2.4 traiter de la composition et des règles de pratique et de procédure des comités exigés par le paragraphe 19 (1), notamment :
 - i. le nombre de membres qui doivent être nommés à chaque comité,
 - ii. le mandat de ces membres,
 - iii. les conditions qui rendent les membres de l'Ordre inhabiles à siéger à ces comités,
 - iv. la destitution des membres d'un comité jugés inhabiles,
 - v. le quorum de ces comités;
- 2.5 traiter de la composition, des pouvoirs et fonctions et des règles de pratique et de procédure des comités autres que ceux exigés par le paragraphe 19 (1), notamment :

*Amendments to the
Early Childhood Educators Act, 2007*

*Modifications de la Loi de 2007 sur les éducatrices
et les éducateurs de la petite enfance*

- i. the number of members to be appointed to each committee,
- ii. the terms of office of those members,
- iii. the conditions disqualifying members of the College from sitting on those committees,
- iv. the removal of disqualified committee members, and
- v. the quorum for those committees;

(2) Paragraph 8 of subsection 43 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 8. governing requirements relating to members' learning plans, ongoing education and continuous professional learning, and providing for the establishment by the College of requirements respecting continuous professional learning;
- 8.1 governing the process by which members' compliance with requirements referred to in paragraph 8 is determined, including requiring members to provide information and documents to the Registrar for the purpose;
- 8.2 prescribing circumstances in which a member is exempt from continuous professional learning requirements;
- 8.3 respecting the dissemination of information respecting requirements relating to members' learning plans, ongoing education and continuous professional learning;
- 8.4 respecting the development, provision and accreditation of educational programs leading to qualifications of members additional to those required for a certificate of registration, and providing for those additional qualifications to be indicated on a certificate of registration or for certificates to be issued for such additional qualifications;

(3) Paragraph 9 of subsection 43 (1) of the Act is amended by adding "or revoking" after "suspending".

(4) Paragraph 11 of subsection 43 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 11. governing a determination made by the Complaints Committee under clause 31 (2) (c) that a complaint does not warrant further investigation or it is not in the public interest to investigate a complaint further, including prescribing circumstances or conditions in which such a determination may be made;
- 11.1 governing the circumstances in which the Complaints Committee may extend the time period for a member, and prescribing the maximum number of days by which that time period may be extended, for the purposes of subsection 31 (4);
- 11.2 setting out requirements respecting the complaint resolution process under subsection 31.1 (1) or

- i. le nombre de membres qui doivent être nommés à chaque comité,
- ii. le mandat de ces membres,
- iii. les conditions qui rendent les membres de l'Ordre inhabiles à siéger à ces comités,
- iv. la destitution des membres d'un comité jugés inhabiles,
- v. le quorum de ces comités;

(2) La disposition 8 du paragraphe 43 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 8. régir les exigences relatives aux plans de perfectionnement des membres, à l'éducation permanente et au perfectionnement professionnel continu, et prévoir l'établissement par l'Ordre d'exigences à l'égard du perfectionnement professionnel continu;
- 8.1 régir la procédure permettant de déterminer si les membres satisfont aux exigences visées à la disposition 8, notamment exiger que les membres fournissent des renseignements et des documents au registrateur à cette fin;
- 8.2 prescrire les circonstances dans lesquelles un membre est exempté des exigences relatives au perfectionnement professionnel continu;
- 8.3 traiter de la diffusion de renseignements sur les exigences relatives aux plans de perfectionnement des membres, à l'éducation permanente et au perfectionnement professionnel continu;
- 8.4 traiter de l'élaboration, de la prestation et de l'agrément de programmes de formation permettant aux membres d'obtenir des qualifications additionnelles à celles exigées pour un certificat d'inscription, et prévoir que ces qualifications additionnelles soient inscrites sur un certificat d'inscription ou que des certificats soient délivrés pour ces qualifications additionnelles;

(3) La disposition 9 du paragraphe 43 (1) de la Loi est modifiée par insertion de «ou la révocation» après «la suspension» et par remplacement de «continue» par «permanente» à la fin de la disposition.

(4) La disposition 11 du paragraphe 43 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 11. régir la décision prise par le comité des plaintes en application de l'alinéa 31 (2) c) selon laquelle une plainte ne nécessite pas d'examen plus poussé ou qu'il n'est pas dans l'intérêt public de poursuivre l'enquête, notamment prescrire les circonstances ou les conditions dans lesquelles une telle décision peut être prise;
- 11.1 régir les circonstances dans lesquelles le comité des plaintes peut proroger le délai accordé à un membre et prescrire le nombre de jours maximal dont il peut être prorogé, pour l'application du paragraphe 31 (4);
- 11.2 établir des exigences concernant les processus de règlement des plaintes mentionnés aux paragraphes

33.1 (1) and otherwise governing the processes, including,

- i. governing a determination made by the Registrar under clause 31.1 (1) (a) or under an authorization under subsection 33.1 (13), including prescribing factors that the Registrar shall consider and factors that the Registrar shall not consider in making the determination,
- ii. prescribing timelines for the complaint resolution processes,
- iii. prescribing circumstances in which the resolution of a matter that has been referred to a complaint resolution process shall be considered to have failed for the purposes of subsections 31.1 (8) and 33.1 (5),
- iv. governing the circumstances in which a person who made or participated in a decision or referral for the purposes of subsection 31.1 (4) or 33.1 (1) or (2) may be a member of a panel that makes a decision in respect of the matter under section 31 or subsection 33.1 (2), or hears and determines the matter under section 33, as the case may be,
- v. prescribing limitations for the purposes of subparagraph 2 iii of subsection 33.1 (13);

11.3 requiring that a panel of a committee established to hear or review a matter relating to a member of the College who is employed as a supervisor must include a member who is employed as a supervisor;

11.4 prescribing restrictions on a member's duties for the purposes of clause 49.1 (8) (c);

11.5 governing the removal of decisions and resolutions that the College has published on a website under subsection 49 (4), for the purposes of clause 49 (7) (b);

11.6 prescribing employers for the purposes of subsection 49.4 (2);

11.7 designating persons or bodies for the purposes of subsection 51.1 (3);

(5) Paragraph 17 of subsection 43 (1) of the Act is repealed.

22. (1) Paragraphs 6, 7, 12, 15 and 16 of subsection 44 (1) of the Act are repealed.

(2) Paragraph 21 of subsection 44 (1) of the Act is amended by striking out "and information that may be removed from the register" at the end.

(3) Subsection 44 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

21.1 subject to subsection 29 (2.5), authorizing the removal of information described in clauses 29 (2) (b.2), (b.3), (b.4), (b.5), (b.6) or (d.1) from the register;

31.1 (1) et 33.1 (1) et régir autrement ces processus, notamment :

- i. régir la décision prise par le registrateur en vertu de l'alinéa 31.1 (1) a) ou en vertu d'une autorisation visée au paragraphe 33.1 (13), notamment prescrire les facteurs dont il doit ou non tenir compte pour prendre une telle décision,
- ii. prescrire les délais applicables aux processus,
- iii. prescrire les circonstances dans lesquelles le règlement d'une question qui a été renvoyée à un processus de règlement des plaintes doit être considéré comme ayant échoué pour l'application des paragraphes 31.1 (8) et 33.1 (5),
- iv. régir les circonstances dans lesquelles une personne qui a pris une décision ou effectué un renvoi pour l'application du paragraphe 31.1 (4) ou 33.1 (1) ou (2), ou qui y a participé, peut faire partie d'un sous-comité qui prend une décision à l'égard de la question dans le cadre de l'article 31 ou du paragraphe 33.1 (2) ou entend et tranche la question dans le cadre de l'article 33, selon le cas,
- v. prescrire des restrictions pour l'application de la sous-disposition 2 iii du paragraphe 33.1 (13);

11.3 exiger que le sous-comité d'un comité constitué pour entendre ou examiner une question relative à un membre de l'Ordre employé comme superviseur comprenne un membre employé à ce même poste;

11.4 prescrire les restrictions dont les fonctions d'un membre sont assorties pour l'application de l'alinéa 49.1 (8) c);

11.5 régir la suppression de décisions et de règlements que l'Ordre a publiés sur un site Web en vertu du paragraphe 49 (4), pour l'application de l'alinéa 49 (7) b);

11.6 prescrire des employeurs pour l'application du paragraphe 49.4 (2);

11.7 désigner des personnes ou des organismes pour l'application du paragraphe 51.1 (3);

(5) La disposition 17 du paragraphe 43 (1) de la Loi est abrogée.

22. (1) Les dispositions 6, 7, 12, 15 et 16 du paragraphe 44 (1) de la Loi sont abrogées.

(2) La disposition 21 du paragraphe 44 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «et ceux qui peuvent en être supprimés» à la fin de la disposition.

(3) Le paragraphe 44 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

21.1 sous réserve du paragraphe 29 (2.5), autoriser la suppression du tableau des renseignements indiqués à l'alinéa 29 (2) b.2), b.3), b.4), b.5), b.6) ou d.1);

23. (1) Clause 45 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) designating persons or bodies for the purposes of section 50.1;
- (d.1) providing for any transitional matters the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of the amendments to this Act made by the *Child Care Modernization Act, 2013*;

(2) Section 45 of the Act is amended by adding the following subsection:

Regulations — transition

(3) A regulation made under clause (1) (d.1) may provide that it applies despite this Act.

24. The Act is amended by adding the following section:

Official publication

48.1 The College shall establish and maintain an official publication of the College.

25. Section 49 of the Act is repealed and the following substituted:

Publication requirements

Publication on website

49. (1) The College shall publish the following on its website:

1. Every decision of the Discipline Committee and its reasons.
2. Every resolution adopted by the Discipline Committee under section 33.1.
3. If a resolution adopted by the Complaints Committee under section 31.1 provides for publication of the resolution, a summary of the resolution, or a part of the resolution on the College's website, the resolution, summary or part.

Publication in official publication of the College

(2) The College shall publish the following in the official publication of the College:

1. A summary of every decision of the Discipline Committee and a summary of its reasons.
2. A summary of every resolution adopted by the Discipline Committee under section 33.1.
3. If a resolution adopted by the Complaints Committee under section 31.1 provides for publication of the resolution, a summary of the resolution, or a part of the resolution in the official publication of the College, the resolution, summary or part.
4. A determination by the Fitness to Practise Committee that an allegation of incapacity was unfounded, on the request of the member against whom the allegation was made.

23. (1) L'alinéa 45 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) désigner des personnes ou des organismes pour l'application de l'article 50.1;
- d.1) prévoir les questions transitoires qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour la mise en application des modifications apportées à la présente loi par la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*;

(2) L'article 45 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Règlements : questions transitoires

(3) Un règlement pris en vertu de l'alinéa (1) d.1) peut prévoir qu'il s'applique malgré la présente loi.

24. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Publication officielle

48.1 L'Ordre crée une publication officielle permanente.

25. L'article 49 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exigences en matière de publication

Publication sur le site Web

49. (1) L'Ordre publie ce qui suit sur son site Web :

1. Chaque décision du comité de discipline, accompagnée de ses motifs.
2. Chaque règlement adopté par le comité de discipline en vertu de l'article 33.1.
3. Si un règlement adopté par le comité des plaintes en vertu de l'article 31.1 prévoit la publication du règlement ou d'un résumé ou d'une partie de celui-ci sur le site Web de l'Ordre, le règlement, le résumé ou la partie.

Publication dans une publication officielle de l'Ordre

(2) L'Ordre publie ce qui suit dans sa publication officielle :

1. Un résumé de chaque décision du comité de discipline ainsi que des motifs de la décision.
2. Un résumé de chaque règlement adopté par le comité de discipline en vertu de l'article 33.1.
3. Si un règlement adopté par le comité des plaintes en vertu de l'article 31.1 prévoit la publication du règlement ou d'un résumé ou d'une partie de celui-ci dans la publication officielle de l'Ordre, le règlement, le résumé ou la partie.
4. Une décision du comité d'aptitude professionnelle selon laquelle une allégation d'incapacité n'était pas fondée, sur demande du membre en cause.

Exception, unfounded allegations

(3) Despite paragraphs 1 and 2 of subsection (2), if the Discipline Committee determines, or adopts a resolution that provides, that an allegation of professional misconduct or incompetence was unfounded, the College shall only publish the summary described in paragraph 1 or 2 of subsection (2) in its official publication on the request of the member against whom the allegation was made.

Other publications

(4) The College may publish anything set out in subsection (1), in detail or in summary, in any manner or medium that the College considers appropriate, other than in its official publication.

Publication of member's name

(5) For greater certainty, for the purposes of paragraphs 1 and 2 of subsection (1) and paragraphs 1 and 2 of subsection (2), the College shall publish the name of the member who is the subject of the matter.

No publication of specified information

(6) Despite anything in this section, the College shall not publish any information that violates an order made under section 35.1 respecting the publication of information.

Removal of information

(7) If a notation of a decision or resolution is removed from the register, the College shall remove the decision or the resolution,

- (a) from its website; and
- (b) from any other website on which it has published the information under subsection (4), if required by and in accordance with the regulations.

Employer reports re termination, etc.

49.1 (1) An employer of a member of the College who terminates the member's employment, suspends the member or imposes restrictions on the member's duties for reasons of professional misconduct shall file with the Registrar within 30 days after the termination, suspension or restriction a written report setting out the reasons.

Same

(2) If an employer of a member intended to terminate the member's employment, to suspend the member or to impose restrictions on the member's duties for reasons of professional misconduct but the employer did not do so because the member resigned, the employer shall file with the Registrar within 30 days after the resignation a written report setting out the reasons on which the employer had intended to act.

Same

(3) If a member resigns while his or her employer is engaged in an investigation into allegations of an act or omission by the member that would, if proven, have caused the employer to terminate the member's employment, to suspend the member or to impose restrictions on the member's duties for reasons of professional misconduct,

Exception : allégations non fondées

(3) Malgré les dispositions 1 et 2 du paragraphe (2), si le comité de discipline prend une décision ou adopte un règlement portant qu'une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence n'était pas fondée, l'Ordre publie uniquement le résumé mentionné à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (2) dans sa publication officielle sur demande du membre en cause.

Autres publications

(4) L'Ordre peut publier tout document visé au paragraphe (1), de façon détaillée ou sommaire, de toute manière ou par tout moyen que l'Ordre juge approprié, ailleurs que dans sa publication officielle.

Publication du nom du membre

(5) Il est entendu, pour l'application des dispositions 1 et 2 du paragraphe (1) et des dispositions 1 et 2 du paragraphe (2), que l'Ordre doit publier le nom du membre visé par la question.

Aucune publication de renseignements déterminés

(6) Malgré les autres dispositions du présent article, l'Ordre ne doit publier aucun renseignement qui enfreint une ordonnance rendue en vertu de l'article 35.1 concernant la publication de renseignements.

Suppression de renseignements

(7) Si l'indication d'une décision ou d'un règlement est supprimée du tableau, l'Ordre supprime la décision ou le règlement :

- a) de son site Web;
- b) de tout autre site Web sur lequel il a publié les renseignements en vertu du paragraphe (4), conformément aux règlements, le cas échéant.

Rapports de l'employeur : cessation d'emploi ou autre

49.1 (1) L'employeur d'un membre de l'Ordre qui met fin à l'emploi de celui-ci, le suspend ou assortit ses fonctions de restrictions pour cause de faute professionnelle dépose auprès du registrateur, dans les 30 jours suivant la cessation d'emploi, la suspension ou l'imposition de restrictions, un rapport écrit énonçant les motifs de sa décision.

Idem

(2) L'employeur d'un membre qui avait l'intention de mettre fin à l'emploi de celui-ci, de le suspendre ou d'assortir ses fonctions de restrictions pour cause de faute professionnelle, mais qui ne l'a pas fait parce que le membre a démissionné, dépose auprès du registrateur, dans les 30 jours suivant la démission, un rapport écrit énonçant les motifs justifiant son intention d'agir.

Idem

(3) Si un membre démissionne pendant que son employeur mène une enquête à propos d'allégations concernant un acte ou une omission du membre qui, s'ils étaient prouvés, contraindraient l'employeur à mettre fin à l'emploi du membre, à le suspendre ou à assortir ses fonctions de restrictions pour cause de faute professionnelle,

*Amendments to the
Early Childhood Educators Act, 2007*

*Modifications de la Loi de 2007 sur les éducatrices
et les éducateurs de la petite enfance*

duct, the employer shall file with the Registrar within 30 days after the resignation a written report stating the nature of the allegations being investigated.

Same

(4) Where an employer files a report with the Registrar under subsection (1), (2) or (3), the employer shall,

- (a) at the same time, provide the member with a copy of the report; and
- (b) within 30 days of filing the report, provide the Registrar with any additional information that the employer has that relates to the member's professional misconduct.

Same

(5) If, after receiving the information under clause (4) (b), the Registrar requests that the employer provide the Registrar with more information that relates to the member's professional misconduct, the employer shall do so within 15 days of receiving the request.

Registrar to report back

(6) Where an employer makes a report to the Registrar under subsection (1), (2) or (3), the Registrar shall, as soon as is reasonably possible, provide the employer with a written report respecting the action, if any, taken by the Registrar in response to the employer's report.

Same

(7) The following are the employers who shall receive the report referred to in subsection (6):

1. An employer who employs the member at the time the report referred to in subsection (6) is made.
2. The employer who made the report respecting the member under subsection (1), (2) or (3).

Restrictions

(8) For the purposes of this section, restrictions on a member's duties include,

- (a) restrictions on a member's eligibility to practise without supervision;
- (b) restrictions on the services or activities described in section 2 that the member may engage in; or
- (c) any other restriction prescribed by the regulations.

Interpretation

(9) The requirement to report under subsections (1), (2) and (3) applies to all terminations, suspensions and restrictions imposed in the circumstances described in those subsections, regardless of the length or severity of the penalty.

Same

(10) For greater certainty, this section does not apply in the case of suspensions or restrictions imposed on a member's duties for reasons other than professional misconduct.

l'employeur dépose auprès du registrateur, dans les 30 jours suivant la démission, un rapport écrit établissant la nature des allégations qui font l'objet de l'enquête.

Idem

(4) S'il dépose un rapport auprès du registrateur en application du paragraphe (1), (2) ou (3), l'employeur :

- a) en remet simultanément une copie au membre;
- b) dans les 30 jours du dépôt du rapport, remet au registrateur tout autre renseignement en sa possession concernant la faute professionnelle commise par le membre.

Idem

(5) Si, après avoir reçu les renseignements visés à l'alinéa (4) b), le registrateur demande à l'employeur de lui fournir d'autres renseignements concernant la faute professionnelle commise par le membre, l'employeur doit le faire dans les 15 jours de la réception de la demande.

Rapport du registrateur

(6) Lorsqu'un employeur fait un rapport au registrateur en application du paragraphe (1), (2) ou (3), ce dernier lui remet à son tour un rapport écrit dès que raisonnablement possible concernant les mesures qu'il a prises le cas échéant en réponse au rapport de l'employeur.

Idem

(7) Les employeurs qui doivent recevoir le rapport visé au paragraphe (6) sont les suivants :

1. Un employeur qui emploie le membre au moment où le rapport visé au paragraphe (6) est fait.
2. L'employeur qui a fait le rapport à l'égard du membre en application du paragraphe (1), (2) ou (3).

Restrictions

(8) Pour l'application du présent article, les restrictions dont les fonctions d'un membre sont assorties sont notamment :

- a) des restrictions quant à son droit d'exercer sans supervision;
- b) des restrictions quant aux services ou activités visés à l'article 2 auxquels il peut participer;
- c) toute autre restriction prescrite par les règlements.

Interprétation

(9) L'obligation de déposer un rapport prévue par les paragraphes (1), (2) et (3) s'applique à toutes les cessations d'emploi, suspensions et restrictions imposées dans les circonstances visées par ces paragraphes, quelle que soit la durée ou la gravité de la pénalité.

Idem

(10) Il est entendu que le présent article ne s'applique pas dans le cas de suspensions ou de restrictions imposées aux fonctions d'un membre pour des raisons autres que la faute professionnelle.

Employer reports re certain offences, conduct

49.2 (1) An employer shall report to the Registrar in writing when the employer becomes aware that a member of the College who is or has been employed by the employer as an early childhood educator,

- (a) has been charged with or convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) involving sexual conduct and minors;
- (b) has been charged with or convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) that, in the opinion of the employer, indicates that a child may be at risk of harm or injury; or
- (c) has engaged in conduct or taken action that, in the opinion of the employer, should be reviewed by a committee of the College.

Timing of report

(2) The employer shall report to the Registrar within 30 days after becoming aware of the charge, conviction, conduct or action unless the employer has reasonable grounds to believe that the member will continue to sexually abuse a child, or that the misconduct, incompetence or incapacity of the member is likely to expose a child to harm or injury and there is urgent need for intervention, in which case the report must be filed forthwith.

Same

(3) Where an employer reports to the Registrar under subsection (1), the employer shall,

- (a) at the same time, provide the member with a copy of the report; and
- (b) within 30 days of making the report, provide the Registrar with any additional information that the employer has that relates to the charge, conviction, conduct or action.

Same

(4) If, after receiving the information under subsection (3), the Registrar requests that the employer provide the Registrar with more information that relates to the charge, conviction, conduct or action, the employer shall do so within 15 days of receiving the request.

Further reports

(5) An employer who makes a report under subsection (1) respecting a charge or conviction shall promptly report to the Registrar in writing if the employer becomes aware that the charge was withdrawn, the member was discharged following a preliminary inquiry, the charge was stayed, or the member was acquitted.

Referral to committee

(6) If the Registrar receives a report from an employer under subsection (1), the Registrar shall immediately refer the matter to the appropriate committee.

Rapport de l'employeur sur certaines infractions et conduites

49.2 (1) L'employeur fait un rapport écrit au registraire lorsqu'il apprend qu'un membre de l'Ordre qui est ou a été employé par lui à titre d'éducateur de la petite enfance :

- a) soit a été accusé ou déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) liée à un comportement d'ordre sexuel et à des mineurs;
- b) soit a été accusé ou déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) qui, de l'avis de l'employeur, donne à penser qu'un enfant pourrait être exposé à un préjudice ou à des blessures;
- c) soit s'est conduit ou a agi d'une façon qui, de l'avis de l'employeur, devrait être examinée par un comité de l'Ordre.

Délai de dépôt du rapport

(2) L'employeur fait un rapport au registraire au plus tard 30 jours après avoir appris l'existence de l'accusation, de la déclaration de culpabilité, de la conduite ou de l'acte à moins d'avoir des motifs raisonnables de croire que le membre continuera d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel à un enfant ou encore que l'inconduite, l'incompétence ou l'incapacité du membre exposera vraisemblablement un enfant à un préjudice ou à des blessures et qu'une intervention d'urgence s'impose, auquel cas le rapport doit être déposé sans délai.

Idem

(3) S'il fait un rapport au registraire en application du paragraphe (1), l'employeur :

- a) en remet simultanément une copie au membre;
- b) dans les 30 jours du dépôt du rapport, remet au registraire tout autre renseignement en sa possession concernant l'accusation, la déclaration de culpabilité, la conduite ou l'acte.

Idem

(4) Si, après avoir reçu les renseignements visés au paragraphe (3), le registraire demande à l'employeur de lui fournir d'autres renseignements concernant l'accusation, la déclaration de culpabilité, la conduite ou l'acte, l'employeur doit le faire dans les 15 jours de la réception de la demande.

Rapports supplémentaires

(5) L'employeur qui fait un rapport concernant une accusation ou une déclaration de culpabilité en application du paragraphe (1) fait promptement un rapport écrit au registraire s'il apprend que l'accusation a été retirée, que le membre a été libéré à la suite d'une enquête préliminaire, que les procédures ont été arrêtées ou que le membre a été acquitté.

Renvoi à un comité

(6) S'il reçoit un rapport d'un employeur en application du paragraphe (1), le registraire renvoie immédiatement la question au comité approprié.

Registrar to report back

(7) Where an employer makes a report to the Registrar under subsection (1), the Registrar shall, as soon as is reasonably possible, provide the employer with a written report respecting the action taken by the Registrar in response to the employer's report.

Same

(8) The following are the employers who shall receive the report referred to in subsection (7):

1. An employer who employs the member at the time the report referred to in subsection (7) is made.
2. The employer who made the report respecting the member under subsection (1).

College reports to employers

49.3 (1) The College shall provide the employers listed in subsection (2) with information respecting certain decisions and orders under this Act in accordance with the following rules:

1. If a decision respecting a member of the College is made under subsection 31 (5), the Registrar shall provide the documents referred to in subsection 31 (7) to the employer.
2. If an order respecting a member is made under subsection 32 (3), the Registrar shall provide a copy of the order to the employer.
3. If an order respecting a member is made under section 33 or 34, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee, as the case may be, shall provide the employer with the same material as is served on the parties under subsection 35 (15).
4. If a decision respecting a member is made under section 36, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee, as the case may be, shall provide the employer with the same material as is served on the parties under subsection 36 (13) or (14).
5. If an order respecting a member is made under section 37, the Registrar shall provide a copy of the order to the member's employer.
6. If a court order respecting a member is made under section 38, the Registrar shall provide a copy of the order, with reasons, if any, to the member's employer.

Employers

(2) The following are the employers who shall receive the information referred to in subsection (1):

1. An employer who employs the member at the time the relevant decision or order referred to in subsection (1) was made, if the College has knowledge of that employment.
2. The employer who made a report respecting the member under section 49.1 or 49.2, if the subject of the report is related to the decision or order referred to in subsection (1).

Rapport du registraire

(7) Lorsqu'un employeur fait un rapport au registraire en application du paragraphe (1), ce dernier lui remet à son tour un rapport écrit dès que raisonnablement possible concernant les mesures qu'il a prises en réponse au rapport de l'employeur.

Idem

(8) Les employeurs qui doivent recevoir le rapport visé au paragraphe (7) sont les suivants :

1. Un employeur qui emploie le membre au moment où le rapport visé au paragraphe (7) est fait.
2. L'employeur qui a fait le rapport à l'égard du membre en application du paragraphe (1).

Rapport de l'Ordre aux employeurs

49.3 (1) L'Ordre fournit aux employeurs énumérés au paragraphe (2) les renseignements concernant certaines décisions et ordonnances rendues dans le cadre de la présente loi, conformément aux règles suivantes :

1. Lorsqu'une décision concernant un membre de l'Ordre est rendue en application du paragraphe 31 (5), le registraire remet à l'employeur les documents visés au paragraphe 31 (7).
2. Lorsqu'une ordonnance concernant un membre est rendue en vertu du paragraphe 32 (3), le registraire en remet une copie à l'employeur.
3. Lorsqu'une ordonnance concernant un membre est rendue en application de l'article 33 ou 34, le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle, selon le cas, remet à l'employeur les mêmes documents que ceux signifiés aux parties en application du paragraphe 35 (15).
4. Lorsqu'une décision concernant un membre est rendue en vertu de l'article 36, le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle, selon le cas, remet à l'employeur les mêmes documents que ceux signifiés aux parties en application du paragraphe 36 (13) ou (14).
5. Lorsqu'une ordonnance concernant un membre est rendue en vertu de l'article 37, le registraire en remet une copie à l'employeur du membre.
6. Lorsqu'une ordonnance judiciaire concernant un membre est rendue en vertu de l'article 38, le registraire en remet une copie, accompagnée des motifs, s'il en est, à l'employeur du membre.

Employeurs

(2) Les employeurs suivants sont ceux qui doivent recevoir les renseignements visés au paragraphe (1) :

1. L'employeur qui employait le membre au moment où la décision ou l'ordonnance pertinente visée au paragraphe (1) a été rendue, si l'Ordre a connaissance de cet emploi.
2. L'employeur qui a fait un rapport concernant le membre en application de l'article 49.1 ou 49.2, si l'objet du rapport est lié à la décision ou à l'ordonnance visée au paragraphe (1).

26. (1) The following apply with respect to the application of subsections (2) to (4):

1. Subsections (2) and (3) apply if, on the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* has not been repealed by section 1 of Schedule B.
2. Subsection (4) applies if, on or before the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B.

(2) The Act is amended by adding the following section:

Application

49.4 (1) Sections 49.1, 49.2 and 49.3 apply to a private-home day care agency that arranges for the provision of private-home day care or in-home services and the person who provides the care or services, except that a reference to an employer in those sections shall be read as a reference to the private-home day care agency.

Parents as employers

- (2) Sections 49.1, 49.2 and 49.3 do not apply to,
- (a) an employer in respect of a member who provides care in the circumstances prescribed by the regulations, if the employer is the child's parent; or
 - (b) a prescribed employer.

Definitions

(3) In this section, "private-home day care" "private-home day care agency" and "in-home services", have the same meaning as in the *Day Nurseries Act*.

(3) On the day the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B, section 49.4 of the Act, as enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted:

Application of s. 49.1, 49.2 and 49.3

49.4 (1) Sections 49.1, 49.2 and 49.3 apply to a home child care agency that arranges for the provision of home child care or in-home services and the person who provides the care or services, except that a reference to an employer in those sections shall be read as a reference to the home child care agency.

Parents as employers

- (2) Sections 49.1, 49.2 and 49.3 do not apply to,
- (a) an employer in respect of a member who provides temporary care for or supervision of a child, if the employer is the child's parent; or
 - (b) a prescribed employer.

Definitions

(3) In this section, "home child care", "home child care agency", "in-home services", "parent" and "temporary

26. (1) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard de l'application des paragraphes (2) à (4) :

1. Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent si, le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* n'a pas été abrogée par l'article 1 de l'annexe B.
2. Le paragraphe (4) s'applique si, au plus tard le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* est abrogée par l'article 1 de l'annexe B.

(2) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Application

49.4 (1) Les articles 49.1, 49.2 et 49.3 s'appliquent à une agence de garde d'enfants en résidence privée qui organise la prestation de services de garde d'enfants en résidence privée ou de services à domicile et à la personne qui fournit les services. Toutefois, la mention d'un employeur dans ces articles vaut mention de l'agence de garde d'enfants en résidence privée.

Parents comme employeurs

- (2) Les articles 49.1, 49.2 et 49.3 ne s'appliquent pas :
- a) à un employeur à l'égard d'un membre qui fournit des services de garde dans les circonstances prescrites par les règlements, si l'employeur est le parent de l'enfant;
 - b) à un employeur prescrit.

Définitions

(3) Au présent article, «agence de garde d'enfants en résidence privée», «garde d'enfants en résidence privée» et «services à domicile» s'entendent au sens de la *Loi sur les garderies*.

(3) Le jour de l'abrogation de la *Loi sur les garderies* par l'article 1 de l'annexe B, l'article 49.4 de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application des art. 49.1, 49.2 et 49.3

49.4 (1) Les articles 49.1, 49.2 et 49.3 s'appliquent à une agence de services de garde en milieu familial qui organise la prestation de services de garde en milieu familial ou de services à domicile et à la personne qui fournit les services. Toutefois, la mention d'un employeur dans ces articles vaut mention de l'agence de services de garde en milieu familial.

Parents comme employeurs

- (2) Les articles 49.1, 49.2 et 49.3 ne s'appliquent pas :
- a) à un employeur à l'égard d'un membre qui assure la garde ou la surveillance temporaire d'un enfant, si l'employeur est le parent de l'enfant;
 - b) à un employeur prescrit.

Définitions

(3) Au présent article, «agence de services de garde en milieu familial», «garde ou surveillance temporaire d'un

*Amendments to the
Early Childhood Educators Act, 2007*

*Modifications de la Loi de 2007 sur les éducatrices
et les éducateurs de la petite enfance*

care for or supervision of a child” have the same meaning as in the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

(4) The Act is amended by adding the following section:

Application of s. 49.1, 49.2 and 49.3

49.4 (1) Sections 49.1, 49.2 and 49.3 apply to a home child care agency that arranges for the provision of home child care or in-home services and the person who provides the care or services, except that a reference to an employer in those sections shall be read as a reference to the home child care agency.

Parents as employers

- (2) Sections 49.1, 49.2 and 49.3 do not apply to,
- (a) an employer in respect of a member who provides temporary care for or supervision of a child, if the employer is the child’s parent; or
 - (b) a prescribed employer.

Definitions

(3) In this section, “home child care”, “home child care agency”, “in-home services”, “parent” and “temporary care for or supervision of a child” have the same meaning as in the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

27. The Act is amended by adding the following section:

Duty to report person at risk

50.1 (1) If a person or body designated by the regulations suspects, on reasonable grounds, that there is a risk that a person is likely to suffer physical or emotional harm inflicted by a member of the College and believes, on reasonable grounds, that urgent disclosure is needed, the person or body shall immediately report the suspicion and the information on which it is based to the Registrar.

Disclosure of personal information

(2) A person or body may disclose such personal information, within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, as is reasonably necessary for the purpose of complying with subsection (1).

28. (1) The following apply with respect to the application of subsections (2) to (4):

1. Subsections (2) and (3) apply if, on the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* has not been repealed by section 1 of Schedule B.
2. Subsection (4) applies if, on or before the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B.

enfant», «parent», «services à domicile» et «services de garde en milieu familial» s’entendent au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*.

(4) La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Application des art. 49.1, 49.2 et 49.3

49.4 (1) Les articles 49.1, 49.2 et 49.3 s’appliquent à une agence de services de garde en milieu familial qui organise la prestation de services de garde en milieu familial ou de services à domicile et à la personne qui fournit les services. Toutefois, la mention d’un employeur dans ces articles vaut mention de l’agence de services de garde en milieu familial.

Parents comme employeurs

- (2) Les articles 49.1, 49.2 et 49.3 ne s’appliquent pas :
- a) à un employeur à l’égard d’un membre qui assure la garde ou la surveillance temporaire d’un enfant, si l’employeur est le parent de l’enfant;
 - b) à un employeur prescrit.

Définitions

(3) Au présent article, «agence de services de garde en milieu familial», «garde ou surveillance temporaire d’un enfant», «parent», «services à domicile» et «services de garde en milieu familial» s’entendent au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*.

27. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Obligation de signaler une personne à risque

50.1 (1) La personne ou l’organisme désigné par les règlements qui, en se fondant sur des motifs raisonnables, soupçonne qu’une personne risque vraisemblablement de subir un préjudice physique ou affectif infligé par un membre de l’Ordre et croit que la situation nécessite un signalement urgent fait part immédiatement au registraire de ses soupçons ainsi que des renseignements sur lesquels ils sont fondés.

Divulguation de renseignements personnels

(2) Une personne ou un organisme peut divulguer les renseignements personnels, au sens de l’article 38 de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée* et de l’article 28 de la *Loi sur l’accès à l’information municipale et la protection de la vie privée*, qui sont raisonnablement nécessaires afin de se conformer au paragraphe (1).

28. (1) Les règles suivantes s’appliquent à l’égard de l’application des paragraphes (2) à (4) :

1. Les paragraphes (2) et (3) s’appliquent si, le jour de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* n’a pas été abrogée par l’article 1 de l’annexe B.
2. Le paragraphe (4) s’applique si, au plus tard le jour de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* est abrogée par l’article 1 de l’annexe B.

(2) Subsection 51 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Confidentiality

(1) Every person employed, retained or appointed for the purposes of the administration of this Act and every member of a Council or committee of the College shall keep confidential all information that comes to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any information to any other person except,

- (a) in connection with the administration of this Act, the *Education Act* or the *Day Nurseries Act*, including, without limiting the generality of this, in connection with anything relating to the registration of members, complaints about members, allegations of members' incapacity, incompetence or acts of professional misconduct or the governing of the profession;
- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates;
- (d) to the extent that the information is available to the public under this Act;
- (e) to a peace officer or a law enforcement agency, in order to aid an investigation undertaken with a view to a law enforcement proceeding or from which a law enforcement proceeding is likely to result;
- (f) to a body that governs a profession inside or outside of Ontario; or
- (g) as otherwise required by law.

(3) On the day the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B, subsection 51 (1) of the Act, as re-enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted:

Confidentiality

(1) Every person employed, retained or appointed for the purposes of the administration of this Act and every member of a Council or committee of the College shall keep confidential all information that comes to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any information to any other person except,

- (a) in connection with the administration of this Act, the *Education Act* or the *Child Care and Early Years Act, 2013*, including, without limiting the generality of this, in connection with anything relating to the registration of members, complaints about members, allegations of members' incapacity, incompetence or acts of professional misconduct or the governing of the profession;
- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates;

(2) Le paragraphe 51 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Secret professionnel

(1) Quiconque est employé ou nommé pour appliquer la présente loi ou dont les services sont retenus à cette fin, ainsi que les membres d'un conseil ou d'un comité de l'Ordre, préservent le caractère confidentiel des renseignements venant à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et ne doivent rien en divulguer à qui que ce soit, sauf :

- a) dans le cadre de l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'éducation* ou de la *Loi sur les garderies*, notamment de tout ce qui se rapporte à l'inscription des membres, aux plaintes concernant les membres, aux allégations d'incapacité, d'incompétence ou de faute professionnelle de la part des membres ou à la régie de la profession;
- b) à leur avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;
- d) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi;
- e) à un agent de la paix ou à un organisme d'exécution de la loi, afin de faciliter une enquête menée en vue d'une procédure d'application de la loi ou qui aboutira vraisemblablement à une telle procédure;
- f) à un organisme qui régit une profession en Ontario ou ailleurs;
- g) si la loi l'exige par ailleurs.

(3) Le jour de l'abrogation de la *Loi sur les garderies* par l'article 1 de l'annexe B, le paragraphe 51 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Secret professionnel

(1) Quiconque est employé ou nommé pour appliquer la présente loi ou dont les services sont retenus à cette fin, ainsi que les membres d'un conseil ou d'un comité de l'Ordre, préservent le caractère confidentiel des renseignements venant à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et ne doivent rien en divulguer à qui que ce soit, sauf :

- a) dans le cadre de l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'éducation* ou de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*, notamment de tout ce qui se rapporte à l'inscription des membres, aux plaintes concernant les membres, aux allégations d'incapacité, d'incompétence ou de faute professionnelle de la part des membres ou à la régie de la profession;
- b) à leur avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;

- (d) to the extent that the information is available to the public under this Act;
- (e) to a peace officer or a law enforcement agency, in order to aid an investigation undertaken with a view to a law enforcement proceeding or from which a law enforcement proceeding is likely to result;
- (f) to a body that governs a profession inside or outside of Ontario; or
- (g) as otherwise required by law.

(4) Subsection 51 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Confidentiality

(1) Every person employed, retained or appointed for the purposes of the administration of this Act and every member of a Council or committee of the College shall keep confidential all information that comes to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any information to any other person except,

- (a) in connection with the administration of this Act, the *Education Act* or the *Child Care and Early Years Act, 2013*, including, without limiting the generality of this, in connection with anything relating to the registration of members, complaints about members, allegations of members' incapacity, incompetence or acts of professional misconduct or the governing of the profession;
- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates;
- (d) to the extent that the information is available to the public under this Act;
- (e) to a peace officer or a law enforcement agency, in order to aid an investigation undertaken with a view to a law enforcement proceeding or from which a law enforcement proceeding is likely to result;
- (f) to a body that governs a profession inside or outside of Ontario; or
- (g) as otherwise required by law.

(5) Subsection 51 (2) of the Act is repealed.

(6) Subsection 51 (3) of the Act is amended by striking out "clause (1) (d)" and substituting "clause (1) (e)".

(7) Subsection 51 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

No requirement

(4) Nothing in clause (1) (e) shall require a person described in subsection (1) to disclose information to a peace officer or a law enforcement agency, unless the information is required to be produced under a warrant.

- d) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi;
- e) à un agent de la paix ou à un organisme d'exécution de la loi, afin de faciliter une enquête menée en vue d'une procédure d'application de la loi ou qui aboutira vraisemblablement à une telle procédure;
- f) à un organisme qui régit une profession en Ontario ou ailleurs;
- g) si la loi l'exige par ailleurs.

(4) Le paragraphe 51 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Secret professionnel

(1) Quiconque est employé ou nommé pour appliquer la présente loi ou dont les services sont retenus à cette fin, ainsi que les membres d'un conseil ou d'un comité de l'Ordre, préservent le caractère confidentiel des renseignements venant à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et ne doivent rien en divulguer à qui que ce soit, sauf :

- a) dans le cadre de l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'éducation* ou de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*, notamment de tout ce qui se rapporte à l'inscription des membres, aux plaintes concernant les membres, aux allégations d'incapacité, d'incompétence ou de faute professionnelle de la part des membres ou à la régie de la profession;
- b) à leur avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;
- d) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi;
- e) à un agent de la paix ou à un organisme d'exécution de la loi, afin de faciliter une enquête menée en vue d'une procédure d'application de la loi ou qui aboutira vraisemblablement à une telle procédure;
- f) à un organisme qui régit une profession en Ontario ou ailleurs;
- g) si la loi l'exige par ailleurs.

(5) Le paragraphe 51 (2) de la Loi est abrogé.

(6) Le paragraphe 51 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «l'alinéa (1) d)» par «l'alinéa (1) e)».

(7) Le paragraphe 51 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Aucune obligation de divulgation

(4) L'alinéa (1) e) n'a pas pour effet d'exiger d'une personne visée au paragraphe (1) qu'elle divulgue des renseignements à un agent de la paix ou à un organisme d'exécution de la loi à moins qu'ils ne doivent être produits en vertu d'un mandat.

(8) Section 51 of the Act is amended by adding the following subsection:

Definition

(7) In this section,
 “law enforcement” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

29. (1) The following apply with respect to the application of subsections (2) to (4):

1. Subsections (2) and (3) apply if, on the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* has not been repealed by section 1 of Schedule B.
2. Subsection (4) applies if, on or before the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B.

(2) The Act is amended by adding the following section:

Information and disclosure

Disclosure by Minister

51.1 (1) The Minister may provide to the College information, including personal information, in respect of its members, former members and applicants for membership if, in the Minister’s opinion, the information is necessary for the College to carry out its duty and objects.

Disclosure to Minister

(2) The Minister may require the College to provide to him or her such information, including personal information, in respect of its members, former members and applicants for membership, as is necessary in the Minister’s opinion for the purposes related to his or her powers and duties under this Act, the *Education Act* or the *Day Nurseries Act*.

Disclosure to College

(3) For the purpose of carrying out its objects, the College may require the employer or any other person or body designated by the regulations to provide the College with information, including personal information, in respect of members of the College, and the employer, person or body shall provide such information.

Limits on collection and use

(4) The College shall not collect or use more personal information under subsection (3) than is reasonably necessary to meet the purpose of the collection or use.

Definition

(5) In this section,
 “personal information” has the same meaning as in section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

(8) L’article 51 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Définition

(7) La définition qui suit s’applique au présent article.
 «exécution de la loi» S’entend au sens de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*.

29. (1) Les règles suivantes s’appliquent à l’égard de l’application des paragraphes (2) à (4) :

1. Les paragraphes (2) et (3) s’appliquent si, le jour de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* n’a pas été abrogée par l’article 1 de l’annexe B.
2. Le paragraphe (4) s’applique si, au plus tard le jour de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* est abrogée par l’article 1 de l’annexe B.

(2) La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Renseignements et divulgation

Divulgation par le ministre

51.1 (1) Le ministre peut fournir des renseignements à l’Ordre, y compris des renseignements personnels, à l’égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d’une demande d’adhésion s’il estime que ces renseignements sont nécessaires pour que l’Ordre puisse s’acquitter de ses obligations et poursuivre ses objets.

Divulgation au ministre

(2) Le ministre peut exiger de l’Ordre qu’il lui fournisse les renseignements, y compris les renseignements personnels, à l’égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d’une demande d’adhésion qui lui sont nécessaires, à son avis, aux fins liées aux pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi, la *Loi sur l’éducation* ou la *Loi sur les garderies*.

Divulgation à l’Ordre

(3) Pour réaliser ses objets, l’Ordre peut exiger de l’employeur ou des autres personnes ou organismes désignés par les règlements qu’ils lui fournissent des renseignements, y compris des renseignements personnels, à l’égard de ses membres. L’employeur, la personne ou l’organisme fournit alors ces renseignements.

Restrictions : collecte et utilisation

(4) L’Ordre ne doit pas recueillir ni utiliser plus de renseignements personnels en vertu du paragraphe (3) qu’il n’est raisonnablement nécessaire pour réaliser la fin visée.

Définition

(5) La définition qui suit s’applique au présent article.
 «renseignements personnels» S’entend au sens de l’article 38 de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée* et de l’article 28 de la *Loi sur l’accès à l’information municipale et la protection de la vie privée*.

(3) On the day the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B, section 51.1 of the Act, as enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted:

Information and disclosure

Disclosure by Minister

51.1 (1) The Minister may provide to the College information, including personal information, in respect of its members, former members and applicants for membership if, in the Minister's opinion, the information is necessary for the College to carry out its duty and objects.

Disclosure to Minister

(2) The Minister may require the College to provide to him or her such information, including personal information, in respect of its members, former members and applicants for membership, as is necessary in the Minister's opinion for the purposes related to his or her powers and duties under this Act, the *Education Act* or the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

Disclosure to College

(3) For the purpose of carrying out its objects, the College may require the employer or any other person or body designated by the regulations to provide the College with information, including personal information, in respect of members of the College, and the employer, person or body shall provide such information.

Limits on collection and use

(4) The College shall not collect or use more personal information under subsection (3) than is reasonably necessary to meet the purpose of the collection or use.

Definition

(5) In this section, "personal information" has the same meaning as in section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

(4) The Act is amended by adding the following section:

Information and disclosure

Disclosure by Minister

51.1 (1) The Minister may provide to the College information, including personal information, in respect of its members, former members and applicants for membership if, in the Minister's opinion, the information is necessary for the College to carry out its duty and objects.

Disclosure to Minister

(2) The Minister may require the College to provide to him or her such information, including personal information, in respect of its members, former members and

(3) Le jour de l'abrogation de la *Loi sur les garderies* par l'article 1 de l'annexe B, l'article 51.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Renseignements et divulgation

Divulgation par le ministre

51.1 (1) Le ministre peut fournir des renseignements à l'Ordre, y compris des renseignements personnels, à l'égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d'une demande d'adhésion s'il estime que ces renseignements sont nécessaires pour que l'Ordre puisse s'acquitter de ses obligations et poursuivre ses objets.

Divulgation au ministre

(2) Le ministre peut exiger de l'Ordre qu'il lui fournisse les renseignements, y compris les renseignements personnels, à l'égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d'une demande d'adhésion qui lui sont nécessaires, à son avis, aux fins liées aux pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi, la *Loi sur l'éducation* ou la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*.

Divulgation à l'Ordre

(3) Pour réaliser ses objets, l'Ordre peut exiger de l'employeur ou des autres personnes ou organismes désignés par les règlements qu'ils lui fournissent des renseignements, y compris des renseignements personnels, à l'égard de ses membres. L'employeur, la personne ou l'organisme fournit alors ces renseignements.

Restrictions : collecte et utilisation

(4) L'Ordre ne doit pas recueillir ni utiliser plus de renseignements personnels en vertu du paragraphe (3) qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour réaliser la fin visée.

Définition

(5) La définition qui suit s'applique au présent article.
«renseignements personnels» S'entend au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

(4) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Renseignements et divulgation

Divulgation par le ministre

51.1 (1) Le ministre peut fournir des renseignements à l'Ordre, y compris des renseignements personnels, à l'égard de ses membres, de ses anciens membres et des auteurs d'une demande d'adhésion s'il estime que ces renseignements sont nécessaires pour que l'Ordre puisse s'acquitter de ses obligations et poursuivre ses objets.

Divulgation au ministre

(2) Le ministre peut exiger de l'Ordre qu'il lui fournisse les renseignements, y compris les renseignements personnels, à l'égard de ses membres, de ses anciens

applicants for membership, as is necessary in the Minister's opinion for the purposes related to his or her powers and duties under this Act, the *Education Act* or the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

Disclosure to College

(3) For the purpose of carrying out its objects, the College may require the employer or any other person or body designated by the regulations to provide the College with information, including personal information, in respect of members of the College, and the employer, person or body shall provide such information.

Limits on collection and use

(4) The College shall not collect or use more personal information under subsection (3) than is reasonably necessary to meet the purpose of the collection or use.

Definition

(5) In this section, "personal information" has the same meaning as in section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and section 28 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

30. (1) Subsection 57 (1) of the Act is amended by striking out "\$2,000" and substituting "\$5,000" and by striking out "\$5,000" and substituting "\$10,000".

(2) Subsection 57 (2) of the Act is amended by striking out "\$5,000" at the end and substituting "\$10,000".

(3) Subsection 57 (3) of the Act is amended by striking out "\$5,000" at the end and substituting "\$10,000".

(4) Subsection 57 (4) of the Act is amended by striking out "\$5,000" at the end and substituting "\$10,000".

(5) Subsection 57 (5) of the Act is amended by striking out "\$5,000" at the end and substituting "\$25,000".

31. Section 58 of the Act is repealed and the following substituted:

Transition: *Child Care Modernization Act, 2013*

Definition

58. (1) In this section,

"commencement date" means the day section 31 of Schedule C to the *Child Care Modernization Act, 2013* comes into force.

Exemption from requirement to hold certificate of registration

(2) If, on the commencement date, a person described in subsection 3 (3) is engaged in activities that are part of the practice of early childhood education, the person continues to be exempt under subsection 3 (2) from the re-

membres et des auteurs d'une demande d'adhésion qui lui sont nécessaires, à son avis, aux fins liées aux pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi, la *Loi sur l'éducation* ou la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*.

Divulgence à l'Ordre

(3) Pour réaliser ses objets, l'Ordre peut exiger de l'employeur ou des autres personnes ou organismes désignés par les règlements qu'ils lui fournissent des renseignements, y compris des renseignements personnels, à l'égard de ses membres. L'employeur, la personne ou l'organisme fournit alors ces renseignements.

Restrictions : collecte et utilisation

(4) L'Ordre ne doit pas recueillir ni utiliser plus de renseignements personnels en vertu du paragraphe (3) qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour réaliser la fin visée.

Définition

(5) La définition qui suit s'applique au présent article. «renseignements personnels» S'entend au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

30. (1) Le paragraphe 57 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «2 000 \$» par «5 000 \$» et par remplacement de «5 000 \$» par «10 000 \$».

(2) Le paragraphe 57 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «5 000 \$» par «10 000 \$» à la fin du paragraphe.

(3) Le paragraphe 57 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «5 000 \$» par «10 000 \$» à la fin du paragraphe.

(4) Le paragraphe 57 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «5 000 \$» par «10 000 \$» à la fin du paragraphe.

(5) Le paragraphe 57 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «5 000 \$» par «25 000 \$» à la fin du paragraphe.

31. L'article 58 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Disposition transitoire : *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*

Définition

58. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«date de référence» Jour de l'entrée en vigueur de l'article 31 de l'annexe C de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*.

Dispense de l'obligation d'être titulaire d'un certificat d'inscription

(2) La personne visée au paragraphe 3 (3) qui, à la date de référence, se livre à des activités qui font partie de l'exercice de la profession d'éducateur de la petite enfance continue d'être dispensée, au titre du paragraphe 3

quirement to hold a certificate of registration until the day before the first anniversary of the commencement date.

Suspensions

(3) The entitlement under subsection 30 (3) to have a suspension removed from a certificate of registration does not apply in respect of suspensions that occurred before the commencement date, and the Registrar may not revoke a suspended certificate of registration under subsection 30 (4) if the suspension occurred before that day.

Matters begun before commencement date

(4) If, before the commencement date, a complaint was made under subsection 31 (1) or an application was made under subsection 36 (1) or (2), the following rules apply:

1. The complaint shall not be refused for being manifestly without substance or made for an improper purpose or for a reason set out in clause 31 (2) (c).
2. The amendments made by Schedule C to the *Child Care Modernization Act, 2013* to subsections 29 (2) and (2.5) of this Act, apply to the matter, unless before the commencement date an order has been made in respect of the matter under subsection 33 (4), 34 (3) or 36 (6).
3. Unless before the commencement date an order has been made in respect of the matter under subsection 33 (4), 34 (3) or 36 (6), in dealing with the matter, the Registrar or a committee, as the case may be, shall apply the amendments made by Schedule C to the *Child Care Modernization Act, 2013* to Parts IV, V and VI of this Act to the extent possible, but are not required to,
 - i. return to an earlier stage or repeat earlier steps in dealing with the matter, or
 - ii. change any determination or decision that was made before the commencement date.
4. Paragraph 3 does not apply for the purposes of section 33.2 and subsections 36 (4.1) and 37 (2).
5. Despite paragraph 3, subsection 31 (4.1) does not apply in the case of explanations or representations that were submitted under clause 31 (3) (b) before the commencement date.
6. Despite paragraph 3, section 31.2 does not apply to the matter.
7. Section 49 applies to the matter, unless before the commencement date an order has been made in respect of the matter under subsection 33 (4), 34 (3) or 36 (6).

Register

(5) For the purposes of clauses 29 (2) (b), (b.1) and (d.1), the register is not required to contain the following information, other than such information that the register was required to contain before the commencement date:

(2), de l'obligation d'être titulaire d'un certificat d'inscription jusqu'au jour qui précède le premier anniversaire de la date de référence.

Suspensions

(3) Le droit de faire annuler la suspension d'un certificat d'inscription en vertu du paragraphe 30 (3) ne s'applique pas à l'égard des suspensions antérieures à la date de référence et le registrateur ne peut pas révoquer un certificat d'inscription suspendu en vertu du paragraphe 30 (4) si la suspension est antérieure à ce jour.

Questions introduites avant la date de référence

(4) Si, avant la date de référence, une plainte a été déposée aux termes du paragraphe 31 (1) ou une demande présentée en vertu du paragraphe 36 (1) ou (2), les règles suivantes s'appliquent :

1. La plainte ne doit pas être refusée du fait qu'elle est manifestement dénuée de fondement ou est déposée dans un but illégitime ou pour un motif énoncé à l'alinéa 31 (2) c).
2. Les modifications apportées par l'annexe C de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants* aux paragraphes 29 (2) et (2.5) de la présente loi, s'appliquent à la question, sauf si une ordonnance a été rendue à l'égard de la question en vertu du paragraphe 33 (4), 34 (3) ou 36 (6) avant la date de référence.
3. Sauf si une ordonnance a été rendue à l'égard de la question en vertu du paragraphe 33 (4), 34 (3) ou 36 (6) avant la date de référence, lorsqu'il traite la question, le registrateur ou un comité, selon le cas, applique dans la mesure du possible les modifications apportées par l'annexe C de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants* aux parties IV, V et VI de la présente loi sans toutefois être obligé :
 - i. soit de revenir à un stade antérieur ou de répéter des étapes antérieures pour traiter la question,
 - ii. soit de modifier une décision prise avant la date de référence.
4. La disposition 3 ne s'applique pas dans le cadre de l'article 33.2 et des paragraphes 36 (4.1) et 37 (2).
5. Malgré la disposition 3, le paragraphe 31 (4.1) ne s'applique pas dans le cas des explications ou des observations qui ont été présentées aux termes de l'alinéa 31 (3) b) avant la date de référence.
6. Malgré la disposition 3, l'article 31.2 ne s'applique pas à la question.
7. L'article 49 s'applique à la question sauf si une ordonnance a été rendue à l'égard de la question en vertu du paragraphe 33 (4), 34 (3) ou 36 (6) avant la date de référence.

Tableau

(5) Pour l'application des alinéas 29 (2) b), b.1) et d.1), le tableau n'a pas à contenir les renseignements suivants sauf ceux qu'il devait contenir avant la date de référence :

1. Terms, conditions or limitations imposed on a certificate before the commencement date.
2. Restrictions imposed on a member's eligibility to practise before the commencement date.
3. Information about criminal proceedings that was provided to the Registrar before the commencement date.

Same

(6) Clause 29 (2.2) (a) applies for the purposes of any terms, conditions or limitations imposed on a certificate that the register contained on the commencement date.

Section 33.2 re sexual abuse

(7) Section 33.2 does not apply to an act of professional misconduct that involved sexual abuse of a child, as described in paragraph 1 of subsection 33.2 (2), that occurred before the commencement date.

Subsections 36 (4.1) and 37 (2) re application for reinstatement and sexual abuse

(8) Subsections 36 (4.1) and 37 (2) do not apply to an act of professional misconduct that involved sexual abuse of a child that occurred before the commencement date.

Sections 49.1, 49.2 and 49.3 re employer reports

(9) Sections 49.1, 49.2 and 49.3 do not apply to a report made under the predecessors to those sections before the commencement date.

Offences

(10) The amendments made by Schedule C to the *Child Care Modernization Act, 2013* to section 57 of this Act do not apply to contraventions that occurred before the commencement date.

32. Part XI (sections 59 to 68) of the Act is repealed.**Commencement**

33. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

1. Les conditions ou les restrictions dont un certificat a été assorti avant la date de référence.
2. Les restrictions au droit d'exercer du membre qui ont été imposées avant la date de référence.
3. Les renseignements concernant des instances criminelles qui ont été fournis au registrateur avant la date de référence.

Idem

(6) L'alinéa 29 (2.2) a) s'applique aux fins des conditions ou des restrictions dont est assorti un certificat et que le tableau contenait à la date de référence.

Art. 33.2 : mauvais traitements d'ordre sexuel

(7) L'article 33.2 ne s'applique pas à une faute professionnelle comportant des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant énoncés à la disposition 1 du paragraphe 33.2 (2) qui a été commise avant la date de référence.

Par. 36 (4.1) et 37 (2) : demande de remise en vigueur et mauvais traitements d'ordre sexuel

(8) Les paragraphes 36 (4.1) et 37 (2) ne s'appliquent pas à une faute professionnelle comportant des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un enfant qui a été commise avant la date de référence.

Art. 49.1, 49.2 et 49.3 : rapports de l'employeur

(9) Les articles 49.1, 49.2 et 49.3 ne s'appliquent pas à un rapport fait en application des articles qu'ils remplacent avant la date de référence.

Infractions

(10) Les modifications apportées par l'annexe C de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants* à l'article 57 de la présente loi ne s'appliquent pas aux contraventions qui se produisent avant la date de référence.

32. La partie XI (articles 59 à 68) de la Loi est abrogée.

Entrée en vigueur

33. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE D AMENDMENTS TO THE EDUCATION ACT

1. (1) The definition of “extended day program” in subsection 1 (1) of the *Education Act* is amended by adding “or 259.1” at the end.

(2) The definition of “third party program” in subsection 1 (1) of the Act is amended by adding “or 259.1” at the end.

2. (1) The following apply with respect to the application of subsections (2) to (4):

1. Subsections (2) and (3) apply if, on the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* has not been repealed by section 1 of Schedule B.
2. Subsection (4) applies if the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B on or before the day this subsection comes into force.

(2) Subsection 11 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

use of schools for child care programs

37. governing the amount or the method of determining the amount that may be charged by a board to operators of third party programs or child care programs for the use of school buildings or premises.

(3) On the day the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B, paragraph 37 of subsection 11 (1) of the Act, as enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted:

use of schools for child care programs

37. governing the amount or the method of determining the amount that may be charged by a board to operators of third party programs or child care and early years programs and services (within the meaning of the *Child Care and Early Years Act, 2013*) for the use of school buildings or premises.

(4) Subsection 11 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

use of schools for child care programs

37. governing the amount or the method of determining the amount that may be charged by a board to operators of third party programs or child care and early years programs and services (within the meaning of the *Child Care and Early Years Act, 2013*) for the use of school buildings or premises.

3. Paragraph 49 of subsection 171 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

child care centres

49. operate child care centres within the meaning of

ANNEXE D MODIFICATIONS DE LA LOI SUR L'ÉDUCATION

1. (1) La définition de «programme de jour prolongé» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'éducation* est modifiée par insertion de «ou 259.1» à la fin de la définition.

(2) La définition de «programme offert par un tiers» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par insertion de «ou 259.1» à la fin de la définition.

2. (1) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard de l'application des paragraphes (2) à (4) :

1. Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent si, le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* n'a pas été abrogée par l'article 1 de l'annexe B.
2. Le paragraphe (4) s'applique si la *Loi sur les garderies* est abrogée par l'article 1 de l'annexe B au plus tard le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

(2) Le paragraphe 11 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

utilisation des écoles pour des programmes de garde d'enfants

37. régir le montant ou le mode de calcul du montant que peut demander un conseil aux exploitants de programmes offerts par des tiers ou de programmes de garde d'enfants au titre de l'utilisation de bâtiments ou de locaux scolaires.

(3) Le jour de l'abrogation de la *Loi sur les garderies* par l'article 1 de l'annexe B, la disposition 37 du paragraphe 11 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par le paragraphe (2), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

utilisation des écoles pour des programmes de garde d'enfants

37. régir le montant ou le mode de calcul du montant que peut demander un conseil aux exploitants de programmes offerts par des tiers ou de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance, au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*, au titre de l'utilisation de bâtiments ou de locaux scolaires.

(4) Le paragraphe 11 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

utilisation des écoles pour des programmes de garde d'enfants

37. régir le montant ou le mode de calcul du montant que peut demander un conseil aux exploitants de programmes offerts par des tiers ou de programmes et de services pour la garde d'enfants et la petite enfance, au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*, au titre de l'utilisation de bâtiments ou de locaux scolaires.

3. La disposition 49 du paragraphe 171 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

centres de garde

49. exploiter des centres de garde au sens de la *Loi de*

the *Child Care and Early Years Act, 2013*, subject to that Act;

2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance, sous réserve de cette loi;

4. (1) The following apply with respect to the application of subsections (2) to (4):

4. (1) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard de l'application des paragraphes (2) à (4) :

1. Subsections (2) and (3) apply if, on the day this subsection comes into force, the *Day Nurseries Act* has not been repealed by section 1 of Schedule B.
2. Subsection (4) applies if the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B on or before the day this subsection comes into force.

1. Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent si, le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la *Loi sur les garderies* n'a pas été abrogée par l'article 1 de l'annexe B.
2. Le paragraphe (4) s'applique si la *Loi sur les garderies* est abrogée par l'article 1 de l'annexe B au plus tard le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

(2) Subsection 259 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Le paragraphe 259 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Third party programs

Programmes offerts par des tiers

(2) A board shall ensure that a third party program operated for the purposes of this section meets the following requirements:

(2) Le conseil veille à ce qu'un programme offert par un tiers qui fonctionne pour l'application du présent article satisfasse aux exigences suivantes :

1. The program must be a day nursery licensed under the *Day Nurseries Act*, or another program prescribed by the regulations made under this Part.
2. The program must be led by an early childhood educator or another person who an operator of a day nursery may employ for the purposes of subsection 59 (1) of Regulation 262 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 (General) made under the *Day Nurseries Act*.
3. The program must meet any conditions and criteria prescribed by the regulations, policies or guidelines made under this Part, including conditions and criteria related to programs or operators of programs.

1. Le programme est une garderie titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les garderies* ou un autre programme prescrit par les règlements pris en vertu de la présente partie.
2. Le programme est dirigé par un éducateur de la petite enfance ou une autre personne que l'exploitant d'une garderie peut employer pour l'application du paragraphe 59 (1) du Règlement 262 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 (Dispositions générales) pris en vertu de la *Loi sur les garderies*.
3. Le programme remplit les conditions et critères prescrits par les règlements pris ou les politiques ou lignes directrices établies en vertu de la présente partie, y compris les conditions et critères relatifs aux programmes ou aux exploitants de programmes.

(3) On the day the *Day Nurseries Act* is repealed by section 1 of Schedule B, subsection 259 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted:

(3) Le jour de l'abrogation de la *Loi sur les garderies* par l'article 1 de l'annexe B, le paragraphe 259 (2) de la Loi, tel qu'il est réédité par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Third party programs

Programmes offerts par des tiers

(2) A board shall ensure that a third party program operated for the purposes of this section meets the following requirements:

(2) Le conseil veille à ce qu'un programme offert par un tiers qui fonctionne pour l'application du présent article satisfasse aux exigences suivantes :

1. The program must be a child care centre licensed under the *Child Care and Early Years Act, 2013* or another program prescribed by the regulations made under this Part.
2. The program must be led by an early childhood educator or another person who meets the criteria of a person who the operator of a child care centre is required to employ as a child care provider, as set out in a regulation made under the *Child Care and Early Years Act, 2013*.
3. The program must meet any conditions and criteria prescribed by the regulations, policies or guidelines

1. Le programme est un centre de garde agréé en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance* ou un autre programme prescrit par les règlements pris en vertu de la présente partie.
2. Le programme est dirigé par un éducateur de la petite enfance ou une autre personne qui remplit les critères d'une personne que l'exploitant d'un centre de garde est tenu d'employer comme fournisseur de services de garde conformément à un règlement pris en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*.
3. Le programme remplit les conditions et critères prescrits par les règlements pris ou les politiques

made under this Part, including conditions and criteria related to programs or operators of programs.

(4) Subsection 259 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Third party programs

(2) A board shall ensure that a third party program operated for the purposes of this section meets the following requirements:

1. The program must be a child care centre licensed under the *Child Care and Early Years Act, 2013* or another program prescribed by the regulations made under this Part.
2. The program must be led by an early childhood educator or another person who meets the criteria of a person who the operator of a child care centre is required to employ as a child care provider, as set out in a regulation made under the *Child Care and Early Years Act, 2013*.
3. The program must meet any conditions and criteria prescribed by the regulations, policies or guidelines made under this Part, including conditions and criteria related to programs or operators of programs.

5. (1) Section 259.1 of the Act is repealed and the following substituted:

Third party programs

259.1 A board shall ensure that a third party program operated in a school of the board meets the following requirements:

1. The program must be a child care centre licensed under the *Child Care and Early Years Act, 2013* or another program prescribed by the regulations made under this Part.
2. The program must be led by an early childhood educator or another person who meets the criteria of a person who the operator of a child care centre is required to employ as a child care provider, as set out in a regulation made under the *Child Care and Early Years Act, 2013*.
3. The program must meet any conditions and criteria prescribed by the regulations, policies or guidelines made under this Part, including conditions and criteria related to programs or operators of programs.

(2) Section 259.1 of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

Extended day or third party programs: grade 1 to 6 pupils

259.1 (1) Subject to the regulations, policies and

ou lignes directrices établies en vertu de la présente partie, y compris les conditions et critères relatifs aux programmes ou aux exploitants de programmes.

(4) Le paragraphe 259 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Programmes offerts par des tiers

(2) Le conseil veille à ce qu'un programme offert par un tiers qui fonctionne pour l'application du présent article satisfasse aux exigences suivantes :

1. Le programme est un centre de garde agréé en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance* ou un autre programme prescrit par les règlements pris en vertu de la présente partie.
2. Le programme est dirigé par un éducateur de la petite enfance ou une autre personne qui remplit les critères d'une personne que l'exploitant d'un centre de garde est tenu d'employer comme fournisseur de services de garde conformément à un règlement pris en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*.
3. Le programme remplit les conditions et critères prescrits par les règlements pris ou les politiques ou lignes directrices établies en vertu de la présente partie, y compris les conditions et critères relatifs aux programmes ou aux exploitants de programmes.

5. (1) L'article 259.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Programmes offerts par des tiers

259.1 Le conseil veille à ce qu'un programme offert par un tiers qui fonctionne dans une de ses écoles satisfasse aux exigences suivantes :

1. Le programme est un centre de garde agréé en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance* ou un autre programme prescrit par les règlements pris en vertu de la présente partie.
2. Le programme est dirigé par un éducateur de la petite enfance ou une autre personne qui remplit les critères d'une personne que l'exploitant d'un centre de garde est tenu d'employer comme fournisseur de services de garde conformément à un règlement pris en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*.
3. Le programme remplit les conditions et critères prescrits par les règlements pris ou les politiques ou lignes directrices établies en vertu de la présente partie, y compris les conditions et critères relatifs aux programmes ou aux exploitants de programmes.

(2) L'article 259.1 de la Loi, tel qu'il est réédité par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Programmes de jour prolongé ou programmes offerts par des tiers : élèves de la 1^{re} à la 6^e année

259.1 (1) Sous réserve des règlements pris et des poli-

guidelines made under this Part, every board shall do one of the following on every school day, other than professional activity days, outside the time when classes are operated in the school, for pupils of each elementary school of the board who are enrolled in grades 1 to 6:

1. Operate an extended day program.
2. Ensure that a third party program is operated by a person or entity other than a board.

Third party programs

(2) A board shall ensure that a third party program operated for the purposes of this section meets the following requirements:

1. The program must either,
 - i. meet the requirements set out in subsection 259 (2) for a third party program operated for the purposes of subsection 259 (1), or
 - ii. be a program prescribed by the regulations made under this Part.
2. The program must meet any conditions and criteria prescribed by the regulations, policies or guidelines made under this Part, including conditions and criteria related to programs or operators of programs.

Same

(3) Two or more boards may enter into agreements for the purposes of subsection (4).

Same

(4) Subject to the regulations, policies and guidelines made under this Part, a board may do one of the following outside the time when classes are operated in the school, for pupils enrolled in a school of another board if the board has entered into an agreement with the other board to do so:

1. Operate an extended day program.
2. Ensure that a third party program is operated by a person or entity other than a board.

Same

(5) If an agreement under subsection (4) provides that the program will be operated on every school day, other than professional activity days, for pupils who are enrolled in grades 1 to 6 in a school of the other board, the other board is relieved of its obligations under subsection (1) with respect to the pupils enrolled in that school until,

- (a) the agreement is terminated or expires; or
- (b) if the program is a third party program, the program is terminated or ceases to operate.

tiques et lignes directrices établies en vertu de la présente partie, chaque conseil fait l'une ou l'autre des choses suivantes tous les jours de classe — à l'exclusion des journées pédagogiques —, en dehors des périodes pendant lesquelles il fait fonctionner des classes dans l'école, pour les élèves de chaque école élémentaire du conseil inscrits de la 1^{re} à la 6^e année :

1. Faire fonctionner un programme de jour prolongé.
2. Faire en sorte qu'une personne ou une entité autre qu'un conseil fasse fonctionner un programme offert par un tiers.

Programmes offerts par des tiers

(2) Le conseil veille à ce qu'un programme offert par un tiers qui fonctionne pour l'application du présent article satisfasse aux exigences suivantes :

1. Le programme :
 - i. soit satisfait aux exigences énoncées au paragraphe 259 (2) pour un programme offert par un tiers qui fonctionne pour l'application du paragraphe 259 (1),
 - ii. soit est un programme prescrit par les règlements pris en vertu de la présente partie.
2. Le programme remplit les conditions et critères prescrits par les règlements pris ou les politiques ou lignes directrices établies en vertu de la présente partie, y compris les conditions et critères relatifs aux programmes ou aux exploitants de programmes.

Idem

(3) Deux conseils ou plus peuvent conclure des ententes pour l'application du paragraphe (4).

Idem

(4) Sous réserve des règlements pris et des politiques et lignes directrices établies en vertu de la présente partie, le conseil peut faire l'une ou l'autre des choses suivantes, en dehors des périodes pendant lesquelles il fait fonctionner des classes dans l'école, pour les élèves inscrits dans une école d'un autre conseil s'il a conclu une entente à cette fin avec ce dernier :

1. Faire fonctionner un programme de jour prolongé.
2. Faire en sorte qu'une personne ou une entité autre qu'un conseil fasse fonctionner un programme offert par un tiers.

Idem

(5) Si une entente visée au paragraphe (4) prévoit que le programme fonctionnera tous les jours de classe — à l'exclusion des journées pédagogiques — pour les élèves inscrits de la 1^{re} à la 6^e année dans une école de l'autre conseil, ce dernier est dégagé des obligations que lui impose le paragraphe (1) à l'égard des élèves inscrits dans cette école jusqu'à ce que l'une ou l'autre des éventualités suivantes se produise :

- a) l'entente expire ou il y est mis fin;
- b) s'il s'agit d'un programme offert par un tiers, le programme cesse de fonctionner ou il y est mis fin.

No limitation of rights

(6) Subject to subsection (7), nothing in this section limits any right of a board to enter into an agreement with a person or entity to operate a program for pupils enrolled in a school of the board.

Conflict with subs. (1) program

(7) A board shall not enter into an agreement with a person or entity, other than a board, to operate a program for pupils enrolled in a school of the board that is of the same nature as a program operated under subsection (1).

6. (1) Subsection 259.3 (1) of the Act is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

Termination or cessation of third party program

(1) If a third party program operated in a school of a board under section 259, or operated for pupils enrolled in a school of a board under section 259.1, is terminated or ceases to operate during a school year, the following applies:

(2) Paragraph 1 of subsection 259.3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

1. The board is relieved of its obligations under subsection 259 (1) with respect to that school, or under subsection 259.1 (1) with respect to the pupils enrolled in that school, for seven days after the day the program is terminated or ceases to operate.

(3) Paragraph 2 of subsection 259.3 (1) of the Act is amended by adding "or 259.1 (1)" after "259 (1)" in the portion before subparagraph i.

(4) Subsection 259.3 (2) of the Act is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

Same, s. 259 (5) or 259.1 (5) agreement

(2) If a third party program operated under an agreement referred to in subsection 259 (5) or 259.1 (5) is terminated or ceases to operate during a school year, the following applies to the board that was relieved of its obligations under subsection 259 (5) or 259.1 (5), as the case may be:

(5) Paragraph 1 of subsection 259.3 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

1. The board continues to be relieved of its obligations under subsection 259 (1) with respect to the school, or under subsection 259.1 (1) with respect to the pupils enrolled in the school, in respect of which the agreement applies, for seven days after the day the program is terminated or ceases to operate.

Aucune restriction des droits

(6) Sous réserve du paragraphe (7), le présent article n'a pas pour effet de restreindre tout droit qu'a le conseil de conclure une entente avec une personne ou une entité afin de faire fonctionner un programme pour les élèves inscrits dans une de ses écoles.

Incompatibilité avec un programme visé au par. (1)

(7) Le conseil ne doit pas conclure une entente avec une personne ou une entité autre qu'un conseil afin de faire fonctionner pour les élèves inscrits dans une de ses écoles un programme qui est de même nature qu'un programme qui fonctionne au titre du paragraphe (1).

6. (1) Le paragraphe 259.3 (1) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède la disposition 1 par ce qui suit :

Fin du programme offert par un tiers

(1) Les règles suivantes s'appliquent lorsqu'un programme offert par un tiers qui fonctionne dans une école du conseil au titre de l'article 259, ou qui fonctionne pour les élèves inscrits dans une école du conseil au titre de l'article 259.1, cesse de fonctionner ou qu'il y est mis fin pendant l'année scolaire :

(2) La disposition 1 du paragraphe 259.3 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. Le conseil est dégagé des obligations que lui impose le paragraphe 259 (1) à l'égard de cette école ou le paragraphe 259.1 (1) à l'égard des élèves inscrits dans cette école, pendant sept jours après celui où le programme cesse de fonctionner ou où il y est mis fin.

(3) La disposition 2 du paragraphe 259.3 (1) de la Loi est modifiée par insertion de «ou 259.1 (1)» après «259 (1)» dans le passage qui précède la sous-disposition i.

(4) Le paragraphe 259.3 (2) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède la disposition 1 par ce qui suit :

Idem : entente visée au par. 259 (5) ou 259.1 (5)

(2) Les règles suivantes s'appliquent au conseil qui est dégagé des obligations que lui impose le paragraphe 259 (5) ou 259.1 (5), selon le cas, lorsqu'un programme offert par un tiers qui fonctionne aux termes d'une entente visée à l'un ou l'autre paragraphe cesse de fonctionner ou qu'il y est mis fin pendant l'année scolaire :

(5) La disposition 1 du paragraphe 259.3 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. Le conseil est toujours dégagé des obligations que lui impose le paragraphe 259 (1) à l'égard de l'école visée par l'entente, ou le paragraphe 259.1 (1) à l'égard des élèves inscrits dans cette école, pendant sept jours après celui où le programme cesse de fonctionner ou celui où il y est mis fin.

(6) Paragraph 2 of subsection 259.3 (2) of the Act is amended by adding “or 259.1 (1)” after “259 (1)” in the portion before subparagraph i.

7. Subsection 260.3 (3) of the Act is amended by,

- (a) striking out “whether in junior kindergarten, kindergarten or otherwise”; and
- (b) adding “or 259.1” at the end.

8. (1) Subsection 260.4.1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Policies and guidelines: extended day and third party programs

(1) The Minister may issue policies and guidelines, and require boards to comply with them,

- (a) respecting the schools at which a board is required and is not required to operate or ensure the operation of a program under subsection 259 (1);
- (b) respecting the schools in respect of which a board is required and is not required to operate or ensure the operation of a program under subsection 259.1 (1);
- (c) respecting the locations at which boards may or shall operate or ensure the operation of a program under subsection 259.1 (1);
- (d) authorizing boards to operate or ensure the operation of a program under subsection 259.1 (1) for pupils of more than one school of the board for the purposes of complying with its obligations under that subsection;
- (e) clarifying whether or not a program is of the same nature as a program operated under subsection 259 (1) or 259.1 (1), for the purposes of subsections 259 (7) and 259.1 (7);
- (f) governing the circumstances in which and the ways in which boards shall engage parents and other persons or entities that have an interest in the provision of extended day or third party programs in matters relating to the provision of those programs.

(2) Subsection 260.4.1 (2) of the Act is amended by striking out “in schools of the board” at the end.

9. (1) Clause 260.5 (2) (d) of the Act is amended by striking out “subsections 259 (1), (2) and (4)” and substituting “subsections 259 (1) and (4) and 259.1 (1) and (4)”.

(2) Subclause 260.5 (2) (f) (ii) of the Act is amended by adding “or 259.1 (4)” at the end.

(6) La disposition 2 du paragraphe 259.3 (2) de la Loi est modifiée par insertion de «ou 259.1 (1)» après «259 (1)» dans le passage qui précède la sous-disposition i.

7. Le paragraphe 260.3 (3) de la Loi est modifié :

- a) par suppression de «, que ce soit à la maternelle, au jardin d'enfants ou dans une autre classe»;;
- b) par insertion de «ou 259.1» à la fin du paragraphe.

8. (1) Le paragraphe 260.4.1 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Politiques et lignes directrices : programmes de jour prolongé et programmes offerts par des tiers

(1) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices aux fins suivantes et exiger que les conseils s'y conforment :

- a) traiter des écoles où les conseils sont tenus de faire fonctionner un programme au titre du paragraphe 259 (1) ou d'y assurer le fonctionnement d'un tel programme et celles où ce n'est pas obligatoire;
- b) traiter des écoles à l'égard desquelles les conseils sont tenus de faire fonctionner un programme au titre du paragraphe 259.1 (1) ou d'y assurer le fonctionnement d'un tel programme et celles à l'égard desquelles ce n'est pas obligatoire;
- c) traiter des endroits où les conseils peuvent ou doivent faire fonctionner un programme ou en assurer le fonctionnement au titre du paragraphe 259.1 (1);
- d) autoriser des conseils à faire fonctionner un programme ou à en assurer le fonctionnement au titre du paragraphe 259.1 (1) pour les élèves de plus d'une de ses écoles afin de s'acquitter des obligations que lui impose ce paragraphe;
- e) préciser si un programme est ou non de même nature qu'un programme qui fonctionne au titre du paragraphe 259 (1) ou 259.1 (1), pour l'application des paragraphes 259 (7) et 259.1 (7);
- f) régir les circonstances dans lesquelles les conseils doivent faire participer les parents et les autres personnes ou entités concernées par la prestation de programmes de jour prolongé ou de programmes offerts par des tiers aux questions relatives à la prestation de ces programmes, ainsi que les modalités de leur participation.

(2) Le paragraphe 260.4.1 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «dans les écoles du conseil ou le personnel dont le conseil a besoin pour ces programmes» par «ou le personnel nécessaire pour ces programmes».

9. (1) L'alinéa 260.5 (2) d) de la Loi est modifié par remplacement de «aux paragraphes 259 (1), (2) et (4)» par «aux paragraphes 259 (1) et (4) et 259.1 (1) et (4)».

(2) Le sous-alinéa 260.5 (2) f) (ii) de la Loi est modifié par insertion de «ou 259.1 (4)» à la fin du sous-alinéa.

(3) Clause 260.5 (2) (i) of the Act is amended by striking out “subsection 259 (2) or (4)” and substituting “subsection 259 (4) or subsection 259.1 (1) or (4)”.

10. Clause 260.5.1 (1) (b) of the Act is amended by striking out “paragraph 3 of section 259.1” and substituting “paragraph 3 of subsection 259 (2) or paragraph 2 of subsection 259.1 (2)”.

11. (1) Clause 260.5.2 (b) of the Act is amended by striking out “section 259.1” at the end and substituting “subsection 259 (2)”.

(2) Section 260.5.2 of the Act is amended by adding the following clause:

(c) prescribe programs for the purposes of subparagraph 1 i of subsection 259.1 (2).

12. Subsection 260.8 (1) of the Act is amended by adding “or the implementation of amendments to this Part” at the end.

13. (1) Subsections 266.2 (2) to (4) of the Act are repealed and the following substituted:

Same

(2) The persons and entities described in subsection (3) are authorized to collect personal information, directly or indirectly, and to use and disclose personal information, for the purposes of,

- (a) assigning Ontario education numbers under subsection (1); and
- (b) validating and updating the numbers and the personal information associated with them.

Same

(3) Subsection (2) applies to:

- 1. The Minister.
- 2. Prescribed educational and training institutions.
- 3. Prescribed persons.
- 4. Prescribed entities that co-ordinate a person's enrolment in or admission to a prescribed educational or training institution.

Same

(4) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply to a collection under subsection (2).

Same

(5) The disclosure of information under subsection (2) is deemed to be for the purposes of complying with this Act.

(2) Subsection 266.2 (5) of the Act, as enacted by subsection (1), is amended by adding “or the *Child Care and Early Years Act, 2013*” at the end.

(3) L'alinéa 260.5 (2) i) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 259 (2) ou (4)» par «du paragraphe 259 (4) ou 259.1 (1) ou (4)».

10. L'alinéa 260.5.1 (1) b) de la Loi est modifié par remplacement de «la disposition 3 de l'article 259.1» par «la disposition 3 du paragraphe 259 (2) ou la disposition 2 du paragraphe 259.1 (2)».

11. (1) L'alinéa 260.5.2 b) de la Loi est modifié par remplacement de «de l'article 259.1» par «du paragraphe 259 (2)» à la fin de l'alinéa.

(2) L'article 260.5.2 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

c) prescrire des programmes pour l'application de la sous-disposition 1 i du paragraphe 259.1 (2).

12. Le paragraphe 260.8 (1) de la Loi est modifié par insertion de «ou des modifications apportées à celle-ci» à la fin du paragraphe.

13. (1) Les paragraphes 266.2 (2) à (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Idem

(2) Les personnes et entités énoncées au paragraphe (3) sont autorisées à recueillir des renseignements personnels, directement ou indirectement, et à les utiliser et les divulguer aux fins suivantes :

- a) l'attribution de numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario en vertu du paragraphe (1);
- b) la validation et la mise à jour des numéros et des renseignements personnels qui y sont associés.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique aux personnes et entités suivantes :

- 1. Le ministre.
- 2. Les établissements d'enseignement et de formation prescrits.
- 3. Les personnes prescrites.
- 4. Les entités prescrites qui coordonnent l'inscription ou l'admission d'une personne dans un établissement d'enseignement ou de formation prescrit.

Idem

(4) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas aux collectes effectuées en vertu du paragraphe (2).

Idem

(5) La divulgation de renseignements en vertu du paragraphe (2) est réputée effectuée aux fins de conformité à la présente loi.

(2) Le paragraphe 266.2 (5) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est modifié par insertion de «ou à la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*» à la fin du paragraphe.

14. Sections 277.50 to 277.52 of the Act are repealed.

Commencement

15. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

14. Les articles 277.50 à 277.52 de la Loi sont abrogés.

Entrée en vigueur

15. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE E CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER ACTS

Assessment Act

1. Paragraph 11 of subsection 3 (1) of the *Assessment Act* is amended by striking out “day care centre” at the end and substituting “child care centre”.

Child and Family Services Act

2. (1) Clause 72 (5) (b) of the *Child and Family Services Act* is amended by striking out “operator or employee of a day nursery and youth and recreation worker” at the end and substituting “youth and recreation worker, and operator or employee of a child care centre or home child care agency or provider of licensed child care within the meaning of the *Child Care and Early Years Act, 2013*”.

(2) Clause (d) of the definition of “children’s residence” in section 192 of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) a child care centre as defined in the *Child Care and Early Years Act, 2013*,

Health Protection and Promotion Act

3. Clause (d) of the definition of “institution” in subsection 21 (1) of the *Health Protection and Promotion Act* is repealed and the following substituted:

- (d) “child care centre” within the meaning of the *Child Care and Early Years Act, 2013*,

Housing Services Act, 2011

4. (1) Clause 174 (1) (a) of the *Housing Services Act, 2011* is amended by striking out “or the *Day Nurseries Act*” and substituting “the *Child Care and Early Years Act, 2013* or the *Day Nurseries Act*”.

(2) Paragraph 3 of subsection 174 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

3. A director appointed under the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

(3) Subclause 176 (a) (i) of the Act is amended by striking out “*Day Nurseries Act*” and substituting “*Child Care and Early Years Act, 2013*”.

Income Tax Act

5. (1) The definition of “child care services” in subsection 8.5 (1) of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted:

“child care services” means the following services:

1. The provision of licensed child care under the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

ANNEXE E MODIFICATIONS CORRÉLATIVES APPORTÉES À D'AUTRES LOIS

Loi sur l'évaluation foncière

1. La disposition 11 du paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'évaluation foncière* est modifiée par remplacement de «d'une garderie» par «d'un centre de garde» à la fin de la disposition.

Loi sur les services à l'enfance et à la famille

2. (1) L'alinéa 72 (5) b) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* est modifié par remplacement de «un exploitant ou un employé d'une garderie, et un travailleur pour la jeunesse et les loisirs» par «un travailleur pour la jeunesse et les loisirs, un exploitant ou un employé d'un centre de garde ou d'une agence de services de garde en milieu familial ou un fournisseur de services de garde agréés au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*» à la fin de l'alinéa.

(2) L'alinéa d) de la définition de «foyer pour enfants» à l'article 192 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) un centre de garde au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*;

Loi sur la protection et la promotion de la santé

3. L'alinéa d) de la définition de «établissement» au paragraphe 21 (1) de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) «centre de garde» au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*;

Loi de 2011 sur les services de logement

4. (1) L'alinéa 174 (1) a) de la *Loi de 2011 sur les services de logement* est modifié par remplacement de «ou de la *Loi sur les garderies*» par «, de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance* ou de la *Loi sur les garderies*».

(2) La disposition 3 du paragraphe 174 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. Un directeur nommé en application de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*.

(3) Le sous-alinéa 176 a) (i) de la Loi est modifié par remplacement de «*Loi sur les garderies*» par «*Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*».

Loi de l'impôt sur le revenu

5. (1) La définition de «services de garde d'enfants» au paragraphe 8.5 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«services de garde d'enfants» S'entend des services suivants :

1. La prestation de services de garde agréés en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*.

2. The provision of funding to participants in employment assistance activities under the *Ontario Works Act, 1997*, for the purpose described in paragraph 7 of subsection 66.1 (2) of Regulation 262 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 (General), made under the *Day Nurseries Act*, as it read immediately before the repeal of the *Day Nurseries Act* came into force; (“services de garde d’enfants”)

(2) Paragraph 3 of subsection 8.5 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

3. It is provided by,
 - i. a service manager under the *Child Care and Early Years Act, 2013*, or
 - ii. the Ministry of Education.

Pay Equity Act

6. Clauses 1 (n) and (o) under the heading “Ministry of Community and Social Services” in the Appendix to the Schedule to the *Pay Equity Act* are repealed and the following substituted:

- (n) operates a child care centre or is a home child care agency within the meaning of the *Child Care and Early Years Act, 2013*;
- (o) operates programs providing services to child care centres funded under the *Child Care and Early Years Act, 2013*;

Smoke-Free Ontario Act

7. Paragraphs 4 and 5 of subsection 9 (2) of the *Smoke-Free Ontario Act* are repealed and the following substituted:

4. A child care centre within the meaning of the *Child Care and Early Years Act, 2013*.
5. A place where home child care is provided within the meaning of the *Child Care and Early Years Act, 2013*, whether or not children are present.
- 5.1 A place where an early years program or service is provided within the meaning of the *Child Care and Early Years Act, 2013*.

Social Contract Act, 1993

8. (1) Clause 1 (k) under the heading “MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES” in the Appendix to the Schedule to the *Social Contract Act, 1993* is repealed and the following substituted:

- (k) operates a child care centre or is a home child care agency under the authority of a licence issued under the *Child Care and Early Years Act, 2013*;

(2) Section 2 under the heading “MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES” in the

2. La fourniture de fonds aux personnes qui participent à des activités liées à l’aide à l’emploi prévues par la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* à la fin visée à la disposition 7 du paragraphe 66.1 (2) du Règlement 262 des Règlements refondus de l’Ontario de 1990 (Dispositions générales), pris en vertu de la *Loi sur les garderies*, dans sa version antérieure à l’entrée en vigueur de l’abrogation de la *Loi sur les garderies*. («child care services»)

(2) La disposition 3 du paragraphe 8.5 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. Elle est accordée :
 - i. par un gestionnaire de services en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*,
 - ii. par le ministère de l’Éducation.

Loi sur l’équité salariale

6. Les alinéas 1 n) et o) sous l’intertitre «Ministère des Services sociaux et communautaires» de l’appendice de l’annexe de la *Loi sur l’équité salariale* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- n) exploitent un centre de garde ou sont une agence de services de garde en milieu familial au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*;
- o) offrent des programmes qui fournissent des services à des centres de garde financés en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*;

Loi favorisant un Ontario sans fumée

7. Les dispositions 4 et 5 du paragraphe 9 (2) de la *Loi favorisant un Ontario sans fumée* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

4. Les centres de garde au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*.
5. Les lieux offrant des services de garde en milieu familial, au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*, que des enfants y soient présents ou non.
- 5.1 Les lieux offrant un programme ou un service pour la petite enfance au sens de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*.

Loi de 1993 sur le contrat social

8. (1) L’alinéa 1 k) sous l’intertitre «MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES» de l’appendice de l’annexe de la *Loi de 1993 sur le contrat social* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- k) exploitent un centre de garde ou sont une agence de services de garde en milieu familial en vertu d’un permis délivré en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d’enfants et la petite enfance*;

(2) L’article 2 sous l’intertitre «MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES»

Appendix to the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

2. Municipalities and other corporations operating child care centres under the *Child Care and Early Years Act, 2013* and receiving direct subsidies from the Ministry of Education.

Commencement

9. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

de l'appendice de l'annexe de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2. Les municipalités et autres personnes morales qui exploitent des centres de garde en vertu de la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance* et qui reçoivent des subventions directes du ministère de l'Éducation.

Entrée en vigueur

9. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 144

Projet de loi 144

**An Act to amend
the Planning Act
to extend certain timelines**

**Loi modifiant la
Loi sur l'aménagement du territoire
pour proroger certains délais**



Mr. M. Prue

M. M. Prue

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading December 3, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 3 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Planning Act
to extend certain timelines**

**Loi modifiant la
Loi sur l'aménagement du territoire
pour proroger certains délais**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 17 (40) of the *Planning Act* is amended by striking out “180 days” and substituting “365 days”.

2. Subsection 34 (11) of the Act is amended by striking out “120 days” in the portion before paragraph 1 and substituting “365 days”.

3. Subsection 45 (4) of the Act is amended by striking out “thirty days” and substituting “90 days”.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is *Planning Amendment Act (Extension of Timelines), 2013*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill extends certain timelines under the *Planning Act*.

Subsection 17 (40) of the Act currently provides for an appeal to the Ontario Municipal Board if the approval authority fails to give notice of a decision in respect of all or part of a plan within 180 days after receipt of the plan. The Bill extends the timeline to 365 days.

Subsection 34 (11) of the Act currently provides for an appeal to the Ontario Municipal Board if council refuses an application for an amendment to a by-law passed under the section or a predecessor section, or refuses or neglects to make a decision on it within 120 days after receipt of the application. The Bill extends the timeline to 365 days.

Subsection 45 (4) of the Act currently requires the committee of adjustment to hold a hearing within 30 days after receipt of an application under subsection 45 (1). The Bill extends the timeline to 90 days.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 17 (40) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* est modifié par remplacement de «180 jours» par «365 jours».

2. Le paragraphe 34 (11) de la Loi est modifié par remplacement de «120 jours» par «365 jours» dans le passage qui précède la disposition 1.

3. Le paragraphe 45 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «trente jours» par «90 jours».

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur l'aménagement du territoire (prorogation de délais)*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proroge certains délais prévus dans la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

Le paragraphe 17 (40) de la Loi prévoit actuellement qu'on peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario si l'autorité approuvatrice ne donne pas avis de sa décision à l'égard de la totalité ou d'une partie d'un plan dans les 180 jours de la réception du plan. Le projet de loi porte le délai à 365 jours.

Le paragraphe 34 (11) de la Loi prévoit actuellement qu'on peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario si le conseil refuse une demande de modification d'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 34 ou d'un article qu'il remplace ou encore refuse ou omet de prendre une décision à ce sujet dans les 120 jours de la réception de la demande. Le projet de loi porte le délai à 365 jours.

Le paragraphe 45 (4) de la Loi exige actuellement que le comité de dérogation tienne une audience dans les 30 jours de la réception de la demande visée au paragraphe 45 (1). Le projet de loi porte le délai à 90 jours.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 145

Projet de loi 145

**An Act to amend
the Highway Traffic Act
to exempt Sikh motorcyclists
from the requirement to wear a helmet**

**Loi modifiant
le Code de la route
pour exempter les motocyclistes sikhs
de l'obligation de porter un casque**

Mr. J. Singh

M. J. Singh

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading December 3, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 3 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Highway Traffic Act
to exempt Sikh motorcyclists
from the requirement to wear a helmet**

**Loi modifiant
le Code de la route
pour exempter les motocyclistes sikhs
de l'obligation de porter un casque**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 104 (1) of the *Highway Traffic Act* is amended by striking out “No person” and substituting “Subject to subsection (1.1), no person”.

(2) Section 104 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exemption

(1.1) Subsection (1) does not apply to any person who,

- (a) is a member of the Sikh religion;
- (b) has unshorn hair; and
- (c) habitually wears a turban composed of five or more square meters of cloth.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Helmet Exemption for Sikh Motorcyclists)*, 2013.

EXPLANATORY NOTE

Section 104 of the *Highway Traffic Act* requires persons riding or operating a motorcycle or motor assisted bicycle on a highway to wear a helmet. The Bill exempts members of the Sikh religion who have unshorn hair and who habitually wear turbans from the section 104 requirement to wear a helmet.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 104 (1) du *Code de la route* est modifié par remplacement de «Nul ne doit» par «Sous réserve du paragraphe (1.1), nul ne doit» au début du paragraphe.

(2) L'article 104 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exemption

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne qui remplit les critères suivants :

- a) elle est membre de la religion sikh;
- b) elle a les cheveux, la barbe et les poils non coupés;
- c) elle porte habituellement un turban composé d'au moins cinq mètres carrés de tissu.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant le Code de la route (exemption de l'obligation de port du casque pour les motocyclistes sikhs)*.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 104 du *Code de la route* oblige les personnes qui circulent sur une motocyclette ou un cyclomoteur ou qui utilisent une motocyclette ou un cyclomoteur sur une voie publique à porter un casque. Le projet de loi exempte les membres de la religion sikh qui ont les cheveux, la barbe et les poils non coupés et qui portent habituellement un turban de l'obligation prévue à l'article 104 de porter un casque.

CA 20N
XB
- B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 146

**An Act to amend
various statutes with respect to
employment and labour**

The Hon. Y. Naqvi
Minister of Labour

Government Bill

1st Reading December 4, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 146

**Loi modifiant diverses lois
en ce qui concerne l'emploi
et la main-d'oeuvre**

L'honorable Y. Naqvi
Ministre du Travail

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 4 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends five statutes relating to employment and labour relations. The major elements of the Bill are described below.

SCHEDULE 1 EMPLOYMENT PROTECTION FOR FOREIGN NATIONALS ACT (LIVE-IN CAREGIVERS AND OTHERS), 2009

Schedule 1 amends the *Employment Protection for Foreign Nationals Act (Live-in Caregivers and Others)*, 2009.

The title of the Act is repealed and replaced with *Employment Protection for Foreign Nationals Act, 2009*.

The Act is amended to expand its application from foreign nationals employed in Ontario as live-in caregivers to foreign nationals employed in Ontario or attempting to find employment in Ontario. Several provisions are amended to reflect this change.

Section 12 of the Act is amended to provide for the preparation and publication by the Director of Employment Standards of different categories of documents for different categories of foreign nationals and their employers. A consequential amendment to section 11 is made to reflect this change.

Subsection 50 (1) of the Act is amended to allow the Lieutenant Governor in Council to make regulations providing that an employer may recover certain prescribed costs and requiring that an employer of a foreign national give notice of the beginning and end of the foreign national's employment.

SCHEDULE 2 EMPLOYMENT STANDARDS ACT, 2000

Schedule 2 amends the *Employment Standards Act, 2000*.

Section 2 of the Act is amended by adding a requirement that an employer provide each of his or her employees with a copy of the most recent informational poster published by the Minister under the section. The section is also amended to require an employer to provide available translations of the poster if they are requested.

The new sections 74.4.1 and 74.4.2 of the Act require temporary help agencies and their clients to keep certain records in respect of assignment employees.

The new section 74.18 of the Act makes a temporary help agency and its client jointly and severally liable for unpaid wages owing to an assignment employee.

Under the new section 91.1, an employment standards officer may, by giving written notice, require an employer to conduct an examination of the employer's records, practices or both to determine whether the employer is in compliance with one or more provisions of the Act or the regulations. The section sets out the rules that govern these employer self-audits.

Section 103 of the Act is amended to remove the \$10,000 maximum cap on orders made under that section. Transitional matters are provided for.

Section 111 of the Act is amended to change the time limits on recovery of wages to two years. Transitional matters are provided for.

SCHEDULE 3 LABOUR RELATIONS ACT, 1995

Schedule 3 amends the *Labour Relations Act, 1995*.

The new section 127.3 of the Act applies to the construction industry and establishes two-month open periods during which a trade union may apply to the Board for certification as bargaining agent of any employees in a bargaining unit.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie cinq lois concernant l'emploi et les relations de travail. Ses principaux éléments sont énoncés ci-dessous.

ANNEXE 1 LOI DE 2009 SUR LA PROTECTION DES ÉTRANGERS DANS LE CADRE DE L'EMPLOI (AIDES FAMILIAUX ET AUTRES)

L'annexe 1 modifie la *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi (aides familiaux et autres)*.

Le titre de la Loi est abrogé et remplacé par *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi*.

La Loi est modifiée de sorte à s'appliquer non seulement aux étrangers employés en Ontario comme aides familiaux, mais aussi aux étrangers employés en Ontario ou tentant d'y trouver un emploi. Plusieurs dispositions sont modifiées pour tenir compte de ce changement.

L'article 12 de la Loi est modifié pour prévoir la préparation et la publication par le directeur des normes d'emploi de catégories différentes de documents pour des catégories différentes d'étrangers et leurs employeurs. Une modification corrélatrice est apportée à l'article 11 pour tenir compte de ce changement.

Le paragraphe 50 (1) de la Loi est modifié pour permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de prendre des règlements prévoyant qu'un employeur peut recouvrer certaines dépenses prescrites et exigeant que l'employeur d'un étranger donne un avis du début et de la fin de l'emploi de l'étranger.

ANNEXE 2 LOI DE 2000 SUR LES NORMES D'EMPLOI

L'annexe 2 modifie la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*.

L'article 2 de la Loi est modifié par l'ajout d'une exigence voulant que l'employeur fournisse à chacun de ses employés une copie de la plus récente affiche d'information publiée par le ministre en application de cet article. L'article est aussi modifié pour exiger que l'employeur fournisse, sur demande, les traductions de l'affiche qui existent.

Les nouveaux articles 74.4.1 et 74.4.2 exigent que les agences de placement temporaire et leurs clients tiennent des dossiers à l'égard des employés ponctuels.

Le nouvel article 74.18 prévoit que l'agence de placement temporaire et son client sont conjointement et individuellement responsables du versement du salaire impayé qui est dû à un employé ponctuel.

Selon le nouvel article 91.1, l'agent des normes d'emploi peut, en donnant un avis écrit, exiger qu'un employeur effectue un examen de ses dossiers, de ses pratiques ou des deux afin d'établir s'il se conforme à une ou plusieurs des dispositions de la Loi ou des règlements. Cet article énonce les règles qui régissent les auto-examens des employeurs.

L'article 103 est modifié pour supprimer la limite de 10 000 \$ applicable aux ordonnances prises en vertu de cet article. Des dispositions transitoires sont prévues.

L'article 111 est modifié pour porter à deux ans le délai de prescription concernant le recouvrement des salaires. Des dispositions transitoires sont prévues.

ANNEXE 3 LOI DE 1995 SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL

L'annexe 3 modifie la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Le nouvel article 127.3 de la Loi s'applique à l'industrie de la construction et prévoit des périodes de deux mois pendant lesquelles un syndicat peut présenter à la Commission une requête en accréditation comme agent négociateur de tous les employés compris dans une unité de négociation ou de quelques-uns d'entre eux.

The new subsection 132 (3) of the Act applies to the construction industry and establishes two-month open periods during which employees may apply to the Board for a declaration that a trade union no longer represents the employees in a bargaining unit.

SCHEDULE 4 OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

Schedule 4 amends the *Occupational Health and Safety Act*. The definition of "worker" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and replaced.

SCHEDULE 5 WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE ACT, 1997

Schedule 5 amends the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*.

Subsection 2 (1) of the Act is amended by adding a definition of "temporary help agency".

Section 83 of the Act is amended so that if, in certain circumstances, a temporary help agency lends or hires out the services of a worker to another employer and the worker sustains an injury while performing work for the other employer, the other employer is responsible for the injury for the purposes of the section.

Le nouveau paragraphe 132 (3) de la Loi s'applique à l'industrie de la construction et prévoit des périodes de deux mois pendant lesquelles les employés peuvent demander à la Commission par voie de requête de déclarer qu'un syndicat ne représente plus les employés compris dans une unité de négociation.

ANNEXE 4 LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

L'annexe 4 modifie la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. La définition de «travailleur» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée.

ANNEXE 5 LOI DE 1997 SUR LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

L'annexe 5 modifie la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Le paragraphe 2 (1) est modifié par l'ajout de la définition du terme «agence de placement temporaire».

L'article 83 est modifié de sorte que si, dans certaines circonstances, une agence de placement temporaire prête ou loue les services d'un travailleur à un autre employeur et que le travailleur subit une lésion pendant qu'il travaille pour l'autre employeur, ce dernier est responsable à l'égard de la lésion pour l'application de l'article.

An Act to amend
various statutes with respect to
employment and labour

Loi modifiant diverses lois
en ce qui concerne l'emploi
et la main-d'oeuvre

Her Majesty, by and with the advice and consent of the
Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts
as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de
l'Assemblée législative de la province de l'Ontario,
 dicte :

Contents of Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3
and the Schedules to this Act.

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article,
des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act
comes into force on the day it receives Royal Assent.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la
présente loi entre en vigueur le jour o  elle reçoit la
sanction royale.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as
provided in each Schedule.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur
comme le prévoit chacune d'elles.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any pro-
visions are to come into force on a day to be named by
proclamation of the Lieutenant Governor, a proclama-
tion may apply to one or more of those provisions, and
proclamations may be issued at different times with
respect to any of those provisions.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que
l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le
jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclama-
tion, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plu-
sieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peu-
vent être prises à des dates différentes en ce qui con-
cerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Stronger Work-
places for a Stronger Economy Act, 2013*.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013
sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une
 conomie plus forte*.

**SCHEDULE 1
EMPLOYMENT PROTECTION
FOR FOREIGN NATIONALS ACT
(LIVE-IN CAREGIVERS AND OTHERS), 2009**

1. The title of the *Employment Protection for Foreign Nationals Act (Live-in Caregivers and Others), 2009* is repealed and the following substituted:

**Employment Protection
for Foreign Nationals Act, 2009**

2. The definitions of “live-in caregiver” and “other prescribed employment” in subsection 1 (1) of the Act are repealed.

3. Subsection 3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(1) This Act applies to the following persons:

1. Every foreign national who, pursuant to an immigration or foreign temporary employee program, is employed in Ontario or is attempting to find employment in Ontario.
2. Every person who employs a foreign national in Ontario pursuant to an immigration or foreign temporary employee program.
3. Every person who acts as a recruiter in connection with the employment of a foreign national in Ontario pursuant to an immigration or foreign temporary employee program.
4. Every person who acts on behalf of an employer described in paragraph 2 or a recruiter described in paragraph 3.

4. Subsection 7 (1) of the Act is amended by striking out “as a live-in caregiver or in other prescribed employment”.

5. Clause 8 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) any cost incurred by the employer in the course of arranging to become or attempting to become an employer of the foreign national; or

6. (1) Subsection 9 (1) of the Act is amended by striking out “as a live-in caregiver or in other prescribed employment”.

(2) Subsection 9 (2) of the Act is amended by striking out “as a live-in caregiver or in other prescribed employment”.

7. (1) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out “as a live-in caregiver or in prescribed employment” in the portion before clause (a).

(2) Subsection 10 (2) of the Act is amended by striking out “as a live-in caregiver or in other prescribed employment” in the portion before clause (a).

**ANNEXE 1
LOI DE 2009 SUR LA PROTECTION
DES ÉTRANGERS DANS LE CADRE
DE L'EMPLOI (AIDES FAMILIAUX ET AUTRES)**

1. Le titre de la *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi (aides familiaux et autres)* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**Loi de 2009 sur la protection des étrangers
dans le cadre de l'emploi**

2. Les définitions de «aide familial» et «autre emploi prescrit» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées.

3. Le paragraphe 3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Champ d'application

(1) La présente loi s'applique aux personnes suivantes :

1. Les étrangers qui, dans le cadre d'un programme d'immigration ou d'employés temporaires étrangers, sont employés en Ontario ou tentent de trouver un emploi en Ontario.
2. Les personnes qui emploient un étranger en Ontario dans le cadre d'un programme d'immigration ou d'employés temporaires étrangers.
3. Les personnes qui agissent à titre de recruteurs relativement à l'emploi d'un étranger en Ontario dans le cadre d'un programme d'immigration ou d'employés temporaires étrangers.

4. Les personnes qui agissent pour le compte des employeurs visés à la disposition 2 ou des recruteurs visés à la disposition 3.

4. Le paragraphe 7 (1) de la Loi est modifié par suppression de «comme aide familial ou dans un autre emploi prescrit».

5. L'alinéa 8 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) une dépense qu'il a engagée dans le cadre des dispositions qu'il a prises en vue de devenir ou de tenter de devenir l'employeur de l'étranger;

6. (1) Le paragraphe 9 (1) de la Loi est modifié par suppression de «comme aide familial ou dans un autre emploi prescrit».

(2) Le paragraphe 9 (2) de la Loi est modifié par suppression de «comme aide familial ou dans un autre emploi prescrit».

7. (1) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par suppression de «comme aide familial ou dans un autre emploi prescrit» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) Le paragraphe 10 (2) de la Loi est modifié par suppression de «comme aide familial ou dans un autre emploi prescrit» dans le passage qui précède l'alinéa a).

8. (1) Subsections 11 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Employer's duty

(1) A person who employs a foreign national shall give him or her a copy of the most recent documents published by the Director of Employment Standards under section 12 before the employment commences if the employer did not use the services of a recruiter in connection with the employment.

Recruiter's duty

(2) If a recruiter contacts or is contacted by a foreign national in connection with employment, the recruiter shall give the foreign national a copy of the most recent documents published by the Director under section 12 as soon as is practicable after first making contact with him or her.

(2) Subsections 11 (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Transition, employer's duty

(4) If the foreign national is employed by the employer on the day subsection 8 (2) of Schedule 1 to the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* comes into force, the employer shall give him or her a copy of the documents published by the Director under section 12 as soon after subsection 8 (2) of Schedule 1 to the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* comes into force as is practicable.

Different categories

(5) If the Director has prepared and published different documents for different categories of foreign nationals employed in Ontario or attempting to find employment in Ontario, and a foreign national who is employed by an employer or who contacts a recruiter is in a category for whom a document was prepared and published, the provisions of this section shall be applied as if they referred to the documents prepared and published for that category.

9. Section 12 of the Act is repealed and the following substituted:

Director's duty to publish documents

12. (1) The Director of Employment Standards shall prepare and publish documents providing such information as the Director considers appropriate about the rights and obligations under this Act of,

- (a) foreign nationals who are employed or who are attempting to find employment;
- (b) employers of foreign nationals; and
- (c) persons acting as recruiters in connection with the employment of foreign nationals.

Rights under the *Employment Standards Act, 2000*

(2) The Director shall prepare and publish a document providing such information about the rights and obligations of employees and employers under the *Employment Standards Act, 2000* as the Director considers of particu-

8. (1) Les paragraphes 11 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Obligation de l'employeur

(1) Quiconque emploie un étranger lui fournit une copie des derniers documents publiés par le directeur des normes d'emploi en application de l'article 12 avant le début de l'emploi si l'employeur n'a pas eu recours aux services d'un recruteur relativement à l'emploi.

Obligation du recruteur

(2) S'il communique avec un étranger, ou si un étranger communique avec lui, relativement à un emploi, le recruteur fournit à l'étranger une copie des derniers documents publiés par le directeur en application de l'article 12 dès que matériellement possible après la première communication.

(2) Les paragraphes 11 (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Disposition transitoire : obligation de l'employeur

(4) S'il emploie l'étranger le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 8 (2) de l'annexe 1 de la *Loi de 2013 sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une économie plus forte*, l'employeur lui fournit une copie des documents publiés par le directeur en application de l'article 12 dès que matériellement possible après l'entrée en vigueur de ce paragraphe.

Catégories différentes

(5) Si le directeur a préparé et publié des documents différents pour des catégories différentes d'étrangers qui sont employés en Ontario ou qui tentent de trouver un emploi en Ontario et qu'un étranger qui est employé par un employeur ou qui communique avec un recruteur appartient à une catégorie à l'égard de laquelle un document a été préparé et publié, les dispositions du présent article s'appliquent comme si elles faisaient mention des documents préparés et publiés pour cette catégorie.

9. L'article 12 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Obligation du directeur de publier des documents

12. (1) Le directeur des normes d'emploi prépare et publie des documents qui fournissent les renseignements qu'il estime appropriés sur les droits et obligations, prévus par la présente loi, des personnes suivantes :

- a) les étrangers qui sont employés ou qui tentent de trouver un emploi;
- b) les employeurs d'étrangers;
- c) les personnes agissant à titre de recruteurs relativement à l'emploi d'étrangers.

Droits prévus par la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*

(2) Le directeur prépare et publie un document qui fournit les renseignements sur les droits et obligations des employés et des employeurs prévus par la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* qu'il estime particulièrement perti-

lar relevance to foreign nationals and their employers, and such other information as the Director considers appropriate.

nents pour les étrangers et leurs employeurs, et les autres renseignements qu'il estime appropriés.

Different categories

Catégories différentes

(3) If the Director considers it appropriate, he or she may prepare and publish different documents under this section for different categories of foreign nationals and their employers.

(3) S'il l'estime approprié, le directeur peut préparer et publier des documents différents en application du présent article pour des catégories différentes d'étrangers et leurs employeurs.

If information out of date

Cas où les renseignements ne sont pas à jour

(4) If the Director believes that a document prepared under this section has become out of date, he or she shall prepare and publish a new document.

(4) S'il croit qu'un document préparé en application du présent article n'est plus à jour, le directeur en prépare un nouveau et le publie.

10. (1) Subsection 14 (1) of the Act is amended by striking out "as a live-in caregiver or in other prescribed employment".

10. (1) Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par suppression de «comme aide familial ou dans un autre emploi prescrit».

(2) Clause 14 (2) (a) of the Act is amended by striking out "as a live-in caregiver or in other prescribed employment, as the case may be".

(2) L'alinéa 14 (2) a) de la Loi est modifié par suppression de «comme aide familial ou dans un autre emploi prescrit, selon le cas».

11. (1) Subsection 15 (1) of the Act is amended by striking out "as a live-in caregiver or in other prescribed employment" in the portion before paragraph 1.

11. (1) Le paragraphe 15 (1) de la Loi est modifié par suppression de «comme aide familial ou dans un autre emploi prescrit» dans le passage qui précède la disposition 1.

(2) Paragraphs 3 and 4 of subsection 15 (1) of the Act are amended by striking out "as live-in caregivers or in other prescribed employment" wherever it appears.

(2) Le paragraphe 15 (1) de la Loi est modifié par suppression de «d'aide familial ou d'un autre emploi prescrit» à la disposition 3 et par suppression de «d'aide familial ou un autre emploi prescrit» à la disposition 4.

12. Paragraph 1 of subsection 22 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

12. La disposition 1 du paragraphe 22 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. The foreign national who is employed or who is attempting to find employment, as the case may be.

1. L'étranger qui est employé ou qui tente de trouver un emploi, selon le cas.

13. (1) Clause 50 (1) (b) of the Act is amended by striking out "to a person" and substituting "to a person or class of persons".

13. (1) L'alinéa 50 (1) b) de la Loi est modifié par remplacement de «à une personne» par «à une personne ou catégorie de personnes».

(2) Subsection 50 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

(2) Le paragraphe 50 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

(c) providing that, despite subsection 8 (1), an employer may recover from a foreign national or class of foreign nationals or from such other person or class of persons as may be prescribed, such costs as are prescribed;

c) prévoir que, malgré le paragraphe 8 (1), l'employeur peut recouvrer les dépenses prescrites auprès d'un étranger ou d'une catégorie d'étrangers ou de toute autre personne ou catégorie de personnes prescrite;

(d) requiring a person who employs a foreign national or who ceases to employ a foreign national to provide notice to the person or body specified in the regulations of the employment or of the end of the employment in a written or electronic form approved by the person or body, and to provide such other information as is required by the regulation.

d) exiger que la personne qui emploie un étranger ou qui cesse d'employer un étranger en donne avis à la personne ou à l'organisme précisés dans les règlements sous une forme écrite ou électronique approuvée par la personne ou par l'organisme et fournisse les autres renseignements exigés par règlement.

Commencement

Entrée en vigueur

14. This Schedule comes into force on the first anniversary of the day the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* receives Royal Assent.

14. La présente annexe entre en vigueur au premier anniversaire du jour où la *Loi de 2013 sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une économie plus forte* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 2 EMPLOYMENT STANDARDS ACT, 2000

1. (1) The French version of subsection 2 (4) of the *Employment Standards Act, 2000* is amended by striking out “le cas échéant” and substituting “si tel est le cas”.

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following subsections:

Copy of poster to be provided

(5) Every employer shall provide each of his or her employees with a copy of the most recent poster published by the Minister under this section.

Same – translation

(6) If an employee requests a translation of the poster into a language other than English, the employer shall make enquiries as to whether the Minister has prepared a translation of the poster into that language, and if the Minister has done so, the employer shall provide the employee with a copy of the translation.

When copy of poster to be provided

(7) An employer shall provide an employee with a copy of the poster within 30 days of the day the employee becomes an employee of the employer.

Same – transition

(8) If an employer has one or more employees on the day section 1 of Schedule 2 to the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* comes into force, the employer shall provide his or her employees with a copy of the poster within 30 days of that day.

2. The Act is amended by adding the following sections after the heading “Obligations and Prohibitions”:

Agency to keep records re: work for client

74.4.1 (1) In addition to the information that an employer is required to record under Part VI, a temporary help agency shall record the number of hours worked by each assignment employee for each client of the agency in each day and each week.

Retention of records

(2) The temporary help agency shall retain or arrange for some other person to retain the records required under subsection (1) for three years after the day or week to which the information relates.

Availability

(3) The temporary help agency shall ensure that the records required to be retained under this section are readily available for inspection as required by an employment standards officer, even if the agency has arranged for another person to retain them.

Client to keep records re: work for client

74.4.2 (1) A client of a temporary help agency shall

ANNEXE 2 LOI DE 2000 SUR LES NORMES D'EMPLOI

1. (1) La version française du paragraphe 2 (4) de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* est modifiée par remplacement de «le cas échéant» par «si tel est le cas».

(2) L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Obligation de fournir une copie de l'affiche

(5) Chaque employeur fournit à chacun de ses employés une copie de la plus récente affiche publiée par le ministre en application du présent article.

Idem : traduction

(6) Si un employé demande une traduction de l'affiche dans une autre langue que l'anglais, l'employeur s'informe pour savoir si le ministre a préparé une traduction de l'affiche dans cette autre langue et, si tel est le cas, il en fournit une copie à l'employé.

Moment où la copie de l'affiche doit être fournie

(7) L'employeur fournit une copie de l'affiche à l'employé dans les 30 jours qui suivent le jour où celui-ci devient un employé de l'employeur.

Idem : disposition transitoire

(8) L'employeur qui a un ou plusieurs employés le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 2 de la *Loi de 2013 sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une économie plus forte* leur fournit une copie de l'affiche dans les 30 jours qui suivent ce jour.

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants après l'intertitre «Obligations et interdictions» :

Obligation pour l'agence de tenir des dossiers sur le travail effectué pour ses clients

74.4.1 (1) En plus des renseignements que l'employeur est tenu de consigner en application de la partie VI, l'agence de placement temporaire consigne le nombre d'heures de travail que chaque employé ponctuel a effectuées par jour et par semaine pour chaque client de l'agence.

Conservation des dossiers

(2) L'agence de placement temporaire conserve les dossiers exigés par le paragraphe (1) ou charge un tiers de les conserver pendant la période de trois ans qui suit le jour ou la semaine auxquels ils se rapportent.

Accessibilité

(3) L'agence de placement temporaire veille à ce que les dossiers que le présent article exige de conserver soient facilement accessibles aux fins de leur inspection sur demande formelle d'un agent des normes d'emploi, et ce, même si elle a chargé un tiers de les conserver.

Obligation pour le client de tenir des dossiers sur le travail effectué pour un client

74.4.2 (1) Le client d'une agence de placement tempo-

record the number of hours worked by each assignment employee assigned to perform work for the client in each day and each week.

Retention of records

(2) The client shall retain or arrange for some other person to retain the records required under subsection (1) for three years after the day or week to which the information relates.

Availability

(3) The client shall ensure that the records required to be retained under this section are readily available for inspection as required by an employment standards officer, even if the client has arranged for another person to retain them.

3. Part XVIII.1 of the Act is amended by adding the following section:

Agency and client jointly and severally liable

74.18 (1) Subject to subsection (2), if an assignment employee was assigned to perform work for a client of a temporary help agency during a pay period, and the agency fails to pay the employee some or all of the wages described in subsection (3) that are owing to the employee for that pay period, the agency and the client are jointly and severally liable for the wages.

Same, more than one client

(2) If an assignment employee was assigned to perform work for more than one client of a temporary help agency during a pay period, and the agency fails to pay the employee some or all of the wages described in subsection (3) that are owing to the employee for that pay period, each client is jointly and severally liable with the agency for a share of the total wages owed to the employee that is in proportion to the number of hours the employee worked for that client during the pay period relative to the total number of hours the employee worked for all clients during the pay period.

Wages for which client may be liable

(3) A client of a temporary help agency may be jointly and severally liable under this section for the following wages:

1. Regular wages that were earned during the relevant pay period.
2. Overtime pay that was earned during the relevant pay period.

Agency primarily responsible

(4) Despite subsections (1) and (2), the temporary help agency is primarily responsible for an assignment employee's wages, but proceedings against the agency under this Act do not have to be exhausted before proceedings may be commenced to collect wages from the client of the agency.

raire consigne le nombre d'heures de travail que chaque employé ponctuel affecté à l'exécution d'un travail pour le client a effectuées par jour et par semaine.

Conservation des dossiers

(2) Le client conserve les dossiers exigés par le paragraphe (1) ou charge un tiers de les conserver pendant la période de trois ans qui suit le jour ou la semaine auxquels ils se rapportent.

Accessibilité

(3) Le client veille à ce que les dossiers que le présent article exige de conserver soient facilement accessibles aux fins de leur inspection sur demande formelle d'un agent des normes d'emploi, et ce, même s'il a chargé un tiers de les conserver.

3. La partie XVIII.1 de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Agence et client conjointement et individuellement responsables

74.18 (1) Sous réserve du paragraphe (2), si un employé ponctuel a été affecté à l'exécution d'un travail pour un client d'une agence de placement temporaire pendant une période de paie et que l'agence omet de verser à l'employé la totalité ou une partie du salaire mentionné au paragraphe (3) qui lui est dû pour cette période, l'agence et le client sont conjointement et individuellement responsables du versement du salaire.

Idem : pluralité de clients

(2) Si un employé ponctuel a été affecté à l'exécution d'un travail pour plus d'un client d'une agence de placement temporaire pendant une période de paie et que l'agence omet de verser à l'employé la totalité ou une partie du salaire visé au paragraphe (3) qui lui est dû pour cette période, chaque client est conjointement et individuellement responsable avec l'agence du versement d'une part du salaire total dû à l'employé qui est proportionnelle au nombre d'heures de travail que l'employé a effectuées pour ce client pendant la période de paie par rapport au nombre total d'heures de travail qu'il a effectuées pour tous les clients pendant cette même période.

Salaire dont le client peut être responsable

(3) Le client d'une agence de placement temporaire peut être conjointement et individuellement responsable, en application du présent article, du versement de ce qui suit :

1. Le salaire normal gagné pendant la période de paie en cause.
2. La rémunération des heures supplémentaires accumulées pendant la période de paie en cause.

L'agence est le premier responsable

(4) Malgré les paragraphes (1) et (2), l'agence de placement temporaire est le premier responsable du versement du salaire d'un employé ponctuel, mais les instances contre l'agence prévues par la présente loi n'ont pas à être épuisées avant que puisse être introduite une instance en recouvrement du salaire auprès du client de l'agence.

Enforcement – client deemed to be employer

(5) For the purposes of enforcing the liability of a client of a temporary help agency under this section, the client is deemed to be an employer of the assignment employee.

Same – orders

(6) Without restricting the generality of subsection (5), an order issued by an employment standards officer against a client of a temporary help agency to enforce a liability under this section shall be treated as if it were an order against an employer for the purposes of this Act.

4. The Act is amended by adding the following section:

Self-audit

91.1 (1) An employment standards officer may, by giving written notice, require an employer to conduct an examination of the employer's records, practices or both to determine whether the employer is in compliance with one or more provisions of this Act or the regulations.

Examination and report

(2) If an employer is required to conduct an examination under subsection (1), the employer shall conduct the examination and report the results of the examination to the employment standards officer in accordance with the notice and the requirements of this section.

Notice

- (3) A notice given under subsection (1) shall specify,
- (a) the period to be covered by the examination;
 - (b) the provision or provisions of this Act or the regulations to be covered by the examination; and
 - (c) the date by which the employer must provide a report of the results of the examination to the employment standards officer.

Same

- (4) A notice given under subsection (1) may specify,
- (a) the method to be used in carrying out the examination;
 - (b) the format of the report; and
 - (c) such information to be included in the employer's report as the employment standards officer considers appropriate.

Same

- (5) A notice given under subsection (1) may,
- (a) require the employer to include in the report to the employment standards officer an assessment of whether the employer has complied with this Act or the regulations;
 - (b) require the employer to include in the report to the employment standards officer an assessment of

Exécution : client réputé être l'employeur

(5) Aux fins d'exécution de l'obligation du client d'une agence de placement temporaire prévue au présent article, le client est réputé être un employeur de l'employé ponctuel.

Idem : ordonnances

(6) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (5), toute ordonnance d'exécution de l'obligation prévue au présent article prise par l'agent des normes d'emploi contre le client d'une agence de placement temporaire est traitée comme s'il s'agissait d'une ordonnance prise contre un employeur pour l'application de la présente loi.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Auto-examen

91.1 (1) L'agent des normes d'emploi peut, en donnant un avis écrit, exiger qu'un employeur effectue un examen de ses dossiers, de ses pratiques ou des deux pour chercher à établir s'il se conforme à une ou plusieurs dispositions de la présente loi ou des règlements.

Examen et rapport

(2) L'employeur qui est tenu d'effectuer un examen en application du paragraphe (1) effectue l'examen et présente à l'agent des normes d'emploi un rapport sur les résultats de cet examen conformément à l'avis et aux exigences du présent article.

Avis

- (3) L'avis donné en vertu du paragraphe (1) doit préciser :
- a) la période visée par l'examen;
 - b) la ou les dispositions de la présente loi ou des règlements visées par l'examen;
 - c) la date à laquelle l'employeur doit remettre un rapport sur les résultats de l'examen à l'agent des normes d'emploi.

Idem

- (4) L'avis donné en vertu du paragraphe (1) peut préciser :
- a) la méthode à suivre pour effectuer l'examen;
 - b) la forme du rapport;
 - c) les renseignements à inclure dans le rapport de l'employeur que l'agent des normes d'emploi estime appropriés.

Idem

- (5) L'avis donné en vertu du paragraphe (1) peut :
- a) exiger que l'employeur inclue, dans le rapport qu'il remet à l'agent des normes d'emploi, une estimation indiquant s'il s'est conformé à la présente loi ou aux règlements;
 - b) exiger que l'employeur inclue, dans le rapport qu'il remet à l'agent des normes d'emploi, une estima-

whether one or more employees are owed wages if, pursuant to clause (a), the employer has included an assessment that the employer has not complied with this Act or the regulations; and

- (c) require the employer to pay wages owed if, pursuant to clause (b), the employer assesses that one or more employees are owed wages.

Report – unpaid wages

(6) If the employer's report includes an assessment that one or more employees are owed wages, the employer shall include the following in the report to the employment standards officer:

1. The name of every employee who is owed wages and the amount of wages owed to the employee.
2. An explanation of how the amount of wages owed to the employee was determined.
3. If the notice under subsection (1) requires payment, proof of payment of the amount owed to the employee.

Same – other non-compliance

(7) If the employer's report includes an assessment that the employer has not complied with this Act or the regulations but no employees are owed wages as a result of the failure to comply, the employer shall include in the report a description of the measures that the employer has taken or will take to ensure that this Act or the regulations will be complied with.

Orders

(8) If an employer's report includes an assessment that the employer owes wages to one or more employees, or that the employer has otherwise not complied with this Act or the regulations, and the employment standards officer determines that the employer's assessment is correct, the officer may issue an order under section 103 or 108, as the officer determines is appropriate.

Inspection, investigation, enforcement not precluded

(9) Nothing in this section precludes an employment standards officer from conducting an investigation or inspection, and from taking such enforcement action under this Act as the officer considers appropriate.

Same

(10) Without restricting the generality of subsection (9), an employment standards officer may,

- (a) conduct an investigation or inspection that covers a period or part of a period specified in the notice under subsection (1); and
- (b) take such enforcement action under this Act as the officer considers appropriate, including issuing an order under section 103 or 108, if, despite the employer's report indicating that the employer did comply, the officer determines that the employer did not comply with this Act or the regulations dur-

tion indiquant si un salaire est dû à un ou plusieurs employés dans le cas où, en application de l'alinéa a), il a inclus une estimation indiquant qu'il ne s'est pas conformé à la présente loi ou aux règlements;

- c) exiger que l'employeur verse un salaire qui est dû s'il estime, en application de l'alinéa b), qu'un salaire est dû à un ou plusieurs employés.

Rapport : salaire impayé

(6) Si son rapport comprend une estimation selon laquelle un salaire est dû à un ou plusieurs employés, l'employeur inclut les renseignements suivants dans le rapport qu'il remet à l'agent des normes d'emploi :

1. Le nom de chaque employé auquel un salaire est dû et le montant de ce salaire.
2. Une explication de la façon dont a été déterminé le montant du salaire dû à l'employé.
3. Si l'avis prévu au paragraphe (1) exige le versement du salaire, la preuve du versement de la somme due à l'employé.

Idem : autre inobservation

(7) Si son rapport comprend une estimation selon laquelle il ne s'est pas conformé à la présente loi ou aux règlements, mais aucun salaire n'est dû à un employé par suite de l'inobservation, l'employeur inclut dans son rapport une description des mesures qu'il a prises ou qu'il prendra pour veiller à se conformer à la présente loi ou aux règlements.

Ordonnances

(8) Si le rapport de l'employeur comprend une estimation selon laquelle il doit un salaire à un ou plusieurs employés ou ne s'est pas conformé par ailleurs à la présente loi ou aux règlements et que l'agent des normes d'emploi établit que cette estimation est juste, l'agent peut prendre une ordonnance en vertu de l'article 103 ou 108, selon ce qu'il estime approprié.

Non-empêchement d'une enquête, d'une inspection ou d'une mesure d'exécution

(9) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher l'agent des normes d'emploi de faire une enquête ou une inspection et de prendre les mesures d'exécution prévues par la présente loi qu'il estime appropriées.

Idem

(10) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (9), l'agent des normes d'emploi peut :

- a) effectuer une enquête ou une inspection qui vise la totalité ou une partie de la période précisée dans l'avis donné en vertu du paragraphe (1);
- b) prendre les mesures d'exécution prévues par la présente loi qu'il estime appropriées, notamment prendre une ordonnance en vertu de l'article 103 ou 108, si, malgré le rapport de l'employeur indiquant qu'il s'est conformé à la présente loi et aux règlements, l'agent établit que l'employeur ne s'y

ing a period or part of a period specified in the notice under subsection (1).

False information

(11) No employer shall provide a report required under this section that contains information that the employer knows to be false or misleading.

5. (1) Subsection 103 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Maximum amount

(4) An employment standards officer shall not issue an order under this section for more than \$10,000 in wages with respect to any one employee for wages that become due to the employee before the day section 5 of Schedule 2 to the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* comes into force.

Same

(4.1) There is no limit on the amount of an order issued under this section for wages that become due to an employee on or after the day section 5 of Schedule 2 to the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* comes into force.

(2) Subsections 103 (4) and (4.1) of the Act are repealed.

6. (1) Subsection 111 (1) of the Act is amended by striking out “six months” and substituting “two years”.

(2) Subsection 111 (2) of the Act is amended by striking out “six months” and substituting “two years”.

(3) Subsection 111 (3) of the Act is amended by striking out “six months” and substituting “two years”

(4) Subsections 111 (3.1) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

Transition – time limits

(3.1) Despite subsections (1) to (3), and subject to subsections (3.2) to (8), if some or all of the wages became due to the employee before the day subsection 6 (4) of Schedule 2 to the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* came into force, the employment standards officer may not issue an order for the wages that became due before that day if they became due more than six months before the complaint was filed or the inspection was commenced, as the case may be.

Transition – vacation pay

(3.2) The time limit within which vacation pay must have become due under subsection (3.1) is 12 months, rather than six months.

Transition – repeated contraventions

(4) The time limit within which wages must have become due under subsection (3.1) is 12 months, rather than six months, if,

est pas conformé pendant la totalité ou une partie de la période précisée dans l'avis donné en vertu du paragraphe (1).

Faux renseignements

(11) Nul employeur ne doit remettre un rapport exigé en application du présent article contenant des renseignements qu'il sait faux ou trompeurs.

5. (1) Le paragraphe 103 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Montant maximal

(4) L'agent des normes d'emploi ne doit pas prendre, en vertu du présent article, une ordonnance exigeant le versement de plus de 10 000 \$ de salaire à l'égard d'un même employé dans le cas d'un salaire qui est dû à l'employé et qui devient exigible avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 5 de l'annexe 2 de la *Loi de 2013 sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une économie plus forte*.

Idem

(4.1) Il n'y a aucune limite au montant d'une ordonnance prise en vertu du présent article dans le cas d'un salaire qui est dû à l'employé et qui devient exigible le jour de l'entrée en vigueur de l'article 5 de l'annexe 2 de la *Loi de 2013 sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une économie plus forte* ou par la suite.

(2) Les paragraphes 103 (4) et (4.1) de la Loi sont abrogés.

6. (1) Le paragraphe 111 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «six mois» par «deux ans».

(2) Le paragraphe 111 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «six mois» par «deux ans».

(3) Le paragraphe 111 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «six mois» par «deux ans».

(4) Les paragraphes 111 (3.1) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Disposition transitoire : délais

(3.1) Malgré les paragraphes (1) à (3) et sous réserve des paragraphes (3.2) à (8), si la totalité ou une partie du salaire était due à l'employé et est devenue exigible avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 6 (4) de l'annexe 2 de la *Loi de 2013 sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une économie plus forte*, l'agent des normes d'emploi ne peut pas prendre d'ordonnance à l'égard du salaire qui est devenu exigible avant ce jour-là s'il est devenu exigible plus de six mois avant le dépôt de la plainte ou le début de l'inspection, selon le cas.

Disposition transitoire : indemnité de vacances

(3.2) Le délai dans lequel l'indemnité de vacances doit être devenue exigible aux termes du paragraphe (3.1) est de 12 mois au lieu de six mois.

Disposition transitoire : contraventions répétées

(4) Le délai dans lequel le salaire doit être devenu exigible aux termes du paragraphe (3.1) est de 12 mois au lieu de six mois si les conditions suivantes sont réunies :

- (a) the employment standards officer investigating the complaint or performing the inspection finds that the employer has contravened the same provision of this Act or the regulations more than once with respect to the employee;
- (b) the contraventions were in each case with respect to wages to which the employee became entitled under the same provision of this Act or the regulations or under provisions of the employee's employment contract that are identical or virtually identical; and
- (c) at least one of the contraventions occurred within the six-month period referred to in that subsection.

(5) Subsection 111 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Transition – complaints from different employees

(6) If two or more employees file complaints alleging contraventions of this Act or the regulations and at least one of the contraventions in each of the complaints arose under the same provision of this Act or the regulations or under identical or virtually identical provisions of their employment contracts, subsection (3.1) applies with respect to all of the complaints, as if all of them had been filed on the day the first complaint was filed.

(6) Subsections 111 (3.1) to (8) of the Act are repealed.

Commencement

7. (1) Subject to subsections (2) to (4), this Schedule comes into force six months after the day the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 2 and 3 come into force on the first anniversary of the day the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* receives Royal Assent.

Same

(3) Subsection 5 (2) comes into force on the second anniversary of the day subsection 5 (1) of this Schedule comes into force.

Same

(4) Subsection 6 (6) comes into force on the second anniversary of the day subsection 6 (4) of this Schedule comes into force.

- a) l'agent des normes d'emploi qui enquête sur la plainte ou qui fait l'inspection conclut que l'employeur a contrevenu plus d'une fois à la même disposition de la présente loi ou des règlements à l'égard de l'employé;
- b) dans tous les cas, les contraventions avaient rapport au salaire que l'employé est devenu en droit d'exiger en application de la même disposition de la présente loi ou des règlements ou aux termes de dispositions identiques ou pratiquement identiques de son contrat de travail;
- c) au moins une des contraventions s'est produite dans le délai de six mois mentionné à ce paragraphe.

(5) Le paragraphe 111 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Disposition transitoire : plaintes émanant de différents employés

(6) Si deux employés ou plus déposent des plaintes portant sur de prétendues contraventions à la présente loi ou aux règlements et qu'au moins une des contraventions dans chacune de ces plaintes se rapporte à la même disposition de la présente loi ou des règlements ou à des dispositions identiques ou pratiquement identiques de leurs contrats de travail, le paragraphe (3.1) s'applique à l'égard de toutes les plaintes, comme si elles avaient toutes été déposées le jour du dépôt de la première plainte.

(6) Les paragraphes 111 (3.1) à (8) de la Loi sont abrogés.

Entrée en vigueur

7. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), la présente annexe entre en vigueur six mois après le jour où la *Loi de 2013 sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une économie plus forte* reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 2 et 3 entrent en vigueur au premier anniversaire du jour où la *Loi de 2013 sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une économie plus forte* reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Le paragraphe 5 (2) entre en vigueur au deuxième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 5 (1) de la présente annexe.

Idem

(4) Le paragraphe 6 (6) entre en vigueur au deuxième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 6 (4) de la présente annexe.

SCHEDULE 3 LABOUR RELATIONS ACT, 1995

1. The *Labour Relations Act, 1995* is amended by adding the following section:

Application of section

127.3 (1) This section applies if a trade union and an employer have entered into a collective agreement.

Application for certification

(2) Where the collective agreement is for a term of not more than three years, another trade union may apply to the Board for certification as bargaining agent of any of the employees in the bargaining unit defined in the agreement only after the commencement of the last two months of its operation.

Same

(3) Where the collective agreement is for a term of more than three years, another trade union may apply to the Board for certification as bargaining agent of any of the employees in the bargaining unit defined in the agreement only after the commencement of the 35th month of its operation and before the commencement of the 37th month of its operation and during the two-month period immediately preceding the end of each year that the agreement continues to operate thereafter or after the commencement of the last two months of its operation, as the case may be.

Same

(4) Where a collective agreement referred to in subsection (2) or (3) provides that it will continue to operate for any further term or successive terms if either party fails to give to the other notice of termination or of its desire to bargain with a view to renewal, with or without modifications, of the agreement or to the making of a new agreement, another trade union may apply to the Board for certification as bargaining agent of any of the employees in the bargaining unit defined in the agreement during the further term or successive terms only during the last two months of each year that it so continues to operate, or after the commencement of the last two months of its operation, as the case may be.

2. (1) Subsection 132 (2) of the Act is amended by striking out “the 275th day” and substituting “the 305th day”.

(2) Section 132 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, agreement

(3) Any of the employees in the bargaining unit defined in a collective agreement other than a first agreement referred to in subsection (2) may, subject to section 67, apply to the Board for a declaration that the trade union no longer represents the employees in the bargaining unit,

ANNEXE 3 LOI DE 1995 SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL

1. La *Loi de 1995 sur les relations de travail* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Application de l'article

127.3 (1) Le présent article s'applique dans les cas où le syndicat et l'employeur ont conclu une convention collective.

Requête en accréditation

(2) Si la durée de la convention collective n'excède pas trois ans, ce n'est qu'après le début des deux derniers mois de son application qu'un autre syndicat peut demander à la Commission par voie de requête de l'accréditer comme agent négociateur de tous les employés ou de quelques-uns d'entre eux compris dans l'unité de négociation définie par la convention.

Idem

(3) Si la durée de la convention collective excède trois ans, ce n'est qu'après le début du 35^e mois de son application et avant le début du 37^e mois de son application, et, ensuite, pendant les deux mois qui précèdent immédiatement la fin de chaque année pendant laquelle elle continue de s'appliquer ou après le début des deux derniers mois de son application, selon le cas, qu'un autre syndicat peut demander à la Commission par voie de requête de l'accréditer comme agent négociateur de tous les employés ou de quelques-uns d'entre eux compris dans l'unité de négociation définie par la convention.

Idem

(4) Si la convention collective visée au paragraphe (2) ou (3) prévoit sa reconduction tacite pour toute autre période ou pour des périodes successives, à défaut par une partie de donner à l'autre un avis de dénonciation ou un avis de son intention de négocier en vue de son renouvellement, sous réserve ou non de modifications, ou de son remplacement, ce n'est que pendant les deux derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des deux derniers mois de son application, selon le cas, qu'un autre syndicat peut demander à la Commission par voie de requête de l'accréditer comme agent négociateur de tous les employés ou de quelques-uns d'entre eux compris dans l'unité de négociation définie par la convention pour l'autre période ou les périodes successives.

2. (1) Le paragraphe 132 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «le 275^e» par «le 305^e».

(2) L'article 132 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : convention collective

(3) Tout employé compris dans l'unité de négociation définie dans une convention collective autre qu'une première convention visée au paragraphe (2), peut, sous réserve de l'article 67, demander à la Commission par voie de requête de déclarer que le syndicat ne représente plus les employés compris dans cette unité, mais seulement :

- (a) in the case of a collective agreement for a term of not more than three years, only after the commencement of the last two months of its operation;
- (b) in the case of a collective agreement for a term of more than three years, only after the commencement of the 35th month of its operation and before the commencement of the 37th month of its operation and during the two-month period immediately preceding the end of each year that the agreement continues to operate thereafter or after the commencement of the last two months of its operation, as the case may be; and
- (c) in the case of a collective agreement referred to in clause (a) or (b) that provides that it will continue to operate for any further term or successive terms if either party fails to give to the other notice of termination or of its desire to bargain with a view to the renewal, with or without modifications, of the agreement or to the making of a new agreement, only during the last two months of each year that it so continues to operate or after the commencement of the last two months of its operation, as the case may be.

Commencement

3. This Schedule comes into force six months after the day the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* receives Royal Assent.

- a) dans le cas où la durée de la convention collective n'excède pas trois ans, après le début des deux derniers mois de son application;
- b) dans le cas où la durée de la convention excède trois ans, après le début du 35^e mois de son application et avant le début du 37^e mois de son application et, ensuite, pendant les deux mois qui précèdent immédiatement la fin de chaque année pendant laquelle elle continue de s'appliquer ou après le début des deux derniers mois de son application, selon le cas;
- c) dans le cas où la convention collective visée à l'alinéa a) ou b) prévoit sa reconduction tacite pour une autre période ou pour des périodes successives, à défaut par une partie de donner à l'autre un avis de dénonciation ou un avis de son intention de négocier en vue de son renouvellement, sous réserve ou non de modifications, ou de son remplacement, pendant les deux derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des deux derniers mois de son application, selon le cas.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur six mois après le jour où la *Loi de 2013 sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une économie plus forte* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 4
OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT**

1. The definition of “worker” in subsection 1 (1) of the *Occupational Health and Safety Act* is repealed and the following substituted:

“worker” means any of the following, but does not include an inmate of a correctional institution or like institution or facility who participates inside the institution or facility in a work project or rehabilitation program:

1. A person who performs work or supplies services for monetary compensation.
2. A secondary school student who performs work or supplies services for no monetary compensation under a work experience program authorized by the school board that operates the school in which the student is enrolled.
3. A person who performs work or supplies services for no monetary compensation under a program approved by a college of applied arts and technology, university or other post-secondary institution.
4. A person who receives training from an employer, but who, under the *Employment Standards Act, 2000*, is not an employee for the purposes of that Act because the conditions set out in subsection 1 (2) of that Act have been met.
5. Such other persons as may be prescribed who perform work or supply services to an employer for no monetary compensation; (“travailleur”)

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Stronger Workplaces for a Stronger Economy Act, 2013* receives Royal Assent.

**ANNEXE 4
LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ
AU TRAVAIL**

1. La définition de «travailleur» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«travailleur» L'une ou l'autre des personnes suivantes, à l'exclusion du détenu d'un établissement correctionnel ou d'un établissement du même genre qui participe, à cet endroit, à un programme de travail ou de réadaptation :

1. La personne qui exécute un travail ou fournit des services contre rémunération en argent.
2. L'élève du secondaire qui exécute un travail ou fournit des services sans rémunération en argent dans le cadre d'un programme d'initiation à la vie professionnelle autorisé par le conseil scolaire dont relève l'école où il est inscrit.
3. La personne qui exécute un travail ou fournit des services sans rémunération en argent dans le cadre d'un programme approuvé par un collège d'arts appliqués et de technologie, une université ou un autre établissement postsecondaire.
4. La personne qui reçoit une formation d'un employeur, mais qui, aux termes de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*, n'est pas un employé pour l'application de cette loi du fait que les conditions énoncées au paragraphe 1 (2) de cette loi sont réunies.
5. Les autres personnes prescrites qui exécutent un travail ou fournissent des services à un employeur sans rémunération en argent. («worker»)

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2013 sur l'amélioration du lieu de travail au service d'une économie plus forte* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 5
 WORKPLACE SAFETY
 AND INSURANCE ACT, 1997**

**ANNEXE 5
 LOI DE 1997 SUR LA SÉCURITÉ
 PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE
 CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

1. Subsection 2 (1) of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* is amended by adding the following definition:

“temporary help agency” means an employer referred to in section 72 who primarily engages in the business of lending or hiring out the services of its workers to other employers on a temporary basis for a fee; (“agence de placement temporaire”)

2. Section 83 of the Act is amended by adding the following subsections:

Temporary help agency worker

(4) For the purposes of this section and despite section 72, if a temporary help agency lends or hires out the services of a worker to another employer who participates in a program established under subsection (1), and the worker sustains an injury while performing work for the other employer, the Board shall,

- (a) deem the total wages that are paid in the current year to the worker by the temporary help agency for work performed for the other employer to be paid by the other employer;
- (b) attribute the injury and the accident costs arising from the injury to the other employer; and
- (c) increase or decrease the amount of the other employer's premiums based upon the frequency of work injuries or the accident costs or both.

Same, access to records

(5) If there is an issue in dispute in respect of a determination made by the Board under subsection (4), the other employer described in that subsection shall be deemed to be an employer for the purposes of sections 58 and 59.

Notice by other employer of injury

(6) The other employer described in subsection (4) shall notify the Board within three days after learning of an injury to a worker that necessitates health care or results in the worker not being able to earn full wages.

Same

(7) The notice must be on a form approved by the Board and the other employer shall give the Board such other information as the Board may require from time to time in connection with the injury.

Failure to comply

(8) An employer who fails to comply with subsection (6), (7) or (9) shall pay the prescribed amount to the Board.

1. Le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«agence de placement temporaire» Employeur visé à l'article 72 dont l'activité principale consiste à prêter ou à louer temporairement, à titre onéreux, les services de ses travailleurs à d'autres employeurs. («temporary help agency»)

2. L'article 83 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Travailleur d'agence de placement temporaire

(4) Pour l'application du présent article et malgré l'article 72, si une agence de placement temporaire prête ou loue les services d'un travailleur à un autre employeur qui participe à un programme établi en vertu du paragraphe (1) et que le travailleur subit une lésion pendant qu'il exécute un travail pour l'autre employeur, la Commission :

- a) considère le montant total du salaire que l'agence de placement temporaire verse au travailleur durant l'année en cours pour un travail exécuté pour l'autre employeur comme étant versé par cet autre employeur;
- b) attribue la lésion et le coût de l'accident du travail à l'autre employeur;
- c) augmente ou diminue le montant des primes de l'autre employeur en se fondant sur la fréquence des accidents du travail ou leur coût, ou les deux.

Idem : accès aux dossiers

(5) Si une question est en litige à l'égard d'une détermination faite par la Commission en application du paragraphe (4), l'autre employeur visé à ce paragraphe est réputé être un employeur pour l'application des articles 58 et 59.

Avis de lésion donné par l'autre employeur

(6) L'autre employeur visé au paragraphe (4) avise la Commission dans les trois jours qui suivent le moment où il a connaissance d'une lésion qui nécessite des soins de santé ou empêche le travailleur de toucher son plein salaire.

Idem

(7) L'avis est rédigé selon la formule approuvée par la Commission, et l'autre employeur donne à la Commission les autres renseignements que celle-ci exige en ce qui concerne la lésion.

Non-conformité

(8) L'employeur qui ne se conforme pas au paragraphe (6), (7) ou (9) paie à la Commission le montant prescrit.

Copy to worker

(9) The other employer shall give a copy of the notice to the worker at the time the notice is given to the Board.

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Copie au travailleur

(9) L'autre employeur donne une copie de l'avis au travailleur en même temps qu'il avise la Commission.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 147

Projet de loi 147

**An Act to amend
the Human Rights Code
with respect to the awarding
of costs of proceedings**

**Loi modifiant le
Code des droits de la personne
en ce qui concerne l'adjudication
des dépens des instances**



Mr. R. Hillier

M. R. Hillier

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading December 4, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 4 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Currently, under the *Statutory Powers Procedure Act*, a tribunal is permitted to award costs if certain preconditions exist. The *Human Rights Code* is amended to provide for the awarding of costs by the Human Rights Tribunal of Ontario. The amendments to the Code prevail over the *Statutory Powers Procedure Act*.

NOTE EXPLICATIVE

À l'heure actuelle, en vertu de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, un tribunal est autorisé à adjuger des dépens si certaines conditions préalables existent. Le *Code des droits de la personne* est modifié afin de prévoir l'adjudication des dépens par le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario. Les modifications apportées au Code l'emportent sur la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

**An Act to amend
the Human Rights Code
with respect to the awarding
of costs of proceedings**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Human Rights Code* is amended by adding the following section:

Costs of proceedings

45.3.1 (1) The Tribunal may award the costs of a proceeding under this Part.

Payment

(2) The Tribunal may order to whom and by whom the costs are to be paid.

Assessment

(3) The Tribunal may fix the amount of the costs or direct that the amount be assessed and it may direct the scale according to which they are to be assessed and by whom they are to be assessed.

Considerations not limited

(4) In awarding costs, the Tribunal is not limited to the considerations that govern awards of costs in any court.

Conflict re *Statutory Powers Procedure Act*

(5) This section applies despite sections 17.1 and 32 of the *Statutory Powers Procedure Act*.

Application

(6) This section applies to proceedings commenced on or after the day this section comes into force.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Human Rights Code Amendment Act (Awarding of Costs), 2013*.

**Loi modifiant le
Code des droits de la personne
en ce qui concerne l'adjudication
des dépens des instances**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le *Code des droits de la personne* est modifié par adjonction de l'article suivant :

Dépens d'une instance

45.3.1 (1) Le Tribunal peut adjuger les dépens d'une instance visée à la présente partie.

Paiement des dépens

(2) Le Tribunal peut ordonner par qui et à qui les dépens doivent être payés.

Liquidation des dépens

(3) Le Tribunal peut fixer les dépens ou ordonner leur liquidation, et peut prescrire un barème d'après lequel ils doivent être liquidés et qui doit les liquider.

Considérations

(4) Lorsqu'il adjuge les dépens, le Tribunal n'est pas tenu aux seules considérations dont un tribunal doit tenir compte en la matière.

Incompatibilité avec la *Loi sur l'exercice des compétences légales*

(5) Le présent article s'applique malgré les articles 17.1 et 32 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Application

(6) Le présent article s'applique aux instances introduites le jour de son entrée en vigueur ou par la suite.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant le Code des droits de la personne (adjudication des dépens)*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 148

**An Act to amend
the Liquor Licence Act
to permit the retail sale of liquor**

Mr. R. Hillier

Private Member's Bill

1st Reading December 4, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 148

**Loi modifiant la
Loi sur les permis d'alcool
pour permettre
la vente au détail d'alcool**

M. R. Hillier

Projet de loi de député

1^{re} lecture 4 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Liquor Licence Act* to allow manufacturers of liquor to obtain a licence to sell liquor that does not contain alcohol in excess of 15 per cent to retail sellers of liquor that meet the requirements specified by the regulations made under the Act.

In turn, when those retail sellers apply for a licence to sell liquor or a renewal of that licence, they can request that the licence not be subject to the condition that presently applies to other licences to sell liquor, namely the requirement that liquor sold must not be removed from the premises to which the licence applies. A licence to sell liquor that is held by a retail seller is subject to the conditions that liquor sold under that licence shall not contain alcohol in excess of 15 per cent and shall not be sold except during the hours of 7 a.m. to midnight local time.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les permis d'alcool* pour permettre aux fabricants d'alcool d'obtenir un permis de vente d'alcool n'ayant pas une teneur en alcool supérieure à 15 % aux vendeurs d'alcool au détail qui satisfont aux exigences précisées par les règlements pris en vertu de la Loi.

Lorsque ces vendeurs au détail présentent à leur tour une demande de permis de vente d'alcool ou de renouvellement d'un tel permis, ils peuvent demander que le permis ne soit pas assorti de la condition qui s'applique à l'heure actuelle aux autres permis de vente d'alcool et qui interdit que l'alcool vendu soit enlevé du local auquel se rapporte le permis. Le permis de vente d'alcool dont est titulaire un vendeur au détail est assorti des conditions selon lesquelles l'alcool vendu en vertu du permis ne doit pas avoir une teneur en alcool supérieure à 15 % et ne doit être vendu qu'entre 7 h et 24 h, heure locale.

An Act to amend
the Liquor Licence Act
to permit the retail sale of liquor

Loi modifiant la
Loi sur les permis d'alcool
pour permettre
la vente au détail d'alcool

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Section 6 of the *Liquor Licence Act* is amended by adding the following subsection:

Manufacturer's licence

(3.1) A licence to sell liquor may be issued under this section to a manufacturer who is entitled to it if,

- (a) the licence is subject to the conditions that,
 - (i) the manufacturer shall not sell liquor to any person except a licensee described in subsection 12 (2.1), and
 - (ii) the liquor that the manufacturer sells under the licence shall not contain alcohol in excess of 15 per cent; or
- (b) the regulations authorize the issuance of the licence.

(2) Subsection 6 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Prohibition

(4) A licence to sell liquor shall not be issued to a person who, by reason of an agreement, arrangement or understanding with any person, is likely to promote the sale of liquor or to sell the liquor of a manufacturer exclusive of any other manufacturer.

2. Section 12 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same, retail sale

(2.1) Despite the regulations, a licence to sell liquor that is issued to a licensee who meets the prescribed requirements and who is not a manufacturer shall not be subject to any condition that the licensee ensure that the liquor not be removed from the premises to which the licence applies if,

- (a) in applying for the licence or a renewal of the licence, the applicant or the licensee, as the case may be, requests that the licence not be subject to such a condition; and

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) L'article 6 de la *Loi sur les permis d'alcool* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Permis du fabricant

(3.1) Un permis de vente d'alcool peut être délivré en vertu du présent article à un fabricant qui y est admissible si, selon le cas :

- a) le permis est assorti des conditions suivantes :
 - (i) le fabricant ne doit pas vendre de l'alcool à qui que ce soit, sauf à un titulaire de permis visé au paragraphe 12 (2.1),
 - (ii) l'alcool que vend le fabricant en vertu du permis ne doit pas avoir une teneur en alcool supérieure à 15 %;
- b) les règlements autorisent la délivrance du permis.

(2) Le paragraphe 6 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction

(4) Un permis de vente d'alcool ne doit pas être délivré à la personne qui, en raison d'un accord, d'un arrangement ou d'une entente conclus avec quiconque, est susceptible de favoriser la vente d'alcool ou de vendre l'alcool d'un fabricant à l'exclusion de tous les autres.

2. L'article 12 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : vente au détail

(2.1) Malgré les règlements, un permis de vente d'alcool délivré à un titulaire de permis qui satisfait aux exigences prescrites et qui n'est pas un fabricant ne doit être assorti d'aucune condition selon laquelle le titulaire de permis veille à ce que l'alcool ne soit pas enlevé du local auquel se rapporte le permis si, à la fois :

- a) lorsqu'il présente une demande de permis ou de renouvellement de permis, l'auteur de la demande ou le titulaire de permis, selon le cas, demande que le permis ne soit pas assorti d'une telle condition;

- (b) on issuing or renewing the licence, the Registrar includes a notation on the licence that it is not subject to such a condition.

Conditions for retail sale

(2.2) A licence to sell liquor described in subsection (2.1) is subject to the conditions that,

- (a) the liquor that the licensee sells under the licence shall not contain alcohol in excess of 15 per cent; and
- (b) the licensee shall not sell liquor under the licence except between the hours of 7 a.m. and midnight local time.

3. Subsection 14 (2) of the Act is amended by striking out “section 8.1, subsection 10 (4), 11 (5), 11.1 (4)” and substituting “clause 6 (3.1) (a), section 8.1, subsection 10 (4), 11 (5), 11.1 (4) or 12 (2.2)”.

4. Section 14.1 of the Act is amended by striking out “subsection 10 (4), 11 (5), 11.1 (4)” and substituting “clause 6 (3.1) (a), subsection 10 (4), 11 (5), 11.1 (4) or 12 (2.2)”.

Commencement

5. This Act comes into force six months after the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Spirits of Competition Act (Liquor Licences), 2013*.

- b) à la délivrance ou au renouvellement du permis, le registrateur inscrit sur le permis une mention selon laquelle celui-ci n'est pas assorti d'une telle condition.

Conditions applicables à la vente au détail

(2.2) Le permis de vente d'alcool visé au paragraphe (2.1) est assorti des conditions suivantes :

- a) l'alcool que vend le titulaire de permis en vertu du permis ne doit pas avoir une teneur en alcool supérieure à 15 %;
- b) le titulaire de permis ne doit vendre de l'alcool en vertu du permis qu'entre 7 h et 24 h, heure locale.

3. Le paragraphe 14 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «à l'article 8.1, au paragraphe 10 (4), 11 (5) ou 11.1 (4)» par «à l'alinéa 6 (3.1) a), à l'article 8.1, au paragraphe 10 (4), 11 (5), 11.1 (4) ou 12 (2.2)».

4. L'article 14.1 de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe 10 (4), 11 (5) ou 11.1 (4)» par «à l'alinéa 6 (3.1) a), au paragraphe 10 (4), 11 (5), 11.1 (4) ou 12 (2.2)».

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur six mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur l'esprit de concurrence (permis d'alcool)*.



3 1761 11470548 6

